

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

DU CONFLIT AU DIALOGUE :  
RÉFLEXIONS POUR UNE ÉTHIQUE DE L'INTERVENTION.  
L'EXPÉRIENCE DE CONSTRUCTION IDENTITAIRE  
DE LA COMMUNAUTÉ DE TAMBOGRANDE AU PÉROU  
À TRAVERS SA LUTTE POUR S'APPROPRIER SON DÉVELOPPEMENT

THÈSE  
PRÉSENTÉE  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DU DOCTORAT EN COMMUNICATION

PAR  
GENEVIÈVE MELOCHE

MAI 2007

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Ce travail de recherche n'aurait jamais été possible sans la collaboration d'organisations et de personnes qui ont facilité mes démarches au Pérou. Je tiens à souligner la contribution financière du Fonds québécois de recherche sur la nature et les technologies pour l'ensemble du projet de thèse et pour un stage de recherche au Pérou en 2002 et 2003, et du Centre de recherches pour le développement international (CRDI), qui a permis, entre autres, la présentation des résultats de la recherche au Pérou en 2006.

Je remercie SUCO, qui m'a reçu dans ses bureaux au Pérou durant mon premier séjour. *CooperAcción* a été mon organisme d'accueil péruvien depuis le début de mon projet de recherche et je le dois à l'exceptionnelle collaboration de Jose de Echave.

Mes collaboratrices de recherche, Diane St-Antoine et Cisse Garcia Toro m'ont donné une aide précieuse sans laquelle je n'aurais pu m'intégrer aussi rapidement à la communauté.

Madeleine Pérusse et Marcelo Aguayo, qui ont traduit et révisé le premier rapport de recherche en espagnol, ont accompli un travail consciencieux pour bien rendre mes idées dans une langue qui m'était étrangère jusqu'en 2000 tout comme les personnes qui m'ont lue et qui m'ont aidée à réviser la thèse : André, Myriam, Bruno, Annie, Patricia, Virginie, Benoît, Lyne et France : un gros merci !

Merci à mes directeurs d'étude, René-Jean Ravault et Claude-Yves Charron, qui ont su, chacun à leur manière, orienter et appuyer ma recherche. René-Jean a toujours été généreux de ses commentaires et m'a encouragé à pousser la réflexion toujours plus loin. Claude-Yves me suit et m'encourage à poursuivre ce projet d'étude depuis le début de ma maîtrise en 1998. Sa force tranquille m'aide à voir plus loin.

Enfin, je veux remercier chaleureusement mon conjoint Léopold Ste-Marie, ma famille et mes amies pour leur compréhension et leurs encouragements indéfectibles durant toutes ces années.

Je dédie ma thèse aux femmes et aux hommes de Tambogrande, aux personnes interviewées qui sont nommées dans la thèse et à toutes celles qui ont préféré garder l'anonymat.

## TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES .....	xii
RÉSUMÉ .....	xiii
INTRODUCTION .....	1
Démarche générale de la thèse .....	1
Mise en contexte .....	5
Objectifs de recherche .....	8
Changement de paradigme de développement .....	10
Enjeux du conflit à l'étude .....	12
Problèmes et questions de recherche .....	13
Présentation des chapitres .....	15
CHAPITRE I	
PROBLÉMATIQUE DE RECHERCHE .....	24
1.1 La construction de la culture comme enjeu des luttes du développement .....	25
1.1.1 Redéfinir le « nous » dans un monde en mutation .....	26
1.2 Communication pour le développement et résolution de conflits .....	31
1.2.1 Caractère construit du discours .....	32
1.2.2 Globalisation de la procédure technique .....	33
1.3 La problématisation de l'objet .....	36
1.3.1 Une approche culturelle des conflits du local au global .....	37
CHAPITRE II	
CADRE THÉORIQUE .....	39
2.1 Le changement social : entre le conflit et la solidarité .....	41
2.2 L'approche constructiviste pour comprendre le développement .....	43
2.2.1 Fondements de l'action collective et de l'existence humaine .....	45
2.3 Théories et concepts clés pour la recherche terrain .....	48



2.3.1	Identité .....	49
2.3.2	Représentations sociales et idéologies .....	53
2.3.3	Appropriation .....	55
2.3.4	Théorie des minorités actives .....	56
2.4	Conclusion du cadre théorique .....	59

### CHAPITRE III MÉTHODOLOGIE.....61

3.1	Enjeux de la recherche .....	61
3.1.1	Construction de l'objet de recherche.....	63
3.1.2	La méthode subjective.....	65
3.1.3	Technique de ruptures .....	66
3.2	Stratégies d'enquête sur le terrain et élaboration des catégories d'analyse.....	67
3.2.1	Type de recherche privilégié.....	68
3.2.2	Catégories pour appréhender l'objet de recherche .....	69
3.2.3	Étapes de la recherche .....	72
3.2.4	Entrevues individuelles et groupes de discussion .....	75
3.2.5	Échantillon .....	76
3.3	Le travail de terrain .....	77
3.3.1	Stratégie d'entrée dans la communauté.....	78
3.3.2	Observation du quotidien .....	80
3.3.3	Entrevues auprès des leaders.....	84
3.3.4	Entrevues dans la communauté.....	85
3.3.5	A priori du chercheur et des sujets .....	85
3.4	Méthodologie d'analyse .....	87
3.4.1	Outils de recherche et d'analyse .....	88
3.5	En résumé.....	89

## PARTIE I — CONTEXTES

### CHAPITRE I ACTEURS SOCIAUX.....92

1.1	Définition des mouvements sociaux au Nord et au Sud.....	93
1.2	Histoire et courants de l'organisation communautaire en Amérique latine .....	95

1.2.1	Les premiers pas de l'organisation communautaire .....	96
1.2.2	Les années 1960 et le macrodéveloppement .....	96
1.2.3	L'urbanisation et l'effervescence des années 1970.....	97
1.2.4	Construire les communautés .....	98
1.2.5	Le pragmatisme des années 1980.....	102
1.2.6	L'internationalisation des années 1990 .....	103
1.2.7	Vers une nouvelle révolution ? .....	104
1.2.8	Des acteurs qui dérangent .....	105
1.3	L'apparition des ONG en Amérique latine .....	106
1.3.1	« Communautés internationales » .....	107
1.3.2	Les agences internationales et les ONG.....	108
1.3.3	Identité partagée par les ONG latino-américaines .....	109
1.3.4	Autonomie politique des ONG et rôle par rapport à l'État .....	110
1.3.5	Efficiencia des ONG .....	110
1.4	Le mouvement féministe en Amérique latine .....	111
1.4.1	Identité féministe et marginalité.....	112
1.4.2	Femmes et démocratie.....	113
1.4.3	Égalité et diversité.....	114
1.4.4	À la croisée des chemins .....	115
1.5	L'aide au développement .....	116
1.5.1	Indépendance relative des ONG.....	116
1.5.2	Des résultats mitigés .....	117
1.6	<i>The Backyard Revolution</i> .....	120
1.7	Acteurs sociaux de la région de Piura .....	123
1.7.1.	Organisation sociale et politique de Tambogrande .....	124

## CHAPITRE II

DESCRIPTION DU CAS À L'ÉTUDE .....	127
------------------------------------	-----

### **Section 1 : Contextes du conflit.....129**

2.1	Contextes socioéconomique, environnemental et politique .....	129
2.1.1	Le Pérou .....	129
2.1.2	La municipalité de Tambogrande.....	130
2.1.3	La question agraire au Pérou.....	133

2.1.4	Industrie minière au Pérou .....	134
2.1.5	Problématique minière au Pérou et stratégie de gestion de risque .....	136
2.1.6	Histoire politique du Pérou .....	138
2.2	Histoire de Tambogrande .....	141
2.2.1	Activité minière dans la région de Piura .....	143
2.2.2	Refus de l'exploitation minière à Tambogrande .....	143
2.3	Histoire du conflit avec Manhattan .....	144
	<b>Le projet minier de Manhattan.....</b>	<b>145</b>
2.3.1	Procédures légales liées au projet Manhattan .....	147
2.3.2	Consultation populaire .....	149
	<b>Section 2 : Acteurs du conflit .....</b>	<b>154</b>
2.4	Vue d'ensemble du positionnement des acteurs.....	155
2.4.1	Groupes d'acteurs et positionnement .....	161
2.4.2	Alliances locales, régionales, nationales et internationales.....	162
2.4.3	Alliances régionales .....	163
2.4.4	Alliances nationales .....	165
2.4.5	Alliances internationales .....	166
2.5	Quelques repères historiques du conflit de Tambogrande .....	167
2.5.1	Cinq grandes étapes du conflit .....	168
	<b>Prise de conscience (1999-2001) .....</b>	<b>168</b>
	<b>Internationalisation du cas (2001-2002) .....</b>	<b>168</b>
	<b>Consultation populaire (2002-2003) .....</b>	<b>168</b>
	<b>Intensification de l'opposition (2003) .....</b>	<b>168</b>
	<b>Départ de Manhattan (2004-2005).....</b>	<b>168</b>
	<b>Épilogue du conflit (2006).....</b>	<b>169</b>
	 <b>PARTIE II — ANALYSE DU CAS</b>	
	<b>Terre fertile et fils déserteur .....</b>	<b>176</b>
	 <b>CHAPITRE I</b>	
	<b>PRENDRE L'ESPACE PUBLIC.....</b>	<b>177</b>
1.1	En quête d'une légitimité scientifique et morale.....	178
1.2	Affrontements et rapports de force.....	179

1.2.1	Boycott des audiences publiques .....	180
1.3	Conquérir les esprits et les cœurs .....	181
1.3.1	Les réseaux d'information au service de la lutte .....	181
1.3.2	Campagnes de sensibilisation et de mobilisation .....	183
1.3.3	Accéder à la scène internationale .....	184
1.3.4	Impact local des médias .....	185
1.4	Prendre l'espace légal .....	185
1.4.1	Consultation populaire .....	186
1.4.2	Bénéfices et limites des démarches légales .....	187
1.5	Prendre l'espace politique .....	188
1.5.1	Rejoindre le pouvoir régional .....	189
1.6	En résumé .....	190
	<b>Première rencontre : une histoire incroyable .....</b>	<b>192</b>
CHAPITRE II		
	DIVISER POUR MIEUX RÉGNER .....	193
2.1	Pouvoir politique et changement .....	193
2.1.1	Se protéger contre l'ingérence .....	194
2.1.2	Acheter les gens .....	194
2.2	Violence et terrorisme .....	196
2.3	Corruption et crise de confiance .....	197
2.3.1	Problème généralisé de gouvernance et dynamique d'exploitation .....	199
2.4	Une menace toujours présente .....	200
2.5	Partialité des médias .....	202
2.6	En résumé .....	203
	<b>La grande traversée des <i>Tambograndinos</i> .....</b>	<b>205</b>
CHAPITRE III		
	HISTOIRE D'UN PEUPLE EN LUTTE .....	206
3.1	La colonisation .....	206
3.1.1	<i>Self made man</i> : combativité contagieuse et tradition agricole .....	208
3.2	La longue lutte contre les entreprises minières .....	210
3.2.1	Le calme après la tempête ? .....	211

3.3	Une position stratégique.....	212
3.3.1	Leadership.....	213
3.3.2	Mauvaise presse de l'industrie minière.....	214
3.3.3	Faiblesse de « l'ennemi ».....	215
3.3.4	Des appuis indispensables.....	215
3.4	En résumé.....	217
	<b>Gardiens de la tradition.....</b>	<b>220</b>

#### CHAPITRE IV PROJECTIONS D'UNE SOCIÉTÉ MODÈLE.....222

4.1	Le regard des autres et la fierté d'être reconnu .....	223
4.1.1	Coutumes et rituels.....	224
4.1.2	Attirer les investisseurs étrangers et les richesses.....	225
4.1.3	L'environnement.....	225
4.2	Identité locale et développement global.....	226
4.3	Visions de la communauté idéale et du développement.....	228
4.3.1	Définitions du développement .....	228
4.3.2	Développement solidaire et durable.....	229
4.3.3	Qui décide du développement ? .....	230
4.4	En résumé.....	231

#### CHAPITRE V ÉDUCATION POLITIQUE ET DÉVELOPPEMENT .....233

5.1	Une vision concertée du développement.....	234
5.2	Les enjeux de la démocratie.....	235
5.3	Crise de légitimité de l'État péruvien.....	237
5.4	Visibilité et participation des minorités .....	238
5.5	Changements dans les pratiques et les mentalités.....	240
5.6	Mise en évidence des inégalités sociales.....	241
5.6.1	Exode des jeunes.....	242
5.7	En résumé.....	243
	<b>Dans l'ombre et la lumière .....</b>	<b>245</b>

CHAPITRE VI	
FEMMES EN LUTTE ET DÉMOCRATIE .....	247
6.1 Héroïnes .....	248
6.2 Au milieu de la bataille .....	249
6.3 La naissance d'un mouvement de femmes à Tambogrande.....	250
6.4 Problématique économique des femmes .....	251
6.4.1 Pauvreté et discrimination.....	252
6.4.2 L'influence extérieure .....	254
6.5 Les lieux de résolution de problèmes privilégiés .....	254
6.6 En résumé.....	256
<b>Épilogue : le battement d'aile d'un papillon .....</b>	<b>258</b>
CHAPITRE VII	
SYNTHÈSE DE L'ANALYSE DE CAS .....	259
7.1 Rôle des minorités actives.....	260
7.1.1 Processus d'influence des minorités actives .....	262
7.1.2 Maintenir la cohérence entre des visions divergentes du développement.....	264
7.2 Changement social : vers un développement approprié.....	266
7.2.1 Consolidation du changement et contextes d'apprentissage .....	268
7.3 Appropriation du développement.....	269
7.3.1 Une nouvelle trajectoire .....	271
7.4 Création d'un nouvel espace de signification.....	273
7.4.1 Intersubjectivités et identités prescrites.....	274
7.4.2 Rapport au territoire .....	276
7.5 En conclusion de la synthèse de l'analyse de cas.....	285
PARTIE III	
RÉFLEXIONS POUR UNE NOUVELLE POSTURE DE RECHERCHE .....	287
CHAPITRE I	
ANALYSE DES RELATIONS INTERCULTURELLES	
EN SITUATION DE CONFLIT.....	288
1.1 L'attrait de l'ailleurs et la connaissance de soi.....	290
1.2 Déconstruction de l'objet et réflexivité.....	292

1.2.1	Processus d'écriture .....	293
1.2.2	Choc des cultures .....	296
1.2.3	Comprendre le changement au cœur de l'événement .....	302
1.3	Comprendre les cultures et sortir des paradigmes du développement .....	304
1.3.1	Échanges, réception active et confiance.....	306
1.4.1	En résumé.....	311

## CHAPITRE II

PRINCIPES D'INTERVENTION ET APPROCHE THÉORIQUE .....	314
--	-----

2.1	Les enjeux du travail de recherche .....	314
2.1.1	Engagement pour le dialogue.....	316
2.1.2	Prendre conscience de sa position.....	319
2.1.3	L'instrument au service de la recherche.....	326
2.1.4	Contexte interculturel.....	328

## CONCLUSION

VERS DE NOUVEAUX TERRITOIRES .....	333
Principaux résultats de l'analyse de cas .....	335
Pluralité identitaire et héritages culturels .....	337
Issues et perspectives du conflit .....	339
Vers une éthique de la coopération et du dialogue.....	340
...dans le développement .....	341
Impacts de ma recherche .....	343
Et si l'autre c'était soi ? .....	345

## APPENDICE A

RÉFÉRENCES ORIGINALES DES CITATIONS .....	349
---	-----

## APPENDICE B

ÉCHANTILLON DES ACTEURS SOCIAUX AYANT JOUÉ UN RÔLE DANS LE CONFLIT DE TAMBOGRANDE.....	373
---	-----

## APPENDICE C

FORMULAIRE DE CONSENTEMENT, LETTRES D'APPUI ET AUTRES CORRESPONDANCES.....	381
---	-----

APPENDICE D	
CANEVAS D'ENTREVUE, CALENDRIER DES RENCONTRES	
ET RAPPORTS DE RECHERCHE .....	388
APPENDICE E	
STATISTIQUES DE L'ÉCHANTILLON.....	408
APPENDICE F	
COUPURES DE PRESSE .....	412
BIBLIOGRAPHIE.....	416



## LISTE DES FIGURES

Figure		Page
1.	Carte du Pérou.....	129
2.	Carte du district de Tambogrande .....	131
3.	Projet minier à Tambogrande.....	154

## RÉSUMÉ

Comment dialoguer dans un contexte interculturel de coopération ? Ma thèse constitue un travail de réflexion permettant de suivre l'évolution de ma posture durant les différentes étapes du processus de recherche. Ma démarche explicite les enjeux propres à mon intervention en contexte de conflit et propose une attitude intellectuelle et éthique à adopter pour favoriser le dialogue à la suite de l'analyse critique de mon expérience sur le terrain.

Un des défis de la recherche a été de comprendre le changement sans reproduire une vision ethnocentrée du développement, qui projette l'angoisse culpabilisante des sociétés modernes. Dans un monde où les repères sont éclatés, la quête de connaissance devient nécessairement une quête sur le sens de l'existence humaine que le chercheur doit intégrer consciemment à sa démarche scientifique.

Les principes d'intervention sont élaborés à partir de l'expérimentation d'une approche intersubjective originale inspirée de l'analyse du cas de la communauté de Tambogrande au Pérou, qui a entrepris, en 1999, une lutte contre la minière canadienne Manhattan pour maintenir son mode de vie agricole. La recherche menée sur le terrain entre 2002 et 2006 illustre comment la lutte a participé à l'appropriation par la communauté de son développement et a transformé profondément les rapports sociaux et communautaires. À la suite du conflit, les citoyens de Tambogrande se disent plus en mesure d'affirmer et de défendre leurs propres choix de développement. Face aux événements entourant la venue de la transnationale et confrontée à une série de décisions affectant son développement, la communauté s'est mobilisée et a pris conscience de ses capacités d'action. En ce sens, la production et la résolution du conflit constituent un moteur de changement social.

Les enjeux sociaux et culturels de cette lutte ont été étudiés d'après l'expérience des acteurs sociaux, selon une approche ethnométhodologique. Comment appréhender les stratégies de mobilisation et l'œuvre d'éducation politique menant au changement à l'intérieur même de l'événement, c'est-à-dire dans une dynamique de *coersédution*, donc au sein de réseaux d'influence complexes ? La théorie des minorités actives de Moscovici définit les mécanismes d'influence des acteurs pour s'engager dans un rapport de force avec la majorité. Leur lutte se joue sur le terrain symbolique pour gagner les sphères du pouvoir formel : il s'agit d'une prise de parole essentielle à l'autodétermination.

Ma thèse démontre la nécessité d'adopter une approche culturelle des enjeux et des pratiques afin de sortir des modèles dominants de développement. L'étude des solutions alternatives au développement et des nouveaux phénomènes de différenciation identitaire permet de considérer le monde dans sa complexité, avec autant de visions du développement que d'acteurs qui y participent, dans une perspective constructiviste de *réception active*, visant une intervention plus respectueuse des communautés, et tenant compte du potentiel de leurs visées émancipatrices.

Mots clés : dialogue, Pérou, éthique, conflit, mines, lutte, communauté, Tambogrande, agriculture, Amérique latine, communication, stratégie, réflexivité, minorités actives, développement, identité, émancipation, appropriation, changement social, symbolique, mondialisation, paysans, autochtones, interculturel, ethnocentrisme, Canada, réception active.

## INTRODUCTION

Il n'y a pas d'éducateur, ni d'éduqué, disait Freire, il y a simplement le monde qui médiatise les connaissances (Paolo Freire, traduction libre).

### **Démarche générale de la thèse**

Deux grandes motivations ont guidé le cheminement méthodologique et théorique de ma thèse : le besoin de savoir ce qui engendre les changements sociaux et la volonté de comprendre l'autre. C'est en 2000, alors que je dirigeais un regroupement d'organismes voués à la protection de l'environnement, que j'ai décidé d'entreprendre des études doctorales afin de tenter de répondre à mes préoccupations de plus en plus pressantes pour les enjeux internationaux. Il m'apparaissait que pour « intervenir » au Sud, dans un contexte interculturel, et pour mieux comprendre le monde du développement international, je devais d'abord essayer de le comprendre « de l'intérieur », c'est-à-dire en allant sur le terrain. Comme l'enseigne Freire, l'éducateur doit apprendre dans la démarche et donc faire un effort d'introspection.

Ma démarche constitue, dans sa présentation chronologique, le corps et le cœur de la thèse, qui se veut une réflexion éthique pour me positionner au sein des communications pour le développement. Cette thèse ne cherche donc pas à démontrer, par une problématique de type hypothético-déductif, la meilleure approche pour aborder les questions de développement international. Il s'agit plutôt d'un travail analytique et réflexif permettant de suivre l'évolution de ma posture durant les différentes étapes du processus de recherche, dans ses divers espaces/temps.

Chacune des parties de la thèse correspond ainsi aux mouvements distincts de cette réflexion dans le temps et dans l'écriture : du cadrage méthodologique et théorique initial, offert dans les premiers chapitres de la thèse, en passant par l'analyse du cas, dans la seconde partie, jusqu'au recadrage de ma posture, dans la troisième partie. Ce second niveau d'analyse

repose sur les notes ethnographiques que j'ai prises au cours de mon expérience sur le terrain au Pérou et qui documentent mes efforts pour entrer en dialogue avec l'autre.

« L'autre » n'est pas toujours le même lecteur. Diverses voix, diverses trames de dialogue composent la thèse. Certaines me sont apparues plus attrayantes, voire mythiques, comme les récits des sujets de l'étude de cas. D'autres se sont fait plus discrètes, notamment la mienne qui a appris à s'affirmer au fil de l'expérience. Certaines voix, plus insistantes, se sont parfois imposées : celles des représentants de mon institution universitaire avec ses normes d'écriture et ses contraintes de temps, celle des bailleurs de fonds et des directeurs d'étude avec leurs exigences académiques propres et parfois contradictoires.

Outre l'exigence « d'aborder les répercussions de genre, d'être utile pour les gens concernés, de contribuer aux savoirs actuels et d'utiliser des méthodes accessibles aux populations locales pour partager les résultats de la recherche », une des exigences de mes bailleurs de fonds était « d'utiliser une méthode de recherche quantitative à l'aide de techniques de statistiques telles que l'établissement de correspondances multidimensionnelles ou l'analyse relationnelle », ce qui n'était pas évident à concilier avec l'approche ethnométhodologique privilégiée au départ, comme il sera démontré dans la thèse. Ces exigences ne m'ont pas aidé à adopter une approche moins « positiviste » et à sortir de mon ethnocentrisme. La rédaction de la thèse a ainsi constitué, à l'instar des gens de Tambogrande au Pérou, un lieu de lutte symbolique pour la liberté de pensée, en même temps que l'exercice m'apprenait comment penser et agir en contexte interculturel.

Ainsi, malgré mes intentions de donner la parole aux sujets locaux et de faire ma place d'auteure, force est de constater que le résultat final est largement influencé par ces voix institutionnelles qui décident ultimement de la valeur de ma démarche intellectuelle.

On dit souvent que c'est le retour du voyage qui est le plus difficile car c'est à ce moment qu'il faut intégrer notre identité transformée par l'expérience à nos cultures d'attache. Ma thèse témoigne de mes efforts pour préserver les deux à la fois, dans l'ici et dans l'ailleurs « Being here, being there » (Geertz) et pour traduire cette expérience en connaissances utiles

et pertinentes là-bas comme ici. Pour suivre cette démarche, il est nécessaire de retracer mes allers-retours entre ici et là-bas, à partir du début.

J'ai effectué trois séjours au Pérou dans le cadre de ce projet de recherche. Le premier, qui s'est déroulé de septembre 2002 à mai 2003, visait à faire une exploration générale du « monde de la coopération internationale ». J'ai rencontré des coopérants, des chercheurs et des intervenants sociaux. J'ai visité plusieurs communautés et pris connaissance de différents projets communautaires de développement. J'ai écouté celles et ceux à qui l'aide au développement était destinée, tout comme des chefs d'entreprises transnationales et des représentants d'États et d'agences de développement.

C'est seulement à la fin de ce premier périple que je me suis intéressée au cas de Tambogrande. Cette histoire avait attiré mon attention avant d'aller au Pérou. J'avais lu un article dans la presse canadienne (voir appendice F) faisant état du référendum organisé par les *Tambograndinos* en juin 2002 pour se prononcer sur le projet d'exploitation de l'entreprise minière canadienne Manhattan. J'ai décidé d'aller rencontrer les militants de cette lutte sur le terrain, à l'extrême Nord du Pérou près de la côte Pacifique. J'y allais alors à titre de journaliste pigiste, mais je n'ai finalement jamais publié d'articles.

Ayant débuté en 1999, au moment où l'entreprise a commencé des travaux d'exploration, le conflit avait rapidement acquis une notoriété internationale en raison de l'assassinat d'un leader de la lutte et d'actes de vandalisme perpétrés au siège de Manhattan à Tambogrande. Après une succession d'importantes manifestations et face à l'opposition grandissante, le projet de mine à ciel ouvert a finalement été retiré en 2005, créant un précédent au Pérou et en Amérique latine.

Durant l'année qui a suivi ce premier séjour à Tambogrande, mon objet de recherche a commencé à se dessiner autour de la thématique de l'appropriation du développement local en contexte de conflit. En juillet 2005, je suis retournée sur le terrain pour approfondir la question identitaire. Lors de ce second séjour, une centaine de personnes ont été rencontrées, mais surtout, j'ai partagé la vie quotidienne des membres de cette communauté durant plus d'un mois, ce qui a contribué à questionner ma pratique de recherche et d'intervention et à

transformer ma propre « identité ». Le début de la thèse décrit la posture que j'avais à ce moment. Le cadre théorique était peu étoffé voire rudimentaire, la méthodologie était appuyée sur des travaux semblables et des techniques d'enquête qualitatives classiques, dont il m'a été donné de constater les limites par la suite.

Près d'un an plus tard, soit en mai 2006, le fruit de mes premières analyses a été présenté aux acteurs de la lutte de Tambogrande et aux intellectuels de Lima et de Piura, lors du troisième et dernier séjour au Pérou. Ces résultats préliminaires ont été organisés dans un style d'écriture se rapprochant de la version actuelle de l'analyse de cas, c'est-à-dire sous forme de témoignages et de portraits ethnographiques. J'ai voulu, de cette manière, rendre compte du point de vue des *Tambograndinos* d'une façon aussi respectueuse que possible, avec le souci de ne pas « effacer l'intention des gens derrière l'analyse et l'interprétation », tout en partageant ma démarche et mes questionnements méthodologiques.

Cette rencontre autour de mes premières conclusions de la recherche a été le point tournant de ma démarche car elle m'a fait prendre conscience, au fil des semaines qui ont suivi, de l'écart à combler pour véritablement dialoguer avec l'autre et pour dépasser mes propres préjugés et mon ethnocentrisme. Je me suis notamment rendu compte que ma position devait être précisée et que ma place d'auteure devait être rendue plus explicite, ce qui a été fait, notamment dans la première partie de la thèse « Contextes », qui constitue mon cadre d'interprétation pour l'analyse du cas.

Plus que tout, cette expérience m'a permis de comprendre l'importance de l'engagement en m'aidant à saisir les impacts de l'intervention de coopération, tant au Sud qu'au Nord. De fait, ma démarche de recherche s'inscrit dans le large réseau de solidarité qui s'est constitué autour du cas de Tambogrande, allant bien au-delà de mon engagement intellectuel. Les répercussions se sont fait sentir dans plusieurs organisations, dont SUCO, qui m'a accueilli lors de mon premier séjour au Pérou.

À l'instar de plusieurs ONG canadiennes, pour qui le travail avec les communautés minières du Pérou et leur appui aux *Tambograndinos* a renforcé leur position en faveur de celles-ci, SUCO a lancé une campagne publique sur « les investissements responsables ». Cette

campagne visait à questionner l'éthique des entreprises et à inviter les citoyens canadiens à faire pression sur les entreprises canadiennes qui œuvrent dans les pays du Sud pour qu'elles respectent les normes environnementales et les droits fondamentaux des populations.

Ce type d'appui du Nord est souvent déterminant dans la destinée des populations et dans leur choix de développement. C'est pourquoi l'éthique d'intervention doit, selon moi, guider les réflexions et les pratiques de tous les intervenants dans les politiques de développement local. En ce sens, ma démarche et mes questionnements pourront servir, je l'espère, à l'élaboration de conduites d'intervention plus cohérentes avec les revendications des ONG envers les « entreprises délinquantes ».

Mon expérience au Pérou s'est donc avérée une occasion exceptionnelle de cheminer pour acquérir les connaissances et les compétences pour intervenir dans les questions liées au développement. À l'instar de la démonstration de Todorov dans « La découverte de l'Amérique », j'ai voulu partager les découvertes « que le *je* fait de l'*autre* », et pousser la réflexion un peu plus loin, pour mieux comprendre comment se font ces apprentissages dans un cadre interculturel.

### **Mise en contexte**

Les processus de recomposition politique vécus depuis les transformations des années 1990 en Amérique latine et l'intensification de l'exploitation des ressources naturelles au Pérou, liées aux changements survenus dans les législations encadrant les investissements étrangers, ont eu pour conséquence l'émergence de divers mouvements politico-sociaux de revendications identitaires autour du contrôle et de l'usage de la terre. Ce phénomène est, selon Manero (2003), l'un des plus significatifs de l'histoire récente de l'Amérique latine et se caractérise par la transformation même de l'idée de conflit.

La multiplication des conflits liés à la gestion des ressources naturelles et à la propriété de la terre révèle un phénomène nouveau dans sa forme, mais qui s'inscrit dans une continuité historique en ce sens qu'il est porteur d'un lourd passé d'inégalités. De la colonisation

jusqu'à la globalisation<sup>1</sup>, l'Amérique latine a vu naître diverses générations de résistants, qui ont fait preuve d'un sens constant de l'innovation frappant l'imaginaire collectif.

Si leur impact concret est difficile à saisir, il est possible d'analyser les problèmes que ces mouvements dénoncent et l'évolution des stratégies et moyens pour le faire. Les modèles de résolution de problèmes permettent d'appréhender l'évolution des schémas culturels propres à une communauté, dans un contexte où la mobilisation collective prend des formes qui échappent aux catégories traditionnelles du politique.

Il m'est apparu pertinent de faire une étude plus approfondie de l'expérience d'action collective des acteurs sur le terrain afin d'en tirer des enseignements en termes d'intervention dans un cadre de coopération afin de mieux comprendre les dimensions culturelles en jeu dans les conflits liés au développement.

Dans cette perspective, la mobilisation sans précédent de la communauté péruvienne de Tambogrande face à une transnationale minière canadienne a le mérite d'ouvrir de nouveaux horizons pour comprendre le développement et sortir de la pensée économique voulant que sans développement minier point de salut. Cette expérience singulière, pacifique et démocratique, contribue actuellement, par sa diffusion à travers l'Amérique latine (notamment en Argentine et au Guatemala) et à travers le monde, à questionner et à façonner les pratiques et les modes de pensée dans le développement local.

Dans un contexte de plus en plus marqué par la mobilité des populations<sup>2</sup> et la multiplication des réseaux de communication (Appadurai, 2001), le cas de Tambogrande pose une question

---

<sup>1</sup> Aujourd'hui, les termes « mondialisation » et « globalisation » (de l'anglais *globalization*) sont utilisés pour désigner les processus d'intégration des marchés, qui résulte de la libéralisation des échanges, de l'expansion de la concurrence et des retombées des technologies de l'information et de la communication à l'échelle planétaire (Réf. : Office québécois de la langue française).

<sup>2</sup> Pour la première fois dans l'histoire, le nombre de citadins dans le monde sera égal à celui des ruraux. Durant des années, on a cru que l'enrichissement des pays pauvres allait freiner l'exode, mais les faits démontrent au contraire que depuis l'entrée en vigueur des traités d'intégration économique, les vagues de départs s'accroissent et se résorbent uniquement lorsque le PIB par habitant d'un pays pauvre atteint celui d'un nanti (Serge Truffault, Le Devoir, 10 juin 2006).



importante : comment, face à certains modèles de développement dominants, des mouvements de résistance s'organisent pour transformer la société ?

Les rapports entre les États et les nations continueront vraisemblablement à s'intensifier et à se complexifier<sup>3</sup> avec le commerce international, l'expansion des modes de communication et des réseaux de solidarité internationale. Si le Nord et le Sud « échangent davantage », cela veut-il dire qu'ils se comprennent mieux ? Doit-on continuer à présupposer que le discours économique dominant traverse les communautés aussi facilement que les marchandises ?

L'ensemble de mon travail de recherche mène à une réflexion sur le rôle de l'intervenant et du chercheur face au défi de sortir d'une conception déterministe du développement. Avant tout destinée aux organisations qui interviennent auprès de populations dans les pays pauvres et « en voie de développement », la thèse propose une posture intellectuelle « engagée » et des outils d'analyse adaptés à l'étude des phénomènes de revendication du Sud pour mieux saisir la dynamique de développement sur le plan local.

Mon cheminement visait à sortir d'un certain ethnocentrisme, pouvant mener à l'idéalisation du Sud ou à l'interventionnisme. Un réel dialogue interculturel est-il possible dans les relations de coopération et les négociations asymétriques entre le Nord et le Sud ? Si oui, comment l'initier ? À travers cette thèse, j'ai cherché à développer des moyens pour aborder « le développement » en tant qu'intervenant<sup>4</sup>, et pour saisir son contexte en évolution.

---

<sup>3</sup> Les événements terroristes des dernières années ont changé la donne : on poursuit les négociations économiques afin d'établir des ententes de libre commerce tout en resserrant les frontières et la libre circulation des personnes et des biens. L'intervention accrue des États, pour faciliter l'application des traités de libre commerce, faire face à la « concurrence mondiale » et gérer leurs effets sur les économies locales, est l'un des effets inattendus de la mondialisation. Dans une conférence prononcée à Montréal en novembre 2006, le directeur du Monde diplomatique, Ignacio Ramonet, annonçait la fin du « cycle victorieux de la mondialisation », notamment en raison du refus, par les pays d'Amérique latine, du modèle néolibéral et des politiques interventionnistes et protectionnistes de pays comme la Russie et la Chine, vraisemblablement suivis par les États-Unis après les résultats des dernières élections législatives.

<sup>4</sup> Le chercheur intervient dans le développement et l'intervenant doit entreprendre, selon moi, une réflexion poussée par rapport aux phénomènes que touche son intervention. J'incarne dans ma pratique ces deux « rôles » que je vois complémentaires, c'est pourquoi j'utilise le terme « intervenant » pour désigner la recherche auprès des populations ou la recherche-action.

### Objectifs de recherche

Le but de cette recherche n'était pas de définir ou de critiquer le concept de développement. Il s'agissait plutôt de comprendre ce qui se passe dans cet univers complexe qu'est le champ des relations de développement. Qu'est-ce que « l'invention du développement » produit en tant qu'institutions, relations sociales, pratiques et représentations ? Plus précisément, je souhaitais illustrer l'influence qu'exercent les relations Nord-Sud dans leurs dimensions micro et macrosociales en postulant au départ que les liens sociaux se construisent à travers l'échange discursif.

Afin d'analyser les dynamiques du développement, j'ai donc privilégié l'étude des processus d'interaction (dialectique local/global) entre les différents acteurs concernés (y compris moi-même à titre de chercheur) à travers l'expérience de la communauté de Tambogrande au Pérou. Face à la venue de la transnationale canadienne, la communauté doit négocier son développement, y trouver une cohérence, car elle se trouve au cœur d'un débat où se confrontent diverses visions du développement. Ces visions sont construites à partir de différents cadres de références identitaires. Le but est de révéler la complexité des discours à propos du développement — discours qui tantôt se complètent et se nourrissent mutuellement (coopèrent) et tantôt se concurrencent et se contredisent — pour sortir d'une vision étroite et déterministe du développement.

À travers ma recherche, qui s'intéresse aux problèmes de communication pour le développement en contexte de conflit, je poursuis deux objectifs qui sont interreliés. Dans un premier temps, je cherche à comprendre comment l'identité collective d'une communauté aux prises avec un problème de développement s'est *reconstruite*<sup>5</sup> à travers sa lutte. Ce champ de recherche vise à mieux comprendre les processus de changement social et particulièrement les processus d'appropriation du développement et d'éducation politique, qui contribuent à modifier les cadres de références et qui interviennent sur l'identité collective.

---

<sup>5</sup> L'identité est marquée, au cours de son existence, par un ensemble de transformations, c'est pourquoi on parle de « construction identitaire » ou de « crises/ruptures » marquant ces transformations. En plus de l'éducation, l'acculturation et la socialisation interviennent dans la construction identitaire.

À la différence du concept de culture, l'identité collective se définit par opposition à l'autre<sup>6</sup>, et engage les membres d'un groupe dans un mouvement qui vise à défendre ses particularités. Il y a donc deux mécanismes à l'œuvre dans la construction identitaire, l'un qui est éducatif, dans l'interaction, et l'autre qui est plutôt réactif. Selon Devereux (in Michaud 1978), l'identité collective se caractérise par le fait qu'elle est subjectivement vécue par les membres du groupe; qu'elle résulte de la conscience d'appartenance au groupe; qu'elle se saisit à travers un système de représentations<sup>7</sup> relativement intuitives; et que des attitudes ethnocentristes peuvent s'exprimer dans un discours qui implique un système d'idées relativement cohérent.

Partant de la problématique de l'ethnocentricité<sup>8</sup>, le second objectif de la thèse est d'élaborer des approches permettant de mieux comprendre les relations interculturelles lors d'interventions dans le cadre de la coopération internationale, puisque je postule que ces interactions ont une influence sur les stratégies de développement des communautés.

Les objectifs de recherche posent des enjeux d'ordre épistémologique dans la mesure où l'objet d'étude est enraciné dans des systèmes idéologiques<sup>9</sup> et que le chercheur (incluant toujours « je » à titre de chercheuse) se retrouve devant la tâche complexe d'appréhender les relations de développement et de trouver des moyens de surmonter les obstacles qui empêchent de penser l'imbrication des systèmes symboliques autour de leurs enjeux. Il s'agit d'abord de prendre conscience de sa « place dans le monde », pour se défaire de ses propres

---

<sup>6</sup> L'identité est réflexive. C'est dans le dialogue avec autrui que s'opère le processus de construction identitaire. Selon Giddens (1987), la réflexivité s'opère à travers l'élaboration d'un récit sur soi, soutenu de manière routinière, qui donne sens pour l'individu à l'unité et la continuité de son identité (sécurité ontologique).

<sup>7</sup> Les représentations sont une forme de connaissance socialement élaborée et partagée, ayant une visée pratique et concourant à la construction d'une réalité commune à un ensemble social (Jodelet 1989, in Prades et al, 1991, p. 249). L'univers des représentations n'est pas consensuel car il est un lieu où se négocie le sens.

<sup>8</sup> L'ethnocentrisme signifie qu'on se considère au centre du monde. Juger le standard de morale d'une autre société par rapport aux siens est une forme d'ethnocentrisme. Clifford Geertz a souligné que le caractère interprétatif de toute description le rend nécessairement ethnocentriste. À l'inverse, l'interculturalisme est un effort pour se décentrer, se mettre à la place de l'autre, coopérer, comprendre comment l'autre nous perçoit et dialoguer.

<sup>9</sup> Lecoindre (1983) définit l'idéologie comme « un ensemble cohérent de représentations, valeurs, croyances et interprétations historiques [...] qui proposent une explication du monde et qui définit leurs rapports à la société et aux autres Hommes ». Ainsi, l'un des ressorts des groupes politiques et des institutions scientifiques, demeure la défense et l'illustration de la propagation de l'idéologie, qui est constituée de l'ensemble de son système symbolique de référence.

carcans idéologiques, et de saisir les significations des transformations des conflits produits par les logiques complexes des systèmes capitalistes avancés, à travers la lutte qui oppose les acteurs et leurs discours du développement.

### **Changement de paradigme de développement**

De plus en plus d'intervenants admettent qu'il est temps de réhabiliter pleinement les communautés dans les décisions qui concernent leur destinée, mais les habitudes demeurent difficiles à changer. Diverses contraintes sont évoquées<sup>10</sup> et peu de méthodes de travail proposent une réelle éthique de la coopération allant dans le sens du paradigme participatif. L'éthique peut être définie comme une réflexion sur les bonnes habitudes à contracter pour rendre un monde « humainement habitable ». Quand un code de conduite sur les pratiques d'intervention existe dans les agences de coopération, peu de moyens sont mis en place pour évaluer son application, et pratiquement aucun suivi n'est fait pour en mesurer la pertinence et l'impact. Dans un contexte d'interdépendance où les dérives des politiques de développement passées sont bien connues, il me semble nécessaire de développer des outils d'analyse permettant de mieux situer les enjeux et impacts de son intervention.

La tendance à projeter sur les autres sa conception du développement est humaine; parfois involontaire, mais habituellement intéressée. Ma propre conception du développement, en se confrontant à diverses situations et contextes, n'a cessé d'évoluer. Mon positionnement demeure en tension entre le paradigme de la participation et des méthodes d'analyse et de recherche dont l'influence positiviste domine toujours les pratiques. Mon expérience de recherche témoigne donc des défis réels d'adopter, dans toutes les dimensions de mon travail, une perspective constructiviste.

Très souvent inscrite dans le paradigme des « experts du développement », caractérisé par un langage de statistique et des procédures normatives, chaque approche du développement est teintée d'une vision du monde, d'une certaine notion de l'environnement, de l'avenir et des

---

<sup>10</sup> Dans la recherche et l'intervention, il est fréquent que les contingences économiques l'emportent sur l'effort de dialogue. Les décisions méthodologiques sont souvent prises selon des contraintes financières et de temps, et en fonction des lignes directrices des agences financières. La prise de conscience des contradictions que ces contraintes provoquent est nécessaire afin de ne pas créer plus de tort que de bien.

caractère « environnemental », il semble essentiel, par exemple, de se demander quelle signification prend au Sud la protection de l'environnement dans les débats concernant la propriété terrienne et le droit des communautés à disposer de leur développement. Par conséquent, il est impératif de comprendre ce que l'environnement signifie au Nord pour comprendre le « sens de l'autre ».

Il faut donc se situer comme intervenant et « prendre conscience de sa place dans le monde ». Cette prise de position initiale à l'engagement est l'un des principes qui est proposé et défendu dans cette thèse<sup>11</sup>. Je considère que mon engagement à titre de chercheure et intervenante est de favoriser le dialogue interdisciplinaire, interculturel et international dans les efforts de résolution des problèmes de développement. Par conséquent, les principes que je propose sont destinés à des intervenants prêts à réfléchir sur les impacts de leur intervention et à leur rôle à l'intérieur des réseaux de développement.

Partant d'une volonté de favoriser le dialogue, ma démarche vise à développer des outils permettant aux intervenants d'éviter les « pièges du discours dominant » (Foucault, 1999) dans leurs relations de coopération, c'est-à-dire d'en prendre conscience et de développer un sens critique sans nier sa propre subjectivité, qui est elle-même construite à partir des « savoirs existants » (Berger et Luckmann, 1996), donc en partie des valeurs dominantes du développement.

En postulant que le développement et la communication pour le développement sont ethnocentrés<sup>12</sup>, il devient nécessaire de trouver des moyens — des principes — pour éviter certains réflexes freinant le développement endogène (approprié) des communautés au lieu de le stimuler<sup>13</sup>. Je pars donc du principe général que les chercheurs et les intervenants ont la

---

<sup>11</sup> Dans le but de rendre plus explicite ma position, le texte de la thèse est principalement écrit à la première personne du singulier, évitant le « nous » académique habituel. Des réflexions et impressions personnelles (notes ethnographiques) mettent en contexte la démarche de collecte d'information et d'analyse et donnent la possibilité au lecteur de me situer en tant qu'auteure.

<sup>12</sup> Plusieurs auteurs, dont Escobar et quelques autres cités dans cette thèse, ont analysé les conséquences des approches normatives et ethnocentrées du développement.

<sup>13</sup> Ceci n'élimine pas les inégalités en soi, mais, si on considère que la coopération internationale peut contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations démunies, l'application de ces principes aide certainement à réduire les effets pervers liés à l'intervention et à trouver un équilibre entre le laisser aller et l'ingérence.

responsabilité de mettre en pratique des méthodes d'analyse et d'intervention qui ne considèrent pas les communautés comme des entités uniformes, qui seraient essentiellement déterminées par le discours de leurs leaders ou caractérisées par des indicateurs statistiques de l'appareil de développement.

Le travail critique utile à développer cette posture intellectuelle ne pouvait pas être fait sans l'étude des phénomènes sur le terrain et sans la participation des acteurs du Sud. C'est pourquoi j'ai choisi d'analyser l'expérience d'une communauté aux prises avec un problème réel de développement et de partager avec celle-ci les résultats de ma recherche pour alimenter la réflexion. Le fait que cette communauté ait mené une lutte n'est donc pas fortuit. Le contexte particulier de conflit exacerbe les phénomènes de reconnaissance et d'appropriation, autrement imperceptibles, qui participent à la construction identitaire. L'expérience conflictuelle, intrinsèque au changement, transforme l'identité collective, donc le lien social et la culture (Moscovici, 1979), comme l'analyse du cas le démontre.

Avant de présenter le contenu des chapitres, il m'apparaît nécessaire de présenter brièvement les enjeux du conflit étudié et de donner un aperçu des paramètres de la recherche, qui a été conduite au Pérou et qui s'est échelonnée de septembre 2002 à juin 2006, au cours de trois séjours totalisant 10 mois sur le terrain.

### **Enjeux du conflit à l'étude**

Le problème vécu par la communauté de Tambogrande est généralement posé de la manière suivante par les acteurs du développement engagés dans la lutte ou sa diffusion. La globalisation des marchés et la forte demande pour les matières premières créent une pression sur les pays du sud pour l'exploitation de leurs ressources naturelles. Les transnationales et les « spécialistes du développement » considèrent, pour la plupart, que la situation de survie dans laquelle se trouvent ces pays fait en sorte qu'ils n'ont d'autres choix que d'accueillir ce développement comme un soulagement à leur pauvreté car « ils n'ont pas le luxe de se

préoccuper de l'environnement » (quand ils ne sont pas carrément blâmés pour les désastres environnementaux potentiels qu'ils font peser sur la planète<sup>14</sup>).

Les représentants des communautés affectées par la venue de firmes transnationales dans la région se disent confrontés à la perte de contrôle de leurs moyens de subsistance et de production (terres, alimentation, eau, médecine, etc.) — puisque la gestion de l'environnement constitue une condition essentielle de leur survie et de leur autodétermination — en plus de mettre en péril les écosystèmes. Il s'agit, pour eux, d'une violation de leurs « droits fondamentaux » et, dans certains cas, de leurs « droits ancestraux ».

Pour la communauté de Tambogrande, qui s'opposait au projet minier de l'entreprise canadienne Manhattan Sechura Corp. (ci-après Manhattan), un des enjeux du conflit a été d'obtenir une reconnaissance juridique et politique du « droit des communautés paysannes à se prononcer sur leur propre développement »<sup>15</sup>. La lutte entreprise par les opposants avait comme finalité d'atteindre une légitimité scientifique, politique et légale nécessaire pour faire plier en sa faveur la majorité, ce qu'elle a réussi. La question initiale du projet de recherche était de savoir ce qu'il restait de cette lutte après le conflit.

### **Problèmes et questions de recherche**

Ma recherche visait à saisir les changements sociaux et culturels occasionnés par la lutte de la communauté de Tambogrande contre le projet minier de Manhattan<sup>16</sup>. La venue de l'entreprise minière et l'incertitude provoquée par cet événement extérieur a entraîné la collectivité à trouver de nouvelles solutions et de nouvelles représentations face à la « quête angoissante de son identité ». La question principale de cette recherche terrain était ainsi de

---

<sup>14</sup> Durant les années 1980, les écologistes ont identifié la pauvreté comme un problème d'un grand impact écologique. Ce genre de discours autour du « manque de conscience environnementale et l'irrationalité des pauvres », qui sous-tend la menace d'une croissance accélérée de pays comme la Chine et l'Inde, a détourné l'attention envers les grands pollueurs (Escobar, 1995).

<sup>15</sup> Ce qu'elle a partiellement obtenu grâce à l'organisation d'un référendum sur la question du projet minier le 2 juin 2002.

<sup>16</sup> Le cas est passablement documenté. Plusieurs enquêtes et recherches ont été menées sur le terrain durant la lutte et des documents d'analyse continuent à être diffusés par des universités, des organismes de droits humains, des cinéastes, journalistes et scientifiques du Pérou et de plusieurs pays à travers le monde (Allemagne, Argentine, Costa Rica, France, Espagne, États-Unis, etc.).

comprendre comment l'engagement d'une communauté dans la production et la résolution d'un conflit a influencé une prise de conscience et une prise de parole menant à une plus grande autonomie et à une appropriation des paramètres définissant les enjeux liés à son développement. Comment ces nouveaux lieux d'appartenance et de reconnaissance, créés par l'expression de solidarité, constituent les lieux d'appropriation et d'apprentissage permettant aux membres d'une communauté d'accroître leurs capacités pour se développer?

L'analyse des rapports de force a permis de faire des liens entre les dynamiques à l'échelle globale et locale et de mieux comprendre comment s'articulent les relations entre les États, les transnationales, les mouvements sociaux, les organisations non gouvernementales (ONG), les médias et les communautés. Quels rôles jouent chacun des acteurs qui interviennent pour médiatiser les conflits ? Comment s'influencent et se contredisent les discours entre ces acteurs sociaux et de quelle marge de manœuvre disposent-ils pour transformer la société ?

L'enquête auprès des membres de la communauté s'est attardée sur les processus d'apprentissage liés à la mobilisation pour la lutte et à l'organisation sociale et politique. J'ai étudié les changements de pratiques et de perceptions survenus depuis les débuts de la lutte sur des thèmes comme le rapport à l'avenir et à l'environnement, les transformations de l'organisation politique et sociale et la place des femmes et des jeunes dans la société. Ces données m'ont permis de questionner le rôle du symbolique dans la construction identitaire, comme, par exemple, le poids de l'histoire, mis à profit par les acteurs sociaux. Que signifie l'appartenance au territoire dans un contexte de pauvreté où plus de la moitié de la population est métissée ? Peut-on parler d'une « conscientisation » des masses mise en œuvre par les acteurs, ou faut-il envisager un complexe jeu d'influences à travers lequel se trament les identités collectives ?

Ma réflexion s'amorce sur la façon que ce type de lutte et de négociation a de transformer les politiques, les rapports de force et de faire concurrence et contrepoids aux discours dominants à travers les alternatives au développement nées des stratégies utilisées par les acteurs sociaux; les paysans, les environnementalistes et les féministes (Escobar, 1995). La recherche terrain permet d'illustrer, à travers l'expérience d'une communauté, l'influence qu'exercent les relations Nord-Sud tant au niveau global que local.



Pour aborder la dimension épistémologique, je me suis initialement interrogée sur les rapports de force sous-jacents aux discours : qui adhère et produit le discours sur « le » développement, à quels systèmes de valeurs fait-il référence et comment est-il effectivement perçu et véhiculé dans les communautés ? J'ai voulu lever le voile sur les productions locales du développement et comprendre par qui et par quoi cette production se réalisait : quels rôles les acteurs, la situation de conflit, les structures et la culture jouent-ils dans cette construction ?

J'ai pu observer sur le terrain les nouvelles représentations et connaissances favorisées par le contexte particulier de la lutte que certains acteurs, les *minorités actives* (concept expliqué plus loin) ont su exploiter. J'ai pu apprécier le point de vue des membres de la communauté concernant ces nouvelles pratiques et de ces nouveaux espaces mis en place. Il a été possible de mieux comprendre en quoi l'action des minorités actives contribue à transformer l'identité par les apprentissages qu'elles favorisent.

L'approche culturelle que j'ai privilégiée permet de démontrer que l'appropriation du développement ne correspond pas à un état, mais à une projection du futur, relative à un ensemble de conditions matérielles, historiques et symboliques. Il s'agit d'une identité collective prospective, réhabilitant les acteurs du développement au sein d'un projet qui leur ressemble — en termes d'histoire, de culture et de conditions environnantes — dont l'expérience conflictuelle, soit les enjeux, les pratiques et les potentiels favorisés par cette expérience, constitue l'objet de ma recherche. Une réflexion sur les moyens et méthodes d'accès à cette expérience a été faite en analysant mon propre rapport interculturel avec la communauté. Cette analyse m'a permis de mieux comprendre l'impact de l'intervenant dans la dynamique de la coopération.

### **Présentation des chapitres**

Après avoir exposé la problématique, la méthodologie de recherche et le cadre théorique, la thèse est divisée en trois parties, correspondant aux différents niveaux d'analyse en rapport avec les phénomènes de changement sociaux qui m'intéressent. D'abord, la première partie présente les contextes et les cadres de référence généraux à partir de la littérature produite sur le cas, notamment le positionnement des acteurs sociaux et les paramètres d'une définition

des minorités actives et la description du cas. Ensuite, la deuxième partie est consacrée à l'analyse du cas à partir des témoignages recueillis lors des entrevues et de l'observation sur le terrain. J'y analyse les processus de construction identitaire vécus dans la communauté en « lutte ». Enfin, la troisième et dernière partie propose une réflexion sur le rôle du chercheur dans les relations interculturelles en situation de conflit. J'y dégage la posture développée dans la pratique d'intervention pour sortir des paradigmes dominants du développement. Je réfléchis également sur les outils conceptuels nécessaires pour appréhender l'objet d'étude. Les citations traduites apparaissent dans l'appendice B dans leur version originale, en anglais ou en espagnol.

« La problématique », au chapitre I, articule les contextes qui délimitent et composent l'objet de cette recherche. De la situation géopolitique mondiale aux manifestations locales de revendications identitaires, la manière d'appréhender les réalités<sup>17</sup> sociales doit, plus que jamais, tenir compte des luttes symboliques qui structurent les rapports sociaux et qui constituent une clé pour comprendre les conflits.

La complexification des phénomènes sociaux se traduit par l'éclatement des lieux de pouvoir (et la confusion des rôles) de même que par l'absence ou l'occultation de fondements politiques et moraux aux principes et discours qui gouvernent la vie sociale et l'action collective. Dans ce contexte, la concurrence des modèles de développement et les systèmes symboliques qu'ils sous-tendent représentent un terrain fertile à la compréhension des enjeux culturels caractéristiques des dynamiques sociales locales comme globales.

Les concepts centraux nécessaires pour mener la recherche terrain sont présentés dans le « Cadre théorique », au chapitre II. Le concept de minorité active a été développé par Moscovici pour comprendre les forces de groupes marginaux dans la transformation de la société. Les minorités actives doivent faire valoir leur solution comme étant la meilleure et, pour cela, elles « négocient » une représentation de la réalité (et d'elles-mêmes) acceptable aux yeux de tous. Elles doivent acquérir une légitimité car leur discours n'est accepté que si

---

<sup>17</sup> La réalité est définie par « ce qui existe ». Mais comme la réalité est « construite socialement » (Berger et Luckmann, 1996), ce terme est utilisé en faisant référence à la multitude d'interprétations que l'univers symbolique des individus peut produire, étant entendu que ceux-ci ont tendance, dans leurs stratégies de maintien du pouvoir, à objectiver ce qu'ils perçoivent comme « leur réalité » et à la prendre pour une « vérité universelle ».

son émetteur l'est aussi. Dans cette optique, les minorités actives adoptent certains types de comportements qui augmentent leur influence. Elles ont également recours à des groupes de référence externes (par exemple des organisations internationales de droits humains) afin de valider leur projet de résistance/développement autrement marginalisé, c'est-à-dire d'un développement centré sur l'agriculture en opposition au développement minier.

La théorie des minorités actives se fonde sur le principe que tout acteur, à l'intérieur des contraintes imposées par le système, dispose d'une marge de liberté qui peut être utilisée de façon stratégique dans ses relations avec les autres<sup>18</sup>. Dans la lutte de Tambogrande, les minorités actives ont su exploiter à leur avantage cette marge de manœuvre. Les organisations politiques que se donnent les minorités actives construisent de nouvelles identités collectives par leur manière spécifique d'expliquer le monde social et par la mobilisation des ressources, tant matérielles qu'humaines et symboliques<sup>19</sup>. Ces processus sont analysés pour comprendre en quoi l'action des minorités actives engendre des changements sociaux à plus long terme (culturel), au-delà des objectifs instrumentaux poursuivis.

La cueillette et l'analyse des données, notamment les stratégies d'entrée dans la communauté dans un contexte de conflit, présentait des défis de taille qui sont exposés dans la « Méthodologie » utilisée, au chapitre III. Un des enjeux demeurait de ne pas objectiver ou idéaliser l'événement avant qu'il n'ait livré ses potentialités. Le choix d'une analyse de type qualitatif a mis davantage en lumière la multiplicité des réponses individuelles et collectives face à un discours qui se veut unificateur; discours qui peut être proposé tant par des minorités actives que par les « forces mondialisantes »<sup>20</sup>.

---

<sup>18</sup> L'incertitude constitue la ressource fondamentale dans toute lutte, dans toute négociation. S'il y a incertitude, les acteurs capables de la contrôler l'utiliseront dans leurs tractations avec ceux qui en dépendent (Crozier, 1977). En même temps, l'incertitude, comme composante du lien social, sert à consolider le mouvement de lutte par le renforcement du sentiment d'appartenance et des solidarités (Moscovici, Godbout).

<sup>19</sup> Parmi les moyens de résistance déployés par les *Tambograndinos*, on compte un certain nombre de stratégies communicationnelles, allant du débat public jusqu'à l'organisation d'une consultation populaire, en passant par la diffusion du conflit aux niveaux national et international à travers des réseaux académiques, humanitaires, médiatiques et religieux.

<sup>20</sup> Au sens des forces impérialistes de l'Occident.

Davantage qu'une théorie constituée, l'ethnométhodologie<sup>21</sup> s'avère être une perspective de recherche, une nouvelle posture intellectuelle faisant une place accrue au sujet et au « sens commun », utile à l'analyse des processus de construction identitaire générés par les nouvelles problématiques du développement. Par ailleurs, la confrontation des logiques d'interaction sociale permet de découvrir des éléments nouveaux derrière le discours. Ainsi, l'analyse des aspects stratégiques mis en œuvre par les acteurs a été réalisée à l'aide d'une « technique de rupture ».

La méthode subjective utilisée dans cette recherche, postule qu'il demeure impossible de rester à l'extérieur de son objet de recherche, car il faut créer un lien social pour accéder aux données et appréhender le cadre de référence des sujets pour comprendre les phénomènes significatifs pour eux et pour accéder à leurs représentations de la réalité.

En mettant au jour les processus d'appropriation des communautés à partir du point de vue de leurs membres, le chercheur en communication est partie prenante de la construction des phénomènes sociaux qu'il s'efforce de comprendre. Ce type de recherche participe ainsi au mouvement d'appropriation car il donne la parole aux membres d'une communauté concernés par leurs projets de développement, et spécifiquement aux femmes et aux exclus. Il reconnaît leurs savoirs propres et contribue à leur affirmation.

Ces processus de médiatisation et de reconnaissance, accentués par le contexte interculturel, façonnent en même temps les propres habitus<sup>22</sup> sociaux du chercheur comme ses pratiques de recherche (Bourdieu, 2002). Les impacts de sa démarche se font ainsi sentir à trois niveaux : sur sa propre identité, sur l'identité des membres de la communauté, et sur celle des publics externes visés par la recherche (communauté intellectuelle et intervenants).

---

<sup>21</sup> La perspective ethnométhodologique rejette la « pureté de la vérité » et les universalismes. Le regard critique vient de la pluralité des points de vue.

<sup>22</sup> Concept central de la sociologie de Bourdieu, l'habitus permet de comprendre de quelle manière l'homme est un être social. Caractéristique du processus de socialisation, la formation d'habitus consiste notamment à intérioriser des principes inconscients d'action, comportements et valeurs selon son appartenance de classe (Bonnevitz, 2002, p. 61-74).

La première partie de la thèse, sur les contextes, se divise en deux chapitres, soit : le chapitre I : « Les acteurs sociaux » et le chapitre II : « La description du cas », qui présentent les principaux éléments utiles à la compréhension du cas et aux logiques d'interaction et cadres de référence des acteurs.

L'analyse du rôle des acteurs sociaux, au chapitre I, expose une perspective historique et macro historique du rôle des acteurs en Amérique latine. J'y présente le contexte d'émergence de l'aide au développement et les grandes étapes de l'évolution singulière des mouvements sociaux sur ce continent. Ce chapitre illustre les enjeux spécifiques posés aux acteurs sociaux, en prenant notamment l'exemple du mouvement féministe péruvien. Les acteurs sociaux vivent une perpétuelle tension entre les défis qui touchent à la promotion de la démocratie et de l'égalité et les défis qui affectent leur action autonome dans un contexte de mondialisation des solidarités et d'influence grandissante de la coopération internationale par rapport au rôle de l'État. Ce dilemme est au cœur de leurs stratégies d'action et de leurs réflexions sociales.

Ce chapitre permet également de situer et d'identifier les minorités actives. Se retrouvant dans des espaces non institutionnalisés, majoritairement au sein de mouvements sociaux, les minorités actives ont besoin d'organisations capables de légiférer, d'établir des politiques et de mettre en place des programmes pour faire en sorte que leurs revendications se concrétisent. Les organisations non gouvernementales (ONG) les soutiennent tant dans les aspects logistiques, que financiers et organisationnels nécessaires à l'élaboration d'un rapport de force suffisamment important pour que l'État, généralement peu enclin à répondre à leurs revendications, décide de changer ses politiques.

« La description du cas », au chapitre II, décrit le contexte dans lequel s'est développé le conflit qui oppose la compagnie minière canadienne Manhattan et la communauté de Tambogrande et présente les principaux acteurs du conflit, leur positionnement et intérêts et les alliances qu'ils ont tissés au fil des événements. Ce chapitre donne des références factuelles, essentiellement tirées de la littérature recueillie sur les événements. Quelques données socio-démographiques et sur le contexte géographique, politique et économique du Pérou sont présentées pour ensuite aborder la question agraire et l'industrie minière au Pérou,

centrales au cas étudié. Je trace un bref historique de Tambogrande, avec des éléments d'information sur l'activité minière dans la région, afin d'éclairer les témoignages qui sont présentés plus loin dans l'analyse. Comme les récits font référence aux aspects plus techniques du projet minier, comme les procédures légales qu'impliquent l'acceptation des projets au Pérou, j'ai cru bon en présenter les grandes lignes, ainsi que les principales étapes du conflit (bien que chaque acteur ait sa propre sélection et compréhension des événements significatifs).

Le positionnement des acteurs amorce, pour sa part, la réflexion sur le rôle des acteurs sociaux par rapport aux autres acteurs comme l'État péruvien et les États étrangers comme le Canada, qui sont intervenus au cours du conflit. Un résumé des événements apparaît à la fin du chapitre et un portrait des acteurs sociaux aux niveaux local, régional, national et international figure dans l'appendice B.

La deuxième partie de la thèse est divisée en sept chapitres, correspondant à sept tableaux qui constituent ma reconstitution du conflit à partir des explications et témoignages des acteurs, et trace les lignes de force et les paradoxes de leurs discours et de leurs stratégies, en lien avec les processus de construction identitaires. Ces tableaux sont : 1) « Prendre l'espace public »; 2) « Diviser pour mieux régner »; 3) « Histoire d'un peuple en lutte »; 4) « Projections d'une société modèle »; 5) « Éducation politique et développement » et; 6) « Femmes en lutte et démocratie ». La « Synthèse de l'analyse de cas » conclut cette partie, au chapitre VII.

Les six premiers chapitres démontrent en quoi les nouveaux espaces de débat que se donnent les minorités actives sont les lieux privilégiés de construction de connaissances socialement élaborées et partagées régissant les relations entre les individus et l'environnement physique et social. Les minorités actives mettent en place de nouvelles structures démocratiques permettant de maintenir une cohérence dans le développement et une unité au sein de la communauté, notamment par des moyens d'équité comme la mise en place de modes de gestion participatifs. En ce sens, elles agissent comme des systèmes d'éducation politique, en démocratisant des savoirs et en décentralisant le pouvoir.

Les liens qui existent entre l'appartenance au territoire, la connaissance de son histoire et de son environnement et le processus d'appropriation par la communauté de son développement sont exposés dans le chapitre synthèse de cette partie. La mythification de certains éléments liés à la lutte, tel que l'environnement, représente une nouvelle forme de résistance face aux inégalités historiques subies et constitue un vecteur identitaire puissant, qui doit être pris en compte au même titre que les contingences économiques dans les conflits liés au développement.

La troisième et dernière partie de la thèse est consacrée à une réflexion découlant de l'expérience de recherche sur le terrain. L'analyse de ma relation avec la communauté est d'abord présentée (chapitre I), pour ensuite poursuivre la réflexion par rapport aux outils d'analyse nécessaires à ce type de cas et à des phénomènes touchant les communications pour le développement (chapitre II).

Le chapitre I, « Analyse des relations interculturelles en situation de conflit », se penche sur la dynamique relationnelle du chercheur sur le terrain et vise à comprendre les enjeux méthodologiques dans ce contexte. Mon postulat de départ est qu'il est indispensable de procéder à l'analyse de la construction identitaire autant du point de vue du chercheur que du point de vue de la communauté étudiée, car il s'agit d'un processus intersubjectif. En ce sens, l'expérience d'intervention et de recherche est analysée de la même manière que tout processus de socialisation. Il s'agit de déconstruire ses *a priori* culturels et de se *resituer* à chaque fois par rapport à un nouvel objet de recherche.

Du fait qu'on ne puisse éviter « complètement » l'ethnocentrisme, le positionnement du chercheur s'avère déterminant. Celui-ci doit prendre conscience de sa place dans le monde, de ses habitus et des « traces » qu'il laisse par son interprétation, et développer avant tout une attitude réflexive. Cette attitude doit servir de guide dans toutes les étapes de la recherche, y compris dans le travail d'écriture. En résumé, je questionne l'ordre apparemment naturel du discours à propos du développement en critiquant sa logique à partir de l'étude d'un cas sur le terrain et d'un questionnement épistémologique par rapport à ma propre démarche d'analyse.

Dans l'étude de phénomènes de développement, le chercheur doit s'approprier un nouvel univers par des savoirs (connaissances culturelles), mais surtout par des savoir-être, des « ethnométhodes » propres à la culture étudiée, de la même façon que les membres de la communauté doivent découvrir un nouvel horizon de possibilités pour s'approprier leur développement. Le « doute radical »<sup>23</sup> et le principe d'engagement s'avèrent des outils de libération de la pensée : un point de départ. Cette éthique de l'intervention vise à réhabiliter l'acteur local au centre du projet de développement et à mettre en lumière la subjectivité des intervenants.

Le chapitre II, « Principes d'intervention et approche théorique », soulève la nécessité d'élaborer des modèles théoriques permettant de mieux comprendre les enjeux du changement social, notamment les moteurs de l'action humaine et de la construction de l'identité. Les paradigmes dominants du développement influencent le chercheur dans ses perceptions et son analyse. La prédominance des technologies influence sa lecture des phénomènes communicationnels, de même que son rapport au temps et à l'espace et au pouvoir.

Le modèle d'analyse communicationnel que j'expérimente dans cette thèse — l'approche culturelle et ethnométhodologique — englobe les dimensions stratégiques et pratiques, de même que symboliques et s'inscrit dans la tradition constructiviste, c'est-à-dire qu'elle vise à prendre en compte d'abord et avant tout le point de vue des acteurs, considérés comme compétents et actifs pour représenter « leur réalité ». Cet idéal est toutefois plus difficile à appliquer dans les stratégies et méthodes de recherche qu'il n'y paraît.

L'identification des difficultés qui interviennent dans la compréhension du développement local à partir de l'analyse de ma propre démarche m'a permis de proposer certains principes d'intervention et une posture intellectuelle pour arriver à établir le dialogue et un rapport de réciprocité avec les acteurs qui se trouvent au cœur d'un problème de développement.

---

<sup>23</sup> Considéré comme un humaniste radical, Illich (1971), entre autres, perçoit l'homme comme un « être en devenir » plutôt que comme un objet.



La thèse, qui se veut une démarche de réflexion, soulève les limites et enjeux pour penser le développement selon une perspective constructiviste, pour aller au-delà des « mises en scènes des conflits » et comprendre les imaginaires collectifs. Elle se conclut sur les principales découvertes de la thèse, souligne les apports de l'approche subjective utilisée et présente quelques perspectives pour de nouvelles recherches, dans cet effort de comprendre l'autre et de construire un nouvel espace commun de significations.

## CHAPITRE I

### PROBLÉMATIQUE DE RECHERCHE

En même temps que la mondialisation entraîne une déterritorialisation de la société en altérant son unité (Canclini, 1995; Appadurai, 2001), de nouvelles formes de différenciation sociale et identitaire apparaissent comme la revalorisation paysanne et la protection de l'environnement (Revesz, 2004). La crise politique mondiale, qui se manifeste notamment par l'inefficacité de la démocratie représentative<sup>1</sup>, entraîne la multiplication des mouvements de revendications populaires soutenus par des réseaux nationaux et internationaux d'organisations non gouvernementales (ONG), d'institutions de recherche, d'États et d'organismes privés.

Le changement dont on ressent de plus en plus le besoin [...], pour arrêter la dégradation brutale de l'idéal libéral, et que les hommes politiques de tout bord exploitent, ne peut trouver de canaux d'expression convaincants. Le malaise grandissant se traduit par la montée des partis d'extrême droite ou celle des mouvements écologistes qui dénoncent bien les ravages que le fonctionnement de l'économie moderne fait supporter à l'environnement, mais ne parvient pas à tirer toutes les conséquences en termes d'une économie politique renouvelée permettant de sortir du faux dilemme croissance ou environnement (Corm, 1993).

Amin (1990) voit dans les manifestations de cette radicalisation des propositions de « déconnexion » qui sont des symptômes de la crise, mais qui ne constituent pas une alternative viable au paradigme dominant.

---

<sup>1</sup> Melucci (1983b) démontre que les conflits postindustriels ont été caractérisés par leurs rapports particuliers avec les systèmes politiques et avec les formes traditionnelles de représentation. Les luttes ont mis au premier plan l'inaptitude des formes traditionnelles de représentation politique à répondre de manière efficace aux demandes en émergence en plus de mettre en scène des acteurs en conflit et des problèmes étrangers aux traditions de lutte au capitalisme.

La multiplication des conflits liés au développement minier (qu'on qualifie d'environnementaux) nous amène à questionner de plus en plus la prétention à l'objectivité scientifique sur laquelle sont fondés les modèles de développement. Les « conflits de la terre » en Amérique latine invalident constamment les discours officiels concernant le progrès économique lié à l'exploitation des ressources naturelles ou à la « démocratisation du sol » liée aux réformes agraires. Les réponses économiques, techniques et scientifiques à ces conflits se confrontent à un discours sur les droits de l'homme et sur l'environnement, qui devient prédominant en ce qui concerne les conflits miniers.

### 1.1 La construction de la culture comme enjeu des luttes du développement

Les logiques sous-jacentes des discours qui s'opposent aux modèles dominants de développement permettent de comprendre le monde dans lequel nous vivons et de saisir comment les mécanismes de changement se mettent en œuvre. L'expérience conflictuelle, intrinsèque au changement, transforme l'identité collective, donc le lien social et la culture (Moscovici, 1979).

Les contradictions révélées par les dynamiques d'interaction démontrent comment les acteurs sociaux organisent leur résistance pour influencer la société et comment ils s'approprient les enjeux liés à leur développement pour construire des solutions alternatives au modèle dominant (Escobar, 1995). Cette dynamique illustre les « manières pour le peuple d'affronter la destruction de son économie morale des expressions d'une culture qui symbolise politiquement sa force » (Thompson, 1972)<sup>2</sup>.

Selon Habermas (1986, in Martin-Barbero, p. 165), les mouvements sociaux ne sont pas d'abord orientés vers les problèmes de distribution des richesses, mais résistent à la « colonisation de la vie » (*the colonization of the life world*). « Les mouvements sociaux défendent une société où la dynamique aveuglante de l'impérialisme du sous-système indépendant de l'économie et l'État sont sujets à des restrictions normatives de la vie dans

---

<sup>2</sup> Thompson étudie le caractère de classe et la densité culturelle des insurrections populaires en définissant les relations entre les concepts de classe, de peuple et de culture (in Martin-Barbero, 1998).

lesquelles les processus de communication peuvent développer encore leur plein potentiel » (traduction libre de l'anglais<sup>3</sup>) (in Servaes, 1986).

Bourdieu (2002) insiste sur le pouvoir symbolique « capitalisé » par la petite bourgeoisie, qui est incarnée par les mouvements sociaux, pour exprimer la lutte des classes<sup>4</sup>. L'espace social est traversé de luttes fondées sur l'accumulation de « capital symbolique ». La construction de la culture devient l'enjeu des luttes en soi, car chaque partie tente de légitimer et de structurer les rapports sociaux tout en présentant son système de valeurs, son idéologie, dans une forme rationnelle et réifiante. De fait, « le discours n'est pas simplement ce qui traduit les luttes ou les systèmes de domination, mais ce pour quoi, ce par quoi on lutte, le pouvoir dont on cherche à s'emparer » (Foucault, 1999, p. 12). Dans ce contexte, le savoir devient l'enjeu principal du pouvoir et le contrôle des procédures, le savoir-faire (l'art) pour s'en accaparer. « Tout système d'éducation est une manière politique de maintenir ou de modifier l'appropriation du discours, avec les savoirs et les pouvoirs qu'ils emportent avec eux » (Foucault, 1999, p. 46). Dans les communications, qui constituent le lien social et la culture, se jouent et s'expriment les dimensions clés de l'être social : lieu des luttes et des négociations quotidiennes avec le pouvoir et lieu de construction de la collectivité, de l'identité collective, du « nous » (Lechner, 1988, in Martin-Barbero, p. 159).

#### 1.1.1 Redéfinir le « nous » dans un monde en mutation

L'État est le lieu où est construite l'unité de l'idéologie dominante (Gramsci, in Martin-Barbero, p. 152). Dans un contexte d'autonomie réduite et de redéfinition des États, l'influence des stratégies de développement, dont les objectifs peuvent varier d'un pays à l'autre, voire d'un groupe d'acteurs à l'autre<sup>5</sup>, est considérable, ce qui accroît la responsabilité

---

<sup>3</sup> Ci-après ang.

<sup>4</sup> Melucci (1983a) questionne l'utilisation du concept marxiste de classe dans une société de plus en plus complexe où les rapports sociaux de production sont moins économiques que symboliques et culturels. Il parle plutôt de rapports sociaux de production comme système de rapports antagonistes qui ont pour objet le contrôle et la production sociale.

<sup>5</sup> Malgré l'apparence d'un consensus sur les orientations de développement au plan mondial, la situation est plus complexe sur le terrain et dans la pratique des programmes de développement. De fait, il existe autant de politiques de développement que de pays « aidants », et ce, sans compter les stratégies développées dans le sous-continent, dont les traités commerciaux entre pays ne constituent qu'un aspect.

des penseurs du développement (Servaes, 2000). Entre les demandes des populations qui revendiquent des droits et plus d'équité, et des politiques internationales majoritairement pensées pour une intégration mondiale des marchés, les États arrivent difficilement à répondre aux attentes en termes de démocratie et à maintenir leur légitimité (Valcarcel, 1993)<sup>6</sup>.

#### 1.1.1.1 Rôle de l'État

Ce qui complique la compréhension des conflits — notamment durant les négociations — et qui sème la confusion des rôles, c'est le canal pratiquement inexistant entre les communautés locales et l'État, en partie suppléé par l'intervention des ONG (Balvin et Lopez, 2002). Au Pérou, le désengagement de l'État<sup>7</sup> et son incapacité à répondre aux demandes de la population fait en sorte que les ONG se substituent au rôle social de l'État. De leur côté, les entreprises se voient attribuer le rôle de redistribuer les richesses selon des règles souvent discutables.

Le rôle de l'État a changé et nécessite de nouveaux concepts pour expliquer le national et nommer l'État lui-même. On assiste aujourd'hui à un système étatique qui oppose diamétralement l'interne et l'externe. Les héritages de l'époque coloniale, les ajustements structurels des années 1980 et l'accélération de l'intégration économique mondiale ont créé une situation extrême pour les gouvernements latino-américains qui, malgré les efforts de démocratisation<sup>8</sup>, n'arrivent plus à gérer les problèmes grandissants liés aux inégalités sociales et à contrôler l'économie soumise à la globalisation des marchés. Le pouvoir économique se trouve de plus en plus concentré, laissant les communautés paysannes occuper la fonction de régions ressources, sans que celles-ci bénéficient des retombées des activités d'extraction minière (Laforce, 2006).

---

<sup>6</sup> Selon Valcarcel, on exige du public une transparence inatteignable, qui la rend encore plus fragile.

<sup>7</sup> Derrière des intentions démocratiques, la décentralisation amorcée par l'État a fait en sorte qu'il s'est déresponsabilisé davantage au profit d'autres acteurs (Balvin et Lopez, 2002).

<sup>8</sup> Depuis la fin des années 1980, le gouvernement péruvien a amorcé un processus de décentralisation des pouvoirs, soutenu par l'Organisation des États Américains (OEA) et différents gouvernements, dont le Canada. En 2001-2002, Toledo a déclenché les premières élections régionales. La transition est graduelle, mais, d'après le politologue Bruno Revesz (2000), le processus est carrément en panne.

Le fait que l'économie se porte bien (le produit intérieur brut fracasse des records grâce à l'industrie minière), mais que la situation concrète des Péruviens n'évolue pas provoque une rupture entre l'économie et le politique. La pauvreté affecte encore la moitié de la population et le nombre d'emplois créés par les mines est largement insuffisant pour parler de progrès. Devant cette situation, les secteurs populaires péruviens sont tentés par les discours autonomistes qui valorisent la culture, l'histoire et l'appartenance au territoire. Ils trouvent une réponse à leurs insatisfactions dans le nationalisme d'Ollanta Humala<sup>9</sup> (à l'image de Chavez au Venezuela et de Morales en Bolivie), qui présente un projet politique à mi-chemin entre l'État autoritaire et l'État providence.

#### 1.1.1.2 Rhétorique identitaire

Selon Canclini (1995), les États latino-américains, qui ont vécu l'urbanisation sans industrialisation et la modernisation sans démocratisation, font face au dilemme tradition-modernité qui leur a fait adopter une position hybride superposant la modernisation et la culture nationale. Cette vision métaphysique de la nation avec son patrimoine historique a, d'après Canclini, davantage justifié la domination présente, qu'elle a décrit le passé. Elle a permis aux élites d'accéder à la modernisation technologique en refusant la démocratisation (Martin-Barbero, 1998).

La rhétorique identitaire a, en ce sens, plus servi à maintenir et à légitimer les inégalités qu'à libérer les masses d'une oppression extérieure. Le discours sur l'appartenance au territoire, utilisé tant par les élites que par certains mouvements de revendications, puise dans la symbolique indigène, mais également dans des événements historiques, des luttes pour l'indépendance et contre les dominations de la colonisation. D'après Poirier (1978, in Michaud), le dualisme culturel — ou « l'hétéroculture » liée au double héritage de la colonisation et de la modernité — oppose la perte d'identité à la perte de progrès et entraîne un sentiment d'aliénation, car les choix sont impossibles à faire. Il en résulte des situations paradoxales, des crises identitaires et des conflits.

---

<sup>9</sup> Candidat aux élections présidentielles du printemps 2006.

Dans ce contexte, les acteurs locaux doivent négocier leur autonomie en composant avec les différentes stratégies proposées ou imposées. Ils doivent tenter de s'approprier les enjeux propres à leur développement, dans un contexte où les rapports entre l'État (système politique) et les mouvements sociaux se complexifient. Le pouvoir est devenu impersonnel et s'est publicisé dans les grands appareils de planification et de décision, dans la gestion administrative de tous les aspects de la vie sociale. « Sans médiation des formes de représentation et d'organisation sociale, l'action collective contemporaine éclate vers la fuite expressive, les symboles vides ou vers la violence marginale, la déviance sans issue. » (Melucci, 1983b).

#### 1.1.1.3 Absence de fondements politiques et conceptuels de l'égalité

Devant ces situations, la logique communicative des acteurs sociaux pour promouvoir leur modèle de développement suit des modèles de hiérarchisation des significations complexes, qui font appel à des mythes compensatoires (Michaud, 1978) et autres stratégies identitaires de défense sociale, qu'il importe de comprendre pour saisir l'évolution du sens de la notion de changement.

Il existe une confusion dans les concepts qui sous-tendent les idéologies dominantes de développement et celles des mouvements sociaux. Cela s'explique, selon Valcarcel (1993), par le fait que le principe d'égalité ne trouve plus de canal d'expression politique, ni même de fondement conceptuel<sup>10</sup>. « L'idée d'égalité est morale dans son aspect anti-hiérarchique et peut délégitimer le fonctionnement de n'importe quelle institution » (traduction libre de l'espagnol<sup>11</sup>).

---

<sup>10</sup> Valcarcel démontre que depuis la chute du communisme, l'idée d'égalité est menaçante. « Il n'existe pas de mots ni de moyens pour concrétiser l'égalité » (trad. libre). Alors qu'elle a été revendiquée par les philosophes modernes, les défis que poserait son application concrète font peur aux intellectuels, qui sont plus à l'aise, selon l'auteur, pour défendre le principe de diversité plutôt que celui d'universalité, sans voir, par ailleurs, les dangers que le glissement du discours historique vers le discours éthique entraîne.

<sup>11</sup> Ci-après esp.

Faute de pouvoir résoudre les inégalités, après l'échec des stratégies de développement et la chute du communisme, on s'accorda à souhaiter et à croire que le développement soit à la fois durable et humain. Ainsi furent justifiées, au Nord comme au Sud, les interventions humanitaires qui ont permis de perpétuer un système qui entretient et renforce l'exclusion tout en prétendant l'éliminer. L'égalité est devenue la carotte agitée devant les populations affamées pour les tranquilliser.

Les discours qui se réfèrent tantôt à des principes moraux, tantôt aux valeurs de la modernité sont pratiquement inextricables. Le changement est devenu le mode de pensée des dominants, alors que le conservatisme, celui des résistants, ce qui traduit le renversement social auquel nous assistons, dit Touraine (2001)<sup>12</sup>. La confusion entre droit et morale mènerait à la barbarie, d'après Dumont<sup>13</sup>. L'égalité devient un droit revendiqué au nom de principes moraux, qui n'ont pas de fondements conceptuels ni d'avenues politiques.

Derrière les valeurs sur lesquelles s'appuient les gouvernements néolibéraux, comme la protection de l'environnement (développement durable) et la diversité culturelle, réside la stratégie de conquête mondiale des marchés<sup>14</sup>. Comme ces valeurs sont déjà acceptées et légitimées par les plus progressistes, la voie à la globalisation est ouverte, allant de pair avec la disparition des frontières économiques et culturelles (« citoyens du monde »). C'est ainsi que le développement a fini par devenir, au fil des ans, une panacée<sup>15</sup>. Les normes

---

<sup>12</sup> Touraine explique comment l'acteur social est devenu un sujet social, avec les ruptures occasionnées par le renversement individu-société. Les acteurs affirment des droits comme sens de l'existence individuelle devant un ordre social devenu abstrait.

<sup>13</sup> Dumont considère le monde moderne paradoxal, car il valorise des choses opposées comme l'individualisme et l'égalité, faisant croire en même temps que l'économie est un discours qui valide l'action sociale et individuelle. Qu'il s'agisse de l'un ou de l'autre, ils conduisent à la violence ou au totalitarisme (in Valcarcel, 1993).

<sup>14</sup> Les manœuvres de séduction de l'opinion publique pour légitimer les nouvelles conquêtes des ressources sont fondées sur les métaphores de la nature et de l'écologie, synonyme d'interdépendance, de frontières disparues, de libre-échange et d'irréversibilité de l'économie (Barber, 1996)

<sup>15</sup> Le mot « développement » continue aujourd'hui d'exercer une fascination démesurée (Rist, 1996). La force du discours sur le développement tient à la séduction qu'il exerce. « Comment ne pas succomber à l'idée qu'il existerait une manière d'éliminer la pauvreté qui dérange ? », dit-il.



occidentales sont incarnées dans la pratique par l'aide au développement, qui utilise divers processus de communication pour promouvoir ses modèles aux pays en voie de développement.

## 1.2 Communication pour le développement et résolution de conflits

Les enjeux du développement sont complexes et les communications pour le développement tout autant, car, même s'ils se réfèrent à des systèmes de valeurs en partie similaires pour justifier leur position, les acteurs du développement s'opposent dans leurs intérêts. Instrument de légitimation motivé par des enjeux géopolitiques mondiaux ou des enjeux nationaux, régionaux et locaux, la « communication pour le développement » se définit comme « un processus stratégique d'intervention mis en œuvre par les institutions et les communautés pour promouvoir le changement social » (traduction libre de l'esp. ) (Cabrera, 2004). Ainsi, différentes logiques s'affrontent en s'inspirant d'une rhétorique commune.

Cependant, la manière même de formuler le discours, qui associe un ensemble de concepts indéfinis comme l'égalité, les droits humains, le développement durable, les processus décisionnels participatifs, n'est pas prise en compte dans la résolution des conflits. Les conflits de sens dans l'ordre du discours expriment des enjeux importants des rapports sociaux. C'est pourquoi il faut appréhender la pluralité de sens et de conduites que recouvrent des notions comme l'identité, le territoire et la participation.

Tant que le caractère construit des discours sur le développement (et la mise au jour des conditions matérielles, des intérêts et des valeurs à leur origine) ne sera pas compris, il demeurera impossible de s'engager dans des processus de résolution de conflits<sup>16</sup> et d'établir des dialogues dans le cadre de la coopération.

---

<sup>16</sup> Une réflexion sur la nature des conflits permet de constater l'importance des enjeux culturels. Par exemple, l'étiquette de « conflit environnemental » est commode d'un point de vue tactique, mais problématique, d'après Cabrera (2004). Qualifiés d'environnementaux, les conflits ne font plus seulement référence à la destruction de l'environnement, mais à des problèmes moraux, éthiques et culturels. En ce sens, ils deviennent davantage des conflits sociaux qu'environnementaux. La tendance, soit à techniciser les conflits ou encore à prendre la nature comme une autorité supérieure pour justifier son option, cache les enjeux moraux dont il est question.

### 1.2.1 Caractère construit du discours

Le conflit, comme composante intrinsèque au changement (Moscovici 1979), permet d'observer les manifestations de diverses stratégies identitaires.

C'est l'identité collective [...] comme réalité vécue et se définissant par opposition à l'autre et aux autres, qui s'exprime, s'épanouit et s'affirme de façon tantôt agressive, tantôt feutrée dans les relations extrasociétales, aussi bien et encore mieux qu'à l'intérieur d'une société. C'est elle qui non seulement constitue la trame de bien des discours, mais qui, derrière les négociations des experts, oriente bien souvent les choix et les décisions politiques (Michaud, 1978, p. 121).

Foucault souhaite mettre au jour les mécanismes d'exclusions<sup>17</sup> du discours et les processus de réification<sup>18</sup>, qui ont, d'après Rist (1996), fait du discours sur le développement un mythe occidental. Il présuppose que : « dans toute société, la production du discours est à la fois contrôlée, sélectionnée, organisée, et redistribuée par un certain nombre de procédures qui ont pour rôle d'en conjurer les pouvoirs et les dangers, d'en maîtriser l'événement aléatoire, d'en esquiver la lourde, la redoutable matérialité » (Foucault, 1999, p. 10). Le discours reste donc soumis à plusieurs principes de limitations, à des règles, à des conditions, à des rituels et à des rôles, comme pour le langage. Il se réactualise, se reconstruit, mais se répète, puisque soutenu par les institutions destinées à reproduire les différentes formes de domination. C'est pourquoi Foucault parle du « moutonnement indéfini des commentaires [...] travaillé de l'intérieur par le rêve d'une répétition masquée ». Le discours a ainsi la capacité de paraître nouveau en demeurant une forme de répétition. Il conserve ainsi le pouvoir d'imposer un cadre d'interprétation des réalités.

La dynamique communicative des acteurs demeure au centre de l'apparition et de la résolution des conflits (Cabrera, 2004). Pour transformer la société et remettre en question le discours dominant, ils doivent créer des conflits. Il s'agit donc de comprendre les problèmes

---

<sup>17</sup> Foucault identifie trois grands systèmes d'exclusion : la parole interdite, le partage de la folie et la volonté de vérité.

<sup>18</sup> Giddens (1987) définit la réification comme une façon de penser de manière réifiante, c'est-à-dire dans une forme ou un style de discours dans lequel on attribue aux propriétés des systèmes sociaux la même fixité que celle qui est présumée dans les lois de la nature, en traitant les propriétés comme objectivement données (p. 238-239).

de développement dans la perspective de « communication pour le développement » et d'analyser les discours et les stratégies des acteurs, qui se confrontent dans leurs perceptions du conflit, et non plus de considérer ceux-ci comme extérieurs au problème<sup>19</sup>, mais comme autant d'acteurs impliqués dans des processus de construction d'identités en conflit.

Les modèles de résolution de problèmes liés au développement tiennent peu compte des systèmes de valeurs et des fondements idéologiques à la source des discours qui légitiment les approches et modèles de développement. Ces derniers sont essentiellement dominés par une logique technicienne qui structure la pensée et les actions par rapport au développement.

### 1.2.2 Globalisation de la procédure technique

Dans les stratégies de développement, le modèle qui tend à dominer fait implicitement de la procédure technique, organisationnelle et financière la cause de l'action (Nifle, 2004b). « De multiples procédures se disputent le privilège de redécouper le territoire et de le voir gérer par les principes qui sont les leurs ». Les prérogatives des différents promoteurs sont ainsi en rivalité, ce qui provoque des conflits. Sur le terrain, rien n'est possible sans allégeance à l'une ou l'autre des procédures, à tel point que l'exercice en est devenu un art, perdant de vue quelques fois ses enjeux propres. Dans cette perspective, la vertu de conformité devient la seule payante. Cette mutation radicale, qui se manifeste par une globalisation de la technique, définit alors toute une culture et projette une totalité historique, un monde. Il s'agit dès lors, pour sortir de cette logique technicienne, de modifier l'environnement social en transformant d'abord les modèles mentaux et de considérer la culture comme concept structurant du développement (Bourdieu, 2002).

Cette approche standardisée domine les schémas de résolution de problèmes, ce qui a des conséquences sur les populations du Sud car elle produit de l'exclusion, notamment des femmes.

---

<sup>19</sup> Médiatiser le conflit est devenu l'apanage de plusieurs intervenants (ONG, Église, Université, associations professionnelles) alors que tous sont des acteurs du conflit.

### 1.2.2.1 Une approche standardisée des problèmes

Fondés sur des arguments techniques dits scientifiques, les modèles de résolution de problèmes sont souvent à l'origine des conflits, au lieu d'en être la solution (Cabrera, 2004). L'argumentation, qui légitime les discours dominants de développement, présente une image statique des acteurs et mythifie l'idée de progrès (Rist), en plus d'utiliser des procédures et un langage technique difficilement accessibles aux populations locales.

Ce langage hermétique est à la source des inégalités, car il utilise des arguments techniques et une procédure qui fait obstacle à leur appropriation par les communautés locales (Balvin, 2002). De plus, les processus d'évaluation des projets, les critères d'évaluation du risque et de calcul des bénéfices (retombées) à l'origine des décisions de permettre l'activité minière rendent difficile tout exercice décisionnel démocratique (Muradian, Martinez et Correa, 2003). Ces procédures ne tiennent pas ou peu compte de facteurs d'acceptabilité sociale autres que les critères rationnels économiques.

Il appert donc que le savoir et les politiques de développement sont engendrés par l'Occident et légitimés par des « experts » dans un langage de statistiques. Pour situer le Pérou par rapport au reste du monde sur leur échelle du développement, on fait ainsi appel à une série d'indicateurs comme le taux de mortalité infantile, l'espérance de vie moyenne et le produit intérieur brut (PIB). Ces données ne tiennent pas compte de facteurs comme le travail des femmes à la maison ou les stratégies de survie comme le troc ou l'entraide, qui se comptabilisent mal en termes statistiques.

Ces activités, qui pourraient être qualifiées comme appartenant à la sphère domestique, ne peuvent donc pas être envisagées comme des leviers de développement dans les stratégies des organisations d'aide internationale et de développement. C'est pourquoi les analyses de type qualitatif prennent toute leur importance, car elles permettent, entre autres, d'investir de nouvelles solutions alternatives, de nouvelles façons de penser et de vivre le développement (Escobar, 1995).

### 1.2.2.2 Pratiques d'exclusion des politiques de développement : l'exemple des femmes

Une revendication spécifique communément admise dans le milieu du développement est celle liée au genre (Escobar, 1995). Elle pose cependant toute la difficulté d'application du principe d'égalité dans un système qui valorise la diversité, et entraîne des contradictions inévitables de telle sorte que le système reproduit de l'exclusion au lieu d'enrayer le problème d'aliénation (Mohanty, 1991, in Escobar).

L'attitude des « experts du développement » envers les femmes témoigne de la « chasse gardée de la science » sur les politiques de développement. La diffusion du discours adressé aux femmes prend en compte les intérêts de l'appareil de développement, mais pas celui des femmes elles-mêmes. Le discours dominant occulte la situation des femmes de même que leur lecture des problématiques des pays en voie de développement (Jaquette, 1989).

Les principaux indicateurs de développement ne tiennent pas compte, par exemple, de la transmission des connaissances traditionnelles liées à la biodiversité ni des pratiques agricoles qu'elles perpétuent. Pourtant, ces connaissances constituent un facteur de développement important dans les régions où l'agriculture constitue la principale activité économique.

Le discours dominant « prescrit des identités » normatives et reproduit les inégalités. Il reflète des préoccupations extérieures et produit ainsi de l'exclusion (Foucault, 1999). Les féministes du « Tiers Monde » tendent à être perçues comme des opprimées plutôt que comme créatrices de théories féministes et agentes de changement par leurs consœurs d'Europe et d'Amérique du Nord. Il en est généralement de même pour l'ensemble des théories produites au Sud (Mohanty, 1991). C'est pourquoi il est nécessaire de questionner, de problématiser, ce type de discours victimisant et ses fondements théoriques, encore largement associés aux paradigmes évolutionnistes.

### 1.3 La problématisation de l'objet

Michaud attribue les problèmes identitaires observés dans la multiplication des conflits actuels au « degré de maturité identitaire » de ces sociétés, qui n'auraient pas atteint le même « niveau » que les sociétés industrialisées. Ce type d'analyse pose le problème en ces termes : les peuples en voie de développement peuvent-ils assimiler la novation venue des pays industrialisés sans perdre leur identité ? Selon cette perspective déterministe et ethnocentrique, les communautés n'auraient d'autres options que de résister aux modèles occidentaux ou de les adopter<sup>20</sup>. On y perçoit le progrès comme un objectif à atteindre ou encore comme un mal nécessaire, en prenant toujours des modèles occidentaux en référence.

En posant les problèmes de développement exclusivement en fonction de forces uniformisantes d'une « culture globale technicienne », cela n'explique pas comment et pourquoi les communautés « intériorisent » ou adoptent les modèles occidentaux. Si une véritable identité — culturelle, nationale ou autre — est à défendre dans ces pays, la véritable question est de savoir s'il existe un vouloir-vivre collectif — un projet ou un acquis — et comment il s'exprime.

Foucault démontre que le discours institutionnel ne peut fonctionner que s'il rencontre des structures internes prêtes à l'accueillir (schéma mental). Il s'agit dès lors d'engager notre compréhension du monde dans ces dynamiques de conscientisation (Freire, 1968) sur le terrain, qui mettent au jour les structures de domination et les mécanismes d'aliénation qui affectent tous les acteurs impliqués dans la dynamique de coopération, mais aussi la multitude de réponses possibles à ces systèmes qui s'imposent.

Les processus d'émancipation et de participation, constitutifs des mouvements de résistance, démontrent qu'il existe des brèches et des solutions alternatives aux systèmes dominants (Escobar, 1995). Les mécanismes de résistance et de changements mis en œuvre localement

---

<sup>20</sup> Michaud considère que l'identité collective aurait été agressée par la colonisation et qu'elle demeure en conflit violent avec la civilisation technico-industrielle qui pénètre ces pays.

L'absence de modèle de résolution de problèmes dans les conflits qui affligent le Pérou témoigne d'un problème de leadership au plan national et de l'asymétrie dans les relations des pays et des régions (Balvin et Lopez, 2002). Cependant, le cas de Tambogrande illustre comment une communauté a réussi à faire accepter un modèle alternatif. Il est temps de regarder le problème des conflits miniers non seulement avec des critères économiques, mais aussi avec une approche culturelle permettant de comprendre la trajectoire propre à une communauté, à partir de ses propres paramètres et de ses idéologies, c'est-à-dire dans son propre langage.

### 1.3.1 Une approche culturelle des conflits du local au global

L'enjeu de cette recherche est de trouver des moyens d'éviter de jeter un regard objectivant sur le développement (conséquemment sur l'histoire et la culture) afin de concevoir les relations internationales dans leur complexité, en saisissant le jeu de construction identitaire des acteurs locaux en lien avec les réseaux externes.

L'étude des univers symboliques auxquels se réfèrent les acteurs du développement sur le plan local comme global permet de développer la capacité autocritique des théories de la « communication pour le développement », afin qu'elles prennent en compte la voix des populations concernées, qui sont au cœur des problèmes de développement et des conflits.

Tant qu'on n'aura pas appris à déchiffrer ces forces qui s'exercent aux frontières du conscient et de l'inconscient, d'autant plus difficiles à discerner qu'elles résident dans le psychisme collectif, on risque fort d'être dupe des apparences et de négliger les raisons les plus profondes des conflits internationaux. [...] il n'est pas question de sous-estimer, dans les conflits, le rôle essentiel des intérêts financiers et des forces économiques. Mais ces forces et ces intérêts auraient-ils un tel impact s'ils ne correspondaient pas à une certaine mentalité collective et s'ils n'appuyaient leur stratégie sur une connaissance des réactions et des conduites ? (Michaud, 1978).

L'expérience des mouvements sociaux et les réflexions provenant des études culturelles illustrent en quoi la mondialisation et la question transnationale obligent à penser à une nouvelle trame de territoires et d'acteurs, de contradictions et de conflits (Martin-Barbero, 1998).



L'analyse du cas sur le terrain vise à développer des outils qui permettent de prendre en compte les dimensions culturelles et de mettre au jour les problèmes d'inégalité, d'aliénation et de domination que cachent les discours du développement, qu'ils proviennent de la classe dominante ou des résistants. Il est opportun d'établir les liens entre pouvoir, culture et changement et d'explorer plus à fond les dimensions identitaires en jeu dans les conflits, afin de mieux comprendre les implications de la « communication pour le développement ».

Dans ses efforts de compréhension des imaginaires collectifs, il arrive que le propre imaginaire de l'intervenant reproduise des représentations stéréotypées des acteurs locaux, soit en les idéalisant ou en les objectivant en fonction de leurs problèmes. Il arrive aussi que son analyse intensifie les contradictions avec les environnements technologiques, sans proposer de nouveaux modèles, laissant les communautés devant des crises de plus en plus intenses (Mucchielli, 1986). Dans un cas comme dans l'autre, un questionnement éthique doit conduire les démarches scientifiques et les projets d'intervention. La responsabilité de l'intervenant est au cœur de la problématique du développement et il importe d'y réfléchir à partir d'une expérience concrète, afin d'en identifier les enjeux et de dégager de nouveaux outils d'analyse.

Devant l'absence de repères et l'influence grandissante des stratégies de développement, la responsabilité des penseurs du développement devient cruciale (Servaes, 2000). Leur rôle ne se résume plus à comprendre le monde et à décoder les rapports sociaux, mais à participer à sa construction même. « La science devient capable d'inventer le monde », dit Martin-Barbero (1998).

Dans le chapitre suivant, le cadre théorique, je définis les outils conceptuels nécessaires à l'analyse des enjeux du développement liés au cas étudié, selon une approche culturelle. Une définition des principaux concepts permet de comprendre les processus d'appropriation du développement, soit la construction identitaire, l'identité collective de même que la théorie des minorités actives.



## CHAPITRE II

### CADRE THÉORIQUE

La tension entre le global et le local dans les théories de développement et de communications internationales remet de plus en plus en question l'idée du développement « comme un chemin fatalement tracé dans l'histoire moderne » (Cardoso, 1969). On s'efforce dorénavant de considérer la mondialisation tout autant du point de vue des pressions qu'elle exerce que par rapport à la multiplicité des réponses individuelles et collectives qu'elle suscite.

C'est avec « l'ère de la globalisation » que naît un champ d'étude spécifique aux communications internationales, orienté d'abord vers l'étude des phénomènes de masse et vers l'impact du développement des nouvelles technologies des communications. La communication pour le développement fut conçue au début comme un instrument pour persuader les populations des bienfaits de la modernisation.

L'échec des paradigmes de communications pour le développement<sup>1</sup>, jumelé à l'explosion technologique des communications dans un univers globalisé, ont entraîné l'éclatement disciplinaire dans l'étude en communications et formé en même temps de nouveaux courants axés sur la participation au niveau local. De plus en plus orientées vers le public, les recherches sur la communication (notamment la tradition anglaise des *cultural studies*) problématisent l'influence des groupes d'intérêt en mettant l'accent sur la société civile

---

<sup>1</sup> Les premières approches du développement (notamment la théorie diffusionniste) sont critiquées par rapport au fait que les bénéfices du développement sont inégalement distribués dans la société. On reproche également à l'appareil de développement de produire de l'exclusion (Escobar, 1995).

comme lieu de la diversité et de la différence. L'approche ethnographique entraîne un ralliement à un certain empirisme de base, qui est indissociable du retour au subjectif et au problème de la pluralité des identités.

La théorie évolutionniste et l'écologie ne suffisent pas à expliquer les changements drastiques liés à la modernité et à la mondialisation (Escobar, 1995). Les limites des paradigmes des sciences économiques, sociologiques et anthropologiques<sup>2</sup> incitent à regarder du côté des approches multidisciplinaires et des communications pour comprendre le monde (Servaes, 1986).

Plus qu'une nouvelle mutation, le changement de paradigme exige de nouvelles façons de penser le monde. « La complexité de l'économie globale actuelle est liée à une rupture fondamentale entre économie, culture et politique que nous avons à peine commencé à théoriser » (traduction libre de l'ang.)<sup>1</sup> (Appadurai, 1990, p. 296). La complexité que produisent les phénomènes liés à la mondialisation<sup>3</sup> nécessite donc de nouveaux outils théoriques qui doivent répondre à l'exigence d'une nouvelle perception du temps et de l'espace. « Le défi demeure de penser le monde [...] entre une multiplicité hétérogène d'espaces et de temps dans lesquels se jouent la portée et le sens de la reconnaissance, qui est la finalité humaine de la communication » (Martin-Barbero, 1998, p. 167).

La rupture entre technologies et tradition liée à la modernité entraîne selon Bourdieu (2002), une dynamique de circulation plus que de production, par des stratégies d'investissement symbolique, c'est-à-dire des actions visant à augmenter le capital de reconnaissance utile à acquérir ou maintenir la légitimité. Dans le contexte de la modernité, le défi théorique

---

<sup>2</sup> Canclini souligne les limites de la sociologie et de l'anthropologie pour comprendre la modernisation et les phénomènes culturels. Bien qu'il reconnaisse l'apport de ces disciplines, il affirme que la première se concentre trop sur la modernité et la seconde trop sur la tradition. L'anthropologie, en étudiant la différence, la diversité et la pluralité met trop l'emphasis sur les symboles du conflit et de la solidarité en même temps qu'elle reproche à la sociologie d'avoir une vision homogène et ethnocentrée des phénomènes d'inégalités.

<sup>3</sup> Servaes (1986) soutient que la résistance au changement et à la modernisation ne peut pas être expliquée uniquement par les orientations des valeurs traditionnelles et déplore que la complexité des processus de changement soit trop souvent ignorée.

demeure ainsi « de remettre en cause l'utopie communicative<sup>4</sup> qui idéalise la société en la déchargeant — grâce aux légèretés de la technologie — du poids de la gravité des conflits et de l'opacité des relations sociales » (Martin-Barbero, 1998, p. 167).

L'influence globale, conçue comme une dense trame d'échanges<sup>5</sup> entre peuples, nations et cultures, traduit les nouveaux enjeux du développement et des communications internationales. L'analyse de cas doit expliquer les phénomènes de résistance et de conflits dans une théorie des mouvements sociaux et des comportements humains prenant en compte le déplacement des lieux de pouvoir, c'est-à-dire en concevant l'expression du changement en dehors des canaux traditionnels du système politique. « La nouvelle culture économique globale doit être comprise comme un ordre complexe, de chevauchements, de désarticulations, qui ne peut plus être considéré en termes de modèle centre-périphérie » (traduction libre de l'ang.)<sup>ii</sup> (Appadurai, 1990, p. 296). Cette nouvelle configuration du pouvoir et de l'action collective constitue, selon Melucci (1983), un des nœuds fondamentaux pour traduire les nouvelles réalités des sociétés contemporaines.

## 2.1 Le changement social : entre le conflit et la solidarité

La transformation sociale, dont le conflit constitue une propriété caractéristique (Moscovici, 1979), implique des interactions, des confrontations de points de vue et la recherche de solutions acceptables. Dans cette optique, les acteurs sociaux contribuent à la construction de nouvelles communautés d'interprétation, qui forment des identités collectives par leur manière spécifique d'expliquer le monde social.

---

<sup>4</sup> Martin-Barbero (1998) fait référence à certains effets des médias tels que « le fétiche de l'actualité, lié à la synchronie entre événement et information, en faisant perdre la valeur à d'autres temporalités et en mystifiant la valeur des médias; telles que l'acculturation culturelle et la colonisation culturelle entraînées par l'accélération dans la distribution des produits de masse [...] » (p. 155). Il soutient que « le développement technologique bouleverse aussi bien l'image mentale du monde que les coordonnées de l'expérience sensible » (p. 166).

<sup>5</sup> Appadurai (2001) met la notion de flux au centre de ses analyses de la mondialisation. La logique de circulation définit le monde contemporain en témoignant des déplacements de population, mais aussi de l'extraordinaire développement des communications de masse faisant en sorte que les individus dans les régions les plus reculées de la planète construisent leur identité dans un jeu permanent entre l'intérieur et l'extérieur. Cette situation donne selon lui un rôle inédit à l'imagination.

nouvelles communautés d'interprétation, qui forment des identités collectives par leur manière spécifique d'expliquer le monde social.

La question du rapport entre le savoir scientifique et le savoir traditionnel a été posée par Paolo Freire<sup>6</sup>. En mettant l'accent sur les savoirs « alternatifs », qui contredisent les savoirs institués de la classe dominante, Freire souligne l'importance du dialogue et de la participation dans l'apprentissage menant à la conscientisation et à la transformation sociale. Freire tente de résoudre le dilemme d'égalité dans le dialogue par la nécessité de « penser de façon correcte », censée contrebalancer la valeur des émotions d'un peuple<sup>7</sup>, mais cette « éthique de l'intervention » n'a pas été définie par Freire.

Dans la perspective de l'analyse de cas, le changement social est étudié à l'intérieur du champ culturel compris comme le nouvel espace des luttes sociales (Bourdieu, in Martin-Barbero, 1998) et de délibérations, où les processus d'intersubjectivité participent à l'appropriation des enjeux liés au développement par la prise de conscience, l'éducation politique (Freire, 1968) et par la prise de parole (De Certeau, 1968). Les concepts d'identité collective et d'appropriation sont utiles pour comprendre les transformations sociales et culturelles influencées par l'action des minorités actives (définies plus loin).

L'avènement de l'approche constructiviste explique l'émergence de ces théories et concepts destinés à concevoir les phénomènes de changements sociaux de manière plus dynamique (active) et ouvre la voie à la réflexion sur les moteurs du changement social et individuel. Moscovici (1979) et Godbout (2000) postulent que les fondements de l'action collective doivent être appréhendés par l'innovation et la solidarité. Ils apportent une compréhension nouvelle du rapport à l'incertitude, central à la théorie des systèmes, en postulant que les rapports sociaux ne sont pas essentiellement déterminés par l'intérêt personnel ou par la

---

<sup>6</sup> Freire (1921-1997) est surtout connu par la méthode d'alphabétisation qu'il a proposé, mais ses apports à la réflexion pédagogique en général, et plus particulièrement à toute pédagogie engagée dans le processus de transformation sociale sont aussi importants que sa méthode. L'influence de Freire est présentée dans la première partie de la thèse, dans le chapitre sur les acteurs sociaux.

<sup>7</sup> Freire place l'émotion d'un peuple à égalité avec la « vérité » détenue par l'animateur chargé de faire « émerger le savoir », ce qui soulève des questions pratiques, théoriques et éthiques.

## 2.2 L'approche constructiviste pour comprendre le développement

On assiste aujourd'hui à la multiplication d'analyses, comme l'ethnométhodologie, qui tentent d'expliquer les phénomènes du développement du point de vue des acteurs concernés et qui se réfèrent tant aux dimensions économique-politiques que psychosociales, anthropologiques ou écologiques<sup>8</sup>. Il est dorénavant possible de comprendre le changement dans un univers où les réseaux structurent les représentations du monde (Bourdieu, in Martin-Barbero, 1998), en prenant en compte l'ensemble des composantes des univers symboliques qui forment les systèmes, dans une perspective constructiviste, et d'imaginer le monde en fonction de « trajectoires imprévisibles ».

La perspective constructiviste (Berger et Luckmann, 1996), permet d'étudier les phénomènes d'appropriation comme des processus où il n'existe pas de réalité objective du développement que les sujets pourraient s'approprier. Ces derniers sont considérés actifs et compétents pour définir ce qu'ils entendent par développement. Le structuralisme<sup>9</sup> s'est consacré à mettre au jour les processus qui structurent la réalité en la réifiant dans le discours, c'est-à-dire en « l'emprisonnant » dans les institutions comme le langage, l'ordre social et ses structures de domination (Foucault, 1999)<sup>10</sup>. Selon cette perspective, les institutions du développement nous enferment dans une vision du monde positiviste dont la finalité serait déterminée par le triomphe du capitalisme<sup>11</sup>.

L'intériorisation des structures de domination de la société moderne provoque des crises identitaires individuelles et collectives, qui se manifestent notamment à travers les

---

<sup>8</sup> La pensée écologique a ouvert la voie à un changement de paradigme en mettant en lumière l'interdépendance et la diversité du monde physique et social. Le paradigme écologique, comme modèle de penser le développement, a intégré la dimension sociale et soulevé les problèmes éthiques (Dansereau, 1973).

<sup>9</sup> Issu de la linguistique, le structuralisme postule l'existence d'une structure qui possède une organisation logique au-delà de la conscience. Cette approche a cependant été critiquée maintes fois en raison de la « toute-puissance de ces signes » qui s'imposent à ceux qui les manient.

<sup>10</sup> Foucault ne se considère pas lui-même comme un structuraliste, mais sa pensée a largement contribué à cette école et à sa critique.

<sup>11</sup> Fukuyama (1997) est connu pour avoir postulé l'aboutissement du capitalisme, à « une fin de l'histoire ».

mouvements sociaux. La perspective systémique part de ce phénomène d'intériorisation et considère l'énergie déployée pour résoudre ces crises comme la manifestation de contradictions du système, tandis que la sociologie explique ces manifestations par la déviance.

Ces perspectives n'arrivent toutefois pas à expliquer de manière satisfaisante ce qui motive le changement social et individuel. Comment expliquer cette volonté de changer les choses ? Les crises et les conflits, comme simples manifestations de déviance, n'expliquent pas en soi le moteur de l'action, des luttes et du changement.

Avec sa méthode de conscientisation, Paolo Freire (1973) a permis de comprendre comment il était possible « d'inventer une culture », et de se libérer de l'oppression, par l'apprentissage d'un nouveau vocabulaire correspondant à sa « situation objective d'opprimé »<sup>12</sup>. Il a toutefois constaté les limites de sa méthode : il ne suffit pas de prendre conscience d'un problème pour que le changement survienne. Le changement ne peut être simplement l'expression et l'extériorisation, par des crises et des conflits, d'une structure sociale intériorisée. Pour se consolider, le changement a besoin d'être soutenu dans le temps par des autorités légitimes et des organisations sociales prêtes à formuler des projets mobilisants.

Moscovici (1979) soulève, pour sa part, les limites des modèles fonctionnalistes, qui placent « la réalité sociale » comme donnée. Il fonde le modèle génétique, qui souligne le caractère actif des individus dans le système social dont ils sont les artisans. En postulant que le conflit est le moteur du changement, Moscovici apporte une distinction entre influence et pouvoir<sup>13</sup>.

---

<sup>12</sup> Freire ne définit pas clairement l'oppression. Il suppose que la classe opprimée est homogène (il ne reconnaît pas les types d'oppression spécifiques comme celle des femmes, des jeunes, etc.) et présente une vision dichotomique entre opprimé et oppresseur (médiatisée par une petite bourgeoisie formée d'intellectuels), qui sera par la suite questionnée par des études comme celles de Memmi et Fanon.

<sup>13</sup> Bien que sa théorie renverse l'asymétrie entre influenceurs et influencés, pour définir la source d'influence que représente, dans le contexte de la modernité les minorités, Moscovici souligne toutefois qu'influence ne signifie pas forcément changement.

Les rôles, les statuts sociaux et les ressources psychologiques ne sont rendus actifs que dans l'interaction sociale<sup>14</sup>. Les normes qui déterminent le sens de l'adaptation résultent de transactions passées et présentes entre individus et groupes. Par conséquent « le normal » et « le déviant » sont définis relativement au temps et à l'espace et à leur situation particulière dans la société. Le déviant devient le produit de l'organisation et non plus une pathologie en lien avec une normalité réifiée. « Si les femmes restent en marge de la société c'est que l'organisation se définit de manière à les y maintenir » (Moscovici, 1979).

De ce point de vue, l'innovation devient un processus fondamental de l'existence sociale car elle présuppose que le conflit dépend autant des forces de changement que des forces de contrôle<sup>15</sup>.

En considérant que l'innovation est un des fondements de l'existence sociale, il devient nécessaire de revoir le rôle et la contribution de l'acteur dans les changements sociaux et de mieux comprendre son rapport à l'incertitude, constitutive du changement, dans l'action collective.

### 2.2.1 Fondements de l'action collective et de l'existence humaine

Les limites pour comprendre le changement social et les motivations humaines viennent de deux problèmes posés aux grands paradigmes des sciences sociales. Le systémisme des économistes comme des sociologues pose l'acteur tantôt comme totalement intéressé et tantôt comme passif face aux normes sociales. Ces postulats ne sont jamais remis en question, constate Godbout (2000).

Le contrôle de l'incertitude (Crozier, 1977; Hofstede, 1994) est une notion centrale pour expliquer le fonctionnement des systèmes. Les processus de rétroaction auxquels se prêtent

---

<sup>14</sup> La sociologie actionnaliste de Touraine (1965) adopte la même posture en rappelant que l'action historique ne s'atteint pas seulement au niveau des doctrines, des événements ou des crises historiques, donc imposés de l'extérieur par des circonstances ou par des leaders (p. 313).

<sup>15</sup> De Certeau précise, pour sa part, que si la prise de parole est le symbole et l'origine de la volonté de changement, la reprise de parole et la prise de pouvoir qui l'accompagne en constituent la concrétisation.



les acteurs pour maintenir l'équilibre<sup>16</sup> et pour contrôler les incertitudes se traduisent par un effort d'introduire de la cohérence dans le système. Comme avec la psychologie et la sociologie, la théorie des systèmes part du principe d'intériorisation (Freud, Marx) pour expliquer les crises internes.

À l'instinct stratégique qui pousse l'homme à réduire les incertitudes pour accroître son pouvoir (donc réduire la liberté des autres), Godbout oppose un instinct de créer et de maintenir des zones d'incertitude entre lui et autrui pour accroître la valeur des liens sociaux. L'acteur d'un système de solidarité (système de don) tend à maintenir le système dans un état d'incertitude structurelle pour permettre à la confiance de se manifester. C'est pourquoi les normes doivent continuellement être transgressées, changées, dépassées. « Il faut que se produise quelque chose de non prévu dans ce qui est obligatoire » (Godbout, p. 161). Cette explication correspond à la conception de la dynamique sociale de Moscovici, qui voit dans le conflit un levier de changement<sup>17</sup>. Le conflit produit de l'incertitude que les protagonistes tentent de contrôler. L'incertitude est à la fois une manifestation stratégique et le fondement du lien social dans la lutte.

Le modèle du don considère comme suspecte l'explication des normes obligatoires qui s'imposeraient aux acteurs. Au lieu de postuler que les comportements qui ne seraient pas motivés par l'intérêt, la rationalité ou l'utilité sont appris et intériorisés, Godbout renverse le postulat et place le modèle du don comme « naturel » en opposition aux deux autres (marché et État). Il remet ainsi en question le privilège paradigmatique de l'intérêt et propose un autre ressort psychologique à l'action humaine : « produire pour donner »<sup>18</sup>. C'est l'échange qui précède tout le reste.

---

<sup>16</sup> Le processus d'homéostasie (recherche d'équilibre) caractérise les systèmes.

<sup>17</sup> Déjà, en 1978, Moscovici postulait que la réduction de l'incertitude n'était pas un élément essentiel de l'action. Il démontre alors par une série d'arguments pratiques et théoriques que l'incertitude peut également constituer une condition préalable à l'interaction sociale et à l'influence.

<sup>18</sup> La dimension participative ou communautaire de l'identité (Mucchielli, 1986), qui comprend les phénomènes de sympathie, d'entraide et d'échange, fait en sorte que l'identité collective se confond avec l'identité individuelle. Ce sentiment de totalité, qui révèle le sentiment d'appartenance et de puissance, entraîne l'absence de contradiction interne et explique qu'un individu puisse se sacrifier pour un groupe (pp. 85-86).



Ce que cette perspective a d'intéressant, c'est que le système de don n'exclut pas l'intérêt (et l'efficacité) car il est fondé sur la dette<sup>19</sup>. Godbout utilise la théorie des jeux pour illustrer l'aspect intéressé du don. Dans le jeu, le mouvement de l'échange exige d'abord de savoir céder ou perdre quelque chose pour obtenir ensuite ce que l'on désire. « Le dilemme que l'on retrouve dans l'échange marchand se joue entre l'intérêt, le gain ou l'utilité individuelle qui en fournit le moteur, et l'obligation de coopérer qui en constitue le processus » (Godbout, 2000, p. 165). Ce dilemme conduit donc l'acteur à mettre son intérêt en jeu.

Le dilemme du prisonnier<sup>20</sup> illustre parfaitement cette logique avec l'archétype des situations dans lesquelles l'intérêt individuel fait échec à la coopération et fait échec à l'intérêt individuel. On a toujours intérêt à faire défection, mais en faisant défection, on atteint une solution moins souhaitable que si on avait coopéré.

Le paradoxe de Dale Carnegie va plus loin en disant que pour que le don soit payant à long terme, il ne doit pas être fait dans ce but : *Make the person feel important and do it sincerely* (faites sentir à la personne qu'elle est importante et faites-le sincèrement).

Dans le don ou le lien social, la satisfaction est intrinsèque à l'acte lui-même, donc désintéressée à la base, ou intéressée d'abord par le besoin d'être en relation, par l'acte gratuit qui donne sens à la relation. La sincérité et la confiance<sup>21</sup> sont deux composantes du système de don à la base de toute coopération, qui n'excluent pas par ailleurs l'efficacité, si on se place dans la perspective instrumentale des communications.

Une des difficultés conceptuelles et méthodologiques que ma recherche tente de résoudre réside dans l'appréciation des différentes formes et niveaux de communication vécus dans

---

<sup>19</sup> Contrairement au système économique basé sur l'équivalence et la concurrence, le modèle du don est basé sur la coopération et la dette volontairement entretenue. Dans cette perspective « la liberté moderne est essentiellement l'absence de dette au sein des rapports sociaux » (Godbout, p. 152).

<sup>20</sup> Crozier (1977) utilise le dilemme de deux prisonniers interrogés individuellement. Ceux-ci doivent décider de faire confiance à l'autre et de tout nier ou de condamner l'autre, et si l'autre fait de même les deux seront condamnés. La coopération devient alors la meilleure issue.

<sup>21</sup> Selon Berger et Luckmann (1996), « tout groupe engagé dans un conflit social exige une solidarité » (p. 169). Ils précisent que les idéologies engendrent la solidarité.

l'expérience concrète d'une communauté, en l'occurrence celle de Tambogrande. Il est nécessaire de considérer les stratégies communicationnelles (intérêt) entreprises par les différents acteurs, mais l'expérience conflictuelle transformant l'identité collective, donc la culture, doit également faire l'objet d'une attention particulière. Je cherche donc à mieux comprendre comment les deux formes agissent de manière dialectique.

Afin d'approcher l'objet d'étude et de tenter une première analyse des phénomènes communicationnels en situation de conflit, certains concepts de base ont été privilégiés en raison de leur caractère dynamique. Ils expliquent les phénomènes de changement spécifiques au développement, à partir de processus de construction identitaire et d'appropriation. Par ailleurs, le rôle des acteurs sociaux est défini dans une théorie explicative de l'influence sociale permettant d'appréhender les phénomènes de résistance : la théorie des minorités actives de Moscovici.

### 2.3 Théories et concepts clés pour la recherche terrain

Les liens sociaux se construisent à travers l'échange discursif. Les individus sont unis à la société (territoire, histoire, culture, organisation) par des processus de construction identitaire intersubjectifs, soit la reproduction, le renouvellement et la transmission des ressources (représentations et idéologies), qui forment les univers symboliques. Ceux-ci constituent tout ce qui construit le sens, comme des discours, des rituels, des objets, bref tout ce qui construit la vision du monde connu et inconnu en fournissant des plans d'explication du réel et de l'imaginaire. Les conflits se jouent autour de la production, de l'appropriation, et de la destination des ressources sociales (Melucci, 1983b). À travers des processus d'interaction, les acteurs sociaux utilisent ces ressources symboliques. Ils transforment la culture et structurent les rapports sociaux pour arriver à leurs fins.

L'identité est un processus par lequel l'individu se reconnaît à travers l'interaction. Elle implique une sanction sociale et un sens. Le lien entre société et individu, c'est-à-dire entre les structures sociales et psychiques, se fait par les représentations sociales. Les représentations sociales et l'idéologie jouent donc un rôle de médiation entre l'individu et la

société (par l'intériorisation de normes). Elles produisent de la cohérence qui aide l'individu à gérer l'anxiété des changements (sécurité ontologique).

### 2.3.1 Identité

Dès son plus jeune âge, l'enfant apprend la confiance et la méfiance<sup>22</sup>. Il apprend à gérer l'anxiété de la séparation de sa mère et, au cours des phases de son développement qui marquent un mouvement progressif vers l'autonomie et qui s'achèvent avec le développement du langage, l'enfant prépare le terrain à la dialectique de l'engagement/désengagement, qui repose sur la diversité des rencontres qu'il fera (Erikson, 1968, in Giddens).

Deux mécanismes de la personnalité interviennent dans la polarité confiance/méfiance : la projection et l'introjection. Comme l'explique Freud, l'introjection infantile assimile la bonté externe à la certitude interne et la projection traite le malheur interne comme une malveillance externe. Ces mécanismes reposent donc sur l'identification par rapport à un autre que l'on tend à rejeter ou à assimiler à soi en fonction du sentiment de confiance ou de méfiance. Selon Mucchielli (1996), le sentiment d'identité peut se décomposer en une série de sentiments comme l'autonomie, l'unité, la cohérence, la confiance et l'appartenance. Ceux-ci reposent sur la permanence de processus d'évaluation et d'intégration-identification. L'évaluation de l'autre se fait, d'après Mucchielli (p. 59), de façon automatique et inconsciente. Identifier signifie reconnaître, mais aussi s'identifier à quelqu'un ou quelque chose. Ces processus sont intégrés à nos conduites quotidiennes.

Erikson (1958, in Mucchielli) définit l'identité à la fois comme processus et comme conscience. Comme processus, il suggère un effort inconscient tendant à établir la continuité

---

<sup>22</sup> Le développement d'un sentiment de confiance envers les autres, sentiment qui constitue l'élément le plus profond de la sécurité de base, dépend d'abord et avant tout des routines prévisibles et remplies d'attentions qu'établissent les figures parentales. Cependant, l'individu développera des moyens de protection en devenant plus autonome afin de protéger sa sécurité ontologique. La vie quotidienne suppose une sécurité ontologique qui est l'expression d'une autonomie de contrôle corporel dans des routines prévisibles (Giddens, p. 99).

de l'expérience vécue et la solidarité de l'individu avec les idéaux<sup>23</sup> d'un groupe. Ce processus se cristallise à la fin de l'adolescence par un sentiment d'identité intérieure.

Comme conscience, il se réfère au sentiment qu'a l'individu de sa spécificité<sup>24</sup>. L'identité s'inscrit dans une intersubjectivité qui met en jeu des processus de reconnaissance (relations en miroir). L'individu se juge lui-même à la lumière de ce qu'il découvre être la façon dont les autres le jugent par comparaison avec eux-mêmes et vice-versa.

Il y a donc complémentarité réciproque de l'identité du groupe et de l'identité du moi comme synthèse personnelle de l'organisation sociale. L'identité se joue entre les subjectivités, mais aussi par rapport à l'objectivité, en ce sens que le regard de l'autre envoie des images concrètes et objectives d'elle-même, des « identités prescrites objectivantes », qu'elle intégrera, par un processus de conscience-reflet. Par conséquent, les rapports sociaux affectent des rôles aux membres de la société. Lorsqu'on examine les rapports que les femmes entretiennent avec leur milieu, par contraste avec ceux qu'entretiennent les hommes, on constate qu'ils sont largement affectés par le statut social d'infériorité qui leur est accordé (Gaboury, 1991, in Prades et al.)

Ainsi, l'identité se définit par rapport à une « position sociale », l'identité sociale, qui s'accompagne d'obligations et de rôles. Les acteurs se positionnent toujours par rapport à un cadre d'interaction. « Dans les sociétés contemporaines, les personnes se positionnent dans un ensemble de zones qui vont en s'élargissant, depuis la maison jusqu'au système mondial, en passant par le lieu de travail, le voisinage, la ville, l'État nation. Toutes ces zones représentent les caractéristiques d'une intégration systémique qui tisse de plus en plus de liens entre de petits détails de la vie quotidienne et les phénomènes sociaux qui ont une large extension spatio-temporelle » (Giddens, p. 135).

---

<sup>23</sup> L'identité intériorise les idéaux appartenant à la société. Cela renforce l'identité en ce sens que l'individu s'approprie les réalisations de la culture. Ce processus fonde, par exemple, le sentiment national et explique que les classes opprimées s'identifient à la classe qui les exploite.

<sup>24</sup> Cette spécificité se traduit par un sentiment d'unité, de cohérence, d'appartenance, de valeur, d'autonomie, de confiance et de volonté d'existence.

L'identité est donc dialogique. C'est dans le dialogue avec autrui (la négociation, le conflit, les rapports de force) que s'opère le processus de construction identitaire. Par conséquent, l'identité est réflexive. Cette réflexivité s'opère à travers l'élaboration d'un récit sur soi, soutenu de manière routinière (Giddens, 1987), qui donne sens pour l'individu, à l'unité et à la continuité de son identité (sécurité ontologique).

C'est donc la réflexivité qui procure aux individus les compétences leur permettant d'agir au quotidien. La réflexivité dépasse donc la volonté et la motivation puisqu'elle fait référence à une conscience pratique (contrôle réflexif de l'action) en opposition à la conscience discursive (capacité d'une personne d'exprimer ce qu'elle fait de façon discursive, de mettre les choses en mots) et à l'inconscient, qui agissent aussi dans la réflexivité mais dans une moindre mesure. Ainsi, il importe de considérer dans la recherche que toute interaction sociale est située dans l'espace et le temps, à travers des activités sociales routinières (Goffman, 1973). Dans le cas de l'identité collective, la dimension discursive et les représentations sociales prennent toutefois plus d'importance.

### 2.3.1.1 Identité collective

L'identité collective est une « notion fourre-tout » en ce sens qu'elle sert à comprendre des phénomènes infiniment complexes (Michaud, 1978). Elle est toutefois nécessaire pour donner un plus grand commun diviseur applicable à des phénomènes et à des situations assez hétérogènes, qui ont en commun ce combat pour l'identité : il s'agit d'une notion « mobilisatrice ». À la différence du concept de culture, l'identité collective se définit par opposition à l'autre, et engage les membres d'un groupe dans un mouvement qui vise à défendre ses particularités. La communauté, le « nous » qu'elle crée, se distingue par la différence, l'opposition, le combat engagé pour défendre son caractère distinct. L'identité collective est donc un facteur puissant de cohésion sociale.

Dans la littérature consultée à ce sujet, les catégories les plus communément utilisées pour appréhender l'identité collective<sup>25</sup> sont liées au territoire (supranationale, nationale, ethnique,

---

<sup>25</sup> L'identité collective peut être conçue sur différentes bases : territoriales (nation, collectivité) et sociale (classe, genre); cependant la famille et l'école demeurent, selon plusieurs auteurs, des bases primaires de l'identité.

locale) ou sociale (classe, mode de production, sexe, groupe socioprofessionnel, religieux, etc.). Les études sur la nationalité font appel à des notions comme la conscience historique et les ethnotypes (personnalité des peuples). Ce type de catégorie est souvent conçu pour établir des liens entre le niveau de développement et des traits caractéristiques d'un peuple (Harrison, 2000).

Contrairement à ces dernières, mes questions de recherche ne sont pas relatives à la nature (qualités intrinsèques de la communauté) autant qu'aux processus et aux impacts de l'influence sociale que la construction identitaire engage.

L'identité collective est constituée de caractères dialectiques, qui se retrouvent à divers degrés et intensités. Selon Devereux (in Michaud, 1978), l'identité collective se caractérise par le fait qu'elle est subjectivement vécue par les membres du groupe; qu'elle résulte de la conscience d'appartenance au groupe; qu'elle se saisit à travers un système de représentations relativement intuitives; et que des attitudes ethnocentristes peuvent s'exprimer dans un discours qui implique un système d'idées relativement cohérent.

Il faut donc retenir qu'il n'y a pas d'identité collective sans transformation et la transformation n'est possible que si elle est transformée en « nous ». Les forces d'uniformité sont présentes dans les groupes que l'identité collective affectent et qui y participent. Ceux-ci cherchent la cohérence et la stabilité, mais en même temps, ils cherchent à se distinguer et à acquérir de l'autonomie. La tension entre appartenance et autonomie est donc caractéristique de l'identité collective.

En résumé, l'identité et l'identité collective sont constituées par des processus dialectiques, situées dans une expérience de l'existence (interaction, lutte), qui font appel à la conscience<sup>26</sup> dans ses aspects de reconnaissance. On peut dire que les représentations, qui entrent en jeu dans la construction de l'identité collective, peuvent influencer et être influencées par les individus qui forment la collectivité. L'exemple du sentiment de fierté nationale illustre le

---

<sup>26</sup> Le terme « conscience » s'emploie parfois pour faire allusion à des circonstances dans lesquelles une personne porte attention aux événements qui se déroulent autour d'elle de manière à pouvoir relier ses propres activités à ces événements (Giddens, p. 92).

caractère construit et l'emprise des représentations sociales qui permettent « d'actualiser l'intégration de l'individu au groupe par une relation d'échange » (Moscovici, in Dumas et Gendron, 1991, p. 248).

### 2.3.2 Représentations sociales et idéologies

L'emprise d'une représentation, comme celle de « l'âme nationale », résulte d'un « double discours qu'elle peut tenir et articuler à partir d'un même système signifiant qui compose les figures imaginaires où s'expriment aussi bien la légitimation idéologique de l'ordre social que le renforcement libidinal de l'identité psychique » (Lipiansky, 1991, in Michaud, 1978, pp. 87-88).

Dans la représentation de « l'âme nationale », le sujet trouve un portrait qui flatte son modèle et une réponse sanctionnée par la collectivité. Il saisit une image objectivée de lui-même, rassurante car partagée par une communauté. Le sentiment de fierté nationale, subjectif, se construit donc à partir d'une image objective « prescrite » qui capte sa soif de reconnaissance, de puissance, de dignité, de certitude. Au moment même où elle touche l'affectivité la plus profonde du sujet, elle entraîne l'adhésion de son esprit aux idéologies<sup>27</sup> qu'elle véhicule, elle gagne sa volonté aux stratégies sociales qu'elle symbolise. Elle sait parler le langage du sentiment derrière une rhétorique de la raison. Le processus de fabrication d'une représentation implique donc qu'un acteur s'approprie et interprète des réalités extérieures et qu'il intériorise aussi des modèles de conduite au moyen de la communication sociale (interaction) (Jodelet, 1984, in Prades et al, p. 246). Les représentations sociales constituent donc une pensée pratique.

L'emprise des représentations a pour conséquence de reproduire des rapports de domination, comme le démontre Gaboury (1991, in Prades et al) dans son étude de « l'espace sexué ». Gaboury explique comment l'espace des femmes est continuellement transgressé de telle

---

<sup>27</sup> Selon Lipiansky (in Michaud, 1978, p. 63), l'idéologie n'est pas qu'une volonté simple de mystification ou un calcul politique destiné à défendre les intérêts économiques ou sociaux. « Il n'y a pas d'un côté la production de l'idéologie et de l'autre la consommation passive de celle-ci, mais une pratique sociale où le discours ne fait que mettre en forme le sens commun. » La structure sociale est tributaire de la structure psychique et constitue un terrain fertile, qui explique qu'on adhère à une idéologie.

sorte que celles-ci adoptent des pratiques et des stratégies marquées par l'expérience de la contrainte. « Pour survivre, celles-ci apprennent tôt à composer avec cette donne, à ruser avec elle de toutes sortes de manières et à user de stratégies d'évitement et d'adaptation qu'elles en viennent à ne plus juger anormales : éviter les sorties tardives, se faire accompagner, modifier sa tenue vestimentaire, etc. [...] » (p. 236).

« Même dans les sociétés les plus démocratiques, le corps féminin est considéré comme lieu par excellence de la colonisation patriarcale » (p. 236). La symbolisation du rôle féminin par la terre (terre mère) et du rôle masculin par le céleste sont en partie le reflet de l'intériorisation de la représentation de la « spatialité des sexes » d'après Gadoury. Ces associations symboliques entre le corps de la femme et l'âme de l'homme ont une puissance d'évocation archétypale que l'on retrouve abondamment sous forme de représentations dans le discours écologiste. Il s'agit d'une construction imaginaire et sociale de rapports de domination fondés sur le sexe.

Cependant, ces rapports de domination ne sont pas immuables et statiques, tout comme leurs représentations qui sont des phénomènes construits<sup>28</sup>. Les forces d'autonomie se donnent des représentations propres, de nouvelles appartenances. L'affectivité des acteurs investit de nouveaux symboles pour en faire des représentations car ceux-ci ont besoin de comprendre leur environnement matériel et social changeant. Dans le cas à l'étude, l'introduction d'incertitude par un événement extérieur (l'arrivée de l'entreprise minière) amène la collectivité à trouver de nouvelles solutions et de nouvelles représentations face à la quête angoissante de son identité. L'expression de solidarité qui fonde le sentiment d'appartenance est décuplée, par ce que Bourdieu (2002) appelle « l'exaltation de processus de reconnaissance ». Ces nouveaux lieux d'appartenance et de reconnaissance constituent les lieux d'appropriation et d'apprentissage permettant aux membres d'une communauté d'accroître leurs capacités pour se développer.

---

<sup>28</sup> Moscovici a, depuis 1961, insisté sur la nécessité de traiter les représentations sociales comme des processus cognitifs et symboliques *sui generis* ayant une autonomie et une efficacité propres dans la construction de la réalité sociale (Dumas et Gendron, in Prades et al, 1991, p. 246).



### 2.3.3 Appropriation

L'appropriation permet aux membres d'une communauté d'accroître le contrôle de leur environnement, de leur univers social et des moyens dont ils disposent pour s'y adapter et se développer, notamment par des moyens symboliques. Ces représentations, qui agissent sur l'identité, visent, par exemple, à accroître l'appartenance locale par la « fierté d'être agriculteur ». Ils font appel au sentiment d'appartenance et à la volonté d'existence qui permettent d'orienter les efforts dans un projet de développement. Si la tension entre appartenance et autonomie est caractéristique de l'identité collective, l'appropriation oriente la destinée de ces forces « unificatrices » en opposition (distinction) à une entité extérieure.

Inspirée de la notion « d'empowerment »<sup>29</sup>, l'appropriation se définit comme « l'habileté de s'exprimer soi-même et de faire des changements dans sa propre vie afin d'assurer un meilleur contrôle de son existence » (Lipman, 1993). L'appropriation permet donc à l'individu de prendre des décisions.

Le concept d'appropriation a évolué avec celui de développement. Il prend ses sources dans la méthode de « conscientisation des opprimés », développée par Paolo Freire (1968) dans les années 1970, afin d'éduquer politiquement les classes paysannes du Brésil et du Chili grâce à une méthode d'alphabétisation.

Actuellement, ce que l'on recherche par l'appropriation est généralement d'accroître la qualité de vie démocratique et les conditions de vie sociale et économique. Cependant, elle peut avoir des conséquences différentes de celles qui sont visées au départ, comme, par exemple, établir de nouveaux réseaux de coopération<sup>30</sup>. C'est pourquoi il est intéressant d'élargir le champ d'étude au-delà des visées instrumentales des acteurs, pour pouvoir apprécier la multitude de conséquences du mouvement d'appropriation.

---

<sup>29</sup> À ce jour il n'y a pas de traduction satisfaisante de ce terme en français. On parle parfois d'autonomisation (Nifle, 2004a).

<sup>30</sup> À noter que le processus d'appropriation n'est pas nécessairement planifié. Il peut survenir accidentellement, c'est-à-dire d'une façon plus ou moins consciente, comme c'est le cas dans certaines luttes.

En fait, l'appropriation est à la fois associée au pouvoir (action autonome), au processus (conscience des problèmes et capacité à les résoudre) et à la structure (qui favorise la participation et qui est reconnue par ses membres). L'appropriation sollicite l'apprentissage de nouveaux savoirs, mais aussi la mobilisation de ressources symboliques et de ressources concrètes, comme l'appropriation de technologies et de moyens de communication en travaillant en réseau avec des appuis externes.

Les processus d'appropriation, qui constituent l'objet de cette thèse, sont compris à travers les interactions (internes comme externes) qui permettent la prise de conscience nécessaire au changement, en ce sens qu'elles mobilisent les moyens de devenir sujets conscients et agissants de l'histoire. Il s'agit d'interpeller les « identités émancipatrices » des acteurs du développement et des chercheurs afin de pouvoir s'affranchir des structures de domination intériorisées ou représentées dans les relations de coopération, et d'établir les bases d'un réel dialogue. Ce qui m'intéresse tout particulièrement ce sont les processus de mobilisation de ressources symboliques qui participent à la construction identitaire. Ces ressources sont mobilisées par des acteurs pour arriver à réaliser leur projet de résistance/développement.

Dans ce contexte conflictuel, le concept de minorité active est utile pour comprendre comment les acteurs, qui ne détiennent pas le pouvoir formel, arrivent à développer un rapport de force significatif. « Comment une minorité peut transformer par la vigueur de ses interventions, la perception et les préférences d'une majorité ? » (Touraine, 2001, in Buschini et Kalampalikis).

#### 2.3.4 Théorie des minorités actives

La théorie des minorités actives de Moscovici (1979) se fonde sur l'idée que chaque membre d'un groupe est une source et un récepteur d'influence, dont les objectifs sont soit le changement social, soit le contrôle social. Ce processus d'influence s'active dans la production ou la résolution de conflits.

La remise en question des normes, des lois et des ordres imposés par la majorité provoque effectivement des conflits. Ces conflits apportent des changements d'attitudes car ils

confrontent les membres de la communauté (comme les détenteurs du pouvoir) à faire des choix, à prendre des décisions. Ils incitent les acteurs à faire des réaménagements organisationnels et à implanter de nouvelles pratiques et modifient la culture/identité collective.

La psychologie sociale de Moscovici montre qu'une minorité d'individus peut influencer une majorité écrasante. Tandis que l'influence majoritaire (conformisme<sup>31</sup>) implique un changement temporaire et de façade (exemple : je suis l'avis du groupe dans une situation particulière), l'influence minoritaire induit un changement beaucoup plus profond et plus durable pouvant amener à une conversion brutale. Cette perspective est relativement nouvelle dans l'histoire, puisque l'influence était associée à une majorité en termes de nombre, de légitimité ou d'autorité jusqu'à 1967<sup>32</sup>.

Moscovici démontre que les conditions d'efficacité et de réussite d'une influence minoritaire dépendent du style de comportement adopté par les minorités actives dans la poursuite de leur projet (recherche de solution acceptable pour tous). Ces comportements sont interprétés positivement dans le contexte de leur action et démontrent que « l'individu ou le groupe est fortement engagé dans un libre choix, et le but poursuivi est tenu en haute estime, au point que des sacrifices personnels sont volontiers consentis » (Moscovici, p. 125).

Ces styles de comportements incluent : l'indépendance de jugement et d'attitude (l'autonomie); la consistance, tant individuelle (la personne semble convaincue de ce qu'elle affirme) que sociale (le groupe minoritaire adopte une position ferme et valide); et la rigidité, qui est le résultat d'une situation dans laquelle la concession et le compromis sont impossibles, mais qui s'équilibre toutefois avec un style de comportement d'équité, qui permet des concessions.

---

<sup>31</sup> L'innovation renvoie à un processus d'influence d'une minorité, à l'opposé du conformisme qui correspond à un processus d'influence majoritaire.

<sup>32</sup> Marie et Bernard Personnaz (2001, in Bušchini et Kalampalikis) analysent les contextes politiques et communicationnels propres à différentes époques et des modèles théoriques proposés pour comprendre les phénomènes d'influence.

Par leurs actions, les minorités actives contribuent à renforcer le sentiment d'identité, car ils fondent la volonté d'existence commune, à travers un projet identitaire, une orientation qui centralisera tous les efforts vers des objectifs définis et un avenir d'espoirs (Allport, in Mucchielli, p. 78). Ce projet peut prendre la forme d'une idéologie forte, donnant le sentiment de « savoir où on va », et l'assurance intérieure d'une reconnaissance anticipée de la part de ceux qui comptent. Il s'agit, dans cette recherche, de comprendre comment se façonnent ces projets identitaires, qui prennent la forme d'un projet de développement et en quoi les déterminants extérieurs et les facteurs psychologiques y contribuent.

En résumé, la réalité sociale est le produit d'un travail de construction qui oppose les agents sociaux pour imaginer, dire et faire le monde social. Les divers processus d'interaction<sup>33</sup> agissent comme des leviers de changement à plus ou moins long terme. La médiation des acteurs sociaux (minorités actives) s'avère, dans cette perspective, une des formes possibles d'appropriation. À travers les stratégies et processus entrepris pour défendre leurs intérêts, ils influencent les pratiques quotidiennes de manière ponctuelle et parfois durable. Les minorités actives produisent de nouveaux discours, des représentations nouvelles, des « biens politiques et symboliques », qui participent à la construction identitaire. Le caractère durable du changement social, sa consolidation, dépendra d'un certain nombre de facteurs, dont l'attitude de consistance des leaders et les supports organisationnels et sociaux mis en place pour maintenir le pouvoir. L'équité est un facteur important dans le processus d'influence pour créer la confiance, la solidarité et la coopération (unité) nécessaires, pour faire le changement. Innovation et solidarité vont donc de pair, tout comme conflit et changement.

Dans cette perspective, le changement de comportement comme l'innovation sociale est le produit des interactions entre l'acteur et la structure, c'est-à-dire entre les positions sociales qu'il arrivera à négocier par des stratégies (intérêt, calcul) et par le nouveau sens donné à son existence, par des processus de construction identitaire (représentations). Dans un cas comme dans l'autre, la gestion de l'incertitude et les contradictions du système constituent des facteurs permettant de comprendre les modèles culturels de résolution des problèmes, qui

---

<sup>33</sup> Les interactions prennent diverses formes comme des confrontations, des oppositions, des repositionnements des rôles sociaux et des projections.

structurent en partie les relations de pouvoir. Reste à savoir comment saisir ces phénomènes de manière à dépasser les déterminismes du développement, c'est-à-dire en appréhendant le monde de possibilités infinies qui peuvent être produites dans le contexte du développement. Pour cela, la réflexivité du chercheur sera mise à contribution.

#### 2.4 Conclusion du cadre théorique

Comme nous avons vu, les paradigmes dominants de la sociologie (systémisme, fonctionnalisme) n'arrivent pas à expliquer les phénomènes sociaux en dehors de la reproduction de l'ordre social alors que certains paradigmes issus de l'anthropologie attribuent un statut donné et immuable à une culture. Les phénomènes de résistance peuvent cependant être appréhendés autrement que par des déviations du système et les expressions de solidarité autrement que par la lunette de l'intérêt individuel, en adoptant une approche culturelle. Le principal fondement des *Cultural Studies* (études culturelles) repose sur la conviction qu'il est impossible d'abstraire la culture des rapports de pouvoir et des stratégies de changement social.

Afin d'appréhender le sens « subjectif » donné au développement par les membres d'une communauté, il importe d'établir les liens entre savoir, pouvoir, culture et changement. Il s'agit d'analyser le processus d'appropriation selon une approche culturelle visant à la fois à comprendre les enjeux de la lutte et les pratiques du développement qu'elle implique. L'analyse communicationnelle des interactions motivées par les minorités actives dans un projet de résistance/développement permet de comprendre comment se construit l'identité et l'histoire par des représentations nouvelles que la communauté adopte d'elle-même et en quoi celles-ci, en proposant un éventail de solutions à plus ou moins long terme, agissent comme des « systèmes d'éducation politique ».

Cette analyse de cas vise à développer des outils théoriques et méthodologiques permettant de saisir le potentiel intrinsèque aux processus d'appropriation engagés. À travers celle-ci, il importe de poursuivre la réflexion de Freire sur le dilemme du dialogue (relation intervenant/communauté) et de se questionner sur l'interaction (les dialogues) et sur les conflits qui s'établissent entre les différentes façons de penser les transformations sociales.

La nature de l'action humaine est, selon moi, un dilemme central des communications et il est nécessaire d'approfondir l'analyse pour concevoir des outils théoriques appropriés aux phénomènes étudiés dans les relations internationales et de développement. En plus d'évaluer la pertinence des concepts d'identité et d'appropriation et de la théorie des minorités actives dans l'analyse du cas, cette exploration vise à poursuivre la réflexion pour une théorie explicative de l'influence et du changement social permettant l'intégration des différentes dimensions de cette recherche

Selon mes *a priori* de départ, une telle théorie devrait se fonder sur les théories systémistes pour mieux penser les relations entre acteurs sociaux (positionnements), leur pratique et leur culture, sans donner une vision trop mécaniste des comportements humains. Cette théorie devrait donc prendre en compte la dimension stratégique, afin de comprendre les calculs conscients et rationnels d'acteurs sociaux, et l'articulation des intérêts globaux et locaux en lutte dans les conflits sociaux.

Dans le cadre de cette recherche, une théorie explicative du changement social devrait également élucider comment s'organisent les communications, dont l'apprentissage culturel, et expliquer la construction du lien social, dans une approche de réseau favorisant les faces formelles et informelles (imaginaires/symboliques) des relations sociales (complexité). Elle ne devrait pas postuler *a priori* que les systèmes de solidarité ne sont pas (aussi) un moteur de l'existence humaine. Elle devrait englober ce qui organise historiquement et socialement les comportements humains dans une vision élargie de la culture, dans une perspective de circulation de biens symboliques, qui renvoie tant aux modèles de résolution de problèmes de la société, qu'à ses valeurs macrosociales.

Afin d'amorcer la réflexion sur une théorie explicative du changement social, j'ai choisi de mettre d'abord en pratique les concepts théoriques, de tenter de les articuler dans une méthodologie de recherche, pour ensuite, à partir de sa critique, apporter de nouvelles pistes de réflexion. Le prochain chapitre, qui porte sur la méthodologie, présente donc les stratégies et méthodes mises en œuvres dans l'analyse des phénomènes étudiés sur le terrain. Cette méthodologie répond aux défis représentés par un tel contexte de recherche, c'est-à-dire un contexte interculturel et conflictuel, avec les allers-retours du local au global que les enjeux de développement impliquent.

## CHAPITRE III

### MÉTHODOLOGIE

Ce chapitre présente les principaux enjeux de la construction de l'objet de recherche, l'approche et les méthodes utilisées pour l'élaboration des catégories de l'enquête, les stratégies de collecte de l'information et d'analyse des données.

#### 3.1 Enjeux de la recherche

Les problèmes de méthode auxquels j'ai tenté de répondre par cette recherche concernent la construction des savoirs par rapport au développement; d'une part celui des membres d'une communauté péruvienne et des réseaux avec lesquels ils entretiennent des liens, et, d'autre part, ma propre construction de ce savoir. C'est à travers l'étude d'un cas sur le terrain que j'ai voulu comprendre ce qui se produit dans l'univers complexe qu'est le champ des relations de développement.

L'expérience de la communauté de Tambogrande au Pérou oppose différentes visions du développement et diverses stratégies. Cela a provoqué un conflit, en partie posé par des problèmes de « communication pour le développement ». Comme il était expliqué dans la problématique, la rhétorique identitaire peut avoir des effets néfastes lorsqu'elle est utilisée par des protagonistes poursuivant des intérêts divergents.

Le premier objectif de la recherche est de comprendre comment l'identité collective d'une communauté aux prises avec un problème de développement s'est *reconstruite* à travers sa lutte et comment cette dernière s'est transformée (et a changé ses rapports avec le pouvoir).

C'est à la suite de l'analyse que le second objectif de la recherche sera abordé, c'est-à-dire l'élaboration d'une posture intellectuelle pour sortir des « paradigmes dominants du développement », dans la troisième partie de la thèse.

Comme il a été mentionné dans l'introduction, les objectifs de recherche posent des enjeux d'ordre épistémologique dans la mesure où le chercheur doit trouver les moyens de surmonter les obstacles qui l'empêchent de penser l'imbrication des systèmes symboliques autour des enjeux du développement.

La perspective ethnométhodologique (Coulon, 1987)<sup>1</sup>, dont l'outil de recherche privilégié — l'observation des acteurs en situation — est emprunté à l'ethnographie, permet de mettre en lumière la complexité des processus de construction identitaire et des pratiques liées au développement qui s'y rattachent. Contrairement au courant positiviste de recherche qui privilégie davantage les études à grande échelle et l'expérimentation, elle s'intéresse aux expériences de vie quotidienne des individus et à leurs compétences<sup>2</sup> (conscience pratique) pour appréhender le monde. L'ethnométhodologie permet ainsi de mieux comprendre les transformations des pratiques sociales.

L'intervenant-chercheur est engagé avec toute sa subjectivité dans sa démarche et doit être attentif aux a priori culturels et aux *habitus* qui interviennent dans son travail de recherche en contexte de relations interculturelles. En analysant le sens subjectif de ma démarche, je souhaite amorcer la réflexion et apporter des outils qui serviront à analyser les processus de construction identitaire et contribuer à améliorer les communications (donc les interventions) dans les relations de coopération, spécialement en contexte de conflit. L'élaboration de principes d'intervention devrait réhabiliter d'une part, l'acteur local au centre du projet de développement, et, d'autre part, mettre en lumière la subjectivité des intervenants.

---

<sup>1</sup> Paradigme interprétatif et non normatif, l'ethnométhodologie permet d'avoir accès aux contenus des actes de la vie quotidienne accomplis machinalement et qui prennent sens dans les interactions. Les faits sociaux sont des accomplissements pratiques d'un processus intersubjectif (Schutz, in Coulon 1987).

<sup>2</sup> Giddens (1987) souligne l'importance d'être sensible aux habiletés complexes que déploient les acteurs dans la coordination des contextes de leurs activités quotidiennes (p. 347).



### 3.1.1 Construction de l'objet de recherche

L'enjeu méthodologique posé par ma recherche questionne la manière « ordinaire » de considérer les problèmes de développement en les présentant comme des « faits objectifs » plutôt que comme des phénomènes construits à partir d'idéologies et de valeurs. Je postule que c'est par confrontation des logiques d'interaction sociale qu'il est possible de découvrir « des réalités » diamétralement différentes de celles qui dominent chez les décideurs et acteurs de l'appareil de développement.

Au cours des interactions (intersubjectivité), les membres d'une communauté se réfèrent à des représentations sociales dans l'affirmation de leur identité propre. Les représentations permettent de comprendre les processus de construction identitaire qui surviennent à travers des « événements perturbateurs », c'est-à-dire des expériences situées dans le temps et dans l'espace qui marquent la situation d'interaction. Le sens symbolique de l'identité se définit par le système dans lequel les acteurs se situent les uns par rapport aux autres, par leur positionnement, par un mouvement d'intériorisation et de contestation de la situation d'interaction qui définit les espaces relatifs de chacun, ce qui contribue à la transformation de l'identité collective et à l'émergence de nouveaux modèles culturels.

Je pars du principe que l'intersubjectivité, les références identitaires du chercheur et ses *habitus* interviennent, par un phénomène d'attribution<sup>3</sup> (Moscovici, 1979), dans la compréhension des processus de construction identitaire des sujets de la recherche. Toute interprétation fait intervenir un ensemble de grilles qui servent à la compréhension, c'est-à-dire à la constitution de sens des phénomènes sociaux (Mucchielli, 1986, p. 20). L'identité du chercheur est donc inséparable de sa mise en récit, de ses références et de ses contextes (Giddens, 1987). Le chercheur convoque des contextes de ses connaissances sur d'autres acteurs sociaux; de son expérience personnelle de ce type d'acteur social; de sa

---

<sup>3</sup> Dans les processus de construction identitaire, les individus émettent un jugement et cherchent à valider ou invalider leur évaluation. Comme le premier jugement est fondé sur la perception d'un ensemble d'éléments en fonction des expériences précédentes du chercheur, ce dernier doit prendre conscience de ses *a priori* et *habitus* afin de prendre une distance critique par rapport à son objet d'étude (in Mucchielli, p. 60).

Cette recherche est donc exploratoire en ce sens qu'elle vise, par l'analyse de ma propre démarche, à trouver les moyens de maîtriser les instruments d'accès à la compréhension des acteurs et de leurs problèmes. Elle vise à développer des outils d'observation permettant de mieux « gérer la subjectivité » des chercheurs et des intervenants œuvrant dans le monde de la coopération internationale.

Todorov (1982) a décrit les difficultés d'appréhender l'autre en dehors de son propre cadre de référence à travers l'expérience de la découverte de l'Amérique. Comme l'affirme également Moscovici, notre rapport à l'autre en est un d'étrangeté, que l'on cherche à combler en objectivant l'autre<sup>4</sup>, à l'aide de différents processus subjectifs où se mêlent observations et croyances. Les problèmes de recherche sont subjectifs par définition et l'enjeu est principalement de faire en sorte de déconstruire ses propres perceptions, opinions, *a priori* par rapport à ceux-ci, comme l'explique Sabelli (1993).

Dans le champ de la recherche appliquée aux questions du développement, les problèmes subjectifs liés à la recherche déterminent très souvent l'orientation de la démarche. Les vertus à la mode notamment (solidarité, humanitarisme, charité laïque ou religieuse) s'incorporent à la pensée jusqu'à faire disparaître la réalité derrière les désirs. Puisqu'il s'agit de démarches orientées vers l'action, même dans le cas où le chercheur ne se trouve pas investi d'une quelconque responsabilité dans les programmes d'intervention, le problème personnel demeure facilement assimilable à l'objet, si bien que le questionnement de la réalité devient superflu et l'intérêt pour la compréhension lucide des phénomènes sociaux ressenti comme totalement inutile (p. 104-105).

Sabelli se réfère aux difficultés rencontrées par le chercheur dans la phase de construction de l'objet d'étude et utilise la notion « d'obstacle » de Bachelard pour réfléchir sur les problèmes d'objectivité. « On ne peut rien fonder sur l'opinion, il faut d'abord la détruire », dit Bachelard (1971, in Sabelli, p. 104). Je pense toutefois que le désir de rigueur et le besoin de découvrir doit se nourrir, en première lecture des phénomènes étudiés, de l'intuition du chercheur. Réprimer à prime abord la subjectivité serait une erreur qui donnerait une fausse impression d'objectivité, sans qu'il soit possible d'identifier les habitus et les *a priori* qui structurent les perceptions du chercheur et influencent son analyse.

---

<sup>4</sup> Ces procédés sont généralement motivés par la peur de l'inconnu. On cherche alors à trouver des similarités avec soi ou encore à se dissocier, en plaçant l'autre dans une position d'objet, prévisible et contrôlable.

Une analyse des phénomènes peut être faite par une méthode subjective et des techniques de rupture, permettant d'exercer une distance critique et d'introduire le « doute radical » (Illich, 1971) en analysant ce qui se cache derrière les impressions de familiarité, en remettant en question ce qu'on croit avoir saisi intuitivement. Le premier accès à l'information se trouve donc dans les projections de sa propre subjectivité sur les phénomènes. Le second constitue sa capacité à mettre en question ses perceptions et leurs fondements.

### 3.1.2 La méthode subjective

La méthode de la subjectivité de Moscovici (Fredida, in Buschini et al, 2001) accroît la perception des autres par différenciation avec l'étranger. Un processus de transformation s'opère dès le moment où quelqu'un nous interpelle comme étant d'ailleurs. « Quand on arrive quelque part, on est pas étranger, on est comme tous les autres », dit Moscovici. « On devient étranger par déplacement de lieux, translations et traductions » (p. 492-494). On apprend à se différencier (à se percevoir comme différent) par rapport à un « nous », à une identité collective pour laquelle le sentiment d'appartenance n'existe pas.

Dans la majorité des travaux scientifiques, la subjectivité est une chose à proscrire. En affirmant ma subjectivité, je m'inscris à contre-courant de « l'objectivisme<sup>5</sup> ». Cette méthode de travail a un double objectif. Elle a pour but de donner aux membres de la communauté avec laquelle j'interagis, la possibilité de comprendre les processus, les stratégies, les biais et les perceptions qui motivent et caractérisent mon travail. Je vois l'intérêt de partager les résultats de ma recherche dans l'optique où les personnes concernées savent « d'où je parle ». Elle vise également à fournir des observations de base à analyser pour faire des liens entre mon identité et celle des sujets.

Le subjectif et l'objectif sont deux faces du même processus identitaire. Lorsque j'étudie une identité autre que la mienne, elle est pour moi un objet, elle est objective par rapport à moi.

---

<sup>5</sup> Je fais référence à l'objectivité au sens d'un idéal d'impartialité plutôt qu'à une quête de rigueur et d'esprit critique. Une citation objectiviste typique est : « La réalité, c'est ce qui ne disparaît pas quand on arrête d'y croire. » Or, je pense que notre compréhension de « la réalité » doit aussi inclure tout ce qui est du ressort de l'imaginaire et du symbolique.

Mais elle est subjective par rapport à elle-même. C'est par cet effet miroir qu'il est possible d'accéder réciproquement à la subjectivité de l'autre et de mieux se comprendre comme individu et comme société. Autrement dit, il ne m'apparaît pas possible d'avoir un accès à la subjectivité de l'autre sans exposer la mienne et y être attentive.

### 3.1.3 Technique de ruptures

Les crises identitaires sont des situations qui portent atteinte à l'un ou l'autre des sentiments qui fondent l'identité, comme le sentiment d'appartenance au groupe ou d'autonomie (Mucchielli, 1986). Elles indiquent des problèmes de « perturbation des processus subjectifs d'auto-évaluation des activités de l'acteur social » (qui est provoqué par un changement de contexte de référence), en ce sens que les acteurs positionnent leur valeur par rapport à un autrui significatif qu'ils ont tendance à imiter ou à maintenir à distance (fusion/rejet).

Les tensions qui existent entre des systèmes de valeurs contradictoires, comme « égalité et différenciation sociale » ou « participation et individualisme », exigent des membres de la communauté qu'ils déploient des efforts d'ajustement pour maintenir une cohérence interne et externe. Dans certains cas, la dissonance identitaire se transforme en crise car la tension devient trop forte. Les situations sont tellement contradictoires qu'elles entraînent un point de rupture. Elles incitent alors les acteurs à changer leurs comportements et à entreprendre de nouvelles stratégies identitaires<sup>6</sup>.

Dans un cas comme dans l'autre, les sujets ont tendance à présenter leur identité dans une continuité temporelle. La recherche des points de ruptures se fait par l'accumulation d'indices sur des thèmes spécifiques liés au conflit et au développement. Ces points de rupture sont observables à travers les « noyaux de l'identité »<sup>7</sup>, c'est-à-dire les référents dominants liés au

---

<sup>6</sup> Il faut souligner que le domaine scientifique subi des changements qui résultent de conflits et de ruptures quand un courant minoritaire renverse un paradigme dominant (Personnaz, in Buschini, 2001, p. 316); voir aussi Khun.

<sup>7</sup> Mucchielli définit les noyaux identitaires comme des systèmes de perception, d'évaluation, de résonance affective et d'expression comportementales. Il part du principe que la vie des acteurs sociaux est organisée autour d'activités dominantes, de préoccupations essentielles, d'images clés et de manière de vivre spécifiques qu'il faut saisir à travers les interactions avec les groupes de références culturels, groupaux et les relations interindividuelles (pp. 41-58).

vécu (expérience) donc aux représentations (vision du monde) et aux conduites (pratiques) des sujets.

Il est important dans cet exercice que le chercheur se distancie de ses propres perceptions qui peuvent ou non coïncider avec les points de rupture des sujets. Le chercheur conçoit un certain nombre de situations comme « paradoxales » car il vit lui-même des situations de rupture (que l'on peut appeler des « chocs culturels ») dans la continuité de son existence. Il s'agit pour lui d'adopter une approche constructiviste afin de comprendre la logique de ce qui lui paraît irrationnel techniquement, économiquement et culturellement. Cette logique doit être conçue comme un système de justification qu'un groupe (culturel ou autre) se donne pour établir sa propre cohérence et assurer son bon fonctionnement.

La construction de l'objet de recherche vise donc à appréhender les phénomènes par une approche subjective, donc intersubjective, et à détecter les situations paradoxales et les points de ruptures vécus tant par les sujets que par le chercheur. Cette construction a toutefois été élaborée au cours de l'enquête, qui m'a amené à expérimenter diverses stratégies, plus ou moins inscrites dans la tradition constructiviste, mais principalement qualitatives. Il s'agissait de me donner un canevas de départ et de le transformer selon les découvertes et analyses, afin de mieux appréhender le positionnement des acteurs et les représentations qu'ils utilisent dans leurs constructions sociales et identitaires.

### 3.2 Stratégies d'enquête sur le terrain et élaboration des catégories d'analyse

La stratégie de recherche s'est déployée au fur et à mesure que l'objet de recherche s'est précisé, c'est-à-dire à travers les allers-retours sur le terrain au Pérou. Ces séjours de recherche sur le terrain se sont déroulés en trois étapes couvrant une période de 5 ans : 2002-2003, 2005 et 2006 et ont été entrecoupés de périodes de réflexion et d'analyse. Cette démarche a permis de circonscrire l'objet d'étude et d'affiner les moyens de s'en saisir, soit l'élaboration de l'outillage conceptuel et méthodologique nécessaire à la compréhension du processus d'appropriation du développement à travers la lutte d'une communauté. Il s'agit donc d'un *work-in-progress* (travail en continuation).

### 3.2.1 Type de recherche privilégié

Le type de recherche qualitative a été privilégié pour mener la recherche sur le terrain. Par ailleurs, je me suis référée à des travaux de type statistiques pour construire les questions, l'échantillon et effectuer une mise en contexte des résultats de la recherche.

Bien que les travaux sur l'identité utilisent des méthodes de recherche qualitatives, des données quantitatives (*CIPCA*; 2000) ont été utiles dans la mesure où les populations étaient inconnues au départ. Dans le cas de Tambogrande, plusieurs travaux de ce genre avaient été menés durant le conflit, essentiellement pour mesurer l'opinion publique en faveur de l'une ou l'autre des options de développement en concurrence. Ce qu'on cherchait à démontrer par ces enquêtes était la légitimité d'un modèle de développement<sup>8</sup>. C'est donc par le croisement des récits des sujets, de mes propres observations participantes et des travaux de recherche réalisés préalablement sur le terrain, qu'ont pu prendre sens, pour moi, les représentations et la trajectoire des acteurs.

Le choix d'une analyse de type qualitatif met davantage en lumière la multiplicité des réponses individuelles et collectives face à un discours qui se veut unificateur. Discours qui peut être proposé tant par des acteurs locaux que par des agents externes. Cependant, ce type d'approche comporte le risque de projeter inconsciemment, au moment de l'interprétation des résultats et même dans l'élaboration des catégories d'analyse, sa propre conception du développement, comme le fait la majorité des intervenants. C'est pourquoi une approche réflexive<sup>9</sup> par rapport à la construction de l'objet de recherche — et une mise au jour du « récit du chercheur » par le biais de la méthode subjective — demeurent indispensables.

---

<sup>8</sup> Il a été intéressant de reprendre certaines des questions posées dans ces enquêtes et d'en tirer d'autres conclusions à la suite d'entrevues plus ouvertes.

<sup>9</sup> Il s'agit de prendre conscience de mes habitus à travers mes pratiques de recherche, relatives à l'observation et mes relations avec les sujets, de même que par rapport au discours que je produis à propos de l'objet.

### 3.2.2 Catégories pour appréhender l'objet de recherche

Cette recherche vise à comprendre comment opèrent à la fois les stratégies de lutte et les processus d'apprentissage (éducation politique et sociale) dans les transformations de l'identité collective, qui sont en lien avec les changements sociaux et culturels dans les pratiques de développement locales. D'une part, j'ai considéré le positionnement et le rôle des acteurs. D'autre part, il a fallu saisir l'évolution des pratiques et représentations sociales<sup>10</sup> car celles-ci constituent un facteur permettant de révéler le mouvement de prise de conscience et les apprentissages provoqués par les acteurs de la lutte.

J'ai privilégié un ensemble de thèmes qui m'apparaissaient significatifs pour découvrir l'évolution du rapport que les membres d'une communauté entretiennent avec leur développement. Il a fallu jeter un regard sur la situation antérieure au conflit en termes d'organisation sociale et de nature des liens avec l'extérieur, afin de pouvoir apprécier l'évolution de celle-ci.

#### 3.2.2.1 Positionnement social des acteurs

L'étude des interactions au sein d'un conflit implique nécessairement de connaître le positionnement des acteurs, les rôles qu'ils s'assignent ou qui leur sont imposés, et leurs réseaux de référence et d'influence. Il n'y a jamais de « cultures en conflit », mais des individus porteurs de cultures différentes (Clanet, 1990, p. 110). Ces individus ne sont pas des êtres indépendants. Ils sont en relation avec des réseaux complexes de communication, de domination/subordination ou d'échanges. Ils appartiennent à des institutions qui ont des règles d'action, des normes et une organisation. Le concept de minorités actives (Moscovici, 1979), explique les processus d'influence des acteurs au sein des dynamiques de changement social, soit comment ils effectuent des *re-positionnements*. En dehors de leur position sociale d'infériorité, assignée par les institutions dominantes, les minorités actives jouent un rôle

---

<sup>10</sup> Le facteur temps a été déterminant pour bien comprendre l'évolution des pratiques. La période couverte par la recherche sur le terrain (5 ans) a été suffisamment longue pour que je puisse noter des changements et distinguer des phénomènes exclusivement circonstanciels à la lutte par rapport à des problématiques sociales et culturelles. Cela a aussi été bénéfique pour l'analyse de ma propre démarche et l'évolution de mes perceptions.



d'influence à la fois dans leurs interactions avec les membres de la communauté et avec les acteurs externes.

Pour identifier les personnes et les organisations jouant le rôle de minorités actives, c'est-à-dire exerçant une influence de type minoritaire, il a fallu déterminer, au moment des entrevues, si les personnes se percevaient ou non comme faisant partie de ce groupe de personnes « influentes » engagées dans la lutte et définir comment cette influence pouvait s'exercer effectivement dans divers horizons temporels et spatiaux. L'influence s'exerce à différents niveaux dans une dialectique local/global et dans des durées variables, selon la situation d'interaction.

### 3.2.2.2 Représentations et pratiques des acteurs

L'identité est située dans une expérience de l'existence. Dans le cas de Tambogrande, il s'agit de l'expérience de lutte de la communauté pour décider de son propre développement. Comme nous avons vu, ce « système d'activité »<sup>12</sup> est observable dans la structure des relations (rapports sociaux) et dans les actions mises en œuvres (stratégies/pratiques). L'identité constitue une notion abstraite en dehors de l'expérience et du sentiment d'identité, c'est-à-dire en dehors de la représentation que se font les sujets de leur propre identité ou de celle de l'observateur. C'est donc à partir des représentations sociales et des pratiques des acteurs qu'ont été appréhendés les processus de construction identitaire.

La dimension stratégique pratique permet de circonscrire le caractère résolument construit de la réalité<sup>13</sup>. Il n'est certes pas facile de comprendre des phénomènes comme la construction

---

<sup>12</sup> Mucchielli (1996) explique que l'acteur est en relation avec des éléments pertinents de son contexte d'action qui lui fournissent des possibilités d'action et participent avec d'autres éléments de la situation, à l'inscription de sa pensée en actes dans un système d'indices physiques culturels ou autres, aidant cette pensée à se développer en stratégie d'action.

<sup>13</sup> Selon Morin (2005), l'action est stratégie et, par définition, indéterminée. « Dès qu'un individu entreprend une action, celle-ci commence à échapper à son intention initiale » (p. 107). À partir d'une décision initiale, elle permet d'envisager un certain nombre de scénarios. Comme le domaine de l'action est très aléatoire, il nous impose une conscience très aiguë des aléas, sur la complexité même.



l'identité car cela fait appel au domaine des sens et au monde des perceptions. Il est toutefois possible d'appréhender les « gestalten », les formes perceptives complexes présentées comme des totalités par les individus.

Les représentations sociales permettent d'avoir accès aux référents significatifs pour une collectivité donnée. Partant du fait que je recherche des ruptures dans la continuité temporelle ressentie dans l'identité collective des sujets (Mucchielli) par rapport à l'objet « développement », j'ai orienté mes observations à la fois sur : 1) les éléments perceptifs (exemple : changements dans les représentations de l'avenir et de l'environnement), et 2) les pratiques (exemple : changements dans les méthodes agricoles utilisées) formant de nouvelles stratégies (modèles de résolution de problèmes).

### 3.2.2.3 Thèmes et catégories de la recherche

Dans l'optique de ma recherche, j'ai choisi des référents identitaires susceptibles de « faire parler » mon objet de recherche. Deux thèmes directeurs ont amorcé la recherche : appropriation du développement et construction identitaire, desquels ont découlé trois pistes de recherche : les organisations sociales, la participation et la trajectoire, qui correspondent à la fois à l'action autonome (pouvoir) aux structures de participation et aux processus (conscience/identité). Celles-ci tracent les contours des liens sociaux qui définissent la communauté dans sa visée d'appropriation de son développement et qui affecte « l'identité de la communauté ».

Les trois pistes de recherche identifiées pour saisir comment la lutte avait influencé les perceptions et les pratiques de la communauté de Tambogrande en lien avec leur développement étaient les suivantes :

1. l'implication des acteurs sociaux dans la lutte, leurs stratégies et le rôle des minorités actives pour influencer les acteurs internes et externes;
2. la participation des *Tambograndinos* dans l'espace public et l'émergence de nouvelles formes d'organisations et de pratiques démocratiques;

3. les changements de trajectoire de la communauté (représentations du développement et de l'environnement, représentations de l'histoire et projections dans l'avenir).

Compte tenu de la nature du débat engagé<sup>14</sup> lors du conflit, les thèmes transversaux de l'appartenance au territoire et de l'environnement ont été retenus pour apprécier leur importance dans les processus identitaires.

### 3.2.3 Étapes de la recherche

L'enquête sur le terrain s'est déroulée en trois temps : 1) Premièrement, les observations permettant d'identifier les enjeux du conflit (stratégies et positionnement), ciblant davantage les protagonistes dans le conflit. 2) Deuxièmement, la cueillette de récits permettant de comprendre l'évolution des perceptions et des pratiques entourant la lutte, ciblant davantage les membres de la communauté. 3) Finalement, la présentation des résultats préliminaires aux spécialistes et acteurs du conflit dans la capitale, à Lima, et dans la région concernée par le conflit, à Piura. Cet échange a permis d'enrichir la réflexion sur la méthodologie de recherche en plus de donner accès à ma compréhension des phénomènes observés.

Entre mes séjours au Pérou, j'ai accueilli deux délégations péruviennes à Montréal<sup>15</sup>, dont une personne de Tambogrande que j'avais interviewée en 2005. Lors de leur séjour, ces personnes ont visité plusieurs villes du Québec et ont partagé leur expérience de « choc culturel » avec moi, ce qui a été fort intéressant et qui a influencé mon analyse, particulièrement en ce qui a trait aux différences de perceptions culturelles, mais aussi par rapport à la manière dont les ONG canadiennes d'accueil traitent les gens du Sud en général et les femmes en particulier<sup>16</sup>.

---

<sup>14</sup> Les revendications des opposants au projet minier portent, entre autres, sur le droit de décider du type de développement sur « leur » territoire. La revendication territoriale est assortie d'arguments d'ordre culturel liés à l'identité agricole et de protection de l'environnement.

<sup>15</sup> La première était venue à la suite d'une initiative personnelle, en 2003 et la seconde en 2005.

<sup>16</sup> Sans généraliser ces deux cas de figure, j'ai pu observer que les invités avaient un traitement différent (cachet, confort, contrôle sur leur horaire) selon leur pays d'origine et leur sexe. Ce type de hiérarchisation est, de mon point de vue, discutable quels que soient les budgets des organismes en question.

### 3.2.3.1 Premier séjour sur le terrain : identification des acteurs du conflit

La recherche a commencé par l'analyse des principaux enjeux du conflit minier qui a pris place à Tambogrande. Mon premier séjour au Pérou, qui se voulait exploratoire, a duré huit mois, soit du 6 septembre 2002 au 6 mai 2003. Une dizaine d'entrevues ont été menées au cours d'une première visite dans la région de Piura organisée en avril 2003. Ces rencontres ont permis de recueillir des données sur les contextes socioculturel, économique et environnemental.

Le premier champ de recherche a été l'analyse des discours produits par les différents protagonistes; ceux qui s'opposent au projet minier comme ceux qui en font la promotion. Les arguments évoqués sont économiques : possibilité de créer de nouveaux emplois, d'avoir accès à la modernité et à de nouvelles richesses versus la préservation d'une économie basée sur l'agriculture. Les discours incorporent des enjeux environnementaux : impacts de l'activité minière sur la nature, accès à l'eau, gestion des richesses naturelles, etc. Enfin, il y a les enjeux socioculturels liés au mode d'organisation social, au mode de vie agricole de la région, aux traditions et aux coutumes découlant du rapport à la terre.

Pour les acteurs concernés, l'enjeu consistait à se donner les moyens de décider du modèle de développement pour la région. Cette quête de légitimité s'est faite à travers des mécanismes politiques et légaux et par la publicisation des événements liés au conflit à l'aide de divers moyens dont des campagnes médiatisées. Leurs stratégies de mobilisation de « ressources symboliques » visaient à acquérir une légitimité tant auprès de la population qu'auprès des acteurs externes susceptibles d'appuyer leur démarche.

### 3.2.3.2 Second séjour sur le terrain : enquête auprès de la population et acteurs de la lutte

En juillet 2005, je suis retournée à Tambogrande pour approfondir la question de la construction identitaire en rapport avec le processus d'appropriation du développement enclenché par la lutte. Plus particulièrement, j'ai voulu comprendre le rôle des acteurs locaux dans les changements que le conflit a provoqués. Lors de ce séjour de six semaines, une

centaine d'individus ont été rencontrés lors d'entrevues individuelles et de quatre groupes de discussion.

S'il y a, d'une part, les discours des protagonistes, il y a, d'autre part, ce qui se passe dans la vie quotidienne, c'est-à-dire ce qui se concrétise en pratique. Les discours peuvent être plus ou moins concordants, plus ou moins cohérents avec les pratiques. C'est pourquoi le second champ de recherche exploré a été celui des prises de conscience, des prises de parole et des changements dans les pratiques, à partir des récits des citoyens.

### 3.2.3.3 Troisième séjour sur le terrain : divulgation des résultats

Une analyse préliminaire des témoignages recueillis lors des deux premières étapes de cette recherche a été présentée à une quinzaine de chercheurs et intervenants de Lima, Piura et Tambogrande au cours du mois de mai 2006. Des spécialistes des milieux académiques et sociaux de Lima : anthropologues, politicologues, sociologues, économistes et des experts en communication ont été rencontrés de manière individuelle pour commenter les résultats préliminaires. Le 15 mai 2006 une trentaine de personnes, dont plusieurs acteurs de la lutte, ont participé à une conférence-atelier que j'ai donnée à Piura en collaboration avec un centre de recherche nommé *CIPCA (Centro de investigación y promoción del campesinado)*. Un document de 140 pages en espagnol ainsi qu'un résumé de la présentation d'une dizaine de pages ont été rendus disponibles en version papier et en version électronique aux personnes rencontrées et intéressées par les résultats préliminaires de cette recherche au Pérou.

La présentation de ma recherche au Pérou avait pour principal objectif de critiquer ma démarche scientifique et d'approfondir mon analyse de la situation en lien avec les réactions des acteurs et des membres des communautés de Piura et de Tambogrande présents lors des discussions. Lors de ce dernier séjour, j'ai également participé à des réunions de femmes qui s'organisaient pour être mieux représentées au sein du district de Tambogrande. L'ensemble de ces échanges a permis d'analyser plus à fond le sens de la lutte et d'apporter des nuances et précisions aux résultats déjà obtenus.

### 3.2.4 Entrevues individuelles et groupes de discussion

Un canevas d'entrevue (voir l'appendice D) pour les rencontres individuelles et les groupes de discussion a été préparé à partir des catégories d'analyse (thèmes de recherche). Les travaux consultés sur Tambogrande m'ont permis d'avoir une idée du type de questions utilisé auprès de la population et de leur pertinence, des caractéristiques socio-démographiques de la population en général et des méthodes d'échantillonnage employées. Combinant des méthodologies quantitatives et qualitatives, ces enquêtes se sont donc avérées utiles pour l'élaboration du questionnaire.

Enfin, des questionnaires-types ont été administrés à titre d'essai à deux personnes<sup>17</sup> afin de m'assurer que les questions étaient intelligibles pour les différents individus que je souhaitais rencontrer. Celles-ci ont suggéré quelques reformulations des questions (langue).

Trois types d'entrevue ont été menées :

- Des entrevues à questions ouvertes avec des organisations ou des individus identifiés comme étant des *leaders* de la lutte (minorités actives); 25 organisations à Tambogrande, Piura et Lima.
- Des entrevues à questions semi-dirigées avec des membres de la communauté possédant des caractéristiques socio-démographiques variées et représentatives de la diversité géographique de Tambogrande; 29 personnes.
- Des groupes de discussion à questions semi-dirigées regroupant des personnes possédant des caractéristiques socio-démographiques variées et représentatives de la diversité géographique de Tambogrande; et deux groupes ciblés (femmes et jeunes); 48 personnes réparties au sein de quatre groupes.

---

<sup>17</sup> À une enseignante d'un collège de Tambogrande et à une intervenante ayant déjà effectué un travail similaire sur le terrain auparavant.

### 3.2.5 Échantillon

Dans une enquête de type qualitatif, la représentation proportionnelle de sujets par rapport aux caractéristiques socio-démographiques de la population totale a moins d'importance que la qualité des entretiens en tant que tel. Ceci dit, j'ai tenu à élaborer un échantillon traduisant la diversité de la communauté (voir statistiques dans l'appendice E). Il me semblait important de sélectionner des personnes issues tant des milieux urbains que ruraux et provenant des deux rives, qui présentent des conditions de vie fort différentes. De plus, les individus choisis ont des occupations et des niveaux d'éducation variés et certains groupes dans la population ont été privilégiés, notamment les jeunes et les femmes.

Les sujets ont été sélectionnés à partir des réseaux de contacts de mes personnes-ressources. Étant donné le fait que l'échantillon était essentiellement constitué par les gens au fait des enjeux du conflit (puisque ceux-ci ont été référés par un militant de la lutte), j'ai également interviewé, de manière plus informelle, plus d'une dizaine de personnes au hasard de certaines rencontres lors de mes déplacements, dans les lieux publics que je fréquentais : individus rencontrés dans les lieux publics, place d'armes, restaurant, chauffeurs de taxi, journalistes rencontré à l'université, ex-journaliste, etc.. Il s'est avéré que ces personnes avaient effectivement un regard beaucoup plus critique et sortaient du « discours officiel » des *leaders* de la lutte. Toutes les personnes devaient donner un consentement libre et éclairé et bien comprendre les objectifs de la recherche.

Au total, 77 personnes ont été rencontrées (sans compter le groupe institutionnel) sur une population totale évaluée à 73 740 dans le district de Tambogrande<sup>18</sup>. Les entrevues ont été réalisées entre le 27 juillet 2005 et le 6 août 2005.

Dans le cas des quatre groupes de discussion, une convocation a été envoyée par le responsable des relations avec la communauté de la municipalité de Tambogrande, Manuel Reyes, qui m'avait recommandé de rencontrer ces personnes. Ces groupes étaient constitués de la manière suivante, à ma demande :

---

<sup>18</sup> Selon le recensement de l'année 1993.

- dix (10) femmes des deux rives;
- treize (13) jeunes de provenance variée dans le district de Tambogrande;
- treize (13) hommes et femmes de provenance, d'âge et d'occupation varié;
- douze (12) hommes et femmes de provenance, d'âge et d'occupation varié, invités à réagir suite à la présentation d'un film sur Tambogrande réalisé en 2003, en présence de sa réalisatrice, Diane St-Antoine.

### 3.3 Le travail de terrain

La cueillette d'information présentait des particularités liées à la nature complexe de l'objet d'étude de même que des enjeux par rapport aux tensions liées au contexte de conflit.

Étudier les phénomènes de changement à l'intérieur même de l'événement pose des avantages et des difficultés. Les conflits liés au développement transforment les perceptions et les pratiques et sont, en ce sens, générateurs de changements culturels et sociaux. Dans ce contexte, les interactions sont exacerbées car le discours est polarisé et les acteurs sont bien campés dans leurs positions. Cette mise en évidence des phénomènes facilite l'observation de prime abord.

Bien que les situations conflictuelles exacerbent certaines dynamiques identitaires liés au projet de développement et présentent l'avantage de mettre en lumière le contexte situationnel, ils rendent plus difficile la compréhension de certains enjeux locaux. L'urgence de cohérence vécue par les sujets polarise l'attention du chercheur sur leur discours « uniformisant » et occulte certaines dimensions de leur expérience, comme les problèmes d'inégalités sociales à l'intérieur de la communauté. Le défi pour le chercheur, qui doit lui-même faire face à l'inconfort, voire l'angoisse de cette « incohérence », est donc d'aller au-delà du discours.

Par ailleurs, le contexte de conflit met le chercheur dans une situation problématique car sa « volonté d'impartialité » devient un enjeu. En refusant de prendre ouvertement position dans le conflit, le chercheur risque d'être perçu comme une menace par les protagonistes. Il doit acquérir la confiance nécessaire pour pouvoir interroger les sujets et, en même temps, être

accepté comme un agent relativement neutre. Les protagonistes doivent le percevoir comme un médiateur susceptible de contribuer à « servir leur cause » par son travail de connaissance. Ainsi, j'ai fait appel aux représentants influents du réseau de solidarité constitué autour de la lutte : *CooperAcción* de Lima, un membre du Congrès en faveur de la protection de l'agriculture, M. Velarde, une institution de l'Église catholique de Piura, *Diaconia*, ainsi que le maire de Tambogrande, qui ont été approchés eux-mêmes à l'aide de lettre d'appui provenant d'institutions canadiennes : SUCO, l'UQAM et le CRDI (voir appendice C).

### 3.3.1 Stratégie d'entrée dans la communauté

Une visite de reconnaissance a été faite quelques jours avant notre arrivée officielle à Tambogrande afin de choisir le lieu le plus approprié pour établir notre « quartier général ». Un représentant d'un organisme de Piura avait proposé de nous y amener car il devait accompagner une étudiante américaine le même jour. Nous avons toutefois appris que cet organisme vivait des tensions avec les autorités de Tambogrande et avons poliment décliné la proposition. Nous sommes plutôt allées rencontrer une institutrice de Tambogrande qui avait hébergé un groupe d'étudiantes de Barcelone l'année précédente.

Trois possibilités s'offraient à nous : 1) vivre dans la maison que nous proposait l'institutrice, sans fenêtre ni meuble, surchauffée par le toit de tôle (n'oublions pas que nous sommes dans un désert à quelques kilomètres de l'Équateur); 2) prendre une chambre d'hôtel (les constructions en ciment sont très bruyantes et ces lieux sont réservés à des activités intimes qui ne sont pas très compatibles avec le travail de recherche) ou; 3) nous établir dans une maison inhabitée qui servait de « dépôt de bouteilles de bière », puisque son propriétaire était le fournisseur principal de Tambogrande.

Nous avons opté pour cette dernière option pour des raisons surtout pratiques, c'est-à-dire pour la relative tranquillité et le confort des lieux (la maison était meublée et assez grande pour y tenir des réunions). La famille de commerçants Pulache (les propriétaires) était respectée dans la communauté mais pas « mêlée à la politique », et la maison était dans un quartier populaire à côté du cimetière, donc dans un environnement relativement « paisible » (ce qui est rare), sans être « coupée du monde ».



La première semaine du séjour (en 2005) a été consacrée à informer les représentants de la communauté<sup>19</sup> des modalités et des détails de la recherche et à prendre contact afin de sélectionner les sujets à rencontrer. Un formulaire de consentement en espagnol (voir l'appendice C) expliquant les buts de la recherche, la nature et la durée des entretiens ainsi que l'utilisation éventuelle des données a été lu et remis à chacune des personnes concernées par la recherche. À l'exception de deux personnes, qui ont préféré donner un consentement verbal, tous les sujets individuels ont signé le formulaire. Les sujets des groupes de discussions, quant à eux, signaient une feuille de présence après avoir pris connaissance du formulaire. Ainsi, tous les sujets ont eu les possibilités adéquates de parler de leur participation et d'y réfléchir pendant toute la durée du processus et connaissaient leurs droits de participer ou non à la recherche et de se retirer en tout temps.

Avant le départ, des représentants des organismes Droits et Démocratie (Canada), qui a observé les processus électoraux au Pérou<sup>20</sup> et *CooperAcción* (Lima, Pérou), mon organisme d'accueil, avaient été consultés à propos du déroulement de l'enquête. Ceux-ci ont été en mesure d'identifier les éléments pouvant causer préjudice aux sujets ou à la communauté.

Conséquemment à leurs conseils, les précautions nécessaires ont été prises, notamment en ce qui a trait à la confidentialité. Les femmes étaient particulièrement sensibles à l'aspect confidentiel des entretiens et quelques-unes ont demandé que leur nom n'apparaisse pas dans la thèse. Cela a été le cas chez des femmes impliquées au sein du mouvement de lutte.

Par ailleurs, il est non seulement utile, mais nécessaire d'avoir l'appui des dirigeants de la communauté pour réaliser une enquête de ce type. Sans cet assentiment, les gens refusent de coopérer. Il s'agit donc d'adopter « une attitude de convenance » appropriée et de passer par

---

<sup>19</sup> Ceux-ci avaient été informés de notre arrivée par mon organisme d'accueil, *CooperAcción*. J'avais également des lettres de référence de cet organisme, de mon directeur d'étude et de l'organisme subventionnaire de ma recherche, le CRDI (voir l'appendice C).

<sup>20</sup> Droits et Démocratie a été un des membres de la mission conjointe d'observation électorale lors des élections générales du Pérou en 2000. De plus, l'organisme a délégué deux personnes pour faire partie de la mission d'observation lors du référendum du 2 juin 2002 à Tambogrande.

les canaux pertinents; en l'occurrence, les autorités et les leaders formels de la communauté et, de manière plus fine, les réseaux secondaires et plus informels.

Comme il a été mentionné précédemment, des personnes<sup>21</sup> m'ont aidé sur le terrain : la canadienne Diane St-Antoine a été mon assistante tout au long de mon séjour. Elle avait séjourné deux mois à Tambogrande pour y réaliser un film en 2003; Cisse Torro, une jeune avocate qui avait travaillé avec *CooperAcción* sur le terrain a collaboré à la préparation des discussions de groupe et a animé ceux-ci; enfin, Manuel Reyes, responsable des relations avec la communauté pour la municipalité de Tambogrande, a facilité les aspects logistiques des rencontres et a permis de faire coïncider les groupes de discussion avec des ateliers de formation déjà prévus<sup>22</sup>. Ainsi, il a été possible de profiter de la présence de gens de tous les *centros poblados* (municipalités déléguées de hameaux) et d'avoir un échantillon reflétant la diversité de la population, bien que ces gens étaient désignés comme des personnes impliquées dans leurs communautés. Ces trois personnes-ressources ont également donné leurs commentaires sur l'approche et des méthodes utilisées en entrevue à la fin de la recherche sur le terrain (voir les extraits de l'entrevue avec Manuel Reyes dans l'appendice D).

### 3.3.2 Observation du quotidien

Comme c'est le cas dans toute société, les *Tambograndinos* s'expriment par la parole, mais aussi par un langage corporel intégré dans des codes sociaux. Goffman (1973) a analysé très longuement les modalités et le signifié du non-dit verbalement, dont il a démontré le rôle essentiel dans la communication sociale : comportements, gestes, situations respectives des acteurs sociaux dans l'espace, tout est codé, significatif et compose un idiome culturel commun aux interlocuteurs d'une même culture. L'importance des gestes et des manifestations non-verbales s'impose à l'étranger en ce sens que pour être accepté, ou pour entrer en relation avec la population, il doit lui-même adopter et se conformer à un certain nombre de ces codes. Par exemples, saluer les gens rencontrés dans les rues, embrasser les

---

<sup>21</sup> Une analyse de l'influence de ces personnes dans mes relations avec la communauté est faite dans la troisième partie.

<sup>22</sup> Ces ateliers portaient sur l'environnement et l'organisation sociale.

participants au début d'une réunion et prononcer un petit discours pour remercier les autorités et pour se présenter.

L'expérience de la simple proximité physique démontre que l'occupation de l'espace ne va jamais de soi (Hall, 1984). Le rapport à l'autre devient concrètement ou symboliquement lisible dans l'espace occupé et traduit souvent les rapports de domination. L'espace est, à toutes fins utiles, un code qui peut livrer une foule de renseignements sur la nature des rapports entre les femmes et les hommes, par exemple.

Gaboury (1991, in Prades) démontre que l'on peut lire dans l'économie spatiale féminine une adaptation et une résistance à un système de domination<sup>23</sup> fondé sur la catégorisation des sexes, « la perception de l'espace n'est jamais, dans l'esprit des dominées tout à fait le même que dans l'esprit des dominants » (p. 236). Elle explique que la vie des femmes est constamment ponctuée de gestes qui permettent de garantir leur intégrité physique et d'éviter les menaces (violence physique comme insultes, sifflements, regards insistants et autres formes d'intimidation psychologique). Puisqu'elles ont développé des mécanismes d'adaptation à un environnement qui leur est souvent hostile, on peut alors noter la différence de ceux élaborés par les hommes. « [...] les femmes ne fréquentent pas les mêmes lieux et ne circulent pas aussi librement dans tous les milieux, précisément dans ceux où s'expriment le pouvoir. On peut donc s'attendre que leur façons d'occuper l'espace reflète ces particularités » (p. 234). Les femmes n'ont pas le même accès à l'espace public.

L'intégration de ces codes (signes de convenance) dans la pratique de la recherche sur le terrain permet de comprendre l'organisation collective, « l'espace comme objet de connaissance et le lieu de reconnaissance » (De Certeau, Girard et Mayol, 1994). L'espace public est l'extension de l'espace privé avec le reste du monde, il est un prolongement du dedans, à la mesure de l'investissement des sujets. La pratique de la vie en commun introduit de la gratuité au lieu de la nécessité. « Pour être convenable, il faut savoir ne pas tout exiger

---

<sup>23</sup> Selon Gaboury (1991), les conditions sociales qui sont imposées aux femmes les amènent à développer un rapport à l'espace qui montre tous les signes d'un statut de subordination : difficulté à faire respecter leur espace personnel qui se traduit par une prise de parole retreinte par rapport à celle des hommes; tendance à percevoir négativement son image corporelle et conséquences sur l'estime de soi; apprentissage de la retenue (restreignant leur agressivité) ayant des répercussions sur toutes les dimensions de la vie (pp. 236-238).

immédiatement pour remettre à un délai ultérieur le bénéfice escompté (Godbout, 2000). Il s'agit de considérer le corps comme une « mémoire savante » qui intègre les codes sociaux et des *habitus*.

En ce sens, l'expérience subjective du chercheur, qui doit s'appropriier ces codes, demeure des plus significatives dans la recherche. Un certain nombre d'observations — pour la plupart antérieure au second séjour de recherche — reliés à ces codes m'ont permis d'agir de manière à me conformer aux normes sociales acceptables pour la communauté en lien avec le rapport quotidien au temps, à l'espace et aux autres.

À titre d'exemples, j'ai été particulièrement attentive à tout ce qui a trait à la nourriture, dont les Péruviens en général tirent une grande fierté. Mentionner que l'on a dégusté certains mets typiques ouvre la conversation et devient un gage d'acceptation dans la plupart des circonstances<sup>24</sup>.

S'il a été relativement facile de me conformer au code vestimentaire (jupe longue, vêtements sobres), celui-ci était plutôt mal commode sur les mototaxis de Tambogrande, qui constituent le principal mode de locomotion. Avec les routes de sable, j'ai dû renoncer à mes standards d'hygiène corporelle. Des efforts d'adaptation importants ont donc été consentis pour l'utilisation des transports collectifs en général<sup>25</sup>. J'ai connu plusieurs mésaventures en autobus, causés parfois par la témérité des conducteurs, d'autres fois par la qualité de l'entretien des véhicules ou des routes. Pour donner un exemple, l'autobus entre Piura et Tambogrande a déjà pris feu. Heureusement tous les passagers s'en sont tirés indemnes. Il faut apprendre à faire complètement confiance, voire à « s'abandonner au destin », sans quoi le stress devient insoutenable. Ces quelques exemples indiquent l'importance de l'énergie et de l'attention que le chercheur doit accorder à une foule de détails quand il est sur le terrain, selon les conditions climatiques, culturelles, les questions de sécurité, de santé, etc.

---

<sup>24</sup> Il appartient au chercheur de juger s'il vaut mieux ne pas se risquer à manger des aliments « étranges » et préserver ses intestins ou de prendre le risque et de vivre l'expérience de l'hospitalité péruvienne.

<sup>25</sup> En sachant au départ que les accidents de la route ont occasionné au Pérou plus de mortalité que toutes les guerres et le terrorisme réunis, cela donne à réfléchir.

### 3.3.2.1 Prix de participation

L'enquête préliminaire avait révélé que des chercheurs et intervenants avaient utilisé, par le passé, des formes de rétribution, des cadeaux de participation ou un montant en argent, auprès des sujets des enquêtes. Ces pratiques ont certainement créé des attentes au sein de la population et j'ai décidé de prévoir des « présents de participation ».

Afin de remercier les gens pour leur participation aux entrevues individuelles et aux groupes de discussions, des prix de présence leur étaient remis à la fin des rencontres. Tous les participants d'un même groupe recevaient la même chose<sup>26</sup> (casquettes, stylos et gaminets). Cet incitatif a joué un rôle significatif dans l'atteinte des objectifs de participation fixés, mais l'appui des autorités était de loin plus important. Par ailleurs, l'intérêt des participants à faire connaître l'expérience de Tambogrande à l'extérieur était toujours manifeste. Fait cocasse qui démontrait que les gens étaient contents de participer : plusieurs personnes portaient fièrement leur casquette verte dans les rues de Tambogrande. Cela a eu pour effet de « rendre visible l'échantillon » de la recherche, facilement reconnaissable par ce signe distinctif.

### 3.3.2.2 Participation des femmes

Une attention particulière a été accordée pour rejoindre des femmes étant donné qu'elles se livrent avec plus de réticence. Une diversité de moyens a été employée pour les inciter à participer et pour créer des conditions propices à leur participation. Premièrement, l'appui de leaders féminins dans la communauté a permis que les femmes de la rive gauche acceptent de participer aux entrevues individuelles et à un groupe de discussion constitué spécifiquement de femmes.

Deuxièmement, les femmes de la rive gauche ont été rencontrées au préalable dans leur milieu, pour établir un lien de confiance avant la réunion du groupe de discussion<sup>27</sup>. Dans

---

<sup>26</sup> Un jour il manquait un gaminet bleu et nous avons donné un rouge. La personne qui l'a eu était mécontente et il a fallu faire faire de nouveaux chandails pour cette personne qui a fait plusieurs kilomètres pour venir récupérer son présent !

<sup>27</sup> Cissé Torro, qui a aussi animé la séance de groupe, était venue pour faire les présentations car elle était connue de celles-ci.

bien des cas, plusieurs rencontres ont été faites et le contexte d'entrevue s'est transformé en conversation, qui s'est poursuivie sur une période de plus ou moins un mois. Lors du groupe de discussion, nous avons utilisé le dessin pour créer un climat moins formel et pour que toutes les femmes aient la chance de participer et de s'exprimer. Nous avons proposé à celles-ci de dessiner la communauté idéale et de commenter leur dessin par la suite en deux sous-groupes. Troisièmement, afin d'obtenir une participation équivalente de femmes et d'hommes dans les groupes de discussion mixtes, un nombre égal d'invitations avait été transmis, mais la participation des femmes a été plus faible dans ces groupes (voir statistiques dans l'appendice E, tableau 5). Quatre femmes sur douze s'étaient déplacées pour le groupe de jeunes et quatre femmes sur treize lors de la présentation du film. Cela a réitéré l'importance d'organiser un groupe constitué de femmes seulement et de visiter les femmes dans leurs milieux respectifs.

### 3.3.3 Entrevues auprès des leaders

Nous avons interrogé une quarantaine de personnes représentant divers organismes et institutions de Lima, Piura et Tambogrande<sup>28</sup>. Ce groupe rassemble des personnes et organismes qui ont initié le mouvement de lutte, qui l'ont appuyé, ou encore qui ont contribué de manière significative à la diffusion des événements entourant le conflit (journalistes, cinéastes, conférenciers, etc.). Certaines de ces organisations ont été créées dans la foulée des événements.

Les entrevues avec ces représentants se sont déroulées dans le style « libre ». Il était demandé aux protagonistes de raconter la lutte en spécifiant : 1) ce qui expliquait le succès de la lutte; 2) ce qui avait changé depuis le conflit; 3) ce que les gens avaient appris de cette lutte selon eux et; 4) comment ils voyaient l'avenir de Tambogrande. Le type de question ouverte donnait généralement lieu à un récit de l'histoire comprenant une explication de leur rôle et du positionnement de différents acteurs. Lorsque des thématiques qui m'intéressaient étaient abordées (voir appendice D), par exemple l'identité, les personnes interviewées étaient invitées à élaborer davantage sur le sujet.

---

<sup>28</sup> La liste des organisations rencontrées est présentée dans l'appendice B.

### 3.3.4 Entrevues dans la communauté

Les entrevues individuelles avec les membres de la communauté, quant à elles, étaient plus structurées et nous prenions un soin particulier de noter nos observations liées au contexte de l'entrevue et aux éléments non verbaux (enthousiasme, contradictions, craintes à répondre, etc.). Les principaux thèmes étaient d'abord présentés aux personnes ainsi que les paramètres de la recherche, puis, les questions étaient posées dans l'ordre présenté, laissant le temps aux personnes de réfléchir. À la fin, deux questions importantes étaient posées : 1) avez-vous quelque chose à ajouter et 2) que voudriez-vous dire aux personnes qui liront cette recherche. C'est à ce moment que la discussion devenait plus informelle : les sujets s'exprimaient davantage « dans leurs mots » et non ceux suggérés par les questions, et que le sujet avait la possibilité d'insister sur ce qui lui apparaissait plus important.

Après chaque journée, nous faisons chacune un journal de bord que nous mettions ensuite en commun afin de critiquer notre approche, valider nos impressions et définir de nouvelles questions. La plupart du temps, nous étions deux à interroger les individus<sup>29</sup> (une preneuse de note et une personne qui posait les questions). Les personnes étaient parfois accompagnées de membres de leur famille, de collègues ou d'amis, à leur demande.

### 3.3.5 *A priori* du chercheur et des sujets

Travailler avec des sujets humains, particulièrement dans un contexte de conflit, implique nécessairement que l'on ait davantage accès à la rhétorique et au discours de la lutte. Partant du principe que le type d'identité accessible à l'observateur est « présentée et négative-présentée », c'est-à-dire construite pour l'interlocuteur de manière positive ou par opposition à d'autres modèles et représentations, la démarche d'entrevue visait à recueillir le maximum d'informations indiquant comment les sujets nous percevaient et à se questionner par rapport aux perceptions que nous avions d'eux.

---

<sup>29</sup> Je me suis déplacée seule à quelques reprises pour apprécier la différence.

Bien qu'il soit difficile d'avoir une idée précise des perceptions à notre égard, des « révélateurs »<sup>30</sup> comme le sentiment de confiance lors de l'entrevue (qu'on appréhende par la facilité ou non à échanger), les récits d'expériences avec d'autres intervenants et chercheurs étrangers et les rapports avec les étrangers en général, permettent de situer approximativement la relation, en plus d'indiquer la marche à suivre pour établir des liens. Par exemple, si le sujet dit avoir été offusqué par l'attitude d'un coopérant par sa manière de se concentrer uniquement sur les questions et de ne pas se préoccuper des éléments plus relationnels, cela révèle les attentes du sujet dans le contexte de l'entrevue et permet au chercheur de s'adapter.

Avant de débiter les travaux sur le terrain et tout au long de la recherche, j'ai pris le soin d'anticiper les réactions que j'étais susceptible de provoquer. La tenue du journal de bord a permis d'analyser au jour le jour « notre impact » (autant qu'il se peut) lors des entrevues de même que celui des personnes qui m'ont assistée et qui participaient à ces séances quotidiennes de *debriefing* (compte-rendu).

Par ailleurs, un certain nombre de réactions étaient prévisibles. Il était probable que les gens présentent une image plutôt positive de leur communauté, voire qu'ils fassent la promotion active de leurs intérêts. Il était attendu qu'ils se montrent méfiants envers les gens qui ne prennent pas ouvertement position pour leur cause et, dans ces cas, le risque d'avoir de la difficulté à obtenir l'information était plus important, particulièrement si le conflit était dans une phase d'intensité.

Je m'attendais à ce que les opinions plus marginales soient plus difficiles à exprimer publiquement. Même dans le cas d'entrevues individuelles, où le niveau confidentialité est supérieure, le climat de confiance suffit rarement à faire en sorte que les sujets s'inscrivent en contradiction avec les discours dominants ou de la majorité. S'ils le font c'est subtil et il faut que l'attention du chercheur soit portée sur un ensemble de détails et de signaux, le plus souvent non verbaux.

---

<sup>30</sup> Sabelli utilise le terme révélateur plutôt qu'indicateur.



Comme il a été mentionné précédemment, la perception que les membres de la communauté (et particulièrement les personnes interviewées) ont du chercheur (et plus globalement des agents extérieurs) demeure une variable importante dans cette recherche. Il est fréquent dans ce type de recherche que les personnes interrogées répondent ce qu'ils croient être la bonne réponse pour le chercheur ou pour leurs leaders. Il est donc important d'être attentif à cette dimension et de « se regarder » aussi dans le processus. Au cours de l'analyse, les notes ethnographiques ont contribué à permettre d'observer l'apparition d'*a priori* non soupçonnés et à mieux comprendre, par la suite, comment ils interfèrent dans le processus d'écriture et d'analyse.

### 3.4 Méthodologie d'analyse

Selon Moscovici, chaque vie peut devenir exemplaire par la reconnaissance que lui procure un auteur. La « minorité » possède ainsi le pouvoir de défaire les opinions établies. Il en est certainement de même pour les intellectuels, qui mettent en lumière des identités jusque-là ordinaires ou inconnues.

Partant du principe ethnométhodologique de « redonner à l'acteur la place centrale », j'ai choisi, en première analyse, de traiter tous les témoignages indistinctement de la classe sociale des sujets, c'est-à-dire de leur donner la parole sans nécessairement mentionner leur statut social ou le rôle social de l'acteur dans le texte. En donnant « égalité de parole » aux minorités de la minorité active que représente la communauté de Tambogrande, il me semblait possible d'ouvrir de « nouvelles perspectives de la situation ». Le poids des discours qui se sont affrontés durant la lutte se joue déjà sur le terrain et se reflète vraisemblablement dans les témoignages du citoyen ordinaire. Il ne me semblait donc pas pertinent et nécessaire de les catégoriser de nouveau en fonction des statuts assignés ou arbitraires. Par ailleurs, quand les liens avec un contexte n'étaient pas fait dans le récit, je le mettais en note de bas de page, comme « hypothèse de l'auteur », de manière à ne pas réifier l'histoire *a priori*<sup>31</sup>.

---

<sup>31</sup> Dans les versions subséquentes de l'analyse, le contexte historique, géopolitique, culturel, apparaît préalablement à l'analyse dans mon interprétation des événements factuels, étant entendu que le choix des événements significatifs est une construction en soi.

J'ai donc procédé de cette façon pour présenter les résultats préliminaires de la recherche aux acteurs de la lutte en mai 2006. L'idée était d'ouvrir le débat à la diversité des opinions, en précisant que si l'opinion de l'un est aussi valable que celle des autres, elle n'est toutefois pas généralisable à l'ensemble.

Cette manière de faire a révélé les dynamiques internes. Appréciée des groupes les plus marginaux, elle a suscité plusieurs réactions de la part des groupes en position d'autorité, qui revendiquaient ouvertement leur rôle dans la lutte ou réitéraient « l'unité inébranlable de la communauté ». Certains ont soutenu que la culture de Tambogrande était homogène et la discussion a parfois eu les apparences d'un débat électoral. Les rhétoriques se sont exprimées et les positions se sont affirmées. La discussion concernant les inégalités sociales a été révélatrice. Des réflexions par rapport à cet échange se trouvent dans la dernière partie de la thèse.

#### 3.4.1 Outils de recherche et d'analyse

La quantité de récits recueillis lors des entrevues nécessitait l'utilisation d'un outil approprié pour pouvoir faire une analyse complète des textes. Le traitement de ceux-ci a été fait avec l'aide d'un logiciel d'analyse de texte assistée par ordinateur appelé Nvivo. Sans se substituer au jugement du chercheur, qui met en contexte les témoignages et observations recueillies, cet outil informatique donne la possibilité de faire une analyse qualitative en permettant d'avoir une idée de l'ensemble des données<sup>32</sup>. Il permet ainsi de faire des liens entre les différents corpus formés auprès des individus, des leaders et des institutions.

J'ai choisi ce logiciel car il permet également de faire des recoupements entre l'identification socio-démographique des sujets et les thèmes abordés par les personnes interviewées. Les caractéristiques les plus significatives observées ont été en lien avec la classe sociale (qui est démarquée géographiquement selon les rives), le genre et l'âge, particulièrement en ce qui concerne les jeunes.

---

<sup>32</sup> De plus, ce logiciel permet de traiter les récits sans égard à la langue, contrairement à d'autres logiciels consacrés davantage à une analyse de discours à partir de corpus en français.

Cet outil accompagne le chercheur dans son cheminement en l'aidant à prendre conscience des catégories émergeant du texte et en allant au-delà des catégories pré-établies pour les fins de l'enquête. Cela permet ainsi de percevoir des éléments qui n'étaient pas du tout anticipés au départ. Les questions du rapport à l'autorité, aux médias et aux nouvelles technologies (Internet), l'individualisme comme « cause des problèmes sociaux » et la question du terrorisme sont des exemples de thèmes qui sont apparus avec force dans les témoignages.

J'ai choisi d'analyser tout d'abord le corpus d'entrevues « *leaders* ». Comme les entrevues n'étaient pas dirigées, cet exercice de codification m'a permis d'élaborer les grandes thématiques, d'en créer de nouvelles et de questionner les *a priori* qui avaient fondé les catégories initialement. Plus de 200 codes différents ont été créés pour identifier les paragraphes ou passages dans les *verbatim*s comme, par exemple : participation, corruption, développement local, émancipation, opposition, lutte, débat, etc... Par la suite, j'ai regroupé les thèmes semblables et éliminé les thèmes superflus, de manière à créer un arbre thématique.

À partir de ces codes principaux, comme, par exemple, « participation », il a été possible d'interroger tous les autres textes et les autres corpus. J'ai pu repérer tous les passages relatifs à un thème donné et sélectionner les citations les plus pertinentes (typiques) pour illustrer les thématiques retenues pour l'analyse.

Le logiciel *Nvivo* a également permis d'apprécier la cohérence et la consistance des discours des leaders par rapport aux témoignages des membres de la communauté. En interrogeant mon corpus de textes d'entrevues individuelles, j'ai pu observer, par exemple, combien de fois un thème avait été abordé, par qui et dans quel contexte et soulever des divergences d'opinions.

### 3.5 En résumé

L'objet d'étude est enraciné dans des relations de développement qui constituent un univers complexe. J'ai choisi d'appréhender cet objet par les lieux de confrontation des logiques d'interactions sociales, particulièrement significatives lors de conflits. Pour la recherche sur le terrain, une méthode subjective et des techniques de rupture ont été employées. Mon

approche des processus identitaires en contexte de conflit se déployait sur deux axes, soit : 1) le positionnement social des acteurs (rôles et stratégies) et 2) les représentations et pratiques des acteurs (dialectique conscience-pratique). Trois pistes de recherche ont été poursuivies : les organisations, la participation et la trajectoire des acteurs.

L'analyse a compris une étape de partage des résultats avec les principaux intéressés au Pérou. Cet échange a favorisé l'émergence de nouvelles significations et interprétations des événements en plus de contribuer à critiquer les méthodes employées.

À titre de chercheur, je véhicule un ensemble de normes et de valeurs concernant les thèmes abordés dans la recherche. Je pars donc du principe que la subjectivité doit être un des moteurs de la recherche en ce sens que l'identité se construit dans une dialectique d'intersubjectivités et que la compréhension de l'autre ne peut être appréhendée que par une approche réflexive, qui participe à cet effet miroir. Par ailleurs, pour prendre distance envers l'objet d'étude, il s'agit d'opérer un aller-retour entre les subjectivités et l'objet de recherche, entre soi et l'autre, entre l'ici et l'ailleurs.

Je consacre ainsi mon analyse aux *a priori* qui sous-tendent ma démarche en tentant de contourner les pièges qu'ils recèlent. Le principe de transparence et la reconnaissance de sa propre subjectivité à titre de chercheur, qui constitue une espèce de prise de position est, selon moi, garante de l'esprit critique constituant le fondement de toute démarche scientifique. Le développement des pratiques du savoir comporte une dialectique des subjectivités sans laquelle aucun mouvement de décentrement et de construction de l'objet ne serait possible.

La méthodologie a permis de réfléchir sur l'importance des contextes d'interaction dans la construction d'un savoir scientifique et de celui des acteurs, dans leur lutte. La reconnaissance des uns comme des autres est tout aussi importante. La prochaine partie présente les cadres de références utilisés pour situer les acteurs sociaux de même que les contextes spécifiques aux acteurs de la lutte de Tambogrande. Cette partie est divisée en deux chapitres qui fournissent les clés pour comprendre les récits de l'analyse du cas : chapitre I : « Acteurs sociaux », et chapitre II : « Description du cas ».

PARTIE I

CONTEXTES

## CHAPITRE I

### ACTEURS SOCIAUX

L'action des acteurs, qui sont au centre de l'analyse du cas, est située dans le contexte spécifique de « l'action sociale ». Ce chapitre vise à mieux comprendre le rôle et le fonctionnement des acteurs sociaux en Amérique latine et particulièrement au Pérou. Ils ont connu un véritable foisonnement à partir des années 1970, notamment sous l'influence de l'Église et en s'associant à des ONG.

Le vocabulaire utilisé pour identifier les acteurs sociaux est varié : mouvement social, groupe d'intérêt, groupe de pression, militant, promoteur social, ONG, ONGI, OCI<sup>1</sup>, etc. La grande diversité de ces organisations témoigne de l'influence qu'elles ont dans la société et dans l'évolution des politiques et des conditions sociales. Cependant, on leur assigne généralement des rôles, particulièrement dans le contexte des relations internationales. Une analyse plus fine des catégories utilisées pour identifier les différentes composantes des mouvements sociaux contribuera à comprendre leur rôle dans ces relations (Mato, 1997).

Je présente dans ce chapitre les caractéristiques propres aux organisations que se donnent les acteurs sociaux afin de situer le concept de minorité active, qui est central dans le cadre de cette recherche.

---

<sup>1</sup> Organisation non gouvernementale (ONG), Organisation non gouvernementale internationale (ONGI), Organisation de coopération internationale (OCI).

L'émergence des mouvements sociaux au Pérou est ensuite mise en rapport avec le contexte latino-américain et avec l'apparition de l'aide au développement et des ONG. Bien qu'ils évoluent selon une logique similaire d'un pays à l'autre, les mouvements sociaux en Amérique latine se distinguent par la conjoncture spécifique à ce continent. Les divers courants de l'organisation communautaire en Amérique latine ont été influencés par les idéologies émanant de l'Église, des groupes populaires, mais aussi par les acteurs externes.

L'approche conscientisante fait partie des apports majeurs de la pratique communautaire. C'est pourquoi sa description est présentée de manière plus détaillée et fait ressortir l'importance de l'éducation populaire dans la pratique communautaire.

L'apparition des ONG en Amérique latine met en perspective l'évolution des mouvements sociaux qui « s'ONGisent » à partir des années 1980. Un aperçu de l'évolution du mouvement féministe péruvien témoigne des courants de l'organisation communautaire en Amérique latine et sert à illustrer son action, son influence et les transformations opérées pour faire face au contexte en évolution. Les débats stratégiques internes sur la démocratie et l'équité démontrent que les mouvements sociaux ont adopté des nouvelles approches et sont devenus plus pragmatiques pour faire face, notamment, à l'autoritarisme et à la faiblesse et la dépendance, de l'État.

Pour leur part, les ONG subissent l'influence des relations internationales qui met en jeu leur indépendance à la fois en raison de contraintes budgétaires et de la perception du développement véhiculée par les agents globaux (agences de développement). Les résultats mitigés de l'aide au développement n'entravent toutefois pas leur détermination à travailler pour le changement social. Le chapitre se conclut par les grands enjeux de l'action communautaire et des relations internationales du cas.

### 1.1 Définition des mouvements sociaux au Nord et au Sud

La politisation des mouvements sociaux s'accroît généralement au rythme de la formation de l'État moderne. Réagissant d'abord aux injustices, la formulation de propositions sociales se dessine au fur et à mesure que s'institutionnalisent les mouvements sociaux. Hofstede (1994)

constate que plus une société est formée d'extrêmes, c'est-à-dire sans pratiquement aucune classe moyenne capable d'empêcher ces extrêmes de dominer, plus les inégalités seront grandes et difficiles à enrayer.

Les expressions « groupe d'intérêt », « groupe de pression » ou « lobby » désignent tous les mouvements, aussi bien publics que privés, qui cherchent à influencer les pouvoirs publics. Ils ont pour but de défendre les intérêts économiques des sociétés et des syndicats ainsi que les causes dont les objectifs ne sont pas forcément d'ordre économique.

Les groupes d'intérêt, formant les mouvements sociaux occidentaux, prennent leur essor au XIX<sup>e</sup> siècle, provoqués par les besoins de défense des travailleurs. Il s'agit d'associations que forment des citoyens afin de promouvoir une cause auprès de la population et des représentants élus du pays<sup>2</sup>.

En Amérique latine, la pratique de l'organisation communautaire est cependant liée à la situation de sous-développement et à la faiblesse des États<sup>3</sup> qui n'offrent peu ou pas de services publics (éducation, santé, services sociaux) (Favreau, 1997, in Doucet et Favreau). De plus, la relation que les ONG latino-américaines entretiennent avec leur gouvernement respectif est plus délicate. Cette relation s'insère dans des dynamiques plus conflictuelles. « Très souvent, *non gouvernementale* signifie, aux yeux des gouvernements latino-américains, *anti-gouvernementale* » (Favreau, p. 433).

En Amérique du Nord et aux États-Unis particulièrement, l'action des groupes de pression est considérée comme indispensable à toute véritable démocratie. Sa limitation — si elle s'avère nécessaire — se réalise par la libre concurrence entre les groupes et grâce à l'adoption d'un mécanisme de contrôle régi par des lois ou par d'autres moyens. Du moment que la

---

<sup>2</sup> À partir des années 1970, les groupes d'intérêt prennent de l'importance, à cause de la séparation de l'État et de la société civile, prenant sa source dans la tradition religieuse de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

<sup>3</sup> L'Amérique latine n'a pas connu sa période industrielle au même moment que les pays occidentaux et son développement a suivi une logique différente. Les populations vivent dans des situations d'extrême pauvreté. Les gouvernements se trouvent, pour leur part, dans un contexte d'endettement chronique limitant leur autonomie et leur capacité d'action.



concurrence existe, les groupes de pression peuvent apporter des contributions au système politique, notamment sur le plan de l'expertise et des connaissances.

Au Sud, la construction des rapports de force implique l'intervention d'acteurs externes<sup>4</sup> et, dans certains cas, des relations directes entre les acteurs sociaux et les gouvernements étrangers engagés dans la coopération. « La coopération étatique y voit des avantages (au financement direct) liés notamment à la sous-traitance de leurs grands projets dans le pays » (Favreau, p. 433). Les États-Unis prônent un financement de l'aide internationale « non attaché ». Par financement « non attaché », on veut dire libre marché dans les pays du Tiers Monde. C'est, à toutes fins pratiques, la privatisation de ces territoires par les entreprises des pays riches.

## 1.2 Histoire et courants de l'organisation communautaire en Amérique latine

En Amérique latine, la pauvreté est endémique et touche la majorité de la population. Les problèmes structurels de dépendance auxquels sont confrontés les gouvernements ont fragilisé la démocratie et conditionné la répression des médias et des mouvements sociaux (Favreau, p. 421). L'extension de l'économie informelle (plus de 70 % au Pérou) et l'exode rural provoquant une urbanisation intensive et le développement sauvage de bidonvilles — à la différence des pays du Nord, l'urbanisation a précédé l'industrialisation en Amérique latine et il n'y a pas d'emplois dans les villes — ont fait en sorte que les mouvements sociaux latino-américains se sont dédiés en priorité à ces problèmes. Le contexte de violence (dictature, terrorisme) et de corruption a également fait de la démocratie un enjeu central des revendications des mouvements sociaux.

En Amérique latine, l'organisation communautaire poursuit deux missions à la fois : 1) un processus de défense des droits sociaux des classes populaires, mobilisant les plus défavorisés, et 2) un processus de reconstruction économique et sociale des communautés

---

<sup>4</sup> Daniel Mato (1997) parle « d'agents globaux » pour désigner toutes les organisations qui ne sont pas locales. Parmi les agents globaux, on retrouve des ONG, des agences gouvernementales et inter-gouvernementales (développement bilatéral), des fondations privées, des agences des Nations unies, les banques de développement multilatérales, les universités et quelques organisations de base, régionales ou nationales qui ont une pratique de portée internationale.

locales misant sur l'entraide, la coopération et la mise à contribution de tous les groupes sociaux de la communauté (Favreau, p. 416). Cette complémentarité des volets d'action sociale (ou défense de droits) et de développement communautaire (ou local) est caractéristique en Amérique latine. Cette jonction s'explique par l'absence d'un État animateur et gestionnaire de changements sociaux comme ceux du Nord. Il existe donc une mixité des rôles entre bénéficiaires et aidants.

### 1.2.1 Les premiers pas de l'organisation communautaire

L'Église catholique joue un rôle majeur dans la résolution des problèmes sociaux des classes populaires durant les années 1930-1940. D'un côté, un courant majoritaire favorise les œuvres de charité; mais de l'autre, les premiers balbutiements de l'action collective de type communautaire se font sentir avec l'émergence des mouvements d'action catholiques.

Pendant les années 1950, l'avènement du travail social professionnel américain se fait sentir mais l'absence d'État-providence pour soutenir le changement social limite son influence en Amérique latine.

### 1.2.2 Les années 1960 et le macrodéveloppement

Les années 1960 sont considérées comme la décennie du macrodéveloppement, avec l'émergence de nouvelles théories et de nouvelles politiques étatiques. Les organismes de l'Organisation des Nations Unies (ONU) mettent sur pied des programmes éducatifs et favorisent ainsi le développement communautaire sur le continent latino-américain. Ces programmes visent à aider les marginaux des villes à s'intégrer socialement, entre autres par l'alphabétisation fonctionnelle. D'autres programmes destinés aux paysans veulent prévenir leur migration vers les villes. C'est de la pratique et de la critique de développement communautaire que naissent les premières expériences d'éducation populaire conscientisante de Paolo Freire.

### 1.2.3 L'urbanisation et l'effervescence des années 1970

Les années 1970 se profilent sur un constat d'échec des programmes de développement communautaire de la décennie antérieure, accentué par une conjoncture politique où défile une série de coups d'État militaires en Amérique latine. Mais les mouvements sociaux au Pérou sont épargnés du joug militaire contrairement à leurs voisins<sup>5</sup>.

Les premières ONG péruviennes, sauf quelques exceptions, sont nées entre 1968 et 1975, à l'époque des grandes réformes du gouvernement militaire de Velasco Alvarado. Le réformisme propre au processus politique ouvert de Velasco s'est combiné au réformisme social de la Conférence épiscopale latino-américaine de Medellín en Colombie, ce qui fait que la doctrine de l'Église a opéré une certaine influence aux débuts.

Durant cette période, des programmes d'alphabétisation et de post-alphabétisation dirigées auprès des adultes ont vu le jour. Au-delà des résultats immédiats attendus, soit l'apprentissage de la lecture, il s'agissait, à moyen terme, d'universaliser l'enseignement de base, de démocratiser les systèmes d'éducation et d'accroître les chances d'accès à l'éducation aux groupes traditionnellement exclus. C'est dans ce contexte que le terme « éducation populaire » est apparu.

Les groupes œuvrant auprès des secteurs populaires ont vu dans l'éducation aux adultes une méthodologie et un outil plus politique. Elle servait à la fois à résoudre les problèmes quotidiens vécus en situation de pauvreté et à renforcer les organisations et la mobilisation afin de transformer la société.

Les expériences les plus éloquentes à cet égard viennent de la méthode pédagogique de Paolo Freire. Ces expériences d'organisation communautaire ont eu beaucoup d'influence sur les politiques des nouveaux mouvements de gauche, mais aussi sur les secteurs proches de

---

<sup>5</sup> L'Uruguay, l'Argentine, le Chili, la Bolivie et le Brésil ont connu des coups d'État durant la même période.

l'Église, particulièrement après la Conférence de Medellín en 1968, au cours de laquelle s'est définie la priorité « de favoriser les pauvres », centrale à la théologie de la libération<sup>6</sup>.

#### 1.2.4 Construire les communautés

À partir des années 1970, une nouvelle génération « d'éducateurs populaires » est donc née avec la mission qui consiste à « construire des communautés autosuffisantes et autonomes et à réussir à améliorer la condition humaine et à favoriser un changement social, moins spectaculaire mais fondamental » (traduction libre de l'esp.) (Hirshman, in Hurtado, 1995).

Initialement développée en programme gouvernemental d'alphabétisation au Brésil, puis théorisée dans son œuvre « Pédagogie des opprimés », la thèse de Freire considère que les opprimés ne peuvent pas s'émanciper sans la reconnaissance critique des causes du processus de déshumanisation qui a mené à leur situation. Par conséquent, il est primordial que la pédagogie soit conçue par et pour l'éduqué dans sa lutte pour la récupération de son humanité.

Cette perspective a critiqué le caractère excessivement scolarisant des programmes formels d'éducation aux adultes. Un des grands apports de la théorie de Freire a été de donner à la subjectivité une place centrale, forgeant le néologisme « conscientisation ».

Selon Freire, le développement inclut des actions conscientes de libération de l'oppression culturelle, politique et économique de ceux qui sont marginalisés par les processus sociaux. Le projet d'alphabétisation des paysans à l'intérieur de la réforme agraire chilienne amène Freire à établir les liens entre le sous-développement, l'exploitation économique, la domination économique et l'aliénation culturelle.

---

<sup>6</sup> La théologie de la libération s'enracine dans un fort mouvement populaire à travers toute l'Amérique latine. Générée par les groupes populaires et articulée par les intellectuels, elle critique l'idéologie dominante légitimant le pouvoir et l'ordre établi et reprend les thèmes de la théorie de dépendance pour expliquer le sous-développement et la pauvreté (la dimension sociale du péché; la préférence pour les pauvres se traduisant dans des engagements sociaux de lutte pour la justice sociale, d'entraide et de solidarité et l'Homme comme sujet de l'histoire plaçant les opprimés comme artisans de leur propre libération).

[...] alors que l'alphabétisation s'avère un moyen de donner au peuple des droits politiques dans la société brésilienne, au Chili<sup>7</sup>, la conscientisation sera une véritable pratique politique au sens où elle sera non seulement réapprentissage de moyens de communication, mais aussi réflexion et actions pour transformer les conditions de vie (notamment par des coopératives de production) (Hurtubise, in Doucet et Favreau, p. 149).

#### 1.2.4.1 Fondements de l'approche conscientisante

La pensée de Freire évolue en fonction des contextes sociaux au sein desquels il a travaillé et il fait figure de véritable artisan de la recherche-action en ce sens. Deux idées centrales traversent son approche.

L'approche de conscientisation de Freire est basée sur une perspective néo-marxiste qui considère que l'injustice est socialement organisée. Les rapports d'inégalité et d'oppression ne sont que le résultat de l'organisation sociale, qui se divise en trois classes : les oppresseurs (propriétaires des moyens de production), la nouvelle petite bourgeoisie (et d'intellectuels) et les opprimés (la masse populaire).

La deuxième idée centrale avancée par Freire est que l'humain est capable de réflexion et d'action, qui se nourrissent mutuellement, pour transformer sa situation, pour se libérer en atteignant le stade de la conscience critique. Dans une telle approche, le changement social vient de la prise de conscience de sa situation de classe d'opprimé et du passage à l'action politique, seul moyen pour transformer les rapports sociaux. Ceci est possible par l'apprentissage de l'action collective stimulée par des appuis extérieurs et grâce à l'aide de la petite bourgeoisie.

Mais ceux-ci ne doivent pas se considérer comme des détenteurs d'un savoir qu'ils n'auraient qu'à inculquer aux masses populaires, mais plutôt après avoir eux-mêmes identifié leur situation de classe, leurs privilèges, les rôles attendus d'eux, rompre avec cette situation et faire alliance avec les opprimés (Favreau, p. 152).

---

<sup>7</sup> Le Chili fait partie des cinq nations qui, dans l'après-guerre, ont le mieux combattu l'analphabétisme. L'UNESCO a d'ailleurs reconnu la méthode Freire.

Pour cela, ils doivent entretenir une relation dialogique avec les éduqués et comprendre les mécanismes de leur propre aliénation.

#### 1.2.4.2 Limites théoriques et pratiques de l'approche conscientisante

Freire a constaté, dix ans après l'implantation de sa méthode au Brésil, que le dévoilement de « la situation objective des sujets » ne conduit pas nécessairement à vouloir la transformer. Dans son autocritique, il déplore l'échec politique de son approche alors que sur le plan pédagogique, l'expérience s'est avérée concluante. Il admet avoir fait l'erreur de ne pas avoir fait l'analyse sérieuse du système capitaliste au Brésil et de ne pas avoir envisagé la création d'organisations populaires ni leur articulation avec les autres forces sociales (Humbert, 1987, in Favreau, p. 148).

Certaines limites théoriques de l'approche conscientisante de Freire ont été attribuées à ses fondements néo-marxistes et à ses accointances avec la théologie de la libération (Humbert, 1987, in Favreau, p. 156). Les sources théologiques font en sorte que toute autocritique de la part d'intervenants qui ont choisi, au nom de leur foi, de travailler avec les plus pauvres, s'avère difficile.

Mettre l'accent sur la problématique d'exploitation et d'oppression avec la lutte politique pour remplacer la minorité dominante par la majorité dominante (c'est-à-dire la classe populaire), ne change rien à la structure de production, qui est selon Humbert, le cœur du problème. De plus, poser le problème en fonction des classes, exclut *de facto* la place des femmes, des jeunes ou des personnes âgées, bref, des types d'oppression spécifiques, alors que si on aborde le problème par leur fonction productive, leur place est vite retrouvée.

L'autonomie culturelle, en réponse au problème d'aliénation, apparaît, d'après Humbert, plus appropriée pour trouver la libération, puisque les modèles sociaux proposés par la classe dominante reposent essentiellement sur les activités de production.

Le dernier problème théorique identifié est la visée autogestionnaire de l'approche de conscientisation.

Les théories autogestionnaires (de la plus anarchiste à la plus culturaliste) admettent toutes l'exploitation capitaliste comme pôle important d'analyse, mais se veulent à la recherche d'un modèle sociétal qui ne serait pas la reconduction au pouvoir d'une nouvelle classe dirigeante. [...] Procéder à une stricte analyse de classe et prétendre à un projet autogestionnaire comporte inévitablement des ambiguïtés sur l'analyse ou sur le projet social (Hurtubise, in Favreau, p. 157).

Dans la pratique, l'approche de conscientisation a apporté une contribution importante, mais pose certains problèmes entre l'animateur et les opprimés. Dans cette approche, la relation entre l'animateur et les opprimés est caractérisée par un rapport dialogique, où chaque partie apprend de l'autre. Or, l'animateur doit fournir une réponse à la question ultime de classe posée dans cette relation. Comment concilier cette réponse toute prête avec les exigences d'un véritable dialogue basé sur l'authenticité<sup>8</sup> ? Cette question en recouvre une autre, qui demeure au centre du questionnement de ma thèse : quel est le véritable intérêt de l'animateur-conscientisateur dans sa pédagogie ?

Étant donné que l'identification à une classe de la « petite bourgeoise » amène l'individu à rechercher ses intérêts comme membre de cette classe, quelle valeur accorde-t-il aux gens avec qui il travaille ? Le dilemme de la différence de classe ou de culture est effectivement au cœur des problèmes entre intervenants et aidés, quelle que soit la méthodologie employée, d'où la nécessité d'encadrer la relation par des règles éthiques et une méthodologie conscientisante.

Avec la critique de l'approche, plusieurs ONG latino-américaines ont poursuivi leur travail dans la tradition de Paolo Freire. Plus récemment, le concept de conscientisation a été remplacé par celui de promotion sociale. Il s'agit toujours de mettre l'emphasis sur le renforcement organisationnel et de soutenir les initiatives du secteur populaire, mais en centrant la formation et l'appui sur des aspects technico-productifs et la recherche d'efficacité dans les organisations de base : groupes de femmes, banques alimentaires, promoteurs de santé, comités de producteurs agricoles et petites entreprises. On recherche un impact direct sur les conditions de vie tout en renforçant les organisations sociales et politiques pour transformer ces conditions.

---

<sup>8</sup> Ce dilemme apparaît également dans la gestion contemporaine, à travers le paradoxe de Carnegie. Dale Carnegie a été un pionnier du développement personnel et du marketing relationnel. Pour réaliser des objectifs d'affaires, il prônait une approche authentique.



La critique des nouvelles méthodes mettant l'accent sur l'éducation populaire ont amené les mouvements sociaux à affiner leurs approches et à devenir de plus en plus pragmatiques. Le contexte spécifique au Pérou de dictature ouverte a favorisé, malgré tout, la multiplication d'organismes communautaires durant les années 1970. C'est l'époque de la défense des droits de la personne, soutenue par le secteur progressiste de l'Église et la théologie de la libération.

#### 1.2.5 Le pragmatisme des années 1980

Au cours des années 1980, les dictatures militaires s'essouffent et se voient forcées à l'assouplissement. Les exilés retournent au pays pour créer de nouvelles ONG. À partir de 1975, quand le processus des réformes s'est désactivé et que le régime militaire continuait au Pérou, plusieurs intellectuels et professionnels qui travaillaient dans des organismes de l'État ont été congédiés et quelques-uns ont fondé de nouvelles organisations (Padrón, 1988, in Hurtado, 1995, p. 58).

Ces ONG sont soit des centres de recherche et de promotion collective, soit des équipes formées d'universitaires engagés professionnellement et socialement, soit des organismes de soutien à des associations de quartier, soit des organismes liés au secteur progressiste des Églises locales ou à des formations politiques de gauche. Animées par une inspiration nouvelle, elles commencent à prendre en charge le problème de l'écologie du développement<sup>9</sup>.

On assiste également à une modification importante du dispositif politique traditionnel par l'entrée en scène de municipalités progressistes. Le mouvement de décentralisation<sup>10</sup> débute

---

<sup>9</sup> Un nouveau travail communautaire prend en charge des problèmes liés à l'approvisionnement alimentaire en créant des cuisines communautaires ou encore par l'exploitation d'une agriculture urbaine. Ces expériences, quoique marginales, associent de plus en plus conditions de vie et environnement dans la foulée du *Rapport Brundtland* (Commission mondiale sur l'environnement et le développement. 1989. « Notre avenir à tous »)

<sup>10</sup> Depuis le début des années 1980, la décentralisation politique et territoriale est à l'ordre du jour sur le continent latino-américain. La décentralisation proposée par la Banque mondiale préconise le transfert de fonctions et de ressources à des instances politiques régionales ou locales élues afin de diminuer le pouvoir d'ingérence du gouvernement central dans l'économie (Réf. : Burki, Perry et Dilingier, Banque mondiale).



progressivement et donne cependant des résultats inégaux<sup>11</sup>. Les efforts de décentralisation seront suspendus par l'arrivée au pouvoir de Fujimori. Avec Toledo en 2000, des élections pour la formation de gouvernements régionaux sont tenues. L'implantation de mode de gestion participatif (budgets participatifs) fait son apparition dans certaines régions.

Bidonvilles et municipalités deviennent l'épicentre du développement et de l'organisation communautaire faisant surgir de nouveaux acteurs sociaux, femmes, communautés locales et ex-exilés. Le travail de développement des ONG trouve le terrain le plus fertile dans les quartiers surpeuplés par les populations rurales migrant vers les villes. Ce type d'organisation collective lié au logement, à l'éducation et à la santé rejoint d'abord les femmes qui sont les principales actrices et partenaires permettant le développement d'outils de travail adaptés aux besoins locaux (Favreau, p. 426) et leur fait prendre conscience de leur capacité à organiser et à prendre en charge les problèmes de santé des leurs<sup>12</sup>.

#### 1.2.6 L'internationalisation des années 1990

À l'heure du socialisme introuvable et de la dictature, le thème de la démocratie est devenu un enjeu central durant les années 1990, toutes tendances confondues. « Il n'y a pas si longtemps, lorsqu'on parlait de changement social en Amérique latine, c'est de révolution dont il était question » (Favreau p. 423). Dorénavant, la reconquête des droits fondamentaux occupe les énergies déployées par les mouvements sociaux.

L'hyperinflation, la lutte contre le terrorisme et l'approche clientéliste<sup>13</sup> du régime militaire de Fujimori affectent considérablement l'action des mouvements sociaux. À titre d'exemple,

---

<sup>11</sup> Selon Bruno Revesz (2000), l'histoire, la culture et les modalités de recrutement dans l'administration n'ont pas préparé l'Amérique latine et le Pérou à ce changement majeur. La prédominance économique de Lima et l'ampleur du centralisme politique, accentuées par les flux migratoires et l'énorme diversité qui caractérise l'espace péruvien font partie des enjeux qui expliquent l'échec de la décentralisation.

<sup>12</sup> La mise sur pied de comités de santé dans des quartiers comme Villa El Salvador à Lima constitue un cas exemplaire de prise en charge par la communauté.

<sup>13</sup> Sous le régime de Fujimori, la coopération internationale a été gérée sans transparence et subordonnée aux intérêts électoralistes du parti politique. Ces pratiques de corruption ont eu pour conséquence de faire perdre aux agences internationales toute confiance envers les entités nationales publiques et privées (Valderrama, 2002).

le Pérou est le seul pays qui se voit refuser la marge de crédit de la Banque interaméricaine de développement (BID) pour la promotion du développement technologique.

L'aversion qu'éprouve Fujimori envers les ONG, à cause de leur vocation pour la démocratie et leur défense des libertés des citoyens et des droits humains, provoque l'exode ou la clandestinité de plusieurs activistes, dont certains, notamment des féministes connues, seront assassinés dans la foulée de la lutte contre le terrorisme. Résultat : les organisations communautaires sont en déroute, laissées à elles-mêmes et désorganisées.

Ces changements provoquent de profonds questionnements au sein des mouvements sociaux, qui sont à la recherche de nouvelles avenues pour transformer la société dont les enjeux se dessinent à l'échelle de la planète. C'est l'ère des grandes conférences internationales : droits humains (Vienne), population (Caire), femmes (Beijing), environnement (Rio) et la montée des nouveaux réseaux d'information et de solidarité internationale. C'est l'époque du : *Think globally, act locally*. Ces forums constituent des instruments pour vaincre l'exclusion en donnant une licence aux mouvements sociaux qui font pression sur les gouvernements nationaux.

Mais le développement de relations transnationales dans les mouvements sociaux latino-américains a commencé avec la répression, durant les années 1970 (Mato, 2000, p. 349), lorsqu'ils ont compris que leurs problèmes avaient des sources au niveau global (FMI, etc.). En ce sens, ils détiennent une large expérience de réseautage, que l'avènement des technologies n'a fait qu'accentuer.

#### 1.2.7 Vers une nouvelle révolution ?

Les approches adoptées par les mouvements sociaux se sont transformées pour s'orienter davantage vers la reconquête de la démocratie et la « re-construction d'une société civile ». Le mythe de la gauche révolutionnaire cède le pas à celui de la globalisation. Mais est-il disparu pour autant ? En soutenant les mouvements revendicateurs du droit à la terre qui émergent, les ONG s'attirent les foudres et certains les associent même aux mouvements terroristes sans

discernement. Dans les démocraties nouvelles et fragiles de l'Amérique latine, les mouvements sociaux sont tolérés, mais ils dérangent. Ceci n'est toutefois pas nouveau.

#### 1.2.8 Des acteurs qui dérangent

Jusqu'à la fin des années 1960, les groupes d'intérêts sont considérés de manière plutôt négative car ils constituent une « intermédiatisation » de la volonté populaire. Reposant sur des règles et conventions plus floues à leur naissance, ces formes d'organisations dérangent.

Ce qui distingue les mouvements sociaux des groupes d'intérêt, c'est qu'ils se trouvent du « mauvais côté » des rapports de force et qu'ils constituent en ce sens une « minorité »<sup>14</sup>. C'est ce qui explique que les mouvements sociaux ont besoin de publicité plus « tapageuse ».

La position structurelle des acteurs sociaux est effectivement déterminante quant au choix des arènes dans lesquelles ils passent à l'action. Bien que les citoyens et les organisations qui mènent une action concertée puissent utiliser des arènes telles que les médias, les tribunaux, le Parlement ou les élections, les mouvements sociaux se distinguent principalement par le fait qu'ils se retrouvent souvent dans des espaces publics non-institutionnalisés (les grèves, les manifestations, les boycottages, les campagnes d'opinion).

Dans ces espaces de lutte, les actions sont jugées comme étant moins organisées, voire improvisées.

Cela renforce le préjugé — encore tenace — selon lequel les mouvements sociaux sont finalement suspects, sinon illégitimes, alors que les partis politiques incarnent des acteurs politiques qui assurent de manière plus conforme et démocratique la représentation des intérêts<sup>15</sup>.

---

<sup>14</sup> Rappelons que le concept de minorité active, central à cette thèse, est caractérisé par : l'asymétrie dans les relations de pouvoir; la non-institutionnalisation de leur organisation; les actions d'éclats pour attirer l'attention de l'opinion publique, qui constitue un appui à leurs revendications et; la nature militante des individus qui participent à la dénonciation ou au projet alternatif.

<sup>15</sup> Sébastien Despelteau, *Le Devoir*, 20 juin 2006. L'auteur est sociologue et répond aux charges contre les mouvements sociaux accusés de « paralyser le Québec », dans la foulée du mouvement d'opposition à la construction d'un casino dans un quartier défavorisé et de la privatisation d'un parc national (Mont Orford).

Les mouvements sociaux sont en général formés d'individus, des militants, se regroupant de manière plus ou moins ponctuelle pour alerter l'opinion publique. Ceux-ci ont besoin d'organisations capables de légiférer, d'établir des politiques et de mettre en place des programmes pour assurer, par exemple, la protection de l'environnement, sans quoi leurs revendications n'auraient plus de sens. Ceci est encore plus vrai lorsqu'il s'agit d'enjeux mondiaux. Les mouvements populaires et les secteurs défavorisés travaillent donc en étroite collaboration avec les ONG.

### 1.3 L'apparition des ONG en Amérique latine

Les ONG de développement (différentes des ONG d'urgence) se dédient, dans une perspective professionnelle et institutionnelle, à la mise en place de programmes de développement et d'un travail d'analyse et de réflexion sur le changement social. Elles se définissent tant par leurs interventions auprès des populations que par les rapports problématiques qu'elles ont avec l'État et par les relations qu'elles entretiennent avec les agences internationales avec qui elles sont en réseau.

Émergeant dans le cadre de la construction de l'ONU, dans le contexte d'après-guerre<sup>16</sup>, la majorité de ces institutions combinent dans leurs programmes des actions de formation technique, d'appui aux organisations (renforcement institutionnel), de recherche et de formation permanente. De familles idéologiques et de tailles différentes, les ONG ont des bases territoriales diverses (local, régional, national).

Marcel Merle (1982, in Hurtado, p. 46) définit les ONG comme « tout regroupement, association ou mouvement constitué de façon durable par des particuliers appartenant à différents pays en vue de la poursuite d'objectifs non lucratifs ». Cette définition ne prend pas en compte le caractère territorial de ce type d'organisation. Cependant, le critère d'internationalité représente une référence historique, juridique et sociologique importante.

---

<sup>16</sup> L'ONU, par l'intermédiaire de ses différents organismes affiliés (UNESCO, UNICEF, OMS), sert de tremplin à des projets de développement communautaire dans plus de vingt-cinq pays du Tiers Monde au cours de la décennie 1950. La percée du développement communautaire comme champ reconnu de pratique renvoie également à l'émergence à l'échelle internationale du concept de développement issu du contexte de la fin du colonialisme (Favreau, p. 379).

L'acronyme ONG a effectivement été admis officiellement en 1945 dans l'article 71 de l'Acte de constitution des Nations Unies. Dans le contexte du Tiers Monde, ce type d'organisation est communément identifié à la notion de développement.

Le Conseil économique et social peut prendre toutes les dispositions utiles pour consulter les organisations non gouvernementales (ONG) qui s'occupent des questions relevant de sa compétence. Ces dispositions peuvent s'appliquer à des organisations internationales et, s'il y a lieu, à des organisations nationales après consultation du membre intéressé de l'organisation<sup>17</sup>.

Cette identité internationale est renforcée par la formation de communautés internationales qui agissent sur l'agenda des ONG et structurent le discours sur le développement.

### 1.3.1 « Communautés internationales »

Dans la foulée de l'ère du développement et de la globalisation, de nouveaux réseaux composent des « communautés internationales ». Ces communautés, qui se créent lors des rencontres transnationales, véhiculent de nouvelles représentations comme celle du renforcement de la société civile. Le jargon d'initiés employé par ces communautés structure et oriente l'action des mouvements sociaux. Selon Mato, l'apparition d'un nombre croissant d'agents globaux (organisations à vocation internationale), la multiplication des rencontres transnationales et l'utilisation des nouvelles technologies de l'information a contribué à la promotion de thèmes largement partagés.

Les agents globaux décident de la composition de ces réseaux en fonction de leur cadre de référence, et déterminent les priorités et les schémas de représentation sur lesquels baser leurs négociations. Il ne faut voir aucune conspiration dans l'existence et l'importance de ces réseaux et de ces organisations globales, et il serait également simpliste d'affirmer avec *a priori* que ces agents globaux imposent leurs idées. [...] Cela montre l'importance des relations transnationales entre les agents locaux, ainsi que les bases sur lesquelles se fondent les agents globaux pour construire leurs idées (traduction libre de l'ang.)<sup>i</sup> (Mato, 1997).

---

<sup>17</sup> La Charte des Nations unies et le statut de la Cour internationale de justice, publié par le Service de l'information des Nations unies, NU, 1979, p. 38.

### 1.3.2 Les agences internationales et les ONG

La réalité plurielle des ONG n'est pas reflétée dans la définition qu'en donnent les agences internationales et ne correspond pas toujours à leur action, même si elles portent le titre d'organisations non gouvernementales. Il est difficile de concevoir que la Fondation Rockefeller, la Croix-Rouge et Oxfam font partie de la même catégorie. De fait, l'évolution de la sémantique à propos des ONG traduit leurs relations historiques avec le monde de la coopération internationale.

Dans certains milieux spécialisés comme la Banque mondiale, le Fond monétaire international (FMI) ou l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), la tendance à restreindre l'usage du terme ONG au profit de OING (Organisations internationales non gouvernementales) est fréquente. Cette non-reconnaissance des ONG nationales serait due au fait que certaines se sont transformées en véritables groupes de pression dans des domaines comme la défense des droits humains ou la protection de l'environnement (Ghils, 1992, in Hurtado, p. 47).

Pour l'OCDE, le Comité d'aide au développement des années 1980 avait manifesté de l'intérêt pour « l'importance croissante des ONG dans la difficile réalisation du développement économique et social des pays les plus dépourvus de perspective à long terme » (OCDE, 1988, in Hurtado, p. 47). Pour cet organisme, les ONG sont définies comme des interlocuteurs, des agences privées qui financent, exécutent et soutiennent des activités d'aide au développement dans des pays du Tiers Monde.

Une ONG est, selon l'OCDE, une agence bénévole créée par un groupe de citoyens privés, soutenue par des contributions volontaires pour réaliser des activités à caractère philanthropique (OCDE, 1983). De fait, les ONG du Sud exécutent des projets qu'elles ont conçus et qui sont financés par les contributions volontaires canalisées par des agences spécialisées situées dans les pays de l'hémisphère nord en particulier.

La Banque mondiale a, pour sa part, une vision limitée du type d'ONG qui opère dans les pays du Tiers Monde.



Une variété de groupes et d'institutions qui sont majoritairement ou totalement indépendants du gouvernement et qui se caractérisent principalement par leurs objectifs humanitaires et de coopération au lieu de commerciale. La Banque mondiale reconnaît la nature des ONG comme des organisations privées, qui poursuivent des activités pour diminuer la souffrance et promouvoir les intérêts des pauvres, protéger l'environnement ou générer le développement de la communauté (traduction libre de l'esp.) (Cernea, 1989, in Hurtado, p. 48).

### 1.3.3 Identité partagée par les ONG latino-américaines

Deux des caractéristiques mentionnées par les agences internationales sont représentatives des ONG latino-américaines, soit : l'indépendance envers les gouvernements et la prestation de services aux secteurs populaires sans but lucratif. Cependant, les ONG latino-américaines perçoivent leur rôle de manière beaucoup plus spécifique incluant les dimensions sociales, politiques et culturelles et une attitude face au changement social « qu'elles cristallisent à l'intérieur du contexte historique spécifique d'une société » (Hurtado, p. 49).

Bien qu'elles montrent de grandes différences entre elles, il existe une identité partagée au sein des ONG latino-américaines qui sont nées durant les années 1970. Elles partagent des valeurs et des convictions et soutiennent que « ni le développement, ni le changement social, ni la coexistence démocratique ne peuvent être le fruit d'une action volontariste et verticale de l'État ou le résultat des seules forces du marché » (traduction libre) (Hurtado, p. 49). Elles appuient les initiatives des organisations populaires afin d'augmenter leur capacité de gestion autonome et densifier le tissu social.

En 1987, 25 ONG latino-américaines ont déclaré : « Nous nous définissons par quelques caractéristiques de base : contribuer au développement du mouvement populaire et au changement des sociétés latino-américaines; agir selon une perspective institutionnelle, professionnelle, sans compromis politiques de partis; combiner les activités de promotion du développement avec des activités de réflexion » (traduction libre de l'esp.) (Velarde, 1992, in Hurtado, p. 49).

### 1.3.4 Autonomie politique des ONG et rôle par rapport à l'État

Malgré leur indépendance vis-à-vis des partis, les ONG sont « imprégnées par la politique » (Hurtado). Leur lien avec les partis de gauche vient des préoccupations et intérêts communs pour les changements économiques et politiques attendus et pour leur appui aux mouvements sociaux et aux diverses formes d'organisation populaire. La prise du pouvoir par la gauche a toujours été présentée comme avenue possible menant au changement social.

Selon le Brésilien Rubem César Fernandes (in Hurtado, p. 50), les ONG se trouvent au centre des trois pôles que constituent les universités, l'Église et les partis politiques. Elles assument ainsi, de manière critique, certains des savoir-faire et des valeurs de ces référents institutionnels.

Si l'appartenance plus ou moins marquée des acteurs sociaux envers les partis politiques anime les débats concernant leur autonomie, la question du désengagement de l'État fait également partie des enjeux qui représentent des défis de taille pour les ONG.

Les ONG se définissent comme des acteurs sociaux de la société civile qui travaillent entre autres à la construction de sociétés démocratiques ou dénoncent simplement son absence, mais, selon de Souza, « elles ne peuvent se substituer aux États, ni réparer les conséquences sociales du développement capitaliste, ni apprivoiser les libres forces du marché » (traduction libre)<sup>ii</sup> (Herbert de Souza, 1992, in Hurtado, p. 64).

Le désengagement de l'État, et la confusion des rôles qu'il suscite, augmente la pression sur les ONG (comme sur les gouvernements municipaux) qui disposent manifestement de moyens dérisoires pour y répondre.

### 1.3.5 Efficience des ONG

Devant l'ampleur des problèmes sociaux, les ONG rencontrent à la fois des problèmes d'autonomie financière et d'efficience. Malgré le fait qu'elles possèdent la capacité d'opérer



à faibles coûts et de favoriser la participation locale tout en innovant, certaines faiblesses persistent au niveau de la durabilité de leur action<sup>18</sup>.

Les projets promus peuvent rarement se poursuivre sans le maintien d'une aide externe et sont difficiles à reproduire, le personnel intervenant étant la clé du succès. Par ailleurs, l'autonomie des ONG met un frein aux sources potentielles de financement provenant de groupes d'intérêts, de l'État et des partis politiques. Mais le seul fait d'être sans but lucratif et de travailler avec les secteurs les plus pauvres de la société fait obstacle à tout espoir réaliste d'être totalement indépendant de l'aide externe.

Finalement, les ONG sont sans cesse confrontées au dilemme opposant institutionnalisation et pouvoir d'influence (rapport de force). Le mouvement féministe, tout comme les autres mouvements sociaux, est tiraillé par ces tensions. Sa pluralité illustre à elle seule les différents courants sociaux et les défis que l'ensemble des mouvements sociaux rencontrent dans leurs rapports avec l'État et leur quête d'autonomie, d'influence et d'efficience.

#### 1.4 Le mouvement féministe en Amérique latine

Durant des années, les ONG qui travaillaient dans des communautés où opéraient des régimes militaires, comme au Pérou, ont tenté d'inciter la démocratisation sociale tout en réfléchissant sur la théorie et la pratique de la démocratie. Les féministes péruviennes s'inscrivaient tout à fait dans ce mouvement en marquant une rupture paradigmatique avec la culture politique autoritaire et exclusive des femmes et autres acteurs hégémoniques.

Elles se sont illustrées comme partie prenante d'un des mouvements subversifs les plus significatifs du XX<sup>e</sup> siècle (Vargas, 2004), d'une part en confrontant les autorités ecclésiastiques de l'Église catholique sur des questions de santé reproductive et, d'autre part,

---

<sup>18</sup> Une dimension qualitative importante et congruente du travail accompli de manière efficiente par les ONG est le domaine de la documentation, de l'information et de la communication. Les programmes de radio, les séminaires et les recherches sociales, les centres de documentation, les banques de données, les services de communication électroniques et les archives de vidéos constituent la charnière entre les actions stratégiques et le savoir.

en présentant une interprétation sociale radicalement différente pour expliquer les phénomènes d'aliénation qu'elles subissaient.

À la fin des années 1970, le mouvement féministe péruvien commence à exprimer les différentes formes d'oppression, de subordination et d'exclusion que les femmes subissent. Les féministes ont introduit non seulement de nouvelles catégories d'analyse, mais aussi de nouvelles visibilités et un langage complètement nouveau dans la sphère sociale par la « politisation du privé » : violence domestique, abus sexuel, viol dans le mariage, féminisation de la pauvreté. Mais surtout, elles ont eu une réelle influence sur les politiques sociales du pays.

En ce sens, les femmes ont construit de nouvelles propositions politiques, mais également de nouvelles identités pour elles-mêmes. Cette double militance pour se libérer de l'autorité d'État et dans la vie privée est caractéristique des féminismes latino-américains. La lutte des femmes a été amalgamée à la récupération de la démocratie d'où le slogan *democratia en el pais y en la casa* (démocratie dans le pays et à la maison).

#### 1.4.1 Identité féministe et marginalité

Les féministes au Pérou se sont d'abord orientées vers la solidarité de classe, notamment avec les ouvriers, les miniers et les professeurs. Elles étaient perçues comme des héroïnes, souvent au front de toutes les luttes. Quand elles ont commencé à tracer leur propre agenda, elles se sont attirées les foudres et ont été exclues des mouvements sociaux traditionnels et expulsées des partis politiques. Ce virage drastique a marqué leur histoire car elles ont dû forger leurs propres espaces collectifs et construire leur propre discours (Vargas, 2004, p. 17).

Puis, le mouvement a pris de la maturité. D'abord constitué de deux courants (les professionnelles des questions de femmes et les militantes des mouvements en formation durant les années 1980), le mouvement s'est consolidé durant les années 1990 et s'est institutionnalisé.

Si les années 1980 ont servi à faire reconnaître le « droit d'avoir des droits », la décennie suivante a permis une reconnaissance par l'État des revendications des femmes. Mais des défis de taille allaient se présenter aux féministes, qui ont dû revoir leurs stratégies et réfléchir, de manière critique, à certains fondements de leurs revendications dans leur lutte pour la démocratie et l'égalité.

#### 1.4.2 Femmes et démocratie

Paradoxalement, c'est le gouvernement autoritaire de Fujimori qui a ouvert la voie à toutes les politiques en faveur de l'égalité des sexes<sup>19</sup>, mais les changements attendus ne se sont pas réalisés, ce qui a placé les féministes face à des enjeux complexes.

Le gouvernement de Fujimori a été celui qui a accordé le plus grand nombre de droits aux femmes, créant un conflit entre démocratie et gouvernement autoritaire dictatorial. Dans ces conditions d'égalité formelles et l'absence d'espace démocratique pour l'exercer, nous avons appris qu'il n'était pas certain que citoyenneté et démocratie soient des processus simultanés ni que les droits politiques des femmes soient garants de la démocratie (traduction libre)<sup>iii</sup> (Vargas, p. 21).

La tension entre néolibéralisme et démocratie a fini par réduire considérablement la démocratie réellement existante pendant que les droits formels à l'égalité avançaient, ce qui a mis en évidence que l'obtention de ces droits n'entraînaient pas nécessairement l'élargissement des espaces démocratiques comme le croyaient les féministes.

Au Pérou, la démocratie a commencé à prendre un nouveau sens durant les années 1990. Un renversement dans la construction du slogan des années 1980 traduit un virage dans l'orientation politique du mouvement de lutte féministe. Ce slogan, qui était : « ce qui n'est pas bon pour les femmes n'est pas bon pour la démocratie » se transforme en : « Ce qui n'est pas bon pour la démocratie, n'est pas bon pour les femmes ». L'échec démocratique a suscité

---

<sup>19</sup> Durant les années précédant la IV Conférence mondiale de la femme à Beijing (1995), le gouvernement de Fujimori a commencé à entendre les demandes des femmes péruviennes qui coïncidaient avec des programmes financés par les Nations unies et quelques organismes multilatéraux et bilatéraux de coopération (Flora Tristan, 2004, p. 51).

une préoccupation face aux enjeux liés aux processus de la construction des droits<sup>20</sup> et une méfiance par rapport aux discours officiels. Parallèlement à ces remises en question, les années 1990 ont également donné lieu à des débats internes concernant le discours féministe lui-même.

#### 1.4.3 Égalité et diversité

La question de l'égalité a fait l'objet de plusieurs critiques et autocritiques. Les féministes, qui faisaient la promotion de l'égalité, ont pris conscience du caractère simpliste de la conception politique soutenant leur projet. Leila Gonzalez, une féministe noire, a même taxé le féminisme de raciste par omission. Les féministes constatent que leur approche peut effectivement être très exclusive, notamment auprès des jeunes féministes, car elle ne possède pas de canaux pour inclure la multiplicité des discours ni les nouveaux discours<sup>21</sup>.

De ce point de vue, l'égalité ne peut être la seule voie d'émancipation sociale car elle cache l'immense diversité de classe, d'ethnie, d'orientation sexuelle et de génération. Cette prise de conscience que l'égalité n'est possible que si elle reconnaît et respecte la différence marque un changement au sein du mouvement féministe. L'égalité représente toujours le véhicule de la justice, alors que la protection de la différence devient « un acte de liberté ».

Nous avons le droit d'être égales à chaque fois que la différence nous opprime : nous avons le droit d'être différentes quand l'égalité nous occulte, nous rend invisibles (traduction libre)<sup>iv</sup> (De Souza Santos, 2004, p. 23).

La complexification de la notion d'égalité jouera un rôle crucial dans les nouvelles expressions féministes et donnera de la visibilité à d'autres expériences de vie : lesbiennes,

---

<sup>20</sup> L'approche constructiviste est très présente dans les théories féministes, particulièrement en ce qui a trait à l'importance du langage dans la construction sociale de la réalité (Berger et Luckman, 1979, in Pinzás, 2001). Un des fondements du féminisme est que les processus de construction identitaires sont des produits de la socialisation, donc le fait d'être femme tient davantage du social que du biologique et peut donc être modifié par des apprentissages culturels. L'appartenance à un genre est marquée par la culture d'appartenance et les relations sociales et s'inscrit donc dans des relations de pouvoir déterminant l'identité (Scott, 1988, in Pinzás, 2001)

<sup>21</sup> Cette forme de repli est une caractéristique des mouvements sociaux qui doivent faire face aux discours dominants et qui se ferment par mesure de protection.

indigènes, noires, etc. L'ouverture à la situation des femmes des régions andines et de l'Amazonie remplace la vision eurocentrique qui prévalait (Villanueva, 2004, p. 53).

#### 1.4.4 À la croisée des chemins

Au cours des années 1990 et 2000, le nouveau féminisme sort des domaines spécifiques et traditionnels avec des thèmes comme la globalisation, la diversité culturelle, l'environnement et la transformation réelle des mentalités. Ces nouvelles orientations élargissent le spectre des actions de luttes antiracistes, de justice économique, de droit à l'avortement, etc.

Le mouvement féministe péruvien a évolué en fonction des contextes. Au fur et à mesure que le mouvement s'institutionnalise et « s'ONGise » durant les années 1990, et atteint un certain niveau d'influence auprès de l'État, les dimensions contre-culturelles, qui avaient été fondamentales pour le féminisme, s'estompent produisant une certaine « professionnalisation » alors qu'un courant du féminisme favorise un retour vers des approches plus populaires et radicales. Les tensions entre les groupes féministes autonomes et les groupes institutionnalisés sont symptomatiques des nouveaux défis posés par la dictature.

De toute évidence, ces deux politiques qui se confrontent de façon brutale à l'intérieur du mouvement féministe ne sont pas uniques et le débat est complexe au moment où les nouveaux autoritarismes ferment toute communication (traduction libre de l'esp. )<sup>v</sup> (Ungo, 1998, in Flora Tristan, 2004, p. 23).

Devant le scandale du non-respect des engagements des gouvernements à la suite de la conférence de Beijing, on se questionne sur la pertinence de revenir aux stratégies plus subversives des décennies antérieures. Pour les mouvements contestataires comme le féminisme, la lutte pour une société démocratique ne passe pas uniquement par l'adoption de lois mais aussi par des stratégies de changement culturel pour transformer le sens commun des sociétés et la culture politique autoritaire. Les féministes sont partagées entre la conquête des possibles droits politiques formels et le désirable (transformation des conditions socio-économiques et l'application de politiques culturelles leur permettant de récupérer leur identité).

Les mouvements sociaux, et entre autres le féminisme, ne sont pas déconnectés des transformations de l'époque ni des contradictions, carences et sensibilités sociales. Ils ne sont pas appelés à disparaître malgré les tensions qui continuent de les animer. Les changements de climat politique, économique, culturel et social correspondent aux démarches qu'ils initient pour y répondre. Mais une des situations les plus problématiques demeure sans contredit l'asymétrie dans les relations internationales et les inégalités perpétuées par leur action structurante, qui engage les ONG à travers l'aide au développement.

### 1.5 L'aide au développement

Les organisations paysannes, les syndicats d'ouvriers et les formations politiques de gauche constituant les mouvements sociaux latino-américains existaient avant l'arrivée d'ONG du Nord ou l'émergence d'ONG nationales (Favreau, p. 382). Mais sans le soutien des agences de coopération et des ONG du Nord, les ONG latino-américaines n'existeraient pas (Hurtado, 1995). Quelle est la logique et l'impact de l'aide au développement? De quelle marge d'autonomie les ONG nationales et locales disposent-elles? Enfin, à qui profite l'aide au développement? Les tendances et les critiques de l'aide publique et privée au développement apportent un éclairage à ces questions.

#### 1.5.1 Indépendance relative des ONG

Contrairement à la coopération bilatérale, les partenaires nationaux n'ont pas exigé initialement que les ONG bénéficiaires remplissent certaines conditions normatives déterminées (politiques et économiques). Un contrôle comptable très strict des fonds versés est toutefois exercé sans que celles-ci ne soient obligées par les donateurs d'embaucher du personnel en particulier ou de s'approvisionner selon des critères établis (Insulza, 1992, in Hurtado, 1995, p. 59).

Cependant, les organismes du Tiers Monde subissent de plus en plus d'interférences affectant leur indépendance (Hurtado, 1995). Selon l'auteur, deux facteurs expliquent cette tendance : les changements dans la perception du développement et les restrictions budgétaires imposées.

La perte des utopies des années 1970 est notable chez les pays du Nord. La tendance à limiter les ressources économiques disponibles pour la coopération et à centrer sur leurs besoins propres réduit considérablement le pouvoir d'action des ONG (traduction libre de l'esp.) (in Hurtado, pp. 60-61)<sup>22</sup>.

Au Pérou, le phénomène de restriction budgétaire a été accéléré par la crise qu'a connue la coopération durant la dictature de Fujimori dans les années 1990, entraînant le retrait d'agences d'aide au développement.

### 1.5.2 Des résultats mitigés

Durant les années 1970, la participation populaire est présentée comme alternative à une conception du développement de plus en plus questionnée. Jusqu'à cette époque, deux voies traçaient l'aide au développement : 1) les grands investissements de production pour favoriser la croissance économique et 2) les programmes caritatifs d'assistance (par exemple, des dons d'excédents alimentaires).

La théorie de la dépendance et sa critique globale des processus de coopération pour le développement a eu une certaine influence sur les programmes, qui ont défini de nouvelles priorités dans le sens de la conscientisation et de l'éducation populaire (Egaña, 1987, in Hurtado, p. 60).

Après le constat d'échec des mesures d'ajustement structurels (Consensus de Washington), la pause a toutefois été brève. En 2000, on retrouve toujours à l'ordre du jour les théories d'ajustement comme solutions aux problèmes endémiques vécus dans les pays les plus pauvres.

Le discours officiel de la Banque mondiale avait commencé à prendre une distance par rapport au Consensus de Washington et aux programmes d'ajustement structurels. [...] Cependant, au cours des dernières années, le retour de la Banque mondiale à des idées néolibérales plus orthodoxes est clair. [...] Dans le cas de l'Amérique latine, le poids des vieux courants néolibéraux se reflète dans des rapports récents de la Banque mondiale. [...] On défend à nouveau les recettes d'ajustements structurels et la croissance économique comme base de la stabilité financière et du développement social, et la référence à l'importance de l'institution démocratique et des cadres intégrés de développement disparaît (traduction libre de l'esp.) (Garay, 2001).

---

<sup>22</sup> Charles Condamines, *Le grand bazar de la charité*, Le monde diplomatique, Paris, 1986, pp. 20-21, in Hurtado.

Malgré la hausse du PIB par habitant, la pauvreté a poursuivi son ascension en Amérique latine. Ceci n'a pas modifié la manière de concevoir les programmes d'aide. On questionne plutôt l'efficacité des agences d'exécution sans revoir la structure et surtout les moyens et stratégies déployés pour faire face à ce problème. Le manque de volonté politique est de plus en plus flagrant et, selon Sachs (2001), les intérêts géopolitiques et commerciaux prédominent.

L'économiste nord-américain affirme que les politiques d'aide externe des États-Unis (principale source de l'aide au développement en Amérique latine) et des organisations multilatérales sont incohérentes et surtout nettement insuffisantes, comme le démontre l'écart entre la pratique et les objectifs énoncés de lutte contre la pauvreté<sup>23</sup>. Après cinquante ans d'aide au développement et trente ans de rhétorique pour l'association paritaire Nord-Sud, la moitié de la population mondiale vit avec moins de deux dollars par jour. L'aide au développement ne s'attaque pas sérieusement à la source du problème, qui vient des règles commerciales inévitables à l'échelle de la planète<sup>24</sup>.

Les plus grandes puissances (États-Unis en tête) n'osent pas affronter les lobbys protectionnistes américains et européens qui causent la paralysie économique dans les pays pauvres et restreignent leur accès aux bénéfices de la globalisation. Les pays les plus pauvres se voient imposer des recettes de l'extérieur, qui court-circuitent l'économie et minent la démocratie locale, selon Sachs.

En fait, partout depuis son industrialisation, l'aide s'est montrée incapable de modifier la situation des populations les plus pauvres. [...] En définitive, l'aide sert des intérêts commerciaux, et plus encore, stratégiques et politiques des pays industrialisés. Afin de maintenir et d'étendre leur influence, l'aide est, après tout, l'instrument le moins coûteux. Elle aggrave l'endettement des pays pauvres, et accule un nombre croissant d'entre eux à ne plus pouvoir envisager comme perspective qu'un endettement chronique (Holly, 1984, p. 31).

---

<sup>23</sup> Alors qu'en Asie la pauvreté diminue, en Amérique latine l'extrême pauvreté (moins de un dollar par jour) augmente et la proportion de la population sous le seuil de pauvreté reste inchangée. Données de la Banque mondiale, in *Mito y realidad de la Ayuda Externa : America Latina al 2001*, Lima, 2001, p. 16.

<sup>24</sup> Synthèse du rapport « The reality of Aid 2000-2001 », in *Mito y realidad de la Ayuda Externa : América Latina al 2001*. p. 17.



Selon cette perspective, l'aide au développement provoque ainsi l'effet contraire à celui qui est souhaité et se solde par l'endettement chronique des pays pauvres. « L'endettement des pays en développement est l'expression la plus évidente de leur pauvreté et il ne peut y avoir de stratégie efficace de lutte contre le sous-développement sans des mesures cohérentes d'effacement de la dette », déplorent les ONG québécoises<sup>25</sup>.

La Banque mondiale et les organismes de l'État se trouvent dans une perspective utilitariste. Au lieu de favoriser l'implantation de programmes qui viseraient un développement « durable », c'est-à-dire qui viseraient à la fois la subsistance, l'organisation, l'éducation et la création de revenus, certains sont d'avis que les ONG devraient axer leur intervention essentiellement vers la satisfaction des besoins de base des plus pauvres. Cette tendance a pour conséquence la restriction des activités centrées sur l'opinion publique de même que le questionnement des politiques causant l'exclusion et le travail de recherche et d'information en sciences sociales.

En résumé, les résultats obtenus par les programmes de développement demeurent mitigés dans l'ensemble. Les restructurations de la coopération à la suite de la désorganisation de l'époque Fujimoriste a donné plus de cohérence à la coopération péruvienne, qui est mieux structurée, et réunit des professionnels mieux formés. Cependant, et malgré les progrès économiques qu'a connus le pays, les problèmes comme la pauvreté restent pratiquement inchangés.

L'impact des mouvements sociaux au niveau national est toutefois bien réel. Leurs alliances avec les agents globaux leur a permis d'accroître leur rapport de force, malgré les contraintes que cela entraîne. Récapitulons leur cheminement et les dilemmes auxquels ils sont confrontés sur le terrain pour articuler leur action à l'intérieur de l'agenda national dans la résolution des problèmes sociaux.

---

<sup>25</sup> Développement et Paix déplore que l'ACDI reste au niveau de la rhétorique et ne tire pas les conséquences opérationnelles qui s'imposent en suivant les orientations proposées par l'OCDE. L'une des cinq approches les plus efficaces pour programmer la coopération pour le développement consisterait, selon l'OCDE, à mobiliser la société civile (in *Mémoire de Développement et Paix. Consultation de l'ACDI 2001-2002*).

### 1.6 *The Backyard Revolution*<sup>26</sup>

L'effervescence des mouvements sociaux des années 1970 a été favorisée par un climat de changements culturels et de rencontres comme la Conférence des évêques catholiques de Medellín en 1968, qui a marqué un virage progressiste de l'Église par la théologie de la libération, et aussi par la théorie de la dépendance. Cette conjoncture leur permet de proposer des alternatives aux modèles de développement qui sont de plus en plus questionnés.

S'étant renforcés durant cette période, les mouvements populaires péruviens sont demeurés actifs en faisant pression pour que les libertés des citoyens soient respectées et qu'un État de droit soit rétabli, ce qui fut fait en 1980.

La crise inflationniste et le terrorisme ont marqué le règne de la gauche, qui a été délogée par un coup d'État. Le retour à la démocratie, après la dictature de Fujimori, fut caractérisé par un contexte de réorganisation générale, tant de l'État (décentralisation) que des mouvements sociaux (coopération). Grâce au soutien de l'aide internationale, les ONG latino-américaines se sont consolidées de manière à pouvoir articuler leurs revendications en propositions politiques.

Pendant que les groupes sociaux « s'ONGisent » et se professionnalisent, des questionnements idéologiques, méthodologiques et stratégiques surgissent. Les liens entre éducation et changement social, droits de démocratie et égalité et diversité provoquent des remises en question du paradigme néo-marxiste et religieux qui prévalait.

L'approche conscientisante, développée dans les années 1970, est une méthode qui a eu une influence majeure sur la pratique et la théorie dans le domaine de l'intervention sociale. La critique de cette approche démontre que la prise de conscience de la réalité d'oppression et de ses mécanismes ne suffit pas à apporter le changement social. On prend conscience de l'importance de l'influence de la structure politique et économique, tant locale qu'internationale, sur les problèmes sociaux, d'où l'importance de s'engager dans la

---

<sup>26</sup> L'expression « *Backyard Revolution* » vient de Harry C. Boyte (1990).

construction d'une véritable société civile par des mesures de renforcement organisationnel et par la mise en place de structures d'information efficaces.

En même temps, l'expérience féministe au Pérou démontre que l'action des mouvements sociaux doit être prise en compte dans son contexte propre et appréciée en fonction des défis rencontrés au gré des changements politiques, économiques et sociaux. Le mouvement féministe demeure en processus de transformation. Ces transformations se produisent en fonction des conjonctures et d'autres types d'articulation exprimant des discriminations qui vont au-delà des particularités des femmes. Le mouvement des femmes soulève des préoccupations plus larges, comme la construction de la démocratie, le respect de la diversité et la nécessité de provoquer des changements culturels.

La reconnaissance que les ONG obtiennent dans leur lutte pour la démocratie, la pauvreté ou l'égalité des sexes, n'est pas garante de changement et n'est pas soutenue par des budgets de réalisation conséquents, puisque l'État dépend largement de l'aide au développement pour mettre en place des politiques sociales, et que la priorité des fonds disponibles par les agences de coopération internationale demeure à l'urgence. Courtisées par le Nord, les ONG développent leur réseau international, ce qui court-circuite les relations avec les alliés naturels.

La nouvelle dynamique des relations internationales questionne à nouveau l'autonomie des ONG locales qui était déjà limitée par les contraintes financières et les contingences de l'aide au développement. Engagées dans un réseau d'influence au sein d'une « communauté d'idée » à l'échelle planétaire, qui structure le discours par rapport au développement, les ONG tentent de tirer leur épingle du jeu.

À l'ère de la globalisation, on cherche de nouvelles façons de réaliser le changement social, alors que les problèmes demeurent aussi criants. Le combat quotidien des acteurs sociaux contre la pauvreté et la misère, l'injustice, l'oppression et l'aliénation, l'inertie, le réflexe de fatalité, etc. constitue une véritable « révolution communautaire » venant combler un vide laissé par l'État et s'inscrit dans des microrapports de force.

Les tensions internes des mouvements sociaux et les critiques qui leurs ont été adressées leur ont permis de dépasser les conceptions traditionnelles des problèmes et d'apporter des alternatives. Ils doivent aujourd'hui, plus que jamais, faire face aux contraintes de la dépendance de l'État envers les forces mondialisantes en composant avec les dynamiques structurantes de l'aide au développement.

Les phénomènes de globalisation incitent à nouveau les mouvements sociaux à se re-construire et se redéfinir, pour réagir aux nouveaux défis et aussi pour éviter d'être exclus de la « communauté globale », qui devient leur nouveau terrain de négociation. Dans ce nouveau contexte, « l'utopie communicative qui idéalise la société » (Martin-Barbero, 1998), celle des « communautés globales » (Mato), occulte l'hétérogénéité des acteurs. La diversité des acteurs sociaux doit apparaître, mais surtout permettre que les conflits qui opposent les intérêts sociaux et commerciaux soient mis au jour.

Malgré les difficultés internes et externes rencontrées, le rôle des ONG et des mouvements sociaux n'en demeure pas moins crucial. La visée de transformations sociales qu'ils font surgir fait de l'autonomie, de la démocratie, de la construction économique et sociale des communautés locales et de la défense communautaire des leviers essentiels.

Bien que leur capacité d'action demeure limitée (à cause de l'insuffisance de l'aide au développement et de la dépendance que cela crée), les ONG jouent un rôle important par leur capacité d'innovation qu'aucun autre acteur ne peut accomplir pour répondre aux besoins des collectivités et promouvoir les changements nécessaires dans les modèles de développement en Amérique latine (Guerra, 1987, p. 34, in Hurtado, p. 54). À ce titre, elles ont su ouvrir la voie à de nouvelles manières de penser le monde social, qu'il importe de mieux comprendre. Les altérités et disparités sont au cœur de la dynamique des minorités actives et du changement, provoqué par les enjeux globaux et les jeux de pouvoir à tous les niveaux.

Avant d'entamer la description du cas à l'étude, voici un portrait des acteurs sociaux de la région de Piura et un aperçu de la structure sociale de Tambogrande.

### 1.7 Acteurs sociaux de la région de Piura

Rappelons que les mouvements sociaux péruviens se sont surtout développés autour des problèmes de lutte pour la démocratie et d'urbanisation intensive touchant une majorité de la population péruvienne. Plus de 50 % des ONG se trouvent à Lima, la capitale, et très peu sont situées dans les zones les plus défavorisées du Pérou, comme la zone amazonienne.

Les ONG péruviennes se concentrent dans l'aide aux quartiers marginaux et aux paysans, dans l'aide aux femmes et aux enfants et dans le milieu syndical. Près de 30 %<sup>27</sup> des ONG péruviennes disent se spécialiser dans le développement rural. L'éducation populaire est l'une des approches privilégiées par les organismes péruviens. La formation et l'accompagnement, de même que les activités de recherche, les études de faisabilité, les recherches socioéconomiques et la systématisation d'expériences terrain, sont également des activités que font près de la moitié des ONG.

Les populations des milieux ruraux connaissent, plus que les autres, des situations d'extrême pauvreté et les acteurs sociaux de ces régions doivent composer avec les problèmes d'isolement, d'analphabétisme et de violence, qui affectent de manière spécifique les femmes.

En plus, la région de Piura est particulièrement affectée par le phénomène *El Niño*. Les préoccupations de sécurité et de prévention de désastre sont donc très présentes. Celles-ci ont des répercussions plus importantes chez les femmes et chez les jeunes et en milieu rural, comme il est démontré après dans la description du fonctionnement social et politique de Tambogrande.

---

<sup>27</sup> Au Pérou, on dénombre près de 1 000 organisations non gouvernementales nationales (ONG), auxquels s'ajoutent 50 organisations de coopération internationale (OCI).

### 1.7.1. Organisation sociale et politique de Tambogrande

Les organisations sociales les plus importantes qui œuvrent dans la ville de Tambogrande sont les *Juntas Directivas de los Asentamientos Humanos* (conseils d'administration des établissements humains) les *Juntas Vecinales* (associations de voisins) et les *Clubes Deportivos* (clubs sportifs), les *Comedores populares* (cuisines populaires) et les *Comités de Vaso de Leche*. Le programme *Vaso de Leche* (verre de lait) a été créé en 1984 par la municipalité de Lima et s'est étendu à l'échelle nationale en 1985. L'activité première du programme consiste dans la distribution de lait dans les écoles dans le but d'améliorer le niveau nutritionnel des enfants de milieux défavorisés. Géré par les municipalités, le bon fonctionnement du programme repose sur des comités locaux de mères de famille. En plus de s'occuper de la distribution du lait, ces comités sont aussi devenus des espaces de défense et de revendication des droits des femmes et des enfants. On retrouve également dans certains *caserios*<sup>28</sup> (hameaux), dont plusieurs ne bénéficient pas des programmes alimentaires, les *Clubes de madres* (clubs de mères). Ces trois dernières organisations ont été créées au cours des dernières décennies pour combattre la pauvreté et sont des lieux privilégiés de rencontre pour les femmes du district de Tambogrande. Celles-ci peuvent y cuisiner pour les gens dans le besoin. Les aliments leur sont donnés par la municipalité et elles participent à la politique municipale pour s'assurer de leur obtention.

*Ecobosque* et l'*Asociación Distrital de Mujeres de Tambogrande (ADIMTA)* (association de femmes de Tambogrande) sont des organisations plus récentes dans le paysage *tambograndino*. *Ecobosque* est une coopérative de femmes qui travaillent depuis quelques années dans la transformation de caroube. Les 16 femmes produisent notamment du miel et du café à partir du caroube. *ADMITA* est née, quant à elle, en 2003, dans le contexte du conflit avec le projet minier Manhattan grâce au soutien des femmes de Piura (*CEPRODA MINGA*). Ces dernières ont fourni de la formation sur les droits des femmes et les a aidées à s'organiser et à exprimer leurs préoccupations pour trouver des solutions. Actuellement l'association compte 500 membres des milieux rural et urbain de Tambogrande, qui se réunissent lors d'assemblées mensuelles pour des débats et des formations.

---

<sup>28</sup> Caserío est l'appellation officielle d'un village ayant entre 151 et 1 000 habitants. *Centro poblado* est le terme générique (agglomération), mais peut être traduit par hameau.

L'Église joue un rôle important dans la structure sociale. *Diaconía* et *Fe y Alegría* à Malingas organisent des formations pour les femmes de milieu rural, plus durement touchées par la pauvreté et les inégalités sociales. Les femmes de Tambogrande ont effectivement un niveau d'éducation primaire et se dédient majoritairement à la vente d'animaux qu'elles élèvent sur leurs terres et à la vente d'autres produits alimentaires et textiles en plus de réaliser les tâches domestiques et de s'occuper des enfants. Celles qui détiennent un niveau d'éducation secondaire ont parfois leur propre commerce au marché central. Quelques-unes poursuivent leurs études et deviennent souvent enseignantes dans les écoles.

En ce qui concerne les jeunes, le principal obstacle qu'ils rencontrent est le manque de ressources financières pour poursuivre des études post-secondaires à l'extérieur de Tambogrande. Cela s'ajoute au peu d'opportunités offertes dans le milieu du travail. De plus, les jeunes doivent souvent travailler, surtout en milieu rural. Les espaces qui leurs sont consacrés sont liés à l'Église : les *Grupos Catequesis Familiar* (groupe de catéchèse), les *Centros de Reflexion Loyola (CRL)* (Centres de réflexion Loyola) et la *JARC*.

La *JARC* est un regroupement de jeunes catholiques à l'échelle internationale qui est apparu à Tambogrande en 1988, par l'initiative de Sœur Magdalena (de la congrégation *Notre Dame de Namur*). La *JARC* a débuté dans Locuto et compte actuellement des jeunes provenant de dix *caserios* de la vallée de San Lorenzo et de la rive gauche. Ils organisent des ateliers de formation sur la participation citoyenne, l'assistance technique et les plans d'affaires et s'intéressent aux problématiques qui les touchent, comme l'environnement.

Les *Grupos Catequesis Familiar* de Tambogrande font partie d'un programme de l'Église dans toute l'Amérique latine. Ce programme tente d'améliorer le dialogue au sein des familles et de donner un peu plus de pouvoir aux jeunes. Plusieurs leaders ont d'ailleurs émergé de cette association et luttent pour la défense de Tambogrande. Les *CRL*, quant à eux, sont dirigés par un curé espagnol et se réunissent périodiquement pour discuter de leadership chrétien.

Du côté de l'organisation politique, les *centros poblados* (hameaux) s'organisent en *Coordinadoras de Desarrollo Local (CODELOS)* (comités de coordination du développement

local), qui regroupent une dizaine de personnes, soit des professeurs, des religieuses, des *tenientes gobernadores* (lieutenants-gouverneurs) et des responsables des programmes *Vaso de Leche*. Elles se réunissent et débattent du budget participatif et des projets prioritaires en fonction des besoins des organisations sociales. Dans quelques *caserios*, il existe des *Rondas campesinas* (milices paysannes), responsables de faire respecter l'ordre et de contrôler le vol de bétail. Dans la vallée de San Lorenzo, on dénombre 132 *caserios* qui sont dirigés par un *teniente gobernador* (lieutenant-gouverneur), élu par les habitants, qui relève lui-même du gouverneur du district (préfecture de Piura qui appartient au ministère de l'intérieur). La vallée est divisée en 8 zones qui sont dirigées par des coordonnateurs de zone.

Dans la zone de la rive gauche, l'organisation est composée, au niveau de la communauté, d'une *Junta Directiva de la Comunidad* et d'un Juge de paix. Au niveau de chaque *caserio* on retrouve un *teniente gobernador* (lieutenant-gouverneur), des délégués *comuneros* et des *Comités de Desarrollo Local (CODELOS)*. À noter que la rive gauche ne dispose pas de service policier (*Puesto policial*) car c'est le *teniente gobernador* (lieutenant-gouverneur) qui assure la représentation de l'État.

Enfin, on retrouve des organisations qui gèrent le bon fonctionnement des activités liées à l'agriculture. Il y a la *Junta de Usuarios*, formée de 7 898 usagers organisés en 15 *Comisiones de Regantes* (comités en charge de l'irrigation). Celles-ci sont responsables de la distribution de l'eau. En plus de ces deux organisations, il y a l'*Asociación de Colonos* et les *Asociaciones de Productores Agrícolas* responsables de représenter et de défendre les agriculteurs auprès des autorités gouvernementales et pour demander que des prix justes soient fixés pour leurs produits.

Les missions des organisations faisant partie de mon échantillon de recherche, et ayant jouées un rôle dans le conflit de Tambogrande, apparaissent dans l'appendice B selon les subdivisions suivantes : locale, régionale, nationale et internationale. Ces portraits constituent des repères pour la deuxième partie de la thèse, qui est consacrée à l'analyse du cas et viennent compléter les éléments contextuels fournis dans la partie I. Les contextes généraux entourant le conflit de Tambogrande liés au cas à l'étude sont présentés dans le chapitre suivant : « Description du cas ».



## CHAPITRE II

### DESCRIPTION DU CAS À L'ÉTUDE

Ce chapitre fournit des éléments contextuels permettant de mieux situer les témoignages et l'analyse sur le terrain. Il ne s'agit pas ici de décrire la situation de manière exhaustive, mais bien de tracer un portrait des contextes afin de donner des références utiles pour mieux comprendre le positionnement des acteurs.

Les informations statistiques proviennent principalement d'institutions du gouvernement péruvien comme *l'Instituto Nacional de Estadística e Informática (INEI)*, *le Ministerio de Promoción de la Mujer y del Desarrollo Humano (Promudeh)* et *le Fondo Nacional de Compensación y Desarrollo Social (FONCODES)* de même que de la Banque mondiale et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Les données fournies par le *Centro de la Mujer Peruana Flora Tristan*, une référence en matière de questions de genre et développement, servent également à éclairer les conditions spécifiques des femmes au Pérou.

Des ouvrages récents sur l'histoire de Tambogrande et du Pérou, tels que : « Tambogrande : Mangos, limones y oro. Historia de un conflicto minero ambiental », publié à Lima en 2006 par *Diaconia* et *CEAS*, qui sont des acteurs de l'Église catholique ayant appuyé la lutte, ont été utilisés pour documenter le conflit. Afin de mettre en lumière différents aspects politiques, l'Institut d'études péruviennes (IEP), de même que les travaux du politologue Bruno Revesz servent, entre autres, de référence. Concernant les contextes agraire, économique et minier de la région, plusieurs ouvrages scientifiques sont cités : « Minería metálica bajo el Niño en Piura. Injustificado riesgo para su vida y desarrollo » (Torres, 2003), publié par le *Collectif Piura Vida y Agro*, instigateur de la lutte et du mouvement de

développement durable dans la région, de même que les publications d'ONG de Lima spécialisées en questions minières et en protection de l'environnement, comme *Labor* et *CooperAcción*, notamment : « Medio ambiente, minería y sociedad : Una mirada distinta » (Balvin et Lopez, 2002) et « Construyendo un proceso de toma de decisiones frente a operaciones mineras » (Echave, 2001).

À ceux-ci s'ajoutent quelques rapports, études et articles (cités dans le texte) fournissant des informations plus précises et techniques. Je me réfère notamment au rapport de l'ONG canadienne Droits et Démocratie, qui a délégué deux personnes pour faire partie de la mission d'observation lors du référendum du 2 juin 2002 à Tambogrande, ainsi qu'à l'étude d'impact du géologue américain Robert Moran, engagé en mai 2001 par *Oxfam America*, le *Mineral Policy Center* et le *Environmental Mining Council* de Colombie Britannique pour fournir une contre-expertise à l'étude préliminaire d'impact environnemental du projet Tambogrande rendue publique par Manhattan Minerals Corp. en juillet 2000.

Le conflit entre la transnationale minière Manhattan et la population de Tambogrande a été analysé par de nombreux organismes et étudié par des groupes de recherche dont des professeurs d'économie de l'Université nationale de Piura et de l'Université de Barcelone en juillet et août 2001. Je me réfère aux articles qu'ils ont publié, dont « International Capital vs. Local Population : The Environmental Conflict of the Tambogrande Mining Project, Peru » (Muradian, Martinez-Alier et Correa, 2003). Enfin, je fais référence aux sites Internet officiels des gouvernements péruvien et canadien et de l'entreprise minière Manhattan, de même qu'à ceux des médias locaux comme étrangers ayant couvert le conflit.

Le présent chapitre est divisé en deux sections. La première donne des éléments du contexte dans lequel s'est développé le conflit qui oppose l'entreprise minière canadienne Manhattan et la population de Tambogrande. La seconde présente les principaux acteurs du conflit, leurs intérêts et leur positionnement, et les alliances qu'ils ont tissées au fil des événements.

## Section 1 : Contextes du conflit

### 2.1 Contextes socioéconomique, environnemental et politique

Des repères géographiques et historiques utiles à l'analyse du conflit sont exposés dans cette section. Les caractéristiques climatiques et environnementales de Tambogrande, ainsi que le contexte politique, ont été déterminants pour que l'agriculture se développe dans cette région. Les investissements majeurs permettant la construction d'un système d'irrigation ont permis l'essor de l'activité agricole, qui donne du travail à des milliers de personnes vivant dans un contexte de pauvreté, dans une des régions les plus peuplées du Pérou.

#### 2.1.1 Le Pérou



Figure 1 : Carte du Pérou

52,1 % de la population péruvienne totalisant 26 millions d'habitants<sup>1</sup> réside sur la côte Pacifique, où l'on retrouve les principales villes industrielles et les ports les plus importants. On retrouve ensuite, à l'Est, les chaînes de montagnes constituant la cordillère des Andes, traversant le pays du nord au sud. La région andine loge 36,9 % de la population. Enfin, la région tropicale, qui compte 11 % de la population, est composée de denses forêts amazoniennes, et se situe dans les zones frontalières avec le Brésil, l'Équateur et la Colombie. Le Pérou partage également sa frontière au sud avec la Bolivie et le Chili.

<sup>1</sup> Selon les données du recensement de 2006, 49,9 % de la population serait constituée d'hommes et 50,1 % de femmes. 29,9 % de la population totale, majoritairement constituée de jeunes de 20 à 29 ans, habite à Lima, la capitale. À noter que le recensement de 1993 est plus complet et c'est pour cela que j'y fais référence ultérieurement.

Au Pérou, un habitant sur deux se trouve sous le seuil de la pauvreté, desquels 15,6 % sont en situation d'extrême pauvreté. La population la plus défavorisée se situe en milieu rural et autour de Lima dans les bidonvilles. Selon l'INEI (*Instituto Nacional de Estadística e Informática*), les femmes du milieu rural constituent le secteur de la population avec le plus faible niveau d'éducation et se trouvent avec les taux d'analphabétisme et de mortalité les plus élevés. Se référant à l'indicateur de l'habilitation des femmes (*potenciación de género*) du PNUD de 1999, Fernandez et Trigos (2001) constatent que le Pérou est le pays d'Amérique latine qui offre le moins d'opportunités aux femmes dans les espaces formels de prise de décision, particulièrement en milieu rural, en soulignant que les gouvernements locaux constituent les lieux clés de participation des femmes (p. 51). À l'échelle nationale, 49 % de la population n'a pas accès à un système d'égout et un tiers de la population n'a pas accès à l'eau potable. Plus de 1 300 000 personnes de plus de 15 ans ne savent ni lire ni écrire, parmi lesquelles la majorité sont des femmes. Bien que situé sur la côte Pacifique, qui est plus avantagée que d'autres régions, Tambogrande reflète assez bien les conditions précaires recensées à l'échelle du Pérou.

### 2.1.2 La municipalité de Tambogrande

La municipalité (ou district) de Tambogrande est située à l'intérieur du département de Piura au nord du Pérou, à environ 100 kilomètres du port de Paita et à 45 kilomètres de la frontière avec l'Équateur. Piura est également le nom de la capitale du département situé à 75 kilomètres de la ville de Tambogrande. Piura est une région densément peuplée arrivant au deuxième rang après le département de la capitale du pays, Lima.

Tambogrande est un district rural<sup>2</sup> où vivent 73 740 personnes<sup>3</sup>. Il est composé de 151 hameaux, de deux centres urbains (Tambogrande et Cruceta) et de quatre communautés paysannes. Il existe cinq municipalités déléguées de hameaux : La Peñita, Valle de los Incas, San Martin CP3, Tejedores et Cruceta. La ville de Tambogrande, capitale du district, qui

---

<sup>2</sup> Selon le recensement de 1993 (INEI), 64 % de la population du district vit dans la région rurale et a moins de 24 ans.

<sup>3</sup> Données tirées du livre *Tambogrande : Mangos, limones y oro. Historia de un conflicto minero ambiental*, publié par Diaconia et CEAS en 2006.

constitue un des principaux sites ciblés par Manhattan, regroupe à elle seule 16 000 habitants, la plupart métis.

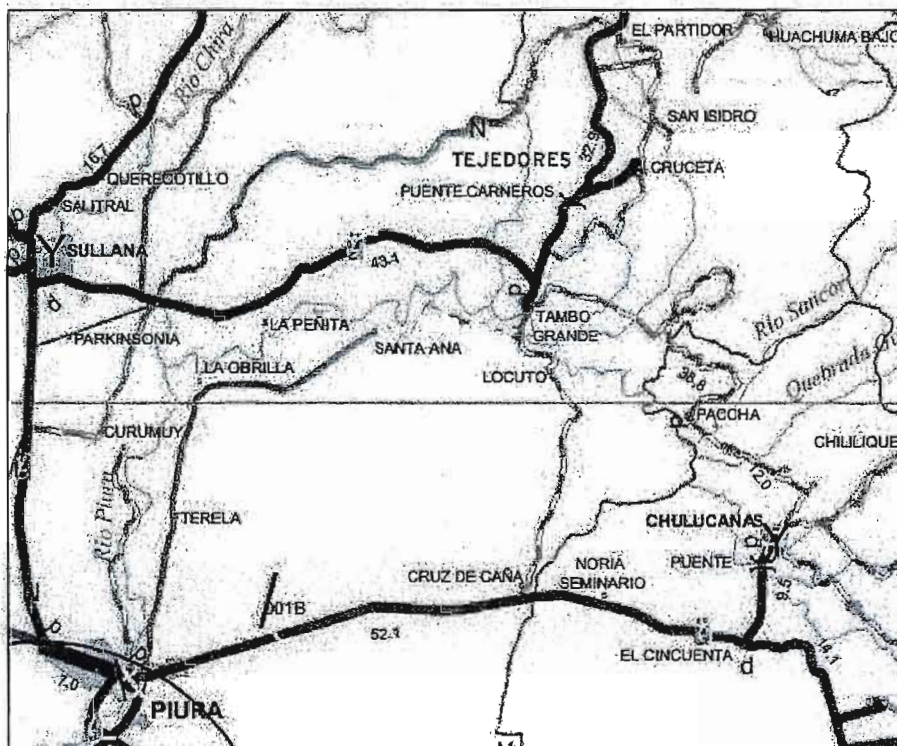


Figure 2 : Carte du district de Tambogrande

La population de Tambogrande se dédie principalement à l'activité agricole, mais on observe une tendance à migrer vers les villes.

Comme presque toutes les villes côtières péruviennes, Tambogrande est dans une région particulièrement aride en plus d'être une des régions les plus affectées par le phénomène *El Niño*. Ce phénomène de très intenses précipitations est causé par l'apparition d'eaux chaudes et atypiques dans le Pacifique sud.

Par ailleurs, on retrouve un écosystème particulier dans cette région, les *bosques secos* ou forêts tropicales sèches, dominées par le caroubier, une espèce d'arbre originaire de la région et particulièrement fragile aux perturbations causées par l'humain, mais qui se régénère en partie après le phénomène *El Niño*. Durant le siècle dernier, deux phénomènes climatiques

extrêmes ont eu lieu dans la région, soit en 1983 et en 1998. Ils ont causé des dommages importants et ont modifié significativement le paysage.

Étant donné que les précipitations sont rares et irrégulières en dehors des phénomènes *El Niño* et que les ressources en eau sont limitées, la désertification est toujours probable, et celle-ci risque d'avoir des effets variables dans une même région.

Le district de Tambogrande est en effet divisé en trois zones très différentes : la vallée de San Lorenzo, la zone urbaine et la rive gauche de la rivière Piura. La population et l'administration utilisent cette division pour des raisons historiques, écologiques et productives. L'exploitation de ressources, distinctes selon les zones, entraîne effectivement différents modes de vie par l'usage de techniques et stratégies de production différentes.

Sur la rive gauche, il existe approximativement 36 000 hectares de *bosque seco*. Les activités principales sont l'élevage, l'agriculture, l'apiculture, la collecte de caroube et l'extraction de bois. Les ressources naturelles renouvelables du *bosque seco*, qui se prive plus aisément d'eau, sont utilisées pour satisfaire les besoins de base des familles rurales et générer quelques revenus supplémentaires. Elles sont également exploitées à des fins commerciales (on compte trois entreprises de transformation de caroube de type coopératif en opération dans la zone). De plus, cet écosystème a la capacité d'amortir les vents puissants et d'atténuer les températures élevées, ce qui favorise les activités agricoles de la vallée de San Lorenzo.

Ainsi, les conditions climatiques idéales et les ressources (terre fertile et eau) sont réunies dans la vallée pour permettre la production des fruits. La vallée de San Lorenzo, qui s'étend sur les deux provinces de Piura et de Las Lomas, est une des vallées agricoles les plus importantes de la côte péruvienne. Son importance économique réside principalement dans la production de citron, de mangue et de riz. Durant l'année 2001, Piura a produit 63 % de toute la production de citron du Pérou et 65 % de sa production de mangue (Aste, 2002).

Le commerce et les services de la zone urbaine de Tambogrande sont complémentaires avec le développement d'activités d'exportation de mangue et la production agro-industrielle de la vallée, mais la population est tout de même caractérisée par de faibles revenus.



Lors du recensement de 1993, le taux d'analphabétisme chez les adultes de Tambogrande était de 25,5 %, ce qui est supérieur au taux national et à celui du département de Piura. Durant la même année, seulement 16 % de la population avait accès à l'eau potable, 66 % n'avait pas accès à des services d'égout et 87 % n'avait pas l'électricité, principalement dans les milieux ruraux et sur la rive gauche. Le district de Tambogrande a été classifié comme pauvre dans un rapport d'évaluation des conditions de vie à l'échelle nationale (FONCODES, 2000). Cette pauvreté est attribuable à une économie agricole vacillante de subsistance.

### 2.1.3 La question agraire au Pérou

Au Pérou tout comme en Amérique latine, la propriété de la terre se caractérise par la coexistence de latifundia immenses et de minifundia minuscules (exploitations de moins de 5 hectares). Le système de latifundia a remplacé peu à peu celui des haciendas, ces immenses étendues de terres fertiles que s'étaient appropriées les Conquistadores, par « droit de conquête » en transformant en esclaves les occupants de ces terres.

La multitude de minifundias apparaît comme un monde de pauvreté, car elles désignent des exploitations trop petites qui n'assurent aucunement des conditions de vie et des salaires suffisants à ses travailleurs. En effet, l'exiguïté de ces exploitations est telle qu'elles ne peuvent nourrir correctement une famille, même si celle-ci pratique de manière intensive des cultures vivrières. Elles ne permettent pas non plus au petit paysan d'y travailler à temps complet.

Par cette opposition de grandes et petites propriétés, le Pérou est donc marqué par une grande différence au niveau social et économique. Pour résoudre ce problème, le gouvernement péruvien a fait le choix du libéralisme économique, de l'ouverture commerciale et du développement industriel. Dans ce contexte, l'agriculture a surtout été un instrument, parmi d'autres, de conquête des marchés internationaux. Au Pérou, la résurgence des conflits agraires liés à l'inégale distribution des terres signale pourtant la permanence d'un grave malaise, malgré la mise en place d'une réforme agraire dans les années soixante dix.

Le bilan de la réforme agraire au Pérou est mitigé, les petits paysans continuent d'être des laissés-pour-compte, l'injustice dans les campagnes perdure et les conflits de terres engendrent la violence. De plus, la réforme agraire aurait renforcé l'exclusion des femmes dans plusieurs pays d'Amérique latine, puisque celles-ci ne participent pas aux principales associations responsables des usagers de la terre (comités en charge de l'irrigation, associations diverses de prise de décision des agriculteurs), qui conditionnent la répartition des ressources et des bénéfices liés à l'agriculture (Alvarado, 2004). Enfin, les traités bi-latéraux de libre commerce avec les États-Unis (au Pérou en 2006), risquent de profiter surtout aux gros exportateurs (Wichterich, 1999). Si les milieux agricoles n'ont, pour la plupart, pas encore fait l'expérience de la mondialisation, l'industrie minière a pu, de son côté, asseoir sa mainmise sur les ressources du Pérou au cours des dernières décennies.

#### 2.1.4 Industrie minière au Pérou

Le Pérou est l'un des plus importants producteurs miniers au monde. Il est le deuxième producteur d'argent et le troisième producteur de zinc au monde et le premier producteur d'or, de zinc et de plomb en Amérique latine<sup>4</sup>.

L'industrie minière a peu évolué au cours des années 1970 alors que la grande majorité des mines en opération ont été nationalisées sous le régime militaire de Velasco de 1968 à 1974.

Quand Fujimori est arrivé au pouvoir, une vaste politique de libéralisation et de modernisation économique, avec la privatisation du secteur minier et la promotion des investissements étrangers, a été instaurée et poursuivie par son successeur Alejandro Toledo.

La production minière du Pérou a connu une croissance importante durant la décennie qui a suivi. Entre 1992 et 2002, la production est passée de 30 000 à 100 000 tonnes. La production d'or du Pérou a été la plus élevée au niveau mondial. Entre 1990 et 2001, elle a augmenté de 56,4 % par rapport à 7,8 % mondialement.

---

<sup>4</sup> Minas y Petroléo, in Droits et Démocratie (2002).



La place qu'occupe l'industrie minière dans l'économie péruvienne est importante. En 2000, elle représentait 46 % des revenus en exportations (INEI, 2000). Selon les standards internationaux, ces données montrent que l'économie péruvienne dépend de l'activité minière. Pour plusieurs régions, il s'agit de la principale, sinon l'unique source de revenus. Par contre, l'État péruvien contrôle de moins en moins cette industrie. En 1997, il contrôlait 15 % de la production minière comparativement à 50 % en 1990 (Pasco-Font et al, 1999, in Droits et Démocratie).

Le secteur des mines produit 60 000 emplois et les mines artisanales entre 20 000 et 30 000 emplois<sup>5</sup>. La superficie totale occupée par l'activité minière au Pérou s'est multipliée par six pour représenter 24 millions d'hectares en 1998, par rapport à 4 millions d'hectares en 1992<sup>6</sup> (Aste 1999, in Balvin et Lopez, 2002). En 1999, les activités d'exploration touchaient les terres de 3 200 communautés paysannes tandis que 300 de ces terres étaient affectées par l'exploitation. Cette activité exerce une pression considérable sur les ressources, notamment sur l'eau. Malgré les efforts consentis par l'État pour améliorer le bilan environnemental et diminuer les impacts négatifs des activités minières, il demeure que les externalités<sup>7</sup> se font sentir localement tandis que les bénéfices sont versés au niveau national et fuient à l'extérieur du pays (Balvin et al, 2002).

Durant les dernières élections présidentielles, Le Figaro citait les propos de l'ex-ministre du ministère de l'Énergie et des Mines du Pérou, Carlos Herrera Descazi. « Le secteur minier, qui représente 52 % des exportations du pays, est à l'origine de la croissance la plus durablement élevée du continent sud-américain (plus de 6 % l'année dernière). La majorité des Péruviens n'en ont rien su. Cinq années d'affilée de hausse du produit intérieur brut n'ont réduit ni la pauvreté ni le chômage ». Principal vecteur de croissance, le secteur minier fait appel à fort peu de main-d'œuvre. Surtout, ses bénéfices historiques n'ont qu'un faible

---

<sup>5</sup> Groupe d'analyse pour le développement (GRADE), Lima, 2001, in Droits et Démocratie (2002).

<sup>6</sup> En 1998, seulement 10 % des concessions minières étaient exploitées.

<sup>7</sup> Le terme « externalité » désigne, dans le jargon minier, l'ensemble des impacts environnementaux et sociaux qui ne sont pas incorporés aux coûts d'exploitation d'une entreprise.

impact sur le budget national. Contrairement à ses voisins, notamment le Chili, le Pérou n'encaisse aucune redevance.

#### 2.1.5 Problématique minière au Pérou et stratégie de gestion de risque

Au milieu des années 1990, le Pérou a connu l'explosion de son industrie minière, favorisée par des politiques nationales et un contexte mondial favorables.

On note un exode de l'industrie minière en dehors des pays industrialisés, essentiellement en raison des difficultés d'exploitation des terres publiques, de la baisse des prix et de l'importance des questions environnementales. Au cours des dernières décennies, la production de métaux s'est déplacée vers les pays en voie de développement, poussant les pays développés à importer massivement leurs métaux semi-manufacturés au cours de la même période (traduction libre de l'ang.)<sup>8</sup> (Muradian et Martinez-Alier, 2001).

L'expansion de cette industrie au Pérou, appuyée par les politiques de privatisation de Fujimori, a été vivement ressentie par les populations du pays et du continent. Tant dans les régions traditionnellement minières que dans les nouvelles zones d'exploitation<sup>8</sup>, les projets miniers n'ont pas rempli leurs promesses de prospérité en plus de changer en profondeur les modes de vie de plusieurs communautés.

Le secteur minier engendre de nombreux conflits à travers le monde, particulièrement à cause de son caractère invasif. Muradian et al. (2003) estiment qu'il s'agit de l'industrie la plus dommageable pour l'environnement. De fait, le Pérou a une longue histoire de conflits environnementaux liés aux mines et compte plusieurs cas d'accidents environnementaux graves ayant causé l'intoxication des populations locales, dus à la mauvaise gestion d'entreprises minières privées ou publiques. Les cas de La Oroya, Cerro de Pasco, Hilo, Huarmey, Choropampa et Tintaya en témoignent (Muradian, 2003).

---

<sup>8</sup> Zones urbaines, frontalières et régions plus peuplées.

### 2.1.5.1 Stratégie de gestion de risque

On observe un déplacement des activités d'extractions et de transformations minières du Nord vers le Sud en raison des coûts de production et des questions d'acceptabilité institutionnelle et sociale car les dangers environnementaux liés à ces activités sont de moins en moins acceptables au Nord. « Les théoriciens économiques néo-classiques suggèrent d'installer les industries dangereuses là où la pollution est la moins coûteuse, que cette pollution soit néfaste aux écosystèmes ou à l'homme » (traduction libre de l'ang.)<sup>iii</sup> (Muradian et al, 2003). Du point de vue d'une transnationale minière, les décisions de localisation sont d'abord guidées par le plus faible coût de production, la stabilité politique et la proximité des marchés destinataires du produit, mais surtout, par le plus faible coût de compensation en cas d'accident.

Dans les pays pauvres et en voie de développement, l'appât du gain à court terme prend souvent le dessus sur les risques environnementaux. Les gouvernements du Sud souhaitent favoriser l'entrée de capitaux étrangers et privatisent les minières nationales. Cette tendance a été accélérée par un taux d'endettement élevé, des budgets déficitaires et un manque d'emploi chronique. Dans un discours au Commonwealth Business Forum prononcé en novembre 1999, le président De Beers, Nicky Oppenheimer<sup>9</sup>:

Les ressources naturelles peuvent être une source d'immenses bienfaits....ou de maux épouvantables. Le cœur du problème n'est pas la ressource elle-même mais la manière dont elle est exploitée. Un régime minier ordonné, opérant dans un cadre législatif et budgétaire *transparent et prévisible*, peut être une source majeure de prospérité pour le gouvernement et la population. Faute de cela, la richesse minérale... agira comme un aimant attirant les cupides et les corrompus qui se rempliront les poches aux dépens de la population.

De plus, les installations minières sont placées dans les endroits les plus pauvres puisque la valeur des écosystèmes est mesurée par les entreprises seulement à partir des revenus locaux générés. En plus de réduire les coûts de production, la globalisation augmente la capacité « d'externaliser les coûts » sur les communautés locales (Glover, 1999, in Muradian, 2003).

---

<sup>9</sup> « Les entreprises multinationales dans des situations de conflits violents et de violations généralisées des droits de l'homme ». In *OCDE* Direction des affaires financières, fiscales et des entreprises, Document de travail sur l'investissement international, Numéro 2002/1, mai 2002.

Malgré le fait que la pollution générée par l'activité minière peut être contrôlée en partie par la technologie, le volume de minerai demeure directement proportionnel à la quantité de rejets toxiques. Un accident naturel ou une erreur humaine est donc susceptible de provoquer des désastres écologiques majeurs tout aussi nuisibles pour la santé humaine. Comme les installations nucléaires, les mines sont des sites à risque et leur implantation occasionne souvent des conflits entre les populations locales et les « intérêts nationaux ». Ces conflits ont été influencés par des régimes politiques où la démocratie a le plus souvent fait défaut.

#### 2.1.6 Histoire politique du Pérou

Après que l'indépendance a été proclamée, le 28 juin 1821, la reconstruction a été lente et s'est faite avec l'aide de capitaux étrangers.

Marqué par des guerres avec ses voisins, des coups d'État militaires et de régimes dictatoriaux, le Pérou a connu quelques tentatives d'instauration de la démocratie durant cette période, mais il ne l'a retrouvé qu'en 1980. Le président Belaúnde Terry n'est toutefois pas parvenu à redresser la situation économique.

Au début des années soixante-dix, le gouvernement de Velasco a entrepris une réforme radicale du système économique et social : saisie des terrains d'élevage appartenant à des intérêts étrangers, contrôle des prix sur les biens et services fondamentaux et réforme agraire. Après une série de grèves et de manifestations organisées pour exprimer l'insatisfaction populaire vis-à-vis du président Velasco, un coup d'État militaire a renversé le gouvernement péruvien, le 29 août 1975.

De 1980 à 1985, le Pérou a connu une diminution du revenu par habitant et une augmentation de sa dette extérieure. Par ailleurs, les guérilleros maoïstes du *Sendero luminoso*. (Sentier lumineux) ont intensifié leurs actions et ont été reconnus responsables par les autorités péruviennes de l'époque de la mort d'au moins 18 000 personnes dans les années quatre-vingt. La victoire du candidat de l'APRA (l'Alliance Populaire Révolutionnaire

Américaine, à l'origine un parti de gauche), Alan García Pérez<sup>10</sup>, lors de l'élection présidentielle de 1985, n'est pas parvenue à inverser la tendance et le déclin économique du pays s'est poursuivi.

En juin 1990, Alberto Fujimori, un fils d'immigrés japonais, a succédé à García Pérez. Le nouveau président de la République a imposé un programme d'austérité afin de combattre l'hyperinflation (1 000 % en 1988-1989), qui avait totalement discrédité le régime précédent. La crise économique a provoqué une nouvelle escalade des actions du Mouvement Tupac Amaru (MRTA) et du Sentier lumineux qui ont commencé à viser les infrastructures administratives de Lima.

Invoquant le terrorisme et la corruption dans les milieux gouvernementaux, le président Fujimori a suspendu la Constitution en avril 1992 et a prononcé la dissolution du Congrès. Par une célèbre vidéo qui révéla des actes de corruption et face à de grandes manifestations, Fujimori s'est exilé au Japon, d'où il a démissionné en septembre 2000. Le gouvernement de transition du président Valentin Paniagua a entraîné des élections en 2001, soit en même temps qu'ont eu lieu les enquêtes sur les abus de Fujimori. Celui-ci a été accusé par le Congrès péruvien de crimes contre l'humanité en 2001. Cette « accusation constitutionnelle » a enclenché automatiquement une procédure judiciaire et une demande d'extradition de l'ancien chef d'État.

En 2001, le gouvernement démocratique d'Alejandro Toledo a affronté de nombreuses revendications sociales et politiques. Il a entrepris alors un processus de réformes institutionnelles et économiques dont les principaux objectifs étaient la décentralisation du pouvoir politique et administratif, la réforme du pouvoir judiciaire, l'assainissement de la fonction publique, une relance de l'économie basée sur de nouvelles privatisations et la promotion des investissements étrangers.

---

<sup>10</sup> Alan García, membre de l'Internationale socialiste et ancien président du Pérou, vient d'être réélu aux présidentielles du 4 juin dernier.

Cependant, les faiblesses du système politique péruvien, la gravité de la crise économique, les séquelles laissées par le régime de Fujimori, en termes de corruption de l'État et la crise généralisée de confiance envers les institutions publiques, ont fait que Toledo n'a pas réussi à réaliser ses réformes. Il a perdu le pouvoir au profit d'Alan García Pérez, qui revient à la tête du pays après avoir fracassé des records d'impopularité. Cette victoire de l'APRA s'inscrit dans une lutte relativement récente entre les deux types de gauches du continent sud-américain.

García Pérez a dû affronter un nouveau joueur durant les dernières élections, Ollanta Humala, qui se situe dans la lignée des promoteurs de la gauche de type « bolivarienne » « anti-impérialiste » d'Hugo Chavez au Venezuela, d'Evo Morales en Bolivie et de Fidel Castro à Cuba. Tout au long de sa campagne, le nationaliste de gauche Ollanta Humala promettait une renégociation des contrats passés entre l'État et les entreprises titulaires de concessions pour exploiter les ressources naturelles (mines, hydrocarbures) et les services publics (téléphone, eau, électricité).

Garcia a obtenu 52,8 % des voix contre 47,2 % pour son adversaire, Humala de l'Union pour le Pérou (UPP)<sup>11</sup>. Ainsi le chef de l'APRA succède à Toledo du parti Peru Posible qui l'avait défait lors des élections du 28 juillet 2001.

Malgré sa défaite, Humala a tout de même amassé plus de votes que son adversaire dans 15 des 25 départements péruviens. Les départements des Andes et du sud sont peuplés à forte majorité par des Amérindiens (autochtones) qui vivent dans des conditions plutôt précaires, l'électricité et l'eau courante étant considérés comme un luxe dans ces régions. Dans un article publié dans le Figaro, l'Institut des études péruviennes (IEP) relatait qu'en dépit d'un taux de pauvreté élevé (51%) et d'un racisme latent à l'égard des indigènes, « Lima a semblé, depuis la fin de l'ère Fujimori, échapper à la fébrilité andine. Affichant une croissance forte et une inflation quasi inexistante, le Pérou est une des destinations préférées des capitaux

---

<sup>11</sup> Latin Reporters. « Pérou : élu président, Alan Garcia freine Hugo Chavez en Amérique latine », (En ligne), [www.latinreporters.com](http://www.latinreporters.com), 15 septembre 2006.

étrangers. Le président Alejandro Toledo finit son mandat sans heurt majeur, malgré un taux d'adhésion inférieur à 10% pendant pratiquement toute sa durée ».

Parallèlement aux élections de 2006, Fujimori a été arrêté au Chili en novembre 2005, défiant les mandats internationaux lancés à son encontre, puis libéré en mai 2006. Malgré les accusations pesant contre lui pour corruption et crime organisé, Fujimori et son parti demeurent une force significative que le président nouvellement élu au Pérou ne pourra ignorer. Au cours du premier tour de la présidentielle et des législatives du 9 avril 2006, les fujimoristes ont fait élire une quinzaine de députés au Congrès dont Santiago Fujimori, frère de l'ex-président. Sa candidate à la présidence, Martha Chavez, se classait 4<sup>ème</sup> avec 7,4 % des voix. Et surtout, la liste fujimoriste au Congrès (chambre unique de 120 sièges), conduite par la fille de l'ex-président, Keiko Fujimori, arrivait en 2<sup>ème</sup> position à Lima. Keiko, 31 ans, s'adjudgeait un record national de voix de préférence nominale tous partis confondus.

Les élections péruviennes de 2006 ont souligné la profonde division dans le pays entre les milieux ruraux et la capitale. Cette situation fait dire à Romeo Grompone de l'Institut d'études péruviennes (IEP), que les années à venir seront difficiles et que les conflits miniers s'accroîtront. « Le manque de leadership et les problèmes de gouvernance feront en sorte qu'Humala réussira sans même avoir pris le pouvoir » (traduction libre). C'est dans ces contextes économique et politique récents, que les soulèvements populaires ont eu lieu à Tambogrande et ailleurs au Pérou. Mais pour bien connaître les origines du conflit de Tambogrande, il importe de connaître certains éléments de l'histoire de ce peuple.

## 2.2 Histoire de Tambogrande

Le mot Quechua *tambo* est d'origine inca et signifie entrepôt ou repos. Les *tambos* étaient des cités administratives d'origine pré-inca qui avaient pour fonction de donner aux marcheurs (et aux chasquis, les courriers de l'époque) un logement et une halte sur leur route. Situé entre Cuzco, la capitale de l'Empire inca, et Quito, Tambogrande constituait donc une halte sur les chemins incas. Il s'agissait du *tambo* le plus grand de la région, d'où l'appellation Tambogrande.

Avec la conquête espagnole, ces sites furent détruits et les terres furent prises par un Espagnol nommé Miguel Salcedo Uribe. À la suite de la rébellion entre les Espagnols, le système d'hacienda<sup>12</sup> a été instauré à partir de 1595 comme système légal de répartition des terres (Seminario et Arturo, 1995). Alors qu'il était devenu une riche colonie espagnole, le Pérou déclina rapidement à la suite de l'épuisement des mines d'or et des révoltes des autochtones.

Tandis que les grandes exploitations s'intégraient à l'économie dominante, les paysans voyaient les terres qui leur restaient se réduire chaque jour. La croissance démographique, lente pendant des siècles, s'accélérait, réduisant un peu plus, à chaque génération, les lopins familiaux. Très souvent, les grands propriétaires, profitant de l'analphabétisme, de l'absence ou de l'imprécision des cadastres et des lois taillées sur mesure pour les puissants, n'hésitaient pas à s'emparer de toutes les terres dont ils avaient besoin. Donc, d'un côté, l'immense possession et, de l'autre, la micropropriété qui ne permettait guère plus qu'une médiocre survie de son propriétaire.

Avant qu'un programme de colonisation et d'irrigation ne débute, l'agriculture dans cette région désertique était modeste. Les investissements majeurs consentis par la Banque mondiale et l'agence de coopération américaine USAID entre 1949 et 1959 expliquent la vocation agricole et l'explosion démographique qu'a connues Tambogrande. Plus de 45,2 millions de dollars (américains) ont servi à mettre en place le réseau d'irrigation actuel. Ce vaste projet a fait que cette région du Pérou est aujourd'hui reconnue comme une des plus importantes productrices de fruits.

Il faut noter que le Pérou est un des pays avec le plus faible ratio de terres cultivables par habitant au monde et que la région de Piura représente 22,1 % de la superficie cultivable du Pérou. Pour sa part, Tambogrande constitue 37,5 % de la superficie cultivable du département et 8,3 % du pays (Torres, 2003), d'où la résistance face à l'industrie minière dans la région.

---

<sup>12</sup> Les vastes haciendas des premiers temps coloniaux, systèmes agricoles autarciques, devinrent des structures commodes pour entrer dans l'économie mercantile européenne, celle qui demandait des produits exotiques tels que sucre de canne, rhum ou cacao.



### 2.2.1 Activité minière dans la région de Piura

Le boom minier sans précédent encouragé par les politiques de Fujimori dans les années 1990 a provoqué un virage dans l'évolution du développement de la région et du Pérou entier. Ainsi, dans la seule région de Piura ce sont 162 700 hectares qui ont été concédés<sup>13</sup> à différentes entreprises minières en lots dédiés à l'exploitation des sols. Jusqu'à ce jour, aucun projet métallurgique n'a été développé.

Le développement de l'industrie minière provoque d'importants changements à la structure économique et sociale de la région, essentiellement organisée autour de l'agriculture. De plus, il s'agit d'un précédent puisque les gisements exploités actuellement sont situés dans des zones éloignées des centres urbains. L'aval à des projets en milieu urbain augmente significativement les risques associés à ce type d'exploitation et accroît l'opposition comparativement à des projets dans les régions andine ou amazonique, qui sont moins peuplées.

### 2.2.2 Refus de l'exploitation minière à Tambogrande

Le refus de l'exploitation minière par la population de Tambogrande et de la vallée de San Lorenzo date de plusieurs années. Des conflits ont éclaté entre la population, les autorités et les compagnies minières (dont anglaise, française et yougoslave) à diverses périodes de son histoire.

Avant même que l'agriculture ne se développe dans la région, soit en 1904, l'État péruvien a rencontré une forte opposition de la part des citoyens devant sa décision de céder un gisement aux Anglais, d'après Boyle (2006) de *Diaconia*, qui a retracé l'historique de l'activité minière dans la région.

---

<sup>13</sup> Une concession minière est un droit d'exploration sur un territoire délimité et à l'opération d'exploitation d'une mine moyennant le respect de certaines conditions prévues par la loi.

En 1978, l'État péruvien déclarait par décret suprême que l'exploration et l'exploitation d'une partie du district de Tambogrande était de « nécessité nationale ». À partir de ce moment, la population a su que sous leur sol, il y avait des minerais que des entreprises souhaitaient exploiter.

L'entreprise française Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) a connu, pour sa part, en 1981, la résistance des colons et résidents de la région qui avaient mis sur pied un front de défense de Tambogrande et de San Lorenzo (1979). En 1982, ils ont réussi à faire avorter le projet de BRGM après une forte opposition.

Ce n'est donc pas étonnant que Tambogrande manifeste, en 1999, son opposition au projet minier Manhattan, d'autant qu'avec une mine à ciel ouvert, sa vocation agricole était compromise.

### 2.3 Histoire du conflit avec Manhattan

La communauté de Tambogrande s'est fait connaître à l'échelle nationale<sup>14</sup> et internationale pour le conflit qu'elle a vécu avec l'entreprise minière Manhattan. Le problème a commencé quand l'entreprise canadienne a reçu l'autorisation de l'État péruvien de développer un projet d'exploitation dans une zone traditionnellement agricole ainsi que dans une zone urbaine.

Manhattan a initié ses opérations en Amérique latine en 1992. Elle s'est établie au Pérou en 1996 grâce à une première entente avec le gouvernement péruvien concernant les concessions de Lancones et Papayo, qui touchent la ville de Tambogrande et une partie de la zone rurale.

Le projet de mine à ciel ouvert prévu dans le district de Tambogrande et dans la vallée de San Lorenzo, où la majorité de la population vit de l'agriculture, prévoyait la relocalisation de 8 000 habitants, l'achat de 540 hectares de propriétés agricoles, le détournement de la rivière Piura et une utilisation substantielle des ressources en eau disponibles pour pouvoir exploiter le gisement.

---

<sup>14</sup> Le prix Angel Escobar a été décerné en novembre 2002 par un organisme péruvien de droits humains, la *Coordinadora nacional de Derechos humanos*, pour la défense de l'environnement et des droits citoyens de Tambogrande.

En 1999, le gouvernement péruvien a autorisé Manhattan à effectuer des travaux d'exploration dans la zone urbaine de Tambogrande. L'obligation de consulter la municipalité provinciale et la municipalité du district sur la viabilité des activités d'exploration n'a pas été respectée avant l'octroi des concessions, qui s'est effectué par voie de décret suprême présidentiel en mai 1999. Les concessions dans Tambogrande appartiennent à *Mineru Perú*, une entreprise d'État qui avait cédé les droits d'exploitation (10 000 hectares) à Manhattan pour une valeur symbolique de moins d'un dollar<sup>15</sup>.

### Le projet minier de Manhattan

Il y a deux dépôts miniers dans le district de Tambogrande, le premier d'oxyde et le second de sulfure. Ceux-ci couvrent le centre urbain et le sud de la vallée de San Lorenzo, incluant une partie de la rivière Piura.

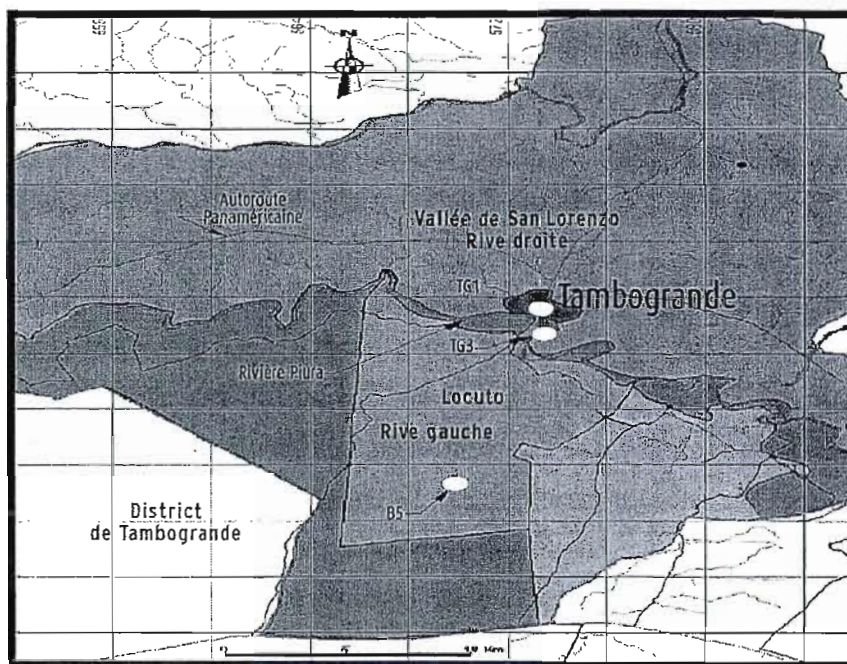


Figure 3 : Projet minier à Tambogrande

<sup>15</sup> La possession d'une concession requiert le paiement annuel de droits miniers qui est calculé en fonction de la taille de la concession. Si Manhattan avait répondu adéquatement aux exigences légales, soit l'étude de faisabilité et l'étude d'impact environnemental (EIE), le projet aurait été approuvé et *Mineru Perú* aurait transféré 75 % de la propriété des concessions. L'État aurait conservé 25 % des parts (bénéfices).

L'entreprise minière Manhattan souhaitait réaliser une exploitation à ciel ouvert afin d'extraire de l'or, de l'argent et des concentrés de cuivre et de zinc. Le projet était divisé en fonction de la distribution géographique des concessions : Tambogrande, Lancones et Papayo. Les principaux travaux étaient prévus à Tambogrande, qui couvre 10 000 hectares du projet. Ces concessions appartiennent à *Mineru Perú*, une entreprise d'État qui a cédé ses droits d'exploitation à Manhattan. Les étapes de réalisation du projet étaient les suivantes :

- étape d'exploration (1999-2000) étude de pré-faisabilité (2000);
- processus d'évaluation de l'étude d'impact environnemental (2000-04);
- financement;
- relocalisation de la communauté dans 1 600 maisons construites par l'entreprise;
- construction (1 an);
- opérations (12 ans);
- fermeture ou abandon (2 ans).

Dès que les travaux ont commencé, la population s'est mobilisée à travers un front de défense et l'opposition a commencé à se manifester sous diverses formes, allant de réunions d'information à des manifestations. Le soutien de nombreuses organisations sociales et non-gouvernementales de la région de Piura et d'autres basées à Lima ou encore à l'étranger a permis à l'opposition de se doter de quelques outils importants pour soutenir ses critiques du projet d'activité minière à Tambogrande tel que proposé par la compagnie Manhattan.

Dès le début de l'année 2000, les organisations suivantes ont formé une table technique d'appui à Tambogrande (*Mesa Técnica*) : *Comisión Episcopal de Acción Social* (CEAS), *Sociedad Peruana de Derecho Ambiental* (SPDA), *Labor, Eco, FEDEPAZ*, *Asociación pro derechos humanos* (APRODEH), *Coordinadora nacional de derechos humanos del Perú* (CNDDHH), *Cooperación*, *CEPES*, *Diaconía para la Justicia y la Paz del Arzobispado de Piura*. La *CONACAMI* (*Coordinadora Nacional de Comunidades Afectadas por la Minería*), une jeune organisation péruvienne réunissant des groupes qui représentent des communautés affectées par des activités minières, appuie aussi le front de défense<sup>16</sup>.

---

<sup>16</sup> CEPES et SPDA se sont retirés et s'est ajoutée la *Fundación Ecuémica para el Desarrollo y la Paz*. Cinq des membres de la *Mesa Técnica* figurent dans mon échantillon de recherche et sont présentés dans l'appendice B.

Certaines de ces organisations non gouvernementales nationales sont parmi les plus respectées au Pérou, leur soutien au front de défense de Tambogrande s'expliquent par leur volonté de souligner l'importance de la participation des citoyens dans les décisions affectant le développement de leur communauté. Par ailleurs, la révision du cadre normatif et administratif portant sur les investissements et l'utilisation des ressources naturelles fait partie des objectifs de plusieurs de ces organisations, tout comme la dénonciation des violations des droits de la personne.

De son côté, l'entreprise canadienne Manhattan estimait avoir rejoint 600 résidents à travers une série de sessions d'information qu'elle a organisées en 2000. En 1997, l'entreprise avait débuté un programme de relation avec la communauté dans Apostol Bautista Juan Locuto (sur la rive gauche) et avait signé une entente avec la communauté en 1998. Selon Boyle (2006), Manhattan a fait plusieurs tentatives pour s'approcher de la communauté en organisant des réunions et des présentations et en parlant avec différents groupes de la population pour obtenir leur approbation. L'entreprise avait installé un campement et un bureau à Tambogrande et un autre bureau à Piura. À l'entrée de Tambogrande, des maisons modèles avait été construites pour promouvoir son programme de relocalisation.

### 2.3.1 Procédures légales liées au projet Manhattan

Le ministère de l'Énergie et des Mines (MEM) est responsable de la gestion des concessions minières, de l'approbation des activités d'exploration et d'exploitation des mines, et de l'application des règlements environnementaux concernant les activités minières. C'est lui qui autorise une entreprise à acquérir les concessions et les droits d'exploration et d'exploitation d'une mine moyennant le respect de conditions prévues par la loi dont l'approbation d'une étude d'impact environnemental (EIE).

---

<sup>17</sup> L'autorisation de l'exploitation par décrets suprêmes et le contournement des lois protégeant les zones frontalières et les zones urbaines de même que le début des travaux avant même que les procédures légales soient complétées ont été considérées comme des preuves de cette partialité, sans compter le fait que l'État était partenaire à 25 % dans le projet.

Conformément à la loi, Manhattan a présenté une étude de faisabilité ainsi qu'une étude d'impact environnemental (EIE) et s'est entendue avec le ministère de l'Énergie et des Mines (MEM) pour organiser le calendrier des audiences publiques et des séances d'information pour l'acceptation de projet minier.

Avant d'entreprendre l'exploration sur une concession, une entreprise minière doit également recevoir l'autorisation des propriétaires ou des autorités municipales selon l'endroit où le forage est prévu (propriété privée, zone rurale ou zone urbaine). Avant d'entreprendre la phase de développement et d'exploitation de la mine, l'entreprise doit fournir une EIE effectuée par une tierce partie. Une évaluation des impacts sociaux potentiels est suggérée mais non requise par la législation péruvienne.

À partir du jour de parution de l'EIE, le MEM a 45 jours pour rendre sa décision quant à l'approbation des opérations d'exploitation. Au cours de cette période, l'INRENA (*Instituto Nacional de Recursos Naturales*), une agence du ministère de l'Agriculture, révise l'EIE et émet une recommandation qui n'oblige en rien le MEM sauf lorsqu'il s'agit d'un projet dans ou près d'une aire protégée. Le MEM effectue alors une audience publique pour présenter l'EIE et un résumé de l'EIE est distribué aux citoyens et groupes intéressés. Ceux-ci peuvent faire parvenir leurs commentaires à propos de l'EIE lors de l'audience ou en écrivant au MEM dans les quinze jours suivant l'audience publique. Lorsqu'une EIE est refusée, l'entreprise peut effectuer des modifications et la représenter suivant le même mécanisme. Notons que parmi les EIE présentées dans le passé au MEM, très peu ont été refusées.

Le *Frente de Defensa* a négocié certaines conditions pour que soit validée l'approbation du EIE par le MEM. Premièrement, l'embauche d'un consultant international indépendant choisi par la société civile pour que ce dernier révise et analyse l'étude d'impact environnemental et que les résultats de ce rapport soient reconnus légalement dans la décision finale.

Il a également demandé qu'un nouveau règlement de participation et de consultation populaire soit mis en place. Celui-ci devait avoir comme fin d'informer et de recueillir les questions et commentaires de la population concernée par l'EIE et de prévoir une dizaine de séances d'information et trois audiences publiques.



En décembre 2002, le MEM a approuvé le règlement de consultation populaire et de participation citoyenne dans le processus d'approbation de l'EIE dans le secteur minier. Ce dernier s'est engagé pour que cette nouvelle loi soit respectée à Tambogrande.

Toutefois, les acteurs de la lutte ont dénoncé les irrégularités<sup>18</sup> et le manque de transparence qui ont marqué le processus depuis le début et ne garantissant pas la participation aux audiences. Ils souhaitent tout simplement le retrait de l'entreprise minière. Les propositions du gouvernement n'ont donc pas mené à l'arrêt de la planification de la consultation populaire par les autorités municipales. Ces dernières ont invoqué leurs responsabilités en matière de planification du développement et ont rappelé la nécessité, pour que l'activité minière puisse se développer, de vérifier que l'opinion populaire y soit favorable.

### 2.3.2 Consultation populaire

Devant la série d'irrégularités commises pour favoriser l'entreprise, le vide juridique au niveau des règles environnementales à respecter par le secteur minier et l'assassinat non élucidé d'un des principaux leaders de la lutte, Godofredo Garcia Baca, en 2001, la population a décidé d'organiser une consultation populaire pour déterminer si la population était ou non d'accord avec le développement du projet minier. Cette consultation se voulait une réponse de résistance démocratique et pacifique au projet de Manhattan après les événements violents de 2001 à la suite desquels 56 personnes ont été dénoncées, dont plusieurs dirigeants du mouvement de lutte (qui ont été acquittés faute de preuve) :

C'est avec les manifestations qui ont eu lieu dans la ville de Tambogrande les 27 et 28 février 2001 que le conflit a fait un premier pas dans la violence. Pendant ces deux jours, près de 5 000 habitants ont pris possession de l'entreprise, incendié les machines et détruit les maisons modèles construites par

---

<sup>18</sup> Des amendements à la loi ont dû être adoptés afin de permettre l'exploitation des concessions de Tambogrande par Manhattan. L'article 71 de la constitution du Pérou établit qu'à l'intérieur de 50 kilomètres des frontières, les étrangers ne peuvent posséder des mines, à moins que cela soit considéré de nécessité publique. En 1999, le gouvernement a approuvé deux décrets qui ont déclaré de nécessité publique l'investissement étranger dans le district de Tambogrande afin que Manhattan puisse acquérir 11 droits dans la zone rurale de Tambogrande (DS 016-98) et qu'elle puisse acquérir 10 droits dans la zone urbaine de Tambogrande (DS 014-99). L'autorisation de l'exploitation par décrets suprêmes et le contournement des lois protégeant les zones frontalières et les zones urbaines, de même que le début des travaux avant même que les procédures légales soient complétées ont été considérées par les opposants comme des preuves de partialité, sans compter le fait que l'État était partenaire à 25 % dans le projet.

Manhattan dans le cadre de son programme de relations avec la communauté (traduction libre de l'ang.)<sup>19</sup> (Muradian, 2003).

Ces événements ont incité l'Église catholique à se prononcer contre le projet en juillet 2001, après avoir participé à un forum de dialogue entre la compagnie et le *Frente de Defensa* (front de défense). Malgré les efforts du protecteur du citoyen (*Defensoria del pueblo*) pour relancer le dialogue en octobre 2001, la possibilité d'en arriver à une entente négociée était pratiquement nulle à ce point

La consultation municipale a été approuvée par le gouvernement péruvien le 11 octobre 2001 comme mécanisme de participation des citoyens de Tambogrande. Les lois suivantes, entre autres, ont été invoquées pour fonder la légitimité et la légalité de la consultation populaire : *Ley orgánica de municipalidades* N° 23853, qui établit la responsabilité de l'autorité municipale en matière de planification et développement (articles 62 et 64), tout comme la compétence de l'autorité municipale pour promouvoir et définir les mécanismes de participation de la population pour le développement de la communauté (articles 10 et 79); la Loi des droits de participation et de contrôle citoyens N° 26300, qui prévoit, sans les définir, les mécanismes de participation citoyenne au niveau municipal (Droits et Démocratie, 2003). Le ministère de l'Énergie et des Mines a reconnu la consultation populaire organisée par la municipalité, mais ne lui a pas accordé de valeur légale, c'est-à-dire qu'il ne se sentait aucune obligation de s'y conformer<sup>20</sup>.

Après avoir discuté sans succès avec l'organisme électoral national, la ONPE, ainsi qu'avec la principale organisation non gouvernementale d'observation électorale péruvienne, Transparencia, pour l'organisation technique et logistique de la consultation municipale, la municipalité de Tambogrande a confié cette tâche à M. Fredy Giraldo Rivera, consultant en matière électorale qui bénéficie, selon Droits et Démocratie « d'une solide expérience dans le domaine tant au sein de Transparencia que de la ONPE ». L'organisation non gouvernementale de

---

<sup>19</sup> Selon le MEM, l'unique disposition légale se trouvait dans le mécanisme des audiences publiques prévues pour la présentation des études d'impact environnemental.

<sup>20</sup> Selon le MEM, l'unique disposition légale se trouvait dans le mécanisme des audiences publiques prévues pour la présentation des études d'impact environnemental.



développement international Oxfam Grande-Bretagne a décidé, pour sa part, de donner un appui financier de 20 000 \$US pour la tenue de la consultation municipale. Huit observateurs de *Transparencia-Piura*, trois de *l'Instituto de Estudios Electorales*, et une dizaine d'observateurs internationaux, dont une délégation de l'organisme canadien Droits et Démocratie, étaient présents et ont observé le déroulement des étapes de la journée de vote.

Le règlement électoral approuvé par le conseil municipal de Tambogrande a été mis en œuvre sous la surveillance d'un comité électoral formé de quatre citoyens de la ville de Piura. Ce comité, créé spécialement pour assurer le respect des règles de la consultation municipale de Tambogrande, était l'autorité suprême en matière de procédures électorales, de réception de plaintes, et de publication des résultats finaux de la consultation. M. Giraldo a veillé à choisir ces quatre citoyens parmi plus d'une centaine qu'il a interviewés, en tenant compte des critères suivants : les membres du comité devaient avoir un niveau d'éducation supérieur à la moyenne, si possible être professionnels; n'avoir aucun lien ni personnel ou d'affaires à Tambogrande; ne jamais s'être prononcés publiquement sur la question du projet minier de Tambogrande.

La formation des officiers électoraux responsables des bureaux de vote, qui étaient les mêmes citoyens ayant servi comme officiers électoraux aux élections générales de 2001, a été donnée par des étudiants de l'université de Piura. Les coordonnateurs de formation et d'information électorale devaient aussi agir en tant que responsables des locaux de vote, au nombre de six. Dans la période précédant la journée du vote, ils devaient informer la population de Tambogrande sur les règlements et les procédures mises en place pour la consultation municipale.

Selon Droits et Démocratie, le matériel électoral et les règles de fonctionnement des bureaux de vote correspondaient, de façon générale, aux standards des élections nationales péruviennes de 2000 et 2001 et la liste électorale officielle a été utilisée, permettant ainsi à tous les citoyens inscrits lors des élections de 2001 d'exercer leur droit de vote dans le cadre de la consultation. Voici comment l'organisme décrit le contexte pré-électoral dans son rapport « L'or et la terre : enjeux du développement démocratique – Rapport de la Mission d'observation de la consultation municipale de Tambogrande, Pérou » (Rousseau, 2002) :

Le règlement électoral permettait à deux groupes de se constituer pour promouvoir les deux options entre lesquelles les citoyens étaient appelés à se prononcer, soit l'option du OUI et l'option du NON. Il était permis de faire campagne jusqu'à 48 heures avant l'ouverture des bureaux de vote. La publicité des campagnes du OUI et du NON était interdite dans les locaux d'institutions publiques. Seule la campagne du NON a été officiellement inscrite au comité électoral, aucun individu ou groupe n'ayant sollicité le droit de faire campagne pour le OUI. Une certaine campagne pour le OUI (ou contre le NON) a néanmoins eu cours, sans qu'on puisse en identifier les promoteurs. Quelques publicités faisant allusion au OUI ont été publiées dans le journal *El Correo* de Piura de façon anonyme; un tract anonyme a été distribué dans lequel on calomniait certains leaders de la campagne du NON; un faux bulletin de vote incitait la population à voter « Je ne sais pas », option qui n'apparaissait pas sur le bulletin de vote officiel. Les doutes sur l'identité des promoteurs ont alimenté l'opposition à la compagnie minière, qui était la première soupçonnée de financer ces publicités anonymes, quoique aucune preuve n'ait été apportée à cet effet.

Selon Droits et Démocratie, la consultation municipale du 2 juin 2002 s'est ainsi déroulée dans un contexte politique tendu. La question posée à la population sur le bulletin de vote était la même que celle précisée dans la résolution du conseil municipal. La formulation de la question reflétait l'intention du conseil municipal qui était de générer une opinion tranchée, soit le rejet ou l'acceptation de l'activité minière en général dans tout le district, puisqu'il n'y avait qu'une question englobant des zones distinctes du district.

Lors de la consultation publique de juin 2002, la population s'est prononcée contre le projet à 98 %. Bien que le taux de participation ait été exemplaire<sup>21</sup>, l'État n'a pas reconnu légalement les résultats du référendum et les audiences publiques sur l'étude d'impact environnemental de la compagnie minière ont été maintenues. Droits et Démocratie a observé « des réactions très critiques, voire intolérantes » visant à invalider les résultats du vote. L'ensemble de ces facteurs a contribué à intensifier le conflit.

### 2.3.3 Intensification et conclusion du conflit

Plusieurs manifestations, organisées tant par les opposants que les promoteurs du projet minier, ont eu lieu durant la période qui s'est échelonnée de la consultation populaire jusqu'aux audiences prévues en novembre 2003. Lors d'un rassemblement le 15 décembre 2002 à Tambogrande, les opposants ont proclamé la non participation aux audiences. Le

---

<sup>21</sup> Au Pérou le vote est habituellement obligatoire. Durant ce référendum, il était toutefois volontaire. Malgré cela, plus de 70 % de la population a participé au vote.

21 décembre 2002, des étudiants de la *Faculté de Mine* de l'Université Nationale de Piura ont marché pour le développement minier à Tambogrande. Sept journalistes ont été attaqués ce jour-là. Le 31 janvier 2003, environ 10 000 personnes de Tambogrande, selon les opposants et les médias de Piura, se sont mobilisées à Piura contre le projet minier.

La minière, qui s'était vue dans l'obligation de déposer de nouvelles études d'impact environnemental et de démontrer la faisabilité du projet à la demande du MEM, n'a pas pu faire approuver son projet car la population de Tambogrande avait organisé trois jours de grève durant les audiences. La mobilisation contre le projet de Manhattan a réussi à faire avorter le processus « faute de sécurité ».

En décembre 2003, la minière d'État péruvienne Centromin a pris la décision de révoquer son option pour Tambogrande et a annoncé, par voie de communiqué de presse, que Manhattan ne répondait pas à certaines conditions du contrat et perdait son droit d'exploitation sur le projet minier Tambogrande. Celle-ci avait jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 2002 pour réunir les 100 millions de dollars américains jugés nécessaires pour atteindre les objectifs fixés par l'État<sup>22</sup>, soit dix milles tonnes de minerais par jour.

Manhattan a tenté de trouver un partenaire important pour répondre aux conditions mais selon son président Peter Guest, « les conditions sociales n'étaient pas au rendez-vous et la communauté était tellement anti-mine que personne n'a voulu participer aux audiences ». Postérieurement, Manhattan a entrepris un processus d'arbitrage contre l'avis de Centromin<sup>23</sup>. Après la perte de ses droits miniers, Manhattan a décidé d'abandonner le pays. Ses actionnaires ont approuvé la vente de tous les actifs. Buenaventura serait en train de racheter les concessions à la Mediterranean Minerals (ex Manhattan).

---

<sup>22</sup> Au départ, Manhattan avait prévu construire à Tambogrande une mine d'une valeur de 405 millions de dollars américains. Selon les données disponibles, la compagnie en a investi seulement 60 au Pérou.

<sup>23</sup> Centromin avait maintenu les concessions jusqu'à leur acquisition par Manhattan, mais sans jamais en avoir payé les droits, selon son accord avec gouvernement Péruvien.

Manhattan se trouvait dans une situation financière difficile selon les informations prises le 9 novembre 2004 sur le site Web de la bourse de Toronto. La valeur de ses actions aurait chuté continuellement durant les dernières années, pour se vendre à 0,10 dollar.

L'entreprise Manhattan est en litige avec CEDIMIN, entreprise du groupe Buenaventura, concernant des droits d'autres concessions minières situées à Tambogrande. Elle a changé de nom pour Mediterranean Minerals Corp. , et oriente ses activités en Turquie et dans le bassin de la Méditerranée.

Comme l'histoire du conflit l'indique, la population s'est rapidement mobilisée face à l'éventualité de l'exploitation minière à Tambogrande. Différentes ONG de Piura et Lima (présentées plus loin) ont appuyé le *Frente de Defensa* et organisé des campagnes de sensibilisation. La méfiance réciproque caractérisant les relations entre les acteurs des deux camps prend sa source dans le contexte de corruption et de misère qu'a traversé le pays, l'histoire de conflits miniers dans le continent et le tiraillement entre les options de développement agricole et minier. Afin de mieux comprendre l'histoire de ce conflit, il importe de présenter les différents acteurs et l'évolution de leurs positions au fil des événements.

## **Section 2 : Acteurs du conflit**

Cette partie vise à dresser le portrait des acteurs (qui se veut aussi complet que possible, sans être exhaustif) ayant joué un rôle dans les événements entourant la venue de l'entreprise minière canadienne Manhattan à Tambogrande. La position des principaux acteurs du conflit est exposée, soit celle de la minière canadienne (et du gouvernement canadien), de l'État péruvien, et des opposants locaux au projet minier (*Frente de Defensa*) ainsi que le rôle des gouvernements locaux, (municipal, régional et provincial) et de l'Église catholique dans le conflit.

Par la suite, je présente un aperçu des alliances survenues au cours du conflit entre les différents acteurs, qui sont regroupés dans un tableau selon les niveaux local, régional, national et international.

## 2.4 Vue d'ensemble du positionnement des acteurs

Différents acteurs sont intervenus au cours du conflit, mais le discours s'est rapidement polarisé. D'un côté, il y a eu ceux qui s'opposaient au projet minier : le front de défense de la vallée de San Lorenzo et Tambogrande appuyé par diverses ONG de Piura et de Lima ainsi que par l'aile progressiste de l'Église catholique.

Pour les opposants, ce projet minier représente un instrument pour changer le modèle de développement de la région et passer de l'agriculture à l'exploitation minière, ce qui est nié par l'entreprise canadienne, qui affirme que l'agriculture peut cohabiter avec l'activité minière. De plus, les opposants craignent les conséquences sociales et environnementales. Leur position face au projet minier a été comprise comme suit par des chercheurs des Universités de Piura et de Barcelone en 2001<sup>24</sup> :

Les ONG opposées au projet Manhattan partagent le même discours sur le conflit, un discours dominé par le danger environnemental, qui s'appuie sur la démocratie locale et met l'accent sur les risques environnementaux au moyen de contre-arguments techniques (traduction libre de l'ang.)<sup>vi</sup>.

Le discours du *Frente de Defensa* est basé sur le principe que la population a le droit de décider de son avenir et de son développement. Il considère injuste que des activités comprenant des risques pour la santé, l'environnement et l'organisation sociale soient imposées. Ses dirigeants argumentent également que la création d'emplois favoriserait surtout des étrangers et le gouvernement central.

La principale tâche du *Frente* était d'empêcher l'activité minière à Tambogrande et dans la vallée de San Lorenzo puisque ce type d'activité était, selon eux, susceptible d'affecter le secteur agricole et les revenus qu'il génère à travers de l'agro-exportation. Le *Frente* s'est

---

<sup>24</sup> Le conflit environnemental entre la transnationale minière Manhattan et la population de Tambogrande a été étudié par des professeurs d'économie de l'Université nationale de Piura et de l'Université de Barcelone en juillet et août 2001 (Muradian et al, 2003). L'objectif de cette recherche était de caractériser le conflit en termes de perception du risque environnemental, de mécanismes décisionnels, de solutions alternatives, de la confiance envers les experts et les institutions gouvernementales et d'équité dans la distribution des profits.

aussi donné comme mission de défendre l'environnement contre la pollution que pourrait provoquer l'activité minière.

Ses actions ont pris diverses formes au cours de la lutte : l'organisation d'événements régionaux, nationaux et internationaux et de campagnes pour sensibiliser à leur problème la population et les décideurs; l'établissement d'alliances avec des institutions de droits humains et de protection de l'environnement, l'organisation de conférences et d'ateliers afin de promouvoir une solution démocratique au conflit.

Le financement ainsi que l'appui technique et logistique au *Frente de Defensa* sont venus essentiellement d'ONG dont *Oxfam America*, le *Mineral Policy center Environmental Mining council of British Columbia* et les Amis de la terre du Costa Rica (Muradian et al, 2003).

De l'autre côté, l'entreprise minière Manhattan, une petite transnationale (son unique projet était celui de Tambogrande) dont le siège est situé à Vancouver, possède une importante superficie de concessions minières dans le district de Tambogrande<sup>25</sup>. Durant le conflit, elle était appuyée par le milieu entrepreneurial<sup>26</sup> de Piura représenté par la Chambre de commerce et les institutions liées à l'*Opus Dei*<sup>27</sup> comme l'Université nationale de Piura et le quotidien de Piura *El Correo*.

La *Cámara de Comercio y Producción de Piura* (chambre de commerce) a plaidé en faveur du projet minier soutenant qu'il n'entraînait pas en contradiction avec l'agriculture et qu'il s'agissait d'un projet susceptible de lutter contre la pauvreté et le manque d'emploi. Pour se

---

<sup>25</sup> Durant le conflit, Manhattan possédait 97 concessions (87 000 hectares), spécifiquement dans la zone de la rive gauche de la rivière Piura.

<sup>26</sup> Certains acteurs du secteur privé ont cependant été critiques par rapport au projet de Manhattan. Le Collège des ingénieurs de Piura a affirmé devant la Commission de l'environnement que l'étude d'impact environnemental (EIE) n'était pas convaincante et que les dommages du projet semblaient supérieurs aux bénéfices. Le Collège des médecins a émis, pour sa part, une opinion sur les risques de pollution sur la santé qu'entraînerait un tel projet.

<sup>27</sup> Le contrôle de plusieurs institutions et médias par l'*Opus Dei* au Pérou est bien documenté. Je me réfère ici à la Revue électronique *Liberación*, Lima, 30 mars 2001. Quand il est question de l'Église dans l'analyse, je fais référence à l'aile progressiste de l'Église catholique et non aux factions liées à l'*Opus Dei*. Il faut donc lire « Église » dans ce sens.



faire rassurante, la Chambre de commerce a créé, en 2003, une fondation pour la bonne gestion des ressources provenant du projet minier.

Tout au long du conflit qui a opposé Manhattan à la population de Tambogrande, ses dirigeants ont démontré autant de méfiance qu'ils en ont fait l'objet. Selon un gérant de Manhattan : « les groupes s'opposant au projet minier le font pour exacerber le conflit afin d'obtenir des ressources de l'étranger ».

D'après les chercheurs qui ont recueilli les propos de la compagnie, celle-ci croit que : « la résistance locale est due à une stigmatisation de l'industrie minière causée par des erreurs de gestion, le manque d'information à l'échelle locale et la manipulation exercée par les groupes politiques régionaux et internationaux » (traduction libre de l'ang.)<sup>vii</sup> (Muriadian et al, 2003).

De manière générale, la position de l'État, notamment le ministère de l'Énergie et des Mines (MEM), a été de s'en remettre aux processus légaux (EIE) et aux procédures habituelles pour résoudre le conflit. Le MEM a autorisé la présence d'entreprises minières dans la région et a donné son aval à la cession des droits miniers de la BRGM S.A. à Manhattan.

Au Pérou, le MEM est l'organisme gouvernemental responsable de l'environnement et doit contrôler les impacts du secteur minier. Il a également pour mission de promouvoir les investissements privés du secteur minier qui représentent 50 % des activités économiques d'exportation du pays. Selon Doris Balbin (2002) de l'organisme péruvien Labor<sup>28</sup> consacré aux problématiques minières, ce double mandat est questionnable et suscite des conflits d'intérêt. Le MEM centre ses efforts sur le développement minier et a beaucoup de difficulté à contrôler les impacts sur l'environnement. Il ne prend pas en compte les impacts globaux qu'un projet pourrait occasionner sur l'eau, les terres ou la vie sociale. Ceci a pour

---

<sup>28</sup> Doris Balvin est avocate de formation et consultante en gestion environnementale. Elle a fondé et travaille toujours pour l'*Asociacion civil Labor*, qui intervient dans le domaine de la protection de l'environnement au sud du Pérou. Elle préside également la *Sociedad Nacional del Ambiente* (société nationale de l'environnement).

Les opposants ont souvent accusé le gouvernement de tenir un double discours et d'être juge et partie dans le conflit. Ils soutiennent qu'aucun projet n'a été rejeté à la suite de ce processus. De plus, ce type de consultation ne répondait pas à leurs attentes puisqu'ils souhaitaient donner leur opinion sur le type de développement et pas strictement à l'intérieur du cadre du projet minier (Avila, 2002).

Une lettre du ministre d'Énergie et Mines au secrétaire général du *Flemish North-South co-operation* concernant le conflit de Tambogrande décrit bien le climat de méfiance réciproque et particulièrement de la part de l'État envers les ONG : « La présence de certaines ONG dans la zone d'influence des compagnies minières peut constituer un facteur de perturbation inutile, qui envenime les relations avec la communauté » (traduction libre de l'ang.)<sup>viii</sup>

Tout comme l'État, la *Defensoría del Pueblo*<sup>29</sup>, liée au Congrès péruvien (Protecteur du citoyen), a soutenu l'importance de trouver une voie de résolution au conflit via les procédures légales existantes.

À la suite de manifestations violentes, la *Defensoría* est entrée dans le conflit pour jouer un rôle de médiatrice entre les autorités de Tambogrande et les représentants du *Frente de Defensa*, l'entreprise minière et le ministère de l'Énergie et des Mines.

La *Mesa de dialogo* (table de dialogue), mise sur pied par la *Defensoría del Pueblo*, a pris fin alors que plusieurs acteurs dénonçaient son manque de neutralité. Tant le *Frente de Defensa* que l'Église catholique soutenaient que les conditions ne conduisaient pas à une solution durable et que les procédures, comme les audiences prévues pour l'acceptation de l'étude d'impact environnementale (EIE), déterminaient tout le reste ne laissant aucune marge de négociation.

---

<sup>29</sup> Le Canada soutient la mise en place de commissaires aux droits de l'homme au Pérou via un programme de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).



La *Defensoría del Pueblo* s'est donc retirée de tout processus de dialogue en juillet 2003, en défendant « qu'aucun dialogue ne pouvait avoir lieu puisque personne ne souhaitait dialoguer ». L'institution a cependant maintenu son engagement de « continuer à superviser les actions de l'État ». De son côté, le Canada, qui appuie le Pérou dans une réforme de ses institutions (« bonne gouvernance et modernisation de l'État ») s'est prononcé, via son ambassade de Lima<sup>30</sup>, en faveur du projet.

Dans son rapport « L'or et la terre : enjeux du développement démocratique (2002) », Droits et Démocratie, qui avait délégué deux observateurs lors de la consultation populaire du 2 juin à Tambogrande, recommande au gouvernement canadien de demander à Manhattan de reconnaître la validité du référendum qui a confirmé l'opposition massive des citoyens à son projet d'exploitation minière.

De fait, le Canada n'a pas pris position par rapport à la consultation, ni commenté l'attitude de la minière canadienne dans son refus de reconnaître les résultats du référendum de 2002. Les programmes de coopération du Canada témoignent d'ailleurs de son soutien à l'industrie minière au Pérou.

Une des quatre priorités des programmes bilatéraux avec le Pérou vise « l'accroissement de la compétitivité dans le secteur privé » (site de l'ACDI, juin 2006). Ses programmes touchent la lutte à la pauvreté, l'égalité entre les sexes, la réforme du secteur public et l'environnement, notamment auprès des secteurs pétrolier et minier. Plus de la moitié de l'aide<sup>32</sup> est octroyée à un programme (PECAN) destiné au ministère de l'Énergie et des Mines

---

<sup>30</sup> Des représentants de l'ambassade canadienne (section politique, section commerciale et section coopération) ont été interrogés par Droits et Démocratie en mai 2002. J'ai rencontré les représentants des sections commerciale et coopération en 2003. L'appui au projet minier de Manhattan et à l'industrie minière était manifeste dans tous les cas.

<sup>31</sup> Droits et Démocratie a été un des membres de la mission conjointe d'observation électorale lors des élections générales du Pérou en 2000.

<sup>32</sup> Pendant l'exercice 2004-2005, l'aide publique au développement que l'ACDI a octroyée au Pérou totalisait près de 17,5 millions de dollars. Le PECAN représente 55 % de cette somme pour 2003-2008, soit 9,6 millions de dollars.

(MEM), qui a pour objectif, entre autres, « d'accroître sa capacité d'administrer les ressources en minéraux et en métaux du pays »<sup>33</sup>.

La compagnie minière Manhattan a participé à une mission commerciale au Pérou organisée par le ministère des ressources naturelles du Canada en 1998, soit six mois avant que celle-ci obtienne les concessions minières. On lit sur le site de l'ACDI : « le Pérou est considéré comme un important partenaire du Canada en raison des intérêts canadiens grandissants dans le pays et du rôle constructif qu'il joue dans le monde [...]. Comme le Pérou est un pays riche en ressources naturelles, qu'il réussit à maintenir une économie stable et à soutenir sa croissance, il a de bonnes chances de remporter la lutte contre la pauvreté<sup>34</sup> ». Outre son soutien à l'industrie minière, le gouvernement canadien est présent dans la région de Piura via un programme d'amélioration de l'éducation de base (2002 à 2007/5 millions \$) dans le cadre d'une réforme de l'éducation en milieu rural entreprise avec le ministère de l'Éducation du Pérou.

Le tableau suivant présente les principaux groupes d'acteurs et résume leur position dans le conflit. Une description plus détaillée des acteurs sociaux et ONG ayant participé à la recherche se trouve dans l'appendice B.

---

<sup>33</sup> En même temps que se déroulaient les *Tables rondes sur les industries extractives et la responsabilité sociale des entreprises*, organisées par le gouvernement canadien en novembre 2006 à Montréal suite à un rapport du Comité permanent des Affaires étrangères et du Commerce international sur l'activité minière dans les pays en développement et la responsabilité sociale des entreprises, une entente Canada/Pérou a été conclue au Pérou afin de « faciliter les investissements étrangers », ce qui a laissé les représentants de la société civile perplexes par rapport à la volonté du gouvernement canadien d'améliorer les pratiques éthiques des investisseurs canadiens.

<sup>34</sup> Selon la Banque mondiale, la croissance du PIB ne correspond pas à une diminution de la pauvreté au Pérou. « Pour les pays pauvres, les années 1980 ont été des années perdues », peut-on lire dans le rapport datant de 1990. Ceci indique que l'industrie minière n'apporte pas de meilleures conditions de vie aux populations qui en subissent les conséquences.

## 2.4.1 Groupes d'acteurs et positionnement

Acteurs	Position dans le conflit
<i>Local</i>	
municipalité de Tambogrande	La pression populaire a mené à une consultation populaire ce qui a fait changer la position de l'administration municipale qui avait autorisé la venue de la minière. Après l'élection de 2002, le président du <i>Frente de Defensa</i> a été élu maire et a poursuivi sa lutte contre le projet Manhattan et pour le développement agricole.
<i>Frente de Defensa</i>	Les principaux objectifs du <i>Frente</i> étaient 1) d'obtenir une reconnaissance publique de la consultation populaire, 2) que le gouvernement péruvien déclare non viable le projet minier et 3) que l'entreprise minière se retire définitivement. Il souhaitait également que l'agriculture se développe et que l'État appuie financièrement l'agriculture et qu'il fournisse des infrastructures et de la formation technique.
groupes de la société civile	Sous l'impulsion du conflit, plusieurs groupes ont émergé et se sont organisés afin de défendre l'agriculture et l'environnement.
<i>Régional</i>	
gouvernement régional de Piura	À partir de 2003, le gouvernement régional s'est prononcé contre l'activité minière et pour l'agriculture, brisant le silence et l'ambiguïté concernant sa position.
municipalité provinciale de Piura	Deux maires se sont succédé durant le conflit. Le premier, Francisco Hilbck Eguiguren (1999 – 2002), a souhaité se prononcer en faveur du projet minier mais lors d'une discussion du conseil de ville, une majorité a préféré que cette position demeure interne. Plus tard, cette administration a rejeté le projet minier en raison de la relocalisation de la population.  Le nouveau maire, Sr. Eduardo Cáceres Chocano (2003 – 2006), a réaffirmé son appui au développement agricole de Piura faisant valoir le caractère plus durable de l'agriculture par rapport au développement minier.
Église catholique	Agissant d'abord comme médiatrice dans le conflit, l'Église catholique a pris position en faveur de la communauté de Tambogrande et de l'agriculture notamment pour des raisons de répartition plus équitable de la richesse.
milieu des affaires de Piura	À quelques exceptions près, le milieu des affaires favorise les investissements étrangers, synonymes de croissance économique et d'amélioration des conditions de vie.
<i>Junta de Usuarios</i>	La gestion de l'eau étant stratégique tant pour le développement agricole que le développement minier, la <i>Junta</i> formée d'agriculteurs et d'agro-exportateurs a milité contre le projet minier à travers les groupes d'opposants, tout en tentant d'obtenir plus d'appui de la part du gouvernement.
ONG régionales	Les ONG régionales ont agi en faveur de l'agriculture à travers des activités de recherche, d'information, de diffusion et de mobilisation.

<i>National</i>	
ministère de l'Énergie et des Mines (MEM)	Le MEM a tenté de satisfaire les opposants en réformant les mécanismes de participation prévus pour l'autorisation du projet minier, mais sans succès.
La Defensoría del Pueblo (protecteur du citoyen)	L'institution a tenté de jouer un rôle de médiation dans le conflit qui s'est avéré infructueux à cause du manque d'impartialité.
Mesa Técnica formée d'une dizaine d'ONG régionales et nationales <sup>35</sup>	L'intention de la Mesa Técnica était de fournir de l'information de qualité au Frente de defensa pour que la meilleure décision soit prise en regard des intérêts de la population de Tambogrande.
ONG et associations nationales	Principalement actives pour sensibiliser l'opinion publique nationale et internationale.
<i>International</i>	
entreprise minière Manhattan	L'entreprise minière, qui a pris possession d'une dizaine de concessions dans Tambogrande, souhaitait exploiter ces gisements. Elle perçoit l'opposition des groupes sociaux comme un prétexte pour en faire une cause politique alors qu'il s'agit, selon elle, d'un débat essentiellement technique.
ONG internationales	Les ONG internationales ont fourni un appui technique, financier et ont exercé une pression sur le gouvernement péruvien en légitimant le point de vue des opposants au projet.
gouvernements étrangers	Des représentants des gouvernements allemand et argentin ont appuyé la défense des droits humains et les revendications des Tambograndinos lors de leur visite. Le gouvernement canadien a, pour sa part, tenté de protéger ses acquis dans l'industrie minière.
médias locaux, nationaux et internationaux	Alors que les médias locaux et nationaux ignorent ou discréditent les dirigeants du Frente et les ONG qui l'appuient, certains médias internationaux présentent la situation à l'avantage des Tambograndinos et dénoncent l'attitude du gouvernement et de l'entreprise minière.

#### 2.4.2 Alliances locales, régionales, nationales et internationales

La communauté de Tambogrande et son front de défense ont fait des alliances avec différentes institutions et organisations de défense de droits et de protection de l'environnement au niveau régional, national et international. Celles-ci ont démontré leur solidarité à la population, ont pris position dans le conflit et ont fourni un appui financier et technique à la lutte.

<sup>35</sup> Acción Solidaria para el Desarrollo — CooperAcción; Asociación Civil — LABOR; Asociación Pro Derechos Humanos — APRODEH; Comisión Episcopal de Acción Social — CEAS; Coordinadora Nacional de Derechos Humanos; Diaconía para la Justicia y la Paz del Arzobispado de Piura y Tumbes; Fundación Ecueménica para el Desarrollo y la Paz — FEDEPAZ; Grupo de Investigaciones Económicas — ECO. (Andes). À ses débuts aussi : Sociedad Peruana de Derecho Ambiental et Cepes.

L'évolution du conflit s'est répercutée sur les différents paliers gouvernementaux et dans les organisations concernées. Au niveau régional, l'Église catholique a pris part active au débat. L'appui de groupes de citoyens comme *Grupo Piura, Vida y Agro et Tropico Seco*, de même que d'ONG régionales dont *CIPCA* et *CEPRODA MINGA*<sup>36</sup>, s'est manifesté avec force.

Du côté des alliances nationales, on compte deux regroupements importants : la *Mesa Técnica de apoyo a Tambogrande* et le *Colectivo Tambogrande-Lima*, un collectif regroupant des organisations et des individus. Le réseau international de chacune de ces organisations a également été mis à contribution pour promouvoir le point de vue des *Tambograndinos*.

#### 2.4.2.1 Gouvernements locaux

Bien qu'au début du conflit, le maire de la municipalité de Tambogrande, Alfredo Rengifo Navarrete, ait permis l'installation de l'entreprise minière, cette situation a été rectifiée au moment où la communauté de Tambogrande s'est prononcée contre le projet lors du référendum. Cette position s'est consolidée quand le président du *Frente de Defensa*, Francisco Ojeda Riofrío, a été élu maire en 2003<sup>37</sup>.

C'est en novembre 2003, lors d'une session du Conseil du gouvernement régional de Piura, qu'un accord est ratifié déclarant la vallée de San Lorenzo et Tambogrande zone exclusivement agricole. Le président de l'époque, César Trelles Lara, a du même souffle exigé du gouvernement central qu'il demande à Manhattan de quitter Tambogrande. La municipalité provinciale de Piura, d'abord divisée à l'idée de se prononcer contre le projet minier, a, pour sa part, suivi la même tangente.

#### 2.4.3 Alliances régionales

À mesure qu'avancait le processus, l'appui de l'Église à la communauté s'est précisé. L'Église catholique a pris position en faveur de l'agriculture soutenant que la mine aurait

---

<sup>36</sup> La description plus détaillée de ces organismes se trouve dans l'appendice B.

<sup>37</sup> En novembre 2002, le président du *Frente de Defensa* de Tambogrande, Francisco Ojeda est élu lors des élections municipales et déloge Alfredo Rengifo Navarrete, qui s'était montré favorable à la mine.



profité à une minorité seulement. D'autres acteurs régionaux liés à l'Église dont *CIPCA*, qui est la plus importante ONG de Piura, ont joué un rôle dans la mobilisation par leurs activités de recherche et d'information.

#### 2.4.3.1 Église catholique

L'Église catholique de Piura s'est impliquée dans le conflit depuis 1999. L'Évêque de Piura, Oscar Cantuarias, a désigné *Diaconía para la Justicia y la Paz*, institution de l'archevêché qui défend les droits humains, pour accompagner la communauté de Tambogrande dans le conflit qui l'oppose à Manhattan et agir comme agent de liaison avec le *Frente de Defensa*.

Deux communautés religieuses de la zone, *Notre Dame de Namour* et les Sœurs de *Nuestra Señora de la Enseñanza*, ont appuyé la communauté dans sa décision de maintenir un mode de vie agricole et de questionner un éventuel projet minier dans la région.

Dans un premier temps, l'Église catholique a voulu faciliter le dialogue entre les parties. Cette dernière a participé durant plusieurs années aux efforts de dialogue qui se sont fait concernant l'exploitation minière à Tambogrande, incluant la table de dialogue convoquée par la *Defensoría del Pueblo*.

Cependant, l'Évêque a constaté que ces efforts de dialogue étaient infructueux et que l'État était partial dans le débat. Il a donc déclaré le 3 juillet 2003 :

« Les choses sont dites car le gouvernement a déjà exprimé les étapes à suivre pour accepter l'EIE et si le ministère accepte l'exploitation débutera. Alors pourquoi dialoguer? » (traduction libre de l'esp. )<sup>ix</sup>.

En 2001, le clergé et l'archevêché se sont prononcés en faveur d'une consultation populaire pour donner l'aval ou non au projet minier de Manhattan à Tambogrande. Il a aussi insisté pour que soit respecté le résultat du référendum majoritairement contre l'exploitation minière.

Diverses actions de renforcement d'organisation, d'information et de sensibilisation de la population ont été menées, de même que la mise en réseau des organisations locales avec des acteurs spécialisés en environnement aux niveaux national et international.

Par ailleurs, *Diaconia* a été l'instigateur de la *Mesa Técnica* qui a travaillé durant cinq ans à fournir un soutien technique et l'information légale nécessaire.

#### 2.4.4 Alliances nationales

Sur le plan national, on note l'apport de coalition d'institutions au sein de la *Mesa Técnica de apoyo a Tambogrande* (la table d'appui technique de Tambogrande). La *Mesa Técnica* a été créée le 16 avril 2000. S'y sont intégrées progressivement les institutions nationales spécialisées en environnement et mines, puis celles de défense des droits humains.

La *Mesa Técnica* et le *Frente de Defensa* ont signé une entente selon laquelle ils s'engageaient à apporter l'information technique et le soutien au conflit socio-environnemental en élaborant des stratégies, l'assistance légale et technique environnementale, de même que l'organisation de campagnes d'incidence publique.

La *Mesa Técnica* a également appuyé la municipalité de Tambogrande avec les aspects légaux de la consultation populaire. Tout en coordonnant les opérations auprès de l'ONPE et du *Jurado Nacional de Elecciones* (institutions responsables des élections au Pérou), la *Mesa Técnica* a invité différentes organisations comme observatrices durant la consultation.

Une évaluation externe du projet minier, réalisée par chercheur américain Dr. Robert E. Moran et présentée à Piura en 2001, a également été rendue possible grâce à la *Mesa Técnica*. Cette étude d'impact environnemental, financée par *Oxfam America* et le *Mineral Policy Center* et le *Environmental Mining Council* de Colombie Britannique, démontrait, par des arguments techniques et scientifiques, les risques associés au projet minier.

En plus d'offrir des ateliers de formation aux dirigeants de Tambogrande et aux leaders de la lutte, la *Mesa Técnica* a également fait des représentations auprès des autorités du gouvernement central et membres du Congrès péruvien et fait connaître les arguments contre le projet et par rapport au processus d'audiences publiques invoquant le respect des droits de la population en regard de son développement<sup>38</sup>. Des alliances internationales avec des entités techniques ont aussi été tissées.

#### 2.4.5 Alliances internationales

Dans l'historique du conflit publié par *CEAS* et *Diaconia* en 2006, l'auteure Eva Boyle mentionne la visite d'invités de prestige dans la région en appui à la lutte de Tambogrande, comme l'ambassadeur de l'Allemagne en 2003; l'adjointe à la *Defensora del Pueblo* de l'Argentine en 2004 et, les organismes canadiens Développement et Paix (Alberta) et Droits et Démocratie (comme observateur de la consultation de juin 2002).

Elle souligne l'appui de l'organisme allemand *Infostelle Perú*, un centre d'information sur le Pérou qui a, entre autres, organisé une campagne de lettres envoyées au ministre de l'Énergie et des Mines du Pérou afin qu'il respecte les résultats de la consultation populaire.

Les Amis de la Terre (Hollande) ont, pour leur part, organisé une campagne sur le Web pour faire connaître le problème de la communauté de Tambogrande et sa position face à l'exploitation minière.

Boyle fait aussi référence aux médias internationaux qui ont couvert les événements de Tambogrande, notamment, le *Figaro* de Paris, *The Washington Post* et la télévision hollandaise et allemande. Des vidéos et documentaires ont été réalisés, dont celui de *Guarango Cine y Video*, présenté devant le Congrès péruvien et diffusé dans plusieurs pays dont le Canada, le Honduras et le Guatemala.

---

<sup>38</sup> Le 5 octobre 2003, une déclaration nationale a été émise par la *Mesa Técnica* à cet égard.



Les réseaux solidaires à la lutte de Tambogrande se sont rapidement mis en place et leur complexité a permis de rejoindre l'opinion publique régionale, nationale et internationale à travers les ONG et décideurs favorables à la cause de Tambogrande. Avant de passer à la seconde partie de la thèse, soit l'analyse du cas en tant que tel, revoyons quelques faits saillants du conflit et de la lutte.

## 2.5 Quelques repères historiques du conflit de Tambogrande

Le contexte du conflit opposant l'entreprise minière Manhattan et la population de Tambogrande a été présenté afin de mettre au jour le rôle des acteurs. Voici un résumé des événements.

Avant les investissements pour l'irrigation de la vallée de San Lorenzo il y a 50 ans, Tambogrande était constitué de quelques fermes seulement. Plus de 15 000 habitants ont été encouragés à s'y établir par un programme de colonisation. Cette région est devenue une des plus importantes productrices de fruits au Pérou.

Durant la réforme agraire du gouvernement Velasco, dans les années 1970, les agriculteurs de San Lorenzo se sont mobilisés pour conserver leurs terres. Ils ont eu la même attitude afin de repousser les ambitions de diverses entreprises minières désireuses de faire de l'exploitation minéralogique à Tambogrande au cours du dernier siècle. Leur opposition s'est manifestée via des fronts de défense de mieux en mieux organisés.

En 1990, l'arrivée au pouvoir de Fujimori a provoqué un boom minier sans précédent. Dans la foulée de la privatisation et de la publication d'un décret en 1998, déclarant la nécessité publique des investissements étrangers pour la survie de l'exploitation minière, la compagnie Manhattan acquiert les droits pour dix concessions (10 000 hectares) pour une période de quatre ans à partir du 6 mai 1999.

En 1999, les citoyens de Tambogrande assistent à des travaux d'exploration à des fins d'exploitation minière dans la ville de Tambogrande et sur la rive gauche de la rivière Piura et commencent une bataille contre Manhattan, qui prendra fin en 2005 avec son retrait

définitif. Durant cette période, les forces vives de la société se rallieront à la cause, tant au Pérou qu'au niveau international. Voici un rappel des principaux événements qui ont marqué le conflit de Tambogrande et qu'on pourrait diviser en cinq étapes.

### 2.5.1 Cinq grandes étapes du conflit

#### **Prise de conscience (1999-2001)**

- Le front de défense de Tambogrande et San Lorenzo se reconstruit à la suite de travaux d'exploration de Manhattan (même structure qu'à la venue de BRGM).
- Un regroupement d'organisations (*Mesa Técnica*) se forme pour donner une assistance technique au Front de défense.
- Les 27 et 28 février 2001, le campement de l'entreprise Manhattan est détruit lors d'une manifestation.

#### **Internationalisation du cas (2001-2002)**

- Le 31 mars 2001, le leader de la lutte Godofredo Garcia Baca est tué devant son fils. Son assassin prend la fuite. Des médias et des ONG internationales commencent à s'intéresser au cas.

#### **Consultation populaire (2002-2003)**

- Le 2 juin 2002, une vaste consultation populaire est organisée en présence d'observateurs étrangers. Malgré le taux de participation de plus de 70 % et le fait que 98,6 % de la population se prononce contre le projet minier, le gouvernement refuse d'accepter la légitimité du référendum et continue à développer le projet.

#### **Intensification de l'opposition (2003)**

- En novembre 2003, des audiences publiques sur les impacts environnementaux du projet minier sont prévues à Piura et Lima. Les citoyens de Tambogrande se mobilisent en organisant trois jours de grève de protestation et font annuler les audiences.

#### **Départ de Manhattan (2004-2005)**

- En décembre 2003, la minière d'État péruvienne Centromin a pris la décision de révoquer son option pour Tambogrande, ce qui a incité Manhattan à abandonner le projet et le pays, à changer de nom pour Mediterranean Minerals Corp. et à orienter ses activités en Turquie et dans le bassin de la Méditerranée. Le groupe péruvien Buenaventura aurait acquis les droits des concessions minières situées à Tambogrande.

### Épilogue du conflit (2006)

Depuis la fin du conflit, de nouveaux projets miniers se développent dans la région, notamment dans la partie andine en amont de la rivière Piura, qui alimente le réservoir de San Lorenzo. Lors de mon séjour, en mai 2006, j'ai pu constater que ces communautés d'Ayavaca et de Huancabamba se mobilisent avec l'appui de Tambogrande, qui s'inquiète toujours de la menace minière. Menace qui se manifeste cette fois de manière plus violente d'après les témoignages recueillis auprès de plusieurs personnes qui avaient participé à mon enquête de 2003 et 2005.

La Fédération internationale de droits humains (APRODEH), associée à Amnistie Internationale, manifestait, au printemps 2006, sa préoccupation pour l'état de chaos social dans lequel se trouvait la province de Huancabamba depuis 2002, causé par la présence de l'entreprise minière britannique *Monterrico Metals* (Majaz), qui souhaite exploiter un gisement minier dans la partie élevée de la province andine située près de Tambogrande. Les agriculteurs de Piura, comme ceux de Cajamarca, ont exprimé leurs préoccupations envers l'exploitation minière qui risquait de polluer les sources d'eau et d'affecter l'agriculture, particulièrement de produits organiques comme le café et la banane.

L'organisme a reçu une demande de diverses personnes de Lima et de Piura pour intervenir et demander une intervention policière d'urgence devant la montée de la tension. Cet appel à l'aide est venu à la suite d'un événement violent ayant eu lieu lors d'un forum sur les mines l'agriculture et le développement durable tenu le 12 mars dans la ville de Huancabamba dans la province de Piura. Les conférenciers invités à ce forum étaient l'économiste Juan Aste, le biologiste Fidel Torres, et l'avocat Enrique Rodríguez.

La police a finalement réussi à rescaper les séquestrés, incluant une jeune de *CooperAcción*, Cisse Toro, qui s'est échappée des coups car on pensait qu'elle était journaliste. Dans le cas de Vicente Alcorta, qui était venu de Tambogrande (membre du front de défense de Tambogrande et fondateur de *Tropico Seco*), les conséquences ont été plus tragiques : les policiers l'ont retrouvé attaché et inconscient à cause des coups reçus. Il paraît que les 172 assaillants l'ont confondu avec le maire de San Ignacio, qui se trouvait parmi les participants au forum<sup>39</sup>.

---

<sup>39</sup> Références : « Majaz: un ejemplo de nomba de tiempo », in *Reflexiones Peruanas*, N° 102, faits confirmés par Cisse Toro et Vicente Alcorta en mai 2006 lors de mon passage.

## PARTIE II

### ANALYSE DU CAS

Cette partie tente de répondre à la question des changements sociaux et culturels entraînés par la lutte. L'analyse est consacrée aux processus de construction identitaire dans ses différentes dimensions et s'intéresse au rôle des minorités actives et des autres acteurs sociaux dans les dynamiques d'interaction qu'ils entretiennent de manière ponctuelle ou permanente pour tenter d'influencer le déroulement des événements.

Les témoignages recueillis sur le terrain ont été regroupés en six tableaux thématiques. Des commentaires personnels, racontant certains moments clés de mon expérience à titre de chercheur, sont insérés entre les chapitres et relatent l'évolution de mes rapports avec la communauté, à commencer par les premiers contacts en 2003, où ma compréhension de la situation était encore embrouillée, jusqu'à une vision plus achevée de cette expérience, qui se complète en 2006. Ces notes ethnographiques servent aux réflexions de la troisième partie tout en éclairant la démarche d'analyse du cas.

On retrouve dans les tableaux thématiques différents types de témoignages et quelques indications s'avèrent nécessaires pour faciliter la lecture et la compréhension des catégories utilisées. À l'exception des représentants d'institutions et d'organisations, dont les discours sont publics, les noms des personnes interviewées ne sont pas dévoilés, par mesure de confidentialité et de sécurité et en raison de la non-pertinence de cette information pour l'analyse. Trois types de repères servent toutefois à caractériser les témoignages :

1. des indications géographiques et sociodémographiques (par exemples : enseignante, militante, activiste, agriculteur de la rive gauche, femme, jeune, etc.);
2. une distinction entre les acteurs externes (ONG régionales, nationales, journalistes) et internes de la lutte (j'utilise la terminologie porte-parole, leaders, dirigeants de la lutte ou activistes pour désigner les acteurs locaux de Tambogrande). Bien que les citoyens soient également des acteurs, j'utilise le terme *Tambograndino* ou citoyen pour les distinguer des acteurs internes ayant assuré un leadership reconnu dans la lutte;
3. des repères dans le temps, lorsque cela est pertinent et nécessaire à la compréhension, sont fournis en mentionnant parfois l'année de l'entrevue ou en incorporant des

indications quant à la progression de la lutte — avant, pendant ou après la lutte — permettant d'apprécier les impacts et les conséquences de celle-ci.

Dans la plupart des cas, les thèmes abordés dans les témoignages sont récurrents. L'analyse présente un ou deux témoignages-type pour soutenir les idées-forces émergeant de l'analyse de l'ensemble des témoignages. Dans certains cas, des groupes de personnes partagent le même point de vue (femmes, paysans, agriculteurs, jeunes, citadins, gens de la rive gauche ou de la vallée de San Lorenzo, etc.). Il va sans dire que ces points de vue ne doivent en aucun cas être interprétés comme l'opinion de l'ensemble de la population partageant ces caractéristiques. Par ailleurs, les avis minoritaires ou divergeants sont également retenus pour l'analyse, considérant qu'ils puissent être la manifestation d'un courant de pensée plus important qu'on ne le laisse paraître, volontairement occulté ou tabou.

Les tableaux thématiques (chapitres I à VI) analysent, sous divers angles, l'expérience de la lutte racontée par les acteurs et les citoyens, soit du point de vue : 1) des stratégies déployées, 2) des divisions politiques et économiques, 3) des représentations liées à l'historique des luttes, 4) des représentations du développement (perspective projective), 5) de l'éducation politique et des moyens démocratiques utilisés, et enfin, 6) du point de vue des femmes de Tambogrande et de l'évolution de leur situation durant et après cette lutte.

Des questions comme le rapport à l'environnement et à la terre, à l'histoire et au territoire, les conceptions et perceptions de la notion de développement, le rôle des médias et les stratégies de mobilisation, les solidarités internationales, de même que l'importance du consensus social et ses dilemmes, sont abordées à l'intérieur des tableaux. Chacun des chapitres se termine par un court résumé. Une synthèse de l'analyse est présentée à la fin de cette partie, dans le chapitre VII.

Dans le chapitre I, « Prendre l'espace public », l'ensemble des ressources mobilisées dans le conflit (événements médiatiques, expertise légale, arguments scientifiques, etc.) est présenté

---

<sup>1</sup> Des études quantitatives ont été réalisées par d'autres chercheurs dont *CIPCA* (2000) et mes données corroborent certains faits.

sous l'angle des stratégies déployées par les *Tambograndinos* pour gagner la lutte aux niveaux légal, politique et social. Les alliances ont permis d'attirer l'attention du public, de la scène locale à internationale, et de réunir l'expertise nécessaire pour développer un argumentaire solide.

L'organisation de la consultation populaire a été un des points tournants de la lutte. Des événements tragiques ont, par ailleurs, propulsé le conflit sur la scène médiatique. Dans ce tableau, on retrouve des explications concernant la manière dont les opposants ont exploité certaines valeurs relatives aux droits humains et au développement durable pour que leur lutte apparaisse légitime.

Le chapitre II, « Diviser pour mieux régner », examine les enjeux politiques, économiques et culturels du conflit. La mise au jour des divisions illustre la fragilité des victoires et l'omniprésence de la menace que font peser sur la région et sur le Pérou les transnationales minières. Bien que le renforcement des institutions démocratiques constitue un acquis, le sentiment « d'unité » (identité partagée), n'est pas synonyme d'unanimité, et certaines divisions perdurent devant les dangers de la corruption tirant profit du vide politique et de la pauvreté. Est-ce que le calme après la tempête signifie de l'apathie ou doit-on se méfier du lion qui dort ?

Le chapitre III, « Histoire d'un peuple en lutte », analyse, à travers les récits des différentes luttes qu'ont connues les *Tambograndinos*, les représentations rétrospectives que se font les acteurs et les *Tambograndinos* de la lutte contre Manhattan. Du phénomène *El Niño* à la réforme agraire, en passant par la colonisation de la vallée de San Lorenzo et la venue de chercheurs d'or étrangers, les *Tambograndinos* ont dû composer avec les éléments naturels et les « envahisseurs », mais faire aussi face à un État qui ne soutient pas l'agriculture.

Le succès de la lutte est attribué aux conjonctures spécifiques et aux caractéristiques culturelles du peuple de Tambogrande. Dans leurs interprétations de la réussite, la persévérance et l'esprit combatif auraient été acquis à travers l'histoire des luttes, mais aussi grâce au leadership et au mouvement de solidarité (qui s'étend au-delà des frontières) émanant de cette région. Comment s'inscrit cette mythification de l'histoire de la lutte dans la

démarche vers l'émancipation ? Ce tableau offre une exploration de la construction identitaire décrite par les acteurs du conflit.

Dans le chapitre IV, « Projections d'une société modèle », je mets au jour l'articulation entre la reconnaissance externe et la construction identitaire. Un des effets de la lutte a été de provoquer de nouveaux questionnements quant au développement souhaité et de favoriser l'affirmation d'une position commune. Par ailleurs, on sait dorénavant que les choses peuvent changer et cette nouvelle perspective ouvre des possibilités jusqu'alors inexistantes. La projection dans l'avenir s'est construite à partir de diverses représentations du développement, convergeant de manière plus ou moins directe vers le projet défendu durant la lutte. Celle-ci a réveillé un sentiment de fierté, alimenté par la reconnaissance et le regard venant de l'extérieur.

Le chapitre V, « Éducation politique et développement », illustre divers moyens démocratiques employés pour mobiliser la population, dans la lutte et à la suite de celle-ci, notamment par l'éducation politique et la consolidation des structures participatives. La création de lieux appropriés au développement local de Tambogrande et le rejet de mécanismes de concertation et de décision où les pouvoirs « ne sont pas équilibrés » font partie du mouvement de démocratisation. Après le départ de l'entreprise minière, quelle signification prend cette lutte ? Se questionne-t-on davantage sur le fond des choses ? Quel a été le rôle des minorités actives à travers leur quête de légitimité et les contraintes qu'elle suppose ?

Le chapitre VI, « Femmes en lutte et démocratie », expose les perceptions des femmes et des hommes quant à leur rôle durant la lutte et dans la société en général. Si la lutte a permis à certains groupes de sortir de l'ombre, dont les femmes, les jeunes et les paysans, le processus de renforcement institutionnel qu'elle a entraîné leur ouvre des espaces de participation et favorise l'émergence de nouvelles organisations qui leur sont dédiées. Tout comme le démontre l'évolution du féminisme au Pérou, qui a pris différents rythmes et occupé différents espaces, la lutte des femmes pour leur reconnaissance n'est pas homogène dans cette région et au sein même de la communauté de Tambogrande. Les changements sociaux et culturels, qu'ils soient planifiés ou non, ont un lien avec l'éducation politique car pour



pouvoir mobiliser, il est nécessaire d'atténuer les inégalités sociales. Cette dynamique éducative lève le voile sur la dialectique entre les communications instrumentales et le lien social.

Dans le chapitre-synthèse (VII), le rôle et le fonctionnement des minorités actives sont décortiqués à la lumière des éléments d'analyse des chapitres précédents. La quête de légitimité, qui renforce l'unité nécessaire à réussir les luttes, prend différentes formes et fait appel à des dimensions tant rationnelles (techniques, légales) et politiques, qu'émotionnelles et symboliques. L'importance d'être représenté pour acquérir une existence politique et légale est soulevée dans ce tableau.

Cette reconnaissance prend sa source dans différents référents identitaires. Le discours des opposants compose, par des processus de séduction et d'opposition visant la reconnaissance, une mise en récit mythique qui fait notamment référence au paradigme indigéniste<sup>2</sup>, aux symboles de résistance et de luttes pour l'indépendance et à une vision occidentaliste de l'environnement. Cette mise en récit révèle les défis identitaires posés par les situations conflictuelles et paradoxales auxquelles sont confrontées les communautés dans l'appropriation de leur développement. Au-delà des appartenances territoriales revendiquées, les identités constituent de nouveaux espaces de signification, qui sont analysés à partir de la littérature. Cette mythification pose des enjeux épistémologiques au chercheur, qui seront étudiés plus à fond dans la troisième partie.

---

<sup>2</sup> La traduction littérale d'*indigenas* en français serait « communauté autochtone ». Cependant, ce terme est souvent utilisé dans son sens péjoratif ou tiré de traités ou de groupes de revendication privilégiant cette appellation, c'est pourquoi je conserve parfois le mot « indigène » en le mettant entre guillemets.

---

## NOTES ETHNOGRAPHIQUES DE L'AUTEURE

### Terre fertile et fils déserteur

*La communauté de Tambogrande a su démontrer au monde entier que son désert était aussi fertile pour nourrir le monde, que fertile en idées et en initiatives. Peuple combatif, mais surtout composé de personnes d'exception, comme Godofredo, qui ont fait la différence dès le début de la lutte.*

*Godofredo Garcia Baca était membre du groupe Piura Vida y Agua, qui posait les jalons pour l'élaboration d'un plan de développement durable dans la région. Initiateur d'un projet agricole biologique modèle, il avait affronté, des années auparavant, les compagnies minières et se trouvait bien au fait de leurs intentions au moment de la venue de Manhattan.*

*Le meurtre de Godofredo dans des circonstances suspectes<sup>3</sup> est l'un des événements déclencheurs déterminants dans le cours de la lutte. Devenu le symbole de la persévérance des Tambograndinos dans leur lutte, ils en ont fait leur martyr. Son fils m'a raconté, au fil de plusieurs rencontres, le rôle de son père dans la lutte contre le projet Manhattan et des nombreuses batailles qu'ils ont menées. Combats qui sont présentés par Ulises Garcia comme le fondement de l'identité de Tambogrande. Ses récits rendent inextricables l'identité entre le peuple et le père.*

*Ulises Garcia m'a raconté, avec un sérieux proche de la solennité, les exploits et les dessous de leurs luttes. Il était venu en mission à Tambogrande, puisqu'il vit dorénavant à Toronto. Subitement devenu porte-parole de la lutte après la mort de son père, Ulises a l'habitude des médias, qui l'ont pourchassé, calomnié, accusé d'avoir même assassiné son propre père. Il est devenu « plus grand que lui-même ». Étrange péruvien exceptionnellement grand, qui doit aujourd'hui se battre pour être reconnu sur une terre étrangère, déchiré entre son héritage mythique et « sa fuite » au pays des envahisseurs. Certains ont crié au complot : pourquoi s'est-il marié avec une Canadienne ? Y-aurait-il eu connivence avec l'entreprise ? Le mystère reste entier. Pression trop forte d'être devenu le nouveau symbole de la lutte ? Fascination pour « l'oppresseur » ?*

---

<sup>3</sup> Personne n'a jamais su les réelles motivations du meurtrier. Agissait-il à titre personnel ou à la solde d'un groupe terroriste ? Plusieurs restent convaincus qu'il a été payé par la compagnie minière.

## CHAPITRE I

### PRENDRE L'ESPACE PUBLIC

Nous agissons face au conflit à travers les organisations sociales, en développant des forces citoyennes qui nous ont fait découvrir comment défendre nos droits (Responsable des relations avec la communauté de la municipalité de Tambogrande) (traduction libre)<sup>1</sup>

Pour obtenir une reconnaissance politique et réussir à se prononcer sur leur propre développement, un certain nombre de stratégies ont été déployées par les opposants au projet minier, allant du débat public jusqu'à l'organisation d'une consultation populaire, en passant par le boycott de certains lieux de décision. La lutte des *Tambograndinos* a été menée sur plusieurs plans : médiatique, légal, politique, et à tous les niveaux du local à l'international.

La lutte a été appuyée et légitimée par des acteurs nationaux et internationaux. Ceux-ci ont formé des coalitions et des forums destinés à réunir les compétences techniques utiles pour contrecarrer le projet minier. Sur le plan légal, la protection de l'environnement et des droits humains ont dominé. Les arguments techniques et légaux devaient toutefois trouver un canal sur le plan politique afin de pouvoir renverser le projet minier.

Sur la scène locale, on s'est consacré à construire une force commune basée sur la prise de conscience du pouvoir paysan. Cela s'est fait, par exemple, en valorisant les pratiques de développement durable de l'activité agricole. En même temps, les leaders de la lutte ont mis au jour les impacts qu'aurait pu avoir le projet minier sur l'environnement.

Sur le terrain médiatique, les diverses campagnes de visibilité et de sensibilisation, dont le film produit par *Guarango*<sup>1</sup> et le travail d'incidence réalisé par *Factortierra* et divers collectifs, visaient à contrecarrer l'inertie ou la partialité des médias de masse, majoritairement en faveur de l'industrie minière. Cependant, ce sont les affrontements et des événements tragiques qui ont porté le conflit à l'avant-scène.

### 1.1 En quête d'une légitimité scientifique et morale

Les stratégies employées par les opposants au projet minier avaient à la fois pour objectifs : 1) d'acquérir la légitimité nécessaire pour faire valoir son point de vue et; 2) de mobiliser la population afin de « créer l'unité ». L'élaboration d'un discours scientifique et économique en faveur de l'agriculture a ainsi servi la cause.

Pour faire contrepoids au discours en faveur du développement minier le *Frente de Defensa* et la *Mesa Técnica* se sont consacrés à la valorisation du caractère agricole de la région, avec l'aide de spécialistes tels que le géologue américain Robert Moran. Les connaissances dans le domaine de l'environnement ont été pour cela d'un précieux concours.

Le Dr. Moran a été engagé par la *Mesa Técnica* en 2000 afin de produire une étude d'impact indépendante. Il a noté plusieurs lacunes dans l'étude préliminaire de Manhattan et démontré que le projet minier pourrait avoir des impacts importants sur les ressources orifères.

Parallèlement aux objectifs évoqués pour convaincre les décideurs et l'opinion publique, la diffusion de contre-arguments et de connaissances nouvelles liées à leur environnement ont servi à renforcer le sentiment de fierté lié à l'agriculture.

Nous sommes conscients que les paysans sont un pouvoir au Pérou et nous avons pris conscience que nous devons aller là où se prennent les décisions, nous devons participer à la politique et nous le ferons car ce sont les politiciens qui prennent les décisions. Nous, les paysans, on nous a dit que nous ne sommes pas faits pour la politique, « tu ne peux pas être maire », ils nous ont mis cette idée dans la tête, que nous sommes faits pour être vendeur, ce qui est totalement faux car nous avons démontré que nous

---

<sup>1</sup> *Guarango Cine y Vídeo* est une association se consacrant depuis 12 ans à la réalisation de projets audiovisuels pour le développement (voir appendice B).

avons un modèle de développement, beaucoup de courage et que la lutte que nous avons menée a servi d'exemple non seulement au Pérou, mais aussi qu'elle a modifié les attentes du gouvernement, à l'exécutif et au législatif, car plusieurs lois ont changé depuis la lutte du peuple (Francisco Ojeda, maire de Tambogrande) (traduction libre)<sup>ii</sup>

Preuve vivante que l'agriculture peut être synonyme de succès, Francisco Ojeda, modeste agriculteur, a parcouru un long chemin pour devenir le leader principal de la lutte, puis maire de Tambogrande. Ses origines et son approche ont fait de lui un messager crédible et apprécié des *Tambograndinos*. Le discours pro-agriculture qu'il a livré a suscité l'adhésion générale, et a été repris par une majorité de citoyens, si on se réfère aux différentes recherches, aux sondages et à mon enquête terrain. Voici un exemple typique des témoignages appuyant l'agriculture, même chez ceux qui ne sont pas agriculteurs.

Le problème ici est un problème agricole [...] ils n'ont pas dit aux entreprises minières que la région était agricole, ensuite le peuple a défendu ses racines agricoles. Les gens étaient en faveur de l'agriculture. Les gens n'étaient pas heureux avec l'exploration minière. Le peuple est à 90 % agricole. Les gens donnaient des citrons et des mangues aux représentants miniers pour qu'ils voient la quantité qu'il y avait ici. L'entreprise n'avait pas dit que le projet allait affecter l'environnement, c'était cela le problème, très défavorable pour la ville. Tambogrande est très agricole et personne ne pourra lui enlever cela. Je suis camionneur et je vis de l'agriculture comme tout le monde ici. Nous transportons des mangues, du riz, des citrons, des bananes... (camionneur) (traduction libre)<sup>iii</sup>.

## 1.2 Affrontements et rapports de force

Au cours des entrevues, on a utilisé l'image de David contre Goliath pour illustrer la lutte des *Tambograndinos*. Bien qu'armé seulement de pierres et d'un bâton pour affronter Goliath, le personnage mythique de la Bible n'avait pas moins l'intention de faire la guerre. Certains témoignages indiquent clairement, qu'en dépit des intentions pacifiques exprimées, ce sont des événements tragiques et les actions d'éclat qui ont catapulté le conflit sur la place publique et permis aux *Tambograndinos* de se faire entendre.

Quand il y a un gouvernement pas très démocratique qui domine les médias, l'alternative qui reste au peuple est la force, c'est le choc. (Il faut) faire sentir au gouvernement que si le peuple n'est pas d'accord avec quelque chose, les choses vont très mal se passer. Et avant tout, les politiciens qui sont sensibilisés à la question du vote, quand ils sentent que le peuple se lève, cela produit une détonation qui se répercute partout ailleurs. Le gouvernement recule. Ce qu'a appris le peuple, c'est que s'il n'est pas d'accord, il se lève et doit se battre (jeune professionnel) (traduction libre)<sup>iv</sup>.

### 1.2.1 Boycott des audiences publiques

La partialité du gouvernement péruvien, qui possédait 25 % des actions de la mine Manhattan, a exacerbé la méfiance de la population envers les processus de consultation. Les audiences publiques de novembre 2003, prévues pour évaluer les impacts environnementaux du projet de Manhattan, ont été perçues davantage comme une opération de justification qu'une réelle consultation permettant à la population d'avoir un poids politique réel dans la prise de décision. Elles ont été le théâtre d'un affrontement spectaculaire où 10 000 personnes se sont mobilisées durant trois jours pour manifester contre ces audiences à Piura et à Lima et ont réussi à les faire annuler. Cet événement constitue un des faits marquants soulevés par plusieurs personnes interrogées, particulièrement des activistes du mouvement d'opposition.

Outre les impacts sur les décisions gouvernementales, l'onde de choc de la confrontation directe et des coups d'éclat produisent d'abord des effets chez ceux qui « médiatisent » le conflit. C'est à la suite des incendies ayant détruits le campement de Manhattan que l'Église s'est décidée à prendre position en faveur de la population et, pour éviter la crise sociale, a demandé à l'entreprise de se retirer. C'est aussi après l'assassinat de Godofredo que les médias se sont tournés vers Tambogrande.

Avant l'assassinat, c'était très difficile d'intéresser les médias au conflit. Après, nous avons tenu des événements importants, j'ai continué à publier des articles sur la consultation populaire dans des médias indépendants (Stephanie Boyd) (traduction libre)<sup>vi</sup>.

Devenu le martyr des *Tambograndinos*, Godofredo a symbolisé la lutte après sa mort. Son fils Ulises, qui a pris la relève, a été l'objet d'une attention médiatique soutenue, qui lui a permis « d'internationaliser le conflit ».

Il y avait des gens comme Ulises, qui était bon avec cela (les médias) car il a été à l'université à Lima et est revenu à Piura. Avec un ami, ils ont produit des affiches, fait campagne, pris contact avec des gens au Canada et dans d'autres pays. D'autres communautés souhaitaient adopter ces méthodes et demandaient des consultations populaires comme en Argentine, ils écrivaient à Ulises pour obtenir de l'information. L'information s'est également rendue, par le biais d'un groupe, au Guatemala et au Honduras, où il y a des conflits violents, afin de leur montrer qu'il existe d'autres méthodes (Stephanie Boyd) (traduction libre)<sup>vi</sup>.

### 1.3 Conquérir les esprits et les cœurs

Divers agents de diffusion ont collaboré aux efforts pour mobiliser la population et pour « combattre la diffamation envers les leaders de la lutte », produite ou relayée par les médias. Dès le début du conflit, le souci d'alerter l'opinion mondiale était présent, comme l'explique Droits et Démocratie dans un rapport publié en 2002.

Des activités de sensibilisation et d'éducation ont été réalisées par les organisations de la *Mesa Técnica* en particulier pour la campagne pour le NON dans le contexte de la consultation municipale, telles que : impression d'affiches et de matériel promotionnel, spots publicitaires, réunions publiques et mobilisation, lobby auprès des leaders d'opinion de Tambogrande, Piura et Lima, coordination avec des réseaux d'appui internationaux (p. 11).

#### 1.3.1 Les réseaux d'information au service de la lutte

Des collectifs, comme *Colectivo Tambogrande-Piura* et *Colectivo Tambogrande-Lima* (qui est devenu *Red Muqui*<sup>2</sup>) se sont rapidement mis sur pied et ont pu se mettre en réseau avec d'autres organisations à Lima et à travers le monde. FEDEPAZ<sup>3</sup> faisait partie des organismes de Lima qui alimentaient en information ces réseaux.

Ces réseaux d'information se sont constitués grâce à l'usage de plus en plus répandu d'Internet au Pérou<sup>4</sup>. Ces moyens ont permis aux activistes de réagir rapidement aux événements et de mobiliser la population. C'est de cette façon que la manifestation de trois jours pour le boycott des audiences publiques s'est organisée.

Selon Liliana Alzamora, l'état d'alerte était permanent durant les grèves. Son groupe analysait les agissements de chaque acteur avant de donner son opinion et de proposer des

---

<sup>2</sup> Réseau d'institutions nationales et locales visant à promouvoir le développement durable ainsi que la défense des droits des communautés situées dans les zones d'influence de l'industrie minière au Pérou (voir appendice B).

<sup>3</sup> FEDEPAZ est une organisation non gouvernementale sans but lucratif fondée en 1993 pour œuvrer à la défense et à la promotion des droits humains dans l'ensemble du territoire péruvien (voir appendice B).

<sup>4</sup> Un commerçant Internet de Tambogrande confirme l'explosion d'Internet depuis quelques années. Il y a tellement d'offre de service que ce n'est plus rentable d'opérer une « cabina » (cabines Internet).

orientations. Les positions du *Frente* et de la *Mesa Técnica*, les orientations de Manhattan et du gouvernement local, ce que la *Coordinadora* apprenait : tout était scruté à la loupe.

Nous n'étions plus que deux ou trois personnes, nous écrivions via Internet pour *Factortierra*. Nous avions une liste d'envoi nationale et une autre internationale. Le travail s'est effectué durant les trois jours de la grève qu'il y a eu à Tambogrande, nous envoyions de l'information chaque demi-heure et restions alertes (Liliana Alzamora) (traduction libre)<sup>vii</sup>.

Liliana Alzamora, travaille à la rédaction de *Factortierra* et explique le rôle de ce réseau fondé au cours de la lutte :

Mon rôle durant la lutte a été permanent. Durant les dernières années de la lutte, mon travail était surtout lié aux actions d'influence (lobby/advocacy) et aux médias. Après un atelier de formation que nous a donné le groupe *Guarango* sur la manière de systématiser et de diffuser l'information à travers les médias, spécialement Internet, nous avons formé un groupe [...] et avons fait diverses campagnes, entre autres nous avons créé la limonade de Godofredo [...] Mon travail à *Factortierra* est de systématiser l'information qui se présente lors des assemblées — à propos des accords qui se prennent dans ces assemblées — ce qui se fera dans les campagnes de résistance pacifique. Aussi lire les quotidiens locaux afin de comparer ce qui se dit et ce qui se passe réellement à Tambogrande [...] ces quotidiens tentaient toujours de surdimensionner les nouvelles [...] C'était un peu pour analyser les nouvelles et les événements tels qu'ils s'étaient produits (traduction libre)<sup>viii</sup>.

Loin de s'être éteint après la lutte, *Factortierra* poursuit son œuvre au profit des régions environnantes, qui sont maintenant aux prises avec la présence d'entreprises minières désireuses de réaliser leurs projets. Ils font campagne à Ayabaca et Huancabamba et sont en contact avec les présidents des fronts de défense de ces communautés andines. « Nous nous sommes engagés à *Factortierra* à garder contact avec ces régions car il n'y a pas beaucoup d'information scientifique en raison de la situation géographique des communautés rurales. (Il faut) essayer de faire des recherches avec les communautés autochtones », (Liliana Alzamora) (traduction libre)<sup>ix</sup>.

---

<sup>v</sup> Voir appendice B.



### 1.3.2 Campagnes de sensibilisation et de mobilisation

Diverses campagnes ont été mises en œuvre, en réaction à l'actualité ou en profitant des occasions offertes par les événements publics et culturels. Des initiatives ont été prises par de petits groupes de citoyens pour organiser, par exemple, « les vigiles du dimanche » devant le siège de Manhattan à Tambogrande :

Nous allions tous les dimanches devant l'entreprise et nous manifestions en distribuant des tracts. Les gens s'approchaient et nous leur donnions des tracts. Nous avons vu la faiblesse de l'entreprise. Même s'ils étaient riches et qu'ils avaient le pouvoir économique et politique, qu'ils faisaient un bon lobbying au Congrès (Liliana Alzamora) (traduction libre)<sup>6</sup>.

La campagne contre la falsification de signatures est un exemple de la réaction rapide qu'a permis le réseau d'information mis en place. La *Coordinadora para el desarrollo de Tambogrande*<sup>6</sup> avait organisé une pétition en faveur du projet minier. Au total 17 000 signatures ont été présentées. Un échantillon de 1000 signatures a été vérifié de manière informatique par les groupes opposés au projet Manhattan. Lorsqu'on s'est rendu compte que 80 % des signatures étaient fausses, la *Defensora del pueblo* a été convoquée. Malgré la lenteur des autorités à condamner le geste, l'information a fait la manchette<sup>7</sup>.

Un des enjeux était de faire connaître le conflit en dehors de la communauté, notamment à Piura et à Lima, où se prennent les décisions. « Nos campagnes étaient destinées aux médias de communication, certains les couvraient, d'autres non car il faut payer pour faire paraître les communiqués de presse », (Liliana Alzamora) (traduction libre).

Devenu un symbole de la lutte, le citron de Tambogrande a été « servi » sous forme de limonade lors de divers événements de visibilité. Les campagnes intitulées « *Acabemos con el limón* » (c'est fini le citron) et « *¿te imaginas el cebiche sin limón ?* » (tu imagines le cebiche sans citron ?) ont été conçues par une agence privée pour sensibiliser les gens de la capitale.

---

<sup>6</sup> Une coalition mise sur pied par l'entreprise minière.

<sup>7</sup> Selon les témoignages de Liliana Alzamora et de *Diaconia*.

Elle alertait les amateurs du mets national de la menace que faisait peser le projet Manhattan sur la production du citron, indispensable pour préparer le cebiche.

Nous ne voulions pas répéter ce qui se passait toujours à Lima, faire des manifestations. Afin que les politiciens de Lima comprennent, notre proposition était agressive, forte [...] nous voulions que les gens ordinaires fassent pression sur les décideurs [...] Nous avons tenté d'utiliser un symbole national, nous avons fait une campagne folle, c'était comme si Manhattan disait que le Pérou allait tuer son symbole national et que nous y répondions [...] D'une thématique complètement culinaire, nous sommes arrivés à une thématique complètement politique (Paul Gogin) (traduction libre)<sup>xi</sup>.

L'urgence de créer l'événement a suscité la créativité et forcé l'innovation, raconte Paul Gogin de *VenVa*, un des concepteurs de la campagne. Il a cependant fallu prendre des risques et trouver le juste équilibre entre la nécessité d'obtenir l'attention et celle de maintenir une image irréprochable dans un contexte où les mouvements de gauche sont constamment taxés de terrorisme ou d'antipatriotisme. Selon Gogin, les dirigeants du *Frente* et de la *Mesa Técnica* avaient peur de mener ce genre de campagne au début.

### 1.3.3 Accéder à la scène internationale

Les dirigeants se sont rendu compte de l'importance d'informer la presse canadienne, c'est pourquoi ils ont réservé un bon accueil à la journaliste et cinéaste d'origine canadienne Stephanie Boyd, qui a été la première journaliste de l'étranger à couvrir le conflit de Tambogrande.

Nous travaillons à une nouvelle version de la vidéo afin de montrer comment ils travaillent délibérément à une campagne de non violence. Pancho et d'autres dirigeants ne voulaient pas que les gens brûlent le campement (Stephanie Boyd) (traduction libre)<sup>xii</sup>.

Le coup de publicité offert « accidentellement » par cet événement a exigé qu'on redouble d'efforts afin de présenter une image positive de la lutte et de conserver la légitimité auprès de l'opinion publique, d'autant que des accusations avaient été déposées contre 56 personnes dont la plupart étaient des dirigeants de la lutte.

Ils ont organisé des marches pour la paix et des campagnes avec des médias car ils savaient qu'ils avaient à convaincre les médias qu'ils n'étaient pas des terroristes. Les médias étaient quelque chose de nouveau pour eux et ils ont bien composé avec cela (Stephanie Boyd) (traduction libre)<sup>xiii</sup>.

#### 1.3.4 Impact local des médias

Consultés au cours de l'enquête au sujet de l'impact des médias dans la lutte, les citoyens ont confirmé que les manifestations et les médias, particulièrement la programmation de *Radio Cutivalú* relayée à Tambogrande au moyen de hauts-parleurs (*vocinas*), avaient contribué à informer la population et à les mobiliser. « La radio a constitué un élément important pour faire connaître le problème relié au conflit<sup>8</sup> » (traduction libre)<sup>xiv</sup>.

Luis Lozada, ex-journaliste à *Radio Cutivalú*, explique qu'au moment où l'Église a appuyé ouvertement la population devant le risque de crise sociale dû à la présence de l'entreprise minière, la radio a pris une position plus proactive en déployant une stratégie d'information sur le développement minier au Pérou et de sensibilisation sur les impacts d'une éventuelle exploitation minière à Tambogrande. Plus qu'un simple relais d'information, la radio considérait qu'elle avait un rôle d'accompagnement de la population dans sa lutte et une mission de mobilisation, en multipliant les appels à participer aux manifestations.

Bien que les médias aient permis de rendre disponible l'information, ce sont les événements publics, manifestations et protestations qui ont donné du sens à cette lutte pour les *Tambograndinos*. D'ailleurs, les spécialistes des médias affirment même que les médias ont très peu d'impact sur les décisions comme le vote et que peu de gens leur font confiance.

#### 1.4 Prendre l'espace légal

Comme pour les aspects politiques de la lutte, la bataille légale s'est déployée sur plusieurs fronts : local, régional, national et international. Au niveau international, la campagne a consisté à mettre en lumière les doubles standards appliqués par les transnationales au Nord

---

<sup>8</sup> Extrait des discussions du 23 juillet 2005 avec les femmes (résumé réalisé par Cisse Toro Garcia).

et au Sud en matière de droits humains et de droit de l'environnement, notamment par la dénonciation de l'État péruvien devant la Commission Interaméricaine de Droits humains. Sur le plan national, le combat a été ardu car les procédures prévues par le ministère de l'Énergie et des Mines laissaient peu d'espace pour s'opposer au projet et avoir gain de cause. « Nous participons aux discussions pour l'EIE (étude d'impact environnemental) et élaborons une politique interne conjointement avec les ONG, mais cela n'est pas facile » (*CONACAMI*) (traduction libre).

Le boycott des audiences publiques par la population exprimait le refus de fonctionner à l'intérieur de structures qui traduisaient le parti pris du gouvernement pour l'industrie minière. C'est sur le plan municipal qu'un espace significatif s'est dégagé, avec le règlement permettant d'organiser des consultations populaires. Il s'agit d'une opportunité qui a contribué à construire la légitimité et l'unité nécessaire pour poursuivre la lutte à d'autres niveaux. C'est donc grâce à la consultation municipale du 2 juin 2002 que Tambogrande a réussi à faire fléchir le gouvernement.

#### 1.4.1 Consultation populaire

Le projet Manhattan, bien que respectant les lois et les règles établies, ne répondait plus, selon les opposants, au critère d'acceptabilité sociale. Par ailleurs, les arguments techniques et les études produites par les opposants au projet minier ne suffisaient pas à faire plier le gouvernement<sup>9</sup>. De plus, aucun projet minier n'avait été rejeté à la suite des audiences publiques prévues dans le processus d'acceptation du ministère de l'Énergie et des Mines. Par l'application d'un mécanisme prévu à la loi, la consultation a pu être réalisée et on a pu apporter des arguments concernant l'acceptabilité sociale du projet dans le débat, sinon dans les processus décisionnels eux-mêmes.

Ce que nous voyons c'est la partie sociale et comment cela affecte la population à Tambogrande, comment la population de Tambogrande a pris une décision et pour manifester davantage cette décision, en juin de l'année passée, on a réalisé la consultation populaire [...] La consultation est légale, car il est

---

<sup>9</sup> Le gouvernement péruvien et Manhattan n'ont pas voulu reconnaître la validité de ces études.

permis que des gouvernements locaux demandent à leur population si elle veut que quelque chose ait lieu sur leur territoire (*Diaconia*)<sup>xv</sup>.

Bien que légal, le problème était l'absence de poids politique accordé à ce type de consultation par l'État.

Le problème aujourd'hui vient de l'État, dans les conditions dans lesquelles il se trouve actuellement, malgré le fait que la loi de participation citoyenne ait été modifiée à notre satisfaction, nous pensions – et c'était ce que nous exigeons – qu'il fallait y incorporer une procédure dans laquelle la participation, la consultation préalable et les processus permettant à la population de donner son opinion, auraient plus de poids que les arguments techniques qu'ils nous ont donnés (*CONACAMI*, 2003) (traduction libre)<sup>xvi</sup>.

Au moment où *Diaconia* a accordé cette entrevue, on ignorait encore si la consultation allait réussir à produire suffisamment de pression.

La consultation n'a pas force obligatoire, c'est différent, elle est reconnue [...] car l'autorité qu'a le gouvernement local de poser une question à sa population est légale, mais elle n'a pas force obligatoire dans le sens qu'elle n'oblige pas le ministère de l'Énergie et des Mines à rejeter l'entreprise minière. Voilà donc où nous en sommes : au point de rupture entre la consultation et ce qui pourrait survenir dans l'avenir, du fait qu'elle n'a pas force obligatoire (*Diaconia*, 2003) (traduction libre)<sup>xvii</sup>.

#### 1.4.2 Bénéfices et limites des démarches légales

Un des bénéfices de ces débats légaux est que la population connaît mieux ses droits et veut dorénavant les défendre. Il s'agit d'un gain plus symbolique que légal. Cela a créé un précédent dans l'histoire des luttes contre les transnationales, toutefois la bataille est loin d'être gagnée.

Dans la lutte contre le mouvement minier, on travaille avec l'hypothèse selon laquelle il existe un « avant » et un « après » les événements de Tambogrande, car aujourd'hui les communautés pensent et assument que c'est possible d'éviter que les entreprises transnationales et minières s'implantent de force [...] Maintenant, les gens croient qu'il est possible d'affronter une compagnie minière, c'est possible que les entreprises minières étrangères et nationales assument leurs responsabilités de développement social. [...] le modèle des entreprises péruviennes d'exportation de fruits biologiques [démontre qu'] il est possible d'avoir un développement local sans dommages majeurs à l'environnement (Rodriguez, 2005) (traduction libre)<sup>xviii</sup>.

Selon Enriquez, la seule issue possible au problème social est une solution politique.

Les *Tambograndinos* ont remporté une victoire sociale, mais, comme la loi n'a pas changé, il n'y a pas de support légal et il y a un danger que l'entreprise minière puisse gagner dans une autre communauté. Pour le moment, il faut changer la structure légale de prise de décision qui est actuellement en faveur de l'industrie minière et qui ne représente pas la société. Ce changement est nécessaire afin de voir à ce que soient respectés les droits des gens (E. Rodriguez) (traduction libre)<sup>xix</sup>.

La prise de pouvoir politique s'avère nécessaire pour faire changer les lois qui régissent la propriété des terres au Pérou.

Il y a aspect législatif relatif à la propriété du sol qui crée des problèmes. Au Pérou, le propriétaire du sol n'est pas propriétaire du sous-sol; le sous-sol est la propriété exclusive de l'État. [...] On pourrait demander une réforme constitutionnelle sur ce point de droit. Une autre possibilité serait – puisque n'importe quel endroit peut faire l'objet d'une concession de prospection minière – qu'on détermine des zones environnementales réservées afin de protéger certaines aires. Il s'agit d'une revendication autochtone, celle du concept de l'intégrité du territoire, qui comprend la propriété du sol, du sous-sol, de l'air et des ressources naturelles qu'il y a sur la totalité de l'espace. Il y a une proposition de réforme constitutionnelle [...], revendiquée par CONACAMI et deux ou trois groupes de l'Amazonie. Ils proposent de créer une espèce de zonification économique-écologique pour protéger des espaces contre l'exploitation minière (E. Rodriguez) (traduction libre)<sup>xx</sup>.

### 1.5 Prendre l'espace politique

Le premier jalon de la prise du pouvoir a été l'élection d'un maire en faveur de l'agriculture, Francisco Ojeda. Pour que le projet soit rejeté, il fallait que le gouvernement local s'y oppose et soit en désaccord avec le développement minier dans son district, ce qui est un fait rare dans le paysage politique péruvien. C'est donc au moment des élections municipales de novembre 2002 que les citoyens de Tambogrande ont réellement pris leur décision de rejeter le projet minier et d'élire le dirigeant du *Frente de Defensa*, Francisco Ojeda Riofrio pour défendre leur choix de développement. Ce geste assurait effectivement aux *Tambograndinos* de conserver l'intégralité de leur territoire dans la mesure où c'est à l'autorité municipale que revient la décision de céder une partie du territoire à des fins d'exploitation minière. En renversant le maire sortant, les ententes signées entre ce dernier et l'entreprise minière n'avaient plus aucune légitimité aux yeux de la population.

Les gens se sont rendu compte que la population doit s'organiser afin de s'emparer du pouvoir politique car c'est là que se prennent les décisions. Nous, paysans, qui constituons un pouvoir dans le pays, allons arriver peu à peu à ce niveau de décision (Francisco Ojeda) (traduction libre)<sup>xxi</sup>.

D'après les dirigeants de la lutte, la prise du pouvoir politique a été nécessaire dans la lutte puisque la plupart des politiciens « traditionnels » ont des liens étroits avec la compagnie minière. Les gens du *Frente* ont ainsi décidé d'agir sur le plan politique local. C'est pour cela que Francisco Ojeda s'est présenté aux élections municipales de 2002 afin d'avoir un représentant des opposants à la mine au sein de la municipalité de Tambogrande. « La personne qui s'est présentée à la tête du mouvement ne devait en aucun cas prendre le pouvoir afin de se lancer dans une carrière politique, mais bien pour défendre les droits des agriculteurs de la vallée de San Lorenzo », souligne Manuel Roman, président actuel du *Frente de Defensa*.

#### 1.5.1 Rejoindre le pouvoir régional

Un des objectifs des opposants était de convaincre la capitale du département, Piura, pour avoir un poids politique face à Lima.

À Piura, il était difficile de convaincre les gens que la mine allait les affecter. L'entreprise s'est rendu compte que les gens avaient incendié le campement qu'il y avait à Tambogrande. Donc l'entreprise est déménagée à Piura et a convaincu la population que la mine serait une bonne chose pour Piura. Les *Tambograndinos* et les gens de la vallée savaient aussi qu'ils devaient se gagner l'appui de Piura. Ils ont fait des marches à Piura pour convaincre les gens. Ils ont réussi à les convaincre tellement le mouvement social était grand. Quand nous sommes en marche et que des gens viennent de loin, des villages [...] les gens de Piura se sont rendu compte qu'ils devaient se joindre à cela (Stephanie Boyd) (traduction libre)<sup>xxii</sup>.

À mesure que les *Tambograndinos* gagnent le terrain politique, le pouvoir local qu'ils exercent devient menaçant. « La campagne de Tambogrande a été un cri des citoyens pour la récupération de la citoyenneté locale et pour le renforcement des gouvernements locaux. En réaction, le gouvernement central a augmenté la centralisation des pouvoirs décisionnels », note maître Rodriguez (traduction libre)<sup>xxiii</sup>.

La solution qui s'impose est d'occuper le terrain où se prennent réellement les décisions : le Congrès.



Il faudrait envoyer quelqu'un de la région pour représenter les intérêts régionaux pour que les décisions politiques se prennent en fonction des gens et non du gouvernement central et des entreprises. Dans ce but, on fait la promotion de la formation d'un mouvement politique appelé [*Agrosí*] afin de le convertir en un mouvement régional. Mais ce dernier point ne sera pas facile à réaliser car l'expérience a été désastreuse dans le passé (on peut penser à Toledo) et les gens sont désillusionnés (E. Rodriguez) (traduction libre)<sup>xiv</sup>.

Les opposants au projet minier, en réfléchissant à une contre-offensive, en sont venus à la conclusion qu'il fallait élargir leur champ d'influence par la création d'un mouvement politique régional. Le mouvement politique *Agrosí*, formé en septembre 2002 est axé sur le développement de l'agriculture et émane du *Frente*, mais est indépendant de celui-ci, même si sa structure a été votée par l'assemblée du *Frente*.

## 1.6 En résumé

Pour la communauté de Tambogrande, il était évident que ce n'était pas à travers les processus bureaucratiques existants qu'ils se feraient entendre, mais bien en prenant l'espace public, en créant des alliances leur donnant la légitimité requise pour se battre et en s'appropriant les outils de visibilité médiatique à leur disposition. Cela ne s'est pas fait sans heurts et a exigé des efforts importants afin de valoriser l'agriculture et ses artisans, d'informer la population péruvienne au sujet du conflit, et de convaincre que le projet minier était néfaste pour les *Tambograndinos*.

La médiatisation du conflit et l'élaboration d'un discours scientifique et économique en faveur de l'agriculture ont ainsi servi leur cause. La vidéo produite par *Guarango* a eu aussi des propriétés éducatives puisqu'elle sert dorénavant de « mode d'emploi » à d'autres communautés, en montrant le modèle de lutte pacifique et de démocratie directe de Tambogrande.

La conviction engagée dans la lutte et la diversité des moyens employés, cette « prise de parole » pour prendre l'espace public, désigne l'espace qui sépare les « représentés et leurs représentations »<sup>10</sup>. Le rapport de force se doit d'être proportionnel à cette distance. Et le

<sup>10</sup> De Certeau (1968) explique que les moyens (symboliques) pris par les résistants sont proportionnels à l'écart qui les sépare du pouvoir dont ils cherchent à s'emparer.



moment de passage de la « prise de parole à la parole reprise » De Certeau (1968), qui nécessite la prise du pouvoir politique, est le lieu de la décision qui changera « le dire en faire ».

Tout en s'institutionnalisant, le mouvement d'autodétermination est soumis aux aléas du pouvoir et se fragilise sur le plan identitaire, comme le démontre le prochain tableau (2). Le pouvoir local représente manifestement une menace aux yeux de l'entreprise minière, qui montre des signes d'impatience. Lors de ma rencontre avec un représentant de Manhattan, durant mon premier voyage au Pérou, ce dernier a confirmé cela en s'efforçant de m'expliquer en quoi tous les dirigeants d'ONG étaient des terroristes.

---

## NOTES ETHNOGRAPHIQUES DE L'AUTEURE

### Première rencontre : une histoire incroyable

*Les témoignages recueillis lors de mes séjours au Pérou ont confirmé l'intuition qui m'avait poussée jusqu'à Tambogrande. Il s'agissait d'une expérience particulière, d'une lutte unique, d'un « événement historique ».*

*Au début du mois de septembre 2002, avant mon départ pour le Pérou, où je devais faire un stage d'étude sur la coopération internationale, je tombais sur un court article dans la presse canadienne faisant état des résultats du référendum tenu quelques mois plus tôt à Tambogrande. Jamais je n'avais entendu parler de cette région et j'étais loin de me douter que la curiosité m'attirerait jusqu'aux frontières nord du Pérou, vingt-quatre semaines plus tard.*

*Au cours de cette première visite à titre de journaliste pigiste, j'ai pu entendre des récits troublants :*

- *falsification de noms sur une pétition en faveur de la mine;*
- *assassinat brutal d'un leader contre le projet minier;*
- *propagande active et intimidation auprès des citoyens;*
- *diffamation et accusations de terrorisme de la part de la compagnie envers les leaders de la lutte; et j'en passe.*

*Je me suis rendue au siège social de Manhattan pour essayer de comprendre et de mesurer l'ampleur de ce qu'on m'avait dit. L'attitude du représentant de la compagnie fut consternante. J'avais l'impression d'être dans un mauvais film militaire.*

*Peur, incertitude et déchirements ont certainement été le pain quotidien des Tambograndinos durant les années qu'a duré la lutte, avec, en toile de fond, un monde étonnant. C'est que des histoires plus sordides les unes que les autres font la manchette des médias péruviens au quotidien. Il fallait que je commence par départager ce qui faisait partie de la culture, c'est-à-dire qui était considéré comme naturel par les Péruviens, de ce qui était lié au conflit en tant que tel. Mais face à un conflit, on tente d'abord de comprendre les divisions qui s'expriment et de savoir ce qu'elles cachent.*

---

## CHAPITRE II

### DIVISER POUR MIEUX RÉGNER

Les événements de Tambogrande ont permis de mobiliser et de resserrer le tissu social autour d'une lutte commune, mais ils ont aussi contribué à exacerber certaines divisions au sein de la communauté. Le contexte politique, et la culture de corruption qui le caractérise, affecte l'ensemble des organisations : privées, associatives, sociales et juridiques. Les problèmes de légitimité des dirigeants sont accentués par la médiatisation des conflits et la situation précaire de la population, souvent exploitée par des intérêts peu scrupuleux. Ces divisions, que les acteurs et citoyens expriment dans leurs témoignages, constituent la toile de fond du conflit de Tambogrande.

#### 2.1 Pouvoir politique et changement

La cinéaste et journaliste d'origine canadienne Stephanie Boyd, qui a réalisé un documentaire sur la lutte de Tambogrande et qui est établie au Pérou depuis près de dix ans, est d'avis que les divisions étaient latentes avant le conflit :

Il y avait des divisions qui existaient avant le conflit. Pancho (le président du *Frente de Defensa*) n'appartenait pas à un parti politique, ce qui lui a permis d'unir les forces. Les gens étaient unis uniquement dans la lutte contre la mine. Il y a des gens qui essaient toujours de renverser Pancho (traduction libre)<sup>xv</sup>.

Bien que la prise de pouvoir constitue le moyen privilégié par les opposants pour mener à bien la lutte et pour changer les choses, elle entraîne en même temps des difficultés liées au maintien d'une légitimité politique et à la mobilisation populaire, à cause des moyens limités

et du défi que représente la résolution des problèmes sociaux. Un représentant de *CONACAMI*<sup>11</sup> affirme :

Après les élections municipales (qui ont porté le président du *Frente* au pouvoir) la situation a changé [...] Le *Frente* a dorénavant la responsabilité de continuer la lutte et d'assumer la gestion municipale en même temps. Francisco Ojeda (Pancho) est maire de Tambogrande, alors en plus d'être un leader qui dirige le processus, il est maintenant une autorité et je crois qu'il peut être une cible facile pour les détracteurs. Avec les ressources disponibles au Pérou, il est impossible de satisfaire tout le monde et cela (ce type de visibilité à la mairie) peut constituer un danger pour le *Frente* (traduction libre)<sup>xxvi</sup>.

Le contexte politique, et la méfiance qu'il suscite, fait en sorte que les nouveaux dirigeants doivent déployer beaucoup d'énergie pour prévenir les assauts de leurs adversaires.

### 2.1.1 Se protéger contre l'ingérence

Selon le président du *Frente*, Manuel Roman, les partis politiques ont essayé de noyauter l'organisation en se présentant comme dirigeants des secrétariats, mais il n'a pas accepté. Il travaille seulement avec des personnes de confiance qu'il connaît. Selon lui, le *Frente* n'a rien perdu de sa crédibilité ni de sa représentativité, malgré les problèmes de financement qu'il a connus après la lutte. Le maire de Tambogrande se méfie pour sa part des dangers d'ingérence politique :

Jamais les gens ne se sont unis comme à Tambogrande. Plusieurs entrent dans les partis pour diviser les groupes et tirer profit de la situation. Ici, jamais nous n'avons permis d'ingérence politique. Les partis politiques se sont mêlés à la lutte, mais jamais nous les avons laissés en tirer profit. D'une certaine façon, Tambogrande est exemplaire et aujourd'hui les communautés affectées par les mines du reste du Pérou ont compris cela : que c'est en étant unis que l'on peut réussir quelque chose de positif pour la communauté<sup>xxvii</sup>.

### 2.1.2 Acheter les gens

Il n'y a pas que l'ingérence politique qui divise la population, il y a, d'après les témoignages, les entreprises qui « achètent » les élus locaux, les juges, les journalistes et la communauté elle-même.

---

<sup>11</sup> *CONACAMI* (Coordinadora Nacional de Comunidades Afectadas por la Minería), voir appendice B.

Le directeur de CIPCA<sup>12</sup>, Maximiliano Ruiz, explique que la communauté de Locuto (située sur la rive gauche), davantage visée par le projet, a refusé de reconnaître les accords qui avaient été signés entre les ex-dirigeants de Tambogrande et la compagnie minière. L'entreprise minière a dû changer sa stratégie et a accentué sa politique de distribution de cadeaux pour diviser la population. Des citoyens racontent comment Manhattan s'y est pris :

Ils [les dirigeants de l'entreprise minière] cherchaient d'autres stratégies pour pouvoir convaincre les gens en leur offrant du travail, ou à leurs enfants, en disant qu'ils allaient construire des routes et plein de belles choses (citoyen de Malingas, rive droite).

Quand l'entreprise est arrivée en proposant du travail pour les aider, cela a divisé le peuple de Tambogrande. Plus tard, le peuple s'est solidarisé et a défendu l'agriculture<sup>13</sup> (femme de Locuto) (traduction libre)<sup>xviii</sup>.

La compagnie minière a réussi à gagner l'adhésion de certains citoyens par sa pratique clientéliste, ce qui n'est pas sans rappeler l'approche qui avait été employée par Fujimori. Des citoyens ont formé une association de voisins (*junta vecinal*). Ils auraient été payés par l'entreprise pour militer en faveur du projet minier selon la cinéaste Diane St-Antoine, qui a été témoin, en juillet 2003, des déchirements occasionnés par des dissidents du *Frente de Defensa* :

Je me souviens fort bien de ce forum sur l'intangibilité de la vallée de San Lorenzo ouvert au grand public. Le balcon était occupé par des opposants au *Frente*, qui étaient là pour chahuter durant les exposés des invités. Ils avaient été payés par la compagnie minière. Je me rappelle la triste mine du maire de Tambogrande au lendemain de la rixe qui avait envoyé à l'hôpital un des dirigeants du *Frente* qui avait été attaqué par un des membres d'une *junta vecinal* fomentée par Manhattan pour semer la pagaille. [...] Manhattan avait aussi acheté un journaliste du quotidien de Piura *El Correo* pour défendre ses intérêts. De nombreux articles dans ce journal comparaient les membres du *Frente* à des terroristes.

Les médias et la justice auraient, selon plusieurs témoignages d'opposants, été achetés par l'entreprise. <sup>Me</sup> Enrique Rodriguez était bien placé pour observer les effets de la corruption sur

---

<sup>12</sup> Fondé par les jésuites en 1972 dans le courant de la théologie de la libération, CIPCA se préoccupe de développement d'entreprise en milieu rural, de gouvernance locale et de planification régionale (voir appendice B).

<sup>13</sup> Extrait des discussions du 23 juillet 2005 avec les femmes, réalisé par Cisse Toro Garcia.

le système judiciaire puisque c'est lui qui représentait le *Frente de Defensa* et qui avait la responsabilité que les manifestations se déroulent selon les règles.

L'administration judiciaire a agi plus rapidement qu'à l'habitude pour dénoncer les membres du *Frente*, rompant avec la morosité qui régit normalement l'appareil judiciaire péruvien. La police, le ministère public et les juges étaient expéditifs. On a déduit que la mine avait utilisé la corruption pour arriver à ses fins. Un autre exemple de corruption s'est produit quand la communauté paysanne de San Juan de Locuto a voulu s'inscrire dans le registre public pour obtenir une représentation légale (traduction libre)<sup>xxx</sup>.

Rodriguez fait référence au laxisme du système quand il s'agissait de citoyens ordinaires ou d'acteurs de la résistance contre le projet Manhattan.

## 2.2 Violence et terrorisme

Malgré les efforts des dirigeants du *Frente* pour mener une lutte pacifique, un incident tragique a eu lieu durant une manifestation qui se voulait non violente les 27 et 28 février 2001. Un représentant de l'Église raconte :

Certains faits se sont produits en février 2001, quand l'entreprise a voulu installer à Tambogrande ses bureaux et son campement. La population est sortie dans la rue et un groupe de personnes s'est adonné à des actes de violence. C'était un groupe absolument minoritaire, ils ont incendié les installations de Manhattan. On ne peut le nier car cela fait partie de l'histoire, mais le peuple de Tambogrande n'est pas violent, le peuple de Tambogrande est un peuple majoritairement pacifique qui s'est fatigué au fil des ans, usé par le problème qui perdurait : donc, à partir de ces faits violents de Tambogrande, Monseigneur Cantuarias et Monseigneur Turle, qui est du diocèse voisin, [qui font partie du département de Piura] ont décidé de donner une conférence de presse et de demander à la compagnie minière qu'elle se retire, car la situation minait la paix sociale et que les gens en étaient venus à des affrontements. À partir de ce moment, la position de l'Église a été que la mine se retire car les gens n'en voulaient pas (*Diaconía*<sup>14</sup>, 2003)<sup>xxx</sup>.

À la suite de la destruction du campement de l'entreprise, 56 personnes dont plusieurs dirigeants, ont été accusés au criminel, mais blanchis lors du procès faute de preuve de leur responsabilité directe ou indirecte dans les actes de vandalisme. Certains pensent que c'est l'entreprise minière qui avait commandité ceux-ci.

<sup>14</sup> *Diaconía* est une institution de l'archevêché de Piura et Tumbes créée en 1987 afin de favoriser la paix dans un contexte de violence politique. La pastorale sociale cible les problèmes économiques, politico-sociaux en lien avec la doctrine sociale de l'Église catholique (voir appendice B).

La sensibilité à la question du terrorisme, qui est très forte, est utilisée pour discréditer les mouvements de gauche. Paul Gogin de *VenVa*<sup>15</sup> relate les débats tenus lors de la création de la campagne publicitaire commandée par la *Mesa Técnica* et de toutes les réserves exprimées par ses représentants, qui craignaient les attaques de ce genre.

Les premières réactions de Manhattan sont toujours de dire que ceux qui sont derrière les ONG de gauche veulent utiliser la communauté et sont contre le progrès et que les ONG sont terroristes. C'est le discours qu'on tient dans les grandes entreprises. Les gens au Pérou pensent que la démocratie, c'est le statu quo. N'importe quelle personne qui pense autrement est qualifiée de terroriste. Ce discours de terroriste est la meilleure manière de discréditer quelqu'un. N'importe quelle personne qui s'oppose à une chose établie est terroriste. Pour eux, la meilleure façon de détruire une campagne est de dire que ceux qui sont derrière sont des ONG terroristes de gauche contre le progrès. [...] La structure latino-américaine des années 1950 et du siècle passé a pris des formes révolutionnaires ou violentes pour défendre l'usage du pouvoir. De la Révolution mexicaine en passant par la Révolution cubaine [...] il y a eu plein de gens qui étaient contre le système. Donc c'est une manière de dire que c'est un *fulano* [un individu quelconque] qui va changer tout cela (Paul Gogin, *VenVa*) [traduction libre]<sup>xxxii</sup>.

### 2.3 Corruption et crise de confiance

Au cours des entrevues individuelles, plusieurs personnes ont déploré les problèmes de corruption endémiques des dirigeants politiques en général. Au Pérou, ce genre de tactique a été perpétré par les différents régimes politiques et s'étend à plusieurs organisations. La corruption est effectivement bien ancrée :

Vous savez qu'après dix ans de fraude éhontée au Pérou ce n'est pas facile d'oublier. Combien de membres du Congrès, combien de ministres ont reçu de l'argent ? Alors des intérêts très personnels persistent [en politique] (Francisco Ojeda)<sup>xxxiii</sup>.

La culture de corruption est amalgamée au maintien de l'ordre et à la lutte contre le terrorisme, à tel point que certains regrettent la dictature comme l'indique ce témoignage.

Un bon leader est honnête et ne tombe pas dans la corruption. Il manque de bons leaders au Pérou, car il y a beaucoup de corruption. Un modèle serait Fujimori « le travailleur », mais sans la corruption (commerçant)<sup>xxxiii</sup>.

---

<sup>15</sup> *VenVa* est une entreprise de communication spécialisée dans le développement et la mise en œuvre de stratégies de sensibilisation dans une optique interculturelle (voir appendice B).



Mais « jamais le peuple de Tambogrande n'a cédé aux menaces ni à la corruption », affirme le maire de Tambogrande, Francisco Ojeda :

Jamais on n'a accepté une peseta pour vendre son peuple. Ils ont séquestré ma fille, nous avons un dirigeant assassiné, ils m'ont menacé plusieurs fois pour que je démissionne du *Frente*, je n'ai jamais accepté de pot-de-vin, je n'ai jamais cédé à ce qu'ils me demandaient, jamais je n'ai accepté (traduction libre)<sup>xxxiv</sup>.

Les gens sont nostalgiques de l'époque de Fujimori, explique Enrique Rodriguez, et disent que même s'il volait, il y avait moins de violence sous son règne. Fujimori achetait le silence avec de la nourriture via des programmes sociaux. Ceci laisse penser que la corruption fait partie de la culture, qu'elle sera toujours présente et que les gens préfèrent la corruption à la violence (traduction libre)<sup>xxxv</sup>.

On souhaite être représenté par des gens honnêtes et transparents qui ont pour préoccupation première le bien de la communauté et non leurs intérêts propres.

Plus que les institutions, ce sont les individus qui ont une influence négative sur Tambogrande. Ceux-ci s'approprient une institution pour obtenir des avantages personnels au lieu de chercher le bien commun, déplore un citoyen de la rive droite (*Valle de Los Incas*) (traduction libre)<sup>xxxvi</sup>.

Une dirigeante du *Frente* ajoute :

Un bon leader serait quelqu'un qui va de l'avant, qui travaille au développement d'un peuple, mais qui respecte aussi les droits humains, qui promeut la démocratie – qui tente de construire la démocratie – et qui est avant tout honnête, qui fait preuve d'éthique, car on voit que dans la situation actuelle, il y a tant de membres du Congrès qui font des choses qui vont à l'encontre du développement d'un peuple, qui sont tellement corrompus, que cela en donne la nausée. Je pense qu'un bon leader devrait promouvoir le changement et transformer tout cela, changer les choses (traduction libre)<sup>xxxvii</sup>.

Aggravée durant la présidence de Fujimori, la corruption est un mélange d'illégalité et d'autoritarisme. Alario (1992) affirme que les régimes autoritaires en Amérique latine ont été traditionnellement guidés par un échange entre des bénéfices économiques contre des entorses aux droits politiques et un déni des problèmes environnementaux. « Notre analyse suggère que les gens se méfient de l'entreprise et du gouvernement central, pas seulement à cause des risques environnementaux, qui diffèrent selon les experts, mais aussi à cause d'une



longue tradition de corruption perçue à tous les niveaux de la société péruvienne » (Muradian et Martinez-Alier, 2003, p. 23) (traduction libre de l'ang.)<sup>xxxviii</sup>.

### 2.3.1 Problème généralisé de gouvernance et dynamique d'exploitation

Le climat de méfiance dû au phénomène de corruption est également alimenté par un passé marqué par l'exploitation. En effet, plusieurs ouvriers ayant travaillé pour les grands producteurs de fruits dénoncent les mauvaises conditions de travail du fait que des petits agriculteurs n'aient pas été payés pour leurs récoltes.

La gestion de l'eau, en pénurie durant les périodes de sécheresse, est soumise à la même problématique de gouvernance. On demeure sceptiques quant à l'impartialité de l'association responsable de distribuer l'eau aux agriculteurs et citoyens. Certains reprochent à la *Junta de Usuarios*<sup>16</sup> de ne pas respecter les quotas établis et de « vendre » de l'eau à ceux qui ont plus d'argent.

D'autres remettent en question l'utilité d'une association et ne voient pas les avantages de s'unir pour faire face aux marchés extérieurs. Un agriculteur de la vallée de San Lorenzo commente cette pratique du « chacun pour soi » :

Le problème est lié aux producteurs. Il n'y a pas d'organisation, les associations ne fonctionnent pas. Le producteur ne se sent pas représenté, il y a de la méfiance. La *Junta de Usuarios* agit au niveau macro. Au niveau plus petit, si nous voulons associer quatre ou cinq producteurs, nous ne pouvons pas nous réunir pour mieux vendre nos produits. C'est chacun pour soi. Ici les gens sont individualistes, très individualistes. Jusqu'à maintenant, ils n'ont pas vu les bénéfices de l'association, mais s'ils les voyaient, les gens commenceraient à se réunir. C'est difficile, ce sont les gens qui ont un niveau d'éducation élevé qui comprennent les avantages de s'associer. Il n'y a pas de confiance. Comment rompre la glace ? Un groupe de dix qui peuvent négocier ici ne peut pas s'associer (agriculteur) (traduction libre)<sup>xxxix</sup>

---

<sup>16</sup> La *Junta de Usuarios* fait partie du *Frente de Defensa*. Son but principal est de gérer l'eau qui provient du réservoir de San Lorenzo, ainsi que les conflits liés à sa distribution, puisque les agriculteurs ont chacun un droit de vote peu importe la grandeur de leurs terres (voir appendice B).

La *Junta de Usuarios* a également souffert de cette crise, comme en témoigne son président :

Avant, ici c'était un modèle. Mais quand la direction est passée entre les mains de certains leaders, tout a été détruit et cela a provoqué une crise de confiance énorme. Il s'est produit une crise de gouvernance. Nous devons former de nouveaux dirigeants parmi les fils des agriculteurs et nous regrouper. Nous avons eu deux mauvais présidents. Le second, celui qui a créé les coopératives, a été un désastre. Ce ne sont pas les coopératives qui sont mauvaises mais les dirigeants, l'organisation. Nous devons former une organisation qui fonctionne pour que les gens sachent que c'est possible (Bruno Fossa, président de la *Junta de Usuarios*) (traduction libre)<sup>xi</sup>.

La crise des institutions politiques serait une conséquence d'une culture de la corruption. Si, par le passé, on a encouragé des formes de gouvernance plutôt critiquables, les leaders de la lutte ont démontré que ces traits de culture ne sont pas immuables.

#### 2.4 Une menace toujours présente

L'unité nouvellement créée et la confiance demeurent fragiles, particulièrement à l'approche d'élections<sup>17</sup> comme l'indiquent les inquiétudes d'un employé municipal de Tambogrande :

Une des choses qui me préoccupe est le transfert des droits et de concessions minières que la compagnie Manhattan a fait à la compagnie Buenaventura, qui, pour nous, est plus puissante économiquement. Ce qui me préoccupe, c'est qu'à travers un changement de gouvernement, on pourrait lui donner une licence pour l'exploration (traduction libre)<sup>xii</sup>.

Le problème s'est effectivement déplacé et les entreprises minières tentent par d'autres moyens d'arriver à leurs fins dans la région, notamment dans les Andes, à Ayabaca et Huancabamba. Les populations de ces régions voisines se mobilisent, avec l'aide de Tambogrande, qui se sent menacée par ces nouveaux projets miniers. En effet, le réservoir de San Lorenzo est alimenté par la rivière Piura qui prend sa source dans ces régions andines.

Malgré la victoire incontestée obtenue lors de la consultation populaire de 2002, un représentant de *CONACAMI* semblait encore préoccupé par la situation en 2003 :

---

<sup>17</sup> Des élections municipales sont prévues en novembre 2006 et la municipalité a le pouvoir d'autoriser une entreprise à l'exploitation une fois que la concession a été octroyée par l'État péruvien.

Nous savons que dans ce genre de conflit, le scénario change très rapidement. Beaucoup de gens qui sont dans l'organisation peuvent changer de camp et ceux qui sont dans l'autre camp vont revenir dans un processus de conflit, cela s'est produit dans ma communauté, je crois que l'essentiel est de continuer à maintenir l'unité des gens surtout quand il s'agit de faire des propositions, il faut établir des stratégies permanentes, il faut les analyser et s'ajuster au fur et à mesure car le scénario change énormément. [...] Manhattan a construit une coordination de développement avec quelques agriculteurs de la zone visée par l'entreprise, elle a aussi un allié qui est l'Université de Piura - la faculté d'ingénierie des mines - qui appuie le projet, elle a l'appui du *Correo* de Piura, où on a acheté quelques autorités de Piura, je crois qu'ils comptent aussi sur des maires (traduction libre)<sup>xliii</sup>.

Des tractations entre des agriculteurs et Manhattan, pour une compensation financière en échange de leur expropriation, m'ont été confirmées par de grands propriétaires. L'offre n'était toutefois pas satisfaisante, mais on demeurait ouverts à la négociation. On sent également dans les propos de quelques citoyens, une pointe de regret à peine avouable par rapport au fait que le projet minier n'ait pas vu le jour... et l'espoir peut-être, qu'il vienne leur donner du travail un jour :

C'est ce qui s'est produit ici, il y a eu un moment où il y a eu un affrontement. Premièrement les gens ont accepté mais après il y a eu un problème car ils ont fait d'autres explorations. On ne peut convaincre la population, maintenant, l'activité minière est presque suspendue ici. Mais, il paraît, selon la presse, que cela est une trêve, car les entreprises sont en litige avec le gouvernement et il faut voir comment cela va se résoudre car la population a rejeté le projet minier [...] Je considère que le projet n'est pas terminé. Il paraît que les entreprises continuent dans leur lutte constante pour réaliser le projet à Tambogrande (employé, 2005) (traduction libre)<sup>xliii</sup>.

Maintenant que Manhattan a dû reculer, on travaille davantage à un développement à long terme. La lutte a pris un nouveau rythme. Les réunions du *Frente* sont moins fréquentes et l'intensité n'est pas la même que durant la lutte. Des rumeurs peuvent semer le doute et discréditer les dirigeants. Une activiste de Tambogrande raconte :

J'ai vu des changements depuis que je vis ici. Je vois que les gens sont plus tranquilles, mais le peuple continue à être polarisé car il y a de petits groupes, spécialement dans la zone urbaine, qui continuent à vouloir que la mine reste. La rivalité existe toujours, on utilise les médias pour diffamer les personnes (traduction libre)<sup>xliii</sup>.

## 2.5 Partialité des médias

Les médias alimentent le climat d'insécurité et contribuent souvent à accroître la crise de confiance, notamment en éveillant le spectre du terrorisme. Le maire de Tambogrande parle de la partialité des médias :

Plusieurs quotidiens n'informent pas de la vérité. Les exploitants miniers ont leurs quotidiens, leurs radios, leurs espaces. Au niveau international, ils ont engagé des journalistes et les ont invités ici et ils ne leur ont pas dit la vérité. Ces journaux qui ne disaient pas la vérité ont été diffusés dans le monde, ils ont parlé de ma vie à partir de pures inventions. Des journalistes de partout à travers le monde sont venus ici, il y a eu de bons alliés. [...] La concession minière était dans toute la vallée, ils ne nous laissaient rien. Ils ne voulaient pas que nous fassions de consultation, on m'a poursuivi, on a menacé ma fille avec un couteau, si je ne suis pas mort c'est grâce aux paysans qui m'ont défendu (traduction libre)<sup>xiv</sup>.

Cette pratique de diffamation a été confirmée par l'organisme canadien Droits et Démocratie durant la consultation populaire du 2 juin 2002 et aussi par Jose de Echave, qui travaille de près avec le secteur minier.

Les résultats (de la consultation publique) ont déclenché des réactions très critiques, voire intolérantes, de la part de certains secteurs et des médias péruviens. Une campagne visait à montrer que la population de Tambogrande aurait été manipulée par des groupes et organisations radicales, nationales mais surtout internationales et s'est opposée au désir des promoteurs de la consultation de démontrer la validité et la force du résultat du vote. La mission déplore que l'organisation Oxfam Grande-Bretagne ait été accusée de façon tout à fait gratuite, dans les pages du magazine *Caretas*, d'être infiltrée par des groupes terroristes ou de représenter des forces qui auraient pour objectif d'empêcher le développement économique du Pérou. Stéphanie Rousseau et François Meloche. « L'or et la terre : enjeux du développement démocratique : Rapport de la Mission d'observation de la consultation municipale de Tambogrande », Pérou, (Droits et Démocratie, 2002, p. 21).

Après la consultation, les entreprises ont réagi de manière très coordonnée, car elles ont senti que la consultation pourrait créer un précédent pour d'autres consultations organisées par la population pour dire non à un projet, elles y ont vu une menace et ont réagi conjointement. Elles ont publié différents communiqués contre les ONG, contre OXFAM (Jose De Echave, *CooperAcción*) (traduction libre)<sup>xvi</sup>.

Ancien journaliste de *Radio Cutivalú*<sup>18</sup>, Luis Lozada est d'avis que le système médiatique péruvien est organisé de telle manière qu'il protège les pouvoirs en place. De plus, le public a

---

<sup>18</sup> Créé par CIPCA, *Radio Cutivalú* fait la promotion du développement régional et rural (voir appendice B).

« divorcé du politique ». Ceci s'explique en partie du fait que peu de médias défendent les intérêts du peuple comme l'ont fait *Radio Cutivalú* et les quotidiens locaux *El Tiempo* et *La Hora*. « Les journalistes font un travail plus sensationnaliste et vont jusqu'à s'adonner à des campagnes de salissage comme ce fut le cas contre Fidel Torres (qui fait partie du groupe *Piura vida y Agro*) et des jeunes de la *JARC*<sup>19</sup> », déplore-t-il. Ces deux groupes, qui ont été critiques envers le projet minier, ont participé activement à la lutte contre celui-ci et ont été accusés à tort de terrorisme et de trafic de drogue.

## 2.6 En résumé

Dans un contexte politique marqué par la corruption et où le terrorisme est encore frais dans la mémoire collective, les dirigeants doivent faire face à plusieurs obstacles pour acquérir et conserver leur légitimité. Malgré le fait qu'on accorde peu de crédibilité aux médias, ils réussissent quand même à entacher la réputation des dirigeants, ou du moins, à semer le doute et à légitimer le point de vue des détracteurs et ils contribuent au climat général de méfiance dans la population.

Les dangers de la corruption politique sont bien réels dans ce pays qui dispose de peu de moyens pour répondre aux demandes de la population. De fait, les enjeux économiques qui interviennent dans les conflits, tant sur le plan national que local, sont une source perpétuelle de division au sein de la population qui cherche les moyens de survivre. Celle-ci est sensible aux cadeaux et aux promesses d'une vie meilleure, mais demeure méfiante.

Le manque de travail et l'omniprésence de problèmes sociaux, comme l'accès à l'eau potable et aux services de base, font partie des insécurités vécues au quotidien par les *Tambograndinos*. Celle-ci est particulièrement observée chez les moins nantis, en milieu rural. Plusieurs témoignages de citoyens de la rive gauche font état d'une préoccupation plus importante par rapport aux problèmes liés au manque de travail et à la malnutrition chez les enfants. Le fait que ces problèmes sociaux perdurent malgré les promesses des politiciens ajoute à l'incrédulité ambiante.

---

<sup>19</sup> La *JARC* est une organisation de jeunes catholiques (voir appendice B).

Le fragile équilibre des institutions démocratiques repose sur la confiance envers les dirigeants. L'engagement et la participation, nécessaires à la lutte, dépendent de cette confiance. Les divisions perdurent malgré l'unité créée pour mener la lutte, mais « on sait » dorénavant que les choses peuvent changer. Le sens de la solidarité est multiforme et parfois circonstanciel. Le renforcement de l'identité n'est pas synonyme d'unanimité.

L'incertitude économique et politique et l'omniprésence de la menace minière s'ajoute aux phénomènes climatiques propres à cette région, qui font en sorte que la population n'est jamais vraiment « tranquille », sachant que le phénomène *El Niño* peut les frapper à tout moment et bouleverser complètement leurs vies. Si, après la lutte, les *Tambograndinos* semblent plus tranquilles, ce n'est peut-être qu'une façade. Mais le fait qu'ils n'ont pas la même vigueur au combat demeure problématique pour certains, comme cela est évoqué dans le tableau 3.

---

## NOTES ETHNOGRAPHIQUES DE L'AUTEURE

### **La grande traversée des Tambograndinos**

*Lorsque je suis allée à Tambogrande pour la première fois, je me suis assise en bordure de la rivière Piura en attendant l'heure de mon rendez-vous avec le maire. C'était en avril 2003. Un soleil de plomb se tenait à la verticale dans le ciel. Il faisait terriblement chaud.*

*À cette époque de l'année, aucun pont ne liait les deux rives. Je me trouvais sur la rive droite en pleine ville de Tambogrande. J'étais fascinée par le trafic de chambres à air (tubes géants) qui transportaient les voyageurs et tout leur attirail, dont d'énormes bidons d'eau vers la rive gauche.*

*On m'avait dit qu'un des problèmes soulevés dans l'étude d'impact environnemental déposée par la compagnie minière était que celle-ci ne considérait pas les phénomènes climatologiques caractéristiques de cette région. Le projet minier prévoyait justement le détournement de cette rivière. Or, à cause des pluies abondantes et de la friabilité du sol, on n'arrivait même pas à faire tenir un pont au-dessus de cette rivière, aussi solide puisse-t-il être conçu. Ils se dérobaient tous avec la crue des eaux.*

*J'avais devant les yeux le spectacle quotidien d'un peuple qui avait appris à vivre avec les contraintes du climat. Un peuple louant les richesses que la pluie apportait dans ce désert, et toujours préparé à lutter pour faire face aux pires désastres. Un peuple qui devait tout reconstruire, inlassablement, après que dame nature eut fait ressentir ses foudres.*

---

## CHAPITRE III

### HISTOIRE D'UN PEUPLE EN LUTTE

La lecture du conflit doit, selon plusieurs acteurs et analystes du conflit<sup>1</sup>, se faire dans le continuum des luttes passées, en tenant compte du contexte de la réforme agraire et des programmes de colonisation et d'irrigation qui ont profité à Tambogrande et à la vallée de San Lorenzo. Pour les citoyens et les porte-parole de la lutte, ces dimensions font partie de la « manière d'être des gens », de la culture. Certains pans de leur histoire sont devenus des représentations de l'esprit combatif et pacifique des *Tambograndinos*. Pour les acteurs externes, l'histoire ne doit toutefois pas occulter les conjonctures très particulières à l'origine de cette victoire contre le pouvoir de l'État et d'une entreprise transnationale.

#### 3.1 La colonisation

L'esprit de persévérance importé par les colons, qui ont fait de la vallée de San Lorenzo une zone agricole fertile, est un élément fondamental du succès de la lutte dans les récits des acteurs et des citoyens interrogés.

Pour nous, il est clair que les droits économiques, sociaux et culturels sont affectés. Ceux qui sont en lutte aujourd'hui, ce sont les colons qui ont transformé le désert en une vallée agricole et qui sont venus durant les années 1960, ou ce sont les enfants des colons. C'est pour cela qu'il y a une forte identification à leur territoire, c'est pour cela aussi qu'ils rejettent catégoriquement la mine. Une des questions qui préoccupent la population de Tambogrande, c'est l'impact que pourraient avoir les composants chimiques des gisements miniers sur les ressources hydriques. Il s'agit d'un désert, alors trouver de l'eau a

---

<sup>1</sup> Commentaires recueillis en mai 2006 auprès de chercheurs de Lima et de Piura.



demandé beaucoup d'efforts; cette population a converti le désert en un lieu agricole très important et les ressources en eau sont très précieuses pour eux (Jose De Echave, *CooperAcción*<sup>2</sup>) (traduction libre)<sup>i</sup>.

Stephanie Boyd ajoute que le fait qu'une partie des agriculteurs soient éduqués (université) fait une différence. L'éducation politique est plus forte qu'ailleurs (Andes et Amazonie). Plusieurs souhaitent s'unir pour exporter leurs produits et promouvoir leurs méthodes de production (contre la monoculture) et sont prêts à défendre leurs terres et leurs sources de revenus. Le *Frente* s'est d'ailleurs formé avec les mêmes personnes qui siègent dans les associations d'irrigation, ce qui explique qu'il se soit constitué aussi rapidement.

Le fils de feu Godofredo explique comment 16 500 colons, dont son père, ont su protéger leurs biens durant la réforme agraire des années 1970, lorsque le gouvernement de Velasco Alvarado avait voulu leur retirer leurs terres<sup>3</sup>, tout comme celles des grands propriétaires (haciendas).

Comme le montre son histoire, Tambogrande réussit à s'imposer. Il y a des antécédents. [...] Ce fut l'unique cas au Pérou [...] où il n'a pas été permis d'enlever la terre à personne. Ce fut le premier cas où on a pu voir la force de l'unité de Tambogrande. [...] Je me rappelle comment les gens luttèrent pour ne pas perdre leurs terres, ensemble, unis, hommes et femmes défendaient leurs terres, défendaient leurs labeurs (Ulises Garcia) (traduction libre)<sup>ii</sup>.

La volonté de défendre la terre se serait révélée au moment où Manhattan est arrivée, raconte une militante :

J'ai hérité de la terre de mes parents, j'étudiais à Piura et je suis venue ici pour prendre soin de la terre, j'ai lancé un appel aux autres agriculteurs de San Lorenzo pour que nous défendions la vallée. Avant que ne commence la commercialisation, c'était un désert ici et nous ne pouvions pas, après tant d'efforts, laisser tout cela à la mine [...] ils l'auraient contaminé (traduction libre)<sup>iii</sup>.

Rétrospectivement, on présente l'histoire comme si toutes les luttes avaient été aussi intenses.

---

<sup>2</sup> *CooperAcción* est une organisation non gouvernementale sans but lucratif dont les activités visent le développement durable dans les régions touchées par l'exploitation intensive des ressources naturelles, notamment l'exploitation minière et la pêche (voir appendice B).

<sup>3</sup> Le programme de colonisation a permis à des agriculteurs de participer à un concours public octroyant des parcelles de terre aux gagnants. Au moment de la réforme, on a voulu leur retirer.

Comment ont été les luttes antérieurement ? Pareilles à maintenant, ce peuple est brave ! Ni les vieux ni les jeunes ne donnent d'espace aux entreprises minières ici. Pourquoi ? Parce que c'est un peuple qui s'aime lui-même, qui aime ses traditions, qui aime son identité, c'est un peuple pauvre mais digne, qui n'a jamais accepté de se vendre pour quelques sous (Francisco Ojeda, 2003) (traduction libre)<sup>iv</sup>.

### 3.1.1 *Self made man* : combativité contagieuse et tradition agricole

La vallée de San Lorenzo est une région qui s'est construite de toutes pièces et la combativité qui fait l'orgueil des colons leur vient, d'après eux, des efforts consentis pour transformer le désert en vallée. Non sans rappeler le rêve américain, cette tradition du *self made man* explique pourquoi les gens de la vallée, essentiellement les colons, sont prêts à se battre pour préserver le fruit de leurs efforts.

Parmi ceux qui ne sont pas propriétaires de terres dans la zone irriguée de la vallée, un grand nombre y travaillent, surtout pendant la saison des récoltes. D'après Ulises Garcia, les gens vivant à l'extérieur de la vallée profitent de ses bienfaits économiques de sa prospérité, et, pour cette raison, auraient été « contaminés » par cet esprit combatif qui rejailit sur les environs. Il considère que la « répartition équitable des richesses » est une des clés du succès.

Au moment de la lutte dans ce conflit, un des piliers les plus solides de la structure de résistance a été la vallée de San Lorenzo [...] San Lorenzo a ses organisations et son histoire. [...] cette vallée n'était rien, cela nous a coûté énormément d'efforts et d'argent, à nous qui avons vécu ici, père, fils, tout le monde... il y a une masse ouvrière de plus de 15 000 personnes [...] depuis plus de 40 ans [...] ce n'est pas une corporation dont les profits vont au propriétaire, non. Ici tous se redistribuent l'argent, entre les cueilleurs, les transporteurs, les propriétaires de ferme, les travailleuses dans les fabriques [...] Tambogrande et San Lorenzo, un peuple très entreprenant, très combatif, d'abord pour avoir réussi ce qu'ils ont, imagine-toi, toute cette histoire, toute cette lutte, tous ces efforts, ils viennent te dire qu'ils vont exploiter une mine, et que la mine est sous la ville, est sous le cœur de la vallée [...] les gens ne vont pas laisser faire cela. Parce que les gens ont un patron, une façon d'être qui ne va pas permettre cela (Ulises Garcia) (traduction libre)<sup>v</sup>.

La majorité des personnes interviewées s'entend pour dire que le peuple de Tambogrande est tenace et persévérant, et qu'il a toujours lutté pour maintenir son identité et ses traditions agricoles. Avec 90 % de la population qui vit de manière directe ou indirecte de l'agriculture, toute forme de nuisance à cette activité, qu'elle soit de source politique, environnementale ou liée aux perturbations du climat, a des impacts considérables sur leur vie. Plusieurs

témoignages, particulièrement sur la rive gauche et chez les petits paysans, relatent les épisodes où la communauté doit lutter contre les éléments climatiques.

Le climat est très torride, il y a des sécheresses, mais durant le phénomène *El Niño*, de fortes pluies tombent sur Tambogrande. Quand arrive la période des phénomènes, en novembre, les gens préparent leurs maisons, les toits, achètent des aliments, cherchent du combustible pour tenir durant la saison. Ils s'unissent pour affronter ces temps difficiles, car il n'y a pas de travail. Il faut vivre avec cela (citoyenne de Locuto) (traduction libre)<sup>vi</sup>.

Mais les agriculteurs disent devoir également lutter contre des gouvernements qui n'appuient pas leur activité.

Ce qui se passe, c'est que Fujimori a méprisé l'agriculture durant dix ans, il n'a pas accordé de prêt ni prévu aucun accompagnement, il n'a pas investi dans la recherche agraire, il n'a absolument pas appuyé le secteur agricole. Les agriculteurs qui ont subi cela sont des héros, car on nous a bafoués, on nous a maltraités pendant dix ans [...] Toledo a fait pareil, il a fait la promotion de la banque agraire, mais jusqu'à présent, il n'y a aucun prêt qui a été accordé. Donc, il y a de la pauvreté partout dans le monde, partout au Pérou (Francisco Ojeda, maire, 2005) (traduction libre)<sup>vii</sup>.

Le manque de volonté des élus et l'absence d'une réelle politique agricole sont, de l'avis de plusieurs acteurs, dont Fidel Torres (2003), le principal problème. Toledo a poursuivi l'œuvre de privatisation de Fujimori après son élection, favorisant davantage l'industrie minière. Malgré ses deux visites à Tambogrande et ses promesses de défendre l'agriculture et de révoquer le projet de Manhattan, rien n'a été fait. « Aussi *gringos* qu'ils sont, je serai du côté des *cholos*<sup>4</sup> » (traduction libre)<sup>viii</sup> avait dit Toledo, raconte le maire de Tambogrande pour illustrer l'écart entre le discours et la réalité.

Le gouvernement péruvien, qui possédait 25 % des actions de la mine, laisse les dirigeants de la lutte sceptiques par rapport à l'impartialité de l'État. Pour cette raison, la demande de décret pour la protection de la vallée de San Lorenzo ne suscite que peu d'espoir chez ces derniers, dont le maire, étant donné le fonctionnement actuel du Congrès. « Ils défendent davantage les entreprises transnationales que nous », affirme-t-il.

---

<sup>4</sup> *Gringo* est une expression utilisée pour désigner les blancs qui viennent en Amérique latine. Cette expression vient de la révolution mexicaine, on disait alors aux militaires américains, *Green Go !*, allez-vous en les verts ! Le jargon *cholos* désigne les locaux, métis comme Toledo.

### 3.2 La longue lutte contre les entreprises minières

La victoire contre le projet Manhattan est présentée, par les acteurs externes, comme une bataille faisant partie d'une lutte de longue haleine. *Diaconia*, qui a publié, en 2006, l'histoire du conflit, a toujours insisté pour que l'option agricole de la région soit mise dans son contexte historique. D'autres entreprises minières, presque toujours appuyées par les autorités, ont fait des tentatives, par le passé, et ont dû battre en retraite devant la pression populaire. Elles continuent de faire des démarches pour mettre la main sur les ressources minières dans la région, dont une importante partie du territoire a été donnée en concessions (Torres, 2003). C'est pourquoi il faut demeurer alerte et poursuivre le combat sur d'autres fronts, estiment les activistes qui travaillent actuellement avec les communautés environnantes<sup>5</sup>.

La diffusion des expériences antérieures a contribué à consolider la position contre la mine et en faveur de l'agriculture. Mis en avant par les acteurs externes, dont l'Église, ce type d'argument, maintenu vivant dans la « mémoire collective », se retrouve dans les témoignages.

Le problème de la population n'a pas commencé avec cette entreprise (Manhattan), nous voulons toujours insister là-dessus. Cela a commencé plusieurs années auparavant, avec une autre entreprise minière, une entreprise française, qui a été délogée par la population; une population qui se sent agricole, pas minière et qui ne désire pas que ce type d'entreprise s'installe dans sa région (*Diaconia*, 2003) (traduction libre)<sup>6</sup>.

Deux hommes rencontrés dans la ville de Tambogrande disent avoir œuvré aux travaux d'exploration de l'entreprise minière française BRGM<sup>6</sup>, en 1978, et témoignent de la grogne qu'elle avait suscitée à l'époque. Ulises Garcia relate, pour sa part, trois cas d'entreprises minières (incluant Manhattan et BRGM) ayant le même comportement et qui ont, selon lui, « marqué l'histoire de Tambogrande ».

---

<sup>5</sup> *Factortierra, Piura, vida et Agro, CooperAcción* en sont.

<sup>6</sup> BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières).

[...] comme toujours, ils sont venus dire au peuple qu'ils devaient déménager à cause de la venue d'une entreprise minière; et que l'État et l'entreprise les aideraient à fonder une nouvelle ville. Avant même qu'ils finissent de parler, les gens étaient sur la place et au bout d'une demi-heure tout était terminé (Ulises Garcia) (traduction libre)<sup>x</sup>.

Ulises Garcia parle également de travaux d'exploration menés par une entreprise yougoslave, qui aurait, sans autorisation ni avis, détruit les routes et les ponts avec la machinerie lourde. Ces travaux étaient faits en partie sur la terre des Garcia<sup>xi</sup>.

Ces récits, propagés par les leaders de la lutte, servent à démontrer la détermination des *Tambograndinos*. Cette volonté de défendre la terre constituerait la base solide de toutes les luttes à venir. Rien ne pourrait arrêter ce désir de défendre la terre, pas même la peur de représailles.

Au Pérou, il y a des entreprises qui ont plus de cent ans, comme à Cerro de Pasco [...] et d'autres endroits où les entreprises transnationales ont fait ce qu'elles voulaient parce que les communautés étaient endormies, elles étaient menacées. Toute personne qui se révoltait était emprisonnée, accusée d'être terroriste et la population avait peur de se lever pour protester. Cependant, nous n'avons jamais eu peur de cela et nous nous sommes unis (Francisco Ojeda, maire de Tambogrande) (traduction libre)<sup>xii</sup>.

### 3.2.1 Le calme après la tempête ?

Concernant les perspectives de l'après-lutte, les avis sont partagés. La plupart des représentants des ONG et des activistes de Tambogrande, qui appartiennent à des groupes de jeunes ou à des groupes de base comme *Factortierra*, sont inquiets. Pour eux, l'apathie du *Frente* est inquiétante et il devrait préparer la prochaine bataille, comme le font probablement le gouvernement et le nouvel acquéreur des concessions de Tambogrande. « Les discours glorifient la lutte et donnent l'impression que tout sera facile », déplore Nelson Peñaherrera Castillo, éditeur senior pour *Factortierra* et stratège en campagnes d'incidence (*Advocacy Specialist and Strategist*). D'autres, plus optimistes, pensent que les *Tambograndinos*, forts de leur récente victoire, sont plus préparés que jamais à faire face « aux envahisseurs ».

Ce qui a renforcé le peuple, c'est qu'il s'est levé pour l'identité culturelle. Le peuple paraissait endormi, mais il était comme un lion [qui dort]. Les gens se sont levés pour l'appartenance à la terre. Nous sommes un peuple combatif, entrepreneur et très alerte quand il s'agit de droits qui ne sont pas respectés. Il y a des gens qui ont de l'initiative (enseignante et activiste)<sup>xiii</sup>.

L'heure est aux questionnements sur l'avenir. La menace minière prend de nouvelles formes; s'ajoute à cela, l'instabilité politique qui risque d'affecter le mouvement de lutte et les impacts de l'adoption à la hâte, en 2006, d'un traité de libre commerce avec les États-Unis. Essoufflées, les troupes sont de plus en plus critiques par rapport aux moyens que prennent leurs leaders pour mener la bataille.

### 3.3 Une position stratégique

Les principales craintes des opposants à l'exploitation minière sont que la région ne devienne une zone minière et industrielle et que le projet Manhattan ne soit que le début de cette vaste transformation. En réussissant à faire rejeter le projet, le cas de Tambogrande est devenu un précédent dans le paysage péruvien et latino-américain. Pour la première fois, un projet minier a été rejeté par des moyens démocratiques déployés par une communauté locale.

Luis Lozada a travaillé durant plusieurs années à *Radio Cutivalú*. Fondée durant la période de terrorisme, en 1986, par le *CIPCA*, cette radio a joué un rôle politique de premier plan dans la défense des droits des paysans dans la région. « Le cas de Tambogrande a réussi parce que ce district est situé dans une zone où il est plus facile de s'informer et de se mobiliser. L'hypothèse du bagage culturel de la colonisation est moins solide », selon l'ex-journaliste.

Le sociologue Julio Casas est consultant pour les entreprises minières qu'il conseille dans leurs relations avec les communautés. Il estime que les conflits obtiennent plus d'appuis des acteurs nationaux, ce qui oblige ces entreprises à faire plus attention à ce qu'elles font. Cependant, il y voit également des risques en raison des moyens restreints des ONG environnementales, qui réduisent les possibilités d'accomplir un travail de terrain concret.

Tambogrande est à deux heures de la ville de Piura, c'est autre chose quand il s'agit de communautés autochtones qui sont très loin. L'aide internationale se rend peu dans les communautés de l'intérieur du pays (traduction libre).

Si l'entreprise minière avait été plus habile et que Tambogrande avait été située loin des grands centres urbains, comme le sont les communautés andines, elle aurait pu réussir à convaincre la population, comme cela a été le cas ailleurs au Pérou.

### 3.3.1 Leadership

Le leadership fait partie des éléments qui, d'après les citoyens et les acteurs interrogés, furent déterminants dans le succès de la lutte. Leadership de personnes comme Godofredo Garcia, son fils Ulises et Francisco Ojeda, et leadership des organisations, dont le *Frente*, l'Église catholique et les coalitions d'ONG en appui à la lutte. Francisco Ojeda insiste aussi sur les appuis externes et les processus démocratiques, « créant l'unité du peuple ». Unité, constance, persévérance et leadership seraient les éléments clés du succès *tambograndino*, selon Ulises Garcia, qui soutient qu'il existerait une « culture distincte à Tambogrande ».

Le fils de Godofredo raconte comment son père est devenu le principal leader de la lutte. L'ingénieur et agriculteur connaissait l'industrie minière et ses tactiques de ses expériences passées.

Nous étions les seuls ici, dans cette zone, à savoir comment affronter une mine. Nous comprenions bien comment les mines se coordonnaient, nous connaissions très bien les études d'impact environnemental, nous savions très bien que c'était un tissu de mensonges. Nous savions ce que sont les interprétations, comment ils viennent pour détruire, démolir, tout briser. Ils font tout ce qu'ils veulent. [...] mon père a été leader toute sa vie. À cette époque (du projet Manhattan), il avait 70 ans et était arrivé à exercer un leadership incroyable à San Lorenzo. Les gens avaient beaucoup de respect pour ce qu'il disait, comme ingénieur et comme un des meilleurs agriculteurs de la région, pour ses compétences. [...] nous avons gagné un prix national de conservation de l'environnement quelques années auparavant et, peu à peu, nous nous sommes convertis à une vision écologiste, plus environnementale. Quand le conflit est arrivé à Tambogrande, nous étions en bonne position. [...] Le peuple a eu dès le départ un leader qui a expliqué clairement ce qu'était ce projet. De plus, mon père avait l'expérience de ce qui s'était passé avec d'autres compagnies (traduction libre)<sup>xiv</sup>.

Les connaissances et l'expérience, mais aussi l'humilité et la crédibilité de Godofredo Baca en ont fait, selon l'avis de plusieurs et de son fils, un leader incontesté de la lutte. Le fait que la population ait été informée dès le début fut un élément clé dans le conflit, selon Ulises Garcia. « Mon père était très connu et parlait un langage de paysan [...] mon père a réussi à introduire le message, dès le départ, qu'ici il n'y a rien à négocier. Il faut qu'ils partent », (traduction libre)<sup>xv</sup>. La vie d'agriculteur et l'expérience de lutte de Godofredo Baca ont constitué des atouts pour faire en sorte que la communauté se mobilise rapidement.

### 3.3.2 Mauvaise presse de l'industrie minière

Les expériences minières négatives au Pérou sont éloquentes et servent la cause contre le projet Manhattan. Le maire de Tambogrande ne manque pas de rappeler que l'industrie minière n'a rien de bon à apporter à sa communauté.

Je leur disais toujours de nous citer un seul cas au Pérou où l'industrie minière avait tenu sa parole de réaliser des projets de développement. Il n'y a aucun cas nulle part, au Pérou, où l'industrie minière a réduit la pauvreté, a donné du travail ou acheté de la nourriture aux gens. Alors, quel intérêt pourrions-nous trouver à accepter les entreprises minières ici, si on en tire pas un sou [...] (Francisco Ojeda, 2003) (traduction libre)<sup>xvi</sup>.

La référence à d'autres communautés affectées par les mines faisait partie de la stratégie de communication des leaders de la lutte. L'idée était de créer des coalitions inter-régionales pour faire face aux entreprises transnationales.

Nous avons l'exemple de Cajamarca qui a appris à lutter, il y a maintenant une mine à Majas, qui est aussi canadienne. Les communautés paysannes, les populations s'unissent, elles luttent afin de tirer des choses positives [de l'exploitation minière] pour leur peuple (Bruno Fossa, *Junta de Usuarios*) (traduction libre)<sup>xvii</sup>.

Nous avons travaillé à différents processus, essentiellement, nous, comme représentants des communautés, ce que nous avons fait à Tambogrande, c'est les aider à comprendre le problème minier. Ils ont fait divers échanges avec Cerro de Pasco et La Oroya, ils sont allés visiter la région (CONACAMI) (traduction libre)<sup>xviii</sup>.

Des efforts ont été faits pour que soient connus ces cas. Des vidéos ont été présentées à la population pour qu'elle voit les dommages environnementaux causés par l'industrie minière et qu'elle entende les témoignages de citoyens furieux de leur situation inchangée, voire dégradée, depuis la venue d'une entreprise minière qui leur avait promis d'améliorer leur sort. Des citoyens relatent ces faits :

Nous sommes au courant de l'expérience d'autres régions où il y a eu des projets miniers, où il y a, en général, beaucoup de pauvreté. Dans plusieurs de ces cas, c'est désolant, l'agriculture ne peut survivre à cela. Par exemple, à Cajamarca, il y a eu plusieurs confrontations à propos du mercure (traduction libre)<sup>xix</sup>.



### 3.3.3 Faiblesse de « l'ennemi »

Des spécialistes des conflits miniers, comme Jose De Echave, n'avaient encore jamais vu pareil retournement de situation en faveur de la population. Il explique que la jeune entreprise minière disposait de capitaux restreints et de peu d'expérience. Elle a fait plusieurs erreurs qui lui ont été fatales. « Si ce n'avait été de la nature du projet minier à ciel ouvert et en milieu urbain, et des maladresses de l'entreprise dans ses relations avec la communauté, le projet aurait pu passer », confie-t-il. Il fait référence aux énormes impacts d'une mine à ciel ouvert installée en pleine ville et à proximité de cours d'eau et de cultures fragiles. Même l'industrie minière a réprimandé Manhattan pour le peu de sérieux de son projet, affirme Julio Casas. « Il s'agit d'une entreprise considérée comme délinquante. »

### 3.3.4 Des appuis indispensables

Le travail des leaders a été de faire accepter des remises en question quant au développement minier et de légitimer le processus de la lutte. Dans le cas de la communauté de Tambogrande, l'Église et les ONG ont joué un rôle crucial.

Le travail des agents pastoraux et des leaders sociaux a été significatif pour articuler, recomposer et donner de l'espoir à la population. Il a fallu deux années de travail intense pour que la population s'informe, en commençant par apprendre les notions de base, comme les droits fondamentaux, et l'importance de participer comme citoyen, jusqu'à des questions techniques comme : qu'est-ce qu'une mine et quels impacts peut occasionner l'activité minière. Aussi, ils ont pensé à des avenues pour valoriser le développement agraire (Rocío Avila Fernández, 2002) (traduction libre)<sup>xx</sup>.

L'appui de la part d'ONG de Piura, de Lima et de l'étranger, qui a commencé à se manifester dès le début de 2000, a permis à l'opposition de se doter d'arguments pour critiquer le projet Manhattan (Droits et Démocratie, 2002).

Les appuis techniques, tant environnementaux que légaux, ont été importants pour pouvoir mieux articuler les revendications. Il a fallu que le *Frente* sollicite l'aide d'organismes de Lima et de l'étranger pour réunir les éléments scientifiques nécessaires.

Ces personnes ressources ont constitué la *Mesa Técnica*. L'Église, qui a contribué à sa mise sur pied, avait ses contacts avec les ONG internationales, notamment dans le secteur des droits humains. Le maire parle de l'importance de ces ressources :

Le peuple, des écologistes, des environmentalistes de partout dans le monde sont venus ici. Nous jouissons d'un appui international très solidaire. Si ce n'avait été de l'appui de l'Église, des organismes de droits humains, nous serions déjà disparus, comme cela s'est passé avec d'autres communautés (Francisco Ojeda, maire, 2003) (traduction libre)<sup>xxi</sup>.

Le financement d'ONG comme Oxfam<sup>7</sup> et les pressions internationales d'ONG comme Droits et Démocratie (Canada) ont contribué à donner une voix aux citoyens de Tambogrande :

Tout l'appui a toujours été bénéfique pour nous. Si ce n'avait été de l'appui international, le président Toledo aurait difficilement été sensibilisé, car il n'a jamais fait attention à notre cas. Je sais qu'un groupe d'Allemands lui a demandé pourquoi il ne s'intéressait pas au problème de Tambogrande [...]. On lui avait envoyé plusieurs lettres de Canadiens, de Français, d'Anglais, d'Espagnols exigeant du président qu'il respecte la décision du peuple, qui ne voulait pas changer son modèle de développement d'agricole à minier. L'appui de la communauté internationale a été positif à 100 %. Et aussi au niveau national, car jamais personne ne nous a conseillé des choses qui nous ont fait du tort (Francisco Ojeda, maire, 2005) (traduction libre)<sup>xxii</sup>.

La campagne de Tambogrande est, selon Javier Torres de SER<sup>8</sup>, résolument moderne dans sa forme, car elle a su tirer profit des traditions d'organisation communautaire héritées de la théologie de la libération, tout en jouant sur la scène globale.

[...] il y a des traditions d'organisation, tout un appareil, une technologie pour faire de la politique sur le plan local, qui s'est mis en marche dans ce cas-là. Tambogrande est un exemple, car il ne s'agissait pas uniquement des problèmes de Tambogrande avec Manhattan, mais il s'agissait d'un problème local, qui s'inscrit dans un cadre mondial. Peu de conflits au Pérou ont su avoir cette transversalité et cela a grandement contribué à l'originalité de la campagne qui s'est développée, la mise en marche des réseaux du Nord a donné un plus, cette coopération est unique [...]. Contrairement à d'autres cas, comme Cajamarca, Tambogrande a su attirer l'attention de l'opinion publique sans que sa lutte apparaisse comme violente (Javier Torres, SER, 2006) (traduction libre)<sup>xxiii</sup>.

---

<sup>7</sup> Rappelons qu'Oxfam Grande-Bretagne a donné 20 000 dollars américains pour la réalisation de la consultation populaire.

<sup>8</sup> Expert rencontré à Lima en mai 2006. SER signifie Services éducatifs ruraux

Le maire de Tambogrande explique que sa communauté a réussi sa lutte en trouvant un équilibre entre les processus démocratiques et les appuis externes, soit : l'appui de l'Église catholique, l'appui de la *Mesa Técnica* et enfin l'appui du monde extérieur.

### 3.4 En résumé

Pour les *Tambograndinos*, la persévérance et l'esprit combatif acquis par leurs luttes sont des « qualités intrinsèques » expliquant la forte mobilisation contre le projet Manhattan. Ils racontent leur lutte perpétuelle contre un État qui n'appuie pas l'agriculture, leurs batailles contre les entreprises minières, qui ont voulu, au fil des ans, extraire les minéraux de leurs terres, et leur grande solidarité pour faire face à l'adversité et aux phénomènes naturels, nourrissant un fort imaginaire dans la communauté.

Plus pragmatiques, les acteurs externes<sup>9</sup> argumentent, par ailleurs, que sans l'accès aux moyens de transport et de communication, la lutte aurait été plus ardue, voire perdue d'avance. L'argument culturel est pris avec un bémol par ces analystes de la situation.

En lisant les témoignages en mai dernier, certains représentants d'ONG nationales et internationales réagissent, pour leur part, avec stupéfaction au fait que les dirigeants de la lutte utilisent la mythologie inca dans leurs discours, comme le terme *Pacha Mama* (terre mère). L'anthropologue Javier Torres, commente la dimension mythique du discours.

Ce qui a attiré mon attention, c'est quand Pancho parle de la *Pacha Mama*. Ce sont des discours qui viennent après, qui s'incorporent, c'est une construction de ce qui s'est passé. C'est également un discours qui est utilisé face au regard du Nord. Comme si cette histoire aidait à mieux comprendre (traduction libre)<sup>xxiv</sup>.

De fait, il est parfois difficile de départager le conjoncturel du culturel dans l'interprétation que font les citoyens et les acteurs du succès du conflit. Tout est tributaire de la définition de la culture, qui est plus ou moins large selon l'interlocuteur, et qui va parfois au-delà des

---

<sup>9</sup> ONG de Lima, journalistes de Piura.

images traditionnelles anthropologiques pour inclure, par exemple, la question du leadership et de l'organisation communautaire et sociale.

Le degré d'organisation, les antécédents miniers et la faiblesse de l'entreprise minière auraient créé une conjoncture favorable à la lutte et positionné Tambogrande de manière stratégique. On parle donc d'une « culture organisationnelle », où les impacts symboliques sont essentiels à la mobilisation.

Les plus radicaux n'apprécient guère cette mythification de l'histoire de la lutte, qui « ne doit pas occulter le danger toujours présent ». On craint que cette survalorisation de la victoire ne paralyse l'action et l'esprit critique nécessaire à l'élaboration de stratégies efficaces. De plus, en surestimant l'effet d'entraînement de la défense de la terre amorcée par les colons, on risque de perdre l'appui des secteurs défavorisés et des mains- d'œuvre, qui n'auraient pas le même degré d'attachement au territoire en raison de leur condition économique. Sans perspective d'action, cette forme de propagande n'a pas de valeur. Elle doit d'abord appuyer un projet ou soutenir les efforts pour le renforcement des institutions démocratiques. Les activistes se méfient donc des effets objectivants du discours sur l'histoire de la lutte « produite pour l'étranger », bien qu'ils en reconnaissent la valeur mobilisatrice.

Pour les leaders de la lutte, il est important de conserver la mémoire collective vivante, car elle constitue le capital symbolique pour les luttes à venir. D'après mes observations, l'histoire du conflit prend des dimensions différentes selon qu'on s'approche de l'épicentre du conflit, c'est-à-dire là où le désir de changement est plus grand et où l'on analyse le danger au jour le jour.

En 2005, plusieurs ONG s'étaient déjà retirées, laissant le *Frente* à lui-même, avec des moyens réduits pour mobiliser et poursuivre ses ambitions de développement. Ce vide a ravivé d'anciennes peurs et les rivalités. Le *Frente* déplorait que l'Église s'approprie les succès de la lutte et en tire les bénéfices, alors qu'elle avait coupé l'appui financier. Chacun voulait avoir le privilège de me raconter sa version de l'histoire — en n'épargnant aucun détail inédit. Cette surenchère rend l'histoire de plus en plus spectaculaire, mais cache des aspects qui le sont moins.

Le chapitre IV présente les idéaux et les inégalités dans la communauté de Tambogrande, qui peuvent unir et déchirer la communauté. J'y présente les relations, parfois paradoxales, qu'entretient cette communauté avec le reste du monde. Entre résistance et besoin de reconnaissance, comment se prépare-t-elle pour faire face à l'avenir ?

## NOTES ETHNOGRAPHIQUES DE L'AUTEURE

### Gardiens de la tradition

*L'intérêt suscité par la lutte dans le monde a confirmé aux Tambograndinos qu'ils étaient exceptionnels et, dans leur marche vers leur développement, ce puissant facteur de motivation devait se concrétiser par des gains. La plupart des gens que j'ai rencontrés avaient ce message à livrer à l'étranger : « Tambogrande est un modèle, il regorge de richesses naturelles à exporter et mérite d'être appuyé par le monde entier. Il s'agit d'un peuple pacifique qui sait défendre ses droits ». De toute évidence, j'étais loin d'être la première en visite chez eux depuis le début de cette lutte. Les dirigeants avaient l'habitude, car plusieurs universitaires et journalistes étrangers étaient venus avant moi et leurs discours étaient articulés et relativement uniformes.*

*J'ai pu mesurer l'importance du « message » qu'ils voulaient me transmettre lorsque nous avons présenté le film de Diane St-Antoine<sup>10</sup> à un petit groupe de citoyens pour connaître leurs réactions. Ce film donne la parole à des paysans de Tambogrande qui ont des conditions de vie plutôt modestes, notamment sur la rive gauche.*

*Notre public, provenant essentiellement de la ville, a été manifestement choqué de voir que ce documentaire, qui présente des images de « leur » pauvreté, avait été diffusé au Canada. Cet élément les a tellement marqués que nous en entendions parler le lendemain, dans les rues de Tambogrande. « La vidéo de la rive gauche », disaient-ils.*

*Pourtant, chez nous, au Canada (du moins dans les milieux de la coopération que je connais), la combativité va souvent de pair avec une vision « romantique » de la pauvreté, des traditions qui perdurent malgré les forces du modèle économique dominant. C'est en partie grâce à cette représentation du Sud, empreinte d'humanisme et de simplicité, que la lutte a pu toucher des gens du Nord. J'ai soudain pris conscience de la naïveté qu'il y avait derrière cette représentation du Sud et, surtout, des conséquences que cela pouvait avoir pour ces gens.*

*Voilà que nous étions confrontées à un des paradoxes des relations Nord-Sud. « On »<sup>11</sup> cherche de part et d'autre à se ressembler, sans toutefois arriver à vraiment se comprendre.*

<sup>10</sup> Film documentaire intitulé : *Une mine ? non merci ! ( Un mois à Tambogrande)*, juin 2004, 52 min.

<sup>11</sup> Le « on » se réfère à une certaine classe de citoyens du Nord dans la mouvance « altermondialiste », qui s'inscrit en marge des systèmes de coopération. Bien que ceux-ci critiquent le système, il n'en demeure pas moins qu'ils sont souvent porteurs d'une vision paternaliste ou utopiste des relations Nord-Sud. Il est effectivement difficile de sortir de ce paradigme quand on vient du Nord.

*Cet événement illustre parfaitement le clivage entre deux cultures : d'une part des privilégiés, qui se nourrissent de nostalgie pour oublier le manque d'engagement des leurs. D'autre part, des gens qui luttent pour qu'on les reconnaisse comme les artisans de leur développement et non comme des pauvres qui quémandent de l'aide.*

*On admire d'un côté la force de l'identité et, de l'autre, on envie des conditions de vie meilleures, qui changent forcément les modes de vie. Alors, comment mener une lutte sur une base identitaire, quand celle-ci semble menacée par le développement et le « progrès » auquel on cherche à accéder ? Comment préserver l'identité et avoir accès aux mêmes richesses ? En fait, différents modèles co-existent et nous faisons sans doute fausse route en opposant si catégoriquement culture et développement. C'est du moins la réflexion que j'ai eue à la suite des nombreux témoignages écoutés à Tambogrande.*

---

## CHAPITRE IV

### PROJECTIONS D'UNE SOCIÉTÉ MODÈLE

Les témoignages recueillis relatent l'histoire des pionniers de la lutte : leur attachement aux traditions agricoles, l'esprit développeur importé par les colons et leurs divers combats pour défendre leurs propriétés. Toutes ces expériences ont constitué le terreau fertile de la lutte contre le projet Manhattan. Le regard rétrospectif que jettent les *Tambograndinos* sur leurs luttes fait voir comment Tambogrande constitue à leurs yeux — ou prétend devenir — un modèle à plusieurs égards, et comment ces récits constituent aujourd'hui une projection de l'avenir, et de l'image qu'ils se font d'eux-mêmes, aussi construite à partir du regard extérieur et pour plaire à l'étranger.

J'ai demandé aux citoyens de me raconter de quoi ils étaient les plus fiers et pourquoi ils pensaient que les étrangers s'intéressaient à eux. Je leur ai également demandé de me dire ce que représentait le développement pour eux, quelle était leur vision de l'avenir, de l'agriculture et de l'environnement. J'ai voulu savoir, à travers leurs récits de la lutte, ce qui avait changé par rapport à ce qui a précédé la lutte. Le présent tableau reprend les faits saillants de leurs témoignages.

Je me sens fière car ma communauté s'est prise en main et cela nous a donné accès à un meilleur niveau de vie (Hermelinda Castro, dirigeante de l'Association de femmes de Tambogrande) (traduction libre).

La reconnaissance externe a été un facteur significatif pour favoriser cette prise en charge. Elle a également démontré aux *Tambograndinos* l'importance de conserver ses traditions et rituels et de renforcer les valeurs qui fondent leur identité.



#### 4.1 Le regard des autres et la fierté d'être reconnu

Depuis le début du conflit contre le projet Manhattan, Tambogrande s'est illustré mondialement, éveillant la fierté de ses propres citoyens.

Tambogrande est un symbole de la lutte et nous assumons cela avec beaucoup d'humilité. Nous, *campesinos* [paysans], avons été méprisés, piétinés, dévalorisés. La reconnaissance la plus importante a été que le monde entier nous a reconnu. Le Pérou entier nous a reconnu, les écologistes, l'Église, les différentes institutions, qui reconnaissent ce travail. Nous continuons avec notre humilité absolue car ce modèle de travail a été reconnu par tous et ils nous ont pris comme modèle (Francisco Ojeda, maire, 2005) (traduction libre)<sup>ii</sup>.

La conscience qu'avec « la communauté internationale », leur modèle de développement est possible.

[...] bien des gens de l'extérieur, comme le Canada, l'Allemagne et plusieurs pays d'Europe connaissent maintenant la réalité de Tambogrande [...] maintenant, quand ils disent que le citron, la mangue est de Tambogrande - de la Vallée de San Lorenzo- nous nous sentons fiers, quand ils nous envoient des lettres ou des courriels de remerciements [...], quand ils viennent et que, malgré nos races distinctes, nous sommes *voisins*<sup>i</sup>, ils sont les bienvenus, bien accueillis. Car la majorité me disent qu'ils sont bien traités et j'aime savoir que mes gens savent recevoir, qu'ils sont généreux et qu'ils se sentent aussi comme des frères, comme des sœurs avec les gens qui viennent d'ailleurs [...] penser que bien des gens apprécient notre manière de les traiter et qu'au moins les gens se préoccupent de défendre les droits du reste [du monde] (résident de Malingas, rive droite) (traduction libre)<sup>iii</sup>.

Cette reconnaissance venant de l'extérieur est essentiellement interprétée par rapport à la forte identité agricole et l'esprit combatif des *Tambograndinos*, de même qu'au caractère pacifique de la lutte. « Nous sommes un peuple pacifique, agricole. Pourvu que les transnationales respectent cela, j'espère que ce message va passer dans votre pays » (traduction libre)<sup>iv</sup>, dit un employé municipal.

Ils [leaders de la lutte de Tambogrande] ont eu la capacité, avec l'aide d'autres institutions, de faire sortir le problème à l'extérieur; c'est pour cela que le cas de Tambogrande est très reconnu sur la scène internationale [...] la capacité à mener la lutte, la capacité à créer l'unité interne et les gens qui savent ce qu'ils veulent, cela est très apprécié à l'extérieur (CONACAMI, 2003) (traduction libre)<sup>v</sup>.

---

<sup>i</sup> Dans le sens de semblables. Après la famille (on aurait dit « nous sommes frères »), les voisins sont les gens qui comptent le plus pour les *Tambograndinos*.

L'identité agricole est assortie d'une image de prospérité destinée à attirer l'investisseur étranger. On perçoit et promeut souvent l'intérêt porté à Tambogrande par rapport à l'attrait que constituent les ressources agricoles de la région. « Il y a beaucoup de gens qui s'intéressent à mon peuple car nous avons une vallée attractive, il y a beaucoup d'eau, beaucoup de richesses » (agricultrice de Cruceta, rive droite) (traduction libre)<sup>vi</sup>.

#### 4.1.1 Coutumes et rituels

La reconnaissance externe du caractère agricole a ravivé l'importance de certains rituels et coutumes liés à l'agriculture, que l'on s'efforce de conserver.

La terre est le lien, l'identité, nous avons toujours su valoriser ce que nous avons à Tambogrande. Il y a des événements culturels, nous allons dans les Andes donner des offrandes à la *Pacha Mama* (terre mère). Il y a également un événement spécial ici au mois de novembre, la fête des mangues, aussi en décembre, janvier, février [...] quand débute la cueillette, il y a une fête, tout le monde achète de nouveaux vêtements, le peuple s'identifie à cela. Cela a commencé quand l'exportation de la mangue a débuté, il y a 8 ans (enseignante) (traduction libre)<sup>vii</sup>.

Une communauté idéale serait un lieu où l'on vit en paix, avec tranquillité, qui a ses conditions, qui conserve son identité, c'est pour cela que nous nous battons, pour ne pas perdre notre identité, pour ne pas perdre nos traditions. Ce serait un peuple avec des technologies adaptées aux besoins. Un groupe de personnes qui peut se développer avec de bonnes conditions de vie, avec tranquillité. Le développement doit être durable [viable], c'est là où nous allons (Franciso Ojeda, maire, 2005) (traduction libre)<sup>viii</sup>.

Un commerçant de Tambogrande ayant immigré il y a quelques années de Cuzco (le « nombril » de l'empire inca), constate le peu de traditions de sa région d'adoption. « Les autochtones [ceux qui étaient là avant l'arrivée des colons], n'ont pas préservé les habits traditionnels et il y a peu de traditions ici. Peut-être à cause des immigrants des villes qui viennent chercher du travail pendant les récoltes. Les traditions se perdent » (traduction libre).

Pour les leaders de la lutte, le défi de renforcer l'identité agricole a été plus grand chez les populations de petits agriculteurs dans les zones non irriguées (plus pauvres) et dans la zone urbaine. Malgré cette difficulté, il semble que toutes les couches de la communauté aient été touchées par le discours, du moins si on en croit les témoignages. Les citoyens, qui n'étaient pas très opposés à la mine au départ, expriment de la fierté envers à l'agriculture dans leur

région. Ceux-ci valorisent généralement l'agriculture pour ses retombées économiques indirectes (transport, restauration, etc.) et le potentiel d'exportation agricole susceptible de créer de nouvelles richesses et d'accroître leur niveau de vie. Le gardien du cimetière raconte ce qui l'a convaincu :

Les professionnels ont fait des présentations où ils ont démontré que l'agriculture est beaucoup plus rentable que l'activité minière. Ils l'ont démontré avec des chiffres [statistiques]. Nous avons le cas de la mangue qui va sur les marchés d'Europe, des États-Unis, du Canada. Les gens vont continuer la lutte pour protéger leurs terres (employé municipal) (traduction libre)<sup>ix</sup>.

#### 4.1.2 Attirer les investisseurs étrangers et les richesses

Lors de plusieurs entrevues, les personnes rencontrées, tant acteurs que citoyens, faisaient la promotion de Tambogrande en invitant d'éventuels investisseurs à découvrir son potentiel agricole. Dans cette optique, les *Tambograndinos* doivent être en mesure de démontrer que l'activité agricole se fait de manière exemplaire chez eux. Pour s'attirer les capitaux étrangers provenant du privé comme de l'aide au développement, on présente Tambogrande tantôt sous l'angle du modèle de développement agricole (projet pilote d'irrigation et de colonisation de la Banque mondiale), tantôt sous l'angle du modèle de défense de droits pacifiques et démocratiques. Présenter une image attrayante de Tambogrande veut aussi dire combattre le misérabilisme. Cela a été affirmé clairement par un groupe de discussion à la suite de la présentation du film de Diane St-Antoine et tout au long des entrevues individuelles. « Ici ce n'est pas une ville fantôme, détruite par la pluie, où il y a de la pauvreté, ici c'est un peuple qui a des services de base, de l'eau, de l'électricité, des voies de communication permanentes, un marché, des fruits, il y a des richesses » (citadin) (traduction libre)<sup>x</sup>

#### 4.1.3 L'environnement

Le thème environnemental a permis à Tambogrande de s'inscrire dans un mouvement mondial et d'attirer l'attention du réseau d'aide internationale. Plusieurs témoignages corroborent la perception que la question environnementale constitue un facteur ayant influencé la reconnaissance internationale de la lutte.

Tout ce qui se passe à l'extérieur de Tambogrande a des répercussions, tant ce qui se passe au niveau régional que national. Les étrangers s'intéressent à Tambogrande car nous sommes entrés dans une ère nouvelle où il y a beaucoup de destruction de l'environnement et il s'est formé un nouveau courant écologiste pour conserver l'environnement (enseignante) (traduction libre)<sup>xi</sup>.

En ce qui concerne l'environnement, je vois le futur de manière optimiste car, comme il y a de la pollution au niveau mondial, les gens vont devoir trouver des solutions (commerçant de Tambogrande) (traduction libre)<sup>xii</sup>.

Conscients de l'importance que prend la dimension environnementale et de l'agriculture biologique sur le plan mondial, les autorités cherchent aujourd'hui à promouvoir l'agriculture organique et à faire du développement durable le fleuron de la région, comme le démontre la création de la *Casa del Agricultor* (maison de l'agriculteur). L'orientation pro-environnementale de la municipalité de Tambogrande fait en sorte que son bureau de l'environnement reçoit l'appui des ONG étrangères. Des organismes indépendants comme *Tropico Seco* sont également soutenus financièrement via la filière environnementale (les Amis de la Terre).

L'environnement est devenu le centre du projet de développement de Tambogrande. L'idée de soutenir les petits agriculteurs a été mise de l'avant par les nouvelles autorités de Tambogrande dans la foulée du conflit. Les origines de ce mouvement pro-environnemental à Tambogrande viendrait du modèle de propriété terrienne développé par la Banque mondiale vers la fin des années 1950 avec son projet pilote dans la vallée de San Lorenzo<sup>2</sup>. Les avantages de ce modèle novateur étaient de permettre aux propriétaires qui travaillaient sur ces terres d'avoir des revenus à l'année et de pouvoir soutenir la famille grâce à une diversité de produits : fèves, fruits, céréales, miel, viande, engrais organiques, introduits par le projet pilote.

---

<sup>2</sup> On se réfère au projet d'irrigation et de colonisation de parcelles de terres de dimension intermédiaire entre les latifundias et les minifundias.

pas uniquement une agriculture de subsistance. Il déplore que la lutte n'ait pas réussi à se transformer en un plan de développement de l'agriculture : « Nous sommes un modèle de lutte sociale. Nous avons réussi à défendre nos droits, mais cela ne s'est pas converti en une lutte pour une meilleure façon de vivre, non. Le peuple ne connaît pas de plan de développement de l'agriculture. Nous devons planifier, nous organiser pour entrer dans le marché (traduction libre)<sup>xiii</sup> ».

Cet avis que la lutte n'a pas abouti à des améliorations concrètes est partagé par des militants plus radicaux ou intéressés par la conquête des marchés mondiaux. La bataille pour défendre l'agriculture doit être menée autant sur le plan des marchés mondiaux que sur le plan local, où des injustices perdurent, comme en témoigne cette activiste du *Frente*.

Ici les gens sont individualistes. Il n'y a toujours pas d'organisation solide [...] au sujet de l'activité minière, nous avons été très unis, c'est quelque chose qui, je crois, ne s'était vu nulle part ailleurs, une organisation aussi grande, mais pour ce qui est de défendre le prix de la mangue, c'est toujours pareil [...], mais il faut faire attention car il y a parfois des gens qui ont peur que les entreprises s'en aillent [...] il faut parler avec eux car nous ne pouvons pas non plus continuer de nous conformer à l'idée que nous allons bien, il faut améliorer, qu'ils nous paient mieux pour la mangue, car je vois que nous n'améliorerons pas notre qualité de vie avec ces prix (Hermelinda Castro, Association de femmes) (traduction libre)<sup>xiv</sup>.

Pendant que les *Tambograndinos* rejettent le modèle de développement que tente d'imposer le gouvernement péruvien, le débat sur le traité de libre commerce menace les pratiques agricoles traditionnelles, particulièrement chez les plus pauvres. Le problème de la cohabitation avec les transnationales réapparaît, inlassablement.

Malheureusement, nos gouvernements sont faibles et se sont soumis à ces processus de la mondialisation - des politiques de l'OMC, du FMI - d'avoir des marchés ouverts. Nous sommes sur le point de souscrire à un accord de libre-échange (TLC), l'ALCA va être nuisible et porter grandement atteinte à toutes les populations indigènes pauvres, qui n'ont aucune technologie pour faire face aux multinationales qui vont entrer (CONACAMI, 2003) (traduction libre)<sup>xv</sup>.

Le TLC va prendre l'eau, les forêts, la nature, cela va bénéficier seulement aux entreprises de mangues. Comme nous sommes pauvres, nous ne pourrions vivre avec ces conditions qui seront imposées par le TLC. Nous préférons continuer à prendre soin de notre forêt, de notre vallée, de notre eau et des oiseaux (citoyenne) (traduction libre)<sup>xvi</sup>.

### 4.3 Visions de la communauté idéale et du développement

Pendant que le débat se poursuit quant aux avenues que l'agriculture peut emprunter dans le développement économique de la région, les *Tambograndinos*, eux, continuent d'aspirer à une vie meilleure, et à lorgner parfois le terrain du voisin. Des gens de la rive gauche rêvent d'accéder aux mêmes services que ceux de la ville de Tambogrande. Les gens de la ville de Tambogrande rêvent, quant à eux, à une ville comme la capitale du département Piura, et certains aimeraient même s'établir en Équateur, en quête d'une vie meilleure. La majorité exprime toutefois une très grande fierté à vivre à Tambogrande, que ce soit en milieu rural ou urbain. On aspire d'abord à pouvoir bénéficier de la modernité et à avoir accès aux services de base, comme l'éducation, la santé, le téléphone et l'électricité.

Ici cela va s'améliorer avec ce projet d'électrification, je suis optimiste pour l'avenir de mon peuple, un avenir meilleur, avec l'électricité, il y a beaucoup de travail, la modernité s'en vient, Internet. Ici le peuple va toujours demeurer agricole (agricultrice de Cruceta, vallée de San Lorenzo) (traduction libre)<sup>xvii</sup>.

Une communauté idéale a résolu ses problèmes de services de base [...] ses rues sont pavées avec un système d'égout pluvial et des maisons en matériaux nobles [ciment] pour résister aux phénomènes climatiques (employé municipal) (traduction libre)<sup>xviii</sup>.

On parle aussi d'un environnement sain et d'un développement économique plus vigoureux, soutenu par des investissements et le développement de technologies, comme Internet. « Une communauté idéale prend soin de son environnement et a un bon développement économique » (citadin) (traduction libre). « Il y a de bonnes perspectives pour l'avenir mais nous avons besoin d'investissements rentables [...] avec Internet nous avons plus de possibilités » (commerçant de Tambogrande) (traduction libre).

#### 4.3.1 Définitions du développement

Le développement signifie d'abord améliorer sa situation, idéalement de manière collective, par l'accès à l'éducation générale pour tous. Pour que le développement soit possible, il faut « changer les mentalités » dans sa façon de travailler comme dans la lutte<sup>3</sup>. Les personnes

<sup>3</sup> Témoignages tirés du groupe de discussion mixte de juillet 2005 réalisé à Cruceta.

interrogées associent le développement aux mécanismes démocratiques, au dialogue et à la concertation. « Le développement, c'est l'utilisation rationnelle et efficiente de nos ressources afin de les affecter pour résoudre les problèmes et trouver une viabilité humaine (Manuel Reyes) (traduction libre)<sup>xix</sup>. Se développer signifie s'organiser, s'éduquer, être persévérant et travailler.

Chez les simples citoyens, aucune forme de développement n'est exclue à prime abord et on démontre une ouverture relative face à l'industrie minière, tout en continuant d'affirmer une forte appartenance à l'agriculture.

Je crois que si l'exploitation minière se faisait consciencieusement et avec grande responsabilité, nous n'aurions pas eu les problèmes que nous avons eus (professeur et petit agriculteur de Malingas, rive droite) (traduction libre)<sup>xx</sup>.

Le développement ne signifie pas nécessairement l'abondance, comme l'illustrent de nombreux témoignages, dont celui d'Hermelinda Castro, dirigeante de l'association de femmes. « Il faut que tout le monde puisse bien vivre, qu'il y en ait pour tout le monde », dit-elle en insistant sur la nécessité d'être solidaire avec les plus pauvres, essentiellement sur la rive gauche. « Il faut penser non seulement à soi, mais aussi aux autres, à ceux qui n'ont pas d'eau et qui sont plus durement frappés par *El Niño* sur la rive gauche, à ceux qui n'ont pas de travail dans la zone urbaine », dit-elle en se référant à la vallée de San Lorenzo, qui a accès à l'eau et vit dans l'abondance apportée par l'agriculture.

#### 4.3.2 Développement solidaire et durable

La communauté que souhaitent les gens de Tambogrande que j'ai rencontré est fondée sur la solidarité, l'équité. Ils veulent un développement humain, respectueux de l'environnement et de leur identité agricole, qui épouse les valeurs dominantes de la communauté : culte, travailleur, honnête. « Une communauté idéale est fraternelle, avec une identité culturelle, où tous travaillent pour le bien commun, avec les mêmes opportunités pour tous » (enseignante) (traduction libre)<sup>xxi</sup>.

La solidarité qui s'est déployée entre les différentes communautés — *la unidad a la peruana* — pour exiger plus de responsabilité de la part des entreprises transnationales doit, de l'avis de plusieurs, servir d'exemple pour gérer le développement. « Le développement concerne les revenus économiques, mais le développement durable est à long terme, à visage humain sans nuire aux droits humains, une économie solidaire, un marché juste sans préjudice aux ressources naturelles (enseignante) (traduction libre)<sup>xxii</sup> ».

Ils nous avaient dit que la mine nous apporterait le développement. Mais pour le gouvernement, le développement est lié à l'argent [...] il ne voit pas les répercussions dans la communauté, que de cette manière, il ne nous resterait rien. Nous avons dit que nous voulions un développement, mais un développement humain. Nous voulons que la personne ne soit pas perdue de vue, nous voulons l'éducation, la santé. Le développement est quelque chose qui nous permettra de vivre de manière durable, mais d'un point de vue humain, nous ne voulons pas être exploités, ni réprimés. La mine ne nous aurait pas donné quelque chose de viable, mais la mangue oui, l'eau aussi (Franciso Ojeda, maire) (traduction libre)<sup>xxiii</sup>.

#### 4.3.3 Qui décide du développement ?

La plupart des gens interviewés sont d'avis que le développement doit être réalisé par le peuple lui-même, à l'échelle locale. Certains insistent toutefois sur le rôle des gouvernements nationaux : « Ce sont les autorités et l'État qui doivent faire le développement, ils doivent faire de bons investissements et favoriser tous les gens de façon équitable (commerçant de Tambogrande) (traduction libre)<sup>xxiv</sup> ».

Le principal problème soulevé est que les décisions importantes par rapport au développement, comme celle d'adhérer à un traité de libre commerce avec les États-Unis, se font sans réelle consultation de la population, comme en témoigne cette citoyenne :

Quand il y a des décisions importantes, personne ne nous consulte [...] La *Junta de Usuarios* est d'accord avec le TLC mais nous qui n'avons pas beaucoup de mangues, nous avons une autre vision. Il y a des événements qui se sont passés et aujourd'hui les gens savent ce qu'est le TLC. Qu'advient-il si nous donnons carte blanche aux multinationales qui sont déjà très puissantes aujourd'hui ? Ça va être très difficile, ça nous le savons (Franciso Ojeda) (traduction libre)<sup>xxv</sup>.

Peu à peu, les gens vont prendre conscience et comprendre comment fonctionne la politique, de faire confiance aux dirigeants qui parlent seulement au moment du vote (citoyenne) (traduction libre)<sup>xxvi</sup>.



[...] alors nos représentants qui sont dans nos organismes, n'ont pas la capacité de pouvoir décider, seulement accepter ce qu'on leur dit, ils n'ont pas d'identité, ils ne s'identifient pas au pays, ce sont seulement des fonctionnaires publics au Pérou qui doivent se soumettre à ces décisions, car s'ils les contredisent, le lendemain, ils ne sont plus fonctionnaires (CONACAMI, 2003) (traduction libre)<sup>xxvii</sup>.

#### 4.4 En résumé

Alors que l'agriculture a été consacrée comme principale activité par les *Tambograndinos*, les avis étaient partagés quant à la manière de la développer, un an avant que ne soit prise la décision sur l'accord de libre commerce avec les États-Unis (TLC). Les avis diffèrent selon qu'on s'approche des lieux de pouvoir puisque les gros agriculteurs ont plus à gagner à jouer sur le terrain du marché mondial. Par ailleurs, la nécessité de recourir aux ressources internationales fait l'unanimité chez ceux et celles qui se sont prononcés sur cette question. Pour accéder aux ressources financières étrangères, la défense de l'environnement représente une avenue permettant de défendre les droits et de protéger ses acquis, aussi modestes soient-ils.

Les *Tambograndinos* dénoncent les contradictions d'un État pris entre les contingences externes et les besoins exprimés par la population. Leurs discours n'opposent toutefois pas modernité/progrès et agriculture, environnement et développement économique, investissements étrangers et équité. Cette dichotomie est davantage présente chez les acteurs sociaux du Nord.

L'interrelation avec le Nord représente à la fois la cause et une source potentielle de solution aux problèmes de pauvreté et d'inégalité. Entre résistance et reconnaissance, altérités et ressemblances, la construction identitaire procède d'une dialectique entre l'autre et soi et entre une reconstruction du passé et une vision du futur. Ce processus est stimulé par les événements du conflit, qui forcent les acteurs à se positionner face à l'autre et à se projeter dans l'avenir.

J'ai pu constater, à la lecture des témoignages, que certaines personnes ont une attitude plus conservatrice visant à protéger leurs acquis, leur terre, tandis que d'autres souhaitent plus de changements, un développement axé vers l'agro-exportation pour faire face à la mondialisation des marchés. Mais la ligne n'est pas claire et ces deux discours semblent

parfois se superposer, indistinctement des classes sociales. Le débat n'est pas terminé et rien n'est fixé. Il s'agit de concilier les valeurs, comme la solidarité et le développement durable, avec les aspirations qui se traduiront par d'éventuels choix de développement, faisant encore partie d'un monde virtuel, incertain, comme le traité de libre commerce.

Les *Tambograndinos* ont compris ce qui « nous »<sup>4</sup> intéresse, au Nord, ce qui « nous » fascine. Ils savent mieux comment accéder aux rouages de l'aide internationale et attirer les investissements étrangers. Bien que le « modèle *tambograndino* » serve d'exemple à d'autres communautés aux prises avec des problèmes similaires, il inspire aussi des groupes au Nord. Les dirigeants de la lutte et les citoyens présentaient une image d'eux-mêmes fidèle à ce que les étrangers veulent voir. Cette identité construite pour l'étranger insiste sur des valeurs comme la protection de l'environnement et la démocratie, mais mythifie aussi le caractère révolutionnaire de la lutte et l'appartenance ancestrale (autochtone et inca).

La question de la pauvreté représente toutefois un piège pour ceux qui défendent leur autonomie tout en sollicitant l'aide internationale. La rhétorique destinée à « vendre » Tambogrande aux investisseurs (qu'on m'a servi), démontre qu'il y a peu de nuance par rapport aux gens qui viennent du Nord. Les étrangers sont perçus indistinctement comme des sources de revenus potentielles. On généralise de part et d'autre, aux prises avec les préjugés de classe.

Au Nord comme au Sud, les acteurs ne partagent pas les mêmes intérêts et se livrent à des luttes internes, qui interviennent dans les rapports avec l'autre. Le tableau 5 présente les processus d'éducation politique entrepris par les acteurs locaux à travers la lutte et la façon dont ceux-ci empruntent le sinueux chemin vers le développement, parsemé d'embûches et de contraintes.

---

<sup>4</sup> Quand les *Tambograndinos* sont en interaction avec moi, je porte les identités d'un « nous » qui signifie à la fois « la coopérante » et la « courroie de transmission vers des sources de financement ou d'investissement ».

## CHAPITRE V

### ÉDUCATION POLITIQUE ET DÉVELOPPEMENT

Le développement se réussit en participant dans les organisations (agricultrice) (traduction libre)<sup>1</sup>.

Parallèlement à la lutte, une réforme complète du fonctionnement municipal s'est amorcée, notamment par la mise en œuvre du « *Plan Estratégico de Desarrollo del Distrito de Tambogrande* (PEDT)<sup>1</sup> ». Les expériences de démocratie directe (référendum) et l'élection d'un maire en faveur d'un développement respectueux de la volonté populaire ont été les prémisses de ce mouvement de démocratisation vers un mode de gestion plus participatif. On assiste en même temps à l'apparition de problématiques sociales et à la diversification des moyens et des acteurs pour y répondre.

Pour se développer comme pour gagner la lutte, les *Tambograndinos* ont compris qu'ils devaient s'organiser. Plusieurs initiatives ont permis l'émergence de projets de développement et d'organisation. Les dirigeants de la communauté comme les citoyens sont de plus en plus conscients que le développement viendra avec l'acquisition de nouvelles connaissances (droits humains, environnement). L'éducation politique est au cœur de leur projet, d'une part pour créer l'unité permettant de mener la lutte, et, d'autre part, pour se

---

<sup>1</sup> Le PEDT compte entre autres sur l'appui financier d'Oxfam Grande-Bretagne. *CEPRODA MINGA* a agit comme coordonnateur de l'équipe interinstitutionnelle pour l'élaboration du PEDT et *CooperAcción* a exécuté des activités de développement de capacités auprès du gouvernement local pour la formulation d'un Plan de développement Institutionnel. La proposition du Système de participation citoyenne (*Sistema de Participación Ciudadana*) a été construite de manière conjointe en recueillant les visions du gouvernement local et de la population organisée. Réf. : *Plan Estratégico de Desarrollo del Distrito de Tambogrande 2004-2015*, publié en août 2004.

donner des structures leur permettant de mettre en pratique leurs nouvelles aspirations et de répondre aux besoins qui trouvent de nouveaux canaux d'expression.

### 5.1 Une vision concertée du développement

La coordination des organisations de Tambogrande, qui a débuté avec la lutte, a été le prélude d'une vision concertée du développement. Devant la désarticulation des mouvements sociaux de la région, l'Église a décidé d'intervenir.

Il y avait quelques dirigeants d'organisations qui n'avaient toujours pas consolidé leur action, mais déjà tous s'étaient passé le mot, ceux des comités en charge de l'irrigation, des organisations de femmes, tous s'étaient passé le mot et avaient vu que cela était un problème, mais les organisations ne s'étaient pas encore unies, alors l'Évêque a écouté ce que disaient les gens et a accepté d'intervenir (*Diaconia*, 2003) (traduction libre)<sup>ii</sup>.

À la suite de l'initiative de l'Église de créer la *Mesa Técnica*, la municipalité a pu entreprendre un travail pour se doter d'un plan d'action, réalisé avec l'appui d'ONG comme *CooperAcción*, visant à renforcer ses capacités institutionnelles. Son modèle de gestion participative prévoit l'implantation d'une structure pyramidale pour que tous aient leur mot à dire dans les décisions de développement.

La création de ces nouvelles entités liées au gouvernement local réserve au moins 30 % des places de direction aux femmes, ratio qui est actuellement atteint. L'idée de ce modèle de gestion, explique le maire de Tambogrande, est de partager le pouvoir avec la population et de former des assemblées où se prennent les décisions concernant la distribution du budget et les travaux à réaliser.

De cette manière, tous les paysans savent combien d'argent entre, sort, se dépense. Les priorités sont décidées conjointement. Les gens [paysans] apprécient beaucoup car jamais on ne les a pris en compte auparavant. Il y a une participation très forte et pas de conflit, seulement des débats (Francisco Ojeda) (traduction libre)<sup>iii</sup>.

La consultation populaire a créé un précédent, en constituant le premier geste démocratique concret et en servant d'exemple pour la mise en place d'un système et d'une pratique plus démocratiques à Tambogrande<sup>2</sup>.

Dans d'autres situations, la population aurait négocié et serait arrivée à une entente avec l'entreprise minière, comme cela a été le cas à Cajamarca (Andes). [...] À Tambogrande, jamais avant on avait évoqué la possibilité d'une consultation populaire, pour que leur voix soit écoutée, comme un élément fondamental qui doit s'ajouter aux autres instruments pour que le gouvernement prenne une décision juste (Rocío Avila Fernández, 2002) (traduction libre)<sup>iv</sup>.

Au cours de la lutte, les dirigeants ont beaucoup fait valoir le caractère démocratique et non violent des moyens de pression utilisés. Afin de défendre une image positive de la lutte, ils ont dû éduquer la population qui n'avait pas l'habitude d'employer des moyens pacifiques. C'est grâce à un sens éthique et à la transparence que la lutte a pu connaître un tel succès, d'après le maire :

Un code d'éthique a été élaboré par les gens du *Frente*. Quand quelqu'un ne le suivait pas, on lui expliquait le sens de la lutte et les règles à suivre. Ce fut une lutte honnête, démocratique. Les représentants de la mine ont commis une erreur énorme en pensant qu'ils pouvaient acheter tout le monde. [...] Les décisions [du *Frente*] ont été prises devant tout le monde et non à huis clos. [...] Dans d'autres communautés, il y a beaucoup de division et c'est pour cela qu'on nous invite toujours aux réunions pour que nous leur racontions notre expérience, car ici cela a été un modèle exemplaire, jamais ça ne s'était vu (Francisco Ojeda, maire) (traduction libre)<sup>v</sup>.

## 5.2 Les enjeux de la démocratie

La pression populaire et le *Frente* ont forcé leur gouvernement local à se soumettre à un exercice de démocratie directe qui a confirmé, sans équivoque, l'opposition au projet Manhattan. La contrepartie de la démocratie directe est souvent la pression exercée par la majorité. Selon Droits et Démocratie, cette pression influence vraisemblablement l'issue du vote.

---

<sup>2</sup> Plusieurs personnes interviewées identifient la consultation populaire du 2 juin 2002 comme étant l'événement le plus important ayant marqué l'identité de Tambogrande depuis les dix dernières années.

À moins de deux semaines du vote, le débat qui avait lieu dans la ville de Tambogrande s'est déroulé dans un climat de grande tension et sous les huées d'une bonne partie de l'assistance. La mission a pu observer que le climat de tension était tel qu'il n'était pas facile pour un citoyen de Tambogrande qui aurait pu éventuellement vouloir manifester ouvertement une opinion favorable au projet minier, de le faire, étant donné la force de l'opposition (Droits et Démocratie, 2002, p. 14).

Le contexte de partialité de la consultation et le fait que l'entreprise minière ait refusé de faire campagne formellement pour défendre sa position laisse place à des critiques. Un chauffeur de taxi rencontré déplorait que tous les arguments n'aient pas été présentés à la population<sup>3</sup>.

C'est au moment des élections municipales de novembre 2002 que les citoyens de Tambogrande ont pu consolider leur décision de rejeter le projet minier et d'élire le dirigeant du *Frente de Defensa*, Francisco Ojeda Riofrio, pour défendre le modèle de développement agricole privilégié.

Ce geste assurait aux *Tambograndinos* de conserver l'intégralité de leur territoire dans la mesure où c'est à l'autorité municipale à qui revient la décision de céder une partie du territoire pour des fins d'exploitation minière. En renversant le maire sortant, les ententes signées entre ce dernier et l'entreprise minière n'avaient plus aucune légitimité aux yeux de la population.

Mais dans le paysage politique péruvien, rares sont les gouvernements locaux en désaccord avec le développement minier dans leur district (municipalité). Il est donc peu probable, dans ce contexte, que la démocratie représentative arrive à faire respecter la volonté populaire, malgré le fait que celle-ci constitue la majorité. Dans l'absolu, la méthode idéale serait la démocratie directe, mais l'exceptionnelle réussite du référendum de Tambogrande ne doit pas, selon les experts péruviens<sup>4</sup>, en occulter ses limites. Ce type de consultation exige une gestion irréprochable pour être crédible, et une impartialité qui est pratiquement impossible à

---

<sup>3</sup> L'argument de la décision non-éclairée a été utilisé par Manhattan qui a tenté de former une coalition en faveur de son projet auprès des chauffeurs de taxis de Tambogrande. Ceux-ci se montrent plutôt en faveur du projet dans les entrevues.

<sup>4</sup> Rencontres de Lima en 2006.

atteindre dans le contexte où une proportion importante de la population est illettrée et vote à main levée. La confidentialité devient donc un problème.

Par ailleurs, avec la centralisation des pouvoirs à Lima, le caudillisme<sup>5</sup> (qui domine encore au sein des gouvernements locaux) et le système d'impôts directs versés par les entreprises aux municipalités, le pouvoir local est contraint à s'exercer à l'intérieur des limites nationales, elles-mêmes subordonnées aux forces internationales.

### 5.3 Crise de légitimité de l'État péruvien

Jose de Echave explique que, depuis que le lien entre l'État et les communautés s'est rompu, ces dernières transigent à la pièce directement avec le secteur privé. La majorité des tables de dialogue auxquelles participent des représentants du gouvernement seraient dysfonctionnelles, d'après son expérience.

Avant de dire définitivement non au projet Manhattan, les acteurs sociaux ont tenté de discuter avec la compagnie et les responsables des ministères de l'Énergie et des mines et de l'Agriculture au sein d'une table de dialogue initiée par l'État, mais ils se sont rendu compte de l'inégalité des forces.

La représentativité de la vallée de San Lorenzo au sein de cette table n'était pas équitable par rapport aux représentants de l'État et les acteurs sociaux se sentaient minoritaires. Le *Defensor del pueblo* (protecteur du citoyen) devait agir comme médiateur mais, selon *Diaconia*, il imposait le déroulement jusqu'à inviter autant de spécialistes et de conseillers que la partie adverse le souhaitait. Les membres du *Frente*, les représentants de l'Église et les ONG se sont retirés de cette table, qui n'avait aucune légitimité selon eux.

---

<sup>5</sup> Les usages des termes caciquisme en Espagne et caudillisme en Amérique latine révèlent la vision pathologique que certaines élites ont de la situation politique. Utilisés comme instruments de lutte politique, ces termes péjoratifs qualifient un régime d'autoritaire et de répressif et dénoncent la corruption, le sous-développement et l'ingouvernabilité d'une région ou d'un pays. Certains analystes voient le *Caudillo*, chef de guerre, à la fois comme le symptôme et le remède d'une dissolution des légitimités monarchique ou coloniale. La république moderne aurait en effet besoin des symboles anciens pour ne pas « éclater ».

[...] la *Mesa de diálogo* est supposée être un espace équitable où les parties se mettent d'accord sur l'agenda, sur ce qui va être discuté, sur les points qui vont être traités, mais quand on allait à cette table de dialogue, le *Defensor del pueblo* était celui qui dictait l'agenda. Il dirigeait le débat et disait de quels sujets nous allions débattre, incluant avec qui nous allions nous réunir. On nous traitait comme des invités [...] (*Diaconia*, 2003) (traduction libre)<sup>vi</sup>.

En réaction au non-respect d'ententes avec les autorités, le *Frente de Defensa* a boycotté la *Mesa de dialogo*<sup>6</sup>. « Les gens ont dit : si nous nous asseyons pour dialoguer et qu'ils ne respectent pas les ententes, pourquoi s'asseoir ? » (*Diaconia*, 2003) (traduction libre). Ce geste politique a contribué à radicaliser la lutte. « Il n'y a rien à négocier », disait Godofredo Garcia Baca.

#### 5.4 Visibilité et participation des minorités

Au-delà des brassages politiques et de la construction des rapports de forces suscités par la lutte, il y a eu les petites révolutions, qui ont contribué à une plus grande participation des membres de la communauté les moins visibles. Un agriculteur de la rive droite témoigne de cette conjoncture :

Au cours des dix dernières années, les événements les plus importants ont été la défense de l'agriculture et de l'environnement [...] Le gouvernement ne nous a pas pris en compte et la participation à la lutte a permis qu'il nous prennent en compte [...] le peuple a renforcé son unité et sa participation démocratique pour la défense de ses droits [...] L'apport des hommes et des femmes s'est vu dans leur persévérance et leur constance. Les deux partageaient la même idée de la lutte afin de restaurer les valeurs (agriculteur et dirigeant scolaire, rive droite) (traduction libre)<sup>vii</sup>.

La lutte a permis aux petits paysans, aux femmes et aux jeunes de sortir de l'ombre en participant aux débats et aux décisions concernant leur développement. Souvent en coulisse, les femmes et les jeunes prennent peu à peu plus de place dans les manifestations et au sein de diverses organisations qui ont vu le jour depuis le début du conflit.

Un représentant de *CONACAMI* explique comment les groupes moins visibles de la communauté ont investi tout d'abord le *Frente de Defensa* : « Le *Frente* a eu une grande

---

<sup>6</sup> La *Mesa de dialogo* créée en octobre 2001, était représentée à l'origine par 14 organisations de Tambogrande. Le 8 janvier 2002, le *Frente* s'est retiré de la table.



capacité d'incorporer tous les secteurs de la société, femmes, jeunes et en même temps la cohésion des revendicateurs a permis de porter la problématique à l'extérieur » (traduction libre)<sup>viii</sup>.

En investissant diverses organisations consacrées au changement social, la manière de percevoir les rôles de certains groupes, comme les femmes et les jeunes, a changé dans la société.

Les ateliers de formation offerts par des ONG comme *CEPRODA MINGA*, *CooperAcción* et *Diaconia*<sup>7</sup> ont contribué à l'apprentissage des mécanismes de participation démocratiques, à une prise de conscience et une appropriation des mécanismes du pouvoir (*empowerment*) « Le peuple idéal devrait promouvoir l'éducation [...]. Le développement signifie parvenir au progrès à travers une population organisée et formée. Nous implantons des mécanismes de concertation pour agir face à des situations de conflit. Les universités et les ONG nous ouvrent des portes », commente un agriculteur de la rive droite (traduction libre)<sup>ix</sup>.

Ce contexte a donné lieu à la mise sur pied de nouvelles organisations. Une association de femmes à Tambogrande, la *Casa del Agricultor* et une coopérative de transformation de caroube regroupant 16 femmes à Apostol San Juan de Locuto, sur la rive gauche ont vu le jour. *Ecobosque* regroupant des associations (coopératives) a été identifiée comme l'événement le plus marquant des dix dernières années par plusieurs des femmes de la rive gauche rencontrées sur leur lieu de travail.

La *Casa del Agricultor* a entrepris, pour sa part, divers projets d'agriculture biologique, qui visent à donner une formation et une assistance technique aux agriculteurs. Elle fait la promotion de l'union entre les petits agriculteurs pour augmenter leur chance d'atteindre un marché plus rentable et d'avoir des meilleures conditions. L'ingénieure-agronome Mely Berru explique que la *Casa* signera une entente d'ici peu avec des exportateurs de mangues afin de donner des meilleures conditions de vente aux petits agriculteurs qui se font escroquer année après année.

---

<sup>7</sup> Voir les descriptions de ces organisations dans l'appendice B.

## 5.5 Changements dans les pratiques et les mentalités

Certaines pratiques agricoles ont changé, signe que les efforts de formation portent fruit. Mais les changements sont lents à venir et plusieurs obstacles surviennent en cours de route.

Un des thèmes qui a été travaillé par les ONG et les groupes communautaires, dont la *JARC*, est celui de l'environnement. Les jeunes ont parlé de l'importance de la lutte dans leur démarche de conscientisation envers l'environnement, qui constitue un des fondements de l'identité agricole et des changements de pratique.

La participation des jeunes a été très importante dans la lutte. Les jeunes ont constitué des promoteurs et des conscientisateurs quand la consultation a eu lieu [...] le rôle important qu'ont joué les jeunes a été d'aller de porte en porte afin de conscientiser les gens [...] Aujourd'hui tous sont conscientisés, tous connaissent et sont plus conscients de leur réalité et du fait qu'ils sont les artisans de leur développement, ils sont conscients que l'aide vient aux gens organisés [...]. Les ateliers de conscientisation et les médias ont aidé aussi (jeune) (traduction libre)<sup>x</sup>.

Même si on m'a dit que les gestes concrets ne sont pas encore intégrés dans les pratiques, la plupart des personnes interrogées pouvaient s'exprimer sur le thème de l'environnement<sup>8</sup>, identifier des problèmes et des solutions et spécifier de qui relèvent ces responsabilités.

Après cette lutte, il y a eu quelques changements par rapport à l'environnement, mais lents, c'est un processus. Si nous observons la ville, tout n'est pas propre, on ne fait pas attention à l'eau, mais dans les écoles la conscience est là. Je vois que cette conscience écologique se réfère à quelque chose de plus grand, macro. Mais si nous parlons de l'endroit où nous vivons, des rues, des écoles, jusqu'à présent il n'y a pas vraiment de prise de conscience très significative pour lutter contre les petits polluants que nous avons. Peut-être que dans l'avenir nous allons pouvoir avoir un district écologique. La municipalité travaille sur un projet de recyclage des déchets et d'engrais organiques (Liliana Alzamora, activiste) (traduction libre)<sup>xi</sup>.

---

<sup>8</sup> Plusieurs personnes interrogées ont mentionné les changements climatiques et les problèmes avec la couche d'ozone, qui sont des enjeux assez loin des préoccupations plus urgentes qu'exprimaient les sujets de la recherche. La confusion dans les concepts indiquait qu'il s'agissait de notions nouvellement apprises. Je me suis demandé si ce discours ne venait pas du Nord ou des médias, tellement il paraissait désincarné. Au Nord, ce type de constat alarmiste crée souvent un sentiment d'impuissance au lieu d'inciter à l'action.

Traduisant sa volonté d'intervenir sur le plan environnemental, un bureau de l'environnement, *Oficina del medio ambiente*<sup>9</sup>, a été mis sur pied au sein de la municipalité de Tambogrande. Selon le maire, de petits changements sont observables. « Les changements de mentalité prennent toujours beaucoup de temps. Les gens font de plus en plus attention aux arbres et aux plantes, dit-il en se référant à un projet de verdissement urbain en collaboration avec *Tropico Seco*. Au début, les arbres ont été arrachés et les actes de vandalisme répétés ont nuit au projet, mais la situation s'est améliorée par la suite. « Le marché public contribue à changer les pratiques. Des ateliers vont être donnés aux gens pour le sensibiliser à l'environnement et aux bonnes pratiques », explique-t-il.

Les gens prennent conscience peu à peu de la nécessité de défendre l'environnement. Les gens eux-mêmes prennent soin des arbres qui ont été plantés. Ils les arrosent. Par ailleurs, la gestion du maire Francisco Ojeda va dans le même sens, c'est-à-dire que les gens prennent conscience de leur environnement et changent leurs habitudes. Les gens de la campagne répondent mieux à l'environnement et surtout les femmes parce qu'elles sont plus près du foyer (Vicente Zapata Alcorta, *Tropico Seco*) (traduction libre).

Selon Ulises Garcia, co-fondateur de *Tropico Seco*, la population est très réceptive au projet de plantation de *neem*<sup>10</sup> qui cible les femmes de la rive gauche à très faibles revenus. « Les gens associent le projet à la lutte contre la compagnie minière », dit-il. Les retombées de la lutte apportent la crédibilité nécessaire pour que les gens se mettent en action. En ce sens l'organisation sociale est une conséquence positive de la lutte. La nécessité de cohésion exige de résoudre les problèmes sociaux.

## 5.6 Mise en évidence des inégalités sociales

Le rôle de certaines minorités dans la lutte a permis de remettre à l'ordre du jour leurs problématiques et de nouveaux canaux pour exprimer les inégalités sociales. Malgré le front

---

<sup>9</sup> La mission de la *Oficina* est d'offrir des ateliers à des dirigeants et à des employés municipaux afin qu'ils se rendent compte de l'importance de l'environnement et que leurs actions soient orientées vers la conservation (voir appendice B).

<sup>10</sup> *Tropico Seco* fournit des arbres utiles à la population comme le neem (arbre très résistant à la sécheresse) et le tamarindo. Le tamarindo est une espèce d'arbre fruitier natif de la région, des tropiques secs. Cette espèce en voie de disparition a été réintroduite lors d'un projet d'arborisation de *Tropico Seco* entre 2002-2004. Il vise aussi la création d'une petite entreprise de transformation des produits de ces arbres (source : site de *Tropico Seco* : [www.geocities.com/aetropicoseco](http://www.geocities.com/aetropicoseco)).

uni de la lutte, il apparaît que tous ne se sentent pas inclus dans ce processus, comme nous raconte cette militante qui a voulu préserver l'anonymat.

Un des problèmes de la zone rurale de la vallée de San Lorenzo, c'est qu'il n'y a pas de renouvellement des dirigeants des associations. Ce sont les mêmes depuis le début de la colonisation. Ils se réunissent seulement lors des moments de conflits et il y a beaucoup de caudillisme. Il existe beaucoup de jalousie au sein du *Frente*, les vieux dirigeants n'acceptent pas d'être remplacés par des jeunes. Les dirigeants du *Frente* sont tous des amis de Pancho (anonyme).

### 5.6.1 Exode des jeunes

La problématique des jeunes a également été rendue plus visible grâce à la lutte. La crise qu'a connue l'agriculture en a fait fuir plusieurs, comme explique le maire. « Nous ne vivions pas bien mais pas mal non plus car nos enfants étudient à Piura et à Lima, d'autres étudient à l'extérieur du Pérou, il y a plusieurs enfants de colons qui étudient à l'extérieur, donc nous avons pu survivre » (traduction libre)<sup>xii</sup>.

Certains jeunes déplorent que plusieurs d'entre eux soient désespérés de ne pas trouver de travail rapidement et de devoir quitter Tambogrande. Souvent, ils ne reviennent pas car « ils ne se retrouvent plus », ne s'identifient plus à leur communauté.

Par ailleurs, les jeunes se décrivent comme une génération moins engagée, plus individualiste, qui n'est plus portée par les projets révolutionnaires des années 1970. Il est difficile de les intéresser.

C'est difficile d'être jeune à Tambogrande, mais si on arrive à le surmonter, c'est un pas en avant. Plusieurs ne participent pas dans les espaces de formation et de discussion, ils voient cela comme quelque chose d'ennuyant [...] la priorité des jeunes est d'étudier, de faire du sport et de travailler; la dépendance de l'aide sociale (*asistencialismo*) a nui à l'avancement des jeunes, qui se sont confinés au conformisme et à l'inactivité (jeune)<sup>xiii</sup> (traduction libre).

Bien qu'il y ait davantage de lieux de participation, la motivation fait défaut. Plusieurs jeunes, sont désillusionnés.

---

<sup>xii</sup> Extrait des discussions avec les jeunes du 24 juillet 2005 (résumé réalisé par Cisse Toro Garcia).

Les jeunes n'ont pas beaucoup d'opportunités dans notre pays et particulièrement dans notre région [...] dans la zone urbaine ils ont moins de possibilités d'avoir du travail, de pouvoir étudier. Il y en a un grand nombre qui s'adonne au vandalisme, à la délinquance et cela nous préoccupe et nous tentons de travailler avec eux (*Diaconia*) (traduction libre)<sup>xiv</sup>.

Le manque de travail, la délinquance, le manque de sécurité citoyenne, le manque de conscience envers l'environnement et la corruption en la *Junta de Usuarios*, sont identifiés comme des problèmes sociaux qui préoccupent les jeunes. Mais ils ne semblent pas perdre espoir et sont résolument engagés à prendre leur place.

Actuellement les jeunes créent leurs propres espaces, en politique, ils participent plus aux décisions politiques et sociales, il y a des institutions qui offrent des opportunités pour les jeunes, l'Église est un acteur important dans la formation de jeunes leaders (il est important de créer son avenir, de créer son propre emploi)<sup>12</sup> (traduction libre)<sup>xv</sup>.

## 5.7 En résumé

Les attentes par rapport au développement de Tambogrande sont à la hauteur de la lutte menée. Certains déplorent qu'une fois la lutte gagnée, les dirigeants semblaient moins actifs, ce qui fait douter de la durabilité du vent de changement. Le rythme ralenti de la lutte est en partie la conséquence du retrait de certaines ONG et de l'incertitude politique d'un éventuel changement de cap après les élections présidentielles et locales de 2006.

Pour assurer la cohésion sociale, il faut démocratiser le pouvoir, ce qui rime avec démocratiser le savoir. Cela est un travail de longue haleine. L'unité, nécessaire à la lutte, se cultive avec l'espoir et l'expérience, mais se construit aussi par l'acquisition de connaissances. Éduquer a été la pierre angulaire des nouveaux gouvernements latino-américains dits populistes qui ont pris le pouvoir au cours de la dernière décennie. À l'échelle de la communauté, l'éducation est aussi au cœur des préoccupations. « [...] je crois qu'il faut commencer par améliorer notre niveau de vie, avoir des services de base, une bonne éducation, avoir des gens qualifiés » (traduction libre)<sup>xvi</sup>, affirme Hermelinda Castro, qui dirige l'association des femmes de Tambogrande.

---

<sup>12</sup> Extrait des discussions avec les jeunes du 24 juillet 2005 (résumé réalisé par Cisse Toro Garcia).

Pour poursuivre ce mouvement d'éducation politique, les chemins sont tracés. Des organisations autonomes voient le jour et reflètent davantage la diversité de la population. La municipalité tente de construire sur les gains de la lutte. Le *Frente* entreprend de nouvelles batailles, pour garder la communauté en alerte et en éveil, pour continuer à apprendre et à développer. On s'affaire par ailleurs à maintenir vivant le réseau de solidarité avec les communautés de l'extérieur. Celui-ci est garant des microprojets liés à l'environnement et au renforcement des structures démocratiques, qui font avancer les choses « *poco à poco* » (petit à petit), comme disent les péruviens.

Certains ressentent quand même un écart entre les efforts consentis pour le changement et les aspirations exprimées. Les inégalités apparaissent tant dans les rangs des opposants, qu'au sein de la communauté. L'exemple des femmes illustre ce combat interne. Si les femmes ont fait leur place dans les structures de résistance, elles rencontrent encore beaucoup de difficultés dans les diverses sphères de la société quand elles décident de défendre leurs droits, comme cela apparaît dans le tableau 6.

---

## NOTES ETHNOGRAPHIQUES DE L'AUTEURE

### Dans l'ombre et la lumière

*La communauté de Tambogrande a su démontrer au monde que son désert était aussi fertile pour nourrir le monde, que fertile en idées et en initiatives. Peuple combatif, mais surtout composé de personnes d'exception, comme Godofredo, qui ont fait la différence dès le début de la lutte.*

*Après ma première rencontre avec le maire de Tambogrande, en avril 2003, j'ai voulu visiter Tambogrande, mais il n'y avait guère âme qui vive dans ces rues sous le soleil d'après-midi. C'est alors qu'un vieil homme nous a proposé de nous conduire chez Sœur Magdalena. À l'époque, je ne savais pas qui elle était.*

*Nous avons monté la colline, sur un chemin de terre accidenté, jusqu'à la statue géante de Jésus, qui ouvre ses bras aux visiteurs. Du haut de cette colline, je pouvais apercevoir la frontière imaginaire qui divisait Tambogrande en deux parties : celle qui devait se transformer en mine à ciel ouvert, et celle qui serait maintenue telle quelle, protégée par un grand mur, disaient-ils. Je voyais aussi au loin et à perte de vue, ces arbres nourriciers du Pérou : des caroubiers, les citronniers et des manguiers. On me parlera plus tard des fruits qu'ils produisent ...ces fruits désormais devenus légendaires. Mais, pour le moment, il ne s'agit que d'un paysage « inhabituel », voire étrange pour ce qu'on nomme un désert.*

*Sœur Magdalena m'a accueilli avec un peu de méfiance, ne sachant pas trop ce que je faisais là. Il faut dire qu'à ce moment, je ne le savais pas exactement moi non plus. Avant de partir, elle a refusé que je prenne une photo d'elle. Elle m'a parlé fébrilement de tout ce qui se passait à Tambogrande : des jeunes qui se mobilisaient, des manœuvres de la compagnie minière, des désastres et des représailles possibles.*

*J'étais un peu dépassée par tout ce qu'elle me disait. Elle était assise devant moi, un peu à l'écart, dans l'ombre, et parlait. Sa voix douce perçait le silence de la pièce. J'étais saisie par sa droiture et sa vivacité, dans cette chaleur de fin d'après-midi. J'étais loin de me douter à ce moment de son côté rebelle et de la lutte acharnée qu'elle avait menée. La tranquillité du dehors était bien trompeuse.*

*On m'a dit que Sœur Magdalena était une infatigable marcheuse et qu'elle préférerait mourir de soif plutôt que d'accepter qu'un camion de la compagnie minière ne l'accompagnât jusqu'à sa destination. Plus tard, je l'imaginais bien se rendre sur la rive gauche à pied pour aller*



*rencontrer un à un les gens de Locuto, accompagnée d'un de ses jeunes « militants en herbe », qui aurait préféré dormir à l'ombre d'un caroubier.*

*Son courage inspirant m'a été raconté par d'autres femmes, pour qui elle est devenue un modèle de courage et de persévérance. Elle se serait déguisée pour pouvoir participer aux manifestations, en dépit de la consigne de sa congrégation, qui a fini d'ailleurs par la « mettre à la retraite ». Aujourd'hui, impossible de trouver sa trace. On m'a dit qu'elle était peut-être retournée en Irlande ou qu'elle vivait à Lima. Pas de seconde entrevue possible. Il ne reste que sa légende.*

*Je suis repartie vers 16h et le vent s'est levé. Sœur Magdalena m'avait mis en garde contre ce vent ascendant qui balaie tout sur son passage à tous les jours vers la même heure. Elle déplorait la méconnaissance de la nature par les étrangers venus pour exploiter une mine à ciel ouvert . Ces vents risquaient de transporter les débris toxiques à des milles à la ronde.*

---



## CHAPITRE VI

### FEMMES EN LUTTE ET DÉMOCRATIE

Oui, il y a eu des changements en termes d'organisation, oui aujourd'hui on s'organise plus, pas seulement pour dire non à l'entreprise minière, pour que se respectent nos droits, mais aussi on s'organise car maintenant nous désirons aller de l'avant, un développement pour notre peuple (Hermelinda Castro) (traduction libre)<sup>1</sup>.

Les témoignages recueillis révèlent que l'émancipation des femmes compte parmi les événements ayant le plus marqué la communauté au cours des dix dernières années. Leur implication dans la bataille politique leur a donné une opportunité de prendre leur place et de parler des iniquités dont elles souffrent, dans une société qualifiée de machiste. L'appui d'organisations qui se sont intéressés à Tambogrande dans la foulée du conflit, comme *CEPRODA MINGA*<sup>1</sup> de Piura, a permis aux femmes de se donner des espaces de participation et de développer des projets leurs assurant leurs propres sources de revenu. « Depuis que les femmes sont organisées, la population les reconnaît davantage », dit Hermelinda (traduction libre). Un jeune professionnel mentionne que les femmes sont plus enclines à défendre l'agriculture car elles se préoccupent davantage de l'environnement. « La femme a plus de responsabilités, dit une agricultrice. Son rôle est de gérer la maison, elle connaît les besoins et gère l'économie familiale » (traduction libre).

---

<sup>1</sup> *CEPRODA MINGA* est une ONG qui s'est formée dans la sierra de Piura en 1994 afin de vaincre l'isolement et de travailler au niveau régional. *CEPRODA MINGA* a développé plusieurs lignes de travail dans les domaines du : développement local, femmes et développement, prévention des catastrophes et agroécologie (voir appendice B).

C'est aussi dans la cour des femmes que les inégalités sociales, comme celles entre la rive gauche et la rive droite, ont été mises au jour. Le corps des femmes devenant, au sens propre du terme, le champ de la bataille entre Manhattan et le front de résistance.

Adulées pour leur courage, leurs luttes traduisent celles d'autres groupes déchirés entre le besoin de survie et le maintien de la cohésion sociale, de l'identité commune. Mais, quand il s'agit de changer des habitudes de longue date, cela s'avère plus difficile.

### 6.1 Héroïnes

Au cœur du mouvement de lutte, les femmes se sont illustrées pour leur courage, ce qui a contribué à les percevoir davantage comme des actrices de changement, comme l'indique ce témoignage d'un résident de la rive droite.

Durant les affrontements, les femmes étaient présentes dans les manifestations, au début pas tellement, mais à la fin elles sont presque toutes sorties. [...] Il y a une différence entre avant et après le conflit. La femme est plus présente dans les réalisations, dans la participation. Maintenant, les femmes travaillent plus, elles participent à divers événements, elles ont conscience qu'il faut protéger l'environnement, travailler pour le développement du district (citoyen de Malingas) (traduction libre)<sup>i</sup>

Hermelinda Castro est un exemple vivant du cheminement des femmes à travers la lutte. Ayant été choisie pour représenter les femmes de Tambogrande au sein du *Frente*, elle a appris à faire sa place en tirant profit du contexte politique. « Quand il y a un contexte, un moment politique favorable, les femmes ont la chance d'aller un peu plus de l'avant » (traduction libre)<sup>iii</sup>. « Les femmes ont fait beaucoup de choses dans les campagnes de mobilisation pour défendre l'agriculture » (traduction libre)<sup>iv</sup>, ajoute-elle en insistant sur le fait qu'il est plus facile de faire sa place dans le contexte de la lutte que dans la vie quotidienne.

Une des femmes qui s'est particulièrement illustrée et qui a su insuffler un vent de mobilisation a été Sœur Magdalena<sup>2</sup>, qui a mis sur pied un mouvement de jeunes en faveur de la protection de l'environnement à travers l'Association de jeunes catholiques (la JARC).

---

<sup>2</sup> La Sœur Magdalena travaillait chez les *Hermanas de Notre Dame de Namur*.

Sœur Magdalena Tagliavini est pour moi une figure emblématique de la lutte. Elle a réalisé un travail politique, économique, social et culturel. Une étrangère intéressée à nos problèmes, qui nous a montré à être toujours vigilant par rapport à nos droits. Elle a lutté jusqu'à la fin, en affrontant sa propre communauté. Parce qu'elle s'est impliquée dans le conflit minier, sa congrégation voulait qu'elle sorte du pays. Elle a dit que même si on lui enlevait tout ce qu'elle avait, ses ressources financières, elle continuerait. Elle a cherché des alternatives pour trouver des ressources. Sa congrégation ne la laissait pas participer aux marches, elle se déguisait. Elle établissait toujours des contacts pour internationaliser le conflit (Stephanie Boyd) (traduction libre)<sup>3</sup>.

De fait, les actes de bravoure des femmes durant la lutte ont suscité beaucoup d'admiration. Mariano Fiestas, de la *Casa del Agricultor*, considère que les femmes ont constitué un pilier principal de la lutte. Il relate avec émotion l'affrontement entre une quarantaine de femmes et des militaires lors d'une manifestation : « Elles menaçaient de se déshabiller si on ne les laissait pas passer ! ».

Selon lui, l'appui de l'Église, de *CEPRODA MINGA* et de l'*Asociación Distritale de Mujeres de Tambogrande*<sup>3</sup> dirigé par Hermelinda Castro, a contribué à renforcer la participation des femmes, qui sont aujourd'hui reconnues par la population.

## 6.2 Au milieu de la bataille

La directrice de *CEPRODA MINGA*, Rosa Rivero, explique comment l'organisme a décidé d'appuyer la lutte, d'abord à travers *Colectivo Tambogrande*<sup>4</sup> qui se réunissait à Piura, puis en se concertant avec le *Frente de Defensa*, afin de travailler avec les femmes de la zone urbaine car « la mine leur donnait de fausses informations ».

Leur travail s'est concentré dans les établissements urbains (*asentamientos urbanos*) de Tambogrande où se retrouvent les populations plus vulnérables. Dans ces zones, la plupart des personnes ont refusé d'acquérir un lopin de terre (*parcela*) croyant qu'on allait les

---

<sup>3</sup> L'*ADMITA* se consacre à la promotion et à la défense des droits des femmes afin qu'elles bénéficient d'espaces de participation et de leadership politique à travers leurs organisations sociales de base (voir appendice B).

<sup>4</sup> On compte dans ce collectif regroupant 15 organisations et individus de Piura, des groupes de jeunes, des groupes de protection de l'environnement et de soutien aux paysans et des organisations liées à l'Église (voir appendice B).

escroquer. « Les femmes se retrouvent les plus susceptibles d'être utilisées pour 20 ou 30 soles (moins de dix dollars canadiens) par des représentants miniers, il y a peu d'organisations pour défendre leurs droits », affirme Rosa Rivero. Selon elle, ces groupes de femmes auraient été payés pour « protéger les travailleurs » pour qu'ils ne soient pas importunés par les manifestants lors des travaux d'exploration.

Hermelinda Castro témoigne de ces événements et de ses efforts pour convaincre les femmes de soutenir la lutte :

J'ai aperçu un groupe de femmes, bien vêtues, avec leurs châles, elles étaient en train de surveiller les machines pendant les travaux de perforation [...] je me suis approchée — certaines d'entre-elles étaient mes amies du secondaire— je leur ai dit : pourquoi appuyez-vous l'entreprise qui va contaminer l'environnement, qui va détruire l'agriculture, ne vous laissez pas avoir mes amies, ils ne vont pas apporter le développement [...] elles m'ont répondu fâchées : Hermelinda, nous n'avons aucune terre à défendre [...] j'ai été offensée et j'ai dit : je ne me sens pas coupable d'avoir une terre en ce moment, je suis venue ici car mes parents m'y ont amenée, car quand ils ont fait la colonisation, tes parents ne voulaient pas de ces terres, et ils vous ont mis ces idées dans la tête, ne vous laissez pas avoir une seconde fois [...] Manhattan vient pour vous leurrer en disant qu'elle va apporter le développement [...] elles se sont rendues compte que nous devons travailler pour nos enfants [...] C'est de là que vient le problème des femmes [...] ce sont là les problèmes que nous avons. Plusieurs étaient des mères seules et avaient besoin de travailler pour faire vivre leurs enfants. Je ne pouvais rien dire de plus à ce moment-là (Hermelinda Castro) (traduction libre)<sup>vi</sup>.

Hermelinda a été confronté au problème économique des femmes et elle a pris conscience qu'il fallait s'attaquer à leur problème pour qu'elles se joignent au mouvement de lutte. Déchirées entre la possibilité offerte par la mine d'obtenir du travail et les risques de détruire leur environnement physique, mais surtout social en optant pour le développement minier, les femmes avaient posé un geste qui mettait au jour une situation d'iniquité datant de plus de 50 ans et négligée par les autorités.

### 6.3 La naissance d'un mouvement de femmes à Tambogrande

Cette initiative prise par le *Frente* et *CEPRODA MINGA*, pour éviter la « manipulation des femmes » par l'entreprise minière, a donné naissance à un mouvement de femmes organisées à Tambogrande sous la direction d'Hermelinda Castro. Cette dernière raconte les premiers balbutiements de ce mouvement :

L'association a débuté juste au moment où les mineurs sont arrivés ici à Tambogrande, l'entreprise minière Manhattan, c'était en 1999 [...] en tant que femme jamais je n'aurais imaginé assumer la direction [...] étant donné que j'avais été un peu plus active, ils m'ont lancé la balle et j'ai dû l'attraper au bond [...] des amis du *Frente*, qui sont des personnes très compétentes, m'ont dit : Hermelinda, nous allons t'appuyer et toi tu assumes [la direction] [...] et de là nous avons commencé à travailler à une campagne. Nous étions un petit groupe en réalité [...] plus tard le groupe est devenu grand [...] nous devons lutter contre l'entreprise minière, contre le maire et contre le gouvernement via les médias, malgré le fait qu'ils ne s'intéressaient pas à Tambogrande [...] (Hermelinda Castro) (traduction libre)<sup>vii</sup>.

#### 6.4 Problématique économique des femmes

Responsable des relations avec la communauté, Manuel Reyes confirme le problème de manque de travail des femmes. « Le rôle principal de la femme est au foyer. Mais il y a un pourcentage de travailleuses dans le secteur agricole, davantage durant la saison des mangues car il y a beaucoup de travail dans les usines. Les femmes ont le droit de travailler, mais le problème, c'est qu'il n'y a pas beaucoup d'opportunités pour elles » (traduction libre)<sup>viii</sup>.

Manuel Reyes explique que depuis les dernières années, la participation des femmes et des jeunes s'est accrue, notamment grâce à des microprojets de développement. Sur la rive gauche, elles commencent à tirer profit des matières premières des *bosque seco*.

Le manque de travail étant particulièrement criant sur la rive gauche, la création des coopératives a permis de jeter les bases d'une organisation agro-industrielle facilitant la production et la commercialisation des produits dérivés du caroube. « *Ecobosque*<sup>5</sup> fait une différence dans la vie de la communauté, particulièrement chez les jeunes mères, en leur assurant un revenu juste », dit-il (traduction libre).

Pour leur part, les institutions municipales et sociales reconnaissent davantage les femmes et leur font plus de place au sein de leurs structures, selon la municipalité, comme l'explique le maire Francisco Ojeda :

L'assemblée du district est formée d'hommes, de femmes et de jeunes. Nous avons des femmes qui sont de très bonnes leaders. L'association des femmes participe directement, et très activement, à

---

<sup>5</sup> Il s'agit d'une initiative de l'Université de Piura soutenue par *Fundo de las Americas*.

l'assemblée. Les femmes assistent en moins grand nombre que les hommes, mais elles viennent, pour 20 hommes, il y a deux ou trois femmes. Elles font des propositions et leurs projets sont approuvés (traduction libre).

Bien que le niveau de participation soit encore faible, la présence des femmes au sein des instances décisionnelles est présentée par les autorités comme une véritable révolution, signe qu'elle en est certainement une pour eux.

Il y a une plus grande équité entre les hommes et les femmes et se voit dans les organisations sociales de femmes qui dirigent des institutions. Nous avons plusieurs femmes dirigeantes dans les organisations. Les hommes ont toujours participé par leurs idées et leurs propositions et à la consolidation de l'agriculture et de l'élevage [...]. Les femmes assument maintenant un leadership en gestion municipale et en gouvernance (Manuel Reyes) (traduction libre)<sup>ix</sup>.

Plusieurs personnes interviewées, tant de sexe masculin que féminin, reconnaissent les efforts de la ville de Tambogrande pour intégrer les femmes : « Les femmes ont des ateliers pour participer au budget participatif. Elles ont un rôle de promotrices de projets sociaux dans la communauté » (professionnel, rive droite) (traduction libre).

On mentionne également leur participation dans les Clubs de mères (*Clubes de Madres*), les *Vaso de Leche* et dans les associations de femmes comme « la maison d'Hermelinda ».

Un projet de création de *Casa de Mujeres* (Maison des femmes à Tambogrande) a fait son chemin depuis les événements liés au conflit. Fort de l'appui d'ONG, ce projet a vu le jour et est incorporé au plan stratégique de la municipalité. « La première année, nous avons acheté un terrain, la deuxième, on a construit la *Casa de Mujeres* et la troisième a été consacrée à la mise en œuvre d'ateliers destinés aux femmes qui fréquentent la Maison (Francisco Ojeda) (traduction libre).

#### 6.4.1 Pauvreté et discrimination

Le manque de travail et de services de base (éducation et santé), de même que l'exploitation que fait subir les grandes entreprises de fruits, sont les principaux problèmes identifiés par les femmes.

Malgré une plus grande reconnaissance des femmes, plusieurs d'entre elles (et les organisations qui leur viennent en aide) identifient le machisme comme un problème social de taille. « Il y a passablement de machisme, de mauvais traitements et de violence, surtout dans la région de Tambogrande [...] c'est la compétition [entre hommes et femmes] qui fait que les femmes doivent rester à la maison, ici comme partout au Pérou (Hermelinda Castro) (traduction libre)<sup>x</sup>.

*Diaconia* a décidé de concentrer ses efforts sur l'équité, après analyse de la situation : « Piura a un problème très grave dans les relations entre hommes et femmes à cause de nos coutumes, spécialement dans les zones rurales (traduction libre)<sup>vi</sup>. Comme *CEPRODA MINGA*, *Diaconia* cible donc les femmes des milieux ruraux, dont la situation est plus précaire. En effet, les rôles sont « plus ancrés » dans les zones rurales, comme en témoigne un jeune professionnel :

Jusqu'à présent dans la zone rurale, la femme est très associée au maintien du foyer. Il y a un fort machisme, énorme. La femme s'occupe de ce qui est lié à l'école, l'éducation des enfants est pratiquement assumée uniquement par la femme, le père apporte un support économique et s'occupe peu de la formation des enfants. Selon moi, la femme devrait également participer à la vie économique, elle pourrait donner un support non seulement moral mais aussi économique à la famille, cela pourrait contribuer à accroître le niveau de vie des gens. Il faut donner des outils aux femmes, des formations, elles ont peu de possibilités de se développer au niveau communautaire (ingénieur-agronome) (traduction libre)<sup>xii</sup>.

Le problème de discrimination survient tant au sein du domicile que dans les structures de résistance de la lutte :

Il y a beaucoup de machisme, quand la femme a une responsabilité politique, tous attendent le moment où elle fera une erreur et font en sorte que cela se sache. Durant la lutte, la femme accompagne toujours. La femme ne prend pas d'initiative lors des assemblées, elle est là pour accompagner, elle manque d'indépendance. Durant les marches et les campagnes, elles étaient en charge de cuisiner, elles ne sortaient pas pour protester. J'ai toujours été contre le machisme, je sens que j'ai les mêmes capacités, les mêmes droits [que les hommes]. Nous devons trouver nos espaces pour nous développer (femme de la rive droite) (traduction libre)<sup>xiii</sup>.



#### 6.4.2 L'influence extérieure

Aujourd'hui, il existe beaucoup d'inquiétude de la part des citoyens, il n'y a pas de confiance, les gens de l'extérieur apportent des modes de vie qui entraînent la corruption des autres, Tambogrande était humble dans l'ancien temps (femme de Locuto, rive gauche)<sup>6</sup> (traduction libre)<sup>xiv</sup>.

La conversation ne précise pas de quels étrangers il est question, mais on m'a parlé, au cours des entrevues, des travailleurs qui viennent à Tambogrande pendant les récoltes ou d'autres gens en quête de travail. Il est fréquent dans les communautés péruviennes<sup>7</sup> que les troubles sociaux, comme la prostitution et la violence, accompagnent les immigrants de passage.

Internet<sup>8</sup> a été également pointé du doigt. Un citoyen de Malingas sur la rive droite commente : « Internet crée des problèmes chez les jeunes et les adolescents. Parfois, ils ont accès à de l'information qui n'est pas bonne pour eux et qui change leur mode de vie, de pensée et d'agir » (traduction libre)<sup>xv</sup>. L'impact d'Internet sur les familles préoccupe de plus en plus les femmes, tout comme la délinquance à laquelle il est associé.

#### 6.5 Les lieux de résolution de problèmes privilégiés

Devant les multiples problèmes sociaux rencontrés et la lutte contre le projet Manhattan, j'ai demandé aux *Tambograndinos* d'identifier les organisations qui les représentent le mieux et celles qui ont une influence négative sur eux. La diversité des réponses illustre les clivages sociaux et de classe.

Sur la rive gauche, les communautés paysannes ont été traditionnellement plus actives que les autorités municipales, il est donc naturel que celles-ci soient privilégiées. *Ecobosque* est évidemment l'organisation la plus significative pour les femmes qui y travaillent. On nomme

---

<sup>6</sup> Extrait des discussions du 23 juillet 2005 avec les femmes (résumé réalisé par Cisse Toro Garcia).

<sup>7</sup> Lors de visites d'autres régions, notamment dans les Andes, j'ai pu recueillir des témoignages des citoyens et coopérants à cet effet.

<sup>8</sup> Un propriétaire de cabine Internet a témoigné de l'explosion du phénomène depuis quelques années. On compterait maintenant plus d'une dizaine d'établissements offrant ces services.



aussi le *Vaso de Leche* et les cuisines populaires. De manière générale, les femmes vont identifier des organisations qui leur viennent en aide au quotidien.

Toujours sur la rive gauche, une femme mentionne la « Défense civile » comme organisation qui représente le mieux sa communauté. Lors des catastrophes comme *El Niño*, qui affecte davantage cette zone, cette organisation est très active. On fait également référence, sur la rive gauche, à l'influence négative de la mine et des entreprises exportatrices de mangues. Les groupes de femmes comme *CEPRODA MINGA* et la municipalité sont également mentionnés par une dirigeante de la rive gauche, dont sa coopérative bénéficie du soutien.

En milieu urbain, on mentionne plus souvent le *Frente de Defensa* et la municipalité, qui viennent souvent ensemble étant donné qu'ils ont été composés des mêmes leaders. Cependant, le *Frente* ne fait pas l'unanimité.

Je crois que l'organisation qui nous a le mieux représentés a été le *Frente de Defensa*, pour ce qui est de l'aspect organisationnel, maintenant il faudrait continuer à ce niveau, nous devons poursuivre la lutte face à l'industrie minière mais aussi pour la protection de l'environnement (femme de milieu urbain) (traduction libre)<sup>xvi</sup>.

« Le *Frente* défend les intérêts des *Tambograndinos* face à la mine. L'organisation et la municipalité doivent dorénavant démontrer qu'ils peuvent défendre les intérêts de la population devant les problèmes périphériques à la lutte », affirme une citadine critique.

La *Junta de Usuarios* ne fait pas non plus l'unanimité. Seuls ses dirigeants l'identifient comme étant « représentative du peuple ». Ils disent que l'association souffre du fait qu'on l'identifie à un prestataire de services qui devraient être demandé aux autorités municipales. Une agricultrice de la rive droite, qui fait pression auprès de la *Junta* depuis plusieurs semaines pour avoir accès à plus d'eau pour ses cultures de riz, mais sans succès, dénonce carrément la corruption qui y règne.

On mentionne à plusieurs reprises que l'Église a contribué à former et à mobiliser les gens et à « aider les jeunes ». « Il faut occuper la jeunesse pour vaincre la délinquance », pense une

professionnelle de milieu urbain. La *JARC* est identifiée comme une organisation importante, de même que les groupes de femmes de la rive gauche.

De fait, l'influence de l'Église est plus notoire dans les témoignages de la rive droite. *Fe et Alegria*, situé à Malingas, est considérée comme une organisation « qui se dédie au peuple ». Elle travaille avec les écoles, la communauté, les promoteurs sociaux, les jeunes et les professeurs à propos des problèmes de la communauté, nous dit un enseignant de Malingas, sur la rive droite. Pour une agricultrice de San Isidro, sur la rive droite, « aucune organisation ne nous appuie, il y a eu uniquement l'Église et *Fe et Alegria*, durant un moment ».

Enfin, on mentionne à quelques reprises les associations d'agriculteurs, d'apiculteurs et, plus récemment, ceux qui se préoccupent d'environnement.

#### 6.6 En résumé

Bien que les femmes jouent rôle plus proactif (et qu'elles étudient davantage comme le fait remarquer un jeune de milieu urbain), le machisme persiste dans la communauté.

Les femmes ont été plus visibles durant la lutte et leur poids politique a fini par compter, quand certaines d'entre-elles ont manifesté « en faveur d'une vie meilleure ». Chacune des deux parties s'est, dès lors, efforcée de répondre aux besoins des plus démunies. Mais les femmes ne sont pas dupes des manipulations politiques et de la propagande, comme le démontre l'esprit critique dont elles font preuve envers les organisations (chose qui ne s'est pas vue du côté des hommes).

Il n'est pas inhabituel que les femmes soient « l'objet de conquête » durant les conflits politiques. Quand on leur a accordé le droit de vote, on pensait qu'elles seraient plus conservatrices. En réalité, ce qui est observé sur le terrain, c'est qu'elles sont motivées avant tout par le bien-être de leurs enfants, qui dépend parfois de la pérennité de leurs terres, mais surtout à l'accès à une autonomie financière.

Sur le plan politique, elles commençaient à participer à des réunions, mais la place « formelle » qu'on leur réserve cache une culture machiste qui leur rend la vie difficile. Elles doivent être irréprochables. Des femmes qui se réunissaient pour former les comités locaux de femmes, liés à l'association de femmes du district dirigée par Hermelinda Castro, affirmaient avoir subi des pressions de leur mari qui voyaient d'un mauvais œil leur implication. Les féministes de *CEPRODA MINGA* ont également témoigné de l'extrême intolérance à leur égard, sans parler de l'homosexualité, qui est totalement tabou.

Pourtant, les hommes interrogés (de toute classe et de toute origine) n'ont eu que des éloges à l'égard des femmes et de leur récente implication dans les structures décisionnelles. Il existe manifestement un écart important entre le discours, les intentions et les mentalités à l'égard des femmes. Celles-ci se confinent d'ailleurs plus souvent au rôle traditionnel : peur ou habitude ? Les réalités des femmes de Tambogrande constituent un indice du chemin à parcourir pour arriver à un développement équitable.

---

## NOTES ETHNOGRAPHIQUES DE L'AUTEURE

### Épilogue : le battement d'aile d'un papillon

*Un dimanche, les femmes sont venues dans notre maison de Tambogrande. Je voulais savoir ce qu'elles pensaient de tout cela; de la lutte, de l'avenir. Nous avons acheté des boissons gazeuses et des biscuits pour les accueillir. La moitié d'entre elles venaient de la rive gauche, les cinq autres de la rive droite. Elles savaient que nous leur réservions quelques prix de présence. Nous étions allées les rencontrer la semaine précédente pour les inviter. Elles sont arrivées, ce dimanche-là, vêtues de leurs plus beaux atours. Leurs petites robes de couleurs vives et brillantes contrastaient avec leur teint cuivré.*

*Dans l'intimité de notre logis, elles ont raconté leur histoire depuis l'époque où le canal inca, qui traversait leur communauté, leur fournissait de l'eau à profusion. Ce canal a été détruit pour permettre aux routes d'amener les nouveaux arrivants, les colons, attirés par la vallée fertile, qui se situe de l'autre côté, sur la rive droite. Aujourd'hui, plus d'eau sur la rive gauche... il faut aller la chercher à dos d'âne, pendant que les gens de la vallée sont prospères, grâce au système d'irrigation.*

*Les femmes nous ont parlé de leurs préoccupations : des gens de l'extérieur qui apportent des problèmes. « Ils brisent la tranquillité ». Avant, les gens de Tambogrande étaient humbles, disent-elles, parlant d'une seule voix, celle de leur dirigeante. « Nous ne sommes pas mauvais ni violents. Les gens d'ici n'ont qu'un cœur, ils n'ont qu'une idée : faire avancer le peuple ». Unis, tous ont défendu l'agriculture, malgré l'entreprise minière qui a divisé la population racontent-elles.*

*Après une heure de discussion, nous avons servi du melon d'eau... à des femmes qui devaient transporter l'eau chaque jour pour survivre. L'ironie de ce geste m'a fait prendre conscience de l'énorme écart qui existait entre nos communautés et au sein de la leur aussi. Il était évident que les femmes de la rive gauche ne dégustaient pas souvent ce fruit.*

---

## CHAPITRE VII

### SYNTHÈSE DE L'ANALYSE DE CAS

Les organisations politiques que se donnent les minorités actives construisent de nouvelles identités collectives par leur manière spécifique d'expliquer le monde social, en proposant des solutions à court, moyen et long terme. Le contexte de conflit provoque un climat propice à l'innovation, puisqu'il confronte les acteurs sociaux et la population à des situations inusitées, les forçant à se positionner. Dans ce contexte, les minorités actives peuvent développer des stratégies d'action et créer de nouveaux espaces de débats, qui sont les lieux privilégiés de construction de connaissances socialement élaborées et partagées, régissant les relations entre les individus et l'environnement physique et social, à la source des processus de construction identitaire.

Le discours des protagonistes contre le projet minier dénonce les contradictions du gouvernement péruvien dans sa gestion des industries minière et agricole. Il jette le doute sur sa légitimité en divulguant à la population les aberrations du système d'approbation des projets des transnationales minières telles que Manhattan. Les opposants fondent notamment leur argumentation sur le contexte de corruption dans lequel ont été prises les décisions concernant l'octroi des concessions minières et sur les manœuvres frauduleuses de la part de la compagnie minière et des représentants de l'État pour « acheter » la population, les médias et l'appareil judiciaire.

Pour convaincre la population locale du bien-fondé de leur option de développement, les minorités actives<sup>1</sup> valorisent le mode de vie agricole en restaurant ses fondements écologistes. Les valeurs liées à l'environnement constituent à la fois la base des revendications des opposants et le « lien universel » de solidarité entre les communautés à l'échelle mondiale. Ce lien donne accès à la reconnaissance et aux ressources du Nord pour mener la lutte et pour mettre en œuvre des projets de développement alternatifs.

Au cours de leur lutte, les minorités actives cherchent ainsi à se consolider. Elles mettent en place de nouvelles structures démocratiques et des modes de gestion participatifs permettant de maintenir une cohérence dans le développement et une unité au sein de la communauté. En s'institutionnalisant, les minorités actives s'exposent toutefois aux aléas du pouvoir et à la critique, ce qui les force à demeurer « actives » et représentatives; sinon elles sont confrontées à la disparition par la perte de leur pouvoir d'influence.

Le contexte de la lutte favorise également l'émergence et le renforcement d'une kyrielle d'organisations sociales, qui continuent leur œuvre d'éducation politique et environnementale, centrées sur les besoins spécifiques de groupes moins visibles, comme les femmes et les jeunes. Cette « nouvelle génération » de minorités actives fait pression à son tour sur les dirigeants locaux et met en lumière les inégalités au sein de la communauté. La recherche d'équilibre entre cohésion sociale et perturbations liées au changement et à l'exercice du pouvoir demeure donc perpétuelle. Celle-ci constitue un des éléments qui détermine le rôle même des minorités actives.

### 7.1 Rôle des minorités actives

Le concept de minorité active peut sembler contradictoire en ce sens que sont qualifiés de « minorités » des groupes d'acteurs qui représentent souvent des majorités en terme de nombre, mais pas en terme de statut. Il s'agit d'un concept équivoque dans la mesure où les minorités actives ne correspondent pas nécessairement aux minorités identifiées comme telles

---

<sup>1</sup> Bien que composées de forces parfois divergentes, comme le montre l'analyse, les minorités actives arrivent à formuler un discours d'opposition cohérent. C'est de ce discours dont il s'agit ici.

dans une société donnée, comme les communautés autochtones, par exemple. Elles se définissent, comme nous l'avons vu dans la première partie, selon le point de vue d'où on se place.

Si on considère que les minorités actives se trouvent du « mauvais côté du pouvoir », la communauté de Tambogrande représente une minorité active dans le conflit qui l'oppose au projet Manhattan; elle est minoritaire par rapport au choix de développement promu par les autorités du pays, par rapport à la majorité silencieuse ayant élu ce gouvernement. Les paysans, qui constituent une grande proportion de la population péruvienne, sont dévalorisés et les milieux ruraux représentent donc une minorité en ce sens. « [...] La plupart des cadres des compagnies minières sont de Lima et beaucoup traitent les paysans comme des gens de peu de culture : *no son cultos* », constate la cinéaste Diane St-Antoine. Cette perception, qui a des répercussions bien concrètes, n'est pas restreinte au milieu des entreprises minières et s'étend aux autorités et aux élites dans leur ensemble (situées pour la plupart dans les grands centres urbains). Comme l'affirme Bruno Fossa, l'agriculture est devenue une activité de second rang avec l'expansion du commerce mondial : « L'agriculture a toujours été une activité méprisée, ils disent que l'agriculture n'est pas rentable. Ce qui est certain, c'est que l'agriculture donne l'alimentation et permet la conservation de l'environnement » (traduction libre)<sup>1</sup>.

À l'échelle internationale, la communauté de Tambogrande est également reconnue — du moins dans certains milieux de la coopération — comme minoritaire à cause de son modèle de développement « opposé aux idéaux néolibéraux dominants ». Cette reconnaissance est basée sur certains critères spécifiques (traditions, droits ancestraux, respect de l'environnement), qui, comme nous le verrons plus loin, ont un effet structurant sur les discours locaux.

Il importe donc d'analyser l'apparition et la disparition de l'influence des minorités actives — leurs facteurs de réussite — pour en saisir le caractère ponctuel et pour mieux comprendre leur logique de fonctionnement. Retenons que les minorités actives n'ont d'existence, ou d'influence, que dans leurs visées émancipatrices, c'est-à-dire à l'intérieur d'un projet, d'une

lutte. Le concept de minorité active sert donc à désigner les processus d'influence à l'intérieur de ce projet.

#### 7.1.1 Processus d'influence des minorités actives

Les minorités actives agissent à deux niveaux : à l'interne et à l'externe. Mais leur projet — les solutions qu'elles proposent — doit être acceptable pour l'ensemble des acteurs interpellés, aussi divers soient leurs intérêts. Moscovici dit que pour être efficace, une minorité doit répondre aux quatre caractéristiques suivantes. Elle doit : accepter le conflit avec la majorité; avoir une image visible; agir sur un terrain sensible; et faire face au problème de la récupération. Je veux souligner, par ailleurs, l'importance des phénomènes d'appropriation dans les interactions entre les communautés internationales, les minorités actives et les membres des communautés visées par les discours.

Dans la poursuite de leur projet politique, les minorités actives produisent des systèmes de justification complexes expliquant les dynamiques sociales conflictuelles sous la forme d'idéologies de développement et de représentations, qui nourrissent de nouvelles constructions identitaires, à la fois au sein de la communauté locale, des minorités actives, ainsi que des agents externes (intervenants d'ONG internationales, entreprises transnationales, chercheurs, etc.).

Ces représentations s'inspirent de certains éléments de leur histoire (luttés antérieures) et de leur culture (rituels, coutumes ancestrales), que les minorités actives marquent avec force selon les besoins de la lutte (tableau 3), mais également de valeurs communément admises dans les réseaux avec lesquels elles interagissent. Elles opèrent, par leurs discours, un renforcement identitaire sur la base des éléments servant leur option de développement. Le fait qu'on présente Tambogrande comme un modèle de lutte démocratique et de développement agricole contribue à cet effort.

De leur côté, les membres de la communauté s'approprient ces discours de manières diverses. Les représentations qu'ils véhiculent divergent parfois de celles proposées par les minorités



actives. Elles illustrent une variété d'aspirations, plus ou moins en lien avec les intérêts défendus par les minorités actives.

On retrouve, dans les témoignages des membres de la communauté rencontrés, des personnages emblématiques, réels ou fictifs, comme Sœur Magdalena, Mère Theresa, Godofredo ou encore Fujimori « *el trabajador* », pour exprimer les valeurs qui leur sont propres : le travail, l'humilité, l'héroïsme, le partage, la non-violence, etc. Certaines images renforcent des idéaux de résistance qui ont caractérisé leurs luttes : le *self made man*, David contre Goliath, la révolution bolivarienne, Noé qui résiste aux inondations, « la femme forte de l'évangile » (la vierge adulée)...

Les représentations suggérées par les minorités actives pour alimenter la résistance sont, la plupart du temps, un renforcement de valeurs déjà existantes, mais peuvent venir tant de l'intérieur que de l'extérieur de la communauté. Les référents identitaires se situent à tous les niveaux d'interaction et peuvent provenir tant de faits réels que de l'imagination. Au-delà de ces images, tirées de la « mémoire collective » et de la lutte, les mêmes problèmes sociaux habitent toutefois le quotidien des *Tambograndinos*.

Les autorités morales auxquelles les membres de la communauté ont recours pour se représenter la réalité contribuent à surpasser les incertitudes omniprésentes<sup>2</sup>. Ainsi, les représentations proposées par les minorités actives procurent aux *Tambograndinos* une reconnaissance de « leur » identité et de « leur » individualité, qui contribue à apaiser leurs incertitudes.

Comme l'analyse de cas le révèle (tableau 4), la dimension interactionnelle avec l'étranger s'avère fondamentale dans le succès de la lutte pour soutenir leur option de développement. La reconnaissance du mode de vie lié à l'agriculture demeure pratiquement impossible à obtenir à l'interne (à l'intérieur des frontières nationales et en raison du discours dominant);

---

<sup>2</sup> Les croyances religieuses et le rapport à l'autorité seraient, selon Hofstede (1994), des mécanismes de contrôle de l'incertitude. Hofstede a établi des indicateurs pour évaluer différents traits culturels entre les nations comme le rapport au temps et à l'espace. Les facteurs économiques sont également déterminants dans sa grille d'analyse.

on fait donc appel à des groupes de référence externes pour légitimer le projet de développement autrement marginalisé.

En résumé, les minorités actives doivent convaincre la population et les décideurs (le gouvernement et les dirigeants de la mine) que leur option, leur solution est la meilleure. Elles doivent pour cela « négocier » une représentation de la réalité qui soit acceptable pour tous. Cela veut dire qu'elle doit mobiliser la communauté autour d'un projet en rupture avec le modèle de développement dominant, mais qui fasse sens par rapport à leur histoire et à leur culture, en même temps qu'elle doit « séduire » les acteurs au sein des réseaux d'influence externes, qui valorisent certaines valeurs dites occidentales comme la démocratie, les droits de l'homme et la protection de l'environnement.

#### 7.1.2 Maintenir la cohérence entre des visions divergentes du développement

S'il y a incertitude, les acteurs capables de la contrôler l'utiliseront dans leurs tractations avec ceux qui en dépendent. Ainsi, il n'est pas surprenant que Manhattan fasse surgir le spectre du terrorisme pour perturber l'opinion publique et entacher la crédibilité de ses opposants (tableau 2). À *contrario*, le *Frente de Defensa* et ses alliés font entrevoir les bouleversements que l'exploitation minière entraînerait chez eux si le projet Manhattan se réalisait.

En jouant sur l'incertitude créée par l'arrivée de l'entreprise minière Manhattan, les minorités actives ont accru le degré d'autonomie dont elles disposaient. Le rôle des minorités actives consiste précisément à tenter de réduire les contraintes et à mobiliser les « ressources symboliques » pour s'adapter à l'environnement (donc au système) et à le transformer. Mais le *Frente* doit pouvoir soutenir sa position et mobiliser la population à plus long terme. Il doit, pour cela, maintenir un équilibre avec la pensée dominante, c'est-à-dire maintenir un certain climat de stabilité tout en remettant en question l'option minière, et formuler un projet alternatif mobilisant.

Les minorités actives, par souci de cohérence, produisent des représentations puisées du contexte global de telle sorte qu'elles s'approprient une partie du discours dominant. Elles cherchent aussi une cohérence entre les visions divergentes du développement agricole au

sein de la communauté (agro-exportation vs agriculture de subsistance) et une certaine cohérence par rapport au modèle de développement dominant.

Vue de l'extérieur, cette recherche de cohérence présente des situations qui peuvent paraître paradoxales<sup>3</sup>. Par exemple, les minorités actives favorisent les investissements étrangers dans leurs projets agricoles alternatifs puisque, dans l'esprit de la majorité, l'aide et le financement étrangers ont toujours été présentés comme « la » solution à la pauvreté dans le pays. Il n'est pas envisagé de pouvoir s'affranchir de cette « dépendance ». « L'esprit révolutionnaire » de leur projet peut donc sembler davantage associé aux moyens pris qu'aux résultats anticipés.

Pour demeurer crédibles, les opposants doivent à la fois gérer l'incertitude face à des situations inconnues auxquelles ils doivent faire face, et maintenir une certaine cohérence entre les diverses visions du développement. Ils remettent en question certaines idées reçues, comme celle voulant qu'il soit impossible de résister à l'industrie minière (synonyme de prospérité), mais en maintiennent d'autres. Pour utiliser une expression connue, le nouveau projet de développement proposé par les opposants à la mine « ne jette pas le bébé avec l'eau du bain ». Les minorités actives savent que si le projet alternatif proposé suscite trop d'incertitude, la population aura tendance à perdre confiance et à leur retirer leur autorité morale, qui constitue la principale source d'influence dont elles disposent pour promouvoir l'option de développement qu'elles privilégient auprès de celle-ci.

D'autre part, quand le projet proposé par les minorités devient celui de la majorité locale, qu'il s'institutionnalise (comme cela a été le cas avec la prise de pouvoir municipal par le dirigeant du *Frente*), celles-ci deviennent à leur tour soumises à l'opposition de nouvelles minorités qui émergent. Elles risquent alors de perdre leur statut de minorités actives. Les minorités actives interviennent donc dans les processus du changement (souvent provoqué par un événement perturbateur) pour tenter de l'orienter.

---

<sup>3</sup> Ces situations inusitées confrontent les étrangers à leurs *a priori* concernant le développement : s'agit-il réellement de paradoxes, d'un état transitionnel ou d'une conception novatrice du développement ?

## 7.2 Changement social : vers un développement approprié

Le climat d'instabilité est intrinsèque aux changements, tant sociaux qu'individuels (changements de comportement); c'est pourquoi celui-ci est souvent introduit volontairement par les minorités actives qui provoquent des conflits. Mais, comme nous l'avons vu, ce climat d'incertitude doit devenir un moteur d'action et une source de mobilisation et non paralyser celles-ci. Cette tension, provoquée par les minorités actives, est effectivement nécessaire à l'expression de la solidarité (donc à la construction et au renforcement de liens sociaux).

Il s'agit, pour les minorités actives, de faire pression et d'inciter les membres de la communauté à renforcer leur singularité, à se libérer de certaines contraintes et à se distinguer, mais sans abandonner complètement leur ancien mode de vie. Les minorités actives doivent préserver ou recréer un certain équilibre, ainsi qu'un certain état de fragilité et d'incertitude (tableau 2), puisqu'un espace (conflictuel ou critique) demeure nécessaire au changement, pour questionner et pour pouvoir déconstruire et reconstruire un modèle de développement, des habitudes sociales, etc.

Pour pouvoir réaliser leur projet et conserver l'adhésion du peuple, elles doivent être un peu équilibristes. Dans le cas de Tambogrande, le changement culturel est venu des moyens pris, de la façon de mener une lutte « démocratique et non violente », qui a, par la suite, entraîné de nouvelles pratiques démocratiques.

De fait, l'équité est un facteur important dans le processus d'influence (Moscovici). De ce point de vue, les minorités actives tiennent compte de la position des autres et maintiennent un équilibre entre « l'investissement »<sup>4</sup> et l'équité, puisque la rigidité peut paraître intransigeante au point de créer la méfiance. Pour cette raison, la mise en place de structures démocratiques demeure fondamentale, comme, par exemple, l'intégration des femmes dans la lutte et dans les décisions de la communauté (tableau 6).

---

<sup>4</sup> L'investissement est l'un des types de comportement que Moscovici associe à l'influence des minorités actives. Il correspond à la consistance du projet et à son caractère plus ou moins radical. La recherche d'équilibre entre investissement et équité dans les processus d'influence et de changement, expliquent le succès des gouvernements de type dictature providence : ils donnent une impression d'équité tout en maintenant la ligne dure et en se présentant comme des « acteurs de changement », dans la lignée de la révolution bolivarienne.

Par ailleurs, l'extrémisme, tout comme l'investissement, est un facteur d'influence dans la mesure où il implique une attitude consistante et intransigeante. La consistance du comportement est perçue comme un indice de certitude, comme l'affirmation de la décision de s'en tenir à un point de vue donné, comme reflet de l'engagement dans un choix cohérent, inflexible. L'influence dans les interactions sociales est tributaire de styles de comportement, qui témoignent que les opposants impliqués sont fortement engagés par un libre choix, et que le but poursuivi est tenu en haute estime, au point que des sacrifices personnels sont volontiers consentis.

Les représentants du *Frente de Defensa* ont réussi à maintenir l'équilibre fragile entre l'affirmation ferme des revendications contre le projet Manhattan, la démocratie interne et les appuis externes; équilibre qui a permis de gagner la lutte. Dans le cas de Tambogrande, les forces internes se sont harmonisées, mais les opposants étaient bien conscients que cela n'est pas toujours le cas et que les divisions internes (tableau 2) font souvent avorter les projets de changement ou paralyse l'action locale en raison de l'instabilité trop grande qu'elles suscitent. Comme il a été démontré, le contexte de pauvreté et de corruption constitue un facteur d'instabilité important.

Afin d'acquérir une légitimité et une crédibilité (tableau 1), les minorités actives doivent mobiliser des ressources symboliques (des représentations palliant à certaines incertitudes). Pour cela, les minorités actives doivent établir un équilibre entre leur investissement (consistance et détermination) et l'équité, entre la cohésion et le respect de la différence (demandes et besoins spécifiques), entre leurs aspirations et les contraintes des dépendances envers l'extérieur.

Bien que l'influence des minorités actives se restreigne souvent à des situations circonscrites dans le temps — ou à des projets précis — leur action (et la mobilisation qu'elle nécessite) entraîne des changements dans la façon même d'envisager les problèmes et de les résoudre. Des changements d'ordres conceptuel et culturel qui interviennent dans la manière de comprendre le développement, en façonnant les visions de l'avenir.



Le changement de trajectoire, qui émane de l'expérience de la lutte de Tambogrande, questionne le pouvoir (qui doit décider du développement ?) et amorce une appropriation progressive des lieux de décision en ouvrant les perspectives « à un monde de possibles ». L'appropriation, qui a débuté avec le conflit, se poursuit par d'autres formes d'apprentissage (tableau 5), notamment à la démocratie participative et à des techniques agricoles novatrices.

### 7.2.1 Consolidation du changement et contextes d'apprentissage

Une des stratégies pour « consolider l'identité » — et conserver l'unité nécessaire à l'action — tout en maintenant le dynamisme (point d'équilibre/instabilité) propice au changement est de créer des contextes d'apprentissage favorables à la participation et à l'engagement.

Les organisations communautaires jouent ce rôle<sup>5</sup>, mais il arrive que des institutions comme l'école et l'Église prennent de nouvelles initiatives favorisant la participation. Le virage de l'Église catholique en faveur de l'environnement (et son intervention auprès des jeunes) représente un facteur à fort potentiel éducatif dans le contexte de la lutte de Tambogrande. L'Église se positionne comme une institution résolument novatrice et moderne en regard des tendances internationales de développement.

Les associations de paysans de Tambogrande ont pris, pour leur part, un certain leadership au niveau de l'éducation; d'abord dans l'apprentissage de nouvelles technologies, comme l'utilisation d'engrais organique, mais aussi dans la sensibilisation des petits agriculteurs aux avantages de se regrouper pour avoir un meilleur rapport de force face aux grandes entreprises productrices de fruits. Comme ceux-ci en témoignent, la tâche d'éducation politique n'est pas facile, notamment à cause d'expériences passées non concluantes.

Enfin, l'environnement (contexte) propre à Tambogrande favorise la solidarité et l'innovation. Le fait que les *Tambograndinos* se sentent perpétuellement menacés par l'exploitation minière et qu'ils vivent dans une région touchée par des phénomènes climatiques extrêmes les pousse, en quelque sorte, à « rester éveillés », à demeurer vigilants.

---

<sup>5</sup> Même l'entreprise minière a tenté de s'engager dans cette stratégie, mais sans grand succès.

Mais les épreuves auxquelles ils sont confrontés ne doivent pas compromettre leurs projets. Les contingences quotidiennes, qui frappent une grande proportion de citoyens de Tambogrande, exigent que les gens se prennent en charge, souvent pour des questions de survie.

Les efforts requis pour les projets de développement à plus long terme (initiatives de prise en charge à l'échelle de la communauté) ne sont pas négligeables dans ce contexte de survie. À cet égard, les jeunes sont les premiers touchés par les lourdes contingences économiques qui pèsent sur la communauté et préfèrent souvent migrer vers les centres urbains plutôt que de s'impliquer.

En résumé, les processus éducatifs liés à la lutte et aux conditions de vie difficiles, soit l'apprentissage de nouvelles capacités d'action et la mise en place de structures de participation, servent de levier de changement aux minorités actives et favorisent l'appropriation des enjeux liés au développement de la communauté.

### 7.3 Appropriation du développement

Nous avons vu que, pour les minorités actives, les processus de construction identitaire avaient comme finalité d'atteindre une légitimité morale, scientifique, politique et légale nécessaires pour créer l'unité, la cohérence au sein de la population et de trouver les appuis nécessaires pour faire plier en sa faveur « la majorité ».

Celles-ci ne peuvent toutefois pas se permettre de rompre le lien social en remettant « complètement » en question l'idéologie qui sous-tend le projet de la compagnie minière<sup>6</sup>. Elles doivent maintenir une cohérence en s'alimentant de la culture globale. L'unité du peuple va de pair avec un discours « unifiant ». Même pour les groupes les plus « radicaux », il est difficile de rompre avec les modèles de développement dominants sans se retrouver totalement marginalisés. On procède, le plus souvent, à des réformes du système en place.

---

<sup>6</sup> Un des facteurs aggravants pour Manhattan a certainement été de rejeter en bloc tout ce qui venait des opposants. L'entreprise a perdu toute possibilité de gagner l'adhésion de la population en disant que tous ceux qui les représentaient étaient mauvais.

Les discours alternatifs finissent par être « récupérés » par la majorité<sup>7</sup> et (dans un système démocratique) le changement passe par les pressions exercées sur les représentants pour que les politiques soient concordantes avec les discours. En ce sens, la récupération est un indicateur de succès de l'influence exercée par les minorités actives autant qu'un indice d'intégration.

De manière globale, l'avènement du développement minier dans la région entraîne une rupture entre l'héritage culturel et « la technologie » et place les individus devant l'angoisse de la recherche de nouveaux cadres de références, de nouveaux repères.

D'un point de vue structuraliste, la crise identitaire, qui découle de cette rupture entre deux cultures de développement « incompatibles », est symptomatique des « incohérences du système ». D'un point de vue culturaliste, par ailleurs, les acteurs sociaux investissent la sphère symbolique et, par des rituels de reconnaissance et de contestation, entrent dans une dynamique conflictuelle pour créer l'incertitude nécessaire au changement et l'espace requis à leurs revendications. Le conflit est, en ce sens, l'expression consciente, la prise de parole menant au changement, mais il n'est pas encore le changement. Il reste à l'état de symbole jusqu'à ce qu'un nouveau langage, une nouvelle culture émerge.

Les acteurs entrent donc dans un processus d'appropriation au fur et à mesure qu'ils donnent un sens nouveau aux mots qu'ils empruntent, jusqu'à ce que leur identité s'affirme en se donnant les conditions nécessaires à la constitution d'un langage propre, c'est-à-dire en s'organisant une représentation. Pour cela, l'autonomie politique est un passage obligé. « Il est impossible de prendre la parole et de la garder sans une prise de pouvoir. Vouloir se dire, c'est s'engager à faire l'histoire », dit De Certeau (1968, p. 68).

L'appropriation du développement est donc favorisée par le contexte du conflit. Les minorités actives, à travers diverses actions de contestation et organisations sociales, construisent un discours de résistance face à l'entreprise minière, inspiré de l'histoire et du contexte politique et culturel (tableau 3). L'identité collective des *Tambograndinos* s'est

---

<sup>7</sup> Comme ce fut le cas pour le développement durable.



construite à partir de l'ensemble des connaissances nouvelles ou réactualisées (ressources symboliques, représentations), transformant leurs perceptions de la situation. En plus de tenter de s'appropriier les moyens de production et de diffusion, les minorités actives s'approprient aussi la légitimité scientifique en démocratisant des savoirs, et la légitimité morale en décentralisant le pouvoir. Cette forme d'appropriation constitue la prémisse d'un changement de trajectoire, d'une vision de l'avenir.

### 7.3.1 Une nouvelle trajectoire

La différence entre « avant et après » le conflit se perçoit d'abord par l'émergence d'organisations sociales et politiques et de nouvelles pratiques (agricoles comme démocratiques) et initiatives sociales. Mais le processus d'appropriation observé se résume par une phrase qui revient souvent dans les récits : « *la gente sabe lo que quiere* » (les gens savent ce qu'ils veulent). On sait dorénavant qu'on peut changer les choses et on sait mieux comment atteindre ce à quoi on aspire. Il s'agit d'un changement dans la vision de l'avenir et du développement, fondé sur une capacité nouvelle d'aborder les problèmes.

Les pratiques quotidiennes changent lentement, mais on rêve à mieux de façon différente : de manière proactive et dans le monde « des possibles ». À défaut d'un changement profond des mentalités, des pratiques et de la culture, la trajectoire des *Tambograndinos* a changé radicalement. Ceci s'avère fondamental dans le processus d'appropriation car c'est l'amorce d'un mouvement allant vers une autonomie et une autodétermination croissantes. Mouvement dont les bases préexistaient à la lutte et qui a favorisé, par le conflit, l'expression d'identités émancipatrices.

Il faut donc retenir que l'appropriation du développement (et le changement social) s'opère d'abord au plan symbolique, pour ensuite s'exercer dans la sphère politique. Les représentations et les discours, produits par les minorités actives, alimentent de nouvelles identités. L'analyse de cette lutte démontre en effet que la culture est d'abord faite de prises de parole, de manifestations symboliques, qui précèdent les pensées et les possessions matérielles. « Le symbolique visait à rendre possibles des perspectives jusque là interdites;

c'était l'issue d'un malaise jusque là sans langage et d'une *voix réprimée* » affirme De Certeau (1968, p. 18).

En résumé, la venue de l'entreprise minière et d'ONG a introduit une nouvelle dynamique qui a imposé la nécessité d'équité, dans une communauté dont le pouvoir était organisé de manière verticale. Cette tendance « démocratisante » a été renforcée par l'interaction avec les acteurs externes, nationaux et internationaux, ce qui a eu pour conséquence l'émergence de nouvelles structures apportées, notamment, par des connaissances/valeurs sur les droits humains.

Les interactions (jeux de pouvoir), dans lesquelles les minorités actives sont engagées dans leur quête de légitimité et la recherche de solutions (cohérence/unité), dévoilent la situation suivante : elles doivent exercer suffisamment de pression pour être entendues tout en présentant une image positive, non violente, reflétant leurs « aspirations profondes », cohérentes avec les systèmes de valeurs des réseaux concernés.

Cet exercice « de composition de la réalité » exige une reconstruction complexe des événements historiques (terrorisme, vandalisme, incendie du campement, désobéissance civile), des traits culturels (corruption, combativité) et des valeurs reconnues socialement (et mondialement) comme le développement durable, les droits de l'homme et l'égalité entre les hommes et les femmes.

Pour les membres de la communauté, l'enjeu est différent. Il s'agit de maintenir l'unité ou l'apparence d'unité promue par les minorités actives qui les représentent, tout en continuant à faire pression sur leurs dirigeants pour l'amélioration de leurs conditions de vie.

Les paradoxes détectés lors de l'enquête terrain révèlent les défis identitaires posés aux communautés dans l'appropriation de leur développement. Confrontés à la pratique, à leurs propres contradictions, il est possible d'apporter une autre signification aux discours, c'est-à-dire aux événements qu'ils réifient. La situation paradoxale vécue par la population fait en sorte, par exemple, qu'on critique les dirigeants locaux tout en continuant de reproduire leur discours, ou encore qu'on se plaint des étrangers canadiens qui viennent

pillier les ressources, « sauf ceux qui veulent aider ». Dans la dynamique de résistance/dépendance, il y a donc les mauvaises entreprises et les bonnes et aussi les ONG et amis étrangers.

Il existe donc une disparité entre l'expérience conflictuelle et le déficit de son langage car, selon De Certeau (1968, p. 34), « toute négation se contente d'inverser les termes de l'affirmation qu'elle contredit ». Comme le langage utilisé est connu<sup>8</sup>, il est difficile d'y voir l'expression d'une révolution ou d'une innovation. Cependant, les discours — reproduits, récupérés ou appropriés — modèlent les perceptions du monde, et leur appropriation crée, en même temps, de nouveaux schémas culturels, de nouveaux espaces de signification.

#### 7.4 Création d'un nouvel espace de signification

Comme nous venons de le voir, les situations conflictuelles et paradoxales auxquelles sont confrontés les membres de la communauté de Tambogrande les forcent à construire un nouvel espace de signification, pour créer la cohérence et maintenir la continuité de leur identité.

L'accumulation des stratégies d'adaptation, la mobilité des populations et les médias modernes font en sorte que les personnes ne sont pas uniquement associées à un espace, mais elles peuvent s'identifier à plusieurs lieux, à travers leurs rapports transnationaux et leur imagination.

De fait, la multiplication des rapports avec l'extérieur (mondialisation) engendre des subjectivités complexes, instables et fragmentées, qui sont en même temps particulières et globales. Ceci requiert de nouvelles formes d'organisation sociale qui soient flexibles et mobiles, produisant de nouveaux espaces de signification des discours. Ceux-ci créent de nouveaux schémas culturels hybrides créés par l'interaction entre la communauté et les agents de l'extérieur. De fait, la construction identitaire est souvent stimulée par des événements perturbateurs (ruptures, crises), comme des événements et catastrophes

---

<sup>8</sup> Les représentations se définissent souvent par des notions du passé pour expliquer le présent.

imprévisibles. La venue de Manhattan et d'ONG a créé, en ce sens, une dynamique de reconnaissance par opposition et par séduction.

Les résultats de l'analyse de cas suggèrent différentes façons d'imaginer la différence identitaire et culturelle. La diversité des réponses obtenues lors des entretiens avec les membres de la communauté démontre l'importance de considérer les différents niveaux d'interaction des acteurs dans l'analyse des processus de construction identitaire. Elle souligne le rôle primordial de l'imaginaire et des dimensions symboliques dans la construction sociale, qui se fait par un jeu d'intersubjectivités.

#### 7.4.1 Intersubjectivités et identités prescrites

Les interactions produites dans le conflit, par l'exaltation des processus de reconnaissance, ont incité les *Tambograndinos* à composer une image d'eux-mêmes à projeter, une représentation construite pour et par l'étranger (l'autre). Ces interactions ont contribué à exacerber certains marqueurs identitaires liés à leur mode de vie agricole, comme les coutumes liées aux récoltes et le renforcement de certaines croyances et certains rituels ancestraux. Elles ont également introduit de nouvelles représentations dans le vocabulaire et l'imaginaire de la communauté.

Les *Tambograndinos* ont dû intégrer de nouvelles images d'eux que leur renvoyaient les étrangers (ONG, gouvernements, communautés voisines ou amies), les médias, les autorités, le discours scientifique. Par conséquent, il s'agit, en même temps, d'un travail de double appropriation, car l'étranger (intervenant, chercheur, etc.) se redéfinit également à l'intérieur de ces interactions par intersubjectivité, c'est-à-dire par effet miroir, d'association, ou de différenciation.

Dans les discours destinés à convaincre et à mobiliser (en se présentant comme autorité morale), certains types de référents sont utilisés tant par les minorités actives et que les autorités au pouvoir, ce qui rend ces discours inextricables et portent parfois à confusion, tant pour certains membres de la communauté, que pour les intervenants externes au conflit. L'État, pour sa part, se retrouve dans la position d'arbitrer les conflits entre deux types de

visions prescrites de l'extérieur : la première, puriste<sup>9</sup>, idéalise les autochtones et la seconde représente ceux-ci dans le cadre d'une vision du sous-développement, à la limite de la condition humaine. D'un côté, la civilisation de l'être et, de l'autre, celle de l'avoir.

Pour plusieurs représentants des intérêts économiques, la terre devient une ressource susceptible de générer des revenus et de résoudre, par effet d'entraînement (lire croissance économique), des problèmes sociaux et la pauvreté. Les « indigènes » ne sont pas considérés comme des producteurs, au sens de l'économie néolibérale. « On ne peut faire des affaires avec eux », disent les dirigeants d'entreprise. Les autochtones apparaissent comme des inadaptés, incapables d'initiatives, des gêneurs dans la marche vers le développement et le progrès. En un mot, des inutiles qui, conséquence inexorable, doivent d'une façon ou d'une autre disparaître.

Entre les perceptions/identités véhiculées par les intérêts économiques et l'État et les ONG d'aide au développement, les minorités actives « bricolent » leur discours. Pour analyser comment elles se sont approprié certains univers symboliques pour légitimer leur position, j'ai retenu trois éléments des discours des minorités actives. Il s'agit du « discours indigéniste », du « discours de la résistance » et du « discours sur l'environnement ». Ces discours constituent des récits mythiques<sup>10</sup> en ce sens que l'histoire qu'ils racontent, et qui sollicite l'imaginaire, est présentée et reçue comme « vraie » et qu'ils proposent des visions du monde incluant « l'origine », l'événement duquel tout résulte (Clanet, 1990).

Bien que les trois types de « discours » soient interreliés, dans leur rapport à la lutte, au territoire et à la nature, je vais tenter d'en comprendre les enjeux et surtout d'analyser comment ces critères et ces arguments finissent par être considérés *de facto* comme des identités, et à être érigés en véritables mythes, alors qu'il s'agit, en fait, de constructions.

---

<sup>9</sup> On persiste à représenter les autochtones comme si ceux-ci ne seraient d'aucune façon motivés par les mêmes pulsions individualistes ou intéressées que la population environnante malgré leurs rapports de plus en plus étroits avec le monde moderne.

<sup>10</sup> Selon Clanet (pp. 79-105), les mises en récits mythiques constituent des modes d'expression sociale des identités collectives. Celles-ci mettent en scène les conflits intra-psychiques (crises identitaires), en présentant des héros, des péripéties, qui fournissent des explications aux situations présentes.

Pour le chercheur qui étudie les processus de construction identitaires, il s'agit de ne pas confondre la lutte pour le contrôle d'un territoire, d'une part, et le sentiment d'appartenance au territoire par la communauté, d'autre part, qui sont des choses distinctes, et parfois difficiles à distinguer.

Les leaders de la lutte donnent effectivement à l'appartenance au territoire une grande importance, mais les résultats de la recherche sur le terrain révèlent que cette composante fait partie d'un processus dynamique, qui n'affecte pas les individus — membres de la communauté — de la même manière selon les circonstances. Commençons d'abord par démythifier cela à la lumière des résultats de l'analyse de cas, pour ensuite regarder de plus près en quoi ces discours se composent comme des mythes.

#### 7.4.2 Rapport au territoire

Une des difficultés posée par l'analyse des processus de construction identitaire est d'appréhender les représentations/identités par rapport à des thèmes aussi complexes que l'environnement.

*Grosso modo*, le débat oppose deux « familles de discours », qui animent le débat dans le conflit de Tambogrande. La première concerne le mode de vie et les valeurs rurales et la seconde est axée sur des visions du développement liées à la croissance économique et aux investissements étrangers. L'environnement est, dans les deux cas, le fondement de discours opposés.

Il s'agit de comprendre les différentes notions sous-jacentes à la relation au territoire puisque la notion « d'appartenance au territoire » est largement exploitée par différentes parties dans leur rhétorique de la lutte et dans leur quête de légitimité. Pour certains, le territoire devient objet de convoitise et, pour d'autres, il symbolise la lutte elle-même, comme « sujet de l'histoire ». Mais l'analyse des récits des acteurs et des citoyens présente des systèmes de représentation beaucoup moins organisés et plus nuancés que ces antagonismes. Ces récits dénotent le caractère actif des acteurs dans leur « réception » du discours, dans leur appropriation.

L'analyse des récits des acteurs et des citoyens révèle que le sentiment d'appartenance au territoire diffère selon qu'on se place à un niveau international, national ou local, de même que selon l'âge, l'occupation et le statut de ceux-ci. Les systèmes de valeurs auxquels les acteurs font référence appartiennent à des univers temporels et spatiaux forts différents. L'individu peut se référer tantôt à sa localité (hameau), tantôt à des organisations sociales ou religieuses, de même qu'à des modèles de développement à l'échelle internationale, pour désigner ce qui représente pour lui son « appartenance ». Ses références territoriales peuvent varier considérablement selon le contexte et surtout en fonction des acteurs avec qui il interagit.

Les observations sur le terrain ont démenti les *a priori* concernant le sentiment d'appartenance des gens de la ville et de la campagne. Contre toute attente, les gens de la ville ont exprimé un fort attachement au milieu rural et au mode de vie agricole, tandis que les personnes provenant de hameaux éloignés mentionnaient rarement leur appartenance à Tambogrande, privilégiant leur identité locale, leur hameau. Sur la rive gauche, plusieurs se sont identifiés fortement à leur lieu de travail, mais certains jeunes laissent parfois entendre qu'ils seraient prêts à quitter cette terre pour avoir accès à une vie meilleure.

Les contingences économiques ont à voir avec ce sentiment d'appartenance. Même parmi les propriétaires de grandes exploitations (colons), protégeant plus farouchement leurs intérêts économiques et leurs terres, certains ont envisagé l'expropriation en échange d'une somme importante d'argent. La valeur de la terre est donc relative et touche autant le sentiment identitaire que les intérêts économiques. C'est sans doute le caractère friable du critère d'attachement à la terre, qui a fait dire à certains spécialistes, dont Jose De Echave de *CooperAcción*, que si la compagnie minière avait su mobiliser les « bonnes ressources », elle serait parvenue à ses fins. L'attachement est bien réel, mais pas à n'importe quelle condition. La preuve est que plusieurs communautés andines ont accepté la venue des entreprises minières. Le cas de Tambogrande est, en ce sens, exceptionnel car peu de communautés ont pu résister à ce type de développement par le passé.

Pour les opposants au projet minier, la mobilisation de ressources symboliques a été déterminante. Leurs récits relatent l'importance de cette lutte sur le plan culturel. Les

membres de la communauté locale se trouvent au cœur d'un débat où se confrontent diverses visions du développement. Ces visions sont construites à partir de différents cadres de référence — discours qui tantôt se complètent et se nourrissent mutuellement (coopèrent) et tantôt se concurrencent et se contredisent. Les perceptions du Nord et les mises en récit des mythes locaux structurent les discours autour d'éléments ethniques, culturels, historiques et liés à l'environnement.

Le paradigme indigéniste est de plus en plus présent dans les représentations paysannes. Les minorités actives mettent notamment en récit le mythe de la *Pacha Mama* pour affirmer le sentiment d'appartenance des *Tambograndinos*<sup>11</sup>.

#### 7.4.2.1 *Pacha Mama*<sup>12</sup> et le mythe indigène

L'analyse a permis de mettre au jour l'existence d'un phénomène de « mythification de la cause indigène » pour soutenir les revendications paysannes. Cette mise en récit vient des minorités actives, mais également de certaines ONG et d'intellectuels. Leurs discours sont fondés sur la valorisation de la relation originaire entre la *Pacha Mama* (terre mère) et les communautés locales.

Mais les paysans péruviens pratiquent une forme de ségrégation envers les autochtones, considérés comme une sous-classe de la classe populaire, et ne souhaitent pas nécessairement s'identifier au « mouvement indigéniste ». Se référant à *CONACAMI*, une organisation qui représente plus de 600 communautés du Pérou aux prises avec des conflits liés à des projets miniers<sup>13</sup>, le directeur d'Oxfam America au Pérou, Javier Arorca, soulève que certaines personnes n'apprécient pas plus d'être qualifié de « pauvre » que « d'indigène. »

---

<sup>11</sup> Mucchielli (1986) affirme que le sentiment d'appartenance prend ses sources dans la relation primitive du nourrisson qui forme un « nous symbiotique » avec sa mère jusqu'à ce qu'il se distingue d'elle comme individu.

<sup>12</sup> Terme de l'époque inca signifiant terre mère.

<sup>13</sup> *CONACAMI* est la plus importante organisation revendicatrice des droits indigènes au Pérou.



Il y a une question très importante au Pérou actuellement, qui a à voir avec une organisation qui est impliquée dans le conflit de Tambogrande et qui semble vouloir aller au-delà de ce pour quoi elle a été créée, soit de représenter la communauté. La question est que certaines des organisations représentées ne sont pas indigènes et ne se reconnaissent pas comme telles. Il y a de la confusion. Ils [CONACAMI] trouvent toujours plus d'appui dans la communauté [internationale] et cela leur laisse croire qu'ils pourraient devenir un mouvement politique dans le pays. Il est possible que cela se produise mais cela est un sujet qui a surgi depuis les conflits [miniers]. Ils sentent qu'ils ont un motif qui leur donne une force politique. La question autochtone est mêlée à d'autres problèmes plus importants. [...] les communautés paysannes ne veulent pas qu'on les appelle « indigènes » (traduction libre)<sup>14</sup>.

Certains leaders de la lutte de Tambogrande se réfèrent en effet au droit international afin de tenter de démontrer la légitimité du droit de leur communauté à disposer de leur territoire. Le Projet de déclaration interaméricaine des droits des peuples indigènes ne donne pas de définition précise de « l'indigénéité », ce qui fait en sorte que des communautés paysannes puissent revendiquer ces droits : « Les peuples indigènes ont le droit collectif et individuel de préserver et de développer leurs identités et caractéristiques distinctes, y compris le droit de s'identifier comme indigènes et d'être reconnus en tant que tels » (Article 8 du Projet de déclaration interaméricaine). Par ailleurs, l'Article 1 de l'Organisation internationale du travail (OIT) stipule que : « Le sentiment d'appartenance indigène ou tribal doit être considéré comme un critère fondamental pour déterminer les groupes auxquels s'appliquent les dispositions de la présente convention. »

Dans un pays comme le Pérou, composé à 85 % de métis, les revendications des communautés autochtones ne correspondent donc pas forcément au sentiment d'appartenance des communautés paysannes. Les témoignages recueillis indiquent bien le malaise. On peut alors se demander en quoi le rapport à la terre, tiré de la « mythologie indigène », correspond à la réalité des colons et des autochtones de Tambogrande (qui n'ont en outre, pas ou peu de lien avec les cultures et traditions andines), mis à part l'intérêt qu'ils voient à obtenir l'appui de la communauté internationale.

Par ailleurs, s'ils ne peuvent avoir de succès immédiat avec l'argument du droit international pour revendiquer leur « droit ancestral à la terre »<sup>14</sup>, ils utilisent l'argument historique et leur

---

<sup>14</sup> La convention 169 de l'Organisation internationale du travail sur le droit à la terre et au territoire et l'autodétermination des peuples autochtones.

statut de « dominé/colonisé » pour exiger réparation... et légitimer leur mouvement de résistance au sein des réseaux d'aide au développement.

La volonté de soutenir les communautés autochtones et paysannes est souvent suggérée par les agences de développement occidentales. Escobar déplore que cette volonté soit parfois motivée par des acteurs qui ne font pas la distinction entre leur propre lutte (contre l'idéologie néolibérale) et celle des communautés du Sud.

[...] le savoir social (et la responsabilité qu'implique ce savoir) n'est pas simplement une question d'empathie ou d'identification avec l'autre dont les peines et les frustrations sont ainsi intégrées au spectacle. Cela signifie que lorsque nous essayons « d'étudier l'autre » point de vue et de lui permettre de s'imposer de lui-même [...] il faut toujours faire la distinction entre cette démarche et les luttes de l'autre, même si l'on croit profondément qu'une telle distinction n'existe pas (traduction libre de l'ang.)<sup>iii</sup> (Chow, 1922, in Escobar p. 170).

Il est probable, comme le soutient Escobar, que certaines pratiques péruviennes aient survécues depuis l'avant-conquête, surtout dans la région andine. « [...] les paysans ont appris à se servir des instruments de la modernité sans trop perdre de leur propre vision du monde » (traduction libre de l'ang.)<sup>iv</sup>. Mais sur les côtes du Pérou, où la « société moderne » a fait son apparition il y a longtemps, ce discours semble avoir été réapproprié au fil des luttes et de la résistance face à la domination occidentale, comme il l'a été dans les sociétés occidentales urbanisées, qui ont connu une rupture avec leurs origines et avec la nature<sup>15</sup>.

Ce discours, en lien avec les origines ethniques, n'est pas sans susciter une ambiguïté chez ceux qui se sentent blancs ou *criollos*. De fait, ce type de discours prend ses origines dans le système colonial qui a « créé l'identité indienne ». Séparée et subordonnée cette identité crée, selon Ansion, « les conditions de la rébellion radicale latente », exaltée par certaines figures symboliques de la lutte pour l'indépendance. L'organisation du pouvoir au Pérou est devenu, selon lui, un des facteurs renforçant ces processus symboliques autour de personnages politiques.

---

<sup>15</sup> J'ai pu observer, entre autres, une certaine réappropriation de techniques agricoles plus respectueuses des cycles de la nature.

#### 7.4.2.2 Fondements des discours de la résistance

L'Amérique latine a été « occupée et exploitée » par l'Europe pendant environ cinq siècles — par les colonisateurs espagnols et portugais — puis par une panoplie d'intérêts étrangers, dont les États-Unis et le Canada, venus « coloniser économiquement » ce territoire. L'héritage de la colonisation ibérique et des luttes d'indépendance qui suivirent ont créé ce que certains appellent « les problèmes de la terre ».

Pour les défenseurs des communautés paysannes, la terre est d'abord considérée comme un « bien social », et non un objet de convoitise au service des intérêts privés. La terre, « patrimoine de l'humanité, donnée en gérance pour le bien de tous », doit rester en priorité aux mains de ceux qui la travaillent. Et les travailleurs de la terre ne doivent pas être spoliés, par les gros propriétaires, de la capacité d'ensemencer et de récolter les fruits nécessaires à leur subsistance et à celle de leurs proches.

La problématisation de la terre à travers l'histoire a eu la fonction symbolique de matérialiser le lien social inégalitaire, comme le démontre Escobar (1995). « Bien que cette question [la possession des terres] revête une importance cruciale, il ne faut pas oublier que la résistance paysanne ne traduit pas seulement la lutte pour la terre et de meilleures conditions de vie, il s'agit surtout d'un combat pour les symboles et pour le sens, une lutte culturelle » (p. 167) (traduction libre de l'ang.)<sup>9</sup>.

Or, ce lien à la terre a évolué pendant que les discours se sont cristallisés sur des catégories fondées sur l'ancien rapport colonial, qui prennent leurs sources dans le rapport bipolaire entre Occidentaux et Andins. Anson affirme que ces catégories simplificatrices demeurent des références fondamentales pour les acteurs sociaux. La question est de savoir dans quelle mesure et de quelle manière, cette interprétation néoindigéniste du Pérou actuel encore liée à l'héritage colonial — les anciennes identités ethniques et culturelles — devient la base des identités qui se construisent dans une société moderne.

Les mouvements de rébellion *Túpac Amaru* à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et du Sentier Lumineux, durant les années 1980, représentent une tentative de construction d'un État moderne sur la

base de l'ancienne culture andine. Par ailleurs, le mythe d'*Inkarri*<sup>16</sup> ravive l'idée d'une rébellion radicale latente annonçant un retournement du monde et un retour au pouvoir du monde andin face à la domination espagnole des *criollos*. Plus récemment, le candidat aux élections présidentielles de 2006, Ollanta Humala, reprenait des arguments renforçant cette dichotomie entre des communautés du Sud et la domination impérialiste américaine. Son succès laisse présager que ces idées sont de plus en plus populaires au Pérou, à l'instar des pays voisins pro-chavistes.

L'héritage actuel des hiérarchies coloniales se retrouve dans la vie quotidienne, dans un racisme qui n'ose pas dire son nom, mais aussi, de façon plus subtile, dans certaines formes de néoindigénisme, et dans certaines interprétations intellectuelles qui considèrent le Pérou comme le résultat d'une confrontation d'un monde andin idéalisée et d'un monde occidental monolithique, considéré comme la source de tous les maux (Ansion, p. 93, in Debuyst et al., 1998).

Un autre élément soulevé par Ansion réside dans la faiblesse des organisations politiques actuelles. Au fur et à mesure que le politique perd du terrain, les personnages politiques deviennent des figures emblématiques. Le grand succès de Fujimori, en dépit des crimes dont il est accusé et de son exil, représente une manifestation de cette exaltation d'une figure d'indépendance, voire de résistance. C'est pourquoi Ansion croit que l'héritage colonial continue d'avoir autant de poids dans les discours et constructions identitaires.

Le Pérou contemporain n'a toujours pas résolu son problème principal : se convertir en acteur politique moderne à travers l'institutionnalisation d'un État qui articulerait effectivement les identités des groupes et de personnes et les institutions. Tant que cela durera, le pesant héritage colonial continuera probablement à être le point de référence, même s'il est de moins en moins adéquat à rendre compte de la situation (Ansion, p. 93, in Debuyst et al., 1998).

Le dernier élément réside, encore une fois, dans le renforcement et la mythification exercés par les agents du Nord, qui idéalisent les luttes du Sud et certains de leurs symboles. Les traditions ancestrales et révolutionnaires sont renforcées par une « communauté internationale » particulièrement sensible à la question indigène et aux prises avec ses propres

---

<sup>16</sup> *Inkarri* de la figure mythifiée de l'Inca dont il ne serait resté que la tête après la victoire des Espagnols (Ansion, 1998). Le corps d'*Inkarri* serait en train de se reconstituer lentement à partir de sa tête. Quand il sera reconstitué, il reviendra et, ce jour-là, le monde se retournera. La mythologie inca parle aussi d'un cycle de 500 ans de domination avant un retour au pouvoir.

enjeux identitaires, bien que la notion « d'autochtonéité » soit de plus en plus remplacée par celle des métis. Malgré le fait que les communautés côtières forment des cultures hybrides (Canclini, 1995), certains considèrent la préservation de leurs traditions (et de la biodiversité) comme un artefact et non pas comme une culture vivante, ce qui entraîne la réification de ses symboles.

Un des éléments résolument nouveau, et peut-être moins bien compris, dans le discours des mouvements de revendication du Sud, est le rapport à l'environnement. Tout comme le rapport aux origines et à l'histoire, l'environnement des communautés du Sud a souvent été problématisé en fonction de catégories du Nord, ce qui n'est pas sans conséquences pour ces dernières, qui se voient contraintes d'adopter un discours à mi-chemin entre leurs perceptions et traditions et ce qu'on souhaite entendre d'elles, ce qui ne facilite certainement pas la compréhension et la résolution des conflits.

#### 7.4.2.3 Différences de perceptions de la relation à l'environnement au Nord et au Sud

Une partie du malentendu à la source des conflits dits environnementaux réside, selon Muradian, Alier et Correa (2003), dans la manière dont les populations du Sud sont considérées. Dans le système de valeurs des sociétés industrialisées, la qualité de vie et l'intolérance au risque environnemental (qui s'exprime chez nous par le « pas dans ma cour ») sont directement liées aux revenus.

Cette thèse postmatérialiste considère que les gens pauvres sont tellement occupés par leur survie qu'ils n'ont pas le loisir de se préoccuper de l'environnement. Selon cette perspective, quand les besoins de base sont comblés (logement, nourriture, vêtements), les gens peuvent commencer à penser à des enjeux non-matériels comme l'environnement (Inglehat, 1990, in Muradian et al.).

Dans l'évolution d'une société, les préoccupations pour l'environnement et la nature arriveraient, selon Beck (1996) dans les derniers stades de développement de la modernité (in Muradian et al.). Ces théories n'arrivent toutefois pas à expliquer l'émergence des mouvements de résistance dans les régions pauvres du globe, ce qui indique que les

caractéristiques socioéconomiques ne constituent pas un critère valable pour expliquer, à elles seules, l'intérêt de ceux-ci pour des causes environnementales et la construction de leur rhétorique identitaire autour de celles-ci.

Norgaard (1994, in Muradian et al.) plaide, pour sa part, que la relation entre la société et l'environnement n'évolue pas de manière linéaire et prévisible, mais de façon complexe, en lien avec les enjeux culturels. Ainsi, le sens donné à l'environnement changerait considérablement en fonction du temps et de l'espace (Redclift et Woodgate, 1994, in Muradian et al.). Aux États-Unis, malgré le fait que les origines de l'environnementalisme se trouvent en partie dans une vision romantique et idéalisée de la nature<sup>17</sup>, les luttes environnementales ont plutôt suivi le courant des batailles pour les droits civils et la justice sociale des communautés afro-américaines. Il en serait de même au Sud. Un courant théorique s'est ainsi développé autour de « l'environnementalisme des pauvres », qui serait fondé sur des valeurs différentes des valeurs de l'environnementaliste-nord-américain-moyen (Martinez-Alier, 1997).

Pour plusieurs groupes marginaux, l'environnement est effectivement une question de survie et non seulement une question de qualité de vie. Alors que « conservation » et « durabilité » sont les mots-clés au Nord, « justice » et « droits » sont les mots-clés pour les mouvements environnementaux dits périphériques.

Dans cette optique, ces nouveaux mouvements environnementaux dans les périphéries ne sont pas le sous-produit des valeurs environnementales d'une évolution dans l'économie vers un stade post-industriel (Pichardo, 1997, in Muradian et al.)<sup>18</sup>, mais de nouvelles représentations des anciens modes de résistance. Cette théorie va donc au-delà de l'hypothèse que l'environnement soit simplement devenu un phénomène mondial (Adeola, 1998, in Muradian et al.).

---

<sup>17</sup> L'histoire des mouvements de défense de l'environnement aux États-Unis est indépendante de l'évolution de l'homme-blanc-dominant de classe moyenne orienté vers le plein-air, etc. (Taylor, 2000).

<sup>18</sup> Les nouveaux mouvements protestataires environnementaux et leurs demandes par rapport à la qualité de vie sont conçus différemment des mouvements sociaux de l'âge industriel (droit des travailleurs).

L'évolution du discours sur le développement et l'environnement illustre comment à la fois la pensée dominante et les mouvements sociaux ont été appropriés de manière diamétralement opposée.

Ce que l'on considère parfois comme des phénomènes de récupération sont en fait des appropriations différentes de notions que tous revendiquent comme des réalités, des vérités ou des identités, au nom de l'environnement, de l'histoire ou d'une certaine légitimité « ethnique ». Quels qu'en soient leurs bien-fondés, ces récits mythiques ont généré ce qu'on pourrait appeler un « habitus d'autonomie », qui se consolide au gré des luttes et des gains et qui, selon moi, est distinctif des communautés latino-américaines.

La contrepartie de l'habitus d'autonomie constitue évidemment l'influence des agents externes sur la destinée de ces communautés, tant sur le plan des représentations que des pratiques de développement. Entre dépendance et résistance, cette influence externe est certes déterminante dans plusieurs de ces batailles culturelles pour l'appropriation du territoire. Engagé dans la recherche de voies de dialogue, le chercheur « étranger » se trouve devant le défi de déconstruire ces discours enchevêtrés et de reconnaître ses propres *a priori*, ses propres récits mythiques, comme il sera analysé dans la troisième partie.

## 7.5 En conclusion de la synthèse de l'analyse de cas

La confusion créée par les multiples sens accordés aux concepts liés au développement traduit la lutte symbolique que se livrent les acteurs dans le champ culturel. De part et d'autre, on procède à une mythification des concepts fondateurs de son idéologie de développement (ethnie, culture, histoire et environnement), qui devient de plus en plus difficile à défendre puisque ces différentes représentations produites par les protagonistes sont absorbées dans « l'unité de l'identité ». Cela pose des enjeux épistémologiques au chercheur qui n'a accès qu'aux discours destinés à (le) convaincre et aux représentations « produites pour les étrangers » qu'il représente.

Les outils d'enquête utilisés et le traitement des données recueillies présentent des limites pour appréhender les processus de construction identitaire. Celles-ci sont imposées

notamment par le cadre d'interaction et l'ethnocentrisme du chercheur. Le format même des entrevues, standardisées<sup>19</sup>, induit un certain type de « comportements attendus » dans le cadre d'une activité de recherche. Dans le contexte des interactions qu'il entretient avec les membres de la communauté, le chercheur « reçoit » une image de lui-même (et du Nord), qui lui permet de rendre compte, par un processus d'intersubjectivité, des attentes respectives.

Dans la troisième partie, une réflexion méthodologique et théorique sur ma démarche est menée. L'analyse des interactions entre le chercheur et la communauté vise, dans le chapitre I, à critiquer ma démarche. Cet exercice réflexif s'avère important pour analyser les difficultés méthodologiques rencontrées « par le chercheur étranger qui débarque » et qui souhaite éviter de reproduire (et mythifier d'avantage) un discours dominant qui risque d'exacerber les conflits. Il importe avant tout de tenter d'anticiper l'impact de son intervention et de fonder les principes éthiques, qui permettront d'ouvrir le dialogue, principes qui seront abordés dans le chapitre II.

---

<sup>19</sup> Les sujets, qui ont vu d'autres chercheurs auparavant, connaissent le format des entretiens de même que les attentes du chercheur.



### PARTIE III

#### RÉFLEXIONS POUR UNE NOUVELLE POSTURE DE RECHERCHE

## CHAPITRE I

### ANALYSE DES RELATIONS INTERCULTURELLES EN SITUATION DE CONFLIT

Notre liberté et notre pouvoir d'action se définissent par notre volonté d'assumer la responsabilité de l'avenir (Illich, 1971).

Avant d'entreprendre la recherche sur le terrain, en juillet 2005, j'anticipais certaines difficultés puisque lors de mon premier séjour à Tambogrande, la méfiance régnait à mon égard en raison de mes origines canadiennes qui étaient les mêmes que celles de l'entreprise minière. Je m'attendais donc à une collaboration ardue. Or, le climat a été fort différent que lors de mon premier séjour, en 2003. L'attitude de méfiance s'était évanouie et faisait place à un accueil chaleureux. Je sentais les *Tambograndinos* désireux de se raconter. Était-ce grâce aux complices<sup>1</sup> qui ont facilité mon intégration dans la communauté ? Ou était-ce tout simplement dû au fait que la lutte tirait à sa fin ? J'ai compris que j'entrais en fait dans le jeu de la « grande séduction<sup>2</sup> ».

La situation de conflit exalte les processus de reconnaissance. Les acteurs engagés dans la lutte représentent leur cause pour un public « planétaire », pour une communauté internationale, pour des acteurs globaux. Le chercheur entre donc dans une « mise en scène ». Aux yeux des protagonistes, soit il coopère, soit il compétitionne. Dans ce climat « de révolution » où l'exception prend le poids d'une règle et où l'accident signifie l'universel (De

---

<sup>1</sup> Les principaux complices ont été la cinéaste québécoise Diane St-Antoine, Cissé Toro, qui était connue sur le terrain à la suite d'ateliers donnés pour *CooperAcción* (mon organisme d'accueil au Pérou) et Manuel Reyes, le responsable des relations avec la communauté pour la municipalité de Tambogrande.

<sup>2</sup> Je fais référence au film québécois de Jean-François Pouliot (2003) présentant les citoyens d'un petit village isolé qui se battent pour sa survie et qui entreprennent, par tous les moyens imaginables, de séduire un médecin pour arriver à leurs fins.

Certeau, 1968), il doit négocier sa place dans la relation pour chercher à savoir en quoi le système est en cause et comment le nouveau langage proposé par les minorités actives est porteur de changement.

Tout au long de la recherche sur le terrain, une dynamique de séduction s'est opérée de part et d'autre pour que chacun obtienne ce qu'il attend de l'autre. Le principal enjeu de cette relation : l'accès à l'intimité d'une communauté — de l'information — contre de la visibilité, une possibilité d'être représentée sur une scène étrangère.

Cette partie de la thèse est consacrée à l'analyse des relations interculturelles en situation de conflit, plus précisément à l'interaction entre le chercheur et la communauté. Les travaux de Van Maanen, Geertz, Escobar et De Certeau m'ont été d'une aide précieuse pour procéder à cette autocritique de mon travail de recherche. Mon expérience sur le terrain pose une question fondamentale : comment peut-on dialoguer dans un contexte interculturel ? Pour y répondre, j'ai voulu jeter un regard critique sur mon vécu de chercheur et sur les méthodes utilisées pour appréhender l'objet de recherche.

L'analyse est organisée autour de trois pôles de réflexion et explore l'évolution de l'identité du chercheur en relation avec l'événement (le conflit), la culture de la communauté et la question du développement. L'exercice d'introspection pose, quant à lui, les questions suivantes : 1) Pourquoi je me suis retrouvée là-bas — qu'est-ce que je souhaitais y trouver ? 2) Comment ai-je composé avec la différence, l'incohérence et l'insécurité ? 3) Comment ai-je composé avec ma subjectivité ? Conséquemment aux réponses apportées, est-il possible de sortir du paradigme déterministe du développement et de son ethnocentricité pour communiquer avec l'autre dans une perspective de coopération<sup>3</sup> ? Le cadre conceptuel utilisé pour répondre à ces questionnements et à l'ensemble de l'analyse de cas sera analysé dans le chapitre suivant.

---

<sup>3</sup> Je pars du principe que l'autre est disposé à coopérer et que les conditions s'y prêtent. L'exercice vise principalement à définir l'attitude à adopter dans le cas où il y a une volonté mutuelle de coopérer.

## 1.1 L'attrait de l'ailleurs et la connaissance de soi

La question de la motivation initiale demeure primordiale. Au fil de la recherche, il est facile d'oublier l'intuition première qui engage le chercheur dans une aventure aussi intense et complexe. Les notes prises tout au long de la démarche, depuis 2002, m'ont permis de clarifier ma pensée par rapport à cela.

Mon intuition de départ était de comprendre les conditions d'émergence du changement social pour savoir en quoi le conflit était générateur d'une prise de parole et de conscience menant à une certaine appropriation des enjeux liés au développement. Je cherchais à savoir comment les acteurs sociaux favorisent les processus d'apprentissage. Je présupposais que la perte de sens du politique prenait une forme différente au Sud. Il me semblait que la force des traditions « là-bas » n'avait pas encore totalement été emportée par le « vide » ressenti au Nord. Je cherchais, en quelque sorte, une explication ou un modèle qui permettrait (peut-être) à nos « sociétés perdues », au Sud comme au Nord, de sortir de leur misère, de leur « désenchantement » et de leurs crises identitaires.

Malgré le fait que mon objet de recherche ait été formulé de manière différente de mon questionnement initial, la première lecture que j'ai fait des événements<sup>4</sup> témoigne de cette recherche intensive d'une source d'inspiration susceptible de « contaminer le monde »<sup>5</sup>. J'ai, d'une certaine façon, répondu à l'appel du « mytique révolutionnaire » comme l'avaient fait d'autres chercheurs, des journalistes et des agents de développement avant moi.

C'est au moment où le film de Diane St-Antoine sur Tambogrande a été présenté, vers la fin du second séjour (2005), que j'ai compris que, malgré le fait que j'étais critique par rapport à cette idéalisation du Sud véhiculée par certains groupes « d'utopistes québécois », je n'en étais pas complètement détachée... « Toute description ou interprétation faite d'une autre culture sera toujours le reflet de sa propre culture » (traduction libre de l'ang.) (Van Maanen, 1988, p. 51).

---

<sup>4</sup> Telle qu'elle apparaît dans mon journal de bord quotidien sur le terrain (notes ethnographiques).

<sup>5</sup> Mucchielli (p. 6) dit que les réflexions et publications sur le thème de l'identité seraient des tentatives de trouver des repères et des remèdes face à la « déstabilisation actuelle des individus et des cultures collectives ».

Ce qui est significatif, c'est que cette mythification s'est opérée pendant que j'étais chez moi, à écrire mon premier rapport de recherche<sup>6</sup>. C'était une *reconstruction* des événements influencée par le contexte dans lequel j'étais et mon récit répondait, à certains égards, à la mythification de la lutte que les *Tambograndinos* voulaient propager, mais certainement pas à la représentation romantique de leur pauvreté, comme l'ont démontré leurs réactions au film. Les spectateurs ont été confrontés au revers du symbole qu'ils avaient construit pour séduire les étrangers, correspondant aux héros mythiques dépouillés dont « notre » imaginaire collectif est rempli. Les luttes ne sont-elles pas plus nobles et les sacrifices plus héroïques lorsque portés par les plus démunis ?

À partir du moment où je me suis démasquée moi-même, si j'ose dire, je suis allée vers l'autre extrême. Celui de me distancer de l'objet d'étude. D'une volonté inavouée à trouver dans « l'exotique » l'événement historique et le « modèle à suivre », je suis passée à adopter une position hypercritique. Je cherchais le différent, l'étrange, l'anormal. Cette attitude m'a permis de détecter les paradoxes dans les discours et de débusquer les inégalités sociales. Je cherchais les sources de controverse et je les trouvais effectivement.

Cette distanciation m'a fait prendre conscience de certains de mes *habitus* et m'a mis dans une situation plus inconfortable vis-à-vis de moi-même et des acteurs locaux. Je remettais systématiquement en question mes perceptions et la crédibilité des récits<sup>7</sup>. Toute évidence m'était devenue suspecte. J'étais sur mes gardes continuellement, de crainte de me piéger moi-même. Mais ce verrouillage empêchait toute analyse cohérente et intelligible des phénomènes et je devais me « rapprocher » à nouveau pour comprendre l'autre. J'entendais les mots, mais pas la musique, comme dit Geertz (1988, p. 10) alors qu'au départ, j'entendais de la musique qui n'existait pas (ou essentiellement dans mon imaginaire).

---

<sup>6</sup> Dans son analyse de l'écriture anthropologique, qui se trouve entre la littérature et la science, Geertz (1988) souligne les effets pervers de la distanciation maintenue artificiellement et les enjeux de l'écriture qui contraste avec l'expérience sur le terrain et qui dévoile davantage le point de vue des chercheurs.

<sup>7</sup> Un journaliste de Piura (le directeur du département de communication de l'Université nationale de Piura pour être précise) m'a raconté que le cimetière avait été saccagé lors de la venue d'une entreprise minière française dans les années 1970. Après vérifications sur les lieux mêmes, on m'a dit que des pluies diluviennes avaient détruit une partie du cimetière cette année-là. Le journaliste avait-il inventé cette histoire ou encore cru sur parole des citoyens qui ont voulu gonfler la révolte ? Cet événement a accru ma suspicion.

Après la phase de la communion (fusion) et celle de la négation de ma subjectivité (le rejet de l'autre), est venue finalement la phase de l'engagement et de la « négociation de ma subjectivité ». Déchargées du mythique et de l'étrange, les situations me sont apparues simplement humaines. Une fois le sentiment d'incohérence dépassé, je reconnaissais à nouveau les similarités entre moi et l'autre<sup>8</sup>. Le lien s'est en quelque sorte consolidé et la compréhension a pu « émerger ». L'engagement dans la relation était possible du fait qu'une « vérité universelle » transcendait toutes les incohérences et toutes les questions en suspens<sup>9</sup>. Il a été alors possible de commencer à comprendre comment s'arrimaient les communications instrumentales et le lien social, que j'avais tendance à concevoir comme des entités séparées, et de voir de la nouveauté dans ce qui apparaissait comme banal et routinier. Au lieu de poser la question : comment se fait-il que l'individu agit comme cela dans telle situation ?, je me demandais pourquoi cela me faisait réagir : pourquoi cet événement attire mon attention ?

## 1.2 Déconstruction de l'objet et réflexivité<sup>10</sup>

Je pense qu'il est possible de regarder l'expérience d'intervention et de recherche de la même manière que tout processus de socialisation. Les apprentissages et la construction identitaire agissent de manière dialectique, et, pour boucler la boucle, il me semble indispensable de procéder à l'analyse par rapport au travail et aux interactions du chercheur, autant que par rapport à la communauté étudiée. Giddens (1987) démontre que l'identité est réflexive et que cette réflexivité opère à travers l'élaboration d'un récit sur soi. Il importe donc d'analyser la relation dialogique avec l'autre et la mise en récit de mon interprétation de l'autre à travers les transformations de ma propre identité. Il s'agit de revenir à ce qui était anticipé de part et d'autre et de déconstruire les perceptions grâce à la conversation avec l'autre, de débusquer

---

<sup>8</sup> C'est-à-dire que les processus de construction identitaire procèdent de la même façon sur moi que sur l'autre, mais à partir d'un cadre culturel différent.

<sup>9</sup> Godbout (2000) émet l'hypothèse que l'introduction de l'incertitude est nécessaire au lien social, car elle permet à la confiance de se manifester. Cette manifestation de l'humanité, la confiance, constitue un lien universel.

<sup>10</sup> La réflexivité se réfère à la conscience de sa construction identitaire à travers les interactions quotidiennes, par l'acquisition d'un savoir-pratique (Giddens).

les habitus qui interviennent de manière inopinée au cours d'une telle recherche. Cet exercice de rétrospection est possible grâce à l'écriture.

L'écriture est aussi un moyen d'introspection formidable. Elle permet de prendre distance par rapport à l'objet d'étude. De Certeau (1968) dit que l'écriture est le reflux de la parole. Il est vrai que l'acte d'écrire entraîne le chercheur dans un dialogue intérieur et solitaire, qui l'éloigne considérablement « du terrain » en le rapprochant de lui-même et de ses contextes de référence. Il s'agit d'un espace privilégié où tout peut être dit. Mais c'est l'acte de lecture qui permet de mieux comprendre les événements, les autres et soi-même, à d'autres niveaux d'analyse que la « première impression ».

#### 1.2.1 Processus d'écriture

L'analyse de ma démarche m'a permis de comprendre l'impact de la médiation que j'opérais comme auteure, c'est-à-dire à travers ma traduction des événements dans l'écriture. Ce travail de construction témoigne de mon cheminement dans différents espaces-temps. La construction de la thèse, comme du rapport de recherche, ne se fait pas en vase clos, mais en rapport avec la diversité des lecteurs pressentis, c'est pourquoi elle se situe dans des « moments de représentation ». Pour rester critique envers soi-même, on doit avoir la capacité de sortir de la logique de démonstration. Les idées, les discours tendent à être aspirés et récupérés par les individus qui représentent les institutions. La difficulté devient donc de résister au pouvoir des discours dominants pour s'engager dans un partage de connaissances et entrer dans de nouvelles dynamiques de dialogue.

Ainsi, les premiers lecteurs de mon travail d'analyse et d'interprétation ont été les acteurs de la lutte de Tambogrande et les analystes de la situation sur le terrain, à qui j'ai présenté, en mai 2006, oralement et par écrit, les résultats préliminaires de ma recherche. L'analyse du cas a donc été écrite d'abord pour un public péruvien, c'est-à-dire en me référant au contexte dans lequel j'imaginai qu'ils liraient mes observations. Ce premier mouvement d'écriture témoigne de ma volonté de « réhabiliter la place de l'acteur au centre du projet de développement ». Le problème de « la place des acteurs dans le texte » a été résolu par le choix d'un style d'écriture de type réaliste, qui privilégie les citations intégrales des

témoignages. « Les récits réalistes font de plus en plus de place aux manières de penser aux théories et aux visions du monde des membres » (Van Maanen, p. 50).

Selon Van Maanen, le choix de citer textuellement fait partie d'un style conscient au même titre que le choix d'un style plus impressionniste. La représentation écrite de la culture n'est pas neutre, les styles narratifs (expressions personnelles, métaphores, style, organisation textuelle), indiquent les orientations du chercheur. De même, les présupposés par rapport aux lecteurs sont implicites dans le texte.

Mon intention a été de rendre compte de l'opinion des membres de la communauté de manière « aussi conforme que possible », c'est-à-dire dans les termes qui m'ont été donnés, selon leurs récits et leur langage. Ces efforts n'éliminent en aucun cas le fait que « le sens initial » soit inévitablement détourné puisqu'il s'agit bel et bien de mon récit des événements et non du leur. D'abord parce que j'ai dû traduire littéralement les mots en français — mais aussi parce que j'ai traduit leur expérience à travers la mienne, et que cela se remarque par ma façon de choisir et de regrouper les témoignages.

C'est en expérimentant concrètement cette décontextualisation, lors de la rencontre de mai 2006 à Piura, que j'ai pu en mesurer l'importance et les impacts. Toute œuvre d'analyse et d'écriture procède nécessairement à différents degrés de décontextualisation, dans la mesure où les contextes de l'auteur se superposent dans sa construction de l'objet ce qui a pour effet « d'objectiviser » les événements, comme les sujets, en les confinant à son propre cadre de référence.

À la lumière des réactions aux résultats présentés au Pérou, il m'est apparu évident qu'aucun sens ne peut émerger de l'instantanéité d'un témoignage hors contexte (surtout pour ceux qui ont vécu l'événement), d'où l'importance qu'ils aient la possibilité de s'exprimer sur les résultats à cette étape de l'analyse. Dans une société fortement hiérarchisée, et face à un mouvement à fort coefficient idéologique, le choc des cultures était assuré, particulièrement au sujet du rapport à l'autorité (et à l'égalité). Je m'y attendais, mais je n'avais pas mesuré



toutes les implications de mes propos « égalitaristes », qui semblent avoir été interprétés par certains militants comme une menace<sup>11</sup> à l'unité.

Même si ma recherche n'a qu'une importance relative<sup>12</sup> parmi les enjeux de ce conflit, la question du rôle du chercheur se pose avec acuité. Il est certes inconfortable de tenir un discours « autonomiste » dans le cadre d'une « intervention ». Ces notions antagonistes rappellent le dilemme décrit par Freire dans la relation éducateur-éduqué.

*Les Tambograndinos* ont, non sans courage, pris la parole. J'ai voulu les écouter et comprendre leur prise de conscience, mais suis-je allée trop loin (ou pas assez) alors que leur mouvement n'avait pas encore les bases solides d'une structure politique et sociale et que leur volonté était en train de se traduire en action ? Jusqu'où dois-je intervenir dans cette logique d'appropriation ? L'innovation, c'est d'abord se trahir, dit De Certeau<sup>13</sup>. Mais jusqu'où sont-ils prêts à « se trahir » pour changer, et surtout pour quoi le feraient-ils ? Pour quelle alternative, pour quel modèle ? Est-ce à moi de décider ? Je déplorais le fait que des ONG aient laissé tomber les gens de Tambogrande après la lutte — étais-je en train de faire la même chose ?

Ce que je retiens surtout, c'est qu'en dehors de l'unité de l'écriture, ce « public » péruvien n'est pas homogène. Il est constitué d'une variété d'identités, elles-mêmes en lutte et en concurrence les unes avec les autres en sollicitant différents contextes et en interaction avec une multitude d'intervenants externes. L'intention d'accorder « la place centrale aux acteurs » de la lutte a été saluée par mes interlocuteurs péruviens, mais les résultats présentés n'ont pu satisfaire la diversité des acteurs... qui se voient, pour plusieurs, au centre de la

---

<sup>11</sup> Si l'analyse ne semblait pas répondre aux attentes et aux besoins immédiats des leaders de la lutte (comme renforcer l'unité), elle a été particulièrement appréciée des groupes plus marginaux et des chercheurs, qui se montrent plus critiques et ne partagent pas le point de vue du « noyau militant de la lutte ».

<sup>12</sup> Les acteurs ont tiré profit de mon travail de recherche en fonction de leurs besoins. En aucun cas cette recherche n'avait la prétention de résoudre le conflit. Dans son format et au moment de la diffusion des résultats, elle n'a pas pu, non plus, l'aggraver. Dans d'autres circonstances, l'intervention peut toutefois avoir des répercussions plus importantes.

<sup>13</sup> Comment peut se reconnaître la nouveauté d'une expérience qui est le signe précurseur, mais pas encore une révolution culturelle ?, se demande De Certeau (1968, p. 40) devant les événements de mai 68.

lutte ! Voilà le défi : devant la diversité et les luttes de pouvoir, comment circonscrire les contextes et désigner « un centre » ? Qui plus est, qui suis-je pour dire où serait ce « centre » ?

Les discussions et commentaires reçus lors de mon dernier séjour (en 2006) ont considérablement influencé l'écriture des chapitres sur les contextes, apportant de multiples nuances à l'interprétation que j'avais fait initialement. Par ailleurs, je me suis rendu compte, à cette étape, que la place « centrale » que j'ai voulu donner à l'acteur faisait ombrage, d'une certaine façon, à ma place d'auteure, confinée aux notes de bas de page. Les échanges ont permis alors de rééquilibrer ces espaces respectifs, par la discussion, et de rendre plus explicite dans la thèse ma posture d'auteure pour la préciser et la distinguer davantage de celle des participants à la recherche. Mais cette négociation des espaces entre soi et l'autre constitue un travail qui n'est jamais terminé, soumis à divers chocs de cultures et à des ruptures dans la continuité de l'existence.

### 1.2.2 Choc des cultures

Quels apprentissages puis-je tirer de ces processus de négociation entre la communauté et moi ? Comment ma recherche de sens et de cohérence s'est opérée dans le choc des cultures ? L'écart entre mes attentes et ce que j'ai trouvé sur le terrain est révélateur de ma façon de composer avec les variables culturelles comme le rapport au temps, à l'espace et à l'autorité (au pouvoir). Il dévoile aussi certains préjugés et stéréotypes que je n'avais pas reconnus initialement.

Si les préjugés sont inévitables, la manière d'y faire face peut faire la différence entre la réflexivité et le positivisme. Le préjugé « brut » devient une vérité imposée, une identité prescrite. Posés comme hypothèses de travail et exposés au « doute radical », les préjugés, comme les universalismes, deviennent cependant une nouvelle « matière de recherche », permettant de mieux comprendre l'autre et se comprendre soi-même. En ce sens, ce type de travail ne cesse jamais, il est en constante évolution (*work-in-progress*), puisqu'il s'agit de se remettre en question continuellement, notamment dans ses choix méthodologiques.

### 1.2.2.1 Le langage et les contextes

Le principal obstacle que j'ai anticipé avant de partir sur le terrain a été celui de la langue espagnole (castillan) que je maîtrisais partiellement. La traduction perpétuelle que je devais faire avait pour avantage de ne jamais prendre pour acquis ma compréhension de ce qui se disait. Par ailleurs, j'ai eu recours à des collaboratrices qui connaissaient le terrain, la langue et la culture pour m'assister dans la préparation et la réalisation des entrevues. J'étais consciente que cela avait pour conséquence d'influencer les résultats de la recherche en ce sens que nous avons partagé nos perceptions respectives tout au long de celle-ci. De plus, les trois principales personnes qui m'ont assisté avaient leur propre agenda. La cinéaste québécoise voulait recueillir des images pour faire une suite à son film de 2003. L'animatrice des groupes de discussion avait, comme mon assistance-cinéaste, des intérêts pécuniers et pouvait aussi accroître et maintenir sa crédibilité d'intervenante auprès des ONG susceptibles de l'embaucher de nouveau, et le responsable des relations avec la communauté exerçait un certain contrôle sur ce que je faisais en sachant qui je rencontrais et pourquoi.

Mieux valait, selon moi, avoir accès à l'information et tenter de « contrôler les variables » que représentait l'intervention de ces personnes que de risquer de mal comprendre ce qui se disait ou, pire encore, ne pas avoir du tout accès à l'information. Si j'avais fait le choix de me priver de leur aide, j'aurais probablement erré ou passé la moitié de mon temps sur le terrain à courir pour obtenir des rendez-vous. Cela m'aurait contrariée (je parle d'expérience), et mon attention aurait été détournée de mes objectifs de recherche, sans compter tout le temps<sup>14</sup> perdu pour réaliser les entrevues.

Du point de vue des difficultés à communiquer par la langue, j'ai cependant sous-estimé le fait qu'une langue se comprend en grande partie par son contexte<sup>15</sup>. L'expérience sur le

---

<sup>14</sup> Le temps n'avait décidément pas la même valeur à mes yeux, qu'il pouvait avoir pour un intervenant local ou pour les membres de la communauté. Pour plus d'information à ce sujet, voir E.T Hall et Hofstede.

<sup>15</sup> Référence à Coulon (1987) et au concept d'indexicalité selon lequel les expressions du langage ordinaire tirent leur sens de leur contexte. Le concept de réflexivité, propre à l'ethnométhodologie, part du même principe en ce sens que les codes s'actualisent dans les situations d'interaction pour décrire et constituer le cadre social.

terrain m'a confirmée que les mots ont l'importance et le sens que leur donnent les acteurs. Le défi demeure de ne pas perdre de vue le contexte propre aux entrevues durant l'étape de l'analyse, où les traces écrites de l'expérience ont tendance à prendre plus d'importance<sup>16</sup>.

Martin-Barbero (1998) souligne que « même les mots ont un propriétaire et ce qu'ils disent dépend moins de la grammaire que de la marque de propriété qu'ils conservent » (p. 148). De fait, je me suis rendu compte que les mots utilisés se sont rapidement répétés. C'est dans l'observation des interactions et du non-verbal que les éléments les plus significatifs ont été révélés. Par exemple, le fait que les membres de la communauté, référés par le représentant municipal, aient tenu à peu près le même discours que leurs leaders attestait d'une stratégie de communication bien rôdée.

En ce qui concerne mes relations avec la communauté, mes perceptions ont évolué en fonction des contextes, soit selon les étapes de la recherche. Au cours de l'analyse, l'écart entre ma lecture spontanée des événements (notes ethnographiques) et celle réalisée avec les textes des récits a démontré à quel point la médiation que j'opérais était significative. Entre la première analyse, intuitive, et la seconde analyse, plus structurée à l'aide d'un système informatique, j'ai pu entrer et sortir du discours (c'est-à-dire me l'approprier dans un premier temps et en prendre distance ensuite en ayant accès à l'ensemble des corpus) et avoir de nouveau recours, en fin de parcours, à mes intuitions de chercheur pour débusquer des détails qui se sont avérés importants. Ainsi, quelques entrevues non-compilées se sont ajoutées au corpus lors de cette troisième étape, puisqu'elles avaient influencé mon interprétation des récits. J'ai également tenu compte, au cours de cette troisième phase, de mes échanges avec des Péruviens venus au Québec.

Si j'avais procédé uniquement par l'une ou l'autre des deux premières méthodes — liées à mes impressions personnelles ou aux récits des sujets — j'aurais probablement centré mon analyse soit sur ma propre reconstruction des événements ou encore sur celle du discours des témoins conformément à leurs récits. C'est l'aller-retour entre les subjectivités, mais aussi

---

<sup>16</sup> Une participante aux ateliers organisés en mai 2006 soulignait l'importance de la tradition orale dans la lutte. La coutume de se réunir entre voisins sur le pas des portes a permis une communication authentique qui fut déterminante durant la consultation du 2 juin 2002. L'écrit a tendance à sous-estimer ce genre de facteur.

l'aller-retour entre les théories et l'expérience, c'est-à-dire entre des éléments extérieurs permettant de prendre distance et les critères subjectifs liés à mon expérience et aux différents contextes de la recherche (et de mon interprétation de l'expérience des sujets), qui m'a permis d'arriver à un résultat satisfaisant. « Aucune pensée humaine n'est imperméable à l'influence idéologisante de son contexte social » (Berger et Luckmann, 1996, p. 18) et j'ai pu constater l'importance de définir les contextes qui interpellent le chercheur dans son analyse.

#### 1.2.2.2 Les technologies

Avant mon départ pour le second séjour sur le terrain, en juillet 2005, j'avais des appréhensions par rapport à l'utilisation de technologies comme l'enregistrement vidéo et audio. Je craignais que ces technologies intimident les personnes interviewées, notamment pour des raisons de confidentialité. Ma rencontre, l'année précédente, avec les dirigeants de Manhattan m'avait laissé sur mes gardes. Tout le matériel (y compris mon passeport) m'avait été confisqué et l'entrevue avait été « supervisée » par deux gardes armés de mitraillettes.

À la suite de cette malheureuse expérience, j'ai donc pris de nombreuses précautions<sup>17</sup> notamment pour m'assurer que les personnes étaient consentantes quand ce type de matériel était requis. Il s'est toutefois avéré que personne ne s'est objecté à l'enregistrement des entrevues. L'utilisation de ces technologies a parfois suscité l'amusement, et même une certaine fierté d'être représenté, telles les vedettes de télévision<sup>18</sup>. Garder l'image ou la voix de quelqu'un est considéré en fait comme un signe de reconnaissance : cela indique qu'on accorde de l'importance à la personne et à ses idées. Le stéréotype de l'indigène africain effrayé par l'appareil photo : celui qui a peur de perdre son âme si on le prend en photo, m'avait sans doute influencée durant ma préparation.

---

<sup>17</sup> Parmi les précautions prises, j'ai développé une réelle obsession par rapport à la préservation de l'information, surtout des témoignages recueillis, que je ne laissais ni dans l'ordinateur ni sur l'enregistreur audio-numérique. Tout était consigné à chaque jour sur une clé usb que je portais sur moi. Ce stress perpétuel était nécessaire étant donné les nombreux vols, particulièrement lors des déplacements. Je ne voulais pas que l'information tombe entre de mauvaises mains. J'ai eu raison car mon assistante péruvienne s'est fait dérober son cellulaire lors d'un de nos déplacements et, en mars 2006, elle a été séquestrée lors d'une séance de formation qu'elle donnait auprès d'une communauté voisine aux prises avec un projet minier similaire. Le danger était réel.

<sup>18</sup> Il est devenu plus problématique de ne pas prendre de photo ou de filmer que l'inverse.

Ces deux exemples d'écart entre mes attentes et la situation sur le terrain, soit par rapport au langage et à l'utilisation de technologie, sont liés à des choix méthodologiques. Leur déconstruction était inscrite dans le travail de recherche et ces éléments étaient documentés. Mais qu'en est-il des chocs vécus dans la totalité de l'expérience ? Qu'advient-il quand le chercheur est confronté à des différences qui touchent à ses valeurs fondamentales ?

### 1.2.2.3 Faire face à la violence

Une des réactions courantes est de voir dans la manifestation de la violence, qui réagit à l'injustice et à l'inégalité, des traits culturels. On justifie culturellement la violence au lieu d'en questionner les fondements. « C'est comme ça ici et c'est pour cela que ça ne peut pas changer », dira-t-on.

La problématique de la violence structurelle n'a pas été posée directement dans ma recherche, mais elle émerge continuellement. Occupées que nous étions sur le terrain à préciser les questions, à élaborer l'échantillon et à organiser les rencontres, la violence finissait toujours par nous rattraper : celle de la pauvreté, de l'exclusion, de l'ignorance et du silence. L'épisode du groupe de discussion avec les femmes (relaté dans la deuxième partie) illustre bien cela. C'est au moment de servir le melon d'eau, à la fin de la discussion, que toutes les réalités se sont imposées : cette petite gâterie était plus que cela pour elles; c'était un genre de salaire, un aliment auquel elles n'avaient pas accès dans leur désert. En tant que femme, c'était doublement difficile pour moi d'accepter et de comprendre ces inégalités entre riverains, entre pays, mais aussi entre genres. Je reviendrai plus loin sur la question de l'égalité.

Ce que cette anecdote a de plus saisissant, c'est l'image que j'ai perçue de « nous » (Nord-américaines, citadines, etc.) à l'instant précis où « le contrat » se terminait avec ces femmes. L'image de gens riches et privilégiés<sup>19</sup>. Nous représentions peut-être pour elles un espoir de s'en sortir, une manière de récompense immédiate, une curiosité.

---

<sup>19</sup> Au cours du séjour, d'autres images m'ont été prescrites. La plus tenace a été celle d'une missionnaire religieuse, sans doute en raison d'autres étrangères venues avant moi. Malgré mes efforts pour expliquer que je venais pour faire une recherche, certains citoyens m'ont appelé « Ma Sœur » jusqu'à la fin, avec tout le respect et les égards que cela implique.

Cette prise de conscience brutale m'a fait sentir étrangère d'un seul coup et me faisait douter de la sincérité des gens dans la démarche<sup>20</sup>. Cette expérience m'a fait réaliser l'aspect parfois dérisoire de nos efforts pour communiquer. Cette violence est la plus insidieuse, car elle s'inscrit dans des rapports quotidiens. Elle « nous » renvoie à une violence que « nous » représentons à titre de Nord-américains : celle d'une domination historique. Comment réconcilier des univers si différents ? Comment partager nos privilèges pour établir une certaine réciprocité et combler cette distance afin de dialoguer ?

Devant cet écart apparemment irréconciliable, la culpabilité « nous » affecte nécessairement et je crois bien que cela faisait partie de la relation que ces femmes avaient entretenues par le passé avec d'autres étrangers car peu de temps après, elles ont commencé à nous demander des choses<sup>21</sup>. Je reviendrai plus loin sur la question éthique soulevée par la distribution de prix de participation et aussi sur la culpabilité (qui entraîne le désengagement).

Au fil des entrevues, les problèmes de la corruption, de la dictature et du terrorisme ont été largement discutés alors qu'aucune question ne les abordait. Les thèmes de la violence ne trouvaient pas de canal dans les chemins de compréhension que j'avais tracés, mais ils se sont imposés dans l'analyse, comme ils le font dans la vie quotidienne des *Tambograndinos*.

Je n'ai pas à ce jour de réponse, d'attitude à proposer, pour faire face, humainement, à la violence. Il ne s'agit pas d'y être simplement sensible et de tenter de comprendre. Il y a aussi cette impuissance, ce sentiment de culpabilité à gérer. Chacun, je suppose, réagit de manière différente à la violence qu'il symbolise et qu'il tend à reproduire à travers les institutions.

Dans le cadre de la recherche, cette violence prend la forme « d'un événement », puisqu'on s'y expose volontairement dans un espace-temps restreint (mais qui influence nos habitus à

---

<sup>20</sup> Le fait de voir la relation sous l'aspect des intérêts des femmes dans un moment de désintéressement de ma part était troublant. Mais j'ai été obligée d'admettre qu'en d'autres occasions, l'inverse s'était produit, c'est-à-dire que des échanges ont été motivés de manière désintéressée par les membres de la communauté alors que j'étais davantage préoccupée par « la cueillette de données ».

<sup>21</sup> Certaines personnes nous demandaient des cadeaux pour leur famille et d'autres nous demandaient davantage : des investissements dans des microprojets, de l'aide pour immigrer au Canada, etc..



long terme). Dans son analyse, le chercheur absorbe cette violence dans la totalité du conflit et développe un sentiment d'extériorité. Mais celui-ci est un leurre car il ne peut s'abstraire de la violence qu'il représente et qui affecte les acteurs.

### 1.2.3 Comprendre le changement au cœur de l'événement

Pour comprendre le conflit, j'ai dû faire abstraction<sup>22</sup>, jusqu'à un certain point, de la violence qu'il exprimait, comme j'ai dû trahir « le sens » que les *Tambograndinos* donnaient à leur lutte. J'ai retiré les pouvoirs unificateurs de la lutte en l'objectivant<sup>23</sup>, en faisant référence à d'autres luttes, à des concepts et à des théories interprétatives du discours. Pourtant mon intention première était de donner la parole aux gens et de « laisser parler les faits ». Que s'est-il passé ? « Mes faits » auraient-ils été trop bruyants ? Le débat organisé lors de la présentation des résultats préliminaires de cette recherche en mai 2006<sup>24</sup> a beaucoup contribué à mes réflexions par rapport à la responsabilité des intervenants et des chercheurs et à la question de l'objectivité, c'est-à-dire à la propension des acteurs (y compris le chercheur) à présenter l'événement comme une « réalité objective ».

De Certeau (1968) explique que l'événement est vite objectivé, remis dans le cadre du connu, par ceux qui tentent de l'expliquer de l'extérieur. Il est vrai que durant la phase de distanciation, il arrive parfois qu'on se détache complètement de l'objet : on est en orbite, sans contact radio. L'événement, le conflit, est vidé de son sens premier ou encore idéalisé

---

<sup>22</sup> Des travaux de recherche sur la coopération, que j'ai réalisés en 2002 auprès de stagiaires québécoises à Lima, révélaient que celles-ci étaient prêtes à subir des situations difficiles et désagréables, mais devant la possibilité de devoir vivre dans ces conditions sur une durée prolongée, leur seuil de tolérance n'était pas le même au point de leur paraître inacceptables. Cette relativisation culturelle est donc rendue possible du fait qu'elles ne perdent pas leurs privilèges et que l'expérience est de courte durée (8 mois). L'abstraction de la violence est donc rendue possible, dans ce cas, par le maintien de ses privilèges.

<sup>23</sup> Berger et Luckmann (1996) expliquent l'objectivation comme un processus d'appréhension de la réalité comme objective, c'est-à-dire « constituée d'un ensemble ordonné d'objets qui ont été désignés comme tels avant même que j'apparaisse sur la scène » (p. 35). La lutte est réduite à l'état d'objet, immuable, pour être soumise à l'observation.

<sup>24</sup> La manière de présenter les résultats visait à ne pas hiérarchiser les acteurs dans la lutte ni objectiver l'histoire par un choix arbitraire des « faits importants ». Cette façon de faire, qui se voulait plus respectueuse des sujets, accordait en fait un préjugé favorable aux exclus et leur donnait plus d'importance que celle attribuée par les dirigeants et leaders de la lutte. Ces derniers ont d'ailleurs revendiqué leur responsabilité pour certains des événements.



lorsque les chercheurs glissent subrepticement dans le monde de la morale. Cette distanciation peut produire des résultats intéressants d'un point de vue analytique. Mais à quoi et à qui sert cette analyse ? Voilà une question éthique fondamentale à laquelle je répondrai dans la conclusion.

Dans leurs récits de la lutte, les résistants se réfèrent à des symboles et à des notions qui paraissent parfois incohérents avec leur lutte, car ce sont des notions attachées à la culture et à la science qu'ils refusent. Par exemple, l'utilisation du terme *pacha mama* (terre mère), lié à la « culture indigène », paraissait passéiste aux yeux de certains intellectuels de Lima. L'événement leur permet d'intégrer « l'aberrant », dit De Certeau, se référant à cette « récupération » (appropriation) d'un langage ancien pour désigner une situation inédite.

Le chercheur, en tentant de comprendre l'événement dans les termes existants, ceux qu'il connaît puisqu'ils sont récupérés par les résistants dans la construction de l'événement, réifie un phénomène qui n'a pas encore produit ses potentialités. La crise a des aspects de répétition ou de mise en scène, mais, selon De Certeau (1968), il ne faut pas définir le symbolisme comme une réédition même s'il mime des événements anciens. Ainsi, l'utilisation des termes liés à la « culture indigène » ne doit pas être interprétée dans le contexte passé, mais bien dans leur contexte de réappropriation.

On ne peut se contenter de cette forme première que prend la contestation quand d'abord elle se raconte. Le témoin, quand il se raconte, avale un événement hétérogène et l'utilise. Il fait un récit autobiographique, comme le chercheur le fait à son tour en expliquant l'événement dans ses manifestations plutôt que dans sa signification. L'étude du symbolique exige qu'on prenne en compte les contextes de références multiples qui se juxtaposent dans l'événement, dont les siens.

S'il y a une vérité qui est dévoilée dans les phénomènes de communication, « c'est une vérité personnelle qui articule l'expérience la plus absolue sur le langage d'une société » (De Certeau, 1968, p. 41). Le défi le plus essentiel consiste à comprendre ce que la foi, la croyance qui investit les symboles perceptibles, a de fondamental dans la construction de la réalité sociale et individuelle. Il s'agit de percevoir les ressorts psychologiques en jeu dans la

construction de l'identité, non pas comme une simple expression de ce que l'on aurait intériorisé de l'extérieur, mais comme une infinité de possibilités, de potentialités.

Il faut donc savoir saisir des indices de cette transposition de sens souvent occultés par un langage chargé symboliquement. De Certeau (1968) dit qu'il faut chercher le coefficient qui affecte tous les mots et les gestes, le nouveau sens, le nouveau statut symbolique qui change tout. La prise de parole est ainsi un indice, mais la prise de pouvoir est la manifestation concrète qu'un changement s'est opéré. Elle se concrétise de diverses manières, dans des institutions anciennes comme nouvelles. Elle se perçoit également dans la trajectoire, dans la manière d'envisager l'avenir et de faire face aux incertitudes, avec des attitudes nouvelles. Il ne s'agit pas de jouer au devin, mais bien d'autoriser plusieurs significations à co-exister, et pour cela il faut faire usage de son imagination, être prêt à accepter l'inconcevable.

En résumé, le rôle du chercheur est d'abord de tout mettre en œuvre pour comprendre les enjeux et les significations en fonction du contexte de l'événement. « Dans la mesure où il nous a surpris, l'événement doit nous apprendre à nous méfier d'habitudes mentales, ou de réflexes sociaux qui nous porteraient à lui retirer tout sens ou à l'oublier », affirme De Certeau. C'est à cette condition seulement que l'on peut sortir des pièges du discours et des paradigmes du développement qui tendent à s'imposer.

### 1.3 Comprendre les cultures et sortir des paradigmes du développement

Un des défis de ma recherche était d'étudier une lutte identitaire « sans tomber dans la mythification de la vérité ou l'ironie du scepticisme » (Escobar, 1996). Pour comprendre l'événement, il faut pouvoir se référer à la « normalité » d'une communauté donnée, à ses contextes de référence, à sa culture. En même temps, on se doit de trouver des manières de ne pas considérer « le peuple » dans les termes unificateurs de cette culture qui prévalent spécialement durant la lutte — car essentiellement déterminés par un discours idéologique — ou encore à travers les termes proposés par l'appareil de développement, comme une entité uniforme, qui serait définie par quelques indicateurs et statistiques.

Le défi est de taille. Comment étudier les effets culturels du développement sans endosser ou répéter ses termes ou se référer à ce qui existe pour soi, sans projeter « sa » seule vision ? Comment appréhender, comme chercheur, la pleine mesure du développement comme phénomène construit<sup>25</sup> sachant que son point de vue est nécessairement ethnocentré ? Le concept même de résistance est habituellement théorisé en relation avec les cultures occidentales, c'est-à-dire par rapport à une certaine critique du modèle néolibéral et surtout en référence à un contexte de vie très différent. L'exemple de l'environnement est éloquent. Le « Nord » a tendance à projeter ses préoccupations et à penser que la lutte pour la protection de l'environnement au Sud prend le même sens, ou encore à penser que la différence culturelle fait en sorte que l'importance donnée à l'environnement est moindre, ce qui justifie des interventions prédatrices. Il est nécessaire de questionner ce genre d'*a priori* susceptible d'avoir des conséquences sur le développement.

La complexité des phénomènes dans les relations interculturelles dépasse parfois notre entendement du sens commun. Mais peut-être dépasse-t-il aussi la capacité du milieu scientifique actuel qui se voit devant le dilemme de penser le monde dans des termes qui n'existent pas encore<sup>26</sup>. Dilemme qui, on le verra dans le chapitre suivant, se traduit par l'absence de modèle alternatif et qui s'explique en partie par le désengagement des intellectuels.

Le manque d'alternatives explique que la plupart des gens ont du mal à se représenter le Tiers Monde en dehors des termes et des images qui leur ont été présentées et des stéréotypes véhiculés par les médias et par les institutions en général. Les images intériorisées que l'on reçoit des médias sont celles de pays surpeuplés, continuellement affamés, illettrés, pauvres et surtout incapables d'agir sans l'intervention du développement (Escobar, 1995).

Le risque de reproduire de telles représentations est bien réel et lourd de conséquences comme l'illustre Escobar avec l'analyse des représentations produites sur les paysans, sur les

---

<sup>25</sup> L'ethnométhodologie donne la place centrale à l'acteur local, mais l'objet n'en est pas moins construit. Le chercheur en appelle de ses références et ses propres expériences pour comprendre le sens donné par l'acteur.

<sup>26</sup> Certains répondront à ce dilemme par le scepticisme, en critiquant tout. Mais comment alors, sans certains principes moraux, répondre aux problèmes, c'est-à-dire « s'engager » dans leur résolution ?

femmes et sur l'environnement, qui ont été idéalisées, objectivées et mythifiées pour servir l'appareil de développement. Mais les études sur le terrain démontrent que la réception de ces modèles par les populations est loin d'être passive. Ces modèles sont intégrés, superposés pour en faire des « cultures hybrides ». Cela dit, les conséquences des représentations projetées par l'Occident doivent faire l'objet d'une prise de conscience et de plus d'attention afin d'en saisir les impacts et d'agir de manière responsable en tentant de ne pas reproduire les inégalités qu'elles véhiculent souvent. Les conséquences des identités prescrites par l'Occident ont pu être appréhendées grâce à mon expérience sur le terrain, c'est-à-dire en expérimentant moi-même les prescriptions que « l'autre étranger » (communauté de Tambogrande) m'attribuaient et vice-versa.

### 1.3.1 Échanges, réception active et confiance

Comme je l'ai mentionné, certaines expériences au cours de la recherche m'ont fait prendre conscience des identités que les membres de la communauté de Tambogrande m'attribuaient. J'ai eu à composer avec ces « identités prescrites » même après les séjours sur le terrain, c'est-à-dire tout au long du processus d'analyse et de rédaction : identité de femme blanche, Nord-américaine, favorisée économiquement, faisant partie de l'élite intellectuelle, etc. Toutes ces identités liées à mon apparence, à mes méthodes et à mon rythme de travail ou à mes façons de m'exprimer, véhiculent des stéréotypes, des « préjugés », c'est-à-dire que les individus émettent un premier jugement fondé sur leur perception d'un ensemble d'éléments en fonction de leurs expériences précédentes; jugement qu'ils cherchent à valider ou à invalider.

Ainsi, le problème du chercheur dépasse le jeu des projections dans l'immédiat. Il doit envisager l'existence de toutes les expériences antérieures qui ont pu valider certaines perceptions par rapport aux étrangers, perceptions qui sont projetées sur le chercheur de prime abord et qu'il doit contribuer à valider ou à invalider, par rapport à son propre sentiment d'identité, en intégrant ces « images », ces représentations de lui-même ou en les contestant.

Évidemment, j'ai résisté (et je réagis toujours) à ces prescriptions. J'ai tenté, tout au long des échanges que j'ai eus avec les membres de la communauté de Tambogrande, de montrer que ces « impressions » ne correspondaient pas à « mon identité », qui est plus complexe. C'est par ce mouvement de résistance que j'ai appris « à me reconnaître », c'est-à-dire à me définir par négation. Bien que je ne voulais pas me restreindre à accepter ces identités « simplificatrices » prescrites de l'extérieur, il fallait toutefois que j'admette qu'elles faisaient « aussi » partie de mon identité, c'est-à-dire d'un « nous », qui symbolise, sur la scène extérieure, le meilleur et le pire de la société canadienne, nord-américaine, occidentale...

Le processus de reconnaissance quotidien a ainsi été exacerbé par l'expérience interculturelle vécue au Pérou. Il m'a permis de mieux comprendre comment les membres des communautés du Sud vivaient le développement et surtout comment ils se positionnaient par rapport aux visions du développement qui tendent à s'imposer de l'extérieur. C'est donc par l'intersubjectivité, par cet effet miroir, qu'il m'a été donné de comprendre comment se composait la construction identitaire de l'autre à travers les transformations de ma propre identité, dans une dynamique de réception active des images qui m'étaient prescrites et qui s'imposent au quotidien avec plus ou moins de violence, dans un jeu de « coersédution »<sup>27</sup>.

Comme je l'ai évoqué antérieurement, l'introduction d'une forme de rétribution dans la relation avec les personnes interviewées a soulevé de nouveaux dilemmes dans la recherche. L'exemple de la distribution de prix de participation ne pose pas seulement le problème de l'équité dans la distribution lié à la « conscience éthique » du chercheur : elle pose également un dilemme lié à l'image d'impartialité, de rigueur et de confiance que les chercheurs veulent projeter et à leur lutte pour ne pas être associés à « l'image de domination »<sup>28</sup>.

---

<sup>27</sup> Alliant à la fois le processus de socialisation comme résultant de la coercition sociale (Durkheim) et comme découlant au contraire de la séduction (Tarde), Ravault (1986, p. 259) utilise le néologisme « coersédution » pour rendre compte de processus psycho-socio-culturels, par lesquels les relations interculturelles sont construites.

<sup>28</sup> Les symboles du pouvoir étranger sont souvent liés à l'argent propre des humanitaires ou à l'argent sale de la corruption ou des transnationales. En ce sens, je pourrais dire que je vivais mes identités de manière coercitives quand je représentais le pouvoir négatif, et de séduction quand je représentais le pouvoir positif.

À partir du moment où des chercheurs ont utilisé des incitatifs matériels (des « cadeaux » ou une rétribution en argent) en échange des entrevues, un précédent avait été créé dans la communauté. De fait, le précédent avait été créé par l'entreprise minière (et par les stratégies clientélistes des dictateurs antérieurs) et il y avait un certain malaise de la part des chercheurs péruviens à utiliser les mêmes méthodes.

Peu importe la manière de procéder, toute rétribution implique que l'on considère « aussi » la relation comme intéressée (ce que les puristes ne veulent jamais admettre). Les ONG et les publicitaires, qui ont organisé la campagne d'incidence pour Tambogrande<sup>29</sup>, étaient d'avis que les mêmes armes devaient être utilisées puisque « la pensée dominante » réussit très bien par ces moyens<sup>30</sup>. « Il faut plutôt se questionner sur l'origine de nos scrupules, dit Paul Gogin de l'agence *VenVa*, si les gens apprécient les cadeaux, pourquoi ne pas leur en donner, puisque nos intentions dans la relation sont saines ? Qui n'aime pas recevoir quelque chose gratuitement ? ».

Selon Gogin, le cadeau ne devrait pas symboliser la manipulation par association avec la compagnie minière puisque l'échange se situe dans un autre contexte. Du reste, les gens ne sont pas dupes et ils ont parfois pris ce qu'on leur donnait sans toutefois se « faire acheter ». Ils ont su déjouer « les manipulateurs », en s'appropriant les discours, les images d'eux-mêmes et les biens matériels de manière active<sup>31</sup>.

Selon cette perspective, l'échange, symbolique comme matériel, doit être considéré dans une dynamique de « réception active », c'est-à-dire en considérant que les gens sauront décider par eux-mêmes de la sincérité de la relation selon les intérêts qui sont les leurs et en fonction

---

<sup>29</sup> La campagne tenue à Lima et conçue par l'agence *VenVa* évoquait la disparition des citrons (et du mets national, le *cebiche*) à cause du projet minier.

<sup>30</sup> Moscovici aurait soutenu que la consistance des minorités constitue leur principale force et qu'une attitude plus radicale, c'est-à-dire le refus d'utiliser les moyens empruntés par l'entreprise, eut été garant de l'adhésion de la population.

<sup>31</sup> Le débat concernant les façons de voir les foules « manipulées » par les médias n'est pas nouveau. Ravault (1986) souligne que le phénomène continue d'exister car des « chercheurs de toute origine, œuvrant surtout dans l'élaboration de politiques nationales ou internationales de communication, adoptent fréquemment (une) conception victimisante de la communication » (pp. 253-254). Selon Mattelart (in Ravault), « cette victimisation des auditoires a pour objectif insidieux de sauvegarder les intérêts de la classe dominante » (1974, p. 69).

des expériences significatives qui influencent leurs perceptions. Le chercheur devra admettre ses propres intérêts dans la relation s'il aspire à l'authenticité. Cette prise de conscience et le dévoilement de ses intérêts constituent les éléments d'une éthique personnelle pré-requise au dialogue, c'est-à-dire qu'une « prise de position claire » fonde le sentiment de confiance nécessaire au dialogue.

Faire confiance, c'est, d'une certaine façon, se déterminer spontanément, en faisant l'économie d'une analyse fouillée et rationnelle<sup>32</sup>. La confiance a une utilité sociale évidente au sens où elle favorise l'attitude de coopération de même que toute l'activité économique, les échanges, la prise de risque et les initiatives. Toute société organisée tend d'ailleurs à générer en son sein un certain niveau de confiance, dont elle peut difficilement se passer pour exister en tant que collectivité solidaire, mais aussi un sentiment opposé de méfiance, par rapport aux autres, au sens des personnes non-reconnues membres de la communauté, voire exclues.

La confiance est d'abord le fruit d'un effet d'expérience : la réussite répétée d'une action construit la confiance, qui peut conduire à une forme de comportement réflexe. C'est pourquoi il est irréaliste de vouloir établir un lien de confiance sans y investir du temps ou sans tenir compte des réseaux de relation en lien avec la communauté étudiée. Et cela ne dépend pas que de l'intervenant. L'histoire que la communauté a eue avec les agents externes place le chercheur *de facto* dans une situation favorable ou défavorable par rapport à la confiance qui pourra ou non se développer. Le chercheur dépend, dans une certaine mesure, d'expériences passées qui ont été positives ou négatives et qui ont forgé un certain nombre de conceptions de l'étranger.

Le fait de vivre dans une société occidentale qui se proclame représentative de la « réalité », qui se présente comme une référence et un modèle, rend sans doute ce travail de prise de conscience plus difficile, d'où la nécessité de se doter d'outils pour faciliter le dialogue. C'est un peu aller à contre-courant de ses réflexes que d'abandonner le confort de ses certitudes, mais au fond, quand cela a été expérimenté et que l'on a saisi tout le potentiel que cela revêt,

---

<sup>32</sup> La confiance renvoie à une attitude générale, rencontrée dans des circonstances multiples, où une personne détermine son comportement sur la base d'un sentiment plus que sur un raisonnement ou sur une recherche totale de preuves.

l'exercice devient une « éthique de vie » et le processus d'apprentissage se poursuit tout au long de son existence, alimenté par la volonté « d'être avec l'autre ».

#### 1.4 Enseignements tirés de l'expérience

Ce que mon expérience de recherche m'a appris avant tout, c'est le sens de l'engagement. S'engager, c'est, pour moi, établir un dialogue avec les sujets de la recherche et acteurs du développement et prendre ses responsabilités par rapport à des objectifs partagés, puisque les bases de cette relation dépendent en grande partie du « contrat initial ». Dans mon cas, le contrat a été établi à partir d'une proposition de ma part et avait la particularité de ne pas « défendre une option de développement », comme la plupart des études d'impacts et enquêtes d'opinion menées durant la lutte. Il fallait donc, par le dialogue, réconcilier deux expériences : l'une très engagée et l'autre plus désintéressée. Il me fallait trouver le moyen de « m'engager de manière désintéressée » !

Agir de manière responsable signifiait pour moi conserver une distance critique tout en mettant en œuvre une approche qui accorderait une « place centrale » aux sujets dans les questions concernant leur développement, tout en assumant ma subjectivité. J'ai appris à dialoguer en me situant par rapport à l'autre dans un jeu d'intersubjectivités par lequel diverses identités se formulent en fonction des situations d'interaction. Ce dialogue s'est produit au fil des rencontres, mais s'est poursuivi également au cours de l'analyse et de l'écriture, enchevêtré avec la trame des autres dialogues dans lesquels moi et les acteurs étions respectivement engagés<sup>33</sup>.

Le dialogue a procédé d'un mouvement d'introspection-représentation, situant à la fois ma place comme chercheur-auteur et celle des acteurs du développement. La construction de mon objet s'est donc réalisée dans un va-et-vient entre identification et distance, entre appartenance et autonomie, à la recherche de la bonne distance pour préserver et affirmer

---

<sup>33</sup> Il est intéressant de constater qu'à la suite d'une rencontre, le dialogue ne cesse jamais. Il se poursuit en se superposant à d'autres rencontres et à travers l'imaginaire au point de réinventer complètement nos expériences passées. Chaque rencontre est ainsi chargée d'une multitude d'identités, dont certaines s'imposent plus que d'autres.



mon identité, me sentir en sécurité dans le dialogue, et suffisamment autonome pour exercer mes propres potentialités scientifiques.

Pour élaborer ma propre éthique d'intervention, j'ai donc dû analyser la logique de ma propre démarche et de ma subjectivité, c'est-à-dire comprendre comment mes intuitions et habitus m'ont influencé dans la recherche et comment mon identité s'est transformée au cours de l'expérience interculturelle.

J'ai voulu tout consigner, tout noter, mais l'expérience m'a démontrée que je devais aussi être capable de « me lire entre les lignes ». Ainsi, en me relisant, j'ai pris conscience de ma propre position en tentant de mieux comprendre pourquoi je m'identifiais à la lutte étudiée. J'ai compris que je m'identifiais à cette lutte par rapport à des problèmes d'inégalités vécus à l'échelle mondiale, mais aussi par rapport à des enjeux identitaires propres à mon contexte, à des crises identitaires devant lesquelles je cherchais de nouveaux schémas de résolution de problèmes.

#### 1.4.1 En résumé

Au moment de mon dernier séjour, en mai 2006, le conflit s'était apaisé, mais les gens n'en étaient pas moins dans une dynamique de représentation. Lors de la présentation des résultats préliminaires de l'enquête au Pérou, j'ai sous-estimé l'importance de « l'unité » des *Tambograndinos* en pensant qu'ils pourraient remettre en question les fondements de leur unité et admettre les inégalités internes que je soulevais dans mon analyse.

En présence d'autres acteurs susceptibles de percevoir « l'aveu d'inégalités » comme une faiblesse de leur mouvement, une faille à l'unité, il était peu probable que les opposants au projet minier se prêtent à cette autocritique<sup>34</sup>. Le contexte ne favorisait pas cela et les gens n'avaient pas d'intérêt à le faire. Dans les circonstances, ma prise de parole m'a exposée à certaines critiques fort instructives, comme la déclaration d'une participante très engagée

---

<sup>34</sup> Dans le dialogue, chacun ne partage pas nécessairement le même intérêt et la même volonté de s'auto-critiquer ou possède la même capacité de le faire, qui se développe avec l'expérience et l'affirmation d'une préoccupation éthique en ce sens.

dans la lutte. Cette dernière a dit que « le peuple était plus uni que jamais et que la culture était homogène au sein de Tambogrande ». Cet échange a donc réitéré, encore une fois, l'importance des contextes et, comme l'affirme De Certeau (1968), la nécessité d'appréhender les événements dans la totalité de la construction des acteurs.

Ma recherche d'équilibre entre la prise de conscience et l'esprit critique par rapport à la situation étudiée m'a incité à me questionner et à comprendre pourquoi je m'identifiais à « la dimension révolutionnaire de l'objet » sans m'exclure de la relation, c'est-à-dire sans opérer une hyperdistanciation par rapport au phénomène étudié au point de perdre contact avec mes propres références pour l'interpréter. Cet effort s'est traduit par le choix des méthodes utilisées et par le style d'écriture privilégié. La démarche d'analyse et d'écriture atteste de la présence implicite des différents lecteurs pour qui j'ai accompli ce travail. Chaque moment de l'écriture est lié à l'un ou à l'autre des groupes de lecteurs : acteurs péruviens, milieux académiques et d'intervention du Nord, et moi-même, dans mon effort de réflexivité. En rendant plus explicites les publics, la démarche de cette thèse m'a enseignée à mieux comprendre mes motivations, l'influence de mes expériences passées et l'effet changeant et profond qu'une rencontre peut occasionner dans ma façon de voir le monde et réciproquement.

À la fin du processus d'écriture, je constate que l'ensemble du récit de la thèse tente d'établir un équilibre entre là-bas et ici, mais surtout entre les différents lecteurs, entre moi et l'autre. Cette dialectique entre soi et l'autre m'a fait comprendre que l'autre représente un reflet de soi. C'est donc au contact et par l'analyse de ma relation avec les membres de la communauté de Tambogrande que j'en suis venue à la conclusion que la réflexivité était essentielle à la compréhension et au dialogue, chose que je savais en principe, mais que je n'aurais pas eu la même capacité d'appliquer sans l'avoir vécu et analysé de cette façon.

Les principes éthiques que je propose dans le prochain chapitre peuvent servir d'outil afin d'éviter certains réflexes ethnocentristes de la part du chercheur et de l'intervenant, mais ils visent surtout à aider l'intervenant à considérer la complexité des phénomènes identitaires en contexte de conflit dans une perspective de réception active. Le chapitre II tente d'expliquer, d'un point de vue théorique, ce qui fait obstacle au dialogue et incite à la simplification et à

l'ethnocentrisme. J'y propose quelques outils conceptuels facilitant la compréhension de la relation avec les communautés aux prises avec des problèmes de développement.

La prise de conscience de ma place par rapport à celle de l'autre, dans l'expérience de recherche, m'a permis de comprendre que le problème de l'ethnocentricité était intimement lié à celui de l'engagement (ou plutôt du désengagement). Devant l'absence de repères, de visée égalitaire incarnée dans un projet politique ou éthique, l'absence de moyen pour traverser l'incohérence et l'incertitude est compensée par l'objectivation du sujet, de l'événement, de l'histoire et l'occultation des dimensions morales qu'impliquent les projets de développement.

## CHAPITRE II

### PRINCIPES D'INTERVENTION ET APPROCHE THÉORIQUE

#### 2.1 Les enjeux du travail de recherche

Une éthique de l'intervention doit, d'après moi, réhabiliter l'acteur local au cœur du projet de développement et mettre en lumière la subjectivité (et l'ethnocentricité) des intervenants/chercheurs, comme leurs habitus scientifiques et sociaux. Par ailleurs, le chercheur doit lever le voile sur la complexité des phénomènes interculturels et sur la multiplicité des points de vue des acteurs, c'est-à-dire permettre de relativiser les schémas d'interprétation des cultures dans les relations de coopération.

Mon expérience m'a démontré que la compréhension procède, entre autres, de deux manières : par décontextualisation et par identification. Cependant, ces deux procédés ont des conséquences lorsqu'ils sont utilisés pour appréhender un objet de recherche. L'effort de distanciation, par son effet de décontextualisation, entraîne d'une part l'objectivation et la réification de l'objet de recherche et des valeurs de domination et d'inégalité que peut véhiculer une certaine conception du développement. D'autre part, l'identification se fait à partir d'un « noyau de notions maîtresses » liées à sa culture qui hiérarchise, centralise l'attention du chercheur sur certains éléments plutôt que d'autres (Morin, 2005). Qu'il s'agisse d'idéologies ou de théories, ces systèmes d'idées auxquels le chercheur se réfère dans son travail sont essentiellement ethnocentrés par la sélection et l'organisation des données qui lui semblent significatives.

L'approche théorique utilisée pour appréhender l'objet d'étude sera analysée dans ce chapitre, laissant entrevoir les limites des paradigmes actuels. Une vision élargie de la culture a été privilégiée dans l'analyse de cas. Selon la perspective constructiviste, j'ai opté pour appréhender l'objet à partir des systèmes d'interprétation des acteurs par rapport aux phénomènes qui affectent leur développement. Par ailleurs, j'ai considéré les phénomènes interculturels comme des systèmes complexes dont les acteurs étaient les composantes principales, dans leurs multiples dimensions, dont celles qui relèvent de l'imaginaire et du symbolique. Je poursuis ici la réflexion par rapport à l'analyse des systèmes pour comprendre les rapports sociaux.

Le présent chapitre s'attarde d'abord sur trois types de problèmes faisant obstruction à l'effort de décentrement et de dialogue. Le premier obstacle touche l'engagement du chercheur envers la communauté avec laquelle il tente d'établir un dialogue : il s'agit de la difficulté d'établir un rapport d'équité. Le second obstacle est lié au premier dans sa dimension structurelle : comment exercer, avec une préoccupation éthique, un travail de recherche ou d'intervention dans un contexte de dépendance et de contraintes matérielles et institutionnelles. Il s'agit d'aborder la difficulté à maintenir une continuité dans les rapports de coopération. Et le dernier obstacle sur lequel j'ai porté ma réflexion touche la place et le rôle des scientifiques, c'est-à-dire leurs motivations et leurs incidences dans la résolution des problèmes de développement. Comment les paradigmes scientifiques facilitent ou contraignent la résolution de problèmes d'ordre scientifique dans le domaine des sciences sociales ?

Certains réflexes des chercheurs, comme celui de centrer davantage son attention sur la méthode (qui est palpable) au lieu des phénomènes, témoignent des difficultés de donner la « place centrale » à l'acteur. Certains auteurs décrivent les fondements de l'ethnocentrisme contemporain par « l'angoisse de l'incertitude » et la « culpabilité de l'inégalité ». Ces « sentiments » interviendraient dans les processus de compréhension, dont les enjeux de décontextualisation et d'identification ont été mentionnés plus haut.

### 2.1.1 Engagement pour le dialogue

Mon raisonnement gravite autour d'un principe éthique central : celui de l'engagement. Partant de cet engagement à réhabiliter l'acteur local au sein des projets de développement qui le concernent, je propose d'affronter les obstacles idéologiques, structurels et épistémologiques en adoptant une posture intellectuelle et éthique, celle de l'engagement, permettant d'éviter de vider le phénomène étudié (l'événement) de sa substance en l'objectivant, ou de se laisser « subjugué par ses pouvoirs mythificateurs ».

L'affirmation du principe d'engagement découle de mon expérience de recherche au Pérou. Celle-ci m'a enseigné deux attitudes préalables à l'engagement, qui m'ont permis d'acquérir des connaissances et des aptitudes dans ma quête d'équilibre entre soi et l'autre, entre la subjectivité, la recherche de cohérence et la distance critique, entre « la dimension morale » et la rationalité. D'une part une attitude réflexive, qui a contribué à une prise de conscience de ma position par rapport à l'objet de recherche (et à une meilleure compréhension de ma place dans le monde), ce qui m'a permis d'identifier mes *habitus* et de prendre conscience de l'idéalisation que j'opérais envers l'objet. D'autre part, une attitude rétrospective critique nécessaire pour questionner les références, les concepts et les théories utilisés pour comprendre un phénomène et des situations qui m'étaient étrangères. Cette attitude m'a permis notamment de mettre l'instrument, la méthodologie, au service de la recherche et non l'inverse. Ces attitudes, qui peuvent sembler contradictoires, sont en fait complémentaires et constitutives de l'engagement.

Comme nous l'avons vu dans les chapitres antérieurs, Freire n'a pas résolu le dilemme d'égalité dans le dialogue. En soulevant, par sa méthode de conscientisation, le problème de classe (ou de statut) entre l'intervenant et l'apprenant, Freire apporte la nécessité pour l'éducateur de se placer dans une position d'apprenant. Cette posture d'humilité et d'ouverture rejoint le principe éthique « d'engagement » envers les populations impliquées dans la relation de coopération.

Partant de l'idée que le travail intellectuel vise une prise de conscience et non le désengagement des acteurs, l'engagement du chercheur pour le développement dépendra des moyens investis et de la durée de la coopération.

Toute intervention passe plus ou moins par trois phases : l'identification du problème (le diagnostic) et la prise de conscience de la situation d'oppression (pour reprendre les termes de Freire); l'engagement dans l'action pour résoudre le problème, ce qui implique d'avoir élaboré un schéma de résolution et enfin; la cristallisation ou l'adoption d'un nouveau modèle.

Freire a décrit le passage angoissant entre l'identification d'un problème et l'engagement pour sa résolution. Au-delà de la prise de conscience de l'inégalité, l'absence de réponse à de nouvelles problématiques entraîne un sentiment d'angoisse susceptible d'entraîner un désengagement si les « aidés » ne sont pas accompagnés. « C'est une des fonctions des leaders de représenter concrètement l'unité et la cohérence du groupe [...] et des intellectuels d'expliquer les nouvelles valeurs et de justifier la continuité des positions et du système de pensée du groupe » (Mucchielli, p. 70). Ainsi, les minorités actives, les intellectuels et les intervenants ont le devoir d'assurer la continuité ou d'accompagner les communautés dans les discontinuités qu'ils feraient subir par leur intervention à leur identité (ruptures et crise).

Si le conflit est un passage nécessaire vers le changement<sup>1</sup>, les chercheurs ont donc la responsabilité de ne pas laisser les sujets d'une recherche face aux incohérences qu'ils auraient provoquées, sans que ces derniers n'aient les moyens de les surmonter... S'engager dans la voie d'une conscientisation a des implications multiples qu'il faut pouvoir anticiper. Si l'intervention s'arrête à cette étape, elle risque fort d'entraîner le désengagement plutôt que le changement.

Par ailleurs, le travail scientifique s'exerce dans un univers de contraintes dont il faut savoir jauger les conséquences. Lors de la présentation des résultats préliminaires de ma recherche

---

<sup>1</sup> Ma réflexion porte essentiellement sur le contexte de conflit et de changements provoqués par des « événements susceptibles d'entraîner des révolutions ». Il va de soi que d'autres type de coopération, ou les intervenants répondraient à un besoin technique concret d'une communauté, ne nécessitent pas les mêmes outils.

en mai 2006, les participants étaient invités à donner leur opinion sur les questions éthiques liées à la recherche et à l'intervention pour le développement. Les acteurs rencontrés ont dénoncé le fait que les intervenants externes amorcent souvent des projets d'intervention et de recherche sans y donner suite ou encore que les objectifs poursuivis ne correspondent pas toujours aux besoins sur le terrain.

Catalina Salazar Herrera, sociologue à la *Pontificia Universidad Católica del Perú* (Université publique à Lima), déplore que les projets de recherche s'attaquent à des dimensions micro alors que des recherches d'envergure devraient être menées pour pouvoir élaborer des politiques sociales. Selon elle, l'expertise locale est sous-utilisée et les agences internationales réinventent continuellement la roue au lieu de confier les projets de recherche aux universitaires péruviens, qui connaissent mieux les enjeux locaux.

De fait, les ressources financières qui servent à soutenir la recherche, comme l'intervention locale, transite par les réseaux internationaux. En plus d'influencer l'orientation des recherches et des projets en fonction des priorités des agences de développement, ceux-ci déterminent leur durée de manière souvent arbitraire. Cela a pour conséquence de provoquer un manque de cohérence et de continuité dans les projets de développement.

Si le chercheur a peu de pouvoir sur les conditions matérielles qui circonscrivent son travail, il doit toutefois tenir compte de ces contraintes et réfléchir aux conséquences des choix qu'elles engagent dans un contexte où ce n'est souvent pas le savoir sur le terrain qui fait défaut, mais les moyens et conditions de mise en œuvre. S'engager veut donc dire anticiper les problèmes concrets (et les conséquences possibles) qui pourraient être soulevés par ses recherches.

Enfin, s'engager signifie également comprendre pourquoi l'on s'identifie à l'objet et pour qui et pour quoi l'on fait la recherche : pour résoudre quels problèmes ? La situation de crise que traversent nos sociétés modernes exige une prise de conscience et un sens accru des responsabilités, dont la principale est de concevoir le sujet/l'acteur au cœur du projet de développement. En partant de ce principe central, il faut nécessairement adopter une éthique de l'intervention qui fera en sorte que les sujets participent aux diagnostics et aux choix des



moyens pour résoudre les problèmes qui les préoccupent. Je postule que cette éthique doit aussi faire une place centrale à la subjectivité du chercheur car ces deux conditions, de participation et de transparence, demeurent essentielles à l'établissement d'un réel dialogue<sup>2</sup>.

La confiance nécessaire pour établir un lien avec les sujets rappelle d'une certaine manière la primauté du subjectif sur l'objectif. La subjectivité a un rapport souvent difficile avec la connaissance et mon expérience de recherche témoigne du cheminement parfois laborieux pour l'assumer pleinement.

Il est nécessaire, en fait, de distinguer une connaissance se présentant comme absolue, en rapport avec les modèles de la science et des savants, qui a tendance à s'imposer par elle-même, à une connaissance plus dépendante du contexte et partiellement empirique. Le meilleur rempart à l'absolutisme scientifique repose sur une connaissance de sa position et d'une reconnaissance des idéologies, des valeurs et des manières de penser, qui influencent nécessairement l'analyse des phénomènes.

### 2.1.2 Prendre conscience de sa position

Apprécier les expériences d'autrui sans projeter sa perspective (personnelle, paradigmatique, occidentale, etc.) n'est pas chose facile. Il faut apprendre à prendre conscience de sa position, c'est-à-dire à reconnaître ses *habitus*, à savoir où l'on se positionne pour regarder l'objet et comprendre l'influence de ses *habitus* sur sa perception. Cela ne peut se faire que dans le contexte d'interactions avec l'autre. Ces rapports sont influencés par de nombreux facteurs tant d'ordre psychosocial (culpabilisation liée aux inégalités, angoisse de l'incertitude), qu'institutionnel (domination et violence institutionnalisées), faisant obstacle aux efforts de compréhension. Se positionner, comme nous l'avons vu dans l'étude de cas, se fait nécessairement par rapport à l'autre ou à un objet extérieur, c'est-à-dire en relativisant son appartenance culturelle<sup>3</sup> et les systèmes d'idées dominant sa pensée. En outre, la multitude

---

<sup>2</sup> Freire parle de la nécessité de l'éducateur d'apprendre dans la démarche. Ceci implique un effort d'introspection.

<sup>3</sup> Ensemble de règles de conduite, de relations sociales, qui varient selon les croyances, les conditions de vie et les besoins de la société d'origine.

des références qui entrent en jeu dans la comparaison est garante d'une relativisation moins ethnocentrée. Le relativisme culturel est parfois placé en contraste avec l'ethnocentrisme, qui fonde tout jugement d'une société sur le code moral de l'observateur. Au contraire, le relativisme culturel tente d'appliquer le comportement de groupes d'individus en fonction des standards de leur société, « ce qui n'exclut pas un travail pour l'amélioration des standards moraux des uns et des autres » (discussion avec M. Ravault, 2006).

Différents outils ont été développés, notamment par Hofstede et Escobar, pour faciliter cet exercice de relativisation en contexte interculturel et de coopération. Ces catégories peuvent aider l'intervenant à se situer par rapport à une autre culture à partir de critères, ou de pôles centraux du comportement humain, comme le rapport à l'autorité, au pouvoir, au temps et à l'espace.

Les catégories de Hofstede (1994) peuvent servir de balises pour relativiser l'interprétation de phénomènes qui sont en lien avec le développement, comme la pauvreté. Dans son étude sur l'approche collective à l'avenir, Hofstede a découvert un lien entre les contraintes environnementales et l'extériorisation d'émotions (indiquant un taux d'anxiété élevé), qui seraient le fruit d'efforts pour contrôler l'incertitude. En utilisant sa série de critères qui situent les cultures les unes par rapport aux autres, il est possible de relativiser les différences en trouvant les cadres de références explicatifs propres aux communautés étudiées.

Par exemple, Hofstede observe dans les pays latins un grand besoin de consensus se reflétant dans les pratiques religieuses et dans le respect de l'autorité. Le niveau élevé de contrôle de l'incertitude observé dans les pays latins est mis en corrélation avec une situation économique défavorable. Ceci permet d'entrevoir les liens complexes entre pauvreté et soumission, qui alimentent le « besoin de dépendance ». Ce type d'analyse, qui établit des liens entre plusieurs variables, évite de juger une culture en fonction des seuls paramètres de sa propre culture, qui, en l'occurrence, présente des conditions de vie fort différentes, ce qui explique, par exemple, que la perception de l'autorité et du pouvoir pose problème, tout comme celle du temps et de l'espace. Elle permet à l'intervenant d'être plus tolérant par rapport à un type de comportement qu'il ne valorise pas dans sa culture comme, par exemple, l'obéissance, la proximité, les « retards aux rendez-vous », etc.

Mieux vaut, par ailleurs, éviter de tomber dans le piège du relativisme culturel<sup>4</sup> et trouver un équilibre entre une *sur*-valorisation de la pauvreté, qui en ferait un idéal romantique (fusion), et une dissociation complète entre le chercheur et la communauté (rejet), qui ferait en sorte de percevoir les autres comme des « misérables sans culture incapables de sortir de leur pauvreté sans l'intervention d'un tiers ». Cette recherche d'équilibre est donc parsemée d'obstacles qui se traduisent dans la dialectique confiance/méfiance (fusion/rejet), qui est influencée par le contexte de la modernité qu'incarne souvent le milieu scientifique. Selon certains auteurs, ce milieu exacerbe parfois le désengagement, la méfiance et l'anxiété de même que la culpabilité au lieu de solutionner les problèmes à leur source.

#### 2.1.2.1 Mythification et universalismes

Escobar (1995) recommande de ne pas considérer *de facto* les projets locaux de développement comme des alternatives au modèle de développement ou encore de « les évacuer en les considérant comme des exposés romantiques d'activistes ou d'intellectuels<sup>5</sup> qui voient dans la réalité qu'ils observent seulement ce qu'ils veulent voir, refusant de reconnaître la dure réalité du monde, comme l'hégémonie capitaliste » (traduction libre de l'ang.)<sup>1</sup> (Escobar, p. 170).

La tendance à percevoir les traditions comme des phénomènes naturels est assez répandue. Les traditions, tout comme l'idéologie de l'appareil de développement, sont cependant des phénomènes construits. C'est pourquoi il est essentiel d'adopter une attitude critique par rapport au romantisme qui se dégage d'une certaine nostalgie du Nord donnant un préjugé favorable aux exclus, sans toutefois rejeter toute initiative inspirée d'un certain romantisme.

---

<sup>4</sup> Le relativisme culturel mène parfois à certaines dérives comme l'acceptation de pratiques « immorales » telles que l'esclavage ou le maintien des femmes dans une position d'infériorité. Ces dilemmes soulèvent la nécessité d'adopter une éthique de l'intervention pour trouver l'équilibre entre une attitude moralisante et le relativisme culturel. Dans la recherche, cette éthique prend la forme d'une multiplication des sources de référence.

<sup>5</sup> Le syndrome *small is beautiful* affecte donc « aussi » les chercheurs. Reste à savoir si le travail de terrain contribue à démythifier les situations ou, au contraire, occasionne une fascination encore plus grande sur les chercheurs.

Il faut simplement garder à l'esprit que populaire et marginal n'égalent pas forcément idéal ou équitable.

De Certeau (1968) voit dans la tendance à idéaliser le traditionnel l'absence de repères, qui a l'effet de provoquer la recherche d'autorité morale dans les traditions ou, à l'inverse, dans les arguments scientifiques. « La société est partagée entre technocratisation du progrès économique et *folklorisation* des expressions civiques et du populaire », dit-il. Cette absence de repères expliquerait, par exemple, la mythification de l'environnement et la recrudescence du paradigme indigéniste. Dans ce contexte, il est donc primordial de questionner les discours comme les acteurs qui se présentent comme des autorités. Qui a l'autorité de savoir ce qui est bon pour le monde ? La réponse est certainement complexe et nécessite des débats ouverts et perpétuels.

#### 2.1.2.2 Recherche de sens et de cohérence

Il y aurait, dans cette quête d'universalismes plus ou moins affirmée, une réponse à l'absence de repères. Cependant, ce besoin « d'appartenir à quelque chose de plus grand que soi » pour pouvoir comprendre le monde, s'oppose au besoin d'autonomie<sup>6</sup>. On recherche l'unité, la cohérence, les « valeurs universelles » qui transcenderaient les injustices et les violences. En même temps, l'autonomie nécessaire à affirmer son identité et à réaliser ses potentialités incite à prendre distance. Dans nos sociétés « individualistes », l'appartenance à un groupe fait peur et fascine en même temps. On a peur d'y perdre son individualité, qui est cependant en perpétuelle recherche de repères. La véritable question est de savoir comment trouver un sens dans l'éclatement de ces repères.

Le principal problème en sciences sociales réside dans la différenciation entre la morale, associée aux fondements de l'appartenance culturelle, et la construction de l'objet de recherche, associée aux stratégies de distanciation et d'identification du chercheur (subjectivité), qui sont plus ou moins bien assumées ou admises.

---

<sup>6</sup> Erikson (1968) dit que la dialectique de l'autonomie est l'un des problèmes fondamentaux de l'homme, qui fonde aussi son identité sur le sentiment d'appartenance au groupe, le sentiment de confiance et de solidarité. Moscovici pose, quant à lui, l'équité comme condition de l'influence et de la construction identitaire collective.

Dès lors que ces deux pôles sont différenciés, il est possible pour le chercheur d'intégrer à sa démarche ses appartenances en explicitant les normes de référence qui le situent sans les poser comme universelles. Ainsi, la distance critique (cette métacritique qui introduit le doute radical) n'est rendue possible qu'à partir de cet ancrage, dans une prise de position, qui distingue les sujets du chercheur, mais qui, en même temps, précise le lien qui les unit, en levant le voile sur le phénomène d'identification/objectivisation. En bref, il demeure indispensable d'assumer le fait que « l'on appartient à quelque chose » qui donne sens à son existence. Le problème survient lorsque l'effort de distanciation, propre au travail de recherche, occulte les aspects d'appartenance, qui font partie de l'univers moral de l'individu, derrière une pseudo-objectivité. Comme nous avons vu, la prétention d'objectivité est un leurre. Celle-ci est en partie motivée par l'angoisse face au changement et à l'incertitude face à l'incohérence, qu'il faut dépasser pour arriver au dialogue, c'est-à-dire à la création d'un espace distinct de soi et l'autre, mais commun à soi et l'autre, un nouvel espace de signification dans l'échange discursif.

L'angoisse du changement vient du fait que l'humain a besoin de sentir la continuité de son identité et de créer la cohérence et l'unité du système. Cela explique la difficulté de saisir le changement, de détecter les points de rupture, car il faut faire face, à titre de chercheur, à la double contrainte d'unité représentée par soi et par les sujets étudiés (double herméneutique de Giddens<sup>7</sup>). Cela suscite de l'incohérence et de l'angoisse, ce qui incite le chercheur à créer une cohérence en continuité avec ses références (ethnocentrisme) et parfois à ne pas voir le système étudié comme distinct de lui-même (fusion). Mais un autre problème surgit également dans la recherche d'équilibre : celui des situations inégalitaires et de la culpabilité de l'intervenant/chercheur face à ces situations (qui a été illustrée dans le chapitre précédent par la lutte du chercheur pour affirmer son identité sans être associé aux symboles de la domination).

---

<sup>7</sup> Tout processus de recherche s'applique à reconstruire un objet. Ce processus de réobjectivation du monde suit, ne précède pas, la mise en objet des aspects de la réalité à l'intérieur tant des pratiques et des institutions sociales que du domaine des savoirs. Les objets sociaux occupent un espace et un temps institutionnels déjà représentés dans l'ordre symbolique. Les sciences sociales sont ainsi sujettes à une double herméneutique (Giddens, 1987) en ce qu'elles doivent interpréter par la médiation du langage non seulement leur objet, mais les interprétations de cet objet qui préexistent à leur observation (Jules Duchastel et Danielle Laberge, 1999).

### 2.1.2.3 Le problème de l'inégalité et la culpabilisation

L'analyse de cas a révélé que les femmes de Tambogrande se sont trouvées au milieu de la controverse durant la lutte. Cette situation leur a permis d'obtenir une visibilité et une reconnaissance des enjeux de leur existence dans la communauté. En même temps qu'elles tenaient un discours pour l'unité, la lutte mettait en lumière les inégalités historiques qu'elles subissent. Cette situation (entre prise de conscience et prise de pouvoir) est angoissante puisque de nouvelles conduites n'ont pas encore été inventées en l'absence de nouvelles normes de référence.

Le regard d'autrui produit à la fois la reconnaissance et l'aliénation. L'aliénation constitue une des formes de reconnaissance négative qui fondent l'existence, comme l'ont démontré de nombreux auteurs tels que Sartre, Fanon, Memmi et Freire. S'affranchir de l'aliénation implique de devoir trouver de nouveaux ancrages à l'identité, de nouveaux modèles pour remplacer le modèle de domination jusqu'alors vécu (et dont l'étranger est parfois l'élément déclencheur de prise de conscience).

De fait, l'identité fonctionne en rapport avec l'autre et la difficulté (pour les femmes) de sortir des modèles établis, ou de ne pas les reproduire, vient du fait que l'égalitarisme est un idéal jamais concrétisé (Valcarcel, 1993). Il est plus facile de se référer à des modèles connus que d'en créer de nouveaux. Comme il n'existe pas de modèle pour l'égalité, cela pose un problème d'ordre moral irrésolu.

Dans le contexte évoqué par la lutte de Tambogrande, la construction de l'idée d'égalité est introduite dans le discours par des intervenants externes et des intellectuels. Mucchielli qualifie de « morale culpabilisante de l'égalitarisme intellectuel » certains complexes transposés par ces agents externes, morale qui se traduit par : ceci (l'égalité) est bon pour tous. Je me sentirais mieux si vous aviez plus de ceci. Ceci est mieux pour vous, mais je ne sais pas comment ceci est possible.

Mucchielli soutient que les grandes figures de l'altérité, qui permettaient jadis à chacun de se définir par opposition, sont défendues et promues par les intellectuels, c'est-à-dire mises sur

un pied d'égalité. Cet égalitarisme des identités s'accompagne de la culpabilisation de la normalité. Ce sont les « normaux » qui créent l'aliénation des minorités. Il devient mal vu de s'opposer, de dénoncer la subversion ambiante. Cette crise des intellectuels produit chez eux « une attitude d'ouverture superficielle à autrui et d'égoïsme sans conviction », dit Mucchielli (p. 106). Cette situation soulève l'importance de prendre conscience que la culpabilité des intervenants et chercheurs participe à la construction identitaire dans les luttes au Sud. Les transformations rapides des modèles sociaux identificatoires n'auraient d'égales, selon Mucchielli, que la fascination qu'ils suscitent chez les intellectuels.

#### 2.1.2.4 L'hypothèse de la crise des intellectuels et de la société moderne

L'une des pistes de réflexion de plus en plus admises dans certains milieux scientifiques concernant la responsabilité des intellectuels, postule que la perte de confiance dans les systèmes de valeur culturels renforce des attitudes de désengagement (et de cynisme chez les intellectuels), et accroît la passivité en induisant des réactions individualistes. Nos sociétés feraient face à la perte du sentiment d'unité, de cohérence, d'autonomie, de différence, de valeur et de confiance en soi, qui sont les fondements de l'identité. L'homme contemporain perdrait la possibilité de constituer son sentiment d'existence, par manque de repères, par peur et par « complexe de l'objectivité »<sup>8</sup>, alors il se polariserait sur les obstacles à la liberté individuelle et développerait un discours de « droits ». Dans ce contexte, les multiples revendications constitueraient l'expression de cette crise d'identité. Elle acculerait à une fuite en avant. Cette hypothèse explique la quête de sens dans l'ailleurs et explique que les luttes identitaires au Sud puissent être idéalisées par des intervenants du Nord.

Bien que la situation soit plus complexe, je retiens que le chercheur a, comme principale responsabilité, dans sa quête de sens à la fois personnelle et scientifique, de gérer ses propres angoisses existentielles (liées ou non à la perte de confiance dans les systèmes culturels), c'est-à-dire de les différencier du vécu des acteurs (de l'autre, du sujet). Les modèles sociaux

---

<sup>8</sup> Dans le domaine des sciences sociales, la question de l'objectivité a soulevé de nombreux débats. On commence à peine à assumer le fait qu'il n'existe que des subjectivités qui construisent le sens et les rapports sociaux, d'où certains complexes persistants à ne pas être « objectif ».



se complexifient et il semble que des milieux intellectuels traversent la crise du passage à la modernité et que cette crise d'identité affecte leur travail.

Les crises d'identité sont plus sensibles chez les intellectuels qui sont normalement en contact avec de multiples valeurs chargées d'une synthèse intégrative et créatrice de valeurs adaptées aux transformations de l'environnement. Mais cette caste sociale, atteinte elle-même par la crise de confiance en soi, vacille dans la réalisation de son rôle et assume quasi exclusivement son seul rôle de contestation (Mucchielli, 1986, p. 105).

Ainsi, Mucchielli constate que le progrès et les universalismes sont dévalorisés et pervertis par la critique intellectuelle, car ils sont considérés comme les instruments idéologiques de la domination de l'Occident sur le reste du monde. À l'instar des symboles du pouvoir, comme l'argent, les universalismes sont associés aux perversions de la modernité et donc rejetés.

Mais les normes morales tissent les rapports sociaux et donnent un sens à l'existence humaine. Ne sachant que faire de la morale, la science occulte parfois cette dimension (sans toutefois pouvoir l'éliminer), ce qui peut avoir pour conséquence d'entraîner le repli sur soi (désengagement) et l'acceptation des phénomènes. L'ordre a cessé d'être vécu comme une valeur : les conditions de vie se détachent des raisons de vivre, de la morale, explique De Certeau (1968). La question apparaît en dehors du système (structuralisme) ou devient : comment se crée ? (constructivisme) au lieu de : quoi et comment ? La raison d'être semble perdue dans l'ère de la modernité. Ainsi, je retiens que les aspects liés aux normes morales doivent être pleinement assumés par le chercheur, qui doit « rendre explicite sa position », quels que soient les paradigmes et les instruments de recherche privilégiés.

### 2.1.3 L'instrument au service de la recherche

Les problématiques psychosociales et institutionnelles auxquelles est confronté le chercheur l'incitent à adopter une posture, c'est-à-dire à rendre explicite sa position et à réfléchir sur les dilemmes de la société moderne dans laquelle il vit en tant qu'individu et qui affectent nécessairement son travail. Les premières manifestations des impacts mentionnés se font sentir dans les paradigmes privilégiés et dans le choix de ses méthodes et outils de travail.



Comme De Certeau (1968) le démontre, le vocabulaire pour comprendre un phénomène nouveau est forcément inexistant, particulièrement lorsqu'il s'agit de saisir les effets d'une potentielle révolution à l'échelle locale. On doit emprunter les mots, les concepts existants et les réviser dans le nouveau contexte qu'il nous est donné d'étudier. « Rendre compréhensible un phénomène, c'est lui donner un sens dans un contexte d'autres connaissances préalablement acquises et rassemblées en théories » (Mucchielli, 1986).

Devant l'incohérence, ce qui tend à se produire c'est que ce qui prend sens c'est l'instrument, la méthode<sup>9</sup>. Les concepts, comme celui d'identité, constituent des outils permettant de donner un sens à un phénomène qui est un construit humain, qui s'élabore par rapport à un contexte scientifique. Ceci est particulièrement valable pour les recherches dans le domaine des sciences sociales. Mais en aucun cas les concepts utilisés doivent être considérés comme des réalités.

Mucchielli parle de l'erreur des scientifiques qui tentent de donner une réalité à l'identité. « Chaque scientifique détenteur d'un cadre théorique, explicite ou non, peut lire les phénomènes identitaires avec ses propres référents » (p. 8). Selon lui, les scientifiques ont tendance à trouver un sens à l'identité étudiée, et ce sens est tributaire des référents théoriques consciemment ou inconsciemment utilisés pour construire l'intelligibilité du phénomène. Quand je tente de comprendre l'expérience d'autrui (en l'occurrence celle de la communauté de Tambogrande), il s'agit de ma propre représentation de l'identité de ces acteurs sociaux, à partir de préceptes et de concepts qui ont déjà acquis une signification dans le contexte de théories existantes que j'ai choisies et de ma vie personnelle, intellectuelle, de mes *habitus*.

Le souci éthique engendre souvent le besoin de formuler un objet d'étude dans une perspective pragmatique, tels que résoudre les inégalités ou trouver un remède aux aliénations. Bien qu'il soit légitime que la recherche soit motivée par des considérations d'ordre éthique, il est souhaité qu'elle aborde les phénomènes en termes d'analyse et non de

---

<sup>9</sup> L'échec du développement a démontré ce phénomène avec éloquence en posant les normes et les procédures de l'appareil de développement comme une fin en soi.

jugement (Sabelli, 1993). Or, le jugement est inévitable et il apparaît dans le choix des outils d'analyse, des théories, de la méthodologie et jusque dans le style d'écriture privilégié, comme il a été discuté au chapitre précédent. Il s'agit dès lors de prendre conscience de ses habitus, de sa position par rapport à l'objet et d'exposer celle-ci avec le plus de transparence possible, c'est-à-dire ne pas poser ces instruments comme objectifs, mais plutôt comme faisant partie de la construction de l'objet par le chercheur. Il s'agit de trouver un équilibre entre préoccupation éthique et esprit critique.

Ceci dit, il s'avère nécessaire de réfléchir continuellement sur la pertinence de nos choix, de nos outils théoriques et méthodologiques. Dans le présent cas, quelles ont été les forces et les limites de l'approche, des concepts et des théories utilisés ? Ces concepts étaient-ils pertinents pour le contexte interculturel, pour les publics rejoints, pour l'intelligibilité des phénomènes de conflits étudiés ?

#### 2.1.4 Contexte interculturel

La recherche en situation interculturelle revêt un caractère particulier dans la mesure où la confrontation entre différentes cultures questionne les fondements culturels du chercheur en même temps que l'objet de la recherche se préoccupe des fondements et des transformations d'une culture étrangère. Dans le cas présent, la situation de conflit avait pour effet d'exacerber les phénomènes interculturels et identitaires.

Cependant, les tensions qui existent dans les processus de changement observés sur le terrain accentuent les difficultés pour le chercheur qui doit intégrer les différences pour établir un dialogue interculturel et une compréhension des phénomènes. Ce processus se fait, comme nous avons vu, dans des allers-retours entre les subjectivités.

Dans une approche culturelle, les différences doivent être repérées, analysées et interprétées. Il faut trouver les points de rupture, les paradoxes que doivent résoudre les membres d'une communauté. Mais pour les repérer, il faut d'abord les accepter. Or, l'ethnocentrisme culturel et scientifique empêche souvent le chercheur de prendre en considération les différences. Dans son rapport à l'autre, le chercheur manifeste le besoin de réduire la différence, soit en

réduisant l'autre à l'état d'objet soit en l'assimilant à soi, selon une dialectique de la confiance rejet/fusion.

Dans l'étude de phénomènes de développement, le chercheur doit s'approprier un nouvel univers par des savoirs, mais surtout par des savoir-être et des ethnométhodes propres à la culture étudiée, de la même façon que les membres de la communauté doivent découvrir un nouvel horizon de possibilités pour s'approprier leur développement.

Le déplacement que nécessite la situation interculturelle exige que le chercheur se positionne et se reconstruise. Un dialogue est possible à condition de procéder à un travail d'introspection continu et d'abandon de certaines conceptions sécurisantes, mais nuisibles à sa compréhension de l'autre. Il se redécouvre en se situant par rapport à chacun des systèmes culturels. Cette situation est certes confrontante et angoissante. Elle nécessite la création d'un troisième espace qui offre de nouveaux points d'ancrage. Il est donc nécessaire, pour appréhender ces phénomènes évolutifs, de se référer à des concepts souples, (comme ceux d'appropriation et d'identité), qui ne postulent pas une définition du développement et de la culture *a priori*.

Le concept d'identité permet de saisir ces processus de déplacement et d'ajustement, processus qui font également partie de la théorie des systèmes. L'identité collective, comme concept dynamique et phénomène construit, permet d'expliquer les contradictions du système et les luttes individuelles et collectives pour assurer à la fois la cohérence et la volonté d'autonomie des sociétés, tant par des processus de solidarité (lien social) que par la mobilisation des forces symboliques et matérielles (stratégies de communications instrumentales). Ce concept comprend les réponses stratégiques des acteurs selon les situations d'interactions, donc pas essentiellement déterminées par les enjeux au niveau macro. Il permet aussi d'évoquer des changements à plus large échelle.

S'il permet au chercheur de comprendre ce qui se passe en lui lorsqu'il est confronté à des situations inédites, le concept d'identité n'offre toutefois aucun cadre pour résoudre le problème de l'ethnocentrisme dès lors qu'une éthique de cet ordre est adoptée. Au contraire,

le concept d'identité renforce cette idée de « centrément » autour d'une nouvelle culture, par le sentiment d'appartenance culturelle qu'il interpelle.

Pour sortir du dilemme, l'ethnométhodologie offre une alternative intéressante au débat entre l'ethnocentrisme et le relativisme. Le relativisme a pour conséquence méthodologique une exigence de « neutralité axiologique » (Clanet, 1990). L'interprétation ne doit comporter ni jugement de valeur, ni évaluation. Toutefois, le relativisme, caractéristique de l'ethnométhodologie, reconnaît l'importance du contexte dans la constitution de la signification des paroles et des actions, ainsi que leur compréhension. Comprendre une situation requiert donc de faire usage de connaissances d'arrière plan permettant de trouver ce contexte. Il en va de même pour la détermination des conduites : les agents ajustent leurs comportements à la situation dans laquelle ils se trouvent. Et c'est par la définition qu'ils élaborent de leurs situations, qu'ils spécifient les contraintes objectives auxquelles ils se soumettent<sup>10</sup>. Freire a expérimenté cette approche dont la principale limite est certainement la réification de la dynamique d'oppression en même temps qu'on s'efforce de la dénoncer. C'est pourquoi une théorie explicative de l'influence et du changement social doit permettre de saisir les phénomènes d'oppression de manière à ne pas placer l'acteur comme passif.

Comme j'ai postulé au départ, une telle théorie devrait permettre l'intégration des différentes dimensions de cette recherche. J'ai opté pour la théorie des minorités actives de Moscovici pour aborder mon problème de recherche. Au moment de son élaboration, la théorie des minorités actives a marqué le rôle central des minorités dans la démocratie. Depuis les années 1960, la situation a considérablement évolué et les relations de pouvoir se sont complexifiées. La multiplication des groupes de revendication dans la société est révélatrice d'une société où le pouvoir est devenu diffus, ce qui incite des minorités spécifiques à négocier de manière unilatérale avec des pouvoirs médiatisés par l'opinion publique au lieu de défendre, comme cela avait été fait jusque là, un projet commun autour de droits et de principes universels.

---

<sup>10</sup> Je fais référence au paradigme de l'action située, développée principalement par l'ethnométhodologie et la sociologie de Goffman.

En ce sens, le côté résolument révolutionnaire contenu dans la proposition initiale de Moscovici ne se retrouve pas dans la présente application théorique, qui reprend les comportements spécifiques des minorités actives pour exercer leur influence au profit d'un projet intégrateur, où la résistance est incarnée par une forte proportion de la population. Ce paradoxe de majorité minoritaire rend d'ailleurs la théorie difficile à débattre. Plusieurs intervenants avaient du mal à comprendre le terme de minorité dans le contexte du Sud, puisque le pouvoir est détenu par une élite minoritaire pour ce qui est du nombre.

Le concept de « minorité active » est pertinent dans le contexte de luttes particulières ou pour décrire l'émergence de nouveaux rapports de force, c'est-à-dire quand on examine l'influence ponctuelle de nouveaux leaders. Mais, quand on étudie les phénomènes sociaux dans une perspective plus large, il importe de relativiser leur action, qui s'inscrit dans une démarche à long terme, dans une lutte pour la démocratie, qui traverse des moments plus ou moins forts d'influence. La pertinence de la notion de minorité active dépend donc de la perspective adoptée. Le qualificatif de « minorité active » est certes plus cohérent quand il est apposé à des individus ou des groupes informels et ponctuels. Il importe de se référer au travail des mouvements sociaux, qui donnent un aperçu historique traduisant mieux la diversité des acteurs, pour décrire les changements sociaux.

C'est pourquoi, malgré les apports de la théorie de l'influence de Moscovici, figurant parmi les précurseurs du constructivisme, on ne peut faire l'économie d'une théorie du changement social qui prenne en compte l'articulation des intérêts globaux et locaux en lutte dans les conflits sociaux.

Pour mieux penser les relations entre acteurs sociaux, leurs pratiques et leurs cultures, la théorie des systèmes demeure incontournable si elle porte le principe de complexité et s'ouvre aux autres disciplines, comme la communication. Comme il a été évoqué dans le cadre théorique, celle-ci doit se départir de sa vision trop mécaniste des comportements humains en réduisant l'analyse à des opérations réductrices (Morin, 2005, p. 29). Il est nécessaire de pouvoir élucider comment s'organisent les communications et expliquer la construction du lien social, et cela n'est perceptible qu'à travers les interactions entre les différents « éléments du système ».

On doit donc prendre en compte la dimension stratégique, afin de comprendre les calculs conscients et rationnels des acteurs sociaux, mais sans perdre de vue que les systèmes de solidarité sont aussi un moteur de l'existence humaine. Ainsi, la perspective systémiste prend d'avantage la dimension d'une approche de réseau favorisant les faces formelles et informelles (imaginaires/symboliques) des relations sociales (complexité).

Il est important de concevoir le système comme un tout, indissociable de ses parties. Il doit englober ce qui organise historiquement et socialement les comportements humains dans une vision élargie de la culture, qui renvoie tant aux modèles de résolution de problèmes de la société, qu'à ses valeurs macrosociales.

Une approche culturelle des systèmes permet de comprendre les manifestations politiques (luttons, conflits) en intégrant les aspects affectifs et imaginaires (symboliques), c'est-à-dire en les plaçant, non plus seulement comme l'effet de celles-ci, mais aussi comme leur source à l'intérieur de processus de construction identitaire. Ce type d'approche, qui reste à développer, permettrait de saisir à la fois les enjeux, les pratiques et les potentiels de développement que comportent les phénomènes d'appropriation et de construction identitaire.

Cependant, la prise en compte de tous ces facteurs demeure difficile, particulièrement à l'extérieur des balises d'un problème... Il demeure donc essentiel de commencer par circonscrire, avec les principaux acteurs concernés, les objectifs poursuivis par la recherche avant de poursuivre la réflexion sur une théorie explicative, qui devra forcément être adaptée au problème identifié. Autrement dit, si nouvelle théorie explicative du changement il y a, celle-ci ne saurait exister dans l'abstraction, c'est-à-dire en dehors des problèmes identifiés et des phénomènes étudiés sur le terrain.



## CONCLUSION

### VERS DE NOUVEAUX TERRITOIRES

Le but de cette recherche était de trouver des moyens de sortir des paradigmes dominants du développement dans l'analyse du cas d'une communauté qui s'est prise en main en réaction à la tentative d'imposer un modèle de développement autour de l'exploitation minière. Ma démarche visait à concevoir, dans la recherche et l'intervention, les relations Nord-Sud dans leur complexité pour éviter de reproduire des discours qui peuvent s'avérer simplistes, universalistes, idéalistes, moralisateurs ou paternalistes, en traduisant des rapports à l'autre (rejet/fusion) culpabilisés, angoissés et dominateurs.

À partir de l'analyse de l'expérience de lutte de la communauté de Tambogrande, j'ai entrepris de réfléchir sur les méthodologies employées dans la recherche, afin d'élaborer de nouveaux outils d'analyse, qui se veulent davantage une posture intellectuelle et éthique qu'une procédure. J'ai voulu adapter ces outils théoriques et méthodologiques, articulés autour d'un principe central d'engagement, au contexte spécifique de ma recherche, caractérisé par des rapports interculturels et conflictuels.

Pour aborder les problèmes de développement et les conflits qu'ils suscitent, les approches ethnométhodologique et culturelle ont permis de mieux comprendre les processus d'apprentissage (appropriation/construction identitaire) et leur potentiel, de même que les enjeux stratégiques et pratiques du changement social dans les schémas de résolution de problèmes.

Comme je l'ai souligné, les situations interculturelles ne peuvent être abordées dans l'abstraction d'une « rencontre de culture », indépendamment des réseaux socio-institutionnels dans lesquels et à travers lesquels les interactions se réalisent. L'approche culturelle, qui a permis l'analyse de la société et de ses institutions, a ainsi été jumelée à une analyse des systèmes, qui s'efforce de lier toutes les composantes sociales dans un tout cohérent.

J'ai observé et analysé les pratiques, les stratégies politiques, les rituels, les actions mobilisatrices et les discours afin de mieux comprendre les enjeux du développement global et local et l'impact des stratégies mises en œuvre par les acteurs sociaux. C'est par la confrontation des logiques d'interaction sociale, par une technique de rupture, que j'ai entrepris de découvrir des réalités différentes de celles qui dominent chez les acteurs et décideurs du développement.

D'abord, il a fallu effectuer un repérage des acteurs et de leurs intérêts, des enjeux et des zones d'incertitude exploitées par chacun. En appréhendant les cadres de références sous-jacents à leurs discours, il a été possible, comme le démontrent les résultats de l'analyse de cas, de dévoiler les situations d'oppression, d'exclusion, de luttes internes vécues au sein de la communauté et les paradoxes auxquels sont confrontés les *Tambograndinos*, qui se trouvent au cœur d'un débat où se confrontent diverses visions du développement.

Ensuite, la tâche plus complexe d'élucider les modèles culturels de résolution de problèmes mis en œuvre par les acteurs, à travers leurs représentations, leurs vécus et leurs imaginaires (construction identitaire/univers symbolique) visait à détecter « le potentiel humain capable de mettre en œuvre un projet de développement ». Les limites rencontrées dans l'application des concepts constructivistes favorisés pour la recherche, ainsi que les difficultés d'accès, par les méthodes d'enquête traditionnelles, aux phénomènes liés à l'identité m'ont incité à regarder du côté de la « mise en récit du chercheur », de ses propres idéologies, mythes et paradoxes. Cette approche réflexive a donné un sens nouveau aux données recueillies pour l'analyse de cas et a souligné l'importance des processus d'intersubjectivité impliquant le chercheur.



### Principaux résultats de l'analyse de cas

Au départ, j'ai voulu questionner les phénomènes liés à la mondialisation, comme la conquête des ressources naturelles en Amérique latine, à partir des formes d'action collective qui se développent au Sud. La question initiale de ma recherche était de comprendre comment, face à certains modèles de développement dominants (et face à la « déterritorialisation » de la société), des mouvements de résistance s'organisent pour transformer la société. L'analyse a corroboré la théorie des minorités actives de Moscovici en révélant que leur comportement a été déterminant dans l'exercice de leur influence. Cependant, le contexte géopolitique, c'est-à-dire la situation de conflit et la tension autour de l'expansion de l'industrie minière dans la région, la tradition agricole et le travail en réseau des acteurs sociaux et globaux ont également favorisé l'émergence de ce potentiel d'action et d'appropriation (prise en charge).

Les résultats de la recherche démontrent que, pour faire face à la problématique d'asymétrie des pouvoirs amplifiée par la mondialisation, les nouveaux mouvements de résistance du Sud se positionnent sur un échiquier mondial, en utilisant un langage moderne et scientifique et des moyens de communication à la fine pointe de la technologie. Ils inventent de nouvelles formes de différenciation sociale et identitaire en recadrant, dans leurs discours, des questions « modernes », tirées en partie des catégories nord-américaines concernant la protection de l'environnement, à l'intérieur de paradigmes inspirés de la culture andine et des luttes d'indépendance.

Le caractère hybride de ces constructions — entre les cultures traditionnelles et les influences occidentales — démontre que ces cultures sont appropriées de manière active et que le rôle du « récepteur » demeure crucial (Ravault, 1996). Ce sont les « réseaux traditionnels de communication interpersonnelle [...] fournissent un code d'interprétation à partir duquel les récepteurs peuvent s'approprier ces produits [discours] » (p. 277). Une fois propagés dans les collectivités restreintes par les réseaux de communication plus traditionnels, mais aussi plus crédibles des universités, des institutions gouvernementales locales et surtout des petits médias et du bouche à oreille, ceux-ci sont démystifiés et diffusés par les médias conventionnels et sont ré-interprétés par les classes populaires. Ainsi, selon Ravault, certains impérialismes culturels joueraient davantage un rôle de provocation que de séduction,

alimentant les revendications de minorités actives défendant l'identité originaire par l'exploitation des médias et des institutions de la globalisation pour contrer les logiques d'argumentation du Nord faites au nom du développement (néo-colonialisme).

Malgré le fait que les *Tambograndinos* se soient appropriés les outils de diffusion de masse (réception active au premier degré) et aient appris à utiliser les médias (tout en contestant leur impartialité et leur légitimité), les réseaux de communication non-officiels, parallèles et informels sont toujours utilisés par les protagonistes de la lutte et les mouvements de contestation et de résistance au Pérou. Il s'agit de la réception active au premier degré puisque la réception active au second degré ne se produit effectivement qu'après la réussite de la résistance et au moment où les acteurs commencent à s'organiser pour la suite des événements et implique une remise en question de la culture identitaire de départ à partir de laquelle s'est exercée la réception active au 1<sup>er</sup> degré.

C'est pourquoi les concepts mis en récit dans leurs constructions ne doivent pas être interprétés dans le sens de symboles récupérés, mais bien dans le contexte d'une appropriation des discours et du vocabulaire symbolique, soit dans le nouveau cadre de référence lié au conflit et à ses enjeux de pouvoir. En effet, les populations locales peuvent s'exposer à des idéologies dites dominantes sans « être contaminés par l'idéologie que les producteurs avaient tenté d'y insérer » (Ravault, 1986b, p. 99). Celles-ci peuvent tirer l'information nécessaire à l'élaboration de stratégies de contre-pénétration économiques ou de résistances idéologico-religieuses<sup>1</sup>.

En ce sens, il s'agit effectivement de production d'identités originales qui doivent être considérées comme telles. Cette conclusion est cohérente avec les postulats de départ à l'effet qu'il n'existe pas de notion du développement que les acteurs locaux devraient s'approprier ou de culture dominante à laquelle ils devraient s'adapter pour poursuivre leur évolution. Il y

---

<sup>1</sup> Ce phénomène avait été observé aux débuts de la colonisation au Pérou, alors que les peuples d'origines diverses (qui ont été fédérés sous le régime de l'inca), s'étaient appropriés les symboles de la religion catholique afin d'interpeller leurs propres Dieux. Jésus servait alors d'intermédiaire. C'est ainsi qu'on peut observer les symboles locaux, comme le maïs, dans les fresques religieuses produites par des artisans autochtones, dont la dernière scène qui peut être vue encore aujourd'hui sur les murs de la Cathédrale de Cuzco (le centre administratif des incas).

a des identités qui se construisent, sur une base à plus ou moins long terme, dans le contexte d'interactions conflictuelles.

### **Pluralité identitaire et héritages culturels**

L'étude sur le terrain a donc révélé que « l'identité collective propre à Tambogrande », c'est-à-dire l'unité qu'elle revendique, repose davantage sur la réalité des conflits entre acteurs, dont l'État, les transnationales et les communautés locales et globales, dans un processus de mobilisation et de recherche de reconnaissance, que sur une identité ethnique ancrée sur un territoire déterminé. Bien que le mouvement indianiste et le paradigme indigéniste exercent une influence sur le discours du mouvement paysan, ce dernier s'inscrit résolument dans un mouvement d'intégration à la modernité. Cependant, par leur action et les représentations qu'elles véhiculent, les minorités actives remettent en question les croyances qui dominent la pensée concernant le développement des pays du Sud, notamment ses fondements scientifiques et le déterminisme culturel<sup>2</sup> qu'ils sous-tendent, et ce, malgré le fait qu'elles semblent « reproduire » une partie des discours dominants. C'est pour cela qu'on dit qu'elles font une « réception active » des cultures dominantes.

C'est dans la dispute historique pour la maîtrise du territoire, depuis la colonisation de la région<sup>3</sup>, que les divers acteurs sociaux se sont construits et que leurs intérêts et leur pouvoir sont orientés. Le sentiment d'attachement au territoire « conquis », qui fonde l'identité de la communauté, est davantage qu'un héritage ancestral, et cette appartenance s'avère elle-même influencée par certaines conditions matérielles. Ainsi, le discours en faveur de l'agriculture est soutenu par une petite bourgeoisie de propriétaires terriens et appuyé, de manière plus ou moins explicite, par la population, selon les intérêts spécifiques et le positionnement socioéconomique de ses membres.

---

<sup>2</sup> La manière de considérer les populations du Sud et de leur attribuer des conceptions par rapport à l'environnement constitue un exemple de ce déterminisme culturel.

<sup>3</sup> Je parle ici du processus de colonisation de la région de Piura, à la suite des travaux d'irrigation, qui s'inscrit dans le contexte plus large des luttes qui ont été menées au Pérou pour la réappropriation du territoire conquis par les Espagnols. Réappropriation qui s'est fait, encore une fois, au détriment des populations autochtones qui ont vu le canal inca détruit et les privant de leur accès à l'eau.

Au-delà des disparités et des inégalités existant au sein de la communauté, la lutte de la communauté de Tambogrande a contribué à l'appropriation de son propre développement, dans ses perspectives propres. Elle a trouvé des systèmes symboliques spécifiques, qui ont commandé ensuite des conduites de *réappropriation* des modes de développement techniques, industriels et économiques, des systèmes politiques et sociaux et des réseaux d'influence internationaux et médiatiques. Systèmes symboliques qui sont, par ailleurs, construits à partir de valeurs empruntées, inspirées, réinventées et influencées par les discours et les cultures dominantes (progrès économique, développement durable) et des cultures historiques (résistance, luttes).

En acquérant une reconnaissance de leurs revendications et des nouvelles représentations qu'elles avaient produites, les minorités actives ont contribué à changer les *habitus* de la classe populaire<sup>4</sup> et à modifier la trajectoire sociale de la communauté. Le conflit a été ce par quoi les acteurs sociaux sont arrivés à transformer, de manière volontaire ou non, la société. Il a généré une prise de parole et de conscience menant à l'autodétermination en ce sens qu'il a engagé les membres de la communauté dans un processus d'apprentissage, d'abord motivé par des intérêts pratiques de lutte et de développement, mais qui a transformé en même temps les rapports sociaux en proposant de nouvelles structures organisationnelles et de nouveaux modèles de résolution de problèmes, faisant notamment plus de place aux femmes et aux jeunes.

Dans le processus de reconnaissance/légitimation, la fonction économique de la terre est passée à un second plan derrière la fonction symbolique de matérialiser le lien social inégalitaire entre ceux qui contrôlent le développement et ceux qui en subissent le contrôle. L'influence des minorités actives s'est donc exercée d'abord sur le plan symbolique (en reproduisant en quelque sorte le schème colonisateur-colonisé), pour ensuite tenter d'acquérir une reconnaissance juridique et politique de leurs revendications.

---

<sup>4</sup> Je fais allusion surtout et d'abord de la petite bourgeoisie composée de paysans ayant « réussi », mais ce mouvement s'étend à d'autres classes « culturelles » et identités spécifiques comme celle des jeunes. La notion de classe doit être comprise dans ce sens.

Dans leur mise en récit de l'histoire du conflit, destinée à consolider l'unité interne et la légitimité externe, des dangers existent que cet « espace d'innovation » disparaisse sous « l'épaisseur du construit culturel » et réduise le « monde des possibles ». Mais la trajectoire de la collectivité a été irréversiblement transformée par l'expérience de la lutte. Partant du fait que cette lutte a réveillé quelque chose qui préexistait et que l'on pourrait appeler un « habitus d'autonomie », on peut supposer que cet espace pourra être réinvesti pour réaliser de nouveaux projets de développement ou de résistance.

Devant ces phénomènes d'appropriation, il s'agit, pour l'intervenant, de conserver cette ouverture aux mondes possibles et de ne pas, à son tour, réifier l'histoire, ce qui nécessite qu'il doive gérer l'incertitude que cela provoque, c'est-à-dire l'inconfort de ne pas comprendre le phénomène dans sa totalité et ses finalités, donc dans sa complexité. Le conflit — le débat — est ritualisé par des gestes et un langage connu (que certains qualifient de notions passéistes), mais leur sens ne l'est pas, affirme De Certeau (1968), car « la nouveauté s'insinue dans un langage ancien qui permet de ne pas la voir ».

### **Issues et perspectives du conflit**

La question de la « consolidation du changement » — ce qu'il reste après la lutte — demeure donc partiellement résolue. Au moment même où se formule la conscience qu'une société a d'elle-même, elle n'a que l'expérience d'hier pour exprimer sa réalité. À ce moment même, il est impossible de savoir si elle continuera d'exercer une action qui donnera suite concrètement à sa révolte. Elle s'invente un nouveau langage commun et construit de nouvelles identités, mais les conséquences pratiques et politiques de ces constructions sont encore inconnues. On ne sait pas s'il s'agit d'une « révolution culturelle » (et d'une réception active au second degré), mais la création même de ce nouvel espace de signification conduit à un changement majeur.

Si changements il y a, et que ceux-ci ne peuvent être entièrement perceptibles dans l'immédiateté de l'événement, l'étude du cas de Tambogrande démontre toutefois que les efforts ont été déployés pour favoriser une intégration à la culture dominante, en exigeant des réformes, et non une rupture avec l'idéologie dominante, une « révolution » (bien que cela

puisse se produire en dépit des intentions de départ). Le projet des opposants de Tambogrande se distingue ainsi de certains discours indigénistes.

Contrairement à « l'identité indigène », « l'identité paysanne » caractérisant la communauté étudiée, a « survécu » en s'adaptant et en s'intégrant, selon un processus d'hybridation économique et culturelle. Selon Múnera (in Debuyst et Castillo, p. 269) : « Le paysan se maintient, en sortant au moins partiellement de sa condition de paysan, devenant semi-prolétaire, commerçant, colon, migrant temporaire. » Ainsi, sa lutte n'en est pas une de déconnexion (Amin) avec le système néolibéral. On pourrait dire que les identités qui marquent le secteur populaire sont à la fois l'expression de formes de résistance dans le cadre des relations de conflit (inégalités/asymétrie du pouvoir) et, par ailleurs, l'expression de modes d'adaptation et d'intégration à des valeurs de la modernité. L'idéal de développement, à mi-chemin entre exportation et agriculture de subsistance, présenté par des leaders de la lutte et des citoyens de Tambogrande, témoigne de cette volonté (consciente ou non) d'intégration, volonté qui exprime en fait la pluralité des courants de pensée dans la communauté.

### **Vers une éthique de la coopération et du dialogue...**

Qu'ils soient engagés dans une dynamique de compétition ou de coopération, les acteurs du développement doivent se soumettre aux règles du jeu et négocier les significations qui composeront la trame des rapports sociaux. La mise en scène de leurs conflits ne doit pas faire oublier les intérêts qui les motivent ni les inégalités qu'ils reproduisent. En ce sens, le chercheur est impliqué avec toute sa subjectivité dans les réseaux d'interaction (coersédution) qui construisent les rapports sociaux et identitaires.

Devant l'absence de repères et l'influence grandissante des stratégies de développement, la responsabilité des penseurs du développement devient, d'après Servaes, cruciale. Son rôle ne se résume plus à comprendre le monde et à décoder les rapports sociaux, mais il participe aussi à leur construction même.

La compréhension mutuelle n'est donc pas essentiellement de l'ordre de la bonne volonté (Desjeux, 1991). Elle tient aux décisions, aux méthodes de travail, aux comportements et aux

changements sociaux qui traduisent des intérêts variés et opposés. Dans ce contexte, le chercheur doit assumer sa « position » dans les processus d'interaction dans lesquels il est engagé. Il doit également assumer ses responsabilités en mesurant l'impact de son intervention et en tentant d'appréhender les phénomènes sans les banaliser et sans réifier l'événement étudié, qui n'a pas encore produit toutes ses potentialités.

Dans ses efforts de compréhension des imaginaires collectifs, il arrive effectivement que l'imaginaire du « penseur du développement » reproduise des représentations stéréotypées des acteurs locaux en les idéalisant ou en les objectivant en fonction de leurs problèmes (pauvreté). Il arrive aussi que son analyse intensifie les contradictions avec les environnements liés à la modernité (comme les environnements technologiques) en les opposant aux traditions locales (ou même ancestrales disparues), laissant les communautés devant des crises de plus en plus intenses devant l'absence de modèles pour faire face aux inégalités soulevées (Mucchielli, 1986). Dans un cas comme dans l'autre, un questionnement éthique doit conduire les démarches scientifiques. Les dimensions morales, associées aux fondements de l'appartenance culturelle, et la construction de l'objet de recherche, associée aux stratégies de distanciation et d'identification du chercheur, doivent être différenciées par le chercheur. La responsabilité de l'intervenant est au cœur de la problématique du développement. C'est pourquoi ma réflexion a porté sur mon expérience concrète qui m'a aidé à identifier les enjeux sur le terrain et à dégager de nouveaux outils pour apprendre à mieux dialoguer en contexte interculturel.

### **...dans le développement**

Derrière toute stratégie ou modèle de développement, il y a des postulats, des interprétations de la culture plus ou moins relativistes, qui conçoivent les sociétés dans le pluralisme culturel ou de manière ethnocentriste, c'est-à-dire de manière à concevoir la culture à partir d'idéologies universalistes cautionnées et renforcées par des discours scientifiques<sup>5</sup>. Ces idéologies sont souvent plus attrayantes en raison des explications simples, voire simplistes qu'elles donnent du monde qui nous entoure. De plus, elles semblent plus facilement

---

<sup>5</sup> Je fais notamment référence ici aux discours des « spécialistes de l'environnement » : géologues, hydrologues, etc.

« démontrables » en prenant appui sur les succès ou les suprématies d'un peuple donné. Si on se place d'un point de vue évolutionniste, le développement suit une certaine logique et les capacités culturelles à se plier à cette logique sont garantes de la prospérité (Harrison, 1992).

Si on se place, par contre, du point de vue culturaliste (interculturel), on entre dans un mode de dialogue et d'apprentissage qui transforme les deux parties et qui fonde de « nouvelles cultures », de nouveaux schémas de résolution de problèmes, de nouveaux espaces de signification créés par les interactions et de nouvelles communautés d'interprétation liées par ces espaces. On entre dans un monde d'incertitude et de possibles, qui peut parfois paraître « angoissant » car il faut nécessairement y « abandonner un peu de soi-même ».

Comme l'indique Clanet (1990), le pluralisme culturel (ou le dialogue) nécessite deux présupposés : d'abord la nécessité pour chaque « culture » de développer des visions de l'homme et du monde, des systèmes de valeurs et de croyances, qui rendent les différentes cultures irréductibles les unes aux autres. Ensuite, la reconnaissance par tous que ces visions sont le produit d'une culture et non d'une vérité universelle, qu'il s'agit de phénomènes construits.

L'amorce d'un dialogue interculturel nécessite donc une prise de position par rapport aux idéologies universalistes et relativistes. Clanet (p. 32) soulève « qu'il devient impossible de dialoguer si l'on est toujours sûr d'avoir raison, de même qu'il est tout aussi impossible de dialoguer si l'on relativise à l'infini ses propres positions ». Cette proposition implique qu'on ne peut nier les universalismes, car ils sont nécessaires au dialogue et à la compréhension des phénomènes interculturels. Toutefois, un décentrement est aussi nécessaire par rapport à nos propres codes (habitus), pour pouvoir dialoguer.

Reste à savoir si les conditions offertes par les sociétés modernes sont propices à cet effort d'ouverture et de décentrement. Le repli sur des positions anciennes, comme le paradigme indigéniste, indique, selon l'explication de Clanet, une certaine incapacité à affronter la complexité et les contradictions et paradoxes auxquels les communautés sont confrontées. Mais n'est-ce pas plutôt le sens de ces luttes et représentations qui échapperait au chercheur ? Ne s'agit-il pas là de situations qui échappent aux catégories classiques des sciences sociales ?



Ce qui manque surtout au chercheur, à mon avis, c'est la pleine conscience de sa propre participation dans les phénomènes qu'il observe, de sa « place dans le monde », et une compréhension juste de l'impact de ses interactions dans le cadre de ses activités de recherche.

Les difficultés à appréhender la complexité des phénomènes et à assumer sa subjectivité ne remettent toutefois pas en question l'importance du dialogue dans la compréhension des conflits. Les communautés sont engagées dans des négociations concernant leur développement, et, à moins qu'elles choisissent la voie de déconnexion et de la lutte radicale pour faire valoir leurs revendications, elles ont intérêt à comprendre les enjeux culturels qui structurent leurs relations pour trouver les façons de résoudre leurs problèmes. De la même façon, les intervenants du Nord ont avantage à bien saisir la dynamique de « coersédution » dans laquelle ils s'engagent dans leur travail. Autrement dit, si nouvelle théorie explicative du changement il y a, celle-ci ne saurait exister dans l'abstraction, c'est-à-dire en dehors des problèmes identifiés et des phénomènes étudiés sur le terrain.

La réflexion sur les impacts du travail d'intervention et de recherche sur le terrain permet de relativiser son importance. Malgré le fait qu'ils soient soumis à des contingences à la fois économiques et techniques — de temps, de distance physique et culturelle, les travaux menés dans des contextes « d'aide au développement » ne doivent pas moins être menés dans un esprit de réflexivité et les chercheurs devraient, selon moi, prendre cet engagement.

### **Impacts de ma recherche**

Même si les impacts de ma recherche se situent à un niveau différent du vécu des minorités actives, ils touchent les mêmes dimensions, soit : la tension entre mobilisation/unité (cohérence) et autodétermination/autonomie dans le travail du chercheur.

Le fonctionnement dialectique identitaire d'intersubjectivité met en tension les forces pour l'appartenance et pour l'autonomie. Le discours, comme le dialogue, doit sauvegarder, de manière paradoxale, unité et pluralité, ce qui n'exclut pas les changements structurels politiques, économiques et sociaux. Il doit concilier l'intérêt et le lien social. Si le métier du sociologue (ou de tout chercheur en sciences sociales) génère le désenchantement (Weber),

l'action (la lutte, le développement) demande au contraire un minimum d'enchantement. L'action exige un sentiment qu'il existe un sens préétabli. Cette prise de conscience que les universalismes sont essentiels au dialogue et à la construction identitaire, pose la question de la place et du rôle du chercheur dans les communications pour le développement.

Ainsi, le chercheur se trouve face au même enjeu de recherche de cohérence, mais cette recherche ne doit pas occulter les enjeux et le sens des phénomènes. Les apports de cette recherche se situent ainsi dans un certain « désintéressement engagé », en ce sens qu'un engagement est nécessaire à la cohérence, mais qu'une prise de conscience et une distanciation s'avèrent également essentielles à la compréhension des phénomènes.

Contrairement aux multiples interventions plus pragmatiques (recherches sur le potentiel économique de l'agro-industrie, impacts socio-environnementaux du projet minier, etc.), qui ont été menées sur le terrain, ma démarche visait simplement à élargir la compréhension, à sortir de l'idéologie déterministe et à comprendre les significations du conflit, mais sans désincarner la raison d'être du mouvement de lutte.

Le mouvement de réflexion a donc traversé trois pôles d'analyse : je suis partie de l'étude de l'événement de conflit et du travail des organisations sociales dans le développement pour comprendre les dimensions macrosociales. Pour saisir le lien entre changement culturel et social et les interactions des minorités actives, j'ai effectué des allers-retours entre les identités locales et de mon identité en évolution.

En prenant en compte l'opinion des gens qui n'avaient pas de statut social, c'est-à-dire en donnant la parole non seulement aux minorités actives dans le contexte du conflit, mais aussi aux minorités au sein de la communauté, mon intervention a ébranlé les structures hiérarchiques, comme l'ont fait d'autres acteurs externes par leurs manières de faire.

J'ai participé au mouvement d'appropriation en accordant un nouvel espace de parole. J'ai aussi donné la possibilité d'observer ma démarche, de réagir à ma méthode de travail et aux conclusions de ma recherche. J'ai agi, en quelque sorte, comme une « traductrice

d'expérience locale », une médiatrice entre les phénomènes globaux et locaux, et entre le Nord et le Sud.

Cette recherche démontre que dialoguer est possible, mais que ce dialogue n'est pas continu dans l'espace et dans le temps et se déploie dans les imaginaires individuels et collectifs. Par ailleurs, le dialogue résout en partie les problèmes de l'inégalité dans leur dimension symbolique. Si on considère que c'est d'abord dans le monde imaginaire que l'émancipation prend forme, alors tous les espoirs sont possibles. Ce travail aura donc permis de redonner un peu d'espoir, en dépit des questions irrésolues dont il fait le constat.

Il faut savoir saisir les moments privilégiés qui tissent les liens, surtout quand le « nous », désigne quelque chose d'aussi vague que la « solidarité internationale », alors que je représentais une « communauté internationale ou académique ». Si les « moments de dialogue » se sont insérés dans des « agendas respectifs », l'expérience totale n'en a pas moins été une de coopération, en ce sens qu'elle était fondée sur la confiance et sur la solidarité. Tout a réellement pris un sens au moment où les résultats de la recherche ont été présentés et où les acteurs ont pu se prononcer sur les résultats préliminaires de l'analyse. C'est à ce moment que s'est concrétisé l'engagement.

Difficile de savoir ce que feront les gens de Tambogrande des résultats de ma recherche. Chose certaine c'est qu'au cours du processus, il s'est produit des rencontres significatives, qui ont certainement transformé mes perceptions et les leurs. L'expérience de recherche sur le terrain n'apporte pas nécessairement toutes les réponses attendues, mais elle transforme sans équivoque l'identité du chercheur et lui donne des outils pour mieux approcher d'autres phénomènes.

### **Et si l'autre c'était soi ?**

La recherche de sens et les connaissances servent d'abord à se comprendre comme personne humaine, comme membre d'une société culturelle, et comme membre de la « société globale ». L'ampleur du défi pousse parfois à chercher dans l'ailleurs. Plus la difficulté est grande, en ce sens que nos paradoxes demeurent incompréhensibles, plus on est tenté de chercher loin de soi (jusque dans le mythe) l'explication de notre existence et de nos agirs.

Ailleurs peut signifier un autre pays, une autre culture, comme un autre cadre de référence. Ces efforts pour se distancer et se décentrer sont pourtant en partie vains car on ne peut sortir de soi-même, on ne peut que s'égarer pour mieux se retrouver et créer de nouveaux espaces de compréhension et d'engagement. C'est dans le chemin qu'on trouve donc les réponses et non dans la destination et c'est le partage de ma démarche, qui constitue un nouveau point de départ pour moi.

Force est d'admettre que l'attrait de l'ailleurs (et la curiosité envers « l'autre ») est caractéristique du mouvement de compréhension. L'étude des phénomènes en communication est inévitablement fondée sur l'expérience vécue, l'intuition, l'imagination et surtout l'introspection. Pour débusquer ses habitus, quoi de mieux que sortir de sa culture, de sa classe, de son pays et de sa communauté linguistique (Ravault, 1990).

En ce sens, j'ai été mon propre laboratoire pour comprendre comment fonctionnaient les processus de construction identitaires dans une dynamique de coersédution, de négociation et de communication liées à la lutte dans le conflit de Tambogrande. Et le choix d'un environnement culturel différent pour réaliser la recherche, de même qu'un événement pour lequel je n'avais aucun repère, était en quelque sorte, une manière de me méfier d'habitudes mentales ou de réflexes sociaux plus difficiles à détecter dans mon environnement habituel.

Mais devant l'inconnu, ces réflexes se pervertissent... et font place à des idées reçues concernant l'autre. La déstabilisation nous pousse parfois vers de vieux réflexes, par mesure de sécurité. Le contexte interculturel n'est donc pas garant de cette prise de conscience, et la vigilance du chercheur est de mise. L'incertitude de l'étranger revêt des pièges tout aussi pernicieux que ceux de l'habitude. Des réflexes qui se sont manifestés dans le choix des méthodes d'enquête en donnant une importance disproportionnée à l'instrument d'enquête versus l'approche ethnométhodologique privilégiée.

On retrouve dans les relations interculturelles non pas un projet utopique, mais bien une réponse à la complexité des sociétés, ouvrant à un monde de possibles. Comment peut-on espérer résoudre les problèmes internationaux sans, en même temps, se questionner sur le

plan individuel, comme intervenant et chercheur, sur l'impact de ses réflexions et sur sa place dans le monde ?

Douter de l'authenticité de la relation, évaluer la confiance investie dans la communication et chercher uniquement dans la dimension instrumentale, c'est-à-dire voir l'humain motivé essentiellement par ses intérêts, équivaut à rejeter l'autre et à se perdre. Nul ne peut trouver de sens à l'existence en dehors du lien social, qui est d'abord fondé sur la confiance et qui construit les rapports sociaux et la culture par l'échange discursif.

Perdre de vue les fondements du lien social, universel et ouvert à une multitude de possibilités, nous entraîne à chercher un sens ailleurs... et à revenir sans cesse à une morale « moralisante » (au lieu de guides de conduites qui se transmettent et se transforment à travers des ethnométhodes) que l'on nie par le biais de la culpabilisation ou des effets pervers de l'angoisse.

Cette dialectique entre soi et l'autre m'a donc fait comprendre, par réflexivité, que l'autre est toujours un reflet de soi... et qu'il faut faire confiance et plonger pour mieux se retrouver. À travers ces allers-retours au Pérou, il a fallu que je prenne soin de ne jamais me perdre de vue, et de garder à l'esprit que l'acteur local, à qui je voulais donner la « place centrale » par rapport à son projet de développement, n'était pas plus ou moins « au centre » que moi. Il n'y a que cet espace, qui n'est ni l'autre ni soi, entre les deux pour se rejoindre. Il n'y a pas de centre ! Il n'y a qu'un mouvement de compréhension ou d'appropriation.

Pour donner la place à l'autre, il faut connaître sa place dans le monde et donc gérer ses propres identités. Gérer sa subjectivité, c'est trouver un équilibre entre l'identification au sujet et l'hyperdistanciation par rapport à l'objet de recherche (sujet-objectivé). Pour y arriver, j'ai procédé par essai et erreur (réflexivité) à travers ma démarche de recherche, puisqu'il s'agit d'avantage d'un « art de penser et de faire » que d'une méthode à proprement parler. J'ai voulu partager ici les enseignements que je tire de l'analyse de mon expérience, mais chacun devrait définir les paramètres et sa propre éthique d'intervention en fonction des situations et des contextes de recherche, en prenant conscience de ses habitus.

Bien des questions restent à élucider sur les rapports précis qui existent entre les diverses identités individuelles et collectives qui se construisent au Sud (indissociables des constructions identitaires au Nord) et sur l'impact de ces identités considérées comme « sujets de l'histoire ». Nous savons encore peu de choses sur l'importance des représentations collectives dans les relations internationales. Autant de problèmes qui, à travers l'étude de cas concrets, feront l'objet de recherches ultérieures.

L'analyse aura permis de dégager des principes éthiques visant à sortir des paradigmes dominants du développement. Il s'agit d'une démarche culturelle et subjective, et avant tout personnelle, qui, je l'espère, inspirera d'autres initiatives allant vers la recherche de dialogue, menant à une meilleure compréhension des relations Nord-Sud.

## APPENDICE A

### RÉFÉRENCES ORIGINALES DES CITATIONS

## CHAPITRE I — PROBLÉMATIQUE DE RECHERCHE

i. They advocate a society where the blind dynamic and the imperialism of the independent subsystem of economy and state are subject to the normative restrictions of the life world in which communication processes can develop again in full freedom (in Servaes, 1986).

## CHAPITRE II — CADRE THÉORIQUE

i. The complexity of the current global economy has to do with a certain fundamental disjuncture between economy, culture and politics which we have barely begun to theorise (Appadurai, 1990).

ii. The new global cultural economy has to be understood as a complex, overlapping, disjunctive order, which cannot any longer be understood in terms of existing center periphery models (Appadurai, 1990).

## PARTIE I

### CHAPITRE I — ACTEURS SOCIAUX

i. [...] the importance of these networks and of the global agents that make the creation and development of these network possible. These references also contribute to argue that global agents decide about inclusions and exclusions in those networks, and set up their initial agendas and the system of representations that inform the negotiations within their context. Of course, the existence and significance of these networks and the importance of these global organizations cannot be interpreted in terms of any conspiracy theory, or simplistic assumptions that global agents impose their representations. [...] show the importance of transnational relations held between local and domestic agents, as well as processes of elaboration of global agents' views (Mato, 1997).

ii. No pueden sustituir a los Estados, ni subsanar las consecuencias sociales del desarrollo capitalista, ni domesticar las llamadas fuerzas libres mercado (Herbert de Souza, 1992, in Hurtado).

iii. El gobierno de Fujimori fue el que más derechos políticos otorgó a las mujeres, generando la disputa entre la democracia y gobierno autoritario dictatorial. En estas condiciones de igualdad formal y ausencia de espacios democráticos para ejercerla y expandirla, aprendimos que no era cierto que ciudadanía y democracia fueran procesos simultáneos ni era cierto que los derechos políticos de las mujeres, en sí mismos, expandieran la democracia.



iv. Tenemos derecho a ser iguales cada vez que la diferencia nos inferioriza : tenemos derecho ser diferentes cuando la igualdad nos descaracteriza nos oculta, nos desconoce (De Souza Santos, p. 23).

v. Visiblement esas dos politicas confrontadas viven de modo tenso y agudo al interior del movimiento feminista, pero no son las únicas y es mucho más complejo el asunto de debatir como para que ahora los nuevos autoritarismos cierren toda comunicación

## CHAPITRE II — DESCRIPTION DU CAS À L'ÉTUDE

i. Mounting difficulties for exploiting public lands, decreasing prices and rising environmental concerns seem to have played an important role in pushing back mining activities from the industrialised world. A migration of metal production from developed to developing areas has occurred in the last decades and aggregated Northern imports of semi manufactured metals from developing areas have witnessed a boost in the same period (Muradian and Martinez Alier, 2001).

ii. Being a hazardous activity, neo classical economic theory advises to place it in a site where the costs of ecosystem destructive or health impairing pollution be lowest (Muradian et al, 2003).

iii. The conflict witnessed a violent turning point on February 27 and 28, 2001, when a massive demonstration took place in the town. These days, some 5,000 local residents stormed the company's premises, burning machinery and destroying scale models of houses for future relocated people that Manhattan has built as part of the community relations program (Muradian, 2003).

iv. The opposing NGO's share a common language on the conflict, which is dominated by an environmental hazards averting and local democracy discourse. Technical counter arguments are given to emphasise the environmental risks of the project (Muradian et al, 2003).

v. Local resistance is conceived by the company as the result of a stigmatisation of mining activities due to past mismanagement, a local lack of information and people manipulation by regional and international groups with political interests (Muradian et al, 2003).

vi. The presence of certain NGO's in the area of influence of mining enterprises may be an unnecessary perturbation factor, hampering communities company relationships (ministre d'Énergie et Mines).

vii. Las cosas estás dichas porque el gobierno ya expresó cuáles son los pasos a seguir, que se recibe el EIA y si el Ministerio lo acepta, comienzan las explotaciones, entonces ya ¿para qué el diálogo (Évêque de Piura).

## PARTIE II

### CHAPITRE I — PRENDRE L'ESPACE PUBLIC

i. Actuamos frente al conflicto a través de las organizaciones sociales, desarrollando capacidades ciudadanas que nos hicieron conocer nuestros derechos ciudadanos y como defenderlos. [...] La zona rural se defiende más porque defiende su trabajo, defiende su tierra, cuida más su medio ambiente (Manuel Reyes).

ii. Si somos concientes de que los campesinos somos un poder en el Perú y que hemos tomado conciencia que tenemos que ir allí donde se toman las decisiones, tenemos que participar en política y vamos a hacerlo porque las decisiones las toman los políticos. A nosotros campesinos nos han dicho que no servimos para política, tu no sirves para alcalde, nos metieron esa idea, que somos para ser vendedor de moto, lo cual ha resultado absolutamente falso porque hemos demostrado tener un modelo de desarrollo, mucho coraje y que la lucha que ha llevado ha servido de ejemplo no solamente para el Perú pero que también ha removido las esperas del gobierno en el legislativo y el ejecutivo porque muchas leyes han cambiado a partir de la lucha del pueblo (Francisco Ojeda, maire de Tambogrande).

iii. El problema aquí es un problema agrícola [...] No dijeron que era agrícola a los mineros cuando vinieron, el pueblo después defendió sus raíces agrícolas. La gente estaba a favor de la agricultura. La gente no era feliz con la exploración. El pueblo está 90 % agrícola. La gente regalaba limones, mangos a los mineros para que vean la cantidad que había acá. La empresa no dijo que iba a afectar por la parte ambiental, eso fue el problema, muy desfavorable para la ciudad. Tambogrande es bien agrícola y nadie nos lo va a quitar eso. Yo soy transportista y vivo de la agricultura como todos aquí. Transportamos el mango, arroz, limones, plátanos (transportista).

iv. Cuando hay un gobierno que no es muy democrático, que domina los medios de comunicación, la fuerza es la alternativa que le queda al pueblo, es el choque. Hacer sentir a los gobiernos que si el pueblo no está de acuerdo con algo, las cosas no van a salir bien. Y sobre todo, los políticos que están muy sensibilizados con el tema del voto, cuando sienten que un pueblo se levanta y creen que es un efecto detonante en otros sitios, el gobierno retrocede. Lo que aprendieron el pueblo es que sí no son de acuerdo, se levantan, tiene que chocar (jeune professionnel).

v. Antes del asesinato, era bien difícil interesar a los medios de comunicación en el conflicto. Después hemos tenido eventos importantes, yo seguí publicando artículos sobre la consulta en medios independientes (Stephanie Boyd).

vi. Había gente como Ulises que estaba muy bueno con eso porque él fue a la universidad en Lima y regresó a Piura. Con un amigo, hicieron afiches, una gran campaña, hizo contacto con gente en Canadá y en otros sitios. Otros pueblos quieren adoptar los métodos, están pidiendo consultas, en Argentina estaban escribiendo a Ulises para tener información. También la información llegó por medio de un grupo a Guatemala y Honduras donde hay conflictos violentos para mostrarles que hay otros métodos (Stephanie Boyd).

vii. (Llevamos nuestras campañas a los medios de comunicación, algunos los sacaban, otros no, porque hay que pagar esas notas de prensa. Después el grupo se fue debilitando porque teníamos un corresponsable por cada sector que enviaba la información de qué estaba pasando en su local.) Hemos quedado dos o tres personas, escribíamos a través de Internet, escribíamos para Factortierra. Teníamos un directorio nacional y otro internacional para difundir. El trabajo fue durante los tres días de paro que tuvo Tambogrande, estábamos mandando información cada media hora para difundir y estar alerta (Liliana Alzamora)

viii. Mi rol en la lucha ha sido un rol permanente. En los últimos años de la lucha, el trabajo mío ha sido más de lo que se trata de incidencia y medios. Después de un taller de capacitación que nos dio el grupo Guarango. Este taller era sobre cómo sistematizar la información y cómo difundirla a través de los medios específicamente como el Internet. Formamos un grupo de 12 personas, hicimos varias campañas de enseñanza medios, entre ellas tenemos la creación de la limonada a la Godofredo. [...] Mi trabajo con Factor Tierra es de sistematizar la información que se va dando en las asambleas, sobre los acuerdos que tomó la asamblea, que se va a hacer en tal campaña de resistencia pacífica. También de leer los diarios locales para comparar entre que decía el periódico y qué pasaba realmente en Tambogrande que lo vivía, era testigo directo, el actor directo de la situación. Yo sistematizaba y enviaba porque siempre esos diarios trataban de sobredimensionar la noticia de la situación. Yo enviaba para decir qué pasaba y ellos me mandaban sugerencias de que se podría decir de cual o tal noticia. Era un poco para analizar la noticia y los sucesos como se estaban dando. En los días del paro, estábamos siempre en alerta y en reunión permanente para analizar todos los actores: cómo está actualizando el Frente, cómo está actualizando la Mesa técnica, por dónde va Manhattan, qué está aprendiendo la coordinadora, cómo está el gobierno local, el gobierno regional. Hacíamos todo este trabajo para analizarlo y después tener nuestra opinión y hacia dónde queríamos apuntar (Liliana Alzamora).

ix. Nuestro compromiso con Factor Tierra es tener los contactos allá porque no hay mucha información científica, de la ubicación geográfica de las comunidades campesinas. Tratar de investigar con las comunidades nativas (Liliana Alzamora).

x. [...] íbamos todos los domingos al frente de la empresa, de la minera y nuestra protesta era que paramos allí, dábamos volantes, la gente se acercaba y dábamos volantes. Vimos la debilidad de la empresa. A pesar que eran ricos, que tenían poder económico y político, hacían su lobby muy bien en el Congreso (Liliana Alzamora).

xi. No queríamos repetir lo que pasaba siempre en Lima, hacer manifestaciones. Para que la gente en Lima política entienda, nuestra propuesta era agresiva, fuerte, pero no yendo ni a la cuestión política de los decisores, sino a la gente común para que la gente presione. [...] Nosotros intentamos encontrar un símbolo nacional, hicimos una campaña, loca era, como si la Manhattan decía al Perú que iba a matar un símbolo nacional y después nosotros respondíamos a eso. [...] De un tema completamente culinario, llegaron a un tema completamente político (Paul Gogin, Veven).

xii. Yo era la primera periodista del extranjero que había venido, recibí un buen tratamiento. También cuando se dieron cuenta de que era importante informar la prensa canadiense en el tema. [...] Fuimos a Tambogrande para hacer la película. Estamos trabajando en la nueva versión (del vídeo) para mostrar cómo ellos, conscientemente trabajaban en la



campaña de no violencia. Porque Pancho y otros dirigentes no querían que la gente quemara el campamento de la empresa, un mes después, mataron a Godofredo (S. Boyd).

xiii. Esos dos eventos, los dirigentes dijeron no, organizaron marchas por la paz y campañas con medios de comunicación porque sabían que tenían que convencer los medios que no eran terroristas. Los medios de comunicación eran algo nuevo y ellos los manejaron bien (Stephanie Boyd).

xiv. La radio se constituyó en un elemento importante para conocer acerca de lo que estaba sucediendo con el problema del conflicto (Extrait des discussions du 23 juillet 2005 avec les femmes réalisé par Cisse Toro Garcia).

xv. Nosotros lo que vemos es la parte social y como esto afecta a la población de Tambogrande, cómo la población de Tambogrande ha tomado una decisión y para manifestar más esta decisión, en junio del año pasado se realizó la consulta vecinal [...] la consulta vecinal es legal, porque se puede hacer a través de los gobiernos locales unas preguntas a su población sobre si quieren que pase algo dentro de su territorio (Diaconia).

xvi. Entonces el problema es para el estado, ahora en las condiciones que está, a pesar que se ha modificado la ley de participación ciudadana no es todo satisfactorio, nosotros pensábamos y esa era nuestra exigencia, que se incorporara un procedimiento en que la participación, la consulta previa y los procesos de opinión de la población podían tener mayor peso que los argumentos técnicos que ellos han dado (CONACAMI, 2003).

xvii. No es vinculante (la consulta), que es diferente, es reconocida, pero no es vinculante, se reconoce, porque no podrían desconocer eso, la autoridad que tiene un gobierno local para preguntarle a su población si quiere o no quiere, eso sí es legal; lo que no es, es vinculante en el sentido que no obliga al ministerio de Energía y Minas a rechazar a la empresa minera, entonces estamos entre eso, entre el punto de quiebre entre esta consulta y lo que pueda suceder en el futuro, es la no vinculación (Diaconia, 2003).

xviii. Se propone trabajar con una hipótesis de trabajo según la que existe un "antes" y un "después" de los acontecimientos de Tambogrande en la lucha contra el movimiento minero porque ahora las comunidades piensan y asumen que es posible evitar que las empresas transnacionales y mineras se implanten a fuerza. [...] Ahora la gente tiene conciencia que es posible enfrentarse a una empresa minera, es posible porque la gente ha tomado conciencia de sus derechos. Cree que es posible que las empresas mineras extranjeras y nacionales asuman su responsabilidad de desarrollo social. Según el modelo de las empresas peruanas de exportación de fruta orgánica con las cuales se permite tener desarrollo local sin daños mayores al medio ambiente (Rodríguez).

xix. En Tambogrande los habitantes han logrado una victoria social pero como no ha cambiado la ley, no hay soporte legal y existe la amenaza que en cualquier caso pueda ganar una empresa minera en otra comunidad. Por lo tanto, hay que cambiar la estructura legal de toma de decisión que en la actualidad es pro minera y no representativa de la sociedad. Se necesita este cambio para ver a que se respeten los derechos de la gente (E. Rodríguez).

xx. Un punto legislativo relativo a la propiedad del suelo crea problemas. En Perú el propietario del suelo no lo es del subsuelo; el subsuelo es propiedad exclusiva del estado. Es la influencia del derecho romano germánico sobre el que está basado el derecho peruano. Al contrario de éstos, el derecho anglo sajón determina que el propietario del suelo lo es también del subsuelo. Se podría pedir una reforma constitucional de este punto de derecho. Otra posibilidad sería que, puesto que cualquier lugar puede ser denunciado para la prospección minera, se determina zonas de derecho ambiental para proteger ciertas áreas. Es una reivindicación indígena la del “concepto integral del territorio” que integra a la propiedad del suelo la propiedad del subsuelo, al aire y a los recursos naturales que hay en su ámbito total. Existe una propuesta de reforma constitucional. ([CONACAMI], en Lima, tiene más información acerca del asunto). Son [CONACAMI] y dos o tres grupos amazónicos que lo reivindican. Proponen crear una especie de zonificación económica ecológica para proteger áreas contra la prospección minera (E. Rodríguez).

xxi. La gente se dio cuenta de que la población tiene que organizarse para capturar el poder político, porque es allí donde se toman las decisiones. Los campesinos, que somos un poder en el país, poco a poco vamos a llegar a este nivel de decisión (Franciso Ojeda).

xxii. En Piura era difícil convencer a la gente que la mina iba a afectarlos. La empresa se dio cuenta después de que la gente quemó su campamento que había en Tambogrande. Entonces, se mudaron a Piura y la empresa convenció a la gente que la mina iba a ser buena para todo Piura. Los tambograndinos y la gente del Valle también sabían que tenían que tener Piura. Hacían marchas en Piura para convencer a la gente. Lograban convencer porque el movimiento social era tan grande. Cuando estábamos en marcha llegaban gente de lejos, de los pueblos. Entonces la gente de Piura se dio cuenta de que tenían que juntarse a eso (Stephanie Boyd).

xxiii. La campaña de Tambogrande también fue un grito de los ciudadanos para la recuperación de la soberanía local y para el fortalecimiento de los gobiernos locales. En reacción, el gobierno central ha incrementado la centralización de los poderes decisivos (E. Rodríguez).

xxiv. Habría que enviar alguien de la región al parlamento para representar los intereses regionales en la toma de decisión porque en la actualidad las decisiones políticas se toman no en función de la gente sino del gobierno central y de las empresas. Para este propósito se está promoviendo la conformación de un movimiento político llamado [Agrosí] para convertirlo en un movimiento regional. Pero no será fácil la realización de este último punto porque la experiencia ha sido desastrosa en el pasado (se puede pensar en Toledo) y la gente está desilusionada (E. Rodríguez).

## CHAPITRE II — DIVISER POUR MIEUX RÉGNER

i. Había divisiones sobre cosas que existían antes. Pancho (presidente del Frente de Defensa) no era de un partido, entonces tenía la capacidad de unir fuerzas. Solamente sobre el caso de la minería estaban unidos porque las divisiones hasta ahora siguen. Hay gente que siempre intenta sacar a Pancho (Stephanie Boyd).

ii. Después de las elecciones municipales la situación cambió [...] el Frente ahora tiene la responsabilidad de seguir en la lucha y también responder por una gestión municipal, Francisco Ojeda es alcalde de Tambogrande, entonces de ser un líder que dirige el proceso, ahora es una autoridad y creo que puede ser un blanco fácil para ataques y muchas cosas, él, por ser la autoridad, por ser la cara visible de una gestión municipal que en el Perú con los recursos que se manejan es imposible satisfacer a todos, eso puede ser un blanco y quizá un peligro para el Frente (CONACAMI).

iii. Lo que pasa en la sierra es que la gente nunca se unió como en Tambogrande. Mucho caló en ellos la apetencia política, entrar en un partido, a dividir al grupo que estaba, sacaban provecho. Aquí nunca hubo ingerencia política porque nunca lo permitimos. Los políticos están metidos dentro de la lucha pero nunca se les permitió que saquen provecho de esa lucha. De alguna manera, Tambogrande les ha puesto el ejemplo y hoy día las comunidades afectadas por la minería en el resto del Perú han entendido eso, que solamente unidos pueden lograr algo positivo para su comunidad. (maire de Tambogrande).

iv. Ellos buscaron otras estrategias para poder convencer a la gente, ofreciendo trabajo, ofreciéndole trabajo a algunos de sus hijos, que van a hacer carreteras, en fin tantas buenas cosas" (citoyen de Malingas). "El momento que marca es la defensa de la agricultura, cuando llega la empresa propone trabajo para que le ayuden y causa divisionismo en el pueblo de Tambogrande, luego el pueblo se solidarizó y defendió la agricultura (femme de Locuto).

v. La administración judicial actuaba más rápidamente que de costumbre a la hora de denunciar y detener a los miembros del Frente, rompiendo con la morosidad que suele regir el aparato judicial peruano. Policía, ministerio público (el fiscal) y jueces eran expeditivos. Se dedujo que la mina había usado corrupción para llegar a sus fines. Otro ejemplo de corrupción ocurrió cuando la comunidad campesina de [San Juan de Locuto] quiso inscribir su comunidad en registros públicos para que tuviera representación legal (Enrique Rodríguez).

vi. Sucedieron unos hechos en febrero del 2001. Cuando la empresa pretendió instalarse con sus oficinas con su campamento y entonces la población salió a las calles y hubo un grupo que propició actos violentos, un grupo absolutamente minoritario, entonces quemaron las instalaciones de Manhattan, eso no se puede negar porque es parte de la historia, pero el pueblo de Tambogrande no es un grupo violento, el pueblo de Tambogrande es un pueblo pacífico, en su mayoría, pero que se está cansando y además porque son años que se está llevando el problema : Entonces, a partir de estos hechos violentos de Tambogrande, monseñor Cantuarias con monseñor Turle que es de la diócesis vecina y que son parte de lo que es el departamento de Piura, decidieron dar una conferencia de Prensa y solicitar a la mina que se retire, porque quitaba la paz social, hacía que la gente se enfrentara y ahí es cuando se toma una posición desde la iglesia, de pedirle a la mina que se retire, que la gente no la quiere (Diaconia, 2003).

vii. Las primeras reacciones de la Manhattan siempre son que los que están atrás son las ONG de izquierda que están queriendo promover y usar a la comunidad, son en contra del progreso, son ONG terroristas. El discurso se maneja así de parte de las grandes empresas. La gente de Perú piensa que la democracia es el statu quo. Cualquier persona que va a opinar contra eso es calificada como terrorista. Ese discurso de terrorista es la mejor manera de

discreditar a alguien. Cualquier persona que se opone a una cosa establecida es terrorista. Para ellos, la mejor forma de destruir una campaña es de decir que quien está atrás son ONG terroristas de izquierda que están en contra del progreso. La estructura de América Latina de los años 50 y del siglo pasado, han tenido formas revolucionarias o violentas para defender el uso del poder. De la Revolución Mexicana, pasa por la Revolución Cubana, y después hubo un montón de gente que estaba contra el sistema. Entonces es una manera de decir que es un fulano que va a modificar todo (Paul Gogin, VenVa).

viii. Sabe Ud. que después de 10 años de coima de sinvergüencería en el Perú y eso no es fácil olvidarlo. Cuántos congresistas hay presos, cuántos ministros hay presos por haber recibido dinero, entonces hay intereses muy personales (Francisco Ojeda, maire, 2003).

ix. Un buen líder es honesto y no se mete con la corrupción. Falta un buen líder en Perú porque hay mucha corrupción. Un modelo sería Fujimori “el trabajador” pero menos la corrupción (commerçant).

x. [...] nunca ha aceptado una peseta a cambio de vender a su pueblo. Un caso, a los dirigentes, a mi hija la secuestraron, tenemos a un dirigente asesinado, porque me han amenazado muchas veces que renuncie al Frente, porque nunca acepté una coima, nunca acepté las cosas que siempre me pedían, nunca lo acepté (Francisco Ojeda, 2003).

xi. La gente tiene nostalgia del tiempo de Fujimori porque dice que aunque robaba, había menos violencia. Fujimori compraba el silencio con alimento por vía de programas sociales. Como se suele pensar que la corrupción es parte de la cultura, que siempre estará presente, se prefiere la corrupción sin violencia (E. Rodríguez, 2005).

xii. Más que instituciones, son las personas que tienen una influencia negativa sobre Tambogrande. Ellas se aprovechan de una institución para obtener resultados personales más que para el bien común. El liderazgo, o la capacidad de los líderes es muy limitada (citoyen de Valle de los Incas).

xiii. Un buen líder sería que saque adelante, que trabaje bien al desarrollo de un pueblo, pero que también haya respeto a los derechos humanos, que promueva la democracia, que trate de construir la democracia y que haya sobre todo honestidad, ética, porque vea ahorita como está la situación, tantos congresistas haciendo cosas que van contra el desarrollo de un pueblo, o sea una corrupción que ya realmente da náusea, yo pienso que un líder debería promover por cambiar, transformar todo esto, o sea pensar en el bien de todos, pero cambiando cosas (dirigeante du Frente).

xiv. Our analysis suggest that people mistrust in the company and the central government, not only because people's perception on environmental risks differ from experts, but also because of a long tradition of corruption at any level in the Peruvian society (Muradian et Martinez Alier, 2003).

xv. El tercero (problema) está ligado a los productores, no hay organización. La sociedad, las asociaciones no funcionan. El productor no se siente representado, hay mucha desconfianza. La Junta de los Usuarios es al nivel macro. Al nivel mas pequeño, si nos queremos juntar 4 o 5 productores, no nos podemos juntar para vender mejor, es cada uno por

su lado. Aquí la gente es individualista, muy individualista. Todavía no han visto los beneficios de la asociatividad, pero si vieran los beneficios la gente empezaría a juntarse. Es difícil, es la gente de nivel de educación alto que entienden el beneficio de juntarse. No hay confianza, cómo romper ese hielo, ese grupo de 10 que pueden negociar junto aquí no se pueden juntar (agriculteur de la vallée de San Lorenzo).

xvi. Antes aquí era un modelo, pero cuando pasó en las manos de líderes, destruyeron todo, lo que llevó a una desconfianza enorme. Ha sido una crisis dirigencial, tenemos que hacer nuevos dirigentes en los hijos de los agricultores y agruparnos. Tuvimos dos malos presidentes, el segundo, el que hizo cooperativas, que fue un desastre. No son las cooperativas que son malas, pero los dirigentes, la organización. Tenemos que hacer una organización que funcione para que la gente vea (Bruno Fossa, président de la Junta de Usuarios).

xvii. Una cosa que me preocupa es la transferencia de los derechos y concesiones mineras que la compañía Manhattan ha hecho a la compañía Buenaventura que, para nosotros, es más poderosa económicamente. Lo que me preocupa es que a través de un cambio de gobierno se les podrían dar una licencia para la exploración (employé municipal de Tambogrande).

xviii. En este tipo de conflicto el escenario cambia muy rápido, eso sabemos, mucha de la gente que está con la organización puede ir al otro lado y los que están al otro lado van a volver eso en un proceso de conflicto, eso pasó con mi comunidad, yo creo que lo básico es seguir sosteniendo la unidad de la gente sobre todo en el tema propositivo hay que establecer estrategias permanentes, hay que ir analizándolos y ajustándolos porque el escenario cambia muchísimo y es cierto que Manhattan lo que ha hecho es constituir una Coordinadora de desarrollo con algunos agricultores de la zona, propiciados por la propia compañía, igualmente tiene un aliado que es la Universidad de Piura, la facultad de ingeniería de minas que los apoya, tiene el apoyo del Correo de Piura donde ha comprado algunas autoridades de Piura, creo que unos contados alcaldes (CONACAMI).

xix. Pues eso ocurrió acá, llegó un momento en que hubo un enfrentamiento aquí. Primero, la gente aceptó pero después hubo problema porque hicieron otros [transfundos]. No se pudo convencer a la población, ahora, la actividad minera está casi suspendida aquí. Pero, parece, según la prensa, que es una tregua que se ha dado porque las empresas entraron en un litigio con el gobierno para ver como se resuelve porque la población ha rechazado el proyecto minero. [...] Yo considero que el proyecto no ha terminado. Parece que las empresas continúan en su constante lucha para hacer el proyecto aquí en Tambogrande (employé, 2005).

xx. Vi algunos cambios desde que vivo aquí. Veo la gente más tranquila, pero el pueblo sigue polarizado porque hay pequeños grupos, especialmente en la zona urbana, que se quedaron con las ganas que la minera se quede. Siempre hay una rivalidad, usan los medios para difamar a las personas (activiste de Tambogrande).

xi. Muchos periódicos no informaron de la verdad. Los mineros tenían sus periódicos, su radio, sus espacios. A nivel internacional contrataban periodistas y los invitaban acá y ellos no decían la verdad. Esos periódicos que no decían la verdad llegaron al mundo, los



periódicos hablaban por muchas páginas de mi vida con puras invenciones. Acá han venido periodistas de todo el mundo, hubo muy buenos aliados. La concesión de la mina era en todo el Valle, no nos dejaba nada. No querían que se hiciera la consulta, me persiguieron, amenazaron a mi hija con un cuchillo, si no estoy muerto, es porque los campesinos me defendían (maire, 2005).

xii. [...] después de la consulta las empresas reaccionaron de manera muy asociada, porque sintieron que la consulta podía crear un precedente para otros casos, en los cuales, la población se organizaba una consulta y decía no a un proyecto, vieron una amenaza, reaccionaron de una manera conjunta, sacaron varios comunicados contra las ONG, contra OXFAM (Jose De Echave, CooperAcción).

### CHAPITRE III — HISTOIRE D'UN PEUPLE EN LUTTE

i. Para nosotros (CooperAcción) es claro que aquí se están afectando los derechos económicos, sociales, culturales. Los que hoy están luchando son los colonos que convirtieron el desierto en un valle agrícola y que llegaron en los años 60 o son los hijos de los colonos, por eso hay esa fuerte identificación con su área, por eso se niegan rotundamente a que entre la mina. Uno de los temas que hoy más preocupa a la población de Tambogrande son los componentes químicos de los yacimientos mineros que podrían afectar esos recursos hídricos. Esto es desierto, entonces conseguir agua ha costado mucho, esta población ha convertido el desierto en un lugar agrícola muy importante y los recursos hídricos son muy valiosos para ellos (Jose De Echave, CooperAcción)

ii. [Tambogrande] tiene esta historia de que logra imponerse. Tambogrande ya tiene antecedentes. Cuando hubo la reforma agraria que la hizo Velasco Alvarado [...] se quitó la propiedad a todos, a los grandes propietarios y también se la quiso quitar acá a los agricultores de San Lorenzo, y los agricultores de San Lorenzo tienen pequeñas propiedades [...] propiedad que se ganó en concurso público entonces gente de todo el Perú, gente vino aquí a este valle, Valle de San Lorenzo, a postular, vino a concursar, entonces por los méritos que tenía uno, le daban la propiedad. Mi papá ganó, y así seis mil quinientas personas como él. [...] fue el único caso en el Perú, en esa historia, en la que no se permitió que a nadie le quite la propiedad, a nadie de nada. Entonces ese es el primer caso en que se ve la fuerza de la unidad de Tambogrande. [...] Yo recuerdo esa época porque yo era niño en esa época. Yo recuerdo como luchaba la gente para que no se les quitara estas propiedades, juntos unidos, hombres mujeres, defendían sus propiedades, defendían su esfuerzo (Ulises García).

iii. Mis padres ya no viven, había heredado mi parcela, estaba estudiando en Piura, vengo acá a asumir la parcela y les invoco (a los agricultores de San Lorenzo) de que defendamos el valle, la comercialización cuando comenzó, esto era un desierto y nosotros no podíamos con tanto pico de trabajo entregarles (a la mina), no tanto como entregarles sino a que contaminaran (militante du Frente).

iv. ¿Cómo fueron las luchas anteriormente? Igualito que ahora, este pueblo es bravo, este pueblo ni los viejos, ni los jóvenes le dan espacio a los mineros acá, ¿por qué? Porque es un pueblo que se quiere a si mismo, quiere su tradición, quiere su identidad, es un pueblo

pobre, pero con dignidad, que nunca ha aceptado una peseta a cambio de vender a su pueblo (Francisco Ojeda, 2003).

v. Porque a la hora de la lucha en este conflicto uno de los pilares, digamos la estructura de resistencia más fuerte es el Valle de San Lorenzo estaba en este valle de San Lorenzo. El valle de San Lorenzo contagié a la margen izquierda y acá, al pueblo. Mucha de la gente que trabaja en San Lorenzo vive en el pueblo. [...] San Lorenzo tiene sus organizaciones y tiene su historia. [...] este valle no era nada, ha costado muchísimo esfuerzo y dinero de parte de nosotros, o sea los que hemos vivido aquí padres hijos, todos, hay una masa trabajadora de más de quince mil personas [...] desde hace más de cuarenta años [...] no es una corporación que va para el dueño, no. Aquí todos, todos se redistribuyen el dinero entre en los cargadores, cosechadores, en los dueños de las fincas, en las trabajadoras de las fábricas. [...] Tambogrande y San Lorenzo, pueblo muy empujante, pueblo muy, muy luchador, primero por lograr lo que tiene, imagínate con toda esta historia, con toda esa lucha, con todo ese esfuerzo, vienen a decirte que van a explotar una mina, y que la mina está debajo del pueblo, y que está debajo del corazón del valle [...] la gente no se va a dejar hacerlo. Porque la gente tiene un patrón, una forma de ser que no va a permitirlo (Ulises García).

vi. El clima es caluroso, hay sequía pero durante el fenómeno El Niño llegó en Tambogrande lluvias muy fuertes. Cuando llega el período de los fenómenos (noviembre), la gente prepara sus casas antes, los techos, compran alimentos, buscan combustibles para tener eso por toda la temporada. Se juntan para afrontar este tiempo difícil porque no hay trabajo ninguno. Hay que vivir con esto (citoyenne de Locuto).

vii. Lo que pasa es que Fujimori durante 10 años pisoteó a la agricultura, no le dio préstamos no la asesoró, no invirtió en investigación agraria, no apoyó absolutamente nada el sector agrario. Entonces los agricultores que hemos vivido somos unos héroes, porque casi 10 años que nos pisotearon, nos dieron duro, hemos vivido. [...] Toledo ha hecho lo mismo, mucho promocionó el banco agrario, hasta ahora no hay ninguno siquiera que dé préstamo. Entonces hay pobreza, pero la pobreza es en todo el mundo, en todo el Perú (maire, 2005).

viii. La demanda de un decreto de intangibilidad del Valle de San Lorenzo presentado por la comunidad de Tambogrande [...] no tenemos esperanza, porque ya hace como 4 años que venimos luchando, sabemos cómo funciona la gente en el congreso, más defienden a la transnacional que a nosotros. Toledo es accionista del proyecto, él vino dos veces a estafarnos aquí con el voto, antes de ser el presidente, el vino acá dos veces a decirnos que lo primero que haría sería botar a los mineros, "por muy gringuitos que sean yo me pondré de lado de nosotros los cholos (Francisco Ojeda, maire de Tambogrande).

ix. La población buscó diferentes instituciones y autoridades que los ayudaran, el problema de la población no empieza con esta empresa minera, nosotros queremos recalcar siempre eso, empieza muchos años antes, empieza con otra empresa minera, una francesa, que fue desalojada por la población, población se entiende agrícola, no se entiende minera y no desea que se instale este tipo de empresas en su zona (Diaconia, 2003).

x. Igual que siempre y vinieron acá un día a presentar al pueblo decirle tal que sabes que aquí hay un proyecto minero, que viene una compañía minera y el gobierno vamos a desarrollar el proyecto minero y ustedes van a tener que trasladarse y nosotros vamos a

ayudarles a fundir un nuevo pueblo, etc. Bueno, bastó que el hombre terminara de hablar en esto, toda la gente se fue de la plaza, después media hora apagó todo (Ulises García).

xi. [...] nosotros habíamos tenido un conflicto en nuestra finca con una minera pequeña que sacaba piedra para hacer irrigación. [...] Primero no sabíamos nada de quien había dado, autorizado esa minera [...] era una minera de Yugoslavia. [...] Entonces la minera usaban nuestros caminos, destruyeron esos caminos. Usaban nuestros puentes, destruyeron los puentes, máquinas todos los días, grandes camiones con piedras, explosión (Ulises García).

xii. En el Perú, han habido empresas que tienen más de cien años operando como en Cerro de Pasco, Huancavelica y otros lugares donde las transnacionales han hecho lo que han querido porque las comunidades estaban adormecidas, estaban amenazadas. Toda persona que se rebelaba estaba encarcelada, era acusada de terrorista y la población tenía miedo de levantarse. Sin embargo, nosotros nunca le tuvimos miedo a eso pero nos unimos (Francisco Ojeda, maire de Tambogrande).

xiii. Lo que fortaleció el pueblo es que se levantó por la identidad cultural, el pueblo parecía dormido pero era como un león. La gente se levantó por la identidad con la tierra. Somos un pueblo luchador, emprendedor y muy listo cuando los derechos no se están respetando. Hay gente que tiene iniciativa (enseñante).

xiv. Para mí los puntos claves de Tambogrande, de su historia hasta hoy, son liderazgo, unidad y constancia, la perseverancia [...] éramos los únicos aquí en esta zona que sabíamos como se enfrentaba a una mina, que entendíamos muy bien de coordenadas mineras, que sabíamos muy bien de estudio de impacto ambiental, de que se trataba, mira, mentiras de que se trataban. Que sabíamos como son las interpretaciones, como vienen destruyen, destronan, rompen, te hacen todo lo que tienen la gana... Entonces ahí empezó Manhattan [...] mi padre fue líder toda la vida, en esa época él ya tenía más de 70 años y había llegado a tener un liderazgo increíble de San Lorenzo, o sea la gente le tenía muchísimo respeto a lo que él decía. Como ingeniero y tenía una de las mejores fincas de esta zona, por su capacidad. Entonces, mi padre, nosotros habíamos ganado un premio nacional a la conservación del medio ambiente años atrás, entonces poco a poco nos fuimos convirtiendo más con una visión más ecologista, más ambientalista. Cuando llegó el conflicto de Tambogrande nos encontramos bien posicionados. Entonces mi padre estuvo muy sencillo por el liderazgo que tenía por el conocimiento que tenía sobre la minería por la experiencia que teníamos, explicar al pueblo de que se trataba. Entonces el pueblo, desde el inicio del conflicto tuvo a un líder que le explicó claramente que era ese proyecto. Y además mi padre tenía la experiencia de lo que había pasado [con otras empresas] años atrás (Ulises García).

xv. Entonces ese factor ha sido clave en este conflicto, la población desde un inicio estuvo informada... de parte de alguien que tenía la capacidad, y la llegada, y la credibilidad, este es otro punto porque tú puedes hablar pero la gente no te cree, no sabe quien eres tú [...] mi padre como ha trabajado acá todos esos años, mi padre era muy conocido, habla un lenguaje campesino, o sea la gente le dice, pues el ingeniero [García Baca] dice así, pues así es, dice la gente. Entonces ese sí ha sido fue un detalle importantísimo. Entonces, los líderes de aquí de Tambogrande, por ejemplo Ojeda, le respetaban tanto a mi padre que cualquier decisión que ellos tomaban primero le preguntaban a él: "Oye, [ingeniero] mira y esto ¿qué dices, qué opinas? ¿Debemos aceptar o no debemos aceptar? Entonces mi padre desde un

inicio logró introducir ese mensaje, aquí, de que aquí no hay nada que negociar, aquí tienen que irse (Ulises García).

xvi. Siempre les he dicho que nos presenten en el Perú un caso donde la minería haya cumplido con sus proyectos de desarrollo. No hay ninguna parte del Perú, no hay un solo caso donde la minería ha superado la pobreza, que la minería haya dado trabajo, que la minería le compre la comida a su gente. No hay. Entonces qué apetito podríamos tener nosotros en aceptar a los mineros acá, si no nos llega ninguna peseta, no nos dan siquiera un arete para las hijas (maire, 2003).

xvii. Siempre les he dicho que nos presenten en el Perú un caso donde la minería haya cumplido con sus proyectos de desarrollo. No hay ninguna parte del Perú, no hay un solo caso donde la minería ha superado la pobreza, que la minería haya dado trabajo, que la minería le compre la comida a su gente. No hay. Entonces qué apetito podríamos tener nosotros en aceptar a los mineros acá, si no nos llega ninguna peseta, no nos dan siquiera un arete para las hijas (Bruno Fossa).

xviii. Hemos trabajado varios procesos, básicamente nosotros como comunidades lo que hemos hecho con Tambogrande es ayudarles a conocer cuál es el problema minero, ellos han hecho varios intercambios a Cerro de Pasco y La Oroya, han ido a ver la zona (CONACAMI).

xix. Como nosotros sabemos de las experiencias de otros lugares donde hicieron otros proyectos de minera, donde en general hay mucha pobreza, en muchos de esos casos es muy desolado, de la agricultura es imposible que sobrevivan. Por ejemplo, en Cajamarca hubo muchas confrontaciones por el mercurio (citoyens).

xx. Si bien la población de Tambogrande aún mantiene cierta desarticulación, el trabajo de los agentes pastorales y de los líderes sociales ha sido significativo para articular, recomponer y dar esperanzas a la población. Han sido dos años de intenso trabajo para que la población se informe, comenzando por nociones básicas, como son los derechos fundamentales y la importancia de participar como ciudadanos, hasta cuestiones técnicas, como qué es una mina y qué impactos puede ocasionar la actividad minera. También han ido pensando en salidas para potenciar el desarrollo agrario (Rocío Ávila Fernández).

xxi. El pueblo, ecologistas, ambientalistas de todo el mundo, aquí ha venido gente de todo el mundo. Hay un apoyo internacional muy solidario con nosotros, si no hubiera sido por el apoyo de la iglesia, de organismos de derechos humanos, ya nos hubieran desaparecido como en otros pueblos pasó. Lo de Godofredo ya es un signo (Francisco Ojeda, maire, 2003).

xxii. Todo el apoyo siempre fue bueno para nosotros. Si no hubiera sido por el apoyo internacional, difícilmente el Presidente Toledo se iba a sensibilizar porque a nosotros nunca nos hizo caso. Sé que cuando fue a Alemania un grupo de alemanes le preguntaron por qué no se interesaba por el problema de Tambogrande si era un caso único en el mundo. Le llegaban muchas cartas de los canadienses, de los franceses, de los ingleses, de España, exigiendo al Presidente que respete la decisión de un pueblo que no quería cambiar su modelo de desarrollo de agrícola a minero. Pero el apoyo lo hemos sentido positivo en 100 %

de la comunidad internacional y también en la nacional porque nunca nadie nos aconsejó que íbamos a hacer cosas que iban a hacernos daño (Francisco Ojeda).

xxiii. En otros lugares había organización de retirados y ellos me aprendieron algo importante: que hay unas tradiciones de organización, todo un instrumento, una tecnología para hacer política en el campo local que yo creo que se activó en ese caso. Además, hay cosas nuevas. Tambogrande es un ejemplo porque no era solamente problemas de Tambogrande con la Manhattan sino que era un conflicto local pero ubicado en el escenario global. Poco conflictos en el Perú creo que han podido tener esta transversalidad eso fue importantísimo porque la originalidad de la campaña que se desarrolló, de la activación de las redes del Norte dio un plus, por esa cooperación es la única que atravesó de Tambogrande hasta... (Javier Torres, SER).

xxiv. Eso me llama la atención, también cuando Pancho habla de la Pacha Mama. Eso son discursos que vienen, que son posteriores, que se incorporan, es una construcción de lo que pasó. También como es un discurso que se vuelve utilizar frente a la mirada del Norte. Como si había una historia ahí y que ayudaría a uno a comprender mejor (Javier Torres, SER).

### CHAPITRE III — HISTOIRE D'UN PEUPLE EN LUTTE

i. Me siento orgullosa porque mi comunidad se tomó en cargo y eso nos dio acceso a un mejor nivel de vida (Hermelinda Castro, dirigente de l'Association des femmes de Tambogrande).

ii. (Tambogrande) es un símbolo de lucha que asume con mucha humildad. Nosotros campesinos hemos sido siempre despreciados, pisoteados, nunca hemos sido valorados. El reconocimiento mejor ha sido que el mundo entero nos ha conocido, el Perú entero nos ha reconocido, los ecologistas, la Iglesia, las diferentes instituciones nos reconocen este trabajo. Nosotros seguimos con nuestra absoluta humildad que este modelo de trabajo ha sido reconocido por todos y por todas, que lo hayan tomado como modelo (Francisco Ojeda, maire, 2005).

iii. Y la otra cosa es que mucha gente de afuera como Canadá, la misma Alemania, de varios países de Europa, también conocen ahora la realidad de Tambogrande. Y qué bien ahora cuando ellos dicen el limón, el mango es tambograndino, es del Valle de San Lorenzo y qué orgullosos nos sentimos cuando nos envían cartas o nos envían por correo cosas interesantes de agradecimiento y saber cuando vienen a pesar de que nuestra raza es distinta ser bien allegados, son bienvenidos, son bien acogidos. Porque la mayoría me dice que le tratan bien. Entonces eso me gusta a mí que la gente sepa acoger, que su trato sea generoso, que también se sienten como hermanos, hermanas de la gente que viene de allá y que por lo menos seamos sensibles y pensar que mucha gente sienten nuestra manera de tratar o como por lo menos la gente se preocupa de defender los derechos del resto (résident de Malingas).

iv. Somos un pueblo pacífico, agrario y ojalá que las transnacionales respeten eso, espero que este mensaje va a pasar en su país (employé municipal).



v. En el proceso de la lucha de Tambogrande ha incorporado ya la lucha de las mujeres, como fue en mi comunidad, ahora ya están los jóvenes, eso es muy interesante y este proceso ha permitido fortalecer en el contexto nacional y han tenido la capacidad, con la ayuda de otras instituciones, de sacar el problema afuera; por eso que ahora el tema de Tambogrande es muy reconocido en la esfera internacional [...] igual así como ellos han salido ahora tienen muchas visitas de todo tipo de instituciones a Tambogrande, la capacidad de lucha, la capacidad de unidad que se mantiene al interior y sobre todo la gente que sabe lo que quiere es muy bien apreciada sobre todo desde fuera (CONACAMI, 2003).

vi. Hay mucha gente de afuera que se interesa a mi pueblo porque tenemos un valle atractivo, hay mucha agua, mucha riqueza (agricultrice de Cruceta).

vii. La tierra es el vínculo, la identidad, siempre se supo valorar lo que se tenía en Tambogrande. Hay eventos culturales, vamos a la sierra, llevamos a la pachamama regalos. También el evento especial aquí es en el mes de noviembre, empieza la fiesta de los mangos, también en diciembre, enero, febrero es una fiesta, cuando empieza la cosecha, hay fiesta, todo el mundo compra ropa nueva, el pueblo se identifica con eso. Eso empezó cuando comenzó la exportación del mango, hace 8 años (enseñante).

viii. Una comunidad ideal sería una localidad que vive en paz, con tranquilidad, que tiene sus condiciones, que conserva su identidad. Es por eso que peleamos, para no perder nuestra identidad, para no perder nuestra tradición. Sería un pueblo con tecnología adaptada a sus necesidades. Un grupo de personas que pueden desarrollarse con buenas condiciones de vida, con tranquilidad. El desarrollo debe ser sostenible, a eso nos vamos, (Franciso Ojeda, maire, 2005).

ix. Aquí los profesionales hicieron muchas exposiciones donde han demostrado que el agro es mucho más rentable que la actividad minera. Lo han demostrado con cifras. Tenemos el caso del mango que llega a los mercados de Europa, de Estados Unidos, de Canadá. La gente va a continuar la lucha para proteger sus tierras (employé).

x. Aquí no es un pueblo fantasma, destruido por la lluvia, donde hay pobreza, aquí es un pueblo dotado con todos los servicios básicos, agua, luz, vías de comunicación permanentes, el mercado, frutas... hay riqueza del pueblo (citadin).

xi. Todo lo que pasa afuera de Tambogrande tiene repercusión, tanto lo que pasa en lo regional o en lo nacional. La gente de afuera se interesa por Tambogrande porque estamos entrando en una nueva era donde hay mucha depredación en el medio ambiente y se formó una nueva corriente ecologista para conservar el medio ambiente (enseñante).

xii. Veo de manera optimista el futuro para el medio ambiente porque, como hay polución a nivel mundial, la gente va a tener que buscar soluciones (commerçant de Tambogrande).

xiii. Necesitamos un modelo de lucha social. Hemos logrado defender nuestros derechos pero esa lucha no se ha convertido en una lucha por una mejor manera de vivir, no es. El pueblo no conoce un plan de desarrollo de la agricultura. Tenemos que planificarnos, organizarnos para entrar en el mercado. Tenemos que ver cómo entrar en el mercado, qué

debemos sembrar, eso es el plan que nos falta aquí. No confiamos en el modelo chileno (Bruno Fossa).

xiv. Aquí la gente es individualista. Todavía no hay una sólida organización [...] en el aspecto de la actividad minera, hemos sido bien unidos, ha sido una cosa que creo que no se ha visto en ningún lugar así una organización tan grande, pero en el aspecto de defender ya el precio del mango, como que todavía no les está entrando, [...] pero también hay que tener bastante cuidado porque a veces hay gente que tiene miedo, dicen y si las empresas se van, [...] conversar con ellos porque no podemos quedarnos en el conformismo de pensar que estamos bien tampoco, tenemos que mejorar, o sea que nos paguen mejor el mango, porque yo veo que no se mejora la calidad de vida con ese precio del mango. Por eso, las empresa mineras tienen una influencia negativa (citoyenne).

xv. Lamentablemente nuestros gobiernos débiles se han sometido a esos procesos (de globalización de las políticas de la OMC, del FMI de tener mercados abiertos), estamos muy próximos a suscribir un acuerdo de libre comercio (TLC) , el ALCA que va a ser lesivo y muy atentatorio contra todas estas poblaciones indígenas pobres, con niveles de tecnologías cero frente a las multinacionales que van a ingresar, entonces nuestros representantes que están en estos organismos, no tienen la capacidad de poder decidir, solamente aceptar lo que les dicen, no tienen identidad, no existe la identidad con el país, sólo es un funcionario público en el Perú, un funcionario publico en el Perú debe someterse a estas decisiones, porque si dices cosas contrarias e esto, al día siguiente ya no eres funcionario (CONACAMI, 2003).

xvi. El TLC nos va a tomar el agua, el bosque, la naturaleza, va a llevar beneficio para las empresas de mango. Como estamos pobres, no vamos a poder vivir con las condiciones que nos va impedir el TLC. Preferimos seguir cuidando a nuestro bosque, nuestro valle, nuestra agua, pájaros (citoyenne).

xvii. Un pueblo ideal sería un lugar donde tendría luz, el teléfono, el mercado cerca y los servicios. Aquí se va mejorando como este proyecto por tener la luz. Estoy optimista por el futuro de mi pueblo, un futuro mejor, con la luz hay mucho trabajo, la modernidad viene, Internet. Aquí el pueblo siempre se va a quedar agrícola (agricultrice de San Isidro, Cruceta).

xviii. Un pueblo ideal es uno que tenga solucionados sus problemas de servicios básicos, educación, salud. Que tenga sus áreas verdes para defender la ecología, que sus calles estén pavimentadas con un sistema de desagüe pluvial, y sus habitaciones serían de materiales nobles para resistir a los fenómenos climáticos (employé municipal).

xix. El desarrollo es utilizar en forma racional y eficiente nuestros recursos para asignarlos a la satisfacción y a la solución de los problemas para buscar la sostenibilidad humana (Manuel Reyes).

xx. Creo que si la explotación minera se hiciera con conciencia y gran responsabilidad, no creo que pasarían problemas como éstos (agriculteur de Malingas).

xxi. [...] Un pueblo ideal es hermanado, con identidad cultural, todos trabajamos por el bien común, con iguales oportunidades, (enseignant).

xxii. El desarrollo es sobre el ingreso económico. El desarrollo sostenible es a largo tiempo, con rostro humano sin perjudicar los derechos, es una economía solidaria, es un mercado justo sin perjudicar los recursos naturales (enseignant).

xxiii. Porque aquí nos dijeron que nos iban a traer el desarrollo con la minera. Pero el gobierno ve el desarrollo en vínculo con la plata que le dé, pero no ve la repercusión en la comunidad, que con eso no nos quedaría nada. Dijimos que queríamos desarrollo pero un desarrollo humano. Queremos que la persona no se pierda de vista, queremos educación, salud, no queremos ser los últimos en el nivel de la educación, en la salud. El desarrollo es algo que nos permita vivir de una manera sostenible pero del punto de vista humano, no queremos que nos exploten, que nos repriman. La mina no nos iba a dar algo sostenible, pero el mango sí, el agua también (Franciso Ojeda, maire).

xxiv. Son las autoridades y el Estado que deben hacer el desarrollo, tienen que hacer buenas inversiones y favorecer a toda la gente de manera igual (commerçant de Tambogrande).

xxv. Cuando hay decisiones importantes nadie nos consulta. [...] La Junta de los Usuarios está de acuerdo con el TLC pero nosotros, que no tenemos muchos mangos, tenemos otra visión. Hay eventos que han pasado y ahora la gente sabe lo que es el TLC. ¿Qué será si damos carta libre a las multinacionales que ahora tienen mucha fuerza? Va a ser muy duro y la gente lo sabe (Franciso Ojeda).

xxvi. Poco a poco el pueblo va a tomar conciencia y entender cómo es la política, de dar confianza a los dirigentes que solamente nos hablan cuando es el momento del voto (citoyenne).

xxvii. Lamentablemente nuestros gobiernos débiles se han sometido a esos procesos (de globalización de las políticas de la OMC, del FMI, de tener mercados abiertos), estamos muy próximos a suscribir un acuerdo de libre comercio (TLC), el ALCA que va a ser lesivo y muy atentatorio contra todas estas poblaciones indígenas pobres, con niveles de tecnologías cero frente a las multinacionales que van a ingresar, entonces nuestros representantes que están en estos organismos, no tienen la capacidad de poder decidir, solamente aceptar lo que les dicen, no tienen identidad, no existe la identidad con el país, solo es un funcionario público en el Perú, un funcionario público en el Perú debe someterse a estas decisiones, porque si dices cosas contrarias a esto, al día siguiente ya no eres funcionario (CONACAMI, 2003).

## CHAPITRE V — ÉDUCATION POLITIQUE ET DÉVELOPPEMENT

i. El desarrollo se logra participando en las organizaciones (agricultrice).

ii. [...] había sí unos dirigentes de unas organizaciones que todavía les faltaba agruparse bien, pero todos ya se habían pasado la voz, los de las juntas de regantes, los de las organizaciones de mujeres, todos se habían pasado la voz y habían visto que éste era un problema que tenían, pero todavía no era una organización conjunta, entonces monseñor escuchando lo que le decía la gente y viendo el problema aceptó intervenir (Diaconia, 2003).



iii. Hoy, todos los campesinos saben cuanto plata entra, sale, que se gasta, que se prioriza. A la gente le gusta eso, porque a los campesinos nunca les han tomado en cuenta. La mayoría participa en este proceso. No hay conflicto, hay debate (maire).

iv. En otras situaciones, la población ha logrado negociar y ha llegado a acuerdos con la empresa minera, como ocurrió, por ejemplo, en San Ignacio (Cajamarca). [...] En Tambogrande nunca antes se habían planteado la posibilidad de una consulta popular, esto es, que su voz sea escuchada como elemento fundamental que debe sumarse a los otros instrumentos para que el Gobierno discierna y tome una decisión justa.

v. En otros pueblos hay mucha división y es por eso que siempre nos invitan en las reuniones para que les contemos la experiencia, porque aquí ha sido un modelo ejemplar, nunca se vivió eso » [...] (Francisco Ojeda, maire).

vi. [...] la última reunión en la mesa fueron 3 representantes dentro de este sector, pero que inclusive son minoritarios en relación al conjunto de la representación total del valle y que inclusive han sido desautorizados por sus bases y que continúan dando opiniones respecto al tema sin que tomen su acuerdo de asamblea o acuerdo general que deben tomar porque ellos son dirigentes, representantes de cierto grupo, entonces allí donde ese entrampamiento. En la Mesa de diálogo también están los dos ministerios, el ministerio de Agricultura y el de Energía y Minas, y es ese sector que hace las veces de mediador, pero últimamente, en la población rechazaron seguir continuando, porque se supone que la Mesa de diálogo debe ser una mesa equitativa en donde las partes acuerden la agenda que se va a discutir, los temas que se van a plantear, pero cuando se acudía a esa Mesa de diálogo, el defensor prácticamente era el que ponía la agenda, era el que dirigía el debate y decía qué tema vamos a tratar, inclusive con quiénes me voy a reunir, o sea quiénes van a participar en esa reunión. Por ejemplo, llegaban los ministros, llegaban con sus asesores, con sus técnicos y cuando decían, y cuando (la gente del pueblo) decían queremos tener listo un asesor, un abogado que nos asesore, nos decían, Uds. son los invitados, entonces decían: ¿de qué equidad vamos a hablar de una mesa de diálogo? (para debilitar el punto de vista de la gente). Entonces ellos inclusive decidían a quiénes más invitar, una última vez que invitaron, por ejemplo, a Oxfam, una institución Transparencia, que no fueron puestas de conocimiento de estas dos organizaciones, para preguntarles si estaban de acuerdo o no para que participen en esa reunión, pero el defensor las hizo participar (Diaconia, 2003).

vii. En los últimos diez años, los eventos más importantes fueron la Defensa del Agro y del Medio Ambiente [...] El pueblo fortaleció su unión y su participación democrática para la defensa de sus derechos. [...] El aporte de los hombres y de las mujeres en la lucha se ve en la perseverancia y la constancia. Los dos tenían la misma idea de lucha para restaurar los valores. El gobierno no los ha tomado en cuenta y la participación en la lucha generó que les tomen en cuenta (agriculteur, El convento, rive droite).

viii. El Frente de Tambogrande ha tenido una gran capacidad para incorporar a todos los sectores de la sociedad, mujeres, jóvenes y al mismo tiempo la cohesión de los demandantes ha permitido ventilar la problemática al exterior (CONACAMI).

ix. El pueblo ideal debería promover educación y salud de calidad. El desarrollo quiere decir alcanzar el progreso a través de una población organizada y capacitada. Veo en mi

pueblo un pueblo desarrollado en el futuro. Implementamos mecanismos de concertación para actuar frente a las situaciones de conflicto. Tenemos como oportunidades aquí las universidades y las ONG, (dirigeant scolaire, El convento).

x. La participación de los jóvenes fue muy importante (en la lucha), los jóvenes se constituyeron en promotores y concientizadores. Cuando la consulta se realizó, hubo un apoyo unánime en la población, todos participaron de las actividades que se planificaban dentro de la lucha. El gran papel que jugaron los jóvenes fue de ir casa por casa concientizando. [...] Hoy en día, todos están concientizados, todos conocen y son mucho más concientes de su realidad y de que de ellos depende su desarrollo, están concientes que las ayudas llegan pero para la gente organizada. [...] Durante la lucha, se realizaron talleres de concientización, los medios de comunicación también influyeron.

xi. Después de esa lucha, hubo un poco de cambios en vínculo con el medio ambiente pero cambios lentos, es un proceso. Si estamos observando el pueblo, no está totalmente limpio, no cuida el recurso agua, pero en los colegios sí la conciencia está allí. Lo que veo es que la conciencia ecológica se refiere a algo más grande, macro. Pero si hablamos de la zona donde vivimos, de las calles, de los colegios, todavía no se ha tomado una conciencia muy significativa para luchar con estos pequeños contaminantes que tenemos. Quizás en el futuro podríamos tener un distrito ecológico, la municipalidad está trabajando un proyecto de reciclaje de basura y de abono orgánico (Liliana Alzamora).

xxii. No hemos vivido bien, pero tampoco mal porque nuestros hijos no estudian solamente en Tambogrande, Piura, estudian en Lima, otros estudian fuera del Perú, hay muchos hijos de colonos que estudian fuera de Perú, entonces hemos podido sobrevivir (Francisco Ojeda).

xiii. Ser joven en Tambogrande es difícil pero superar eso es un avance. Muchos no participan en espacios de formación y discusión, pues lo ven como cosas aburridas, además que la prioridad del joven es el estudio, el deporte y le trabajo. El asistencialismo ha perjudicado el avance de los jóvenes, pues se han quedado en el conformismo y en la inactividad (jeune).

xiv. [...] los jóvenes tienen muy pocas oportunidades en nuestro país y en nuestra zona más, y estos jóvenes, especialmente en las zonas urbanas, porque con las mujeres trabajamos más con las zonas rurales y son los jóvenes de las regiones urbanas que son los que tienen menos posibilidades de tener trabajo, de poder estudiar. Hay mucha cantidad de lo que llaman pandillaje, delincuencia juvenil y eso preocupaba y tratamos de hacer un trabajo con ellos (Diaconia).

xv. Actualmente los jóvenes se están creando sus espacios, en lo político, ahora están participando más en las decisiones políticas y sociales. Hay instituciones que brindan oportunidades para los jóvenes. La iglesia es un actor importante en la formación de líderes jóvenes. [...] Es necesario crearse su futuro, hay que crearse su propia fuente de trabajo (jeunes).

xvi. Creo que partimos por mejorar nuestro nivel de vida, tener los servicios elementales, una buena educación, que haya gente capacitada (dirigeante d'un groupe de femme).

## CHAPITRE VI — FEMMES EN LUTTE ET DÉMOCRATIE

i. Sí han habido cambios en el aspecto de organización, sí ahora se organiza más, también no sólo se organizó para decirle no a la empresa minera, que se respete sus derechos, sino se organiza ahora porque se, ya quieren salir, un desarrollo para su pueblo (Hermelinda Castro).

ii. Durante el momento del enfrentamiento, las mujeres estaban presentes en las marchas, al principio no tanto pero al final casi todas salieron. Hay diferencia entre antes y después del conflicto, la mujer es más presente en las realizaciones, en la participación. Ahora las mujeres están trabajando más, están presentes en varios eventos, tienen la conciencia que hay que proteger el medio ambiente, trabajar por el desarrollo mismo del distrito (citoyen de Malingas).

iii. Cuando ya llega un ambiente, un momento político, entonces allí las mujeres van un poquito más atrás (Hermelinda Castro, Association de femmes de Tambogrande).

iv. Bueno la mujer ha defendido, ha hecho muchas cosas y en las campañas de movilización para defender (el agro) [...]

v. La figura emblemática de Tambogrande para mí sería Hermana Magdalena Tagliavini. Ella hizo un trabajo político, económico, social y cultural. Una extranjera interesada en nuestros problemas, nos mostraba de estar siempre vigilante, en vínculo con nuestros derechos, ella luchó hasta el final, se enfrentó a su propia comunidad. Se metió en el conflicto de la minera. La quisieron sacar del país, ella dijo no aunque le quitaron todo, los recursos económicos, ella se quedó con nada. Buscó alternativas para tener recursos. Su Congregación no la dejaba participar en las marchas, ella se disfrazaba. Siempre estaba haciendo contactos, internacionalizando el conflicto (Stephanie Boyd).

vi. [...] entonces vi un grupo de mujeres bien vestidas todas con chalecos, [...] ellas bien vestidas ellas con sus chalecos y estaba la maquinaria, la maquinaria estaba así perforando y todas las mujeres estaban cuidando la maquinaria, entonces había un grupo, la mayoría pues estaban en contra, entonces llega un momento, me acerco a las mujeres, algunas eran mis amigas que habían estado en la secundaria conmigo, y les digo, pero por favor porque ustedes están apoyando a la empresa va a contaminar, va a destruir la agricultura, no se dejen engañar amigas no es que ellos nos van a traer desarrollo no va a traer el desarrollo, les digo, puede ser, pero nos van a contaminar, algunas amigas me contestaron molestas, me dijeron Hermelinda es que nosotros no tenemos tierras ni parcelas que defender, o sea como que me ofendieron, entonces yo les dije, pero amigas por favor no se dejen engañar, yo no tengo la culpa de tener parcela en ese momento, yo no tengo la culpa, yo vine aquí porque mis padres me trajeron, porque tus padres cuando se hizo esta colonización no quisieron tampoco tierra y también les metieron esas ideas, ahora no se dejen

engañar por segunda vez. La Manhattan las viene a engañar que va a traer desarrollo, pero no va a traer desarrollo, es un engaño, entonces ellas se quedaron pensando porque se dieron cuenta y me dijeron tenemos que trabajar para nuestros hijos, o sea allí ya vino el problema de las mujeres, de que ellas tienen/tenemos problemas, no les digo yo, nos pasan estos problemas, pero... Muchas eran madres solteras y necesitaban trabajar para mantener a sus hijos, entonces yo allí en ese momento ya no pude decir nada [...] (Hermelinda Castro).

vii. La asociación comenzó justamente en el momento cuando llegaron los mineros aquí a Tambogrande, la empresa minera Manhattan, fue en el año 1999 [...] Bueno, al final me tiraron (le Frente) la pelota a mí, como mujer nunca me había imaginado tener la dirección, o sea asumir la defensa, en esa localidad se formó un Frente, un comité de defensa, entonces me tiraron la pelota a mí, yo no había pensado, yo andaba pensando varios días a quien íbamos a elegir pero, al final como me había movido un poquito más me tiraron a mí la pelota como se dice y tuve que recibirla, aunque no la quería recibir, un poco unos amigos del Frente que son personas muy preparadas, me dijeron, no Hermelinda nosotros te vamos a apoyar y tu asumes y entonces en ese momento yo asumí porque cerca de la localidad donde yo vivo prácticamente iban a poner los relaves, todo lo que se iba sacar de acá de Tambogrande, se iba a quedar allá y allí está mi parcela y todo. Y ahí comenzamos a trabajar una campaña, éramos un grupo pequeño, en realidad en un comienzo el grupo de autodefensa era un grupo pequeño, luego se hizo grande, pero teníamos que luchar contra los mineros y contra el alcalde en realidad y contra el gobierno mismo, o sea no tanto contra el gobierno sino que cuando había movilizaciones venía la prensa, toda la prensa desataba la información de todo, pero al final cuando tu escuchabas los medios a nivel nacional no salía, o sea no le tomaban importancia a lo que sucedía en Tambogrande [...] (Hermelinda Castro).

viii. El principal rol de la mujer es ama de casa. Pero hay un porcentaje de trabajadoras de campo en el sector agrícola, más en la época del mango porque hay mucho trabajo en las fábricas. La mujer tiene el derecho de trabajar. El problema es que no hay mucha oportunidad (Manuel Reyes).

ix. La equidad de género está más fuerte y se ve en las organizaciones sociales de mujeres que lideran dentro de instituciones. Tenemos muchas mujeres dirigentes en organizaciones. Los hombres siempre han participado con sus ideas, sus propuestas y en la consolidación de la agricultura y de la ganadería y su propuesta de defensa. Las mujeres asumen ya liderazgos de gestión municipal y de gobernabilidad (Manuel Reyes).

x. hay bastante machismo, hay bastante maltrato y violencia más que nada en la región de Tambogrande, es la competencia, en ese aspecto sí que hay bastante como en todas partes en Perú, hay bastante acá en Tambogrande, sí, ha habido bastante de eso, ahí sí parece que las mujeres deben estar en sus casas (Hermelinda Castro).

xi. tiene un problema muy grave en las relaciones entre hombres y mujeres por nuestras costumbres, especialmente en las zonas rurales (Diaconia).

xii. Todavía en la zona rural, la mujer está muy ligada al manejo de la casa, al hogar. Hay un fuerte machismo, un machismo tremendo. La mujer está muy relacionada con la escuela, la educación de los niños prácticamente se le encarga a la madre. El padre es una figura del aporte económico y participa poco en la formación del niño. Para mí, el rol de la



mujer sería que debería participar también en la parte económica, que también podría dar un soporte no solamente moral pero también económico a la familia. Eso podría ayudar a mejorar el nivel de vida de la gente. A las mujeres no se les dan herramientas, formaciones, son muy pocas las posibilidades que tienen de aportar algo, de desarrollarse a nivel comunitario (ingénieur agronome).

xiii. Hay mucho machismo. Cuando la mujer tiene un cargo político, público, todos están pendiente del error de ella para que todo el mundo lo sepa, para publicarlo. En la lucha, la mujer siempre acompaña. La mujer no tiene iniciativa en la asamblea, siempre está acompañando, le falta independencia. En las marchas o las campañas, ellas se dedicaban a la cocina, no salían a protestar. Yo siempre estaba contra el machismo, me siento con la misma fuerza, los mismos derechos. Tenemos que buscar nuestro espacio para desarrollarnos (femme de la rive droite).

xiv. Hoy en día existe mucha intranquilidad, la inseguridad ciudadana, ya no hay confianza. La gente de afuera trae modos de vida que hacen corromper a los otros. Tambogrande antiguamente era humilde (femme de Locuto, rive gauche).

xv. El Internet trae problemas en cuanto a los jóvenes o adolescentes. A veces entran en cabinas de Internet y tienen acceso a informaciones que no son buenas para ellos y cambian su forma de vida, de pensar y actuar (citoyen de Malingas).

xvi. Creo que la organización que representa mejor ha sido el Frente de defensa ¿no? en ese aspecto de organización, pero ahora se tendría que seguir adelante en la organización, aunque, tenemos que estar dedicados no solamente decirle no a los mineros, sino que respecto al cuidado del medio ambiente (femme de milieu urbain).

## CHAPITRE VII — SYNTHÈSE DE L'ANALYSE DE CAS

i. La agricultura siempre ha sido una actividad despreciada, dicen que la agricultura no es negocio, lo que es cierto es que la agricultura da la alimentación, que hace una conservación del medioambiente (Bruno Fossa).

ii. Hay un tema muy importante ahora en el Perú, es una organización que fue involucrada (en el conflicto de Tambogrande). Unos sienten que va más allá de lo que fue el motivo de su creación, para representar a la comunidad. El tema es que algunas de las organizaciones no son indígenas ni se reconocen así. Ahí hay como una confusión. Cada vez van encontrando más apoyo en la comunidad y eso les dan a pensar que ellos podrían volverse en un movimiento político en el país. Puede ser que eso ocurra, pero es un tema que surgió desde esos conflictos. Sientan que puede ser un motivo que les da fuerza política. El tema indígena no ha sido fuerte pero si tú lo ves mezclado con otro problema es más importante. [...] las comunidades campesinas no quieren ser llamadas como indígena (Oxfam America).

iii. [...] social knowledge (and the responsibility that this knowledge entails) is not simply a matter of empathy of identification with the other whose sorrows and frustrations

are being made part of the spectacle... This means that our attempts to “explore the other’s” point of view and to give it a chance to speak for itself [...] must always be distinguished from the other’s struggles, no matter how enthusiastically we assume the nonexistence of that distinction (Chow, 1922, in Escobar p. 170).

iv. [...] peasants have learned to use the instruments of modernity without losing much of their vision of the world.

v. Despite the crucial importance of this issue (land tenure), it is necessary to keep in mind that peasant resistance reflects more than the struggle for land and living conditions, it is above all struggle over symbols and meaning, a cultural struggle (Escobar, p. 167).

## **CHAPITRE II — PRINCIPES D’INTERVENTION ET APPROCHE THÉORIQUE**

i. [...] dismiss them as romantic expositions by activists or intellectuals who see in the realities they observe only what they want to see, refusing to acknowledge the crude realities of the world, such as capitalist hegemony and the like (Escobar, p. 170).

## APPENDICE B

### ÉCHANTILLON DES ACTEURS SOCIAUX AYANT JOUÉ UN RÔLE DANS LE CONFLIT DE TAMBOGRANDE

## Acteurs sociaux présentés par ordre alphabétique pour chaque niveau

### Au niveau local

***Asociación Distrital de Mujeres de Tambogrande (ADMITA)*** : Fondée en 1999, en même temps que l'entreprise Manhattan a « tenté de profiter de la pauvreté et du manque d'éducation des femmes », l'association de femmes de Tambogrande compte plus de 500 femmes du district de Tambogrande regroupés au sein d'organisations comme les *Comités Vaso de Leche*, les *Clubes de Madres*, les *Comedores populares*, les *Promodoras Sociales y de Salud*, les petites productrices et entreprises et autres organisations féministes de la vallée de San Lorenzo, de la rive gauche et de la zone urbaine de Tambogrande.

L'*ADMITA* se consacre à la promotion et à la défense des droits des femmes afin qu'elles bénéficient d'espaces de participation et de leadership politique à travers leurs organisations sociales de base. Elles ont entre autres construit une « maison des femmes » qui sert de lieu de rencontre et d'échange.

***Casa del Agricultor*** : Née en 2004 d'une proposition politique du mouvement *Agro Sí* du maire actuel Francisco Ojeda, la *Casa del Agricultor* est un regroupement de petits producteurs agricoles de la vallée de San Lorenzo. Son but premier de permettre aux petits agriculteurs d'accroître leurs possibilités d'accéder à un marché plus rentable et d'améliorer leurs conditions de vie. Pour ce faire, la *Casa* a mis en œuvre différents projets d'agriculture biologique visant à offrir une formation et une assistance technique à ses membres.

***Factortierra*** : *Factortierra* est un projet de communication indépendant, spécialisé dans les enjeux reliés à l'environnement, qui a été fondé en 2000 afin d'informer la population sur les opérations de la compagnie minière canadienne Manhattan et les conséquences de son projet sur la population de Tambogrande. Le réseau diffuse régulièrement des articles d'actualité, des recherches, des lettres d'opinion ainsi que d'autres publications d'analyse sur les activités minières qui menacent l'équilibre écologique et social des communautés paysannes de Piura. Offrant une alternative aux médias corporatifs de la région, qui reflètent bien souvent la vision des élites en faveur de l'industrie minière, *Factortierra* met un accent particulier sur les perspectives des communautés locales affectées. Il a été le premier à couvrir les cas des projets miniers de Tambogrande et de Huancabamba et à révéler le fait que Manhattan entendait réaliser un projet minier à Tambogrande, sans la consultation de la communauté, mais avec l'appui du gouvernement péruvien et des autorités locales.

***Frente de Defensa de Tambogrande*** : Le Front de défense de Tambogrande a vu le jour en 1999 à Tambogrande dans le département de Piura et a été créé afin de faire face à la menace que représentait le futur projet d'exploitation minière de la compagnie canadienne Manhattan Minerals. Le Front est composé de 167 associés fondateurs, représentant des organisations de producteurs, d'arroseurs, de paysans et d'organismes corporatifs et sociaux de San Lorenzo et



Tambogrande. Porte-parole officiel, tant pour les conflits locaux que pour ceux affectant le secteur agricole de la région de Piura, le Front se présente comme l'institution qui représente le mieux la population de la vallée de San Lorenzo et Tambogrande. Il a réussi, en 2002, à bloquer le projet minier et à préserver l'activité paysanne de la région.

**JARC (*Juventud Agraria Rural Católica*) :** La JARC (Jeunesse agraire rurale catholique) est une organisation de jeunes catholiques oeuvrant à l'échelle nationale. Elle a pour but de promouvoir la formation intégrale des jeunes de milieu rural afin de créer une société nouvelle, plus juste, plus humaine et plus solidaire, fondée sur l'Évangile et sur les enseignements sociaux de l'Église. La JARC adapte ses actions à la réalité locale. À Tambogrande, la JARC a participé activement à la lutte contre le projet d'exploitation minière, affirmant clairement que son objectif était de « ne pas permettre le retour de l'entreprise minière à Tambogrande, puisque cela entraînerait la destruction de notre peuple. »

**Junta de Usuarios (*Association d'usagers*) :** La Junta de Usuarios est, selon son président Bruno Fossa, l'organisation la mieux organisée de la vallée de San Lorenzo et fait partie du *Frente de Defensa*. Son but principal est de gérer l'eau qui provient du réservoir de San Lorenzo, ainsi que les conflits liés à sa distribution, puisque les agriculteurs ont chacun un droit de vote peu importe la grandeur de leurs terres. La Junta regroupe 8 000 usagers individuels. La gestion de l'eau a été au cœur du conflit de Tambogrande et la Junta s'est impliquée dans le *Frente de Defensa* et la création de la *Casa del Agricultor* afin de s'assurer que les ressources en eaux demeurent disponibles pour les agriculteurs qu'elle représente.

**Oficina de medio ambiente (*Bureau de l'environnement*):** La municipalité de Tambogrande se donne le mandat d'organiser et de structurer un volet environnemental à l'aide de règlements et d'un manuel de fonctions à l'intérieur de la municipalité. La mission de la Oficina est d'offrir des ateliers à des dirigeants et à des employés municipaux afin qu'ils se rendent compte de l'importance de l'environnement et que leurs actions soient orientées vers la conservation. L'ONG de Lima *Eco Ciudad* a été engagée pour donner la formation. Il y a eu des apports économiques d'OXFAM GB et du Fonds de contrevaletur Pérou-Allemagne pour réaliser le projet. La municipalité souhaite promouvoir l'agriculture et développer des actions environnementales cohérentes avec ses revendications dans le cadre de la lutte pour la protection de l'environnement et de l'agriculture.

## Au niveau régional

**Agrupación de Ecologistas Trópico Seco** (Association d'écologistes Forêts sèches): *Trópico Seco* est formée de jeunes d'un même quartier et de tous les activistes intéressés par l'environnement. Cette association a été chapeautée à ses débuts par Godofredo Garcia Baca, alors que ce dernier s'est mérité le *Premio Nacional San Luis - Pro Conservación de la Naturaleza* en 1993. Financée par les *Steel Workers*, *Global Green Fund* et les *Amis de la Terre*, l'association est aujourd'hui dirigée par son fils Ulises Baca Garcia, qui a pris la relève après l'assassinat de son père. L'association a pris un virage vers des enjeux sociaux afin de

conserver les traditions de la localité tout en protégeant l'environnement. Elle questionne entre autres les politiques du FMI et la banque mondiale, qui soutiennent le développement de projets miniers. Son projet principal est le boisement d'avenues de la ville de Tambogrande et l'introduction d'espèces indigènes utiles à la communauté.

**CEPRODA MINGA** : *CEPRODA MINGA* est une ONG qui s'est formée dans la sierra de Piura en 1994 afin de vaincre l'isolement et de travailler au niveau régional. *CEPRODA MINGA* a développé plusieurs lignes de travail dans les domaines du : développement local, femmes et développement, prévention des catastrophes et agroécologie. Son principal axe de travail est le renforcement des organisations sociales régionales et locales. *CEPRODA MINGA* travaille avec l'Association fédérale régionale agraire et l'Association régionale de *rondas campesinas*.

**CIPCA** : Fondé par les jésuites en 1972 dans le courant de la théologie de la libération, *CIPCA* se préoccupe de développement d'entreprise en milieu rural, de gouvernance locale et de planification régionale. *CIPCA* a suivi de près la situation, jouant à l'occasion le rôle de médiateur et le rôle de mobilisateur via sa radio. L'organisme a également réalisé une enquête à Tambogrande en 2001.

**Colectivo Tambogrande-Piura** : On compte dans ce collectif regroupant 15 organisations et individus de Piura<sup>1</sup> des groupes de jeunes, des groupes de protection de l'environnement et de soutien aux paysans producteurs de café et des organisations liées à l'Église, dont *Diaconía*. Les membres du *Colectivo*<sup>1</sup> ont été actifs durant les campagnes de sensibilisation pour Tambogrande.

**Diaconía para la Justicia y la Paz** : *Diaconía* est une institution de l'archevêché de Piura et Tumbes créée en 1987 afin de favoriser la paix dans un contexte de violence politique. La pastorale sociale cible les problèmes économiques, politico-sociaux en lien avec la doctrine sociale de l'Église catholique. *Diaconía* a accompagné la communauté de Tambogrande dès le tout début du conflit. Désignée comme interlocutrice entre la communauté et l'entreprise minière, *Diaconía* a essayé de faire en sorte que le dialogue se fasse dans les conditions les plus équitables possibles et de trouver une solution pacifique et respectueuse des droits de la population. À la suite de l'échec du processus de dialogue, *Diaconía* a continué d'accompagner la communauté, notamment en participant au Comité technique d'appui à Tambogrande (*Mesa Técnica*), dont elle assumait la coordination.

---

<sup>1</sup> Certains de ces groupes, dont *Centro IDEAS* – Piura et *PIDECAFE*, ont été interviewés dans le cadre des travaux de recherche de Muradian et Martínez-Alier en 2001. Ces données servent à élargir mon propre champ de recherche qui compte deux groupes dans le *Colectivo Tambogrande* soit : *Grupo de Trabajo Piura, Vida y Agro* et *Asociación de Ecologistas Trópico Seco*. Le nom des autres groupes sont : *Colectivo de Reflexión y Acción Política CREA* – Pueblo; *Emaús Aguilar*; *Clave Juvenil*; *Jóvenes organizados por el desarrollo independiente (JODI)*; *Villa Nazareth* – Chulucanas; *CEPESER*; *Agrupación Universitaria en Defensa del Ecosistema Regional AUDER*; *Foro Ecológico*; *Propuesta Regional*; *AGRIPS (Asociación de grupos independientes de Piura y Sullana)*.

**Grupo Piura, Vida y Agro (Groupe Piura, vie et agriculture) :** Groupe d'opposition au projet minier formé de professionnels de Piura, incluant des avocats, des économistes, des ingénieurs (dont faisait partie Godofredo Garcia Baca) et des biologistes, réunis pour élaborer des arguments techniques contre le projet minier. La principale proposition soutenue par ce groupe était la suspension immédiate des permis à la société minière Manhattan et que soit déclarées intangibles (zones exclusivement agricoles) les vallées de Piura. Le 24 novembre 2000 à Piura le groupe, engagé dans la promotion d'un développement équitable, participatif et démocratique, s'est prononcé pour la défense de l'agriculture et des droits de Tambogrande. Parmi les apports les plus importants de *Piura Vida y Agro* dans le conflit minier, on compte deux publications : *Tambogrande : ¿Dispensa o minería?* (Piura, 2001) et *Minería Metálica bajo El Niño en Piura: Injustificado Riesgo para su Vida y Desarrollo*. (Piura, 2003).

**Radio Cutivalú :** Station de radio de portée régionale fondée il y a 15 ans et ayant pour mission de promouvoir le développement régional à partir du développement rural, à travers la production et la diffusion d'émissions de radio au contenu éducatif, culturel, récréatif et formatif. *Radio Cutivalú* a joué un rôle important d'information et de mobilisation dans la lutte de Tambogrande. Seule radio du genre dans la région, elle apporte aux acteurs de toutes les sphères un outil de vigilance quotidienne.

**Zona Autónoma :** Collectif de la ville de Piura regroupant des jeunes de différents milieux (artistes, groupes jeunesse, étudiants, chômeurs, etc.) et se voulant un espace d'expression libre et solidaire. *Zona Autónoma* réalise des activités artistiques et des actions politiques – ciné-débats, ateliers, participation à des marches et événements publics – en appui aux luttes des communautés locales. *Zona Autónoma* a participé à la lutte de Tambogrande et continue d'appuyer activement les revendications des communautés de la région face aux impacts négatifs de l'industrie minière.

## Au niveau national

**Centro de la Mujer Peruana Flora Tristan :** Le Centre de la femme péruvienne Flora Tristan, organisation féministe fondée en 1979, a réalisé des études et des travaux de recherche en milieu rural au Pérou et s'est intéressé au lien entre le développement et les connaissances locales pour la conservation de la biodiversité et le renforcement de la sécurité alimentaire selon une perspective de genre dans plusieurs régions du Pérou. Compte tenu de l'incidence environnementale importante du projet minier sur lequel ont eu à se prononcer les citoyens de Tambogrande, le type d'étude réalisé par Flora Tristan s'inscrit parfaitement dans ma démarche et contribue à documenter le lien entre genre, développement et environnement. L'organisme postule en effet que les différences de genre doivent être reconnues dans l'étude des savoirs et des pratiques liées aux ressources naturelles et à leur gestion. Ce type de recherche participe à la mise en place de politiques et de programmes visant la recherche de solutions comme bases d'un développement plus équitable et viable écologiquement et pour l'amélioration des conditions de vie des femmes. L'expertise des groupes de femmes péruviennes fournit des outils méthodologiques pertinents pour approcher mon objet d'étude.

***Colectivo Tambogrande-Lima*** : Le *Colectivo Tambogrande-Lima* a été créé par un groupe d'étudiants, d'artistes, d'environnementalistes, de professionnels et d'activistes de la société civile de Lima afin d'informer les citoyens de ce qui se passait à Tambogrande et de générer de la solidarité envers les Tambograndinos. Le *Colectivo* a mené différentes actions de sensibilisation, la plus notoire étant la campagne « Si no hay limón, no hay ceviche », organisée en collaboration avec le communicateur Paul Gogin, de l'agence *VenVa*. Une stratégie de communication a été déployée via les médias de communication et à travers des événements publics comme des expositions sur les places publiques, une vigile du citron au moment des audiences publiques et une marche monstre qui a parcouru tous les quartiers centraux de Lima. Avec l'appui de diverses institutions, ce regroupement a réussi à marquer l'opinion publique nationale en développant des moyens créatifs de diffuser le conflit minier.

***Comisión Episcopal de Acción Social (CEAS)*** : Fondée en 1965, la Comisión Episcopal de Acción Social – CEAS est un organe de service de la Conférence épiscopale péruvienne œuvrant à l'animation, l'accompagnement, la promotion et la coordination de la pastorale sociale à l'échelle nationale. CEAS préconise une pastorale des droits humains qui serve à consolider la justice, la démocratie, le développement et la paix au Pérou. Entre autres apports à la lutte des Tambograndinos, CEAS a participé au Comité technique d'appui à Tambogrande (Mesa Técnica) et a conseillé le *Frente de Defensa* dans ses démarches visant à résoudre le conflit engendré par l'arrivée de la compagnie minière.

***CooperAcción*** : Fondée en 1997, *CooperAcción* est une organisation non gouvernementale sans but lucratif dont les activités visent le développement durable dans les régions touchées par l'exploitation intensive des ressources naturelles, notamment l'exploitation minière et la pêche. Travaillant avec les organisations sociales, les autorités locales, les communautés agricoles, les petits exploitants miniers, les pêcheurs artisanaux et les petits entrepreneurs de ces régions, *CooperAcción* a pour objectif de contribuer à l'atteinte d'un équilibre environnemental, économique et sociale entre l'exploitation de ces ressources et le développement des localités et du pays. Tambogrande fait partie des zones d'intervention de *CooperAcción*, qui y a été présent tout au long de la lutte.

***Coordinadora Nacional de Comunidades Afectadas por la Minería (CONACAMI)*** : Fondée en 1999, *CONACAMI* est une organisation péruvienne regroupant des communautés affectées par les activités minières, dont l'objectif est de promouvoir le droit à la vie, au territoire, aux ressources naturelles et à l'autodétermination des peuples, afin de permettre un développement intégral et durable à travers la participation, le dialogue et l'élaboration de propositions en collaboration avec différentes organisations locales, nationales et régionales. Elle représente actuellement quelque 1650 communautés agricoles et autochtones de 18 régions du Pérou. *CONACAMI* a joué un rôle actif dans la lutte de Tambogrande, et son actuel président, élu en octobre 2006, est Luis Riofrío, dirigeant du *Frente de Defensa* de la vallée de San Lorenzo.

**Fundación Ecu mica para el Desarrollo y la Paz (FEDEPAZ) :** FEDEPAZ est une organisation non gouvernementale sans but lucratif fondée en 1993 pour  œuvrer à la défense et à la promotion des droits humains dans l'ensemble du territoire péruvien. Se spécialisant dans les questions juridiques, FEDEPAZ défend la liberté des personnes innocentes et d'autres droits fondamentaux, ainsi que les droits liés à l'environnement. Elle intervient également auprès d'instances internationales (O A, ONU). FEDEPAZ a contribué à la création et est membre de l'instance nationale de coordination des droits humains. Elle faisait partie du Comité technique d'appui à Tambogrande (*Mesa Técnica*), assurant en particulier l'accompagnement juridique des dirigeants et de leur municipalité.

**Guarango Cine y Video :** Guarango Cine y Vídeo est une association se consacrant depuis 12 ans à la réalisation de projets audiovisuels pour le développement. L'association s'est intéressée de près à différents conflits opposant les communautés locales aux entreprises minières. Elle a produit en 2004 à Lima un film documentaire sur Tambogrande intitulé « *Tambogrande vale m s que oro* » (Tambogrande vaut plus que de l'or).

**Red Muqui :** Réseau d'institutions nationales et locales visant à promouvoir le développement durable, ainsi que l'extension et la défense des droits des communautés situées dans les zones d'influence de l'industrie minière et métallurgique au Pérou. Son site web ([www.muqui.org](http://www.muqui.org)) sert à informer l'opinion publique de l'évolution des cas de conflits entre l'industrie minière et les communautés au Pérou et à diffuser des recherches et des propositions d'action afin de stimuler le débat sur la problématique minière au Pérou.

**VenVa :** VenVa est une entreprise de communication spécialisée dans le développement et la mise en œuvre de stratégies de sensibilisation dans une optique interculturelle. Tenant compte de la grande diversité culturelle existant au Pérou, VenVa a recours à diverses approches alternatives réunissant la création artistique et publicitaire et la communication sociale afin de réellement toucher ses différents publics. VenVa a collaboré à la conception et la réalisation de la campagne réalisée en 2002 en faveur des agriculteurs de Tambogrande.

## Au niveau international

**Droits et Démocratie (Canada) :** Droits et Démocratie est une organisation indépendante, créée par le Parlement canadien en 1988 pour appuyer les valeurs universelles des droits de la personne définis dans la Charte internationale des droits de l'homme des Nations Unies et pour promouvoir les institutions et les pratiques démocratiques dans le monde entier. Elle appuie des organisations de la société civile péruvienne depuis plusieurs années et a collaboré aux travaux de la Commission de la vérité. Droits et Démocratie a été un des membres de la mission conjointe d'observation électorale lors des élections générales du Pérou en 2000. Un observateur et une observatrice, délégués par Droits et Démocratie lors de la consultation populaire de 2002, ont publié un rapport intitulé *L'or et la terre : enjeux du développement démocratique*, dans lequel ils reconnaissaient la légitimité des résultats et recommandaient à la compagnie Manhattan d'en tenir compte et de rendre publique dans les plus brefs délais son étude d'impact environnemental attendue depuis plusieurs mois.

**Oxfam America (Pérou) :** *Oxfam America* appuie les communautés dans leur revendication du droit de décider si elles veulent ou non que des projets d'extraction minière, pétrolière ou gazière soient développés sur leurs terres et sous quelles conditions. *Oxfam America* ne s'oppose pas à l'industrie minière comme telle, mais croit que les entreprises doivent respecter les droits des communautés concernées et les informer adéquatement des impacts des projets. *Oxfam America* a apporté son appui à la réalisation de la consultation populaire de 2002, en finançant en particulier une campagne menée par *Diaconía para la Justicia y la Paz* afin d'informer la population locale et l'encourager à participer au processus de consultation. *Oxfam America* fait également partie du Comité technique d'appui à Tambogrande (*Mesa Técnica*).

**Oxfam GB (Pérou) :** L'un des principaux champs d'intervention d'*Oxfam Grande-Bretagne* au Pérou est l'appui au développement de moyens de subsistance durables en milieu rural. C'est dans le cadre de ce programme qu'*Oxfam GB* a apporté son appui à la lutte menée par les citoyens de Tambogrande pour que leurs points de vue soient pris en compte dans les décisions qui ont une incidence sur leur vie et leurs moyens de subsistance. *Oxfam GB* a notamment financé la réalisation de la consultation tenue en 2002, par laquelle la population de Tambogrande s'est massivement opposée à l'exploitation minière sur ses terres.

## APPENDICE C

FORMULAIRE DE CONSENTEMENT, LETTRES D'APPUI  
ET AUTRES CORRESPONDANCES

Département de communications  
 Université du Québec à Montréal  
 Case postale 8888  
 Montréal, Québec  
 H3C 3P8  
 CANADA



1.514.987-3000 (4151)

***Cooperación internacional y desarrollo en la comunidad de  
 Tambogrande.  
 La gestión y las percepciones de los aspectos socioambientales***

**Formulario de Consentimiento Escrito**

Me llamo Geneviève Meloche y soy candidata al doctorado en comunicaciones en la Université du Québec à Montréal (Canadá). Mi proyecto de tesis está enfocado en la dinámica que se establece entre los diferentes actores que participan en un proceso de desarrollo, u muy específicamente en lo concerniente a los impactos socioambientales.

Por esa razón estoy llevando a cabo algunas entrevistas como parte de mi trabajo de campo en la región de Piura. Este proyecto de investigación está financiado en parte por el Centro de Investigaciones para el Desarrollo Internacional (CRDI).

**Participación :**

Vuestra participación en una corta entrevista me permitiría entender mejor cuál ha sido y sigue siendo su contribución, o la contribución de su institución u organización, manejo de las variables asociadas con el medioambiente en Perú. Cabe destacar que la participación es totalmente voluntaria. Si usted acepta, le voy a pedir que conteste una serie de preguntas. Puedo garantizarle que cualquier información que sea proporcionada por usted será usada estrictamente en el contexto de este proyecto, dentro del marco de la producción de mi tesis de doctorado.

Además, si lo desea y me lo indica, puedo garantizarle que sus respuestas serán mantenidas bajo confidencialidad. En el mismo sentido, todo uso de los datos escritos o grabados generados a través de su entrevista serán mantenidos guardando los criterios de confidencialidad. Esta entrevista puede ser grabada o no, como usted quiera. Puede decidir en cualquier momento terminar con la entrevista y retirarse. Si lo pide, puede recibir una copia de la tesis que presentará los resultados finales del estudio.



Cualquier pregunta con respecto al estudio puede dirigirla a mí nombre o al del director, antes, durante, o después de la entrevista :

Geneviève Meloche  
Candidata al doctorado

Director :  
Claude-Yves Charron,  
Professor  
Departemento de comunicaciones

Université du Québec à Montréal  
Case postale 8888  
Montréal, Québec  
H3C 3P8 CANADA

Usted recibirá dos copias de este formulario. Por favor, firme ambas y guarde una copia para referencia futura.

- ¿ Desea que su participación sea confidencial ?

SI

NO

- ¿ Puedo grabar la entrevista ?

SI

NO

- Firma del o de la entrevistado/a :

Fecha :

- Firma de la investigadora :

Fecha :



Université du Québec à Montréal

Casa postale 8888, succursale Centre-Ville  
Montréal (Québec) Canada H3C 3P8

Vice-rectorat aux services académiques  
et au développement technologique

Canada, 15 de Junio de 2005

Campus Universitario, Urb. Miraflores s/n, Castilla - Piura  
Para el Rector de la Universidad Nacional de Piura  
Blgo. Edwin Agustín Vegas Gallo

**Solicitud de apoyo**

Estimado Rector,

A título de vice-rector de la Universidad de Québec y supervisor de tesis de la Señora Geneviève Meloche, tengo el agrado de dirigirme a usted con la finalidad de pedirle su apoyo para facilitar la investigación de Genevieve Meloche dentro del marco de su tesis doctoral, en la región de Piura por los meses de julio y agosto del 2005.

Le escribo, muy específicamente, para solicitar su ayuda en lo concerniente a la obtención de una carta de recomendación de la Universidad de Piura para atestiguar la presencia de la candidata en Tambogrande y en la región de Piura. Yo quisiera solicitarle también y en la medida de sus posibilidades, facilitar encuentros de la Señora Meloche con representantes de Tambogrande y poner a su disposición, la información que sea pertinente.

La investigación que la Señora Meloche espera llevar a cabo dice relación al rol de la comunidad en la implantación de un modelo de desarrollo sostenible. El título provisorio de su tesis es Cooperación internacional y desarrollo, el caso de la comunidad de Tambogrande.

Ella ya estuvo en Tambogrande en abril del 2003 para identificar a los principales representantes de la comunidad y del distrito.

Le estaría muy agradecido si usted pudiera darle una carta de recomendación, confirmando su apoyo a su trabajo de campo

Si ud. quisiera tener mayores referencias puede contactar a José Echave quien respaldó a la sra. Meloche durante un periodo de práctica anterior en el Perú en los años 2002- 2003.

En espera de una respuesta a mi solicitud, reciba la expresión de mis más respetuosos saludos.

Atentamente,

Claude-Yves Charron,

Vice-rector

Servicios académicos y desarrollo tecnológico

Supervisor de tesis

Secrétaire général du réseau des Chaires UNESCO en communication, ORBICOM (71 pays)



**UQAM**



Lima, el 4 de julio de 2005

### **Solicitud de apoyo**

Como organización que acoge a la Señora Genevieve Meloche, tengo el agrado de dirigirme a Usted con la finalidad de solicitar apoyo para facilitar su investigación dentro del marco de su tesis doctoral, en la región de Piura y en el distrito de Tambogrande en el mes de julio del 2005.

Sería sumamente importante para su trabajo se le puedan facilitar en los trámites necesarios ante la comunidad de Tambogrande y poner a su disposición, en la medida de lo posible, la información que sea pertinente.

Su investigación busca explorar la relación y el rol de la comunidad en la implantación de un modelo de desarrollo sostenible. El título provisorio de su tesis es: Cooperación internacional y desarrollo, el caso de la comunidad de Tambogrande. La Señora Meloche espera contactar a varios actores vinculados al desarrollo de esta localidad: autoridades, dirigentes de las organizaciones sociales y población en general.

Personalmente, he respaldado a la Señora Meloche durante un periodo de práctica de ocho meses. En ese tiempo visitó Tambogrande en abril del 2003 por cuatro días para identificar los principales representantes de la comunidad y el distrito.

Le estaría muy agradecido si usted pudiera darle su apoyo.

Si Ud. quisiera tener mayores referencias puede contactarme directamente.

Muchas gracias por su atención,

Jose De Echave C  
Director Ejecutivo





## MUNICIPALIDAD DISTRITAL DE TAMBOGRANDE

"AÑO DE LA INFRAESTRUCTURA PARA LA INTEGRACIÓN"

CITACIÓN N° 025-2005-MDT-DSPC.

Tambogrande, 18 de Julio del año 2005.

SEÑOR.

CIUDAD.

ASUNTO: ENTREVISTAS SOBRE EL DESARROLLO DE IMPACTOS SOCIO  
AMBIENTALES EN TAMBOGRANDE

Me es grato expresarle nuestro saludo institucional en nombre del Sr. Alcalde Lic. Francisco Ojeda Riofrio y manifestarle lo siguiente:

Que, la Gestión Municipal en coordinación con la Sra. Genoveva Meloche, representante de la Universidad de Québec - Canadá, vienen desarrollando una investigación sobre el rol de las instituciones sociales y comunales en el desarrollo del distrito de Tambogrande, en relación al medio ambiente; la investigación a realizar expresará el rol de la comunidad en la implementación de un modelo de desarrollo sostenible. Por tal motivo se le invita a participar de la reunión a realizarse, el .

Día : .....

Horas : .....

Lugar : .....

Agradecemos anticipadamente su asistencia, reiterándole nuestros sentimientos y estima personal.

Atentamente,

MUNICIPALIDAD DISTRITAL DE TAMBOGRANDE  
LIC. FRANCISCO OJEDA RIOFRIO  
ALCALDE

"Tambogrande Distrito Ecológico, Premio Nacional de Derechos Humanos 2002"

JR. CASTILLA N° 449 - TAMBOGRANDE - PIURA - PERU  
E-mail: mdt@speedy.com.pe

Teléfono: 073-366411 - 073-366413  
Telefax: 073-366277

## **Lettre de sollicitation pour rencontres à Lima (2006)**

Estimado/a (nombre),

Mi nombre es Geneviève Meloche y soy estudiante al doctorado en comunicaciones en la Universidad de Quebec en Montreal (Canadá). En el marco de mi tesis, estoy realizando una investigación sobre el desarrollo local en un contexto de conflicto, y que busca, en particular, analizar los impactos de la lucha llevada a cabo por la comunidad tambograndina contra el proyecto minero promovido por la minera canadiense Manhattan.

Estaré viajando a Perú en mayo con el propósito de compartir con la gente de Tambogrande y especialistas los resultados de la investigación, que he llevado a cabo entre septiembre del 2002 y agosto del 2005.

Su nombre me ha sido sugerido por Rosa Montalvo Reinoso y le escribo para averiguar su interés y disponibilidad para comentar los resultados de mi investigación, específicamente en lo que respecta a la metodología. Encontrará adjunto un breve resumen del objeto de mi investigación y del proceso seguido desde el 2002.

Estaré en Lima entre el 8 y el 14 de mayo próximo. Si usted estuviera disponible en esta semana y tuviera interés en compartir conmigo, le podría mandar mi informe con anticipación por correo electrónico para que tenga tiempo de conocer su contenido.

Le estaría muy agradecida si pudiera aportar sus comentarios sobre mi investigación.

Si quisiera tener mayores referencias, puede contactar a José De Echave de la organización CooperAcción, quien respaldó mi trabajo de investigación durante mis estadías en Tambogrande.

Espero su pronta respuesta por correo para confirmar su interés, y llegado el caso, la fecha y hora que le conviene mejor para encontrarme durante mi estadía en Lima.

Agradeciéndole su atención, me despido

Atentamente

Geneviève Meloche  
Université du Québec à Montréal  
Canada

## APPENDICE D

### CANEVAS D'ENTREVUE, CALENDRIER DES RENCONTRES ET RAPPORTS DE RECHERCHE



## **Canevas d'entrevue (juillet 2005)**

### **Identidad**

1. ¿Como se formo tu pueblo y desde que vives aqui que cambios has observado ?
2. ¿En que momento se forjo o se consolido la identidad de su pueblo?
3. ¿Para usted que es un buen lider? ¿Si tuviera que elegir un modelo a seguir quien seria, y porque?
4. ¿Por que cree que mucha gente de afuera se interesa por su pueblo?

### **El conflicto de 1999-2003**

5. ¿Que fortalecio el pueblo durante los 10 ultimos anos?
6. ¿Cual seria el aporte de los hombres y de las mujeres en la lucha?
7. ¿Cuales fueron la estrategias que utilizaron para movilizarse en la defensa de sus derechos y cuales fueron los impactos?
8. ¿Qué problemas tiene el distrito de Tambogrande y de quién es la principal responsabilidad para solucionarlos?
9. ¿Qué espacios de participación se promueven en el distrito y cual es la participacion de la mujere en estos?

### **Medioambiente**

10. ¿Que significa la agricultura para ustedes?
11. ¿Que practicas utilizaron en su parcela o chacra antes y como lo hacen hoy?
12. ¿Que significa el medioambiente y quien lo debe cuidar?
13. ¿Cuales son los ventajas y desventajas de los fenomenos climaticos?
14. ¿Como enfrentarian a los desafios del medioambiente?

### **Visión del futuro**

15. ¿Usted puede describir un pueblo ideal?
16. ¿Para ustedes que es desarrollo y que cosa deben hacer los pobladores para lograrlo?
17. Que futuro les espera como localidad?
18. ¿Qué oportunidades tienen?

## **Invitation à la conférence-atelier (mai 2006 Piura)**

Piura 5 de mayo del 2006

De mi mayor consideración

Mi nombre es Geneviève Meloche y soy estudiante al doctorado en comunicaciones en la Universidad de Quebec en Montreal (Canadá). En el marco de mi tesis, estoy realizando una investigación sobre el desarrollo local en un contexto de conflicto, y que busca, en particular, analizar los impactos de la lucha llevada a cabo por la comunidad tambograndina contra el proyecto minero promovido por la minera canadiense Manhattan.

Con el propósito de compartir los resultados de la investigación, que he llevado a cabo entre septiembre del 2002 y agosto del 2005 es que les invito a participar de una mesa redonda que se llevara a cabo el día 15 de mayo a horas 9.30 a.m en el auditorium de CIPCA, ubicado en calle san Ignacio Miraflores. Es necesario señalar la reunión cuenta con la participación de la ONG Cooperación institución que trabaja actualmente en la zona de Tambogrande y que facilito mucho mi investigación

### **Programa**

- 1-Presentación de resultados de investigación.
- 2-Comentarios de los participantes
- 3-Debate :
  - ¿Quien decide el desarrollo de Tambogrande ?
  - ¿Qué ética deben tener los cooperantes para el logro del desarrollo?
- 4-Almuerzo

Esperando contar con su asistencia pues su presencia y participación será de mucho provecho para los resultados finales de mi investigación, agradeciéndole su atención, me despido de usted.

Atentamente

Geneviève Meloche  
Université de Québec à Montréal  
Canada



**Título provisorio:** *Metodología para una nueva ética de la cooperación internacional. Apropiación del desarrollo por las comunidades en un contexto de conflicto. El caso de Tambogrande en el Perú.*

### **Objetivo del proyecto de tesis:**

El objetivo de mi proyecto de tesis es **elaborar modelos de cooperación basados en una nueva ética de cooperación**. Parece, en efecto, esencial desarrollar herramientas de análisis dirigidas a aquellas organizaciones que tengan que trabajar con una población determinada, para que puedan entender mejor la dinámica del desarrollo a nivel local y evitar un cierto **antropocentrismo**, que frena el desarrollo autónomo de las comunidades en lugar de estimularlo. Este trabajo no podría hacerse sin un estudio de los fenómenos en el terreno ni sin la participación de los y las actores del Sur.

Así, la cuestión principal de la parte de esta investigación realizada en el terreno es saber en qué y cómo la **resolución de conflictos** puede generar una toma de conciencia y una toma de la palabra que lleven a una cierta autonomía, y por lo tanto a una apropiación de los parámetros que definen los desafíos del desarrollo. Busco saber en qué los instigadores del debate que sacude Tambogrande favorecen un proceso de aprendizaje que resulte en una **nueva capacidad para resolver los problemas y proyectarse en el futuro**. Con un mejor entendimiento de las dinámicas que les permiten definir su desarrollo, será más fácil salir de una visión unidireccional de un desarrollo concebido de manera determinista.

Desde esta perspectiva, este proyecto de investigación busca demostrar los lazos existentes entre la pertenencia al territorio y el conocimiento de la historia y el ambiente propios, que son parte del proceso de apropiación por parte de la comunidad de su propio desarrollo.

### **Proceso seguido hasta ahora:**

La investigación empezó con un análisis de las principales cuestiones en juego en el conflicto minero durante una primera estancia de ocho meses en el Perú, del 6 de septiembre del 2002 al 6 de mayo del 2003. En una primera visita en el terreno, que se realizó en la región de Piura en abril del 2003, se han realizado diez entrevistas, que han permitido recolectar datos sobre los contextos sociocultural, económico y medioambiental.

En julio del 2005, volví a Tambogrande para profundizar el tema de la construcción identitaria en relación con el proceso de apropiación del desarrollo que surgió a raíz de la lucha. Busqué entender más específicamente el rol de los actores en los cambios provocados por el conflicto. Durante esta visita de un mes, se ha consultado a unas cien personas por medio de entrevistas individuales y grupos focales.

El viaje que realizaré en mayo del 2006 tiene como propósito compartir con ustedes los resultados de esta investigación. Lo que se les presentaría son los resultados preliminares de la misma. Espero que puedan aportar comentarios constructivos que contribuyan al avance de los conocimientos en el campo de las comunicaciones internacionales y a una mejor comprensión del desarrollo local en un contexto de conflicto. Sus reflexiones serán tomadas en cuenta en el momento de redactar la tesis.

## Calendrier des rencontres, juillet 2005

### Semaine 1 : LIMA

<b>28 juin au 6 juillet</b>	<b>Rencontres- heure</b>	<b>Détails</b>
Jour 1 : mardi le 28	Contacts	
Jour 2 : mercredi le 29	férié	-
Jour 3 : jeudi le 30	12h30: Michel, SUCO 15h : Julia, Cooperaccion	Contacts Approche participative
Jour 4 : vendredi le 1 <sup>er</sup>	15h30 : Angelica Motta, chercheure en genre et développement	Methodes de recherche en milieu rural Contacts groupes de femmes
Jour 5 : samedi le 2	-	
Jour 6 : dimanche le 3	PM : Mariana Cubilla, VenVa	Campagne " Cebiche"
Jour 7 : lundi le 4	Contacts SUCO	
Jour 8; mardi le 5	10h : Velarde, membre du Congrès 13h : MadeleinePérusse PM : Flora Tristan Manuela Ramos	Loi d'inganbilité de la vallée de San Lorenzo  Groupes de Femmes
Jour 9 : mercredi le 6	11h : CEAS, Rocio Avila 13h : De Echave, CooperAccion	Voyage de nuit à Piura

### Semaine 2 : PIURA

<b>7 juillet au 12 juillet</b>	<b>Rencontres- heure</b>	<b>Détails</b>
Jour 10 : jeudi le 7	Arrivée à Piura 17h : Diaconia, Lupo Cantera	Contacts et suivis
Jour 11 : vendredi le 8	9h : municipalité de Piura (Conférence sur le Traité de libre-échange avec États-Unis) 11h : Stephanie Boyd 17h : Cisse Toro, CooperAccion	Contacts et historique de la mobilisation  Organisation dans Tambogrande-méthodologie
Jour 12 : samedi le 9	12h : Fidel Torres Ulises Garcia Congressiste Velarde Julio Casas, sociologue 8h : Olivia Algado  9h: Stephanie Boyd	Recherche – d.d. Entrevue fils de Godofredo Remerciements-suivi Systématisation : tesis caso Tambo, ref. Rocio Avila
Jour 13 : dimanche, 10	Liliana Alzamora, Ofelia (restaurant du coin) Hermanas de Notre-Dame	8h :Visite de Tambogrande logement
Jour 14 : lundi le 11	CIPCA : Maximiliano Ruiz; Antenor Aliaga, Recteur UNPiura Enrique Rodriguez, avocat PROMEB	Contacts avec chercheurs

**Semaine 3 : TAMBOGRANDE**

<b>12 juillet au 19 juil</b>	<b>Rencontres - heure</b>	<b>Détails</b>
Jour 15 : mardi le 12	8h : Cisse Toro PM : Francisco Ojeda, maire de Tambogrande 6h: Manuel Reyes soir: Bruno Fossa, Junta de Usuarios	Démarche et appuis nécessaires  Besoins logistiques  Entrevue
Jour 16 : mercredi le 13	10h : Hermelinda Castro, Maison des femmes de Tambogrande	
Jour 17 : jeudi le 14	13h : Liliana Alzamora	Entrevue-témoin
Jour 18 : vendredi le 15	10h : maire de Tambogrande PM: Liliana, Manuel, Cisse	
Jour 19 : samedi le 16	9h : Coopératives de femmes Oficina de medioambiente Casa del Agricultor	Entrevues individuelles
Jour 20 : dimanche le 17	10h: Casa de las hermanas	
Jour 21 : lundi le 18	Entrevues individuelles (5) Ecobosque (rive gauche)	
Jour 22 : mardi le 19	Entrevues individuelles (5)	

**Semaine 4 : TAMBOGRANDE**

<b>20 juillet au juillet</b>	<b>Rencontre- heure</b>	<b>Détails</b>
Jour 23 : mercredi le 20	Entrevues individuelles (5)	
Jour 24 : jeudi le 21	Entrevues individuelles (5)	
Jour 25 : vendredi le 22	Groupe de discussion mixte	
Jour 26 : samedi le 23	Groupe de discussion femmes	
Jour 28 : lundi le 25	Groupe de discussion (film)	
Jour 29 : mardi le 26	Groupe de discussion jeunes	

**Semaine 5 : RETOUR**

<b>26 juillet au 2 août</b>	<b>Rencontre- heure</b>	<b>Détails</b>
Jour 30 : mercredi le 27		
Jour 31 : jeudi le 28	Fête nationale du Pérou	congé
Jour 32 : vendredi le 29	CIPCA + journaliste	
Jour 33 : samedi le 30	-	
Jour 34 : dimanche le 31		Retours vers LIMA
Jour 35 : lundi le 1er	-	
<b>Jour 36 : mardi le 2</b>		DÉPART pour Montréal

### Réunions à Lima, mai 2006

DATE	PERSONNES RENCONTRÉES	THÈMES ABORDÉS
8 mai	<b>Oxfam América</b> Javier Arorca	Coopération internationale et conflits – développement local local
9 mai	<b>FEDAPAZ</b> Ana Leyva  <b>IEP</b> Marisa Remy  Julio Casas, Sociologue	Aspects juridiques et impacts du conflit dans les alliances entre ONG  Commentaires sur la méthodologie de recherche  Relation entre les minières et les communautés – rôle de l'État
10 mai	<b>Flora Tristan</b> Blanca Fernandez  <b>CooperAcción</b> Jose De Echave	Metodologies de recherche auprès des femmes (rural)  Commentaires sur la recherche
11 mai	<b>Desco</b> Jairo Rivas  <b>VenVa</b> Paul Gaugin Publicitaire	Empowerment des communautés- éducation populaire  Aspects communicationnels et campagne de visibilité du conflit
12 mai	<b>Université Catolica</b> Catalina Salazar  <b>Servicios educativos rurales (SER)</b> Javier Torres  <b>Université San Marcos</b> Anahi Durand Guevara Antropologue	Méthodologies de recherche et coopération internationale  Empowerment des communautés- éducation populaire  Identité-particularités culturelles au Nord du Pérou/ questions autochtones

### Réunions « officielles » à Piura et Tambogrande, mai 2006

DATE	PERSONNES RENCONTRÉES	THÈMES ABORDÉS
14 mai	<b>CIPCA</b> Bruno Revesz	Commentaires sur la recherche
15 mai	Présentation des résultats de la recherche suivis d'ateliers  30 participants	Conférence et débat
16 mai	<b>Manitos</b> , centre venant en aide aux enfants travailleurs  Entrevues avec les éducatrices et intervenantes et tournage vidéo des jeunes	Problématique du travail des enfants dans la région de Piura
17 mai	Femmes organisées de Cruceta Atelier de formation  <b>Casa del Agricultor</b> Mariano Fiestas  <b>Municipalité de Tambogrande</b>	Organisation des femmes de Cruceta à Tambogrande  Présentation des résultats de la recherche – Cruceta à Tambogrande  Présentation des résultats de la recherche
18 mai	<b>Factortierra</b> Nelson Peñaherrera Senior Editor, Advocacy Specialist and Strategist	Commentaires sur la recherche et sur le conflit
19 mai	<b>Zona Autónoma</b> Groupe autogéré de jeunes À Piura	Implication dans la lutte de Tambogrande et d'autres dossiers similaires.

**Extraits de l'entrevue avec Manuel Reyes**  
**Concernant les 4 groupes de discussion menés en juillet 2005**

---

**Participation – diversité :**

- Habia personas de todos los sectores del distrito inclusive de la margen izquierda hemos tenido a representantes de muy lejos que pertenece de una comunidad campesina, habia tres representantes de esa zona. Hemos tenido representantes de la margen derecha de un sitio de la Valle de los Incas, tambien del lado Oeste, Malinguas.
- 50% de la gente se conocia antes.
- Lo importante es que ellos han tenido confianza en tu trabajo que iban a hacer, tu explicabas el motivo de la reunion la gente no veia este criterio de duda o de miedo, de temor que los enganien frente a otras situaciones como lo hacia la empresa Manhattan.
- La gente que participo al grupo FOCAL sabia que iba a tener regalos despues. Eso es importante porque despues de tu participacion si todo ha sido una magnificacion en la conduccion del evento, insinuaba a la participacion de todos, pedia la opinion de todos aun de la persona que no participaba mucho, todos manifestaban la transendencia de su vida como es hoy día, como fue antes, las perspectivas que tienen, como querian su agricultura, el trabajo de la mujer.

**Participation des femmes et des jeunes**

- Hay un movimiento de mujeres y jovenes que quieren tambien participar en el proceso economico y politico para que ellos tambien participen en la actividad economica. Quieren hacer un empresa, quieren manejar su economia.
- La juventud quiere una oportunidad de trabajo, cuando hay delegacion de a fuera, la juventud ve la oportunidad de trabajar en una empresa para tener un meyor nivel de vida. La gente que han participado contigo saben que estas haciendo un trabajo.

**Extraits de l'entrevue avec Manuel Reyes**  
**Concernant les 4 groupes de discussion menés en juillet 2005 (suite)**

---

**Réactions /perceptions face à l'étranger**

- Cuando ellos ven una delegacion extranjera ven que hay apoyo, financiamiento. Hablaban de su riqueza en el sector agricula y ganadero y como quieren promocionarse. Los dos eventos a mi me llenaron de emocion, el segundo, el dia de la proyecion del documental, habido deseo de participar , de dar su opinion sobre lo que es Tambogrande y lo que es, se toco el problema minero. Habia gente mas de la ciudad, gente de educacion superior. Hubo un momento de preocupacion, han monstrado la margen izquierda, han monstrado la pobreza, pensian: que van a decir el mundo sobre eso que no querian minera aunque estaban pobres.
- Las mujeres estan promocionando sus micro-empresas con el bosque seco, quieren masificar tener esas empresas en cada poblado , donde tengan sus talleres, eso los manifiestan continuamente. Hay gente que estan promocionando que quieren un precio justo en el mercado nacional, aqui te da un peso solamente al nivel del costo de produccion.

**Compréhension**

- Los dos eventos han sido bien interesante porque la gente se manifesto con sinceridad, lo que es y lo que quieren.
- Tus entrevistas han sido entendibles, las preguntas han sido precisas, la metodologia tambien aun para la gente mas humilde.
- Hay gente tal ves que no han entendido todos los conceptos pero hay un grupo que se estan desarrollando su capacidad intelectual y te hablan que hay que defender su identidad y lo quieren.

**Extraits de l'entrevue avec Manuel Reyes**  
**Concernant les 4 groupes de discussion menés en juillet 2005 (suite)**

---

- El concepto de desarrollo es un poco complicado mas para las mujeres que no tienen mucho nivel de educacion. Hay conceptos que todavia no estan muy claro. Ellos entienden en cuanto a sus necesidades basicas.
- Lo bueno es que tu has elaborado unas preguntas para todos los niveles y todos han participado. Tu castellano esta comprehensible. El trabajo de Cissé ha sido una aliada muy oportuna y colaboradora en tu trabajo, por la manera de explicar entendible, para insitar a la participacion de las personas, fue un gran facilitador, un gran apoyo porque hacia una reunion participativa, les daba confianza, la gente queria participar.

**Approche**

- Cissé hizo las convocatorias de todos los grupos, decian como hacian las cosas, por la organizacion, tenian muchas disponibilidades. Querian estar alli en la reunion.
- La gente despues habian comentario que porque no han invitado la poblacion a ver el video, explique a la gente porque. Hay que tener un presupuesto para convocar a todos. Despues se hizo noticias de esta situacion.
- Tienes que tener mucho cuidados, la gente quieren que les da cosas, creen que la gente que viene tienen mucha plata.
- Aqui las mujeres estan trabajando mucho para sus empresas, quieren desarrollar, quieren que la gente les apoyan para trabajar y de alli van a comer, no quieren que les dan pescados, quieren que les aprenden como pescar.



**Extraits de l'entrevue avec Manuel Reyes**  
**Concernant les 4 groupes de discussion menés en juillet 2005 (*suite*)**

---

**Pertinence de la recherche/attentes de la population**

- Es muy importante mostrar nuestra realidad, para nosotros es importante para que haya organizaciones que se dicen que aquí hay para trabajar, hay donde apoyar.
- Primero hay que dar la confianza de la gente, ellos están dando su mensaje, hablando de su realidad. Es importante que la juventud da su mensaje al mundo. Ahora, después del trabajo que has hecho, la gente te toma como una intelectual que vino a hacer un trabajo de investigación, hay gente que no han participado en tus reuniones tal vez tienen esa opinión, los que vinieron piensan que estas una intelectual.

**Respect de la confidentialité/ confiance**

- Sobre la confidencialidad, si había gente que tenían miedo. Eso es bueno de tener esos papeles para garantizar la confidencialidad para que se expresen con confianza, para que se expresen sin temor, con naturalidad.
- Lo que me ha dado cuenta que eres muy humilde, eso la gente lo ha percibido. Tu humildad ha generado confianza y amistad. Por eso que la gente ha llegado a tus convocatorias. La gente te llama, quieren hablar contigo.



CONGRESO DE LA REPÚBLICA

**"Año de la Infraestructura para la Integración"**

Lima, 05 de Julio del 2005

Señora  
**GENEVIEVE MELOCHE**  
 Presenja.

De mi mayor consideración:

Es grato dirigirme a usted, en mi calidad de Congresista de la República y representante de la Región Piura, para expresarle mis atentos saludos y a la vez poner en su conocimiento que nuestro Despacho, con el apoyo de la Municipalidad Provincial de Piura, está organizando la Audiencia Pública **"TLC CON ESTADOS UNIDOS: IMPACTO EN LA ECONOMÍA PERUANA Y LA REGIÓN PIURA"**, el cual se realizará el día viernes 08 de Julio del 2005 a horas 09:00 a.m., en el Auditorio Municipal de esta ciudad.

Dicha audiencia contará con la participación de representantes de diferentes organismos públicos, entidades privadas y organizaciones de la sociedad civil, quienes analizarán los beneficios económicos y probables impactos sociales para nuestro país.

En tal sentido, nos complace invitarla a asistir al referido evento en la seguridad de contar con su presencia, la misma que le dará el realce apropiado a dicha reunión y que permitirá que la población piurana conozca de forma precisa las implicancias de este trascendental acuerdo económico. Permítame, además, hacer extensiva la presente invitación a los integrantes de vuestra Institución, a la espera de vernos honrados con su asistencia. Adjuntamos el programa de la audiencia pública.

Agradeciéndole muy sinceramente su atención de la presente, me valgo de la ocasión para testimoniarle los sentimientos de mi más distinguida consideración y deferente aprecio.

Atentamente,



**DE VICTOR VELARDE ARRIATEGUI**  
 Congresista de la República

Fonds FCAR  
140, Grande-Allée Est, bureau 450,  
Québec, (Qc), G1R 5M8

Montréal le 28 avril 2003

**Objet : Rapport final de stage**

Madame, Monsieur,

Vous trouverez ci-joint le rapport final du stage réalisé grâce à la bourse de stage du Fonds de recherche nature et technologies.

Le stage a débuté le 9 septembre 2002 et s'est terminé le 4 mai 2003. J'ai atteint le but poursuivi dans le cadre de ce stage, c'est-à-dire acquérir une compréhension approfondie des liens entre les différents acteurs dans le contexte d'un pays en voie de développement, le Pérou. Je tiens à mentionner d'entrée de jeu que ce stage s'est avéré déterminant pour l'atteindre de mes objectifs de recherche. Il a ouvert de nouvelles perspectives en établissant des liens fondamentaux pour la suite de mes travaux.

Les nombreuses rencontres de travail avec l'équipe de SUCO, dont deux avec les coopérantes sur le terrain à Huallanca, ont permis la collecte et la mise en commun d'informations sur les différents acteurs dans cette zone ainsi que l'état de leur relation avec SUCO et leur communauté. Ces rencontres ont donné lieu à la publication d'un rapport appelé : *Diagnostic général de communication de l'intervention de SUCO à Huallanca*. Ce document servira de base dans l'élaboration de la programmation de SUCO au Pérou s'échelonnant sur les cinq (5) prochaines années. De plus, SUCO a organisé, le 27 mai 2003, un dîner-conférence pour présenter mon expérience au Pérou et les résultats de mon stage.

Avec la collaboration de M. de Echave, mon superviseur de stage, 46 entrevues ont été menées auprès de représentants de la coopération, soit d'ONGs péruviennes (11) et étrangères (8), d'institutions (4), d'entreprises (4) et d'individus (19). Le fruit de cette recherche sera publié dans divers médias québécois dont la revue Recto Verso et Tolérance.ca, à travers une série d'articles traitant de la coopération internationale au Pérou. Ces articles illustreront diverses réalités culturelles, sociales et économiques du Pérou, constituant ainsi un *portrait des acteurs et des enjeux* de ce pays.

Par ailleurs, j'ai orienté mes recherches sur différents projets de développements, notamment le cas de l'entreprise minière *Manhattan*, dont le projet d'exploitation a été rejeté par la population de Tambogrande dans la région de Piura. J'ai donc réalisé une enquête dans cette région afin d'étudier les enjeux sociaux-économiques et environnementaux à l'échelle de cette communauté spécifique.

Enfin, j'ai étudié la dynamique de la coopération auprès de 3 groupes témoins de stagiaires (Club 2/3, Cross-cultural Solutions et SUCO) et de coopérants provenant de 3 ONGs canadiens (CUSO, SUCO (2), CECI) et de deux ONGs péruviens (CIED, Cicloreá). Les témoignages de ces personnes ajoutent le point de vue de l'intervenant à mon analyse de la dynamique de coopération. Les deux autres niveaux d'analyse étant 1) l'échelle plus globale et 2) projets spécifiques (coopération conflictuelle et réussie).

Au-delà des dizaines d'heures d'enregistrement, des centaines de pages de notes et des multiples échanges formels et informels effectués dans le cadre de ce stage, je tire de cette expérience une motivation renouvelée pour mener à bien mon projet de recherche, doublée d'une vive et insatiable curiosité.

Je vous remercie encore d'avoir permis que cette grande aventure se réalise,

Geneviève Meloche

## Déroulement

Le stage s'est déroulé en différentes étapes (voir calendrier de réalisations) correspondants à deux volets : 1) pratique de septembre 2002 à décembre 2002, sous la supervision de Michel Sanfaçon de SUCO et , 2) académique de décembre 2002 à mai 2003, sous la supervision de José de Echaves de Cooperacion, une ONG péruvienne légalement constituée en 1997 qui travaille sur le thème du développement durable dans des localités de pêche et de mines. Son but est de faciliter l'équilibre entre l'exploitation des ressources naturelles, les nécessités de développement du pays et des localités impliquées.

Pour le premier volet, j'ai été accueillie par SUCO, une ONG québécoise ayant pour mission l'appui au développement durable des communautés et l'éducation à la solidarité internationale. J'ai ainsi pu être initiée au fonctionnement de divers organismes en lien avec SUCO, via des réunions de travail et la participation aux activités de SUCO. Deux séjours dans la zone visée par le stage ont été faits soit en septembre (du 17 au 21) et en décembre (du 24 au 29).

Pour le second volet, j'ai réalisé des entrevues individuelles et de groupe et observé divers projets de coopération sur le terrain et assisté à diverses réunions débattant des enjeux de la coopération.

## Atteinte des objectifs et retombées

Trois objectifs spécifiques ont été poursuivis par ce stage afin d'acquérir une compréhension approfondie des liens entre les différents acteurs du développement au Pérou.

1. **Réaliser un portrait de la coopération au Pérou et**
2. **Mettre en contexte les enjeux locaux (Pérou) et des visions extérieures du développement**

L'ensemble des entrevues menées auprès d'une diversité d'acteurs sélectionnés selon les critères établis en collaboration avec mon superviseur de stage de même que l'accès à une documentation pertinente trouvée à l'Université Catholique m'ont permis d'identifier les traits caractéristiques de la coopération au Pérou, qui ont été regroupés sous des thématiques pour fin de publication.

### Publications

- Conférence sur la situation péruvienne, avril 2003.
- Femmes et développement. Comment la mondialisation affecte les femmes des communautés andines? Tolérance.ca, automne 2003.
- Aide canadienne au développement. À qui et à quoi sert-elle? Tolérance.ca, automne 2003.

### Collaborateurs

- Rita, SUCO
- Maria Amelia Trigos de Flora, Tristan, Gisele Bourret, Comité femmes et mondialisation de la FFQ, Gisèle-Eva Côté, CUSO
- Rosario Demers, CECI, Daniel Thibault, José de Echaves

3. **Analyser la dynamique d'interaction à travers un projet de développement durable**

Différents projets ont été à l'étude et ont jeté des éclairages différents sur la question de développement durable. Tous embrassent, à divers niveaux, les thématiques environnementales, sociales et économiques liées au développement.

### Publications

- Mise en place d'un comité environnemental à Huallanca dans la région d'Ancash. Rapport intitulé : Diagnostic général de communications de l'intervention de SUCO à Huallanca, décembre 2002.
- Promotion des transports non-motorisés (vélo) au Pérou à Lima, Vélo-Québec, printemps 2004.
- Projet d'écotourisme à Nampukio, Vélo-Québec, printemps 2004.
- Projet d'exploitation minière à Tambogrande, dans la région de Piura, Recto Verso, automne 2003.

### Collaborateurs

- SUCO
- Carlos Cordero de Ciclorod
- François Oligny, CIED
- Plus d'une dizaine de collaborateurs pour le projet Manhattan.

## CALENDRIER DE RÉALISATIONS

Étapes	Réalisations	Produits
<p>ÉTAPE 1 : SEPTEMBRE 2002</p> <p>Planification du stage et visites.</p>	<p>Préparation du plan de travail</p> <p>Michel Sanfaçon (du 9 au 13)</p> <p>Visite à Huallanca (17 au 21 sept.)</p> <p>- Visite de l'ONG Vichama, Villa El Salvador (27 sept.)</p>	<p>Échéancier</p>
<p>ÉTAPE 2 : OCTOBRE 2002</p> <p>Portrait des acteurs en coopération de la région.</p>	<p>Tournée des ONGs ciblées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Première rencontre de la Mesa de dialogo mineral (10 oct.); contact avec 8 organisations (mines, gouvernements, ONGs)</li> <li>- Rencontre avec José de Echaves (15 oct.); catégorisation des ONG en environnement</li> <li>- Entrevues</li> </ul>	<p>Documentation : COEECI ; répertoire des institutions étrangères de coopération technique internationale.</p> <p>Échantillon et calendrier de rencontres</p>
<p>ÉTAPE 3 : NOVEMBRE DECEMBRE 2002</p> <p>Élaboration d'un diagnostic sur le positionnement de SUCO.</p>	<p>Préparation d'une enquête plus approfondie (novembre)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Rencontre Mesa de dialogo (14 nov)</li> <li>- Réunion de discussion et validation du diagnostic (14 nov.)</li> <li>- Seconde visite à Huallanca (entrevues individuelles) (24 au 29 novembre)</li> </ul> <p>Rédaction (décembre)</p>	<p>Questionnaires</p> <p>Grilles d'analyse</p> <p>Compte-rendu de réunion</p> <p>Rapport : Diagnostic général de communication</p>

## CALENDRIER DE REALISATIONS

Étapes	Réalisations	Produits
<p>ÉTAPE 4 DECEMBRE 2002 JANVIER 2003</p> <p>Portrait des enjeux locaux</p>	<p>Rencontres/entrevues</p> <p>Préparation d'une série d'articles : perspective historique, culturelle et politico-économique, en lien avec la dynamique de coopération au Pérou</p>	<p>Synopsis d'articles (5)</p> <p>Documentation : Mito y realidad de la ayuda externa, America Latina, ALOP.</p>
<p>ÉTAPE 5 FEVRIER-MARS</p> <p>Programme d'étude péruvienne à l'Universidad Pontificia Católica del Perú.</p>	<p>Rencontre COEECI (17 février)</p> <p>Février : Culture péruvienne</p> <p>Mars- avril : Promotion sociale et développement</p> <p>Débat sur l'avenir de l'aide internationale (4 mars)</p> <p>Visite de projets financés par des organisations canadiennes (15 mars)</p>	
<p>ÉTAPE 6: AVRIL-MAI</p> <p>Évaluation</p> <p>Rapport final et suivis : recommandations générales</p>	<p>Réunion vélo-viable (3 mai)</p> <p>José de Echave# (22 avril )</p> <p>Michel Sanfaçon (25 avril )</p> <p>Réunion bilan d'équipe (29 avril )</p>	<p>Rapport : diagnostic</p> <p>Programmation de SUCO</p>

## Entrevues/réunions

## Projet à Huallanca

Réunions	Dates/lieux
Équipe de SUCO	19-20 septembre 2002, Huallanca
Comité environnemental de Huallanca	21 septembre 2002, Huallanca
Sous-comité gestion des déchets	25 novembre 2002, Huallanca
Équipe de SUCO	25 novembre 2002, Huallanca
Équipe de SUCO	14 novembre, Lima
Équipe de SUCO	29 avril, Lima

## Entrevues individuelles (diagnostic)

Entrevues	Entre le 25 et le 28 novembre 2002
Neil Leslie Mesa	École Virgen de Fatima
Joaquin Gonzalez	École Virgen de Fatima
Edson Marcos	Radio locale #1
Charlie Pacheco	Jeune
Viólata Marquez	Groupe de femme
Ketty	Radio locale #2
Zadith	Enseignante
Oriol	Municipalité
Norma	Municipalité et enseignante
Dr. Henri Tito	Centre de santé
Betty Solís	Groupe de femmes

## Entrevues/réunions

## Projet de recherche

ONGs péruviennes	Dates
Vichama (jeunes)	27 septembre 2002
Cooperacion (Environnement- secteur minier)	22 avril 2003
Labor (Environnement- secteur minier)	21 octobre 2002
COEECI (association ONG de coopération)	17 février 2003
Ciclored (développement durable)	26 février 2003
CONACAMI (Environnement/ défense de droits)	10 mars 2003
CIED (Recherche et développement)	Février 2002
Martincito (personnes âgées)	24 février 2002
CODECO (coopératives)	23 avril 2003
Diaconia (communauté religieuse)	20 mars 2003
Foro Ecológico (regroupement environnemental)	Mars 2003

Institutions de coopération	Dates
Agence de coopération et de développement international (ACDI)	21 février 2003
Ministère des relations internationales du Québec au Pérou (MRI)	6 janvier 2003
Defensora del pueblo (Piura, Pérou)	20 mars 2003
Asociacion peruana de cooperacion internacional (APCI)	Février 2003

ONGs non péruviens	Dates
Club 2/3 (Québec)	17 mars 2003
Parroquia San Marcos (G-B)	17 mars 2003
Cross Cultural Solution (É-U)	19 mars 2003
Association de presse étrangère	10 février 2003
Oxfam Grande-Bretagne	26 février, 1 <sup>er</sup> avril 2003
SUCO (Québec)	
CUSO (Canada)	
CECI (Canada)	



## Entrevues/réunions

**Entreprises privées****Dates**

Manhattan	Avril 2003
Antamina	Septembre 2002
Huanzala	Septembre 2002
Hydro-Québec International	Mars 2003

**Entrevues de personnes (enjeux de la coopération et du développement)**

Helena Manrique	Directrice de CUSO	4 mars
Enrique Bosslu	Directeur de CCS	10 février
Martin Beaumont	Directeur de programme de Oxfam G-B	26 février
Luc Parenteau	Président du Club 2/3	17 mars
Jorge Barrantes	Chargé de projet AL du Club 2/3	17 mars
Serge Labrie	« Entrepreneur social »	15 mars
Daniel Thibault	« Entrepreneur social »	7 mars
Linda Vaillancourt	Coopérante de SUCO	
Michel	Coopérant de CECI	
Isabelle Couture	Coopérante de CUSO	6 mars
François Oligny	Coopérant de CIED	
Pamela Jay-Paralikis	Volontaire à CCS	
Carrie	Volontaire de CCS	6 mars
Fatima	Volontaire de CCS	6 mars
Rebecca	Volontaire de CCS	6 mars
Sr. Valderrama	Chercheur	25 février
Sr. Bobadilla	Professeur	21 février
Stéphanie Boyle	Cinéaste	28 avril, 1 <sup>er</sup> mai
Mary Powers	Journaliste	
Alan Larue	Entrepreneur	25 février

**Entrevue de groupe**

Volontaires de CCS	24 février
Stagiaires Club 2/3	23 avril
Stagiaires de SUCO	3 mai

**Réunions**

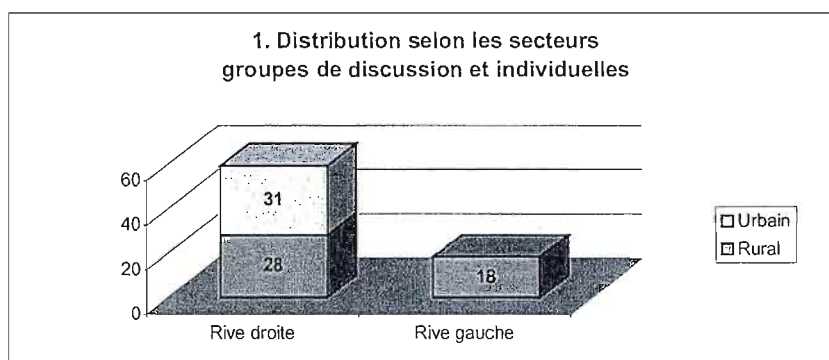
Mesa de diálogo	10 octobre, Lima
Mesa de diálogo	14 novembre, Lima
Mesa de diálogo	Décembre, Lima

## APPENDICE E

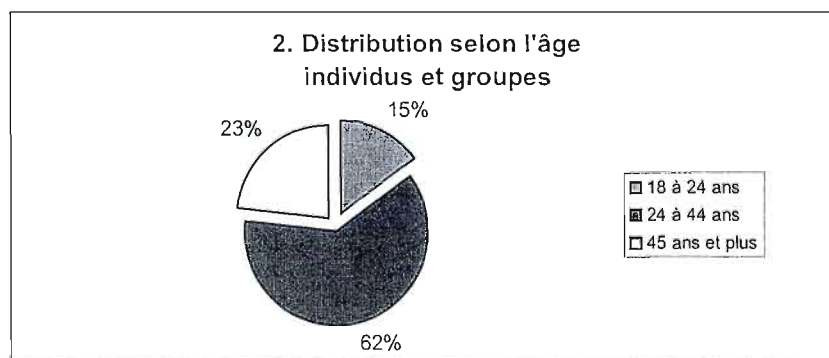
### STATISTIQUES DE L'ÉCHANTILLON

## Statistiques concernant l'échantillon de la recherche terrain menée à Tambogrande en juillet 2005

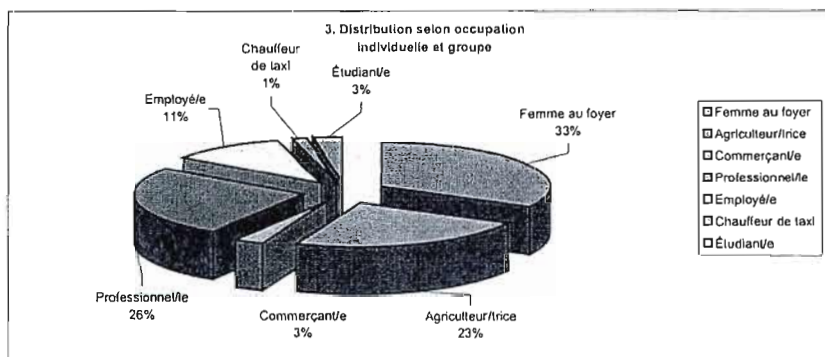
Dans le tableau 1, on remarque que 46 personnes du milieu rural ont été rencontrées dont 18 de la rive gauche, tandis que 31 personnes de la rive droite, soit plus de la moitié venaient de milieu urbain, ont été interviewées provenant principalement de Tambogrande et de Cruceta.



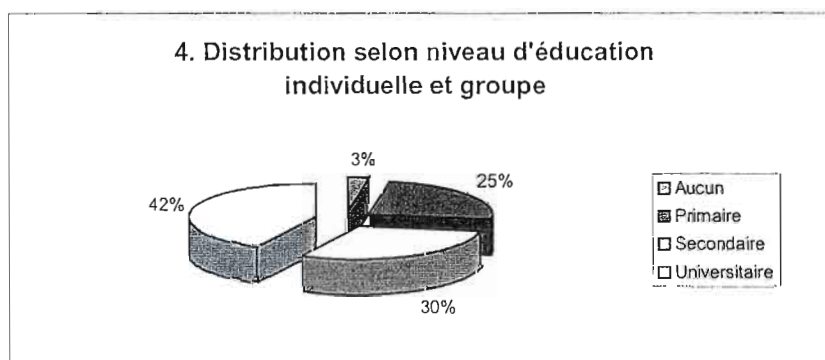
Le tableau 2 présente les groupes d'âge des répondants. Les 25-44 ans sont en majorité avec 62 % du total (77) comparativement à 23 % pour les 45 ans et plus et 15 % pour les 18-24 ans.



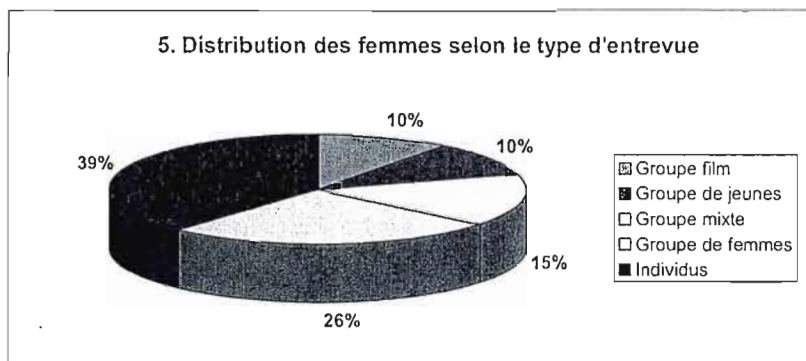
Les occupations des répondants, dans le tableau 3, sont concentrées dans les catégories femme au foyer (33 %), agriculteur (23 %) et professionnel (26 %). À noter que certaines personnes cultivaient leur lopin de terre (parcelles) tout en exerçant une profession, comme enseigner. Ces personnes ont été catégorisées dans le groupe professionnel ou femme au foyer. Enfin, d'autres groupes ont été représentés comme les commerçants (3 %), les employés ou main d'œuvre (11 %), les taxistas (1 %) et les étudiants (3 %). Si on retire les individus ayant participé aux groupes de discussion, la proportion d'agriculteurs, de commerçants et d'étudiants augmente légèrement, tandis que les femmes au foyer, les professionnels et les employés ont été rencontrés en moins grand nombre lors des entrevues individuelles par rapport aux groupes de discussion.



Les niveaux de scolarité sont assez élevés (tableau 4) avec 42 % des répondants ayant un niveau d'étude universitaire et 30 % un niveau secondaire (collège). 25 % des répondants avaient un niveau primaire et 3 % n'avaient aucune scolarité. Le haut taux de scolarité s'explique par la forte participation de professionnels, venant du milieu urbain, lors du groupe de discussion ayant suivi la présentation du film.



Si on regarde le tableau 5, on remarque que les femmes étaient en plus grand nombre lors des entrevues individuelles avec 39 % du total des individus rencontrés. On compte 15 femmes qui ont été rencontrées individuellement contre 14 hommes. Le groupe de discussion destiné aux femmes a réuni 10 d'entres-elles, dont la moitié venait de la rive gauche. Enfin, le groupe de discussion mixte qui a attiré le plus de femmes était celui qui a été organisé à Cruceta à la suite d'un atelier portant sur l'environnement. Cet atelier a d'ailleurs réuni des personnes venant de toutes les zones du district.



## APPENDICE F

### COUPURES DE PRESSE

## **Le Figaro**

### **Après l'Argentine et la Bolivie, le Pérou devrait renégocier les contrats de concession signés avec de grandes entreprises dans les années 90. Les marchés s'affolent.**

INCONNU il y a un an, le nationaliste Ollanta Humala est arrivé en tête du premier tour des élections présidentielles, dépassant la conservatrice Lourdes Flores et l'ex-président Alan Garcia. Une performance qui s'explique avant tout par la fermeté avec laquelle l'ex-officier a exigé, tout au long de sa campagne, une renégociation des contrats passés entre l'Etat et les entreprises titulaires de concessions pour exploiter les ressources naturelles (mines, hydrocarbures) et les services publics (téléphone, eau, électricité).

Les mines sont les premières en ligne de mire. Producteur de minéraux depuis l'époque de l'Empire inca, le Pérou est aujourd'hui le troisième producteur mondial de zinc et de cuivre, le sixième pour l'or, sans oublier l'argent, l'étain et le plomb. La voracité de la Chine, de la Russie et des Etats-Unis ont propulsé les cours.

« En cinq ans, ils ont triplé en moyenne », estime Carlos Herrera Descazi, ex-ministre des Mines et de l'Energie. Le secteur minier, qui représente 52 % des exportations du pays, est à l'origine de la croissance la plus durablement élevée du continent sud-américain (plus de 6 % l'année dernière). La majorité des Péruviens n'en ont rien su. Cinq années d'affilée de hausse du produit intérieur brut n'ont réduit ni la pauvreté ni le chômage.

Principal vecteur de croissance, le secteur minier fait appel à fort peu de main-d'oeuvre. Surtout, ses bénéfices historiques n'ont qu'un faible impact sur le budget national.

Contrairement à ses voisins, notamment le Chili, le Pérou n'encaisse aucune royauté. Cette anomalie date des années 90 quand le président Alberto Fujimori, soucieux de séduire les investissements étrangers malgré la guerre civile menée contre le Sentier lumineux, leur a proposé des contrats aux conditions exceptionnelles, entachés de corruption.

### **La pression de la rue**

Face à l'envolée des cours, le Congrès péruvien a tenté ces dernières années d'introduire des royalties. « Les multinationales n'ont rien voulu entendre. Elles ont rappelé que leurs contrats bénéficiaient d'une protection dite de « stabilité fiscale » dont la solidité juridique relève de la Constitution, ce qui les rend intouchables. Le gouvernement a cédé », explique Carmen Rosa Balbi, de l'Université catholique de Lima. Une décision vécue comme une trahison par une grande partie de la population car le président sortant, Alejandro Toledo, avait promis d'en finir avec l'exception péruvienne.

Depuis 2004, les communautés locales multiplient les actes de violence, attaquant les installations des entreprises minières et d'hydrocarbures et séquestrant des employés. Elles protestent contre l'absence de retombées économiques et les problèmes environnementaux. La mise en place du gazoduc Camisea, destiné à véhiculer du gaz de la région de Cuzco vers

le Mexique, a viré au scandale. Contrairement à ses engagements, le consortium s'est détourné du marché domestique et cinq accidents en moins de deux ans ont souligné la mauvaise qualité du gazoduc.

L'indignation, perceptible tout au long de la campagne présidentielle, a même poussé la candidate conservatrice Lourdes Flores à envisager la révision des contrats, ce qu'elle se refusait à faire il y a quelques mois. Les résistances sont énormes : entre 1993 et 2003, près de 6,7 milliards de dollars ont été investis par des acteurs étrangers dans ce secteur. Les mines ont ainsi drainé 60 % des capitaux injectés par les investisseurs américains, qui considèrent les Andes comme leur chasse gardée.

Mais la pression de la rue paraît désormais plus importante. « Aucun président ne peut se permettre de maintenir le cadre légal actuel, sinon il ne terminera pas son mandat », estime Carlos Herrera. Pour lui, les entreprises ont tout intérêt à négocier : « Compte tenu du niveau historique des cours, investir au Pérou restera rentable malgré l'introduction de royalties. »



La Presse

D2

*La Presse 4 juin 08***ÉCONO FLASHES**

## **Pérou | Manhattan Minerals heurte un obstacle**

LA COMPAGNIE minière canadienne Manhattan Minerals s'est heurtée à un obstacle imprévu au Pérou, où elle projette investir 315 millions pour mettre en valeur une mine d'or et de cuivre. Le projet a été massivement rejeté par voie de référendum par la population du village de Tambogrande, où doit être creusée la mine à ciel ouvert. Même si le référendum organisé par l'administration du village ne possède aucune valeur légale, le titre de Manhattan a souffert hier, perdant 51 cents, à 1,27 \$ à la Bourse des titres de croissance (ancienne CDN). Le gouvernement du Pérou est partenaire du projet de Tambogrande, qui nécessiterait le déménagement de 8000 habitants.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

### Monographies

- Amin, Samir. 1990. *Delinking : Towards a Polycentric World*. Londres : Zed Books, 194 pages.
- Ansion, Jean-Marie. 1998. « Centralisation du pouvoir et changements d'attitudes culturelles au Pérou ». In *Amérique latine. Espace de pouvoir et identités collectives*. pp. 89-112. Louvain-la-Neuve : L'Harmattan.
- Appadurai, Arjun. 1990. « Disjoncture and Difference in the Global Cultural Economy ». In *Global culture : nationalism, globalization and modernity*. Londres : Mike Featherstone, pp. 295-310.
- Balvin Diaz, Doris et José Luis Lopez Follegatti. 2002. *Medio ambiente, minería y sociedad : Una mirada distinta*. Lima : Pérou : Asociación Civil Labor, 228 p.
- Barber, R. Benjamin. 1996. *Djihad versus McWorld : Mondialisation et intégrisme contre la démocratie*. Paris : Desclée de Brouwer, 302 p.
- Berger, Peter et Thomas Luckmann. 1996. *La construction sociale de la réalité*. Paris : Éd. Masson/Armand Colin, 257 p.
- Bonnewitz, Patrice. 1998. *Premières leçons sur la sociologie de P. Bourdieu*. Paris : Presses Universitaires de France, 122 p.
- Bourdieu, Pierre. 2002. *Questions de sociologie*. Paris : Éditions de Minuit, 268 p.
- Boyle, Eva. 2006. *Tambogrande : Mangos, limones y oro. Historia de un conflicto minero ambiental*. Lima : Diaconia et Ceas, 157 p.
- Boyte, Harry C. 1980. *The Backyard Revolution. Understanding the New Citizen Movement*. Philadelphie : Temple University Press.
- Cabrera, Myriam. 2004. *La Comunicacion y la Administracion de Conflictos. Implicaciones para el Sector Minero*. Lima : Pérou : Asociación Civil Labor, 64 p.
- Canclini Garcia, Nestor. 1995. *Hybrid Cultures. Strategies for entering and leaving modernity*. Mexico : Grijalbo, 281 p.
- Cardoso, Fernando Henrique. 1969. *Sociologie du développement en Amérique latine*, Paris : Éd. Anthropos, 261 p.

- Centro de la Mujer Peruana Flora Tristan. 2003. *Género y Biodiversidad Ayacucho y San Martín*. Lima, Pérou : 124 p.
- Centro de la Mujer Peruana Flora Tristan. 2004. *Historia, confluencias y perspectivas. 25 años de feminismo en el Perú*. Lima, Pérou : Edition Gaby Cevasco, 236 p.
- Certeau (de), Michel. 1968. *La prise de parole. Pour une nouvelle culture*. Paris : Desclée De Brouwer, 134 p.
- Certeau (de), Michel, Luce Giard et Pierre Mayol. 1994. *L'invention du quotidien 2. Habiter, cuisiner*. Paris : Gallimard, 361 p.
- Clanet, Claude. 1990. *L'interculturel : introduction aux approches interculturelles en éducation et en sciences humaines*. Toulouse : Presses universitaires du Mirail, 236 p.
- Coulon, Alain. 1987. *L'ethno-méthodologie*. Que sais-je ? Paris : Presses Universitaires de France, 123 p.
- Corm, Goerges. 1993. *Le nouveau désordre économique mondial*. Paris : Découverte, 163 p.
- Crozier, Michel et Erhard Friedberg. 1977. *L'acteur et le système*. Paris : Seuil, 478 p.
- Dansereau, Pierre. 1991. *L'envers et l'endroit. Le besoin, le désir et la capacité*. Montréal : Fides, 79 p.
- . 1973. *La terre des hommes et le paysage intérieur*. Ottawa : Leméac, 177 p.
- Debuyst, Frédéric et Isabel Yépez del Castillon (sous la direction de). 1998. *Amérique latine. Espace de pouvoir et identités collectives*. Louvain-la-Neuve : L'Harmattan, 274 p.
- Desjeux, Dominique. 1991. *Le sens de l'autre. Stratégies, réseaux et cultures en situation interculturelle*. Paris : UNESCO, 160 p.
- Dumas, Brigitte et Carmen Gendron. « Savoirs écologiques et représentations sociales ». 1991. In *Environnement et développement. Questions éthiques et problèmes socio-politiques* sous la direction de José A. Prades, Jean-Guy Vaillancourt et Robert Tessier, pp. 245-271. Montréal : Fides.
- Echave (De), Jose. *Construyendo un proceso de toma de decisiones frente a operaciones mineras*. Lima (Pérou) : Éditions CooperAcción, 2001, 148 p.
- Escobar, Arturo. *Encountering Development: The Making and Unmaking of the Third World*. Princeton : University Press, 1995, 226 p.
- Favreau, Louis. 1997. « L'organisation communautaire en Amérique latine ». In *Théorie et pratique en organisation communautaire* sous la direction de Laval Doucet et Louis Favreau. pp. 415-436. Sainte-Foy : Presse de l'Université du Québec.

- Fedida, Pierre. 2001. « Cette objectivité qui fait peur ». In *Penser la vie, le social, la nature. Mélanges en l'honneur de Moscovici* sous la direction de Fabrice Buschini et Nikos Kalampalikis, pp. 491-494. Paris : éditions de la Maison des sciences de l'homme.
- Fernandez Montenegro, Blanca et Maria Amelia Trigos Berentzen. 2001. *Mujeres rurales de la region andina. Propuestas para la equidad. Perú*. Lima : Centro de la Mujer Peruana Flora Tristan, 57 p.
- Freire, Paulo. 1968. *Pédagogie des opprimés*. New York : Seabury Press, 202 p.
- Foucault, Michel. 1999. *L'ordre du discours*. Paris : Gallimard, 81 p.
- Fukuyama, Francis. *La confiance et la puissance : vertus sociales et prospérité économique*. Paris : Plon, 1997.
- Gaboury, Ève. « La toile de Pénélope: réflexions sur l'espace féminin et l'éthique environnementale ». 1991. In *Environnement et développement. Questions éthiques et problèmes socio-politiques* sous la direction de José A. Prades, Jean-Guy Vaillancourt et Robert Tessier, pp. 231-244. Montréal : Fides.
- Geertz, Clifford. 1988. *Works and lives. The antropologist as an author*. Californie (É-U) : Stanford University Press, 149 p.
- . *Local knowledge*. New-York : Basic Books, Inc. Publishers, pp. 2-16.
- Godbout T., Jacques. 2000. *Le don, la dette et l'identité*. Montréal : Éditions du Boréal, 177 p.
- Goffman, Erving. 1973. *La mise en scène de la vie quotidienne*. Paris : Éd. De minuit, 214 p.
- Grawitz, Madeleine. 1993. *Méthodes des sciences sociales*. Paris : éd. Dalloz, 9<sup>e</sup> édition, pp. 479-499.
- Hall, Edward T. *Le langage silencieux*. Paris : Seuil, 1984, 234 p.
- Hofstede, Geert. 1994. *Vivre dans un monde multiculturel. Comprendre nos programmations mentales*. Paris : Les éditions d'organisation, 351 p.
- Hurtado Galvan, Laura. 1995. *Desarrollo desde arriba y desde abajo. Información y comunicación en las ONGS de America Latina*. Cusco ; Pérou : Centro de Estudios regionales Andinos Bartolomé de Las Casas, 347 p.
- Hurtubise, Yves. 1997. « L'action conscientisante ». In *Théorie et pratique en organisation communautaire* sous la direction de Laval Doucet et Louis Favreau, pp. 147-159. Sainte-Foy : Presse de l'Université du Québec.
- Illich, Ivan. 1971. *Libérer l'avenir*. Paris : Seuil, 187 p.

- Jaquette, Jane S. 1989. *The women's Movement in Latin America. Feminism and the transition to Democracy*. Boston : Unwin Hyman.
- Laramée, Alain et Bernard Vallée. 1991. *La recherche en communication. Éléments de méthodologie*. Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec, 377 p., chapitre 2 , Quelques notions d'épistémologie, pp. 47-74.
- Lecointe, Michel. 1983. « Les militants et leurs étranges organisations ». Paris : Syros, 187 p.
- Lipman, P., dans Gaudreau et coll. *Briser l'isolement*. 1993.
- Manero, Edgardo. 2003. *L'autre, le même et le bestiaire. Les représentations stratégiques du nationalisme argentin. Ruptures et continuités dans le désordre global*. Buenos Aires : Éd. Philosophie Amérique Latine, 598 p.
- Memmi, Albert. 1965. *The colonizer and the colonized*. Boston : Beacon Press, 153 p.
- Michaud, Guy (sous la direction de). 1978. *Identités collectives et relations inter-culturelles*. Bruxelles : Éditions Complexe, 249 p.
- Morin, Edgar. 2005. *Introduction à la pensée complexe*. Paris : Éditions du Seuil, 158 p.
- Mucchielli, Alex. 1986. *L'identité*. Que sais-je ? Paris : Presses Universitaires de France, p. 123.
- Moscovici, Serge. 1979. *Psychologie des minorités actives*. Paris : Presses Universitaires de France, 266 p.
- Parpart, Jane. 1989. « Deconstructing the development expert. Gender, development and the vulnerable groups. In Women and the State in Africa, chapitre 12, pp. 713-715. Jane L. Parpart, Kathleen A. Staudt. *The International Journal of African Historical Studies*, Vol. 22, No. 4.
- Personnaz, Marie et Bernard Personnaz. 2001. « Influence sociale : contextes démocratiques, conceptions et enjeux ». In *Penser la vie, le social, la nature. Mélanges en l'honneur de Moscovici* sous la direction de Fabrice Buschini et Nikos Kalampalikis, pp. 301-316. Paris : éditions de la Maison des sciences de l'homme.
- Revesz, Bruno. 1998. *Decentralización y gobernabilidad en tiempos de globalización*. Piura ; Lima : CIPCA, IEP, Bruno Revesz Editeur, 252 p.
- Rist, Gilbert. 1996. *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*. Paris : Presse de la fondation nationale des sciences politiques, 406 p.
- Sabelli, Fabrizio. 1993. *Recherche anthropologique et développement. Éléments pour une méthode*. Paris : Éditions de l'Institut d'ethnologie, Neuchâtel, 163 p.
- Simard, Gisèle. 1989. « La recherche sociale dans les sociétés de parole ». In *La méthode du Focus group*. Laval : éd. Mondia, pp. 1-14.

Seminario Ojeda, Miguel Arturo. 1995. *Historia de Tambogrande : Una aproximación socio económica del medio Piura* (1532 – 1932). Tome I. Lima (Pérou) : Ed. Maza.

Servaes, Jan. 2000. « Communication for development in a global perspective : The role of governmental and non-governmental agencies », pp. 47-59. In *Walking on The Other Side of The Information Highway – Communication, Culture and Development in the 21st Century*. Penang (Malaysia) : Southbound.

Touraine, Alain. 2001. « Le déclin de l'acteur social ». In *Penser la vie, le social, la nature. Mélanges en l'honneur de Moscovici* sous la direction de Fabrice Buschini et Nikos Kalampalikis. pp. 83-99. Paris : éditions de la Maison des sciences de l'homme.

Todorov, Tzvedan. 1982. *La conquête de l'Amérique*. Paris : Seuil, 317 p.

Torres Guevara, Fidel. 2003. *Minería metálica bajo el Niño en Piura. Injustificado riesgo para su vida y desarrollo*. Piura (Pérou) : Edition Colectivo Ciudadano Piura Vida y Agro, 160 p.

Valcarcel, Amelia. 1993. *Del miedo a la igualdad*. Barcelone : Critica, 197 p.

Wichterich, Christina. 1999. *La femme mondialisée*. Bonn : Solin, 246 p.

### Articles, enquêtes, rapports et thèses

Adeola, F. 1998. « Cross-national environmentalism differentials: empirical evidence from core and noncore nations ». *Society and Natural Resources 1*, pp. 339-364. In Muradian, Roldan, Joan Martinez-Alier et Humberto Correa. 2003.

Alvarado Merino, Gina Elisabeth. 2004. « Dan más valen menos : Mujeres, propiedad y control de la tierra en el Bajo Piura rural ». *Pontifica Universidad Católica del Perú*. Thèse en sociologie, Juillet.

Aste Faffos, Juan. 2002. « Valor económico del valle de San Lorenzo, Tambogrande Piura ». Rapport de la *Mesa Técnica de Tambogrande*. Lima Piura : [s.e], 45 p.

Avila Fernández, Rocío. 2000. « La Empresa Transnational minera en Tambogrande, redefiniendo relaciones de poder y género ». *Pontifica Universidad Católica del Perú, Facultad de Ciencias sociales*, monographie dans le cadre du diplôme de Genre, décembre 2000.

—. 2000. « David frente a Goliath. La lucha de Tambogrande ». Lima : *Páginas*, décembre N° 166, pp. 92-97.

—. 2002. « Tambogrande : Conflicto socioambiental y participación ciudadana », Lima : *Páginas*, avril, N° 174, pp. 34-41.

- Beck, U. 1996. « Environment, knowledge and indeterminacy: beyond modernist ecology ». *Lash, S., Szerzynski, B. et B. Wynne (eds). Risk, Environment and Modernity*. Sage Publications. U.K. In Muradian, Roldan, Joan Martinez-Alier et Humberto Correa. 2003.
- Blondet, Cecilia. 1997. « La emergencia de las mujeres en el poder ¿ Hay cambios en Perú ? *Perfiles Latinoamericanos*, Revista de la Sede Académica de México de la Facultad Latinoamericana de Ciencias sociales, Mexico, année 6, no 11, décembre, pp. 91-111.
- Burki, Perry et Dilinger. 1999. « Beyond the center : Decentralizing the State ». Washington : Banque mondiale, in Revesz, 2000. *La décentralisation au Pérou : une réforme en panne. Problèmes d'Amérique latine*, No 37 (avril-juin), pp. 117-127.
- Canet, Raphaël. 2004. « Analyse qualitative des données : construire une représentation à l'aide du logiciel Nvivo ». Montréal : *Chaire de Recherche du Canada en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie*, 22 p.
- Centro de Investigación y Promoción del Campesinado (CIPCA). 2000. Centro de Documentación e Información Regional, *Sondeo de opinión : interrelaciones sociales en Tambogrande : explotación minera*. Piura : [s. e.], 41 p.
- Charte des Nations unies et le statut de la Cour internationale de justice, publié par *le Service de l'information des Nations unies*, NU, 1979, p. 38.
- Commission mondiale sur l'environnement et le développement. 1989. « Notre avenir à tous ». 2<sup>e</sup> édition, Montréal : Éditions du Fleuve, 432 p.
- Développement et Paix. « Consultation de l'ACDI 2001-2002 » Mémoire.
- Duchastel, Jules et Danielle Laberge. « La recherche comme espace de médiation interdisciplinaire ». In *Sociologie et sociétés*, Montréal (UQAM), vol. XXXI, n° 1, printemps 1999.
- Erikson E. 1968. *Adolescence et crise : la quête de l'identité*. Trad. française Flammarion 1972. In Mucchielli, 1986 et Giddens, 1987.
- Favreau, Louis et Lucie Fréchette. 2002. « Développement local et économie populaire en Amérique latine : l'expérience de Villa El Salvador ». Montréal: *Centre de recherche sur les innovations sociales dans l'économie sociale, les entreprises et les syndicats (CRISES) et chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC)*, collection : Étude de cas d'entreprises d'économie sociale. Octobre, 93 p.
- Fondo Nacional de Compensación y Desarrollo Social (FONCODES). 2000. « Mapa de pobreza del Perú ». Lima : publié par : *FONCODES*.

- Instituto Nacional de Estadística e Informática, INEI. 2003. « Perú: Compendio Estadístico 2003 ». Lima : publié par : *INEI*.
- Garay, Dorian (CEPES). 2001. « Mito y realidad de la Ayuda Externa : America Latina al 2001 ». Rapport annuel sur la coopération. Lima : édité par *l'Association Latino-américaine des organismes de promotion (ALOP)*, Lima, 2001, pp. 13-14.
- Ghils, Paul. 1992. « La société civile internationale : les organisations internationales non gouvernementales dans le système international ». In *Revue internationale des Sciences sociales*, Paris : 133, pp. 467-482. In Laura Hurtado Galvan, 1995.
- Grupo de Trabajo Piura, Vida y Agro – Godofredo Garcia Baca (Piura, Pérou). 2001. « Tambogrande : ¿ despena o minería?, el derecho a decidir su modelo de desarrollo ». Piura : *Grupo de Trabajo Piura Vida y Agro Godofredo García Baca*, 82 p.
- Harrison, Lawrence. 2000. « Culture Matters; How Values Shape Human Progress ». Ottawa : *Centre canadien pour le développement de la politique étrangère*. Présentation 6 octobre.
- Hirschman, Albert. O. 1986. « El avance en colectividad : experimentos populares en la América Latina ». México D.F. FCE, 117 p. In *Desarrollo desde arriba y desde abajo. Información y comunicación en las ONGS de America Latina*. Hurtado, 1995.
- Humbert, Colette. 1987. « La pensée et le cheminement de Paulo Freire ». G. Amplement et al., 1987. *Pratiques de conscientisation 2*, Québec : Collectif québécois d'édition populaire, pp. 283-309. In *Théorie et pratique en organisation communautaire* sous la direction de Laval Doucet et Louis Favreau, pp. 415-436. Sainte-Foy : Presse de l'Université du Québec.
- Holly, Gérald, A. 1984. *Le financement des projets d'infrastructure à caractère industriel dans les pays du tiers-monde : La situation dans les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes*. UQAM (Maîtrise en gestion de projet), 180 p.
- Hurtubise, Yves. 2002. « L'action conscientisante ». In *Théorie et pratique en organisation communautaire*, sous la direction de Laval Doucet et Louis Favreau, pp. 415-436. Sainte-Foy : Presse de l'Université du Québec.
- Laforce, Myriam. 2006. « Réformes économiques, espaces politiques et conflits socio-environnementaux : les impacts de l'investissement minier au Pérou ». Montréal : *Groupe de recherche sur les activités minières en Afrique, UQAM*, conférence prononcée lors d'une table ronde organisée par le CCDHAL, le 24 mars.
- Lechner, N. 1988. « Los patios interiores de la democracia ». Santiago : Flacso. In Martin-Barbero, 1998.



- Lemieux, V. et al. 2001. « Rapport sur l'appropriation par les communautés locales de leur développement ». Québec : *Conseil de la santé et du bien-être*, 52 p.
- Lipiansky, E.M. 1978. « Groupe et identité ». In Michaud, *Identités collectives et relations inter-culturelles*.
- Mato, Daniel. 1997. « A research based framework for analysing processes of re-construction of civil societies in the age of globalization », in *Civil societies in the age of globalization*, (dir. Jan Servaes), pp. 127-139
- . 1998. « Global-Local and Transnational Local-Local Relations in the Transformation of Latin-America Civil Society ». *XXI International Congress of Latin American studies Association*, Chicago, septembre, pp. 24-27.
- . « Pueblos indígenas y democracia en tiempos de globalización : la experiencia del Fonfo Indígena ». *Cuadernos del CENDES*, 15/no 38, 1998, pp. 31-44.
- . « Transnational Networking and the Social Production of Representations of Identities by Indigenous Peoples' Organizations of Latin America ». *International Sociology* Universidad Central de Venezuela, vol 15 (2) 2000, pp. 643-360.
- Martin-Barbero, Jésus. 1998. « Penser la société à partir de la communication ». *Loisir et société*, volume 21, numéro 1, printemps, pp. 145-172.
- Mattelart, Armand et Éric Neveu. 1996. « Cultural Studies stories. La domestication d'une pensée sauvage ? ». *Réseaux*, 80, Paris, pp. 11-58.
- Melucci, Alberto. 1983a. « Mouvements sociaux, mouvements post-politiques ». *Revue internationale d'action communautaire* 10/50, pp. 13-29.
- . 1983b. « Partir des conflits pour analyser les mouvements sociaux ». *Revue internationale d'action communautaire* 10/50, pp. 41-44.
- Merle, Marcel. 1982. *Sociologie des relations internationales*. 3e ed. Paris, Dalloz, 1982, p. 362. In *Desarrollo desde arriba y desde abajo. Información y comunicación en las ONGS de America Latina*. Hurtado, 1995.
- Mesa Técnica. 2000. « Resultados de la encuesta en Tambogrande ». Lima, document de travail publié par *Oxfam Grande Bretagne*.
- Ministerio de Promoción de la Mujer y del Desarrollo Humano (Promudeh). 2001. « Las mujeres rurales del Perú : Voces por el Desarrollo y la Paz ». Lima : publié par : *Promudeh*.
- Mohanty, Chandra. 1991. « Cartographies of struggle : Third World Women and the politics of Feminism ». *Third World Women and the politics of Feminism*, édité par Chandra Mohanty, Ann Russo, et Lourdes Torres, pp. 1-47, Bloomington : Indiana University Press.

- Moran, Robert. 2001. «Una mirada alternativa a la propuesta de minería en Tambogrande ». Pérou, *Oxfam America-Mineral Policy Center-Environmental Mining Council of British Columbia*, 25 p.
- Municipalité du district de Tambogrande. 2004. « Plan Estrategico de Desarrollo del Distrito de Tambogrande 2004-2015 », publié à Piura (Pérou) : *Municipalité du District de Tambogrande, CEPRODA-MINGA, CooperAcción*, août 2004.
- Muradian, Roldan, Joan Martinez-Alier et Humberto Correa. 2003 « International Capital vs. Local Population: The Environmental Conflict of the Tambogrande Mining Project, Peru ». *Society and natural resources* 16 (9), Piura : Universitat Autònoma de Barcelona et Universidad Nacional de Piura, pp. 775-792.
- Norgaard, R. 1994. « Development Betrayed: The End of the Progress and a Coevolutionary Revisioning of the Future ». Routledge. London. In Muradian, Roldan, Joan Martinez-Alier et Humberto Correa, 2003.
- OCDE. 2002. « Les entreprises multinationales dans des situations de conflits violents et de violations généralisées des droits de l'homme ». In *OCDE Direction des affaires financières, fiscales et des entreprises*, Document de travail sur l'investissement international, Numéro 2002/1, mai 2002.
- Padrón, Mario. 1988. « Las organizaciones no gubernamentales de desarrollo en el Perú ». Lima: Desco, 208 p. In *Desarrollo desde arriba y desde abajo. Información y comunicación en las ONGS de America Latina*. Hurtado, 1995.
- Pichardo, N. 1997. « New social movements: a critical review ». *Annual Review of Sociology* 23, pp. 411-30. In Muradian, Martinez-Alier et Correa, 2003.
- Ravault, René-Jean. 1986. « Défense de l'identité culturelle par les réseaux traditionnels de coersédution ». In *International Political Science Review*, Vol 7, No 3, juillet 1986, pp. 251-280.
- . 1986b. « Colonialismes culturels et coerséductions autochtones ». In *Communication information médias théories pratiques*, Vol. 8, No 1, Montréal : Éd. Saint-Martin, printemps 1986, pp. 54-106.
- . 1996. « Développement durable, communication et réception active », in *Communication et développement international* (dir. T. Seigny), PUQ, pp. 59-79.
- . 1990. « La communicologie, discipline hyper-révolutionnaire ou ultra-conservatrice ? ». In *Technologies et symboliques de la communication* (dir. L. Sfez), Presses Universitaires de Grenoble, pp. 53-64.

- Revesz, Bruno. 2000. « La décentralisation au Pérou : une réforme en panne ». *Problèmes d'Amérique latine*, No 37 (avril-juin), pp. 117-127.
- . 2006 « La irrupción de Ollanta Humala en la escena electoral peruana ». *Centro de Investigación y Promoción del Campesinado. CIPCA – Journée interne d'analyse de la conjoncture*. Piura (Pérou).
- . 2004. « Société politique, constitutions et transitions démocratiques au Pérou ». *Justice et démocratie en Amérique latine*, (dir. Bernard, M-J, Carraud, M), pp. 195-217, PUG : Grenoble.
- Redclift, M. and G. Woodgate. 1994. «Sociology and the environment: discordant discourse? ». In : Redclift, M. and T. Benton (ed). *Social Theory and the Global Environment*. Routledge. U.K. In Muradian, Martinez-Alier et Correa, 2003.
- Rousseau, Stéphanie et François Meloche. 2002. « L'or et la terre : enjeux du développement démocratique – Rapport de la Mission d'observation de la consultation municipale de Tambogrande, Pérou ». Ottawa : *Droits et Démocratie* (Centre international des droits de la personne et du développement démocratique), 18 p.
- Sachs, Jeffrey. 2001. « Mito y realidad de la Ayuda Externa : América Latina al 2001 ». Rapport annuel sur la coopération. Lima : édité par l'association Latinoaméricaine des organismes de promotion (ALOP), p. 8.
- Servaes, Jan. 1986. « Development Theory and Communication Policy : Power to the People! ». Londres : *European Journal of communication (SAGE)*, vol. Vv, pp. 203-229.
- Taylor, D. 2000. « The rise of the environmental justice paradigm. American Behavioral Scientist » pp. 508-580. In Muradian, Martinez-Alier et Correa, 2003.
- Thompson, E.P. 1979. « Traducción, revuelta y conciencia de clase ». Barcelone : Critica. In Martin-Barbero, 1998.
- Valderrama León, Mariano. 2002. « La agencia peruana de cooperación internacional. Un proyecto estratégico ». Lima : document de travail, novembre, 49 p.

### **Presse écrite et électronique**

- Condamines, Charles. 1986. « Le grand bazar de la charité », *Le monde diplomatique*, Paris.
- Correo* (Piura, Pérou). [www.correoperu.com.pe](http://www.correoperu.com.pe).
- Despelteau, Sébastien. 2006. « La société civile contre la démocratie ? ». *Le Devoir*, 20 juin.
- El Tiempo*. [www.eltiempo.com.pe](http://www.eltiempo.com.pe).

*Factortierra*. Revue électronique : [www.geocities.com/factortierra](http://www.geocities.com/factortierra).

Laforce, Myriam. 2005. « Intérêts miniers étrangers et mobilisations communautaires au Pérou : une nouvelle poudrière ? ». Observatoire des Amériques, UQAM, Montréal : *La Chronique des Amériques*. Revue électronique : [www.ceim.uqam.ca](http://www.ceim.uqam.ca), février No 05.

Latin Reporters. « Pérou : élu président, Alan Garcia freine Hugo Chavez en Amérique latine ». Revue électronique : [www.latinreporters.com/peroupol04062006analyse.html](http://www.latinreporters.com/peroupol04062006analyse.html), 15 septembre 2006.

Le Figaro (voir appendice F).

Liberación. « Historia secreta del Opus Dei en el Perú ». Revue électronique : [www.opuslibros.org/prensa/peru\\_historia.htm](http://www.opuslibros.org/prensa/peru_historia.htm), Lima 30 mars 2001.

Nifle, Roger. 2004a. « Appropriation du développement. Une mutation radicale de l'approche et de la pratique », *L'Humanisme Méthodologique*. Revue électronique : [www.journal.coherences.com](http://www.journal.coherences.com), juillet.

—. 2004b. « L'empowerment des territoires ». Un nouveau défi pour l'État et les collectivités territoriales ». Revue électronique : [www.journal.coherences.com](http://www.journal.coherences.com), octobre.

Truffault, Serge. *Le Devoir*, 10 juin 2006.

### **Matériel audiovisuel**

Film documentaire de Ernesto Cabellos et Stephanie Boyd. 2004. « Tambogrande vale más que oro ». 55 min. VCD. *Guarango cine y video*. Lima, Pérou.

Film documentaire de Diane St-Antoine. 2004. « Une mine ? non merci ! (Un mois à Tambogrande) », juin, 52 min., Canada.

### **Sites Web consultés**

ACDI, Agence canadienne de développement international. [www.acdi-cida.gc.ca](http://www.acdi-cida.gc.ca).

APRODEH, Asociación Pro-Derechos Humanos. [www.aprodeh.com.pe](http://www.aprodeh.com.pe).

Asociación ecologista tropico seco. [www.geocities.com/aetropicoseco](http://www.geocities.com/aetropicoseco).

Banque mondiale. [www.bancomundial.org](http://www.bancomundial.org).

CENTROMIN. [www.centromin.com.pe](http://www.centromin.com.pe).

CIPCA, Centro de Investigación y Promoción del Campesinado. [www.cipca.org.pe](http://www.cipca.org.pe).

CooperAcción. [www.cooperaccion.org.pe](http://www.cooperaccion.org.pe).

CONACAMI, Coordinadora Nacional de Comunidades Afectadas por la Minería.  
[www.conacami.org](http://www.conacami.org).

Frente de Defensa del Valle de San Lorenzo y Tambogrande.  
[www.geocities.com/frentetambogrande](http://www.geocities.com/frentetambogrande).

Gouvernement régional de Piura. [www.regionpiura.gob.pe](http://www.regionpiura.gob.pe).

INEI, Instituto Nacional de Estadística e Informática (Pérou). [www.inei.gob.pe](http://www.inei.gob.pe).

Mining Watch. [www.miningwatch.ca](http://www.miningwatch.ca).

Mesa Técnica. [www.tambogrande.org](http://www.tambogrande.org).

OXFAM AMÉRICA (Pérou). [www.oxfamamerica.org](http://www.oxfamamerica.org).

OXFAM Grande-Bretagne (Pérou). [www.oxfam.co.uk](http://www.oxfam.co.uk).

PNUD, Programme des Nations Unies pour le développement. [www.undp.org](http://www.undp.org).

PUCP, Pontificia Universidad Católica del Perú. [www.pucp.edu.pe](http://www.pucp.edu.pe).

UDEP, Université de Piura. [www.udep.edu.pe](http://www.udep.edu.pe).

UNP, Université Nationale de Piura. [www.unp.edu.pe](http://www.unp.edu.pe).